MINISTÈRE
DU TRAVAIL
DE LA SANTÉ
ET DES SOLIDARITÉS

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

# *Bulletin officiel*

## Santé
## Protection sociale
## Solidarité

## N° 14

## 28 juin 2024

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION** : FRANCIS LE GALLOU, DIRECTEUR DES FINANCES, DES ACHATS ET DES SERVICES
**RÉDACTEUR EN CHEF** : PATRICE LORIOT, ADJOINT AU CHEF DU SERVICE DES PATRIMOINES
**RÉALISATION** : SGMCAS - DFAS - BUREAU DE LA POLITIQUE DOCUMENTAIRE
14 AVENUE DUQUESNE - 75350 PARIS 07 SP - MÉL. : DFAS-SPAT-DOC-BO@SG.SOCIAL.GOUV.FR

# *Sommaire chronologique*

## 31 mai 2024

**INSTRUCTION N° DSS/SD4B/2024/81 du 31 mai 2024** relative à la modification de la répartition des sièges entre organisations nationales professionnelles d'employeurs au sein des conseils des caisses primaires d'assurance maladie, des conseils d'administration des caisses de retraite et de santé au travail et de la Caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-France et du conseil d'orientation de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale.

## 10 juin 2024

**Arrêté du 10 juin 2024** portant inscription au titre de l'année 2024 au tableau d'avancement à l'échelon spécial de la classe exceptionnelle des directeurs des soins.

**Arrêté du 10 juin 2024** portant inscription au titre de l'année 2024 au tableau d'avancement à la classe exceptionnelle des directeurs des soins.

## 12 juin 2024

**INSTRUCTION INTERMINISTÉRIELLE N° DGCS/SD1B/SD5A/DIPLP/2024/86 du 12 juin 2024** relative à la mise en œuvre des pactes locaux des solidarités pour l'année 2024.

**Arrêté du 12 juin 2024** modifiant l'arrêté du 19 octobre 2022 modifié portant nomination des membres du Haut Conseil des professions paramédicales.

## 13 juin 2024

**NOTE D'INFORMATION INTERMINISTÉRIELLE N° DGOS/RI2/DSS/1C/2024/85 du 13 juin 2024** relative à l'évolution des modalités de prise en charge en sus des prestations d'hospitalisation, à titre dérogatoire et transitoire, des spécialités pharmaceutiques à base d'immunoglobulines humaines faisant l'objet d'une autorisation d'importation dans un contexte de tensions d'approvisionnement des spécialités équivalentes.

**CIRCULAIRE N° DGOS/FIP1/2024/95 du 13 juin 2024** relative à la première campagne tarifaire et budgétaire 2024 des établissements de santé.

## 14 juin 2024

**INSTRUCTION N° DGCS/2A/5A/2024/68 du 14 juin 2024** relative aux orientations de l'exercice 2024 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales.

**Arrêté du 14 juin 2024** modifiant l'arrêté du 5 mars 2024 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté.

## 17 juin 2024

**Arrêté du 17 juin 2024** modifiant l'arrêté du 17 mai 2024 portant inscription au titre de l'année 2024 au tableau d'avancement complémentaire à la hors classe des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux.

**Arrêté du 17 juin 2024** modifiant l'arrêté du 7 mars 2024 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Agence régionale de santé de Guyane.

## 18 juin 2024

**NOTE D'INFORMATION N° DGS/SP4/DGOS/2024/76 du 18 juin 2024** relative à l'appel à projets concernant la coordination nationale du dispositif VigilanS intégré à la Stratégie nationale de prévention du suicide.

**Arrêté du 18 juin 2024** portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des corps de fonctionnaires de catégorie C.

## 20 juin 2024

**NOTE D'INFORMATION N° CNG/DGD/2024/77 du 20 juin 2024** relative à l'évaluation et à la prime de fonctions et de résultats des directeurs d'hôpital, directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux, et des directeurs des soins des établissements mentionnés à l'article L5 du Code général de la fonction publique, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, au titre de l'année 2024.

## 21 juin 2024

**Arrêté du 21 juin 2024** relatif à la commission paritaire de pilotage et de suivi prévu par les articles 28 et 29 du décret n° 2022-633 du 22 avril 2022 relatif à la protection sociale complémentaire en matière de couverture des frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident dans la fonction publique de l'État.

**Arrêté du 21 juin 2024** modifiant l'arrêté du 5 mars 2024 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire.

## 24 juin 2024

**Convention du 24 juin 2024** portant délégation de gestion relative à la représentation du ministère chargé de la santé et au secrétariat de certaines instances.

## 25 juin 2024

**NOTE D'INFORMATION N° DGOS/RI1/2024/94 du 25 juin 2024** relative aux programmes de recherche sur les soins et l'offre de soins pour l'année 2024.

## 27 juin 2024

**INSTRUCTION N° DGCS/SD3A/SD3B/SD4B/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2024/97 du 27 juin 2024** complétant l'instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2024/62 du 22 mai 2024 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2024.

## Non daté

**Liste** des agents de contrôle de la branche maladie ayant reçu l'autorisation provisoire d'exercer leurs fonctions en application des dispositions de l'arrêté du 5 mai 2014 fixant les conditions d'agrément des agents et des praticiens-conseils chargés du contrôle de l'application des législations de sécurité sociale.

**Décisions** portant délégation de signature du directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

**Décisions** portant délégation de signature du directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

MINISTÈRE
DU TRAVAIL
DE LA SANTÉ
ET DES SOLIDARITÉS

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**INSTRUCTION N°** DSS/SD4B/2024/81 du 31 mai 2024 relative à la modification de la répartition des sièges entre organisations nationales professionnelles d'employeurs au sein des conseils des caisses primaires d'assurance maladie, des conseils d'administration des caisses de retraite et de santé au travail et de la Caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-France et du conseil d'orientation de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale

La ministre du travail, de la santé et des solidarités

à

Madame la sous-directrice du pilotage
du service public de la sécurité sociale

Madame la cheffe de la Mission nationale de contrôle et d'audit
des organismes de sécurité sociale (MNC)

Copie à :

Monsieur le directeur général de la Caisse nationale
de l'assurance maladie (CNAM)

Monsieur le directeur de la Caisse nationale
d'assurance vieillesse (CNAV)

Madame la directrice de l'Union des caisses nationales
de sécurité sociale (UCANSS)

| | |
|---|---|
| **Référence** | NOR : TSSS241524J (numéro interne : 2024/81) |
| **Date de signature** | 31/05/2024 |
| **Emetteur** | Ministère du travail, de la santé et des solidarités<br>Direction de la sécurité sociale (DSS) |
| **Objet** | Modification de la répartition des sièges entre organisations nationales professionnelles d'employeurs au sein des conseils des caisses primaires d'assurance maladie, des conseils d'administration des caisses de retraite et de santé au travail et de la Caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-France et du conseil d'orientation de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale. |
| **Action à réaliser** | Mise en œuvre des modifications de la composition des instances en application de l'arrêté du 17 avril 2024 modifiant l'arrêté du 7 décembre 2021 relatif à la répartition des sièges des représentants des assurés sociaux et des employeurs au sein des organismes de sécurité sociale du régime général et du régime local d'assurance maladie des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. |
| **Résultat attendu** | Démandatement et nomination de conseillers et administrateurs. |

| | |
|---|---|
| **Echéance** | Les nouvelles compositions des instances doivent être mises en oeuvre au 1er juillet 2024. |
| **Contact utile** | Sous-direction du pilotage du service public de la sécurité sociale<br>Bureau de la gouvernance et de la performance sociale des organismes de sécurité sociale (SD4B)<br>Hortense DESPRATS<br>Tél. : 06 99 49 96 03<br>Mél. : hortense.desprats@sante.gouv.fr |
| **Nombre de pages et annexe** | 7 pages + 1 annexe (3 pages)<br>Annexe : Composition des instances à effet du 1er juillet 2024 en application de l'arrêté du 17 avril 2024 |
| **Catégorie** | Mise en œuvre des réformes et des politiques publiques comportant des objectifs ou un calendrier d'exécution. |
| **Résumé** | En application de l'arrêté du 17 avril 2024 modifiant l'arrêté du 7 décembre 2021 *relatif à la répartition des sièges des représentants des assurés sociaux et des employeurs au sein des organismes de sécurité sociale du régime général et du régime local d'assurance maladie des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle,* la répartition des sièges entre les organisations patronales est modifiée au sein des conseils des caisses primaires d'assurance maladie, des conseils d'administration des caisses de retraite et de santé au travail et de la Caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-France et du conseil d'orientation de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale. La présente instruction présente les délais et modalités de mise en œuvre de ces modifications. |
| **Mention Outre-mer** | Le texte ne s'applique pas en Outre-mer. |
| **Mots-clés** | Répartition des sièges ; représentant des employeurs ; désignation ; nomination ; démandatement ; administrateur ; conseiller. |
| **Classement thématique** | Sécurité sociale : organisation, financement |
| **Texte de référence** | Titres I, II et III du Livre II du Code de la sécurité sociale. |
| **Circulaire / instruction abrogée** | Néant |
| **Instruction modifiée** | Instruction interministérielle n° DSS/SD4B/2022/70 du 17 mars 2022 relative au renouvellement des conseils et des conseils d'administration des organismes du régime général de la Sécurité sociale, de la Caisse de sécurité sociale de Mayotte et du Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants, ainsi qu'à l'installation de ces instances. |
| **Rediffusion locale** | Organismes locaux de sécurité sociale des branches maladie, maternité, invalidité, décès et vieillesse du régime général. |
| **Document opposable** | Oui |
| **Déposée sur le site Légifrance** | Non |
| **Publiée au BO** | Oui |
| **Date d'application** | Immédiate |

Lors du dernier renouvellement général intervenu au premier semestre 2022, les conseils et conseils d'administration des organismes de sécurité sociale (OSS) du régime général (RG) ont été constitués conformément à l'arrêté du 7 décembre 2021 relatif à la répartition des sièges des représentants des assurés sociaux et des employeurs au sein des organismes de sécurité sociale du régime général et du régime local d'assurance maladie des départements du Haut-Rhin, du Bas- Rhin et de la Moselle.

Sur le fondement des articles R. 121-5 et suivants du Code de la sécurité sociale (CSS), cet arrêté de répartition des sièges s'appuie sur les résultats de la mesure de l'audience des organisations professionnelles d'employeurs, tels que précisés par l'arrêté du 18 novembre 2021 fixant la liste des organisations professionnelles d'employeurs reconnues représentatives au niveau national et interprofessionnel.

À la suite de l'annulation par la Cour administrative d'Appel de Paris de l'article 2 de l'arrêté du 18 novembre 2021, un nouvel arrêté du 9 février 2024 fixe la liste et le poids des organisations professionnelles d'employeurs reconnues représentatives au niveau national et interprofessionnel et abroge l'arrêté du 18 novembre 2021.

L'arrêté du 17 avril 2024 modifiant l'arrêté du 7 décembre 2021 relatif à la répartition des sièges des représentants des assurés sociaux et des employeurs au sein des organismes de sécurité sociale du régime général et du régime local d'assurance maladie des départements du Haut-Rhin, du Bas- Rhin et de la Moselle révise cette répartition des sièges en conséquence.

Ce nouvel arrêté octroie un siège supplémentaire au Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (5 sièges au lieu de 4) et 1 de moins à la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) (2 sièges au lieu de 3) dans les conseils des 101 caisses primaires d'assurance maladie (CPAM), les conseils d'administration des 15 caisses de retraite et de santé au travail (CARSAT) et de la Caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-France (CRAMIF) ainsi qu'au conseil d'orientation (COR) de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale (UCANSS).

| **Répartition des 8 sièges des représentants des employeurs au sein des CPAM, CARSAT, de la CRAMIF et de l'UCANSS** | | |
|---|---|---|
| Organisation patronale | Arrêté du 07/12/2021 | Arrêté du 17/04/2024 |
| MEDEF | 4 | 5 |
| CPME | 3 | 2 |
| U2P | 1 | 1 |

La composition des 8 centres de traitement informatique (CTI) de l'Assurance maladie et des 13 unions pour la gestion des établissements des caisses d'assurance maladie (UGECAM) est également modifiée dans les conditions précisées au III.

La mise en œuvre de l'arrêté du 17 avril 2024 implique donc une évolution de la composition des instances précitées.

## I. Modalités de désignation et de démandatement

L'évolution de la composition des instances concernées requiert le démandatement d'un représentant titulaire et d'un suppléant de la CPME et la nomination d'un nouveau représentant titulaire et d'un nouveau suppléant du MEDEF. L'entrée en vigueur de l'arrêté du 17 avril 2024 est différée au 1er juillet 2024, de façon à laisser un délai suffisant aux organisations concernées pour procéder aux démandatements et désignations.

Les désignations et démandatements s'effectuent de manière dématérialisée via le système de désignation des administrateurs et conseillers (SDAC). Les délais d'envoi des candidatures et des désignations des personnes à démandater ont été précisés par lettre aux organisations patronales concernées.

### 1. Démandatement d'un représentant titulaire et d'un suppléant par la CPME

La CPME doit démandater un représentant titulaire et un représentant suppléant via SDAC.

Les représentants titulaire et suppléant démandatés d'un conseil ou d'un conseil d'administration perdront automatiquement tout mandat dans toute autre commission constituée au sein de ce conseil ou conseil d'administration (commission régionale des accidents du travail et maladies professionnelles, commission de recours amiable et toute autre commission facultative ou obligatoire). Ils perdront également tout mandat de représentation attribué par le conseil ou conseil d'administration auprès d'instances extérieures ou dans le cadre de toute manifestation.

### 2. Désignation d'un représentant titulaire et d'un suppléant par le MEDEF

Le MEDEF doit désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant supplémentaire pour siéger au sein des conseils des 101 CPAM, des conseils d'administrations des 15 CARSAT et de la CRAMIF et du COR de l'UCANSS.

Le nombre de titulaires désignés renvoie obligatoirement au même nombre de suppléants désignés. Ainsi, la désignation d'un suppléant ne peut valablement faire l'objet d'un arrêté de nomination en l'absence d'un titulaire préalablement nommé dans la mesure où, en application de l'article L. 231-3 du CSS, le conseil ou CA ne peut compter un nombre de suppléants supérieur à celui des titulaires.

Les conditions de désignation des membres des conseils et CA sont fixées à l'article L. 231-6 du CSS et les incompatibilités sont précisées à l'article L. 231-6-1 du même code. Chacun des représentants devra être âgé de 18 ans au moins et de 65 ans au plus à la date de sa nomination, ce qui permet une nomination jusqu'à la veille du 66ème anniversaire du candidat qui s'apprécie à la date d'effet de l'arrêté portant nomination, soit à sa date de signature et non de publication. Aucune condition de nationalité n'est exigée des candidats. Par ailleurs, la personne désignée n'est pas tenue de résider dans la circonscription administrative de la caisse.

Il convient de se reporter aux termes de l'instruction interministérielle n° DSS/SD4B/2022/70 du 17 mars 2022[1] pour le détail des conditions de désignation et d'incompatibilité applicables aux représentants des employeurs.

Les dossiers de candidature transmis par voie dématérialisée via l'application SDAC comporteront la fiche individuelle de désignation, la déclaration sur l'honneur (modèle disponible sur SDAC), un curriculum vitae et une copie de la pièce d'identité du candidat.

Pour toute question ou difficulté, l'organisation nationale désignatrice peut contacter l'administration (la DSS ou la MNC) à l'adresse suivante :

MNC-RENOUVELLEMENT-CA@sante.gouv.fr

[1] Instruction interministérielle n° DSS/SD4B/2022/70 du 17 mars 2022 relative au renouvellement des conseils et des conseils d'administration des organismes du régime général de la Sécurité sociale, de la Caisse de sécurité sociale de Mayotte et du Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants, ainsi qu'à l'installation de ces instances.

### 3. Publication des arrêtés de nomination

La ministre chargée de la sécurité sociale instruira les candidatures des organisations patronales, en vue des nominations par arrêté, au regard des éléments transmis et de leur conformité avec les conditions de désignation et les règles d'incompatibilités.

**- Au sein du Conseil d'orientation de l'UCANSS**

En ce qui concerne l'UCANSS, la compétence de nomination des conseillers échoit au ministre en charge de la sécurité sociale en application des dispositions de l'article D. 224-2 du CSS. Les arrêtés de nomination sont publiés au Journal officiel de la République française.

**- Au sein des organismes locaux de sécurité sociale**

À l'échelon local, la compétence de nomination relève de la MNC, en application des dispositions du deuxième alinéa de l'article D. 231-4 du CSS et du I de l'article 2 de l'arrêté du 9 novembre 2009 portant création d'un service à compétence nationale dénommé « Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale ».

Les arrêtés de nomination, signés par les chefs d'antenne de la MNC, sont insérés au Recueil des actes administratifs (RAA).

Les démandatements prennent effet à compter de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 17 avril 2024. Le mandat des membres nommés prend effet à compter de cette même date jusqu'à la date d'expiration de la mandature en cours de l'organisme. Il résulte de ce qui précède que les conseils et CA pourront valablement continuer à se réunir selon la composition actuelle prise en application de l'arrêté du 7 décembre 2021 qui reste opposable jusqu'au 30 juin 2024.

## II. Les conséquences sur les décisions des instances prises antérieurement à l'entrée en vigueur de l'arrêté du 17 avril 2024

### 1. Ratification des anciennes délibérations

Pour conforter les décisions prises par les instances depuis leur renouvellement de 2022, il est recommandé que les conseils et CA des CPAM, des CARSAT, de la CRAMIF et du COR de l'UCANSS, lors de leur première réunion tenue postérieurement à l'entrée en vigueur de l'arrêté du 17 avril 2024, ratifient l'ensemble des décisions prises et exécutées sous l'empire des anciennes dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 7 décembre 2021.

### 2. Ratification des élections des présidents et vice-présidents

Au même titre qu'il est recommandé de procéder à la ratification des décisions antérieurement prises par les conseils et CA précités, les membres de ces instances pourront se prononcer également sur la situation des présidents et vice-présidents afin, soit de maintenir ceux élus, soit d'organiser de nouvelles élections.

En cas d'organisation de nouvelles élections du président du conseil ou CA, le maintien du même président ne sera pas comptabilisé pour l'appréciation de la règle du renouvellement unique du mandat de président mentionnée au dernier alinéa de l'article R. 231-4 du CSS.

### 3. Régularisation de la composition des instances antérieurement constituées par les conseils et CA

Les instances modifiées dans leur composition pourront être amenées à revoir les désignations dans les instances constituées en leur sein (commission régionale des accidents du travail et des accidents professionnels, commission de recours amiable, commission des marchés, commission des pénalités et autres commissions obligatoires et facultatives). Cela sera en tout état de cause nécessaire pour procéder, le cas échéant, au remplacement des représentants démandatés par la CPME.

## III. Régularisation de la composition des conseils des unions pour la gestion des établissements des caisses d'assurance maladie (UGECAM)[2] et des centres de traitement informatique (CTI)[3] et autres unions ou fédérations

Les conseils des 8 CTI de l'Assurance maladie et des 13 UGECAM, comportent, aux termes de leurs statuts, la même répartition des sièges entre représentants des organisations patronales que celle présentée dans le tableau supra. Ils devront donc être modifiés dans les mêmes conditions à l'issue de l'évolution de la composition des conseils des CPAM et des conseils d'administration des CARSAT et de la CRAMIF : par rapport à la composition actuelle, 1 siège supplémentaire sera attribué au Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (5 sièges au lieu de 4) et 1 en moins à la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) (2 sièges au lieu de 3).

Si le représentant titulaire et le représentant suppléant démandatés au conseil de la CPAM ou au CA de la CARSAT ou de la CRAMIF avaient été désignés pour siéger aux conseils des UGECAM ou CTI, leurs mandats expireront également dans ces instances. Dans le cas où ces modifications en CPAM ou CARSAT et CRAMIF ne conduiraient pas automatiquement à démandater un des représentants de la CPME dans les conseils des UGECAM et CTI, la CPME procèdera au démandatement d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant de son choix dans ces conseils dans les mêmes conditions que pour les autres organismes.

Le MEDEF devra désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant pour siéger dans les conseils des UGECAM et CTI. Il est rappelé que les conseils des UGECAM comprennent des membres désignés parmi les membres titulaires ou suppléants des conseils des CPAM ou des CA des CARSAT de leur circonscription. Les conseils des CTI comprennent, quant à eux, des membres désignés parmi les membres titulaires ou suppléants des conseils des CPAM qui les constituent.

La composition des conseils d'administration des unions ou fédérations d'organismes (au sens de l'article L. 216-3 du CSS) autres que les UGECAM et CTI, telles que les UIOSS[4], n'est pas directement concernée par la nouvelle répartition des sièges entre organisations patronales, cette répartition n'étant pas pré-définie[5]. Cependant, un remplacement sera nécessaire si un administrateur de la CPME perdait le bénéfice de son mandat au sein d'un organisme adhérent. Il devra alors être remplacé par un autre représentant d'une organisation patronale, sans qu'il s'agisse nécessairement d'un représentant du MEDEF.

---

[2] Union pour la gestion des établissements des caisses d'assurance maladie (arrêté du 22 juillet 2022).
[3] Centre de traitement informatique (arrêté du 23 juillet 2015).
[4] Union immobilière des organismes de sécurité sociale.
[5] Arrêté du 6 décembre 1996 fixant les modèles de statuts des unions ou fédérations d'organismes de sécurité sociale.

Enfin, pour toute question ou difficulté, je vous invite à contacter l'adresse suivante :

MNC-RENOUVELLEMENT-CA@sante.gouv.fr

Pour la ministre et par délégation :
La cheffe de service, adjointe au
directeur de la sécurité sociale,

Delphine CHAMPETIER

Annexe

**Composition des instances à effet du 1er juillet 2024 en application de l'arrêté du 17 avril 2024**

| | **CNAM**<br>**35 membres**<br>*(L. 221-3 et L. 221-2 du CSS)* | **CNAF**<br>**35 membres**<br>*(L. 223-3 du CSS)* | **CNAV**<br>**30 membres**<br>*(L. 222-5 du CSS)* | **ACOSS**<br>**30 membres**<br>*(L. 225-3 du CSS)* | **CATMP**<br>**10 membres**<br>*(L. 221-5 et L. 215-4-1 du CSS)* | **UCANSS**<br>**26 membres**<br>*(L. 224-5-1 et D. 224-2 du CSS)* |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Représentants des assurés sociaux** *désignés par les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel* | **13 représentants**<br><br>CFDT : **4**<br>CGT :**3**<br>CGT-FO : **2**<br>CFE-CGC : **2**<br>CFTC : **2** | **13 représentants**<br><br>CFDT : **4**<br>CGT :**3**<br>CGT-FO : **2**<br>CFE-CGC : **2**<br>CFTC : **2** | **13 représentants**<br><br>CFDT : **4**<br>CGT :**3**<br>CGT-FO : **2**<br>CFE-CGC : **2**<br>CFTC : **2** | **13 représentants**<br><br>CFDT : **4**<br>CGT :**3**<br>CGT-FO : **2**<br>CFE-CGC : **2**<br>CFTC : **2** | **5 représentants**<br>*Désignés au conseil de la CNAM*<br><br>*1 représentant pour chaque organisation* | **8 représentants**<br><br>CFDT : **2**<br>CGT : **2**<br>CGT-FO : **2**<br>CFE-CGC : **1**<br>CFTC : **1** |
| **Représentants des employeurs et des travailleurs indépendants**, *désignés par les organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau national et interprofessionnel* | **13 représentants**<br><br>MEDEF : **8**<br>CPME : **4**<br>U2P : **1** | **13 représentants dont :**<br><br>**- 10** représentants des employeurs :<br><br>MEDEF : **6**<br>CPME : **3**<br>U2P : **1**<br><br>**- 3** représentants des travailleurs indépendants<br><br>U2P : **1**<br>CPME : **1**<br>FNAE : **1** | **13 représentants**<br><br>MEDEF : **8**<br>CPME : **4**<br>U2P : **1** | **13 représentants dont :**<br><br>**- 10** représentants des employeurs **:**<br><br>MEDEF : **6**<br>CPME : **3**<br>U2P : **1**<br><br>**- 3** représentants des travailleurs indépendants<br><br>U2P : **1**<br>CPME : **1**<br>FNAE : **1** | **5 représentants**<br>*désignés conjointement par les organisations d'employeurs au conseil de la CNAM* | **8 représentants**<br><br>MEDEF : **5**<br>CPME : 2<br>U2P : **1** |
| **Représentant des associations familiales** | | **5** UNAF | | | | |
| **Fédération nationale de la mutualité française** | **3** FNMF[1] | | | | | |
| **Représentants d'institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie** *(désignées par l'État, par arrêté)* | **4** représentants dont :<br><br>**- 1** FNATH[2]<br>**- 1** UNAF[3]<br>**- 2** UNAASS[4] | | | | | |
| **Représentant des associations d'étudiants** | **1** (organisations représentatives au CNESER[5]) | | | | | |
| **Personnalités qualifiées dans le domaine d'activité de l'organisme (choisies par le ministre)** | **1** PQ | **4** PQ | **4** PQ dont au moins un représentant des retraités | **4** PQ | | |
| **Membres avec voix consultative** | **4** représentants du personnel<br>1 CPSTI[6] | **3** représentants du personnel | **- 1** UNAF<br>**- 3** représentants du personnel<br>**- 1** CPSTI | **3** représentants du personnel<br>1 CPSTI | | |
| **Représentants des caisses nationales et de l'ACOSS** | | | | | | **10** représentants Président et vice-président de la CNAM, CNAF, CNAV, ACOSS et CNSA |

[1] Fédération nationale de la mutualité française.
[2] Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés.
[3] Union nationale des associations familiales.
[4] Union nationale des associations agréées d'usagers du système de santé.
[5] Conseil national et de l'enseignement supérieur et de la recherche.
[6] Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants.

| | **CPAM**<br>*(L. 211-2 et R. 211-1 du CSS)* | **CAF**<br>*(L. 212-2 du CSS)* | **URSSAF**<br>*(L. 213-2 du CSS)* | **CARSAT**<br>*(L. 215-2 et 215-7 du CSS)*<br>**CRAMIF**<br>*(L. 215-3 du CSS)* | **CGSS**<br>*(L. 752-6 du CSS)* | **CAF DOM**<br>*(L. 752-9 du CSS)* |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Représentants des assurés sociaux** *désignés par les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel* | **8 représentants**<br><br>CFDT : **2**<br>CGT : **2**<br>CGT-FO : **2**<br>CFE-CGC : **1**<br>CFTC : **1** | **8 représentants**<br><br>CFDT : **2**<br>CGT : **2**<br>CGT-FO : **2**<br>CFE-CGC : **1**<br>CFTC : **1** | **8 représentants**<br><br>CFDT : **2**<br>CGT : **2**<br>CGT-FO : **2**<br>CFE-CGC : **1**<br>CFTC : **1** | **8 représentants**<br><br>CFDT : **2**<br>CGT : **2**<br>CGT-FO : **2**<br>CFE-CGC : **1**<br>CFTC : **1** | **8 représentants**<br><br>CFDT : **2**<br>CGT : **2**<br>CGT-FO : **2**<br>CFE-CGC : **1**<br>CFTC : **1** | **8 représentants**<br><br>CFDT : **2**<br>CGT : **2**<br>CGT-FO : **2**<br>CFE-CGC : **1**<br>CFTC : **1** |
| **Représentants des employeurs et des travailleurs indépendants** *désignés par les organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau national et interprofessionnel* | **8 représentants**<br><br>MEDEF : **5**<br>CPME : **2**<br>U2P : **1** | **8 représentants dont :**<br>**- 5** représentants des employeurs :<br><br>MEDEF : **2**<br>CPME : **2**<br>U2P : **1**<br><br>**- 3** représentants des travailleurs indépendants :<br><br>U2P : **1**<br>CPME : **1**<br>FNAE : **1** | **8 représentants dont :**<br>**- 5** représentants des employeurs :<br><br>MEDEF : **2**<br>CPME : **2**<br>U2P : **1**<br><br>**- 3** représentants des travailleurs indépendants :<br><br>U2P : **1**<br>CPME : **1**<br>FNAE : **1** | **8 représentants**<br><br>MEDEF : **5**<br>CPME : **2**<br>U2P : **1** | **8 représentants dont :**<br>**- 5** représentants des employeurs :<br><br>MEDEF : **2**<br>CPME : **2**<br>U2P : **1**<br><br>**- 3** représentants des travailleurs indépendants :<br><br>U2P : **1**<br>CPME : **1**<br>FNAE : **1** | **8 représentants dont :**<br>**- 5** représentants des employeurs :<br><br>MEDEF : **2**<br>CPME : **2**<br>U2P : **1**<br><br>**- 3** représentants des travailleurs indépendants :<br><br>U2P : **1**<br>CPME : **1**<br>FNAE : **1** |
| **Représentants des associations familiales** | | **4** UDAF/UNAF | | | | **3** UDAF/UNAF |
| **Fédération nationale de la mutualité française** | **2** FNMF | | | **1** FNMF | **2** FNMF | |
| **Représentants d'institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie** *(désignées par l'État, par arrêté)* | **4** représentants<br>- 1 FNATH<br>- 1 UNAF<br>- 2 UNAASS | | | | **3** FNSEA | **3** FNSEA |
| **Personnalités qualifiées dans le domaine d'activité de la caisse** | **4** PQ | **4** PQ | **4** PQ | 4 PQ dont :<br>- au moins, sauf à la CRAMIF, 1 représentant des retraités<br>- et, dans la seule CARSAT Alsace-Moselle, 1 représentant de l'instance de gestion du régime local | **4** PQ dont au moins 1 représentant des retraités et au moins 1 représentant de l'organisation la plus représentative des exploitants agricoles | **4** PQ |
| **Membres avec voix consultative** | **3** représentants du personnel<br>1 CPSTI | **3** représentants du personnel | **3** représentants du personnel<br>1 CPSTI | **3** représentants du personnel<br>1 UNAF/UDAF<br>1 CPSTI | **3** représentants du personnel<br>1 UNAF/UDAF<br>1 CPSTI | **3** représentants du personnel |

| | **CSS de Mayotte**<br>*Article 23 de l'Ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996, article 10-1 du Décret n° 2012-1168 du 17 octobre 2012 relatif au développement de la sécurité sociale à Mayotte* | **CCSS de Lozère et des Hautes-Alpes**<br>*(L. 216-5 et R. 216-3 du CSS)* | **Conseil départementaux URSSAF**<br>*(D. 213-7 du CSS)* | **RLAM**<br>*(D. 325-3 du CSS)* |
|---|---|---|---|---|
| **Représentants des assurés sociaux** *désignés par les organisations syndicales de salariés représentatives au plan national et interprofessionnel* | ***8 représentants***<br><br>*CFDT : **2***<br>*CGT : **2***<br>*CGT-FO : **2***<br>*CFE-CGC : **1***<br>*CFTC : **1*** | ***8 représentants***<br><br>*CFDT : **2***<br>*CGT : **2***<br>*CGT-FO : **2***<br>*CFE-CGC : **1***<br>*CFTC : **1*** | ***8 représentants***<br><br>*CFDT : **2***<br>*CGT : **2***<br>*CGT-FO : **2***<br>*CFE-CGC : **1***<br>*CFTC : **1*** | ***23 représentants***<br><br>*CFDT :**7***<br>*CGT **: 6***<br>*CGT-FO : **4***<br>*CFE-CGC : **3***<br>*CFTC : **3*** |
| **Représentants des employeurs et des travailleurs indépendants**, *désignés par les organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau national et interprofessionnel* | **8 représentants dont :**<br><br>- **5** représentants des employeurs :<br><br>MEDEF : **2**<br>CPME : **2**<br>U2P : **1**<br><br>- **3** représentants des travailleurs indépendants :<br><br>U2P : **1**<br>CPME : **1**<br>FNAE : **1** | **8 représentants dont :**<br><br>- **5** représentants des employeurs :<br><br>MEDEF : **2**<br>CPME : **2**<br>U2P : **1**<br><br>- **3** représentants des travailleurs indépendants :<br><br>U2P : **1**<br>CPME : **1**<br>FNAE : **1** | **8 représentants dont :**<br><br>- **5** représentants des employeurs :<br><br>MEDEF : **2**<br>CPME : **2**<br>U2P : **1**<br><br>- **3** représentants des travailleurs indépendants :<br><br>U2P : **1**<br>CPME : **1**<br>FNAE : **1** | |
| **Représentant des associations familiales** | **2** UDAF/UNAF | **2** UDAF/UNAF | | |
| **Fédération nationale de la mutualité française** | **1** FNMF | **2** FNMF | | **1** FNMF |
| **Représentants des exploitants agricoles** | **2** FNSEA | | | |
| **Représentants d'institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie** *(désignées par l'État, par arrêté)* | **1** représentant UNASS | **2** représentants | | |
| **Personnalités qualifiées dans le domaine d'activité de la caisse** | **3** PQ dont au moins un représentant des retraités | **3** PQ dont 2 qualifiées dans les domaines du recouvrement | | **1** PQ appartenant à une organisation de salariés désignée par le préfet de région |
| **Membres avec voix consultative** | **3** représentants du personnel | **3** représentants du personnel<br>1 CPSTI | | **1** UNAF<br>**1** CDCA[7]<br>Médecin-conseil Dir. + DCF |

[7] Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie.

Centre national de gestion

**Arrêté du 10 juin 2024 portant inscription au titre de l'année 2024 au tableau d'avancement à l'échelon spécial de la classe exceptionnelle des directeurs des soins**

NOR : TSSN2430287A

La directrice générale du Centre national de gestion,

Vu le code de la santé publique, notamment l'article L. 6141-1 ;

Vu les articles L. 522-32 à L. 522-37 du code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2002-550 du 19 avril 2002 modifié portant statut particulier du corps des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2022-464 du 31 mars 2022 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière,

Arrête :

Article 1er

Les directeurs des soins de classe exceptionnelle ci-après sont inscrits, au titre de l'année 2024, sur la liste principale au tableau d'avancement à l'échelon spécial de la classe exceptionnelle des directeurs des soins, comme suit :

| | | |
|---|---|---|
| 1 | BACLE | Marie-Lise |
| 2 | GERARD | Pascale |
| 3 | LAC | Élisabeth |
| 4 | BORDIER | Marc |
| 5 | WYNEN | Agnès |

Article 2

Les directeurs des soins de classe exceptionnelle ci-après sont inscrits, au titre de l'année 2024, sous réserve de la vacance des postes, sur la liste complémentaire au tableau d'avancement à l'échelon spécial de la classe exceptionnelle des directeurs des soins, comme suit :

| | | |
|---|---|---|
| 6 | PFAFF | Marie-Paule |
| 7 | SEBERT | Christophe |
| 8 | BRUGEAT | Thierry |

Article 3

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours gracieux auprès de l'administration auteure de la décision, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Article 4

Le présent arrêté sera publié au Bulletin officiel Santé - Protection sociale - Solidarité.

Fait le 10 juin 2024.

La directrice générale adjointe
du Centre national de gestion,
Marie-Noëlle GERAIN BREUZARD

Centre national de gestion

**Arrêté du 10 juin 2024 portant inscription au titre de l'année 2024 au tableau d'avancement à la classe exceptionnelle des directeurs des soins**

NOR : TSSN2430288A

La directrice générale du Centre national de gestion,

Vu le code de la santé publique, notamment l'article L. 6141-1 ;

Vu les articles L. 522-32 à L. 522-37 du code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2002-550 du 19 avril 2002 modifié portant statut particulier du corps des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2022-464 du 31 mars 2022 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière,

Arrête :

Article 1er

Les directeurs des soins hors classe ci-après sont inscrits au titre de l'année 2024 au tableau d'avancement à la classe exceptionnelle des directeurs des soins comme suit :

| | |
|---|---|
| BACLE | Marie-Lise |
| BOURGEOIS | Éliane |
| BOUSSARD | Jean-Marc |
| BRUGEAT | Thierry |
| DELACOURT | Geneviève |
| DEVAUD | Maria |
| DIVERCHY | Marie-Françoise |
| ETILE-FAIVRE | Sylvie |
| GENDRY | Carol |
| HARDY | Catherine |
| JORAY | Sandrine |
| KANIA | Florence |
| LAIGNEL | Laurence |
| MISMACQ | Nicole |
| MONTES | Véronique |
| PELLASSY-TABOURIECH | Denise |
| THIAIS | Sylvie |

Article 2

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours gracieux auprès de l'administration auteure de la décision, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au Bulletin officiel Santé - Protection sociale - Solidarité.

Fait le 10 juin 2024.

La directrice générale
du Centre national de gestion,
Marie-Noëlle GERAIN BREUZARD

GOUVERNEMENT
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**INSTRUCTION INTERMINISTÉRIELLE N°** DGCS/SD1B/SD5A/DIPLP/2024/86 du 12 juin 2024
relative à la mise en œuvre des pactes locaux des solidarités pour l'année 2024

La ministre du travail, de la santé et des solidarités
La déléguée interministérielle à la prévention
et à la lutte contre la pauvreté

à

Mesdames et Messieurs les préfets de région
Mesdames et Messieurs les préfets de département

Copie à :

Mesdames et Messieurs les commissaires à la lutte contre la pauvreté
Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux de l'économie,
de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS)
Monsieur le directeur régional et interdépartemental de l'économie,
de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIEETS)
Mesdames et Messieurs les directeurs des directions départementales
de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS)
Mesdames et Messieurs les directeurs des directions départementales de l'emploi,
du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP)

| | |
|---|---|
| **Référence** | NOR : TSSA2415169J (numéro interne : 2024/86) |
| **Date de signature** | 12/06/2024 |
| **Emetteurs** | Ministère du travail, de la santé et des solidarités<br>Direction générale de la cohésion sociale (DGCS)<br>Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté (DIPLP) |
| **Objet** | Mise en œuvre territoriale des pactes locaux des solidarités pour l'année 2024. |
| **Action à réaliser** | Pilotage de la démarche des pactes locaux des solidarités dans chaque territoire départemental. |
| **Résultat attendu** | Dans le cadre du Pacte des solidarités, renforcer la démarche partenariale des politiques de solidarités à travers les pactes locaux des solidarités et l'impact auprès des personnes concernées. |
| **Echéance** | Les plans d'action déployés dans le cadre des pactes locaux des solidarités doivent être engagés avant la fin de l'année 2024. |

| | |
|---|---|
| **Contacts utiles** | Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté<br>Laure BERTHINIER<br>Tél. : 01 40 56 42 84 / 07 61 66 11 38<br>Mél. : laure.berthinier@social.gouv.fr<br><br>Direction générale de la cohésion sociale<br>Sous-direction Inclusion sociale, insertion et lutte contre la pauvreté<br>Bureau Accès aux droits, insertion et économie sociale et solidaire (SD1B)<br>Maria YOUSFI<br>Tél. : 06 64 29 01 26<br>Mél. : dgcs-strategiepauvrete@social.gouv.fr<br>Sous-direction Affaires financières et modernisation<br>Bureau Budgets performances (SD5A)<br>Sakina REGNIER<br>Tél. : 06 58 33 60 65<br>Mél. : DGCS-BOP-REGIONAUX-304@social.gouv.fr |
| **Nombre de pages et annexe** | 4 pages et 1 annexe (3 pages)<br>Annexe : Mise en œuvre des pactes locaux des solidarités |
| **Résumé** | Les pactes locaux des solidarités, élaborés à partir des enseignements du diagnostic territorial, sont lancés en 2024. Ils associent les partenaires du territoire départemental et doivent permettre de porter collectivement une à trois priorités en matière de lutte contre la pauvreté, portant sur un périmètre géographique resserré. Les crédits locaux attribués à chaque région seront dédiés aux pactes locaux des solidarités. |
| **Mention Outre-mer** | La présente instruction s'applique dans les territoires nommés à l'article 73 de la Constitution. |
| **Mots-clés** | Pacte des solidarités ; pacte local des solidarités ; crédit local. |
| **Classement thématique** | Action sociale : exclusion |
| **Textes de référence** | - Instruction interministérielle n° DGCS/SD1B/2023/168 du 27 octobre 2023 relative à la mise en œuvre territoriale du Pacte national des solidarités à travers des pactes et des contrats locaux des solidarités conclus entre l'État et les métropoles pour les années 2024-2027 ;<br>- Instruction interministérielle n° DGCS/SD1B/2023/169 du 23 novembre 2023 relative à la mise en œuvre territoriale du Pacte national des solidarités à travers des pactes et contrats locaux des solidarités conclus entre l'État et les conseils départementaux pour les années 2024-2027. |
| **Circulaire / instruction abrogée** | Néant |
| **Circulaire / instruction modifiée** | Néant |
| **Rediffusion locale** | Néant |
| **Document opposable** | Oui |
| **Déposée sur le site Légifrance** | Non |
| **Publiée au BO** | Oui |
| **Date d'application** | Immédiate |

Le Pacte des solidarités marque l'engagement de l'État dans la prévention et la lutte contre la pauvreté au travers de quatre axes. Sa déclinaison locale repose sur deux démarches complémentaires, d'une part les contrats locaux des solidarités conclus entre l'État et les conseils départementaux et entre l'État et les métropoles, et d'autre part les pactes locaux des solidarités. Cette distinction a été rappelée dans les instructions interministérielles n° DGCS/SD1B/2023/168 du 27 octobre 2023 et n° DGCS/SD1B/2023/169 du 23 novembre 2023.

Le terme « Préfet de département » dans la présente instruction désigne également le Préfet de Corse.

## I. ENJEUX ET PRINCIPAUX ATTENDUS DES PACTES LOCAUX DES SOLIDARITÉS

Dans le cadre du Pacte des solidarités et pour l'année 2024, la ministre du travail, de la santé et des solidarités, souhaite concentrer l'utilisation des crédits locaux du Pacte des solidarités sur quelques priorités stratégiques qui devront être établies dans le cadre des pactes locaux des solidarités et permettront un réel effet levier sur le terrain et en faveur des personnes concernées.

Ces pactes locaux devront être élaborés à partir des enseignements du diagnostic territorial mené dans le cadre de la contractualisation « solidarités » et venir en complémentarité des démarches existantes, en premier lieu des contrats locaux des solidarités, mais également des autres schémas, contrats (conventions territoriales globales, contrats de ville…), feuilles de route départementale, existants dans le champ des solidarités.

Ils cibleront une à trois priorités portant sur des territoires identifiés collectivement et répondant de manière concrète aux besoins des plus précaires.

Les choix du territoire et des priorités sont laissés à l'appréciation des acteurs de terrain. Si les publics précaires qui doivent être ciblés en priorité sont les enfants, les femmes, les familles monoparentales et les travailleurs pauvres, y compris sur les aspects de prévention, il est également possible de cibler d'autres catégories qui auront été identifiées comme prioritaires dans le diagnostic social de territoire.

L'impact de ces pactes locaux sur les publics, les territoires et l'écosystème d'acteurs devra être mesuré tout au long de leur mise en œuvre.

Les priorités qui émergeront des pactes locaux et les plans d'actions associés ne doivent pas être établis en fonction de financements présupposés mais bien en fonction de la teneur du projet et de son impact souhaité sur les bénéficiaires. Tous les projets n'ont pas vocation à générer un besoin de financement et pourront nécessiter des moyens humains ou logistiques par exemple. Les acteurs locaux réunis pour définir les priorités seront utilement mis à contribution pour garantir la réussite du projet. Des financements européens pourront également être recherchés.

La constitution des pactes locaux des solidarités est assurée par les préfets de département et les commissaires à la lutte contre la pauvreté, placés directement sous l'autorité des préfets de région, et qui s'appuient à cette fin sur les directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) et les directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS), le cas échéant.

Une méthodologie de la mise en œuvre des pactes locaux des solidarités et le calendrier associé sont détaillés en annexe de la présente instruction.

## II. CADRAGE DE L'UTILISATION DES CRÉDITS LOCAUX DU PACTE DES SOLIDARITÉS

Des crédits locaux sont attribués à chaque région pour participer au financement des actions menées dans les pactes locaux des solidarités, à l'échelle départementale.

L'enveloppe est répartie entre les régions sur la base d'un indicateur de pauvreté, établi au niveau départemental, portant sur le nombre de personnes situées sous le seuil de pauvreté[1].

Les crédits locaux attribués à votre région devront être intégralement dédiés aux pactes locaux des solidarités. Les commissaires à la lutte contre la pauvreté seront garants de la bonne répartition des crédits en fonction des projets identifiés et validés dans chaque département.

Les crédits devront être prioritairement utilisés en complémentarité avec les financements sectoriels existants et peuvent aussi intervenir en complément des démarches, contrats, feuilles de route départementales présents sur le territoire.

Ces crédits devront servir à des actions concrètes et ciblées en direction des personnes concernées.

Néanmoins, à titre dérogatoire, et si un besoin impératif est identifié après financement des pactes locaux, il pourra être admis l'utilisation des crédits locaux du Pacte des solidarités pour financer des dépenses de structuration de l'offre, notamment d'ingénierie ou de logistique, assurer l'animation de groupes de travail thématiques ou d'instance de gouvernance avec les acteurs associatifs et territoriaux ainsi que les personnes concernées, financer des actions transverses à plusieurs thématiques, acteurs ou départements.

* * *

Les commissaires à la lutte contre la pauvreté sont chargés de rendre compte de la mise en œuvre des pactes locaux des solidarités avec l'appui des DREETS et des DDETS auprès de la Délégation interministérielle à la prévention et la lutte contre la pauvreté (DIPLP) et de la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS).

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur général de la cohésion sociale,

Jean-Benoît DUJOL

La déléguée interministérielle à la prévention
et à la lutte contre la pauvreté,

Anne RUBINSTEIN

[1] Institut national de la statistique et des études économiques : le seuil de pauvreté est fixé par convention à 60 % du niveau de vie médian de la population.

ANNEXE

## Mise en œuvre des pactes locaux des solidarités

### *Principes directeurs des pactes locaux des solidarités*

1. Les pactes locaux des solidarités sont élaborés à partir des enseignements du diagnostic territorial et viennent **en complémentarité des démarches existantes**, en premier lieu des contrats locaux des solidarités, mais également des autres schémas, contrats, feuilles de route départementaux existants dans le champ des solidarités. Ils peuvent permettre par exemple de répondre à des priorités identifiées dans les diagnostics sociaux de territoire, mais qui n'auraient pas été portées dans les contrats locaux des solidarités ou insuffisamment au regard des besoins, et se traduire par une feuille de route multi-partenariale.

2. Ils associent l'ensemble des **forces vives du territoire** concerné, les collectivités, les acteurs institutionnels, associatifs, ainsi que les acteurs de la sphère économique et les personnes concernées.

3. L'objectif visé par le pacte local est de porter collectivement **un nombre limité de priorités** (**une à trois)** en matière de lutte contre la pauvreté, portant sur un périmètre géographique resserré et en lien avec les besoins identifiés sur le territoire, et qui **aient un impact réel sur les bénéficiaires**.

4. Les priorités doivent partir des besoins des publics précaires et cibler **en priorité les enfants, les femmes, les familles monoparentales et les travailleurs pauvres**, y compris sur les aspects de prévention. D'autres publics peuvent être ciblés s'ils ont été identifiés comme prioritaires dans le diagnostic social de territoire.

5. Les priorités stratégiques se déclineront en un plan d'actions opérationnel, délimité géographiquement et adapté aux spécificités des territoires. Les partenaires devront ainsi identifier **l'échelon territorial pertinent** pour chacune des actions proposées.

6. Le pacte doit être un **espace d'innovation sociale** et proposer des initiatives qui viennent combler les manques et apporter une forte plus-value pour les publics ciblés, et qui puissent, le cas échéant, être dupliquées.

7. Enfin, l**'impact des pactes locaux sur les publics**, les territoires et l'écosystème d'acteurs doit être mesuré, tout au long de leur mise en œuvre, afin de pouvoir, le cas échéant, réorienter les priorités ou redimensionner les plans d'actions.

### *Méthodologie de la démarche des pactes locaux*

1. <u>Le pilotage des pactes locaux</u>

Les priorités du pacte vont cibler les territoires les plus exposés à la pauvreté et les plus pertinents au regard des actions identifiées.

Sous la présidence de la / du préfet(e) de département, et avec l'appui de la / du commissaire à la lutte contre la pauvreté et des services déconcentrés de l'État (directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités [DDETS], directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités [DREETS]), je vous remercie d'impliquer également les sous-préfets d'arrondissement qui constituent un appui indispensable pour identifier et suivre les actions du pacte sur un périmètre géographique très localisé.

2. La gouvernance locale d'élaboration des pactes locaux

Les priorités des pactes locaux doivent émerger des diagnostics sociaux des territoires.

Les pactes locaux des solidarités doivent renouer avec la dynamique partenariale initiée dans le cadre de l'élaboration des diagnostics territoriaux et qui avait permis d'instaurer, sur plusieurs territoires, des gouvernances locales des solidarités, en réunissant les différents acteurs locaux concernés.

La mobilisation des partenaires, qui permet la collégialité des décisions, est un gage de réussite de pactes locaux résolument partenariaux. Vous veillerez en particulier à associer les différents services de l'État, les collectivités territoriales, associations, entreprises et personnes concernées. S'agissant de ces dernières, vous vous assurerez que cette participation soit bien préparée en amont et accompagnée.

Cette mobilisation des forces vives du territoire, sous la présidence du préfet de département, permettra de faire émerger deux à trois priorités stratégiques sur des bassins ciblés collectivement et répondant de manière concrète aux besoins des plus précaires. Vous vous appuierez, pour ce faire, sur la / le commissaire à la lutte contre la pauvreté d'une part et les services déconcentrés de l'État, DDETS, et le cas échéant DREETS, d'autre part. Il vous appartiendra de définir le meilleur levier de mobilisation des partenaires et la gouvernance de ces pactes. Vous pourrez par exemple vous adosser à une instance existante ou en constituer une à part. Dans tous les cas, cette instance n'aura pas vocation à se réunir de manière pérenne, mais à lancer la démarche.

3. L'identification et la mise en œuvre des actions

Chaque priorité établie doit avoir un pilote identifié et se décliner en un plan d'actions précis.

Le pilote organisera un comité technique réunissant les acteurs concernés par la priorité et chargés d'élaborer un plan d'actions. Ce comité devra se réunir par la suite régulièrement, et à une fréquence que vous jugerez utile en fonction de la nature des actions, pour rendre compte de l'avancée des travaux et des enseignements des mesures d'impact.

Il conviendra de prévoir systématiquement, au moment de l'identification et de l'élaboration de l'action, l'évaluation qui en sera faite et la mesure de son impact sur les bénéficiaires.

Un formulaire de recueil des actions engagées dans chacun des pactes locaux des solidarités sera produit prochainement par la Délégation interministérielle à la prévention et la lutte contre la pauvreté et devra être renseigné par les services déconcentrés de l'État, au cours du second semestre 2024.

4. Les contributions des partenaires

Les actions définies ne nécessiteront pas nécessairement des moyens financiers, mais pourront mobiliser des moyens humains ou logistiques. Il conviendra de voir avec chacune des parties prenantes, les contributions qu'elles pourront y apporter, sous toutes formes.

Par ailleurs, dans une logique de conférence des financeurs, vous veillerez à privilégier les co-financements avec des acteurs comme les caisses de sécurité sociale, France Travail, l'agence régionale de santé, les collectivités territoriales, les entreprises ou les fondations.

Vous encouragerez également à mobiliser, dans la mesure du possible, des financements européens (exemple Fonds social européen +) pour soutenir ces actions.

5. La formalisation des pactes locaux des solidarités

Le format des pactes locaux des solidarités est laissé à votre appréciation.

Le document cadrant le Pacte local des solidarités doit comporter les priorités retenues collectivement et leurs plans d'actions respectifs. Il engagera la signature des seuls acteurs concernés directement par lesdites priorités.

En fonction de la dynamique déjà engagée avec les acteurs locaux et des priorités identifiées dans le diagnostic de territoire et des choix que vous ferez, vous pourrez néanmoins être fondé, à titre optionnel et sous l'autorité du préfet, à adjoindre un document engageant la signature de tous les acteurs locaux identifiés et valorisant leurs engagements en matière de prévention et de lutte contre la pauvreté. Vous pourrez vous inspirer pour cette partie du modèle de pacte annexé à l'instruction interministérielle n° DGCS/SD1B/2023/169 du 23 novembre 2023 (annexe 7).

6. Exécution des crédits locaux

Les crédits locaux attribués à votre région pour participer au financement des pactes locaux des solidarités devront être engagés dans leur totalité, sur l'exercice 2024.

Ces crédits locaux étaient anciennement dénommés « crédits d'alliances locales de solidarités ».

7. Le calendrier du lancement des pactes locaux des solidarités

Les pactes locaux des solidarités sont annuels et lancés pour cette année 2024. Le plan d'actions qui sera défini devra être engagé avant la fin de l'année 2024.

Vous veillerez à réunir, dans un premier temps, les forces vives du territoire. Ces échanges devront permettre de retenir collectivement deux ou trois priorités maximum.

Le second semestre 2024 devra être consacré à la définition du plan d'actions pour chaque priorité identifiée, ainsi qu'au lancement de ces actions et à l'engagement des crédits afférents.

Ministère du travail, de la santé et des solidarités

**Arrêté du 12 juin 2024 modifiant l'arrêté du 19 octobre 2022 modifié portant nomination des membres du Haut Conseil des professions paramédicales**

NOR : TSSH2430286A

La ministre du travail, de la santé et des solidarités,

Vu le code de la santé publique, notamment l'article D. 4381-3 ;

Vu l'arrêté du 19 octobre 2022 portant nomination des membres du Haut Conseil des professions paramédicales ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 19 octobre 2022 portant nomination des membres du Haut conseil des professions paramédicales ;

Vu l'arrêté du 8 février 2023 modifiant l'arrêté 12 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 19 octobre 2022 portant nomination des membres du Haut Conseil des professions paramédicales ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2023 modifiant l'arrêté du 19 octobre 2022 modifié portant nomination des membres du Haut Conseil des professions paramédicales ;

Vu l'arrêté du 25 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 19 octobre 2022 modifié portant nomination des membres du Haut Conseil des professions paramédicales ;

Vu l'arrêté du 29 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 19 octobre 2022 modifié portant nomination des membres du Haut Conseil des professions paramédicales ;

Vu l'arrêté du 27 février 2024 modifiant l'arrêté du 19 octobre 2022 modifié portant nomination des membres du Haut Conseil des professions paramédicales ;

Vu l'arrêté du 30 avril 2024 modifiant l'arrêté du 19 octobre 2022 modifié portant nomination des membres du Haut Conseil des professions paramédicales,

Arrête :

Article 1er

L'article 1er de l'arrêté du 19 octobre 2022 susvisé est ainsi modifié :

1° Au onzième alinéa du 4°, les mots « Emmanuelle LEFEBVRE-MAYER » sont remplacés par les mots « Charles EURY ». Le mot « suppléante » est remplacé par le mot « suppléant » ;

2° Au trente-septième alinéa du 4°, les mots « Guillaume GONTARD » sont remplacés par les mots « Stéphanie CROZAT ».

Article 2

La directrice générale de l'offre de soins est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel Santé - Protection sociale - Solidarité.

Fait le 12 juin 2024.

Pour la ministre et par délégation :
Le chef du bureau RH2
Exercice et déontologie des professions de santé,
Julien MOLESIN

GOUVERNEMENT
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**NOTE D'INFORMATION INTERMINISTÉRIELLE N°** DGOS/RI2/DSS/1C/2024/85 du 13 juin 2024 relative à l'évolution des modalités de prise en charge en sus des prestations d'hospitalisation, à titre dérogatoire et transitoire, des spécialités pharmaceutiques à base d'immunoglobulines humaines faisant l'objet d'une autorisation d'importation dans un contexte de tensions d'approvisionnement des spécialités équivalentes

La ministre du travail, de la santé et des solidarités

Le ministre de l'économie, des finances et
de la souveraineté industrielle et numérique

à

Mesdames et Messieurs les directeurs généraux
des agences régionales de santé (ARS)

Copie à :

Mesdames et Messieurs les coordinateurs des observatoires des médicaments,
des dispositifs médicaux et de l'innovation thérapeutique (OMEDIT)
Monsieur le directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM)
Monsieur le directeur général de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA)

| | |
|---|---|
| **Référence** | NOR : TSSH2415105N (numéro interne : 2024/85) |
| **Date de signature** | 13/06/2024 |
| **Emetteurs** | Ministère du travail, de la santé et des solidarités<br>Direction générale de l'offre de soins (DGOS)<br>Direction de la sécurité sociale (DSS)<br><br>Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique<br>Direction de la sécurité sociale (DSS) |
| **Objet** | Evolution des modalités de prise en charge en sus des prestations d'hospitalisation, à titre dérogatoire et transitoire, des spécialités pharmaceutiques à base d'immunoglobulines humaines faisant l'objet d'une autorisation d'importation dans un contexte de tensions d'approvisionnement des spécialités équivalentes. |
| **Contacts utiles** | Pôle Recherche et accès à l'innovation<br>Bureau de l'accès à l'innovation et des produits de santé (RI2)<br>Damien BRUEL<br>Tél. : 06 61 87 21 63<br>Mél. : damien.bruel@sante.gouv.fr<br><br>Sous-direction du financement du système de soins<br>Bureau des produits de santé (1C)<br>Estelle JURY<br>Tél. : 07 63 88 24 21<br>Mél. : estelle.jury@sante.gouv.fr |

| | |
|---|---|
| **Nombre de pages et annexe** | 3 pages + 1 annexe (1 page)<br>Annexe - Liste des spécialités importées et des indications prises en charge en sus des GHS à titre dérogatoire |
| **Résumé** | Lors de tensions d'approvisionnement concernant une spécialité commercialisée en France, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) peut accorder une autorisation d'importation pour une spécialité non destinée initialement au marché français. Cette note d'information précise les modalités de prise en charge des spécialités à base d'immunoglobulines polyvalentes humaines faisant l'objet d'une autorisation d'importation pour pallier les tensions d'approvisionnement d'une spécialité dont une ou plusieurs des indications thérapeutiques sont inscrites sur la liste prévue à l'article L. 162-22-7 du Code de la sécurité sociale (dite « liste en sus ») et qui bénéficient à ce titre d'une prise en charge en sus des prestations d'hospitalisation. |
| **Mention Outre-mer** | Ces dispositions s'appliquent dans les départements et régions d'Outre-mer, à Saint-Barthélémy et à Saint-Martin. |
| **Mots-clés** | Liste en sus, immunoglobulines, rétrocession, importation, tension d'approvisionnement. |
| **Classement thématique** | Pharmacie humaine |
| **Texte de référence** | Article L. 162-22-7 du Code de la sécurité sociale. |
| **Rediffusion locale** | Établissements de santé |
| **Inscrite pour information à l'ordre du jour du CNP du 31 mai 2024 - N° 55** | |
| **Publiée au BO** | Oui |

## I. Contexte

Dans le contexte de tensions d'approvisionnement en immunoglobulines humaines polyvalentes persistantes compte-tenu notamment d'une pénurie mondiale en matière première, l'ANSM a accordé une autorisation d'importation pour des spécialités à base d'immunoglobulines humaines polyvalentes.

Certaines indications de l'autorisation de mise sur le marché (AMM) de ces spécialités sont inscrites sur la liste prévue à l'article L. 162-22-7 du Code de la sécurité sociale (dite « liste en sus »).

La présente note d'information :

- Met à jour la note d'information interministérielle n° DGOS/PF2/DSS/1C/2023/204 du 27 décembre 2023 relative à l'évolution des modalités de prise en charge en sus des prestations d'hospitalisation, à titre dérogatoire et transitoire, des spécialités pharmaceutiques à base d'immunoglobulines humaines faisant l'objet d'une autorisation d'importation dans un contexte de tensions d'approvisionnement des spécialités équivalentes.

- Présente en annexe, la liste actualisée des spécialités importées à base d'immunoglobulines humaines polyvalentes prises en charge à titre exceptionnel et transitoire en sus des tarifs d'hospitalisation, ainsi que, pour chacune des spécialités importées son tarif de responsabilité. La liste rappelle également les seules indications thérapeutiques prises en charge en sus pour ces spécialités.

## II. Modalités de déclaration

- Administration au cours d'un séjour

A compter du 1er avril 2024, les établissements de santé publics et privés d'intérêt collectif (ex-dotation globale [DG]) et les établissements de santé privés (ex-objectif quantifié national [OQN]) effectuent une déclaration des consommations selon le modèle utilisé pour le suivi des médicaments inscrits sur la liste en sus (FICHCOMP). Ils déclarent les consommations des unités communes de dispensation (UCD) de la spécialité concernée et le prix d'achat, dans les indications thérapeutiques prises en charge.

La prise en charge de ces spécialités, dans les indications ouvrant droit à cette prise en charge, est effectuée sur la base du tarif maximal de responsabilité fixé en annexe pour chaque UCD.

- Dispensation en rétrocession

Lors de la dispensation par une pharmacie à usage intérieur (PUI) autorisée à assurer l'activité de vente au public mentionnée au 1° de l'article L. 5126-6 du code de la santé publique, le prix de cession est prévu à l'article R. 163-9-1 du Code de la sécurité sociale.

Pour les délivrances par les pharmacies à usage intérieur dans le cadre de la rétrocession, des spécialités mentionnées dans le tableau en annexe sont facturées aux caisses d'Assurance maladie en utilisant le code nature prestation des médicaments pris en charge à 100 % en rétrocession : **PHH et le code UCD correspondant**.

La prise en charge en sus des différentes spécialités concernées prend fin aux termes de l'autorisation d'importation délivrée par l'ANSM, et au plus tard à la date précisée dans le tableau annexé, après la publication de la présente note d'information.

Les établissements sont invités à faire part à l'agence régionale de santé ou aux observatoires du médicament, des dispositifs médicaux et de l'innovation thérapeutique (OMEDITs) dont ils relèvent des éventuelles difficultés rencontrées.

Pour les ministres et par délégation :
Le directeur de la sécurité sociale,

Pierre PRIBILE

Pour la ministre et par délégation :
La directrice générale de l'offre de soins,

Marie DAUDÉ

## Annexe

## Liste des spécialités importées et des indications prises en charge en sus des GHS à titre dérogatoire

**Indications relevant de la prise en charge dérogatoire et exceptionnelle**

1. Traitement de substitution chez les adultes et chez les enfants et adolescents (0-18 ans) en cas de déficits immunitaires primitifs (DIP) avec altération de la production d'anticorps.
2. Traitement de substitution chez les adultes et chez les enfants et adolescents (0-18 ans) en cas de déficits immunitaires secondaires (DIS) chez les patients souffrant d'infections graves ou récurrentes, en échec d'un traitement antibiotique et ayant, soit un défaut de production d'anticorps spécifiques (DPAS) avéré, soit un IgG taux sérique <4 g/l.
3. Traitement substitutif chez l'adulte, l'enfant et l'adolescent (de 0 à 18 ans) atteint d'hypogammaglobulinémie et infections bactériennes récurrentes chez les patients atteints de leucémie lymphoïde chronique (LLC), chez qui les antibiotiques prophylactiques n'ont pas fonctionné ou sont contre-indiqués.
4. Traitement substitutif chez l'adulte, l'enfant et l'adolescent (de 0 à 18 ans) atteint d'hypogammaglobulinémie et infections bactériennes récurrentes chez les patients atteints de myélome multiple.
5. Traitement substitutif chez l'adulte, l'enfant et l'adolescent (de 0 à 18 ans) atteint d'hypogammaglobulinémie chez des patients avant ou après une transplantation de cellules souches hématopoïétiques allogéniques.
6. Traitement immunomodulateur chez les adultes et chez les enfants et adolescents (0-18 ans) en cas de thrombocytopénie immune primaire (TIP) chez les patients présentant un risque hémorragique élevé ou préalablement à tout acte chirurgical, afin de corriger le nombre de plaquettes.
7. Traitement de substitution chez les adultes, et les enfants et adolescents (âgés de 0 à 18 ans) : infection congénitale par le VIH avec infections bactériennes récurrentes.
8. Traitement immunomodulateur chez les adultes et chez les enfants et adolescents (0-18 ans) en cas de syndrome de Guillain-Barré.
9. Traitement immunomodulateur chez les adultes et chez les enfants et adolescents (0-18 ans) en cas de maladie de Kawasaki.
10. Traitement immunomodulateur dans les polyradiculoneuropathies inflammatoires démyélinisantes chroniques (PIDC).
11. Traitement immunomodulateur chez les adultes et chez les enfants et adolescents (0-18 ans) en cas de neuropathie motrice multifocale (NMM).
12. Traitement immunomodulateur : rétinochoroïdite de Birdshot.

| Code UCD | Dénomination commune internationale | Libellé de la spécialité pharmaceutique | Laboratoire exploitant ou titulaire de l'autorisation d'importation | Tarif (HT) maximal de responsabilité par UCD (en €) | Date de fin de prise en charge (au plus tard) |
|---|---|---|---|---|---|
| 3400890022279 | Immunoglobuline Humaine Normale | HUMAGLOBIN LIQ 50G/L FL100ML 1 | LFB BIOMEDICAMENTS | 275,00 € | 30/09/2024 |
| 3400890022286 | Immunoglobuline Humaine Normale | HUMAGLOBIN LIQ 50G/L FL200ML 1 | LFB BIOMEDICAMENTS | 550,00 € | 30/09/2024 |

MINISTÈRE
DU TRAVAIL
DE LA SANTÉ
ET DES SOLIDARITÉS

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**CIRCULAIRE N°** DGOS/FIP1/2024/95 du 13 juin 2024 relative à la première campagne tarifaire et budgétaire 2024 des établissements de santé

La ministre du travail, de la santé et des solidarités
Le ministre délégué auprès de la ministre du travail, de la santé et des solidarités, chargé de la santé et de la prévention

à

Mesdames et Messieurs les directeurs généraux des agences régionales de santé (ARS)

| | |
|---|---|
| **Référence** | NOR : TSSH2416743C (numéro interne : 2024/95) |
| **Date de signature** | 13/06/2024 |
| **Emetteur** | Ministère du travail, de la santé et des solidarités<br>Direction générale de l'offre de soins (DGOS) |
| **Objet** | Première campagne tarifaire et budgétaire 2024 des établissements de santé. |
| **Action à réaliser** | Déléguer les crédits aux établissements de santé. |
| **Résultat attendu** | Mise en œuvre des délégations de crédits. |
| **Echéance** | Dans les meilleurs délais. |
| **Contacts utiles** | Sous-direction du financement et de la performance du système de santé<br>Bureau de la synthèse budgétaire et financière (FIP1)<br>Karine TIENNOT<br>Tél. : 06 58 33 37 36<br>Mél. : karine.tiennot2@sante.gouv.fr |
| **Nombre de pages et annexes** | 4 pages et 12 annexes (94 pages).<br>Annexe I - Montants régionaux des dotations<br>Annexe II - Mesures relatives aux ressources humaines<br>Annexe III - Plans et mesures de santé publique<br>Annexe IV - Financement des études médicales<br>Annexe V - Nomenclature des missions d'intérêt général (MIG)<br>Annexe VI - Innovation, recherche et référence<br>Annexe VII - Investissements hospitaliers<br>Annexe VIII - Mesures spécifiques à la psychiatrie et aux soins médicaux et de réadaptation<br>Annexe IX - Accompagnements et mesures ponctuelles<br>Annexe X - Mesures relatives à la mise en œuvre du Ségur de la santé |

| | |
|---|---|
| | Annexe XI - Mesures relatives à la mise en œuvre de la dotation populationnelle des services d'urgence (SU) et des structures mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR)<br>Annexe XII - Paramètres initiaux de la campagne de financement des établissements de santé pour 2024 |
| **Résumé** | Fixation des ressources d'assurance maladie des établissements de santé. |
| **Mention Outre-mer** | Ces dispositions s'appliquent aux départements et territoires ultramarins, à l'exception de la Polynésie française, de la Nouvelle-Calédonie, et de Wallis et Futuna. |
| **Mots-clés** | Hôpital ; clinique ; établissement de santé ; tarification à l'activité ; dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ; dotation annuelle de financement ; agence régionale de santé. |
| **Classement thématique** | Établissements de santé |
| **Textes de référence** | • Code de la sécurité sociale, notamment les articles L. 162-22-8-2, L. 162-22-13, L. 162-23-8, L. 174-1-1, L. 174-1-2, R. 162-32-2, R. 162-33-18, R. 162-33-25, R. 162-33-26, R. 162-34-12 et D. 162-6 à D. 162-8 ;<br>• Code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1 et suivants et R. 6145-1 et suivants ;<br>• Loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale et notamment son article 33 modifié ;<br>• Loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;<br>• Loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023 de financement de la sécurité sociale pour 2024 ;<br>• Décret n° 2021-216 du 25 février 2021 relatif à la réforme du financement des structures des urgences et des structures mobiles d'urgence et de réanimation et portant diverses dispositions relatives aux établissements de santé ;<br>• Arrêté du 21 décembre 2018 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;<br>• Arrêté du 29 mars 2018 fixant le modèle de suivi et d'analyse de l'exécution de l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du Code de la sécurité sociale ;<br>• Arrêté du 12 avril 2024 fixant pour l'année 2024 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du Code de la sécurité sociale ;<br>• Arrêté du 12 avril 2024 portant détermination pour 2024 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;<br>• Arrêté du 12 avril 2024 fixant pour l'année 2024 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de psychiatrie ; |

| | |
|---|---|
| | • Arrêté du 12 avril 2024 fixant pour l'année 2024 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins médicaux et de réadaptation ;<br>• Arrêté du 12 avril 2024 fixant pour l'année 2024 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale ;<br>• Arrêté du 12 juin 2024 fixant, pour l'année 2024, les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du Code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L.174-1-2 du code de la sécurité sociale. |
| **Circulaire / instruction abrogée** | Néant |
| **Circulaire / instruction modifiée** | Néant |
| **Rediffusion locale** | Néant |
| **Validée par le CNP le 7 juin 2024 - Visa CNP 2024-27** | |
| **Document opposable** | Oui |
| **Déposée sur le site Légifrance** | Non |
| **Publiée au BO** | Oui |
| **Date d'application** | Immédiate |

L'objectif national de dépenses d'assurance maladie des établissements de santé (ONDAM ES) a été porté dans la loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 à **105,6 Md€, soit une progression de + 3,2 %** représentant une évolution des ressources supplémentaires pour les établissements de santé de plus **de 3,2 Md€**. Cette année, après deux années sans mesures d'efficience, le niveau de l'ONDAM ES 2024 porte des mesures d'économies à hauteur de 970 M€ dont 634 M€ pesant directement sur les ressources des établissements de santé, le restant concernant le prix des médicaments de la liste en sus.

Cette première circulaire fixant les dotations des établissements de santé pour 2024 porte les effets en année pleine des revalorisations salariales au titre des mesures dites « Guérini » et « attractivité » hors tarifs visant à soutenir le pouvoir d'achat des professionnels de santé, ainsi que les mesures dites « attractivité » des professionnels de santé pour près de 641 M€, l'allocation des crédits Ségur 1 et 2 pour près de 1,2 Md€ intégrant notamment la mesure « intéressement » (833 M€), ainsi que la délégation des crédits de péréquation médecine, chirurgie, obstétrique (MCO)/hospitalisation à domicile (HAD) (383 M€) étant venus accompagner depuis 2021 l'intégration des mesures du Ségur de la santé dans les tarifs MCO/HAD. **Au total, plus de 1,8 Md€ de crédits sont délégués dans la présente circulaire au titre des mesures liées aux ressources humaines, tous vecteurs de financement confondus.**

**La réforme du financement des activités de soins médicaux et de réadaptation (SMR) entre dans sa première année de mise en œuvre avec l'application des nouveaux compartiments de financement dès la première circulaire budgétaire 2024 pour près de 5 Md€** dont 4,1 Md€ au titre de la dotation populationnelle intégrant notamment les crédits liés aux revalorisations des ressources humaines (RH), le financement des activités d'expertise et des plateaux techniques spécialisés.

Quant au **champ de la psychiatrie**, il s'agit de la deuxième année de mise en œuvre de la réforme de financement en année pleine. Plus de **10 Md€** sont alloués à ce titre, dont plus de 9 Md€ au titre de la dotation populationnelle, qui intègrent également les crédits pour les revalorisations RH des établissements de psychiatrie, le financement des appels à projets relatifs au Fonds d'innovation organisationnelle en psychiatrie (FIOP), via la première circulaire 2024.

Près de **3,4 Md€** sont également alloués dans la première circulaire 2024 au titre de la **dotation populationnelle des urgences,** intégrant également les crédits liés aux revalorisations RH.

Cette circulaire porte par ailleurs les mesures traditionnellement déléguées en début de campagne budgétaire **pour près de 5 Md€.**

Ainsi, près **de 2,3 Md€ sont délégués pour soutenir la recherche et l'innovation**, dont 2 Md€ au titre de la dotation socle des missions d'enseignement, de recherche, de référence et d'innovation (MERRI) et 260 M€ au titre du financement des actes hors nomenclature. Cette première phase de délégation intègre également le **financement des études médicales (1 Md€) ainsi que les mesures et plans de santé publique (1 Md€)**, dont notamment le financement de la Mission d'intérêt général du Service d'aide médicale urgente (MIG SAMU) intégrant en particulier le renfort des assistants de régulation médicale (ARM) pour la mise en place du 1er décroché du Service d'accès aux soins (SAS) (409 M€), les crédits destinés à la mise en œuvre du nouveau plan « maladies rares » (191 M€), le financement des mesures en faveur des personnes âgées au titre de la poursuite de la mesure d'admissions directes portée dans le Pacte de refondation des urgences (10 M€), ou encore la mesure d'appui aux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) pour la mise en place d'un dispositif de coopération renforcée avec l'HAD (24 M€) ainsi que la délégation au titre des structures d'étude et de traitement de la douleur chronique (78 M€). Enfin, **près de 12 M€** sont délégués dans cette première phase d'allocation au titre du **développement des soins palliatifs et de l'accompagnement de la fin de vie** : la mise en œuvre du nouveau Plan national « développement des soins palliatifs et de l'accompagnement de la fin de vie » (7 M€), le financement du Centre national soins palliatifs fin de vie (1,4 M€) et le déploiement d'équipes d'intervention rapide en soins palliatifs (HAD) (3 M€).

Diverses autres mesures **d'accompagnement financier (400 M€)** sont également allouées dans cette première phase de délégation, telles que la **dotation de responsabilité territoriale pour les hôpitaux de proximité** *(65 M€)* mais aussi le soutien aux établissements de santé en difficultés financière *(300 M€)*.

Vous trouverez le détail de **l'ensemble de cette délégation s'élevant à près de 28 Md€,** dans les différentes annexes thématiques de cette circulaire, qui vous permettront d'orienter la notification des crédits au sein de vos régions respectives.

Nous vous invitons à veiller à ce que l'outil harmonisation et de partage d'information (HAPI) soit précisément employé, permettant ainsi un suivi fiable et continu des ressources budgétaires 2024.

Nous savons pouvoir compter sur votre pleine implication et nous vous remercions pour votre action.

| La ministre du travail, de la santé et des solidarités, | Le ministre délégué, chargé de la santé et de la prévention, |
|---|---|
| signé | signé |
| Catherine VAUTRIN | Frédéric VALLETOUX |

Annexe I

**Montants régionaux des dotations**

MIGAC

*Les montants sont en milliers d'euros*

| Région | BASE 2024 | Mesures Guérini : Revalorisation MIG en base des établissements de santé - Les centres de coordination des soins en cancérologie (3C) | Mesures Guérini : Revalorisation MIG en base des établissements de santé - Les équipes de cancérologie pédiatrique | Mesures Guerini : Revalorisation MIG en base des établissements de santé - La mise à disposition par l'établissement de santé de moyens au bénéfice des centres de préventions et de soins et des maisons médicales mentionnées à l'article L. 162-3 du Code de la sécurité sociale | Mesures Guérini : Revalorisation MIG en base des établissements de santé - Les unités d'accueil et de soins des patients sourds en langue des signes | Mesures Guérini : Revalorisation MIG en base des établissements de santé - Les actions de prévention et gestion des risques liés à des circonstances exceptionnelles | Mesures Guérini : Revalorisation MIG en base des établissements de santé-consultations hospitalières addictologie | Mesures Guérini : Revalorisation MIG en base des établissements de santé - Les consultations hospitalières de génétique | Mesures Guérini : Revalorisation MIG en base des établissements de santé - Les dispositifs dédiés à la prise en charge des femmes victimes de violence | Mesures Guérini : Revalorisation MIG en base des établissements de santé - Les unités hospitalières sécurisées interrégionales (UHSI) | Mesures Guérini : Revalorisation MIG en base des établissements de santé - Les unités sanitaires en milieu pénitentiaire (USMP ; ex UCSA) | Mesures Guérini : Revalorisation MIG en base des établissements de santé - Les chambres sécurisées pour personnes détenues | Pacte de responsabilité des EBNL ex-DG | Péréquation EPS | Péréquation EBL | Péréquation EBNL | MIG Douleur | Assistants spécialistes douleur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| N° MIG/AC | | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | AC MCO | AC MCO | AC MCO | AC MCO | MIG MCO | AC MCO |
| Code MIG | | H11 | I04 | K02 | K03 | O01 | P02 | P05 | P13 | T02 | T03 | T04 | | | | | P04 | |
| JPE/NR/R | | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | R | NR | NR | NR | NR | JPE | NR |
| Auvergne-Rhône-Alpes | 150 718,9 | 172,2 | 89,1 | 1,3 | 61,4 | | 186,2 | 116,4 | 18,8 | 26,5 | 503,4 | 28,6 | 1 824,1 | 29 236,3 | 4 911,6 | 3 999,7 | 8 165,3 | |
| Bourgogne-Franche-Comté | 49 624,8 | 46,5 | 14,1 | 6,0 | | | 38,1 | 38,9 | 9,6 | | 168,0 | 16,4 | 337,9 | 7 488,8 | 1 468,7 | 669,7 | 3 156,6 | |
| Bretagne | 69 296,8 | 29,2 | 15,8 | | 8,9 | 0,4 | 64,2 | 61,8 | 10,3 | 76,6 | 177,8 | 8,5 | 652,7 | 16 436,6 | 2 166,9 | 1 672,5 | 3 340,1 | |
| Centre-Val de Loire | 64 879,1 | 26,0 | 12,3 | | | | 43,7 | 81,6 | 12,5 | | 217,9 | 12,4 | 7,1 | 8 145,2 | 2 108,3 | 359,1 | 2 213,7 | 48,0 |
| Corse | 6 526,7 | 8,6 | 0,2 | | 4,7 | | 16,7 | 1,2 | 3,3 | | 38,8 | 5,2 | | 3 697,1 | 1 012,8 | 29,8 | 277,4 | |
| Grand Est | 115 747,2 | 93,4 | 37,7 | | 41,0 | 8,4 | 124,2 | 72,3 | 14,5 | 47,4 | 532,8 | 32,9 | 1 825,7 | 19 988,4 | 1 581,1 | 7 379,6 | 5 532,8 | |
| Hauts-de-France | 125 173,3 | 76,7 | 35,0 | | 15,0 | | 179,8 | 88,6 | 18,8 | 42,1 | 716,5 | 55,9 | 1 476,4 | 25 333,3 | 3 791,7 | 5 235,6 | 8 887,4 | |
| Île-de-France | 301 783,0 | 338,3 | 189,6 | | 21,3 | | 467,1 | 292,3 | 37,9 | 171,0 | 1 059,7 | 27,9 | 5 052,0 | 58 261,2 | 4 931,7 | 10 835,0 | 12 673,1 | 182,4 |
| Normandie | 73 770,3 | 42,3 | 19,0 | 11,6 | 4,7 | | 106,4 | 61,8 | 8,1 | | 336,5 | 22,8 | 514,2 | 19 415,5 | 3 018,7 | 1 747,2 | 5 104,8 | 115,2 |
| Nouvelle-Aquitaine | 108 838,3 | 90,6 | 41,4 | | 27,3 | | 174,5 | 69,8 | 22,6 | 37,7 | 552,0 | 38,3 | 969,2 | 29 095,4 | 7 623,7 | 3 465,3 | 6 323,1 | |
| Occitanie | 133 857,1 | 126,7 | 31,7 | 4,8 | 20,2 | | 124,7 | 62,2 | 18,1 | 55,8 | 493,5 | 29,6 | 719,2 | 22 865,5 | 9 534,3 | 2 099,1 | 7 504,8 | 115,2 |
| Pays de la Loire | 65 656,6 | 50,7 | 27,8 | | 4,7 | | 80,1 | 76,6 | 7,6 | | 219,5 | 15,3 | 644,8 | 13 907,3 | 4 223,8 | 937,3 | 5 941,1 | 38,4 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 113 884,9 | 145,5 | 42,6 | 1,7 | 22,0 | | 106,6 | 93,7 | 18,6 | 120,1 | 697,4 | 26,4 | 2 226,7 | 16 124,3 | 7 944,4 | 3 283,5 | 7 253,0 | |
| **France métropolitaine** | **1 379 756,9** | **1 246,6** | **556,4** | **25,3** | **231,0** | **8,7** | **1 712,3** | **1 117,1** | **201,0** | **577,2** | **5 713,9** | **320,2** | **16 250,0** | **269 995,0** | **54 317,7** | **41 713,3** | **76 373,3** | **499,2** |
| Guadeloupe | 8 214,1 | | | | | | 11,5 | 8,7 | | | 67,1 | 7,2 | | 3 341,2 | 893,6 | | 260,0 | |
| Guyane | 35 233,6 | | 0,2 | 793,4 | | 3,6 | 15,9 | | 5,2 | | 118,8 | 11,3 | | 6 357,7 | 258,9 | | | |
| Martinique | 10 362,4 | 1,5 | 0,3 | 1,4 | | 11,3 | 26,9 | 4,8 | 3,3 | | 61,1 | | | 3 396,6 | 640,4 | | 279,7 | |
| Mayotte | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| La Réunion | 22 244,9 | 6,8 | 13,7 | 23,4 | 14,1 | 0,3 | 49,1 | 25,8 | 5,4 | | 142,0 | 24,3 | | | 923,7 | 285,2 | 1 229,4 | |
| **DOM** | **76 054,9** | **8,2** | **14,1** | **818,2** | **14,1** | **15,2** | **103,4** | **39,3** | **13,9** | **0,0** | **389,1** | **42,9** | **0,0** | **13 095,5** | **2 716,6** | **285,2** | **1 769,1** | **0,0** |
| **Total dotations régionales** | **1 455 811,8** | **1 254,8** | **570,5** | **843,5** | **245,1** | **23,9** | **1 815,7** | **1 156,3** | **214,8** | **577,2** | **6 103,0** | **363,0** | **16 250,0** | **283 090,5** | **57 034,3** | **41 998,5** | **78 142,4** | **499,2** |

| Centres de référence pour la maladie de Lyme | Centre national de ressources de la douleur (CNRD) | Programme PHARE | Achats souverains | Débasage des aides à l'investissement échues | Accompagnement - pilotage de l'impact des débasages | Fonds de désensibilisation emprunts structurés | Soutien exceptionnel aux ES en difficulté - Aides en trésorerie | Unité de thérapie cellulaire | Les centres régionaux de pharmacovigilance (CRPV) et les centres d'évaluation et d'information sur la pharmacodépendance et d'addictovigilance (CEIP-A) mentionnés aux articles R. 5121-158 et R. 5132-112 du Code de la santé publique | Coordonnateurs régionaux d'hémovigilance et de sécurité transfusionnelle mentionnés aux articles R. 1221-32 à R. 1221-35 du Code de la santé publique | Accompagnement des ES - radiations 2023 | Les centres de référence pour les infections ostéo-articulaires CIOA | Simphonie | SI Achats | Performance SI de gestion | Accompagnement OSE | AAP - Entrepôt de données (EDS) | SI Vigilans |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| MIG MCO | MIG MCO | AC MCO | AC MCO | AC MCO | AC MCO | AC MCO | AC MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | AC MCO | MIG MCO | AC MCO | AC MCO | AC MCO | AC MCO | AC MCO | AC MCO |
| H16 | H08 | | | | | | | G05 | H04 | H05 | | F15 | | | | | | |
| JPE | JPE | NR | NR | R | NR | NR | NR | JPE | JPE | JPE | NR | JPE | NR | NR | NR | NR | NR | NR |
| 343,7 | | | 175,8 | -8 552,2 | 15 565,6 | 4 730,0 | 3 607,5 | 1 404,8 | 155,2 | 354,0 | 1 542,7 | 185,9 | 197,0 | 820,0 | 95,0 | | 387,4 | |
| | | | 73,6 | -3 267,4 | 5 340,3 | 920,0 | 7 404,4 | | 44,4 | 187,2 | 619,8 | 42,8 | 115,0 | | | 171,0 | 506,8 | |
| 343,7 | | 480,0 | 499,2 | -3 413,8 | 6 456,2 | 320,0 | 3 648,0 | | 38,5 | 187,2 | 1 082,0 | 143,1 | 135,0 | | | | 258,7 | 180,0 |
| | | | 0,2 | -3 176,8 | 5 157,2 | | 2 686,2 | | 39,4 | 126,0 | 426,9 | 121,8 | 115,0 | | | | 107,9 | |
| | | | 21,3 | -304,8 | 363,6 | 807,3 | 27 364,3 | | | 78,7 | | | 10,0 | | | | | |
| 343,7 | | | 385,0 | -8 605,3 | 15 000,8 | 1 228,9 | 7 489,5 | 3 286,0 | 107,4 | 325,1 | 1 799,4 | 164,5 | 115,5 | | | | 1 036,9 | 80,0 |
| | | | 888,1 | -7 197,2 | 14 266,4 | 1 658,9 | 16 074,1 | 1 246,2 | 68,4 | 343,2 | 1 445,3 | 143,1 | 80,0 | 30,0 | | | 274,8 | |
| 343,7 | 402,7 | | 583,4 | -16 579,3 | 30 901,9 | 4 460,0 | 8 237,3 | 7 568,4 | 271,3 | 378,2 | 2 196,2 | 351,5 | 773,0 | 162,0 | | | 2 560,8 | 350,0 |
| | | | 172,2 | -3 856,5 | 7 011,8 | 526,4 | 8 714,4 | | 66,7 | 143,3 | 617,9 | 42,8 | 65,0 | 137,0 | | | 178,5 | 75,0 |
| | | | 484,9 | -7 355,9 | 13 832,8 | | 3 860,1 | | 134,5 | 342,0 | 1 390,4 | 164,5 | 137,0 | | | | 594,9 | 80,0 |
| | | 300,0 | 131,0 | -5 724,4 | 10 315,5 | 310,0 | 6 797,3 | 1 613,3 | 119,2 | 313,2 | 1 250,2 | 42,8 | 200,0 | | | | 363,7 | 97,0 |
| | | | 55,9 | -3 194,0 | 6 219,5 | 4 070,0 | 3 460,9 | 75,0 | 62,7 | 187,2 | 877,3 | 42,8 | 64,0 | | | | 444,0 | |
| 343,7 | | | 156,2 | -5 861,7 | 10 811,5 | 330,0 | 11 618,7 | 2 850,3 | 95,7 | 252,0 | 1 276,1 | 121,8 | 186,0 | | | | 517,8 | 55,0 |
| **1 718,5** | **402,7** | **780,0** | **3 626,6** | **-77 089,2** | **141 243,2** | **19 361,6** | **110 962,6** | **18 044,0** | **1 203,4** | **3 217,3** | **14 524,3** | **1 567,2** | **2 192,5** | **1 149,0** | **95,0** | **171,0** | **7 232,3** | **917,0** |
| | | | | -161,6 | 433,0 | 2 268,4 | 59 466,9 | | | 117,1 | 36,4 | | 14,0 | | | | 71,5 | |
| | | | | -404,6 | 711,6 | | 27 070,9 | | | 93,3 | | | 5,0 | | | | | |
| | | | | -388,1 | 776,6 | | 85 234,5 | | | 91,8 | 117,1 | | 70,0 | | | | 83,9 | |
| | | | | -860,8 | 1 543,8 | 1 000,0 | 2 414,9 | 474,0 | | 150,2 | 202,2 | | | | | | 112,3 | |
| **0,0** | **0,0** | **0,0** | **0,0** | **-1 815,1** | **3 465,1** | **3 268,4** | **174 187,2** | **474,0** | **0,0** | **452,4** | **355,7** | **0,0** | **89,0** | **0,0** | **0,0** | **0,0** | **267,7** | **0,0** |
| **1 718,5** | **402,7** | **780,0** | **3 626,6** | **-78 904,3** | **144 708,2** | **22 630,0** | **285 149,8** | **18 518,0** | **1 203,4** | **3 669,7** | **14 880,0** | **1 567,2** | **2 281,5** | **1 149,0** | **95,0** | **171,0** | **7 500,0** | **917,0** |

| e-parcours | ROR | Les centres de références pour la prise en charge des maladies rares (CRMR) | Les centres de référence sur l'hémophilie | Les centres de ressources et de compétences sur la mucoviscidose | Les centres de référence sur la sclérose latérale amyotrophique SLA | Filières de santé maladies rares | Plateformes | Base de données maladies rares | Appui à l'expertise | Lactariums | Prélèvement et stockage de sang placentaire | Volet prise en charge MIN - MIG Mortalité périnatale | Volet prise en charge des morts-nés / foetopathologie - MIG Mortalité périnatale | Centre national de référence d'hémobiologie périnatale | Expérimentation de soins de néonatologie au domicile des patients par des unités de néonatologie | Hôtels hospitaliers | Engagement maternité | Les dispositifs dédiés à la prise en charge des femmes victimes de violences | Assurer l'accessibilité aux PH des dispositifs dédiés PEC des femmes victimes de violence |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AC MCO | AC MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | AC MCO | AC MCO | AC MCO | MIG MCO | AC MCO |
| | | F04 | F05 | F06 | F07 | F17 | F21 | F22 | F23 | J01 | J04 | F08 | F08 | F19 | | | | P13 | |
| NR | NR | JPE | JPE | JPE | JPE | JPE | JPE | JPE | JPE | JPE | JPE | JPE | JPE | JPE | NR | NR | NR | R | NR |
| 320,0 | | 12 396,7 | 1 040,5 | 2 675,8 | 1 120,2 | 1 432,9 | | | | 382,5 | 51,7 | 278,9 | 339,8 | | 260,0 | 450,2 | 7,7 | 566,8 | 47,5 |
| 500,0 | | 2 756,6 | 275,9 | 1 042,7 | 196,4 | 918,5 | | | | 261,9 | 130,6 | 82,1 | 114,1 | | | 142,0 | 2,2 | 258,7 | 31,7 |
| 565,0 | | 3 692,8 | 525,5 | 1 447,9 | 310,4 | | | | | 653,3 | | 102,7 | 139,4 | | | 61,0 | | 295,3 | 15,8 |
| | | 1 612,2 | 140,8 | 747,1 | 704,6 | | | | | 457,9 | | 83,4 | 103,3 | | | 13,3 | 2,6 | 246,5 | 23,8 |
| | | | | | | | | | | | | 9,0 | 12,4 | | | 0,4 | 1,0 | 120,0 | 7,9 |
| 693,0 | 202,0 | 5 329,3 | 513,3 | 1 666,0 | 479,4 | 742,3 | | | 100,0 | 1 124,1 | 298,7 | 169,4 | 232,4 | | 260,0 | 8,6 | | 416,8 | 39,6 |
| | | 6 484,0 | 740,9 | 1 339,7 | 562,8 | 2 163,2 | | | | 574,7 | | 212,5 | 302,1 | | 260,0 | 46,5 | 2,3 | 440,6 | 19,8 |
| | 507,0 | 63 695,6 | 1 796,7 | 5 111,9 | 1 428,4 | 8 070,9 | | 605,7 | 500,0 | 1 395,3 | 752,6 | 538,2 | 784,3 | 5 768,5 | 520,0 | 434,6 | | 803,8 | 31,7 |
| | | 3 053,7 | 477,2 | 834,2 | 301,2 | | | | | 482,8 | | 109,3 | 131,2 | | 260,0 | 86,9 | | 288,9 | 19,8 |
| 500,0 | | 7 124,2 | 562,6 | 1 391,3 | 1 211,6 | 566,0 | | | | 1 118,4 | 288,8 | 176,6 | 221,0 | | 260,0 | 131,7 | 15,4 | 448,0 | 47,5 |
| | | 10 296,9 | 614,3 | 1 453,3 | 1 226,5 | 677,5 | | | | 165,7 | 324,7 | 188,1 | 225,1 | | 260,0 | 72,9 | | 447,4 | 51,5 |
| 520,0 | | 5 623,7 | 473,0 | 1 332,1 | 616,9 | 785,5 | | | 60,0 | 249,9 | | 129,4 | 164,2 | | 260,0 | 15,7 | 0,2 | 322,5 | 19,8 |
| | 462,1 | 7 837,6 | 530,0 | 1 403,0 | 1 254,3 | 847,6 | | | 120,0 | | | 182,2 | 243,2 | | 260,0 | 341,8 | 11,8 | 393,9 | 23,8 |
| **3 098,0** | **1 171,1** | **129 903,3** | **7 690,7** | **20 445,1** | **9 412,9** | **16 204,5** | **0,0** | **605,7** | **780,0** | **6 866,5** | **1 847,1** | **2 261,7** | **3 012,4** | **5 768,5** | **2 600,0** | **1 805,4** | **43,0** | **5 049,3** | **380,2** |
| | | 617,5 | 68,8 | | | | 245,0 | | | | | 13,4 | 38,7 | | | | | 121,4 | 4,0 |
| | | 303,4 | | | | | 245,0 | | | 203,4 | | 26,0 | 57,2 | | | 78,0 | | 119,1 | 4,0 |
| | | 1 316,6 | 134,2 | | | | 245,0 | | | 197,0 | | 11,5 | 34,1 | | | | | 119,8 | 4,0 |
| | | 1 233,1 | 133,0 | 743,5 | 266,2 | | 245,0 | | | | | 44,1 | 62,1 | | 260,0 | 749,6 | 6,8 | 151,4 | 4,0 |
| **0,0** | **0,0** | **3 470,6** | **336,0** | **743,5** | **266,2** | **0,0** | **980,0** | **0,0** | **0,0** | **400,4** | **0,0** | **95,0** | **192,2** | **0,0** | **260,0** | **827,6** | **6,8** | **511,7** | **15,8** |
| **3 098,0** | **1 171,1** | **133 373,9** | **8 026,7** | **21 188,6** | **9 679,1** | **16 204,5** | **980,0** | **605,7** | **780,0** | **7 266,9** | **1 847,1** | **2 356,7** | **3 204,5** | **5 768,5** | **2 860,0** | **2 633,0** | **49,8** | **5 561,0** | **396,0** |

| Débasage de la MIG Organisation interégionale en oncopédiatrie (OIR) | Organisation interégionale en oncopédiatrie (OIR) | Cancer : Extension des dispositifs pour les adolescents et jeunes adultes en cancérologie | Cancer : Réseaux nationaux de référence des cancers rares | Cancer : Soutien à la réalisation des actes complémentaires de biologie moléculaire effectués dans le cadre de la double lecture des lymphomes et sarcomes | Cancer : Dispositif consultations d'oncogénétique | Cancer : Consultations de primo-prescription de chimiothérapie orale | Centre national de coordination du dépistage néonatal | Hôpitaux de proximité | Les stages de formation en physique médicale | Les registres épidémiologiques | Le centre expert national sur les médicaments et autres agents tératogènes et/ou foetotoxiques | La participation à la rémunération des agents bénéficiant des dispositions du Décret n° 97-215 du 10 mars 1997 | La mise à disposition par l'établissement de santé de moyens au bénéfice de centres de prévention et de soins et des maisons médicales mentionnées à l'article L. 162-3 du Code de la sécurité sociale | Les dépenses spécifiques liées à la prise en charge odontologique des patients atteints de pathologies compliquant cette prise en charge dans les CSERDre | Les centres régionaux de pathologies professionnelles et environnementales (CRPPE) | Financement des études médicales | Assistants spécialistes à temps partagé entre établissements | Création de la formation d'assistant de régulation médicale (ARM) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | AC MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | AC MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | AC MCO | AC MCO |
| I04 | I04 | I04 | F16 | | P05 | P12 | F20 | | E01 | H07 | H14 | R06 | K02 | U03 | F10 | E02 | | |
| R | JPE | NR | JPE | NR | NR | JPE | NR | NR | JPE | JPE | JPE | JPE | R | JPE | JPE | JPE | NR | NR |
| -277,7 | 541,4 | | 2 791,4 | | 320,0 | 319,4 | | 8 733,9 | 437,8 | 364,4 | | | | 157,0 | 1 025,3 | 117 211,3 | 2 430,8 | 572,4 |
| | | 65,0 | | | 130,0 | 136,2 | | 6 418,7 | 128,8 | 318,4 | | | | 21,3 | 243,6 | 45 821,8 | 4 156,2 | 450,8 |
| | | 65,0 | | | 170,0 | 130,5 | | 6 102,5 | 386,3 | 126,1 | | | | 104,6 | 530,3 | 46 728,4 | 1 942,1 | 267,0 |
| | | 65,0 | | | 80,0 | 44,2 | 353,6 | 2 061,3 | 128,8 | 164,4 | | | | | 243,4 | 26 702,8 | 1 813,7 | |
| | | 8,0 | | | 36,5 | 11,9 | | 864,9 | | | | | | | 54,5 | | 429,0 | |
| -277,7 | | 130,0 | 57,2 | | 295,0 | 118,6 | | 6 383,9 | 515,0 | 627,8 | | | | 311,4 | 708,6 | 93 560,6 | 3 427,4 | 374,0 |
| -27,7 | 497,5 | | 412,8 | | 225,0 | 187,4 | | 5 154,8 | 206,0 | 428,7 | | | | 76,4 | 731,0 | 82 518,7 | 6 444,1 | 470,0 |
| -533,7 | 612,5 | | 3 721,2 | 354,0 | 490,0 | 283,5 | | 3 169,5 | 875,5 | 146,5 | 721,8 | 55 765,8 | | 324,7 | 2 193,0 | 152 471,4 | 4 317,8 | 395,0 |
| | | 65,0 | | | 160,0 | 72,8 | | 3 443,6 | 206,0 | 368,0 | | | | | 824,3 | 53 118,8 | 4 571,3 | 152,0 |
| -255,5 | | | | | 265,0 | 208,7 | | 5 872,5 | 51,5 | 532,9 | | | | 94,2 | 717,8 | 85 598,2 | 2 855,5 | 335,6 |
| | 386,7 | 130,0 | 429,0 | | 230,0 | 185,6 | | 6 783,0 | 566,5 | 417,4 | | | | 112,7 | 695,0 | 78 899,7 | 1 429,9 | 577,0 |
| -333,2 | 401,9 | | | | 175,0 | 149,4 | | 4 040,1 | 386,3 | 260,7 | | | | 59,1 | 655,2 | 51 695,6 | 2 859,8 | 395,0 |
| -224,4 | | 130,0 | | | 205,0 | 190,1 | | 3 237,1 | 746,8 | 486,2 | | | | 138,4 | 324,8 | 65 189,9 | 2 325,9 | 203,0 |
| **-1 929,9** | **2 440,0** | **658,0** | **7 411,6** | **354,0** | **2 781,5** | **2 038,2** | **353,6** | **62 265,7** | **4 635,0** | **4 241,5** | **721,8** | **55 765,8** | **0,0** | **1 399,7** | **8 947,0** | **899 517,1** | **39 003,5** | **4 191,8** |
| | | 8,0 | | | 15,0 | 9,8 | | 1 390,9 | | 131,4 | | | | | 62,4 | 7 256,9 | 454,4 | |
| | | 5,1 | | | | | | 676,6 | | 91,7 | | | 5 691,0 | | 64,4 | 1 779,7 | 486,9 | |
| | | 8,0 | | | 15,0 | 5,2 | | 444,0 | | 214,1 | | | | | 62,4 | 7 743,7 | 470,6 | |
| -41,7 | 60,0 | 21,2 | | | 40,5 | 19,7 | | 222,8 | | 14,2 | | | | | 65,1 | 12 199,8 | 1 574,2 | |
| **-41,7** | **60,0** | **42,3** | **0,0** | **0,0** | **70,5** | **34,7** | **0,0** | **2 734,3** | **0,0** | **451,4** | **0,0** | **0,0** | **5 691,0** | **0,0** | **254,3** | **28 980,2** | **2 986,1** | **0,0** |
| **-1 971,6** | **2 500,0** | **700,3** | **7 411,6** | **354,0** | **2 852,0** | **2 072,9** | **353,6** | **65 000,0** | **4 635,0** | **4 692,9** | **721,8** | **55 765,8** | **5 691,0** | **1 399,7** | **9 201,3** | **928 497,3** | **41 989,6** | **4 191,8** |

| PADHUE médecin en cabinet libéral | Compensation du coût de gestion des heures syndicales mutualisées, des CAPD et des CCP | Mesures JO 2024 | Tuteur d'apprentissage | Sécurisation des organisations et des environnements de travail résultant de l'accord du « Ségur de la santé » pour la fonction publique hospitalière | Création du statut de nouveau praticien contractuel | Majoration des émoluments praticiens en Outre-mer | Revalorisation des émoluments HU titulaires | Les cellules d'urgence médico-psychologiques | La mise en œuvre des missions des établissements de santé de référence | Acquisition et maintenance des moyens des établissements de santé pour la gestion des SSE | Espaces réflexion éthique régionaux - ERER | Équipes d'intervention rapide en soins palliatifs (HAD) | Appui aux ESMS par la mise en place d'un dispositif de coopération renforcée avec l'HAD | Traitements coûteux HAD | Développement de l'admission rapide en HAD en période de tension hospitalière | Centre de ressources et de compétence (CRC SEP) | Centre mémoire ressources et recherche | Centre national Maladies Jeunes Alzheimer (CNR-MAJ) | Psychologues en centres experts maladies neurodégénératives |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AC MCO | AC MCO | AC MCO | AC MCO | AC MCO | AC MCO | AC MCO | AC MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | AC MCO | AC MCO | AC MCO | AC MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | AC MCO |
| | | | | | | | | Q05 | O02 | O03 | N01 | | | | | F18 | F01 | H13 | |
| NR | NR | NR | NR | NR | NR | NR | NR | JPE | JPE | JPE | JPE | NR | NR | NR | NR | JPE | JPE | JPE | R |
| 1 171,0 | 484,3 | | 229,1 | 94 081,3 | 11 582,2 | | 1 127,7 | 1 348,8 | 978,2 | 1 555,5 | 381,1 | 200,0 | 153,2 | 2 001,7 | 940,1 | 343,7 | 1 919,3 | | 262,3 |
| 209,1 | 298,0 | | 94,2 | 43 510,6 | 4 344,4 | | 319,0 | 718,4 | 447,2 | 622,0 | 284,6 | 200,0 | 105,6 | 502,1 | 347,0 | 114,6 | 885,3 | | 91,1 |
| | 149,0 | | 105,9 | 41 342,6 | 3 863,3 | | 396,1 | 616,4 | 1 442,8 | 1 105,6 | 244,7 | 400,0 | 445,2 | 877,7 | 516,0 | 229,1 | 885,3 | | 111,6 |
| 334,6 | 223,5 | | 76,0 | 35 635,5 | 3 948,7 | | 190,8 | 650,4 | 447,2 | 682,0 | 193,2 | 200,0 | 218,5 | 616,0 | 307,4 | 114,6 | 442,6 | | 83,2 |
| | 74,5 | | 12,1 | 3 790,9 | 974,0 | | | 304,8 | 253,6 | 226,3 | | | 16,8 | 88,2 | 27,8 | 103,2 | 442,6 | | 30,0 |
| 836,4 | 372,5 | | 175,8 | 71 216,0 | 7 526,8 | | 851,4 | 1 381,0 | 1 101,4 | 1 698,0 | 571,8 | 400,0 | 223,8 | 846,8 | 565,2 | 343,7 | 1 476,6 | | 181,2 |
| 585,5 | 186,3 | | 193,5 | 74 268,5 | 9 249,3 | | 611,1 | 1 010,6 | 625,2 | 1 396,8 | 381,8 | 200,0 | 406,4 | 1 387,5 | 646,6 | 229,1 | 1 157,9 | 264,6 | 188,4 |
| 6 649,4 | 298,0 | 12 300,0 | 335,8 | 168 227,4 | 24 309,1 | | 2 848,4 | 2 095,6 | 2 044,2 | 5 089,7 | 1 335,6 | 200,0 | 381,8 | 2 381,8 | 960,1 | 451,9 | 1 133,1 | 174,6 | 388,6 |
| 376,4 | 186,3 | | 104,1 | 43 584,7 | 5 162,7 | | 309,6 | 616,4 | 796,0 | 795,4 | 381,9 | | 197,4 | 474,4 | 471,5 | 114,6 | 885,3 | 248,2 | 106,9 |
| 167,3 | 447,1 | | 194,2 | 79 192,7 | 8 487,7 | | 676,5 | 1 086,6 | 887,8 | 1 450,7 | 572,6 | 200,0 | 226,8 | 1 102,8 | 802,3 | 229,1 | 1 451,8 | | 202,5 |
| 543,7 | 484,3 | | 159,1 | 61 433,4 | 7 275,0 | | 825,7 | 1 284,8 | 600,1 | 1 990,8 | 381,9 | 200,0 | 242,5 | 1 219,0 | 649,0 | 229,1 | 1 281,8 | | 200,0 |
| 334,6 | 186,3 | | 107,5 | 43 527,6 | 3 792,2 | | 429,7 | 418,2 | 467,2 | 801,4 | 193,7 | 400,0 | 242,0 | 896,5 | 355,2 | 114,6 | 1 034,0 | | 124,9 |
| 250,9 | 223,5 | | 138,9 | 51 703,2 | 6 521,7 | | 782,3 | 848,6 | 1 166,9 | 1 451,4 | 375,0 | 200,0 | 119,6 | 700,5 | 610,1 | 229,1 | 885,3 | | 169,3 |
| **11 458,7** | **3 613,7** | **12 300,0** | **1 926,1** | **811 514,4** | **97 037,2** | **0,0** | **9 368,3** | **12 380,6** | **11 257,8** | **18 865,4** | **5 297,9** | **2 800,0** | **2 979,5** | **13 095,1** | **7 198,3** | **2 846,5** | **13 880,9** | **687,4** | **2 140,0** |
| 41,8 | 37,3 | | 14,6 | 5 587,1 | 878,7 | 7 105,7 | 31,3 | 355,6 | 253,6 | 120,9 | 243,0 | | 10,3 | 212,5 | 48,3 | | | | 30,0 |
| 585,5 | 37,3 | | 9,7 | 2 700,8 | 1 136,9 | 4 942,6 | 6,2 | 361,4 | 411,6 | 343,6 | 54,6 | | | 86,9 | 44,1 | | | | |
| 83,6 | 37,3 | | 18,1 | 5 801,6 | 1 290,2 | 9 608,4 | 29,8 | 355,6 | 605,2 | 243,3 | 243,0 | 200,0 | 2,5 | 64,7 | 47,1 | 114,6 | | | 30,0 |
| | 37,3 | | 24,5 | 7 120,9 | 1 118,3 | | 21,4 | 373,9 | 605,2 | 277,5 | 256,3 | | 7,7 | 333,2 | 42,1 | | | | |
| **710,9** | **149,0** | **0,0** | **66,9** | **21 210,4** | **4 424,0** | **21 656,7** | **88,7** | **1 446,4** | **1 875,6** | **985,3** | **796,9** | **200,0** | **20,5** | **697,2** | **181,6** | **114,6** | **0,0** | **0,0** | **60,0** |
| **12 169,6** | **3 762,7** | **12 300,0** | **1 993,1** | **832 724,8** | **101 461,2** | **21 656,7** | **9 457,0** | **13 827,0** | **13 133,4** | **19 850,7** | **6 094,8** | **3 000,0** | **3 000,0** | **13 792,4** | **7 380,0** | **2 961,1** | **13 880,9** | **687,4** | **2 200,0** |

| Centres experts Parkinson | Admissions directes non programmées des personnes âgées | Services experts hépatites virales | Plan obésité transport bariatrique | Plan national « développement des soins palliatifs et de l'accompagnement de la fin de vie » | Centre national soins palliatifs fin de vie | Assistants spécialistes "médecine palliative" | Centres référents pour les troubles spécifiques d'apprentissage du langage | Référents handicap ES | Unités d'accueil et de soins pour sourds (UASS) | Équipes pédiatriques régionales référentes « enfance en danger » pour la prise en charge des enfants victimes de violences | Chambres sécurisées | Réduction des risques et des dommages en milieu pénitentiaire | Unités sanitaires en milieu pénitentiaire | Centres antipoison mentionnés à l'article L. 6141-4 du CSP | SAMU | Centres nationaux appels d'urgence (centres de consultations médicales maritimes (CCMM) Centre national de relais (pour les personnes sourdes) | EVASAN | Antares | Déploiement du RIE dans les SAMU |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| MIG MCO | AC MCO | MIG MCO | MIG MCO | AC MCO | MIG MCO | AC MCO | MIG MCO | AC MCO | MIG MCO | AC MCO | MIG MCO | AC MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | AC MCO | AC MCO |
| P10 | | F11 | Q04 | | H09 | | F03 | | K03 | | T04 | | T03 | H06 | Q01 | Q03 | Q07 | | |
| JPE | NR | JPE | JPE | NR | JPE | NR | JPE | R | R | R | R | NR | R | JPE | JPE | JPE | JPE | NR | NR |
| 660,1 | 1 168,9 | 662,8 | 123,6 | 846,0 | | 48,0 | 1 944,5 | 165,2 | 220,0 | | | 407,4 | 211,1 | 1 169,6 | 48 798,7 | 1 467,6 | | 1 500,0 | 200,0 |
| 243,8 | 492,6 | 441,9 | 61,8 | 67,5 | | | 544,4 | 56,2 | | | | 126,4 | | | 18 921,2 | | | | |
| 256,8 | 534,6 | 220,9 | 30,9 | 420,0 | | | 320,5 | 69,1 | | 115,0 | | 114,2 | | | 17 141,2 | | | | |
| 131,2 | 403,7 | 441,9 | 61,8 | 355,0 | | | 413,3 | 51,9 | | | | 170,5 | | | 18 831,3 | | | | |
| | 58,7 | | | | | | | 30,0 | | | | 33,2 | | | 4 336,6 | | 4 566,7 | | |
| 425,6 | 784,8 | 883,8 | 123,6 | 355,0 | | 48,0 | 1 060,0 | 112,1 | 170,0 | | | 401,1 | 614,8 | 1 402,3 | 36 395,9 | | | | |
| 417,6 | 846,3 | 441,9 | 154,5 | 775,0 | | | 878,4 | 120,6 | 170,0 | | | 431,0 | | 1 380,6 | 31 010,6 | | | | |
| 707,3 | 1 415,0 | 2 896,5 | 123,6 | 556,0 | 1 383,5 | 57,6 | 3 300,6 | 249,1 | 40,0 | | | 686,1 | 1 735,6 | 1 458,9 | 59 606,7 | | | | |
| 197,0 | 539,6 | 441,9 | 61,8 | 710,0 | | | 778,8 | 66,9 | | | | 265,4 | 742,4 | | 21 119,0 | | | | |
| 597,9 | 975,3 | 662,8 | 123,6 | 710,0 | | 48,0 | 605,5 | 123,2 | | | | 358,6 | 370,8 | 700,7 | 40 195,9 | | | | |
| 520,4 | 879,9 | 662,8 | 61,8 | 1 065,0 | | 96,0 | 1 488,5 | 123,0 | | | | 318,6 | 175,9 | 764,2 | 41 310,2 | 641,4 | | | |
| 219,0 | 489,3 | 441,9 | 61,8 | 371,3 | | 96,0 | 501,5 | 78,8 | | | 53,0 | 131,1 | 246,3 | 1 931,3 | 21 842,2 | | | | |
| 523,3 | 904,3 | 441,9 | 61,8 | | | 48,0 | 947,9 | 104,0 | | | | 432,3 | 492,6 | 1 167,9 | 32 369,6 | | | | |
| **4 900,0** | **9 493,0** | **8 641,1** | **1 050,3** | **6 230,8** | **1 383,5** | **441,6** | **12 783,9** | **1 350,0** | **600,0** | **115,0** | **53,0** | **3 875,8** | **4 589,4** | **9 975,4** | **391 879,1** | **2 109,0** | **4 566,7** | **1 500,0** | **200,0** |
| 114,6 | 52,2 | 244,2 | 30,9 | | | | | 30,0 | | | | 42,1 | | | 3 699,0 | | 2 338,3 | | |
| | 25,0 | | | 755,0 | | | | 30,0 | | | | 41,5 | | | 2 733,9 | | 5 161,6 | | |
| | 56,3 | 255,8 | 30,9 | | | | | 30,0 | | | | 50,2 | | | 3 964,9 | | 1 556,7 | | |
| | 98,5 | 294,0 | 30,9 | | | 80,6 | 156,7 | 30,0 | | | | 81,4 | | | 7 253,9 | | 710,7 | | |
| **114,6** | **232,0** | **794,0** | **92,7** | **755,0** | **0,0** | **80,6** | **156,7** | **120,0** | **0,0** | **0,0** | **0,0** | **215,2** | **0,0** | **0,0** | **17 651,6** | **0,0** | **9 767,2** | **0,0** | **0,0** |
| **5 014,6** | **9 725,0** | **9 435,0** | **1 143,0** | **6 985,8** | **1 383,5** | **522,2** | **12 940,6** | **1 470,0** | **600,0** | **115,0** | **53,0** | **4 091,1** | **4 589,4** | **9 975,4** | **409 530,7** | **2 109,0** | **14 333,9** | **1 500,0** | **200,0** |

| Dispositif interministériel de géolocalisation des appels d'urgence, intitulé « AML » (Advanced Mobile Location) | Les actes de biologie, les actes d'anatomocyto-pathologie et les actes dentaires non inscrits sur la liste prévue à l'article L. 162-1-7 du CSS (HN / RIHN) | Préparation, conservation et mise à disposition des ressources biologiques | Coordination territoriale | Soutien exceptionnel à la recherche clinique et à l'innovation | Plan France Génomique | Dotation socle de financement des activités de recherche, d'enseignement et d'innovation | Institut national de transfusion sanguine (INTS) | Forfait réorientation des Urgences (fin expérimentation art. 51) | Mesures ponctuelles | Mesures ponctuelles | *Total délégations* | Total dotations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AC MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | MIG MCO | AC MCO | MIG MCO | AC MCO | AC MCO | MIGAC MCO | MIGAC MCO | | |
| | G03 | D04 | D26 | D20 | | B02 | | | | | | |
| NR | JPE | JPE | JPE | JPE | NR | JPE | NR | NR | R | NR | | |
| 266,7 | 27 255,3 | 3 747,0 | 2 157,7 | | 15 000,0 | 240 656,3 | | 156,2 | -24,0 | 14 015,7 | *707 936,0* | **858 654,8** |
| | 9 721,6 | 905,7 | | | | 71 021,4 | | 48,4 | | 8 839,5 | *254 807,1* | **304 431,9** |
| | 9 166,3 | 1 213,9 | | | | 79 543,8 | | 51,0 | | 5 701,1 | *267 073,0* | **336 369,7** |
| | 5 234,1 | 424,8 | | | | 40 659,3 | | | | 5 039,0 | *171 266,0* | **236 145,1** |
| | 420,3 | | | | | | | | | 862,8 | *51 644,7* | **58 171,4** |
| | 17 210,4 | 1 539,9 | 2 045,8 | | | 143 254,6 | | | 63,8 | 8 671,3 | *483 907,1* | **599 654,3** |
| | 19 222,7 | 2 410,3 | 1 828,2 | | | 136 991,2 | | 46,1 | -1,7 | 10 338,9 | *486 199,1* | **611 372,4** |
| | 79 039,3 | 8 971,0 | 3 093,0 | | 17 000,0 | 643 435,3 | 2 800,0 | 115,1 | -93,6 | 23 391,1 | *1 539 127,9* | **1 840 911,0** |
| | 12 230,7 | 1 099,5 | | | | 71 077,3 | | | -166,7 | 5 510,7 | *282 936,1* | **356 706,4** |
| | 20 879,2 | 3 308,2 | 4 021,6 | 154,1 | | 131 523,8 | | | 7,0 | 12 041,6 | *487 322,0* | **596 160,3** |
| | 22 488,6 | 3 360,1 | | | | 166 547,1 | | 121,1 | | 17 090,2 | *503 495,8* | **637 352,9** |
| | 9 396,3 | 1 883,1 | 2 081,5 | 154,1 | | 97 803,6 | | | -123,5 | 7 485,4 | *308 427,2* | **374 083,8** |
| | 24 716,0 | 1 449,2 | 1 320,3 | | | 132 641,2 | | | -25,1 | 13 066,3 | *424 760,9* | **538 645,8** |
| **266,7** | **256 980,8** | **30 312,7** | **16 548,1** | **308,1** | **32 000,0** | **1 955 154,9** | **2 800,0** | **538,1** | **-363,7** | **132 053,5** | ***5 968 902,8*** | **7 348 659,7** |
| | 421,6 | 183,6 | | | | 2 133,9 | | | | 1 866,7 | *103 400,4* | **111 614,5** |
| | 334,2 | 192,5 | | | | 3 126,3 | | | | 2 817,6 | *70 811,3* | **106 044,9** |
| | 236,2 | 179,3 | | | | 3 277,6 | | | | 778,7 | *130 629,6* | **140 992,0** |
| | 1 612,1 | 219,2 | | | | 7 268,6 | | | | 2 954,3 | *56 863,7* | **79 108,6** |
| **0,0** | **2 604,2** | **774,5** | **0,0** | **0,0** | **0,0** | **15 806,5** | **0,0** | **0,0** | **0,0** | **8 417,3** | **361 705,0** | **437 759,9** |
| **266,7** | **259 584,9** | **31 087,2** | **16 548,1** | **308,1** | **32 000,0** | **1 970 961,4** | **2 800,0** | **538,1** | **-363,7** | **140 470,8** | ***6 330 607,8*** | **7 786 419,7** |

DAF MCO

*Les montants sont en milliers d'euros*

| Région | BASE 2024 | Bases régionales des MECS | Mesures de reconduction | Débasage des aides à l'investissement échues | Accompagnement - pilotage de l'impact des débasages | Fonds de désensibilisation emprunts structurés | Soutien exceptionnel aux ES en difficulté - Aides en trésorerie | Simphonie |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | |
| DAF | | | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO |
| | | | | | | | | |
| NR/R | | | R | R | NR | NR | NR | NR |
| Auvergne-Rhône-Alpes | | 9 490,1 | 224,3 | | | | | |
| Bourgogne-Franche-Comté | | 2 394,9 | 56,6 | | | | | |
| Bretagne | | 116,7 | 2,8 | | | | | |
| Centre-Val de Loire | | | | | | | | |
| Corse | | | | | | | | |
| Grand Est | | 1 928,0 | 45,6 | | | | | |
| Hauts-de-France | | | | | | | | |
| Île-de-France | 3 468,3 | 12 387,2 | 374,7 | | | | | |
| Normandie | | 852,6 | 20,2 | | | | | |
| Nouvelle-Aquitaine | | 2 627,1 | 62,1 | | | | | |
| Occitanie | 8 828,6 | 19 971,0 | 680,6 | | | | | |
| Pays de la Loire | | | | | | | | |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | | | | | | | | |
| **France métropolitaine** | **12 296,9** | **49 767,6** | **1 466,8** | **0,0** | **0,0** | **0,0** | **0,0** | **0,0** |
| Guadeloupe | | | | | | | | |
| Guyane | | | | | | | | |
| Martinique | | | | | | | | |
| Mayotte | 269 663,3 | | 6 373,0 | -639,7 | 639,7 | 3 330,0 | 90,7 | |
| La Réunion | | 219,7 | 5,2 | | | | | |
| **DOM** | **269 663,3** | **219,7** | **6 378,1** | **-639,7** | **639,7** | **3 330,0** | **90,7** | **0,0** |
| **Total dotations régionales** | **281 960,2** | **49 987,3** | **7 844,9** | **-639,7** | **639,7** | **3 330,0** | **90,7** | **0,0** |

| Les centres de références pour la prise en charge des maladies rares (CRMR) | Les dispositifs dédiés à la prise en charge des femmes victimes de violences | Volet prise en charge MIN - MIG Mortalité périnatale | Volet prise en charge des morts-nés / foetopathologie - MIG Mortalité périnatale | Assurer l'accessibilité aux PH des dispositifs dédiés PEC des femmes victimes de violence | Mesures RH 2023 pérennes au titre des MECS | Mesures Guerini (MECS) | Majoration des émoluments praticiens en Outre-mer | Création du statut de nouveau praticien contractuel | Fusion des 4 premiers échelons du statut de PH |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | |
| DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO |
| | | | | | | | | | |
| NR | R | NR | NR | NR | R | R | NR | NR | R |
| | | | | | 1 256,9 | 356,0 | | | |
| | | | | | 303,3 | 61,0 | | | |
| | | | | | 7,4 | 2,7 | | | |
| | | | | | 268,6 | 83,9 | | | |
| | | | | | 1 408,5 | 308,9 | | | 14,5 |
| | | | | | 102,9 | 27,9 | | | |
| | | | | | 307,3 | 77,2 | | | |
| | | | | | 2 296,9 | 22,4 | | | 13,0 |
| **0,0** | **0,0** | **0,0** | **0,0** | **0,0** | **5 951,8** | **940,1** | **0,0** | **0,0** | **27,5** |
| 267,7 | 117,7 | 33,8 | 97,1 | 4,0 | | | 2 489,0 | 709,0 | 380,3 |
| | | | | | 36,6 | 1,7 | | | |
| **267,7** | **117,7** | **33,8** | **97,1** | **4,0** | **36,6** | **1,7** | **2 489,0** | **709,0** | **380,3** |
| **267,7** | **117,7** | **33,8** | **97,1** | **4,0** | **5 988,4** | **941,8** | **2 489,0** | **709,0** | **407,7** |

| Mesures Guerini PM (EPS) | Mesures attractivité PM (EPS) | Mesures Guerini PNM (EPS) | Mesures attractivité PNM (EPS) | Revalorisation de la carrière des directeurs d'hôpital | Relèvement de l'indice minimum de traitement de la fonction publique | Tuteur d'apprentissage | Sécurisation des organisations et des environnements de travail résultant de l'accord du « Ségur de la santé » pour la fonction publique hospitalière | Les cellules d'urgence médico-psychologiques | La mise en œuvre des missions des établissements de santé de référence |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | |
| DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO |
| | | | | | | | | | |
| R | R | R | R | R | R | R | NR | NR | NR |
| 50,6 | 34,8 | 275,6 | 130,8 | 7,7 | 19,9 | 0,3 | | | |
| 45,3 | 31,1 | 53,6 | 25,4 | 1,5 | 3,9 | | | | |
| **95,9** | **65,9** | **329,2** | **156,2** | **9,2** | **23,8** | **0,3** | **0,0** | **0,0** | **0,0** |
| 1 327,5 | 912,2 | 6 477,9 | 3 074,3 | 180,8 | 467,7 | 6,7 | 1 925,4 | 369,7 | 253,6 |
| **1 327,5** | **912,2** | **6 477,9** | **3 074,3** | **180,8** | **467,7** | **6,7** | **1 925,4** | **369,7** | **253,6** |
| **1 423,4** | **978,1** | **6 807,1** | **3 230,6** | **190,0** | **491,4** | **6,9** | **1 925,4** | **369,7** | **253,6** |

| Acquisition et maintenance des moyens des établissements de santé pour la gestion des SSE | Admissions directes non programmées des personnes âgées | Traitements coûteux HAD | Développement de l'admission rapide en HAD en période de tension hospitalière | EVASAN | Réduction des risques et des dommages en milieu pénitentiaire | Renforcement de l'accueil familial thérapeutique pour les enfants et les adolescents | Fonds d'innovation organisationnelle en psychiatrie (Pérennisation suite à l'évaluation des projets sélectionnés en 2020) | Renforcement de l'offre de soins en psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent | Référents handicap ES |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | |
| DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO |
| | | | | | | | | | |
| NR | NR | NR | NR | NR | NR | R | R | R | R |
| | | | | | | | | | |
| 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 89,0 | 25,0 | 7,6 | 20,0 | 10 274,6 | 18,9 | 181,7 | 637,1 | 400,0 | 30,0 |
| 89,0 | 25,0 | 7,6 | 20,0 | 10 274,6 | 18,9 | 181,7 | 637,1 | 400,0 | 30,0 |
| 89,0 | 25,0 | 7,6 | 20,0 | 10 274,6 | 18,9 | 181,7 | 637,1 | 400,0 | 30,0 |

| Fonds d'innovation organisationnelle en psychiatrie 2024 - Volet généralisation | Soutien hélismur | Soutien de l'activité de l'Hôpital de Puigcerdá | Mesures ponctuelles | Total délégations | Total dotations |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | |
| DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | DAF MCO | | |
| | | | | | |
| R | R | NR | NR | | |
| | | | | *1 837,2* | **11 327,4** |
| | | | | *420,9* | **2 815,8** |
| | | | | *12,8* | **129,5** |
| | | | | *398,1* | **2 326,0** |
| | | | | *2 626,4* | **18 481,9** |
| | | | | *150,9* | **1 003,6** |
| | | | | *446,6* | **3 073,7** |
| | | 500,0 | | *3 673,7* | **32 473,3** |
| **0,0** | **0,0** | **500,0** | **0,0** | ***9 566,6*** | **71 631,1** |
| 250,0 | 480,0 | | 133,2 | *41 434,8* | **311 098,1** |
| | | | | *43,5* | **263,1** |
| **250,0** | **480,0** | **0,0** | **133,2** | **41 478,3** | **311 361,3** |
| **250,0** | **480,0** | **500,0** | **133,2** | ***51 044,9*** | **382 992,4** |

PSY

*Les montants sont en milliers d'euros*

| Région | Base dotation accompagnement à la transformation psychiatrie 2024 | Base dotation recherche psychiatrie 2024 | Base dotation activités spécifiques 2024 | dotation populationnelle psychiatrie 2024 | Débasage des aides à l'investissement échues | Accompagnement - pilotage de l'impact des débasages | Fonds de désensibilisation emprunts structurés | Dotation socle de financement des activités de recherche, d'enseignement et d'innovation | Simphonie |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compartiment | | | | | Dotation accompagnement à la transformation | Dotation accompagnement à la transformation | Dotation accompagnement à la transformation | Dotation Recherche | Dotation accompagnement à la transformation |
| OD/HORS OD | | | | | OD | OD | OD | OD | hors OD |
| JPE/NR/R | | | | | R | NR | NR | NR | NR |
| Auvergne-Rhône-Alpes | 68 264,0 | 450,0 | 27 722,9 | 1 043 228,5 | -159,7 | 369,1 | | 4 298,1 | |
| Bourgogne-Franche-Comté | 10 968,0 | 278,0 | 4 745,0 | 417 797,9 | -315,5 | 771,8 | | | |
| Bretagne | 15 821,3 | 278,0 | 18 711,5 | 495 951,8 | | | | 549,3 | |
| Centre-Val de Loire | 10 782,3 | 278,0 | 9 290,6 | 323 582,4 | -205,3 | 205,3 | 230,0 | | |
| Corse | 771,4 | 105,2 | 1 512,6 | 48 525,9 | | | | | |
| Grand Est | 39 836,7 | 278,0 | 58 674,7 | 743 060,7 | -92,3 | 92,3 | 300,0 | 39,9 | 15,0 |
| Hauts-de-France | 23 675,7 | 450,0 | 30 027,8 | 841 399,7 | | | | 203,6 | |
| Île-de-France | 48 528,5 | 556,0 | 46 230,4 | 1 778 474,6 | -838,6 | 838,6 | | 73,9 | 3,0 |
| Normandie | 15 479,2 | 278,0 | 14 207,8 | 481 831,4 | | | | | |
| Nouvelle-Aquitaine | 24 644,5 | 450,0 | 30 508,3 | 854 234,9 | -632,3 | 677,3 | | 472,1 | |
| Occitanie | 23 217,9 | 450,0 | 22 944,1 | 729 343,2 | | | | 64,8 | |
| Pays de la Loire | 13 052,3 | 278,0 | 5 318,4 | 506 225,7 | | | | | |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 14 127,5 | 450,0 | 38 500,8 | 636 681,0 | | | | 18,1 | 2,0 |
| **France métropolitaine** | **309 169,2** | **4 579,2** | **308 394,9** | **8 900 337,7** | **-2 243,5** | **2 954,3** | **530,0** | **5 719,9** | **20,0** |
| Guadeloupe | 6 182,5 | 105,2 | 1 784,5 | 71 079,0 | -320,0 | 320,0 | | | |
| Guyane | 503,1 | 105,2 | 1 074,2 | 52 673,6 | | | | | |
| Martinique | 4 568,2 | 105,2 | 1 483,5 | 66 185,7 | | | | | |
| Mayotte | | | | | | | | | |
| La Réunion | 1 938,2 | 105,2 | 4 337,0 | 138 174,5 | | | | | |
| **DOM** | **13 192,0** | **420,8** | **8 679,2** | **328 112,8** | **-320,0** | **320,0** | **0,0** | **0,0** | **0,0** |
| **Total dotations régionales** | **322 361,3** | **5 000,0** | **317 074,1** | **9 228 450,5** | **-2 563,4** | **3 274,2** | **530,0** | **5 719,9** | **20,0** |

| Création du statut de nouveau praticien contractuel | Majoration des émoluments praticiens en Outre-mer | Revalorisation des émoluments HU titulaires | Postes de CCA en pédopsychiatrie | Volet d'appui sanitaire aux unités résidentielles adultes autiste | Centres d'excellence Autisme et troubles du neuro-développement | Déploiement du numéro national de prévention du suicide | Mission nationale d'appui VigilanS | Organisation et prise en charge des enfants présents lors d'un féminicide ou homicide au sein du couple | Prise en charge médico-psychologique des mineurs de retour de zone de conflit | Renforcement de l'offre de soins en psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dotation accompagnement à la transformation | Dotation accompagnement à la transformation | Dotation accompagnement à la transformation | Dotation accompagnement à la transformation | Dotation accompagnement à la transformation | Dotation activités spécifiques | Dotation activités spécifiques | Dotation accompagnement à la transformation | Dotation accompagnement à la transformation | Dotation activités spécifiques | Dotation accompagnement à la transformation |
| hors OD | OD | OD | OD | OD | OD | OD | OD | OD | OD | OD |
| NR | NR | NR | R | R | NR | R | R | R | NR | R |
| 1 666,7 | | 30,6 | 37,1 | 300,0 | 240,0 | | | | 22,8 | 2 900,0 |
| 625,2 | | 10,7 | | | | | | | 9,5 | 900,0 |
| 555,9 | | 10,8 | | | | 188,9 | | 120,0 | 6,6 | 1 100,0 |
| 568,2 | | 6,2 | | | 240,0 | 574,0 | | | 4,7 | 900,0 |
| 140,2 | | | | | | | | 60,0 | | 900,0 |
| 1 083,1 | | 18,3 | | | 240,0 | | | 60,0 | | 1 800,0 |
| 1 331,0 | | 20,0 | | | | 280,0 | 60,0 | 120,0 | 27,5 | 2 200,0 |
| 3 498,2 | | 82,4 | | | 240,0 | 47,8 | | 180,0 | 405,0 | 4 500,0 |
| 742,9 | | 12,2 | | | | | | 120,0 | 1,9 | 1 100,0 |
| 1 221,4 | | 19,9 | | | | | | | 3,8 | 1 900,0 |
| 1 046,9 | | 18,4 | 37,1 | | 240,0 | 189,0 | | | 27,5 | 1 900,0 |
| 545,7 | | 9,2 | | | | | | 180,0 | 8,5 | 1 300,0 |
| 938,5 | | 16,8 | | 150,0 | | -392,0 | | 60,0 | 37,0 | 1 600,0 |
| **13 964,1** | **0,0** | **255,5** | **74,1** | **450,0** | **1 200,0** | **887,7** | **60,0** | **900,0** | **555,0** | **23 000,0** |
| 126,5 | 1 309,1 | | | | | 330,4 | | | | 300,0 |
| 163,6 | 243,6 | | | | | 356,4 | | | | 400,0 |
| 185,7 | 812,6 | 1,6 | | | | 234,9 | | 60,0 | | 300,0 |
| 160,9 | | 0,8 | | | | | | | | 600,0 |
| **636,6** | **2 365,2** | **2,4** | **0,0** | **0,0** | **0,0** | **921,7** | **0,0** | **60,0** | **0,0** | **1 600,0** |
| **14 600,7** | **2 365,2** | **257,9** | **74,1** | **450,0** | **1 200,0** | **1 809,4** | **60,0** | **960,0** | **555,0** | **24 600,0** |

| Renforcement des unités pour malades difficiles (UMD) | Renforcement de l'accueil familial thérapeutique pour les enfants et les adolescents | Fonds d'innovation organisationnelle en psychiatrie (Pérennisation suite à l'évaluation des projets sélectionnés en 2019) | Fonds d'innovation organisationnelle en psychiatrie (Pérennisation suite à l'évaluation des projets sélectionnés en 2020) | Fonds d'innovation organisationnelle en psychiatrie (Reconstitution allocation 2022) | Fonds d'innovation organisationnelle en psychiatrie - Restitution allocation 2023 | Fonds d'innovation organisationnelle en psychiatrie 2024 - Volet généralisation | Apporter une réponse plus adaptée aux besoins de soins urgents et non programmés - le volet psychiatrique du SAS | Plan lié à la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (URUD) | Unités sanitaires en milieu pénitentiaire | Offre graduée en santé mentale |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dotation activités spécifiques | Dotation accompagnement à la transformation | Dotation accompagnement à la transformation | Dotation accompagnement à la transformation | Dotation nouvelles activités | Dotation nouvelles activités | Dotation nouvelles activités | Dotation accompagnement à la transformation | Dotation activités spécifiques | Dotation activités spécifiques | Dotation activités spécifiques |
| OD | OD | OD | OD | OD | OD | OD | OD | OD | OD | OD |
| R | R | R | R | NR | NR | R | NR | NR | R | R |
| 180,0 | 574,9 | 498,5 | 887,5 | 1 154,0 | 1 140,0 | 800,0 | 604,2 | | 70,4 | 87,8 |
| | 667,5 | 293,8 | 1 094,2 | 387,5 | 540,0 | 500,0 | | | | |
| 180,0 | 327,0 | 550,1 | 863,8 | 670,0 | 811,0 | 500,0 | 765,4 | | | |
| | 226,0 | 1 151,5 | 1 273,8 | 740,0 | 500,0 | 500,0 | | | | |
| | 273,0 | | 263,0 | 187,0 | 213,0 | 250,0 | | | | |
| 360,0 | 355,1 | 646,4 | 934,2 | 478,0 | 871,0 | 500,0 | | | 204,9 | 58,5 |
| | 159,0 | 733,9 | 994,6 | 1 135,0 | 842,0 | 800,0 | 652,4 | | | 43,9 |
| 180,0 | 333,0 | 621,5 | 2 140,3 | 1 757,5 | 1 534,0 | 1 500,0 | 773,0 | | 578,5 | 395,0 |
| 180,0 | 168,9 | 204,5 | 1 486,1 | 342,0 | 1 161,0 | 500,0 | | | 247,5 | 263,3 |
| 360,0 | 356,3 | 1 256,8 | 877,2 | 890,0 | 1 000,0 | 800,0 | 619,6 | 62,9 | 123,6 | 124,3 |
| 180,0 | 507,2 | 383,3 | 2 005,4 | 666,0 | 1 000,0 | 800,0 | 329,0 | | 58,6 | 73,1 |
| | 204,0 | 176,8 | 1 543,8 | 527,0 | 563,0 | 500,0 | 353,2 | | 82,1 | 175,5 |
| 180,0 | 287,5 | 643,3 | 984,5 | 856,0 | 1 233,0 | 800,0 | | | 164,2 | 321,8 |
| **1 800,0** | **4 439,4** | **7 160,4** | **15 348,5** | **9 790,0** | **11 408,0** | **8 750,0** | **4 096,8** | **62,9** | **1 529,8** | **1 543,3** |
| | 82,7 | | | | | 250,0 | | | | |
| | 83,6 | | 379,4 | | | 250,0 | | | | |
| | 133,4 | 355,5 | | | 409,0 | 250,0 | | | | |
| | 79,2 | 276,5 | | 210,0 | 488,0 | 250,0 | 697,6 | | | |
| **0,0** | **378,9** | **632,0** | **379,4** | **210,0** | **897,0** | **1 000,0** | **697,6** | **0,0** | **0,0** | **0,0** |
| **1 800,0** | **4 818,3** | **7 792,4** | **15 727,9** | **10 000,0** | **12 305,0** | **9 750,0** | **4 794,4** | **62,9** | **1 529,8** | **1 543,3** |

| Mesures ponctuelles | Mesures ponctuelles | Total délégations | Total dotation populationnelle psychiatrie | Total dotation nouvelles activités psychiatrie | Total dotation accompagnement à la transformation psychiatrie | Total dotation recherche psychiatrie | Total dotation activités spécifiques | Total dotations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dotation accompagnement à la transformation | Dotation accompagnement à la transformation | | | | | | | |
| R | NR | | | | | | | |
| | 18,8 | 1 058 949,2 | 1 043 228,5 | 3 094,0 | 75 991,7 | 4 748,1 | 28 323,8 | 1 155 386,0 |
| | | 423 282,6 | 417 797,9 | 1 427,5 | 15 015,7 | 278,0 | 4 754,5 | 439 273,6 |
| | | 503 150,7 | 495 951,8 | 1 981,0 | 20 114,4 | 827,3 | 19 087,0 | 537 961,5 |
| | | 330 496,9 | 323 582,4 | 1 740,0 | 15 138,0 | 278,0 | 10 109,3 | 350 847,8 |
| | | 50 812,0 | 48 525,9 | 650,0 | 2 407,6 | 105,2 | 1 512,6 | 53 201,2 |
| -23,1 | | 751 002,1 | 743 060,7 | 1 849,0 | 45 025,8 | 317,9 | 59 538,2 | 849 791,6 |
| | | 851 002,7 | 841 399,7 | 2 777,0 | 29 946,6 | 653,6 | 30 379,2 | 905 156,2 |
| | 323,1 | 1 797 640,8 | 1 778 474,6 | 4 791,5 | 60 983,0 | 629,9 | 48 076,7 | 1 892 955,7 |
| | | 488 361,7 | 481 831,4 | 2 003,0 | 19 313,8 | 278,0 | 14 900,5 | 518 326,7 |
| -30,4 | 368,0 | 864 705,5 | 854 234,9 | 2 690,0 | 31 278,3 | 922,1 | 31 182,9 | 920 308,3 |
| | | 738 869,6 | 729 343,2 | 2 466,0 | 29 445,2 | 514,8 | 23 712,4 | 785 481,5 |
| | | 512 394,6 | 506 225,7 | 1 590,0 | 17 365,0 | 278,0 | 5 584,6 | 531 043,3 |
| 97,3 | 63,8 | 644 742,9 | 636 681,0 | 2 889,0 | 18 971,3 | 468,1 | 38 811,9 | 697 821,2 |
| **43,8** | **773,7** | **9 015 411,2** | **8 900 337,7** | **29 948,0** | **380 996,3** | **10 299,1** | **315 973,5** | **9 637 554,5** |
| | | 73 477,6 | 71 079,0 | 250,0 | 8 000,7 | 105,2 | 2 114,9 | 81 549,8 |
| | | 54 550,2 | 52 673,6 | 250,0 | 1 773,3 | 105,2 | 1 430,6 | 56 232,8 |
| | | 68 928,3 | 66 185,7 | 659,0 | 6 416,9 | 105,2 | 1 718,4 | 75 085,2 |
| | | 140 937,5 | 138 174,5 | 948,0 | 3 753,2 | 105,2 | 4 337,0 | 147 318,0 |
| **0,0** | **0,0** | **337 893,7** | **328 112,8** | **2 107,0** | **19 944,2** | **420,8** | **9 600,9** | **360 185,8** |
| **43,8** | **773,7** | **9 353 304,9** | **9 228 450,5** | **32 055,0** | **400 940,5** | **10 719,9** | **325 574,5** | **9 997 740,3** |

Dotations SMR

*Les montants sont en milliers d'euros*

| Région | BASE MIGAC SMR 2024 | Transfert DAF vers AC SMR | Dotation populationnelle SMR | Dotation pédiatrique SMR | Débasage des aides à l'investissement échues | Accompagnement - pilotage de l'impact des débasages | Simphonie | Hôtels hospitaliers | Financement des études médicales | Majoration des émoluments praticiens en Outre-mer | Création du statut de nouveau praticien contractuel | Scolarisation des enfants | Réinsertion professionnelle (COMETE) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| N° MIG/AC/compartiment | | AC SMR | | | AC SMR | AC SMR | AC SMR | AC SMR | MIG SMR | AC SMR | AC SMR | MIG SMR | MIG SMR |
| | | | | | | | | | V04 | | | V01 | V02 |
| JPE/NR/R | | R | R | R | R | NR | NR | NR | JPE | NR | NR | JPE | JPE |
| Auvergne-Rhône-Alpes | 19 216,6 | 21 636,6 | 448 108,3 | 23 397,8 | -461,6 | 534,0 | 95,0 | 34,7 | 324,7 | | 466,7 | 623,9 | 886,0 |
| Bourgogne-Franche-Comté | 4 153,4 | 16 400,5 | 171 847,6 | 78,4 | -170,7 | 292,1 | 2,0 | 3,6 | 529,3 | | 175,1 | 91,7 | 364,3 |
| Bretagne | 3 453,4 | 12 433,1 | 161 983,2 | 10 189,8 | -97,3 | 97,3 | 47,0 | 42,3 | 179,7 | | 155,7 | 555,7 | 1 152,0 |
| Centre-Val de Loire | 7 497,2 | 5 107,3 | 103 773,2 | 1 356,3 | -30,0 | 30,0 | 36,0 | 3,4 | 202,9 | | 159,1 | 35,0 | 327,6 |
| Corse | 80,1 | 0,0 | 25 642,5 | | | | | 3,4 | | | 39,2 | | |
| Grand Est | 20 168,4 | 46 986,1 | 341 916,4 | 7 758,4 | -10,3 | 10,3 | 45,0 | | 253,1 | | 303,3 | 345,3 | 685,5 |
| Hauts-de-France | 14 661,8 | 23 851,4 | 383 546,3 | 22 332,7 | | 938,9 | 95,0 | 26,5 | 431,9 | | 372,7 | 564,7 | 986,3 |
| Île-de-France | 12 148,0 | 45 653,3 | 902 860,9 | 84 227,7 | | | 50,0 | 5,8 | 457,6 | | 979,6 | 1 527,0 | 1 090,7 |
| Normandie | 5 123,8 | 14 781,1 | 163 723,6 | 6 607,7 | | | 50,0 | 23,5 | 279,6 | | 208,0 | 267,7 | 389,9 |
| Nouvelle-Aquitaine | 3 539,8 | 14 478,1 | 314 548,8 | 7 208,8 | -130,0 | 130,0 | 70,0 | 0,4 | 234,8 | | 342,0 | 578,8 | 589,8 |
| Occitanie | 6 422,0 | 194,3 | 379 379,6 | 19 714,3 | | 25,0 | 110,0 | 20,2 | 222,6 | | 293,2 | 593,7 | 805,8 |
| Pays de la Loire | 1 847,9 | 18 441,8 | 149 249,0 | 5 419,2 | -467,1 | 619,5 | 38,0 | | 148,7 | | 152,8 | 313,2 | 598,5 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 10 939,0 | 11 417,0 | 322 051,9 | 13 739,0 | | | 16,0 | | 288,0 | | 262,8 | 730,0 | 538,1 |
| **France métropolitaine** | **109 251,2** | **231 380,5** | **3 868 631,3** | **202 030,1** | **-1 367,0** | **2 677,0** | **654,0** | **163,8** | **3 553,1** | **0,0** | **3 910,2** | **6 226,6** | **8 414,4** |
| Guadeloupe | 994,2 | 4 171,9 | 54 348,9 | 0,0 | | | 5,0 | 0,0 | 23,8 | 491,9 | 35,4 | 0,0 | 0,0 |
| Guyane | 518,9 | | 14 512,8 | 463,5 | | | 0,0 | 0,0 | 5,7 | 58,2 | 45,8 | 0,0 | 0,0 |
| Martinique | 638,6 | 4 607,2 | 36 733,1 | 767,3 | | | 0,0 | 0,0 | 27,0 | 784,7 | 52,0 | 64,6 | 0,0 |
| Mayotte | 0,0 | | 0,0 | 0,0 | | | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | 0,0 | 0,0 |
| La Réunion | 30,2 | | 63 896,3 | 10 143,8 | | | 2,0 | 0,2 | 61,7 | | 45,1 | 123,8 | 246,6 |
| **DOM** | **2 182,0** | **8 779,1** | **169 491,2** | **11 374,6** | **0,0** | **0,0** | **7,0** | **0,2** | **118,1** | **1 334,8** | **178,3** | **188,4** | **246,6** |
| **Total dotations régionales** | **111 433,2** | **240 159,6** | **4 038 122,5** | **213 404,6** | **-1 367,0** | **2 677,0** | **661,0** | **164,0** | **3 671,2** | **1 334,8** | **4 088,5** | **6 415,0** | **8 661,0** |

| Équipes mobiles | Unités cognitivo-comportementales (UCC) | Accompagnement Molécules onéreuses | Tuberculose multirésistante | Activités d'expertise | Plateaux techniques spécialisés (PTS) 2024 | Mesures ponctuelles | Mesures ponctuelles |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| MIG SMR | MIG SMR | AC SMR | AC SMR | MIG SMR | | MIGAC SMR | MIGAC SMR |
| V12 | V13 | | | V16 | | | |
| JPE | JPE | NR | NR | JPE | NR | R | NR |
| 1 455,7 | 3 210,5 | 1 294,3 | | 37 572,7 | 11 038,4 | | 1 168,6 |
| 996,9 | 1 834,6 | 330,2 | | 22 352,9 | 4 926,6 | | 697,5 |
| 951,6 | 2 293,2 | 455,8 | | 17 112,9 | 6 150,2 | | 241,5 |
| 1 031,6 | 1 605,2 | 210,7 | | 13 345,0 | 4 080,5 | | 397,3 |
| 267,3 | 229,3 | 9,3 | | 4 519,2 | 1 021,7 | | 195,5 |
| 1 646,0 | 2 522,5 | 780,9 | | 26 358,3 | 8 297,2 | | 563,7 |
| 1 903,3 | 4 127,8 | 1 118,3 | | 31 935,2 | 10 064,4 | | 862,9 |
| 3 153,8 | 5 045,1 | 2 108,8 | 800,0 | 80 074,8 | 16 509,0 | 11,6 | 4 120,8 |
| 1 027,8 | 1 834,6 | 499,0 | | 24 236,8 | 4 611,5 | | 836,8 |
| 1 456,2 | 3 226,5 | 669,7 | | 26 460,9 | 8 985,1 | | 1 200,4 |
| 1 649,2 | 3 439,8 | 733,2 | | 42 351,5 | 10 681,4 | | 2 249,0 |
| 1 099,5 | 1 834,6 | 688,9 | | 19 962,7 | 4 112,1 | -213,4 | 68,1 |
| 1 236,7 | 2 293,2 | 951,9 | | 22 385,1 | 9 583,7 | -22,3 | 2 376,4 |
| **17 875,7** | **33 496,9** | **9 850,9** | **800,0** | **368 667,8** | **100 061,8** | **-224,1** | **14 978,4** |
| 192,6 | | 41,4 | | 1 665,5 | 1 223,4 | | 397,4 |
| 0,0 | | 10,6 | | 0,0 | 0,0 | | 147,1 |
| 0,0 | | 9,7 | | 3 539,8 | 255,0 | | 45,9 |
| 0,0 | | | | 0,0 | 0,0 | | |
| 0,0 | 229,3 | 87,5 | | 6 157,5 | 1 763,5 | | 728,9 |
| **192,6** | **229,3** | **149,1** | **0,0** | **11 362,8** | **3 241,9** | **0,0** | **1 319,2** |
| **18 068,3** | **33 726,2** | **10 000,0** | **800,0** | **380 030,7** | **103 303,7** | **-224,1** | **16 297,6** |

| *Total délégations* | Total MIGAC SMR | TOTAL PTS | Total Dotations forfaitaires SMR | Total dotations |
|---|---|---|---|---|
| 529 749,7 | 88 058,4 | 11 038,4 | 471 506,1 | 570 602,9 |
| 204 352,0 | 48 053,4 | 4 926,6 | 171 926,0 | 224 905,9 |
| 201 510,6 | 39 073,9 | 6 150,2 | 172 173,0 | 217 397,1 |
| 126 563,7 | 29 958,2 | 4 080,5 | 105 129,5 | 139 168,1 |
| 31 927,4 | 5 343,3 | 1 021,7 | 25 642,5 | 32 007,5 |
| 391 475,4 | 100 657,9 | 8 297,2 | 349 674,8 | 458 629,9 |
| 459 306,8 | 81 876,5 | 10 064,4 | 405 879,1 | 497 820,0 |
| 1 103 023,2 | 157 226,9 | 16 509,0 | 987 088,6 | 1 160 824,5 |
| 204 596,4 | 49 558,4 | 4 611,5 | 170 331,4 | 224 501,2 |
| 365 572,3 | 52 847,4 | 8 985,1 | 321 757,7 | 383 590,2 |
| 462 268,4 | 59 109,6 | 10 681,4 | 399 093,8 | 468 884,8 |
| 183 624,2 | 45 133,6 | 4 112,1 | 154 668,2 | 203 913,9 |
| 376 430,6 | 53 411,9 | 9 583,7 | 335 790,9 | 398 786,5 |
| ***4 640 400,8*** | ***810 309,4*** | ***100 061,8*** | ***4 070 661,4*** | **4 981 032,6** |
| 58 425,3 | 8 019,1 | 1 223,4 | 54 348,9 | **63 591,5** |
| 15 243,6 | 786,2 | | 14 976,3 | **15 762,5** |
| 42 279,0 | 9 769,5 | 255,0 | 37 500,4 | **47 524,9** |
| | | | | **0,0** |
| 83 486,1 | 7 712,7 | 1 763,5 | 74 040,1 | **83 516,3** |
| **199 434,0** | **26 287,4** | **3 241,9** | **180 865,8** | **210 395,1** |
| **4 839 834,8** | **836 596,9** | **103 303,7** | **4 251 527,1** | **5 191 427,7** |

USLD

*Les montants sont en milliers d'euros*

| Région | BASE 2024 | Mesures de reconduction | Mesures d'économie | Majoration des émoluments praticiens en Outre-mer | Création du statut de nouveau praticien contractuel | Fusion des 4 premiers échelons du statut de PH | Mesures Guerini PM (EPS) | Mesures attractivité PM (EPS) | Mesures Guerini PM (EBNL) | Mesures attractivité PM (EBNL) | Revalorisation de l'indemnité de résidence pour les personnels transfrontaliers - PNM |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| N° DAF USLD | | USLD | USLD | USLD | USLD | USLD | USLD | USLD | USLD | USLD | USLD |
| | | | | | | | | | | | |
| NR/R | | R | R | NR | NR | R | R | R | R | R | R |
| Auvergne-Rhône-Alpes | 158 553,9 | 1 417,0 | -792,9 | | 92,4 | 67,2 | 147,3 | 90,4 | 47,6 | 4,1 | 429,2 |
| Bourgogne-Franche-Comté | 55 905,6 | 499,6 | -279,6 | | 34,7 | 27,9 | 61,2 | 37,6 | 0,9 | 0,1 | |
| Bretagne | 61 105,7 | 546,1 | -305,6 | | 30,8 | 35,2 | 77,2 | 47,4 | 7,4 | 0,6 | |
| Centre-Val de Loire | 52 058,9 | 465,3 | -260,3 | | 31,5 | 21,5 | 47,1 | 28,9 | 4,7 | 0,4 | |
| Corse | 8 289,5 | 74,1 | -41,5 | | 7,8 | 8,2 | 17,9 | 11,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Grand Est | 115 887,0 | 1 035,7 | -579,5 | | 60,1 | 49,9 | 109,4 | 67,2 | 56,4 | 4,8 | |
| Hauts-de-France | 115 133,2 | 1 029,0 | -575,8 | | 73,8 | 66,5 | 145,7 | 89,5 | 12,2 | 1,0 | |
| Île-de-France | 223 505,7 | 1 997,5 | -1 117,7 | | 194,0 | 96,3 | 211,0 | 129,6 | 14,5 | 1,2 | |
| Normandie | 65 378,6 | 584,3 | -327,0 | | 41,2 | 33,8 | 74,1 | 45,5 | 0,0 | 0,0 | |
| Nouvelle-Aquitaine | 133 126,2 | 1 189,8 | -665,8 | | 67,7 | 67,2 | 147,3 | 90,5 | 12,6 | 1,1 | |
| Occitanie | 129 462,5 | 1 157,0 | -647,4 | | 58,1 | 64,2 | 140,8 | 86,5 | 10,1 | 0,9 | |
| Pays de la Loire | 69 407,5 | 620,3 | -347,1 | | 30,3 | 24,2 | 53,1 | 32,6 | 3,9 | 0,3 | |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 70 843,1 | 633,1 | -354,3 | | 52,0 | 29,2 | 63,9 | 39,3 | 11,9 | 1,0 | |
| **France métropolitaine** | **1 258 657,3** | **11 248,8** | **-6 294,4** | **0,0** | **774,3** | **591,3** | **1 296,0** | **795,9** | **182,2** | **15,6** | **429,2** |
| Guadeloupe | 11 025,8 | 98,5 | -55,1 | 77,1 | 7,0 | 6,1 | 13,3 | 8,2 | | | |
| Guyane | 1 382,0 | 12,4 | -6,9 | 10,4 | 9,1 | 1,2 | 2,6 | 1,6 | | | |
| Martinique | 7 471,0 | 66,8 | -37,4 | 71,7 | 10,3 | 5,5 | 12,1 | 7,4 | | | |
| Mayotte | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | |
| La Réunion | 4 779,6 | 42,7 | -23,9 | | 8,9 | 1,3 | 2,8 | 1,7 | | | |
| **DOM** | **24 658,4** | **220,4** | **-123,3** | **159,2** | **35,3** | **14,1** | **30,9** | **19,0** | **0,0** | **0,0** | **0,0** |
| **Total dotations régionales** | **1 283 315,7** | **11 469,2** | **-6 417,7** | **159,2** | **809,6** | **605,4** | **1 326,8** | **814,9** | **182,2** | **15,6** | **429,2** |

| Revalorisation de la carrière des directeurs d'hôpital | Relèvement de l'indice minimum de traitement de la fonction publique | Mesures Guerini PNM (EPS) | Mesures attractivité PNM (EPS) | Mesures Guerini PNM (EBNL) | Mesures attractivité PNM (EBNL) | Mesures Guerini PNM (EBL) | Mesures ponctuelles | Total délégations | Total dotations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| USLD | USLD | USLD | USLD | USLD | USLD | USLD | USLD | | |
| | | | | | | | | | |
| R | R | R | R | R | R | R | NR | | |
| 17,2 | 48,1 | 5 968,0 | 2 339,4 | 163,1 | 84,9 | 72,5 | 0,0 | 10 195,5 | 168 749,4 |
| 6,5 | 18,3 | 2 274,7 | 891,6 | 10,1 | 5,3 | 0,0 | 0,0 | 3 588,9 | 59 494,5 |
| 7,4 | 20,8 | 2 578,0 | 1 010,5 | 49,2 | 25,6 | 0,0 | 0,0 | 4 130,8 | 65 236,5 |
| 6,1 | 17,0 | 2 114,9 | 829,0 | 10,8 | 5,6 | 58,7 | 0,0 | 3 381,1 | 55 440,0 |
| 1,6 | 4,5 | 563,2 | 220,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 867,6 | 9 157,1 |
| 11,9 | 33,4 | 4 138,4 | 1 622,2 | 211,4 | 110,0 | 33,4 | 0,0 | 6 964,5 | 122 851,4 |
| 13,5 | 37,9 | 4 708,3 | 1 845,6 | 66,4 | 34,5 | 0,0 | 0,0 | 7 548,0 | 122 681,2 |
| 18,9 | 52,9 | 6 560,8 | 2 571,7 | 83,2 | 43,3 | 31,6 | 0,0 | 10 888,7 | 234 394,5 |
| 9,6 | 26,8 | 3 324,8 | 1 303,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 5 116,3 | 70 495,0 |
| 16,9 | 47,3 | 5 864,2 | 2 298,7 | 62,9 | 32,8 | 0,5 | 0,0 | 9 233,6 | 142 359,8 |
| 16,2 | 45,3 | 5 617,3 | 2 201,9 | 52,6 | 27,4 | 82,0 | 0,0 | 8 912,8 | 138 375,3 |
| 9,9 | 27,8 | 3 446,0 | 1 350,8 | 23,1 | 12,0 | 0,8 | 0,0 | 5 288,2 | 74 695,7 |
| 6,8 | 19,2 | 2 380,0 | 932,9 | 51,8 | 27,0 | 195,3 | 1 600,0 | 5 689,2 | 76 532,3 |
| **142,4** | **399,3** | **49 538,6** | **19 418,3** | **784,7** | **408,5** | **474,8** | **1 600,0** | **81 805,4** | **1 340 462,7** |
| 1,4 | 3,9 | 486,8 | 190,8 | | | | 0,0 | 838,0 | **11 863,8** |
| 0,2 | 0,6 | 76,0 | 29,8 | | | | 0,0 | 136,9 | **1 518,9** |
| 0,7 | 2,0 | 247,2 | 96,9 | | | | 0,0 | 483,3 | **7 954,3** |
| 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | | 0,0 | | **0,0** |
| 0,5 | 1,4 | 171,3 | 67,1 | | | | 0,0 | 273,9 | **5 053,5** |
| **2,8** | **7,9** | **981,2** | **384,6** | **0,0** | **0,0** | **0,0** | **0,0** | **1 732,1** | **26 390,5** |
| **145,3** | **407,2** | **50 519,9** | **19 802,9** | **784,7** | **408,5** | **474,8** | **1 600,0** | **83 537,5** | **1 366 853,2** |

DOT_POP URGENCES

*Les montants sont en milliers d'euros*

| Région<br>Montant<br><br><br>JPE/NR/R | Dotation populationnelle SU-SMUR |
|---|---|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 371 618,1 |
| Bourgogne-Franche-Comté | 172 862,9 |
| Bretagne | 155 403,3 |
| Centre-Val de Loire | 142 719,6 |
| Corse | 32 701,4 |
| Grand Est | 283 000,8 |
| Hauts-de-France | 309 051,4 |
| Île-de-France | 573 651,2 |
| Normandie | 193 160,9 |
| Nouvelle-Aquitaine | 315 741,8 |
| Occitanie | 275 637,9 |
| Pays de la Loire | 156 022,6 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 272 520,6 |
| **France métropolitaine** | **3 254 092,6** |
| Guadeloupe | 32 525,2 |
| Guyane | 24 984,2 |
| Martinique | 23 072,8 |
| Mayotte | |
| La Réunion | 44 539,0 |
| **DOM** | **125 121,1** |
| **Total dotations régionales** | **3 379 213,7** |

# Annexe II.
# Mesures relatives aux ressources humaines

## I. Instauration d'une prime de fractionnement des congés dans le cadre des JOP 2024 (MIG AC - NR)

Dans le cadre de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, la mobilisation du secteur sanitaire représente un enjeu majeur, notamment pour les établissements de santé franciliens qui seront fortement impactés du fait de la concentration des sites olympiques en région Île-de-France. Parmi eux, certains services désignés par l'ARS Île-de-France sont plus particulièrement concernés et un effort de fractionnement des congés est demandé à leurs agents pour assurer la continuité des soins.

À ce titre, un complément exceptionnel de rémunération, dont le montant est en fonction du statut et de la catégorie professionnelle, est prévu et précisé par une instruction distincte de la présente circulaire. Le versement de ce complément serait prévu pour le mois d'octobre 2024.

Les agents éligibles au complément exceptionnel de rémunération devront répondre aux critères ci-après :

- Prendre moins de trois semaines de congés consécutives au cours de la période courant du 1er juillet au 31 août 2024 ;
- Travailler au moins l'équivalent d'une obligation de services hebdomadaire entre le 22 juillet et le 11 août 2024.
- Exercer au sein d'un des services désignés par l'ARS Île-de-France.

Le montant délégué par la présente circulaire s'élève à **12,3 M€.**

## II. Revalorisation de l'indemnité de résidence pour les personnels transfrontaliers – PNM (USLD - R)

Création, au 1er décembre 2023, d'une indemnité de résidence spécifique égale à 3 % versée aux agents exerçant leurs fonctions dans certaines communes de l'Ain et de la Haute-Savoie confrontées à des tensions très fortes sur le marché immobilier local en raison de la proximité de l'agglomération de Genève. Les communes du département de l'Ain ou de la Haute-Savoie concernées sont celles classées en zone géographique A dans les conditions prévues à l'article D. 304-1 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que les communes au sein d'une unité urbaine comportant une commune classée en zone géographique A.

Seule l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes est concernée par ce dispositif. Le montant délégué par la présente circulaire s'élève à **0,43 M€** au titre des USLD**.** Les crédits relatifs aux autres champs ont été intégrés dans les tarifs et dotations populationnelles.

## III. Formation des assistants de régulation médicale (AC NR) : Financement des CFARM et des indemnités pour les stages des élèves en CFARM

La formation d'assistant de régulation médicale (ARM), délivrée par les centres de formation agréés par le ministère, est financée via une dotation de 11 000 € par structure plus une dotation de 8 000 € par élève admis en cursus complet.

Pour l'année 2024, la somme versée en C1 pour les porteurs d'un CFARM agréé correspondra à 80 % de la capacité maximale fixée lors de l'agrément. Il est important de noter que cette année sera la dernière où le financement sera basé sur les places agréées pour une formation complète. À partir de l'année 2025, le financement de la formation ARM sera basé uniquement sur le nombre de places effectivement occupées par des élèves en formation initiale, plutôt que sur la capacité maximale agréée.

Dans le cadre de la présente circulaire, une dotation de **4,2 M€** est allouée aux dix-neuf CFARM agréés.

## IV. Stages en ambulatoire pour les PADHUE du dispositif stock

La mesure vise à financer la rémunération des praticiens à diplôme hors Union européenne (PADHUE) de médecine générale du dispositif stock qui se sont vu prescrire un stage en ambulatoire par la commission d'autorisation d'exercice, ainsi que la rémunération du praticien agréé maître de stage (PAMSU).

La rémunération moyenne pour un stage de 6 mois pour un PADHUE praticien associé s'élève à 38 200 euros, tandis que celle du PAMSU s'élève à 600 € par mois (même rémunération que pour les PAMSU encadrant les étudiants de 2ème et 3ème cycles). Les ARS doivent ainsi déléguer des crédits aux centres hospitaliers universitaires (CHU) de rattachement qui financent la rémunération de ces PADHUE et des PAMSU.

Le montant total à déléguer s'élève à **12,2 M€,** réparti selon les besoins des différentes régions.

## V. Majoration des émoluments des praticiens exerçant en Outre-mer (NR)

Le décret n° 2023-242 du 31 mars 2023 relatif à l'indemnité spéciale des étudiants de troisième cycle des études de médecine, d'odontologie et de pharmacie, des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques et du personnel enseignant et hospitalier exerçant leurs fonctions dans certaines collectivités d'Outre-mer est entré en vigueur le 1er avril 2023. Il harmonise les critères d'attribution de l'indemnité de majoration spéciale majorant le montant des émoluments de 40 % en cas d'exercice dans certaines collectivités d'outre-mer pour les personnels médicaux, odontologiques, pharmaceutiques, pour le personnel enseignant et hospitalier et pour les étudiants de troisième cycle des établissements publics de santé.

Les praticiens hospitaliers, les praticiens contractuels, les assistants, les praticiens associés et les personnels enseignants et hospitaliers des centres hospitaliers et universitaires en fonction en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon perçoivent désormais une indemnité spéciale mensuelle, non soumise à cotisation au régime de retraite complémentaire et égale à 40 % des émoluments.

Le surcoût de cette mesure indemnitaire est estimé à **28 M€** hors étudiants. La part relative aux étudiants est intégrée en MERRI.

Les crédits délégués sont répartis au prorata des équivalents temps plein (ETP) des personnels concernés, par région et par champ d'activité (MCO, SSR, PSY et USLD) de la statistique annuelle des établissements de santé (SAE) 2022.

## VI. Revalorisation des émoluments hospitaliers des personnels enseignants et hospitaliers titulaires des centres hospitaliers et universitaires (NR)

Les nouvelles grilles d'émoluments hospitaliers des personnels enseignants et hospitaliers titulaires des centres hospitaliers et universitaires sont entrées en vigueur le 1er janvier 2022, en application du décret n° 2021-1645 du 13 décembre 2021 relatif au personnel enseignant et hospitalier des centres hospitaliers et universitaires et de l'arrêté du 23 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 15 juin 2016 relatif aux émoluments, rémunérations ou indemnités des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques exerçant leurs fonctions à temps plein ou à temps partiel dans les établissements publics de santé.

Ces émoluments ont été revalorisés selon les modalités suivantes :

- Les deux premiers échelons de la grille des MCU-PH ont été supprimés et deux nouveaux échelons en sommet de grille ont été créés ;
- Le premier échelon de la grille des PU-PH a été supprimé et un nouvel échelon en sommet de grille a été créé.

Les crédits ont été délégués au prorata des ETP de personnels enseignants et hospitaliers affectés dans les CHU et par voie de convention, dans toute autre structure, par région et par champ d'activité.

La présente circulaire alloue **9,7 M€** en AC non reconductible**.**

## VII. Financement d'emplois de chefs de clinique des universités-assistants des hôpitaux (CCA) de pédopsychiatrie (R)

La priorité donnée à la santé mentale et à la psychiatrie s'est concrétisée depuis 2018 par la réalisation d'un appel à projets annuel destiné à attribuer, de façon temporaire, des postes de chefs de clinique des universités-assistants des hôpitaux (CCA) à certaines unités de formation et de recherche (UFR) et à certains CHU. Depuis 2021, cet appel à projets consacré à la psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent a été élargi à la recherche relative au neurodéveloppement. L'ambition est de constituer un vivier de futurs personnels hospitalo-universitaires spécialistes de ces thématiques sur l'ensemble du territoire français.

Les crédits sont alloués à hauteur du coût moyen de chaque emploi, soit 37 063 € (montant brut annuel, charges comprises).

L'appel à projets lancé en 2023 a permis la réattribution et le financement de six nouveaux emplois de CCA pour une durée de deux ans, et le financement d'un renouvellement de poste pour une durée d'une année. 6 des lauréats issus de l'appel à projets lancé en 2023 ont pris leurs fonctions au 1er novembre 2023, et un des lauréats de l'appel à projets de 2023 a pris ses fonctions au 1er mai 2024.

La présente circulaire alloue **75 K€** correspondant au financement de deux postes, l'un n'ayant pas pu être financé par la 3ème circulaire 2023. L'autre poste correspond au lauréat prenant ses fonctions au 1er mai 2024.

## VIII. Suppression des 3 premiers échelons du statut de praticien hospitalier et versement de l'indemnité d'engagement de public exclusif (IESPE) aux praticiens hospitaliers en période probatoire (R)

La suppression des trois premiers échelons de la grille des émoluments des praticiens hospitaliers (PH) est une mesure issue du Plan « Investir pour l'hôpital » (décembre 2019) ayant pour objectif de renforcer l'attractivité des carrières médicales hospitalières, par une revalorisation de la grille des praticiens titulaires dès le début de carrière.

Outre la suppression des trois premiers échelons de la grille, la durée des deux premiers échelons a été portée à 2 ans. Cette mesure s'applique à tous les nouveaux PH entrés dans le statut à partir du 1er octobre 2020.

Le coût de cette mesure est compensé à hauteur de **1 M€** par la présente circulaire sur le champ USLD et DAF MCO.

Les crédits délégués sont répartis au prorata des ETP PM de la SAE 2022.

## IX. Création du nouveau statut de praticien contractuel (NR)

Les nouvelles règles applicables aux praticiens contractuels sont entrées en vigueur le 7 février 2022 (décret n° 2022-135 du 5 février 2022 relatif aux nouvelles règles applicables aux praticiens contractuels).À compter de cette date, aucun contrat de praticien contractuel (au titre des articles R. 6152-401 et suivants du Code de la santé publique) ni de praticien attaché (articles R. 6152-601 et suivants du Code de la santé publique) ou de clinicien (articles R. 6152-701 et suivants du Code de santé publique) ne peut plus être conclu. Ces trois statuts (ancien statut des praticiens contractuels, praticiens attachés, cliniciens) ont été mis en extinction à la date du 7 février 2022.

Le surcoût de cette réforme statutaire qui s'est accompagnée de revalorisations des situations individuelles est estimé à **121,7 M€.**

Les crédits délégués sont répartis au prorata des ETP de praticiens sous contrat (hors assistants des hôpitaux et personnels hospitalo-universitaires non titulaires) par région et par champ d'activité (MCO, SMR, PSY et USLD) de la SAE 2021.

## X. Compensation du coût de gestion des heures syndicales mutualisées, des commissions administratives paritaires départementales (CAPD) et des commissions consultatives paritaires (CCP) (AC NR)

Ce financement de **3,8 M€** a pour objet de compenser la charge supplémentaire que représente la gestion du dispositif de mutualisation des heures syndicales au niveau départemental prévue par l'arrêté ministériel du 2 février 2016 aux établissements publics de santé qui géraient déjà les CAPD en application de l'article 21 de la Loi dite « HPST3 » du 21 juillet 2009 (qui a modifié l'article 18 de la Loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 abrogée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière) ; cette charge nouvelle n'ayant pas été compensée à l'époque.

Le chiffrage de la mesure a été réalisé en prenant en considération le fait que la gestion des CAPD et du dispositif de mutualisation des heures syndicales au niveau départemental représente un emploi de catégorie B supplémentaire à temps plein.

## XI. Assistants spécialistes à temps partagé AC (NR)

La dotation 2024 de **42 M€** allouée par la présente circulaire concerne le financement des postes d'assistants spécialistes entre établissements de santé (10 mois de délégation pour la promotion 2022-2024, 12 mois pour la promotion 2023-2025), en Outre-mer et partagés ville/hôpital (10 mois de délégation pour la promotion 2022-2024 et 12 mois pour la promotion 2023-2025 conformément à la Note d'information n° DGOS/RH1/2023/115 du 7 juillet 2023 relative à la répartition, par région, des postes d'assistants spécialistes à temps partagé pour la période 2023-2025).

À noter que les postes d'assistants spécialistes en médecine de la douleur – médecine palliative sont financés au titre du plan « soins palliatifs ».

Le montant de la dotation versée pour un poste d'assistant spécialiste à temps partagé alloué dans le cadre de ce dispositif correspond au niveau de la rémunération annuelle brute d'un assistant spécialiste de 1ère et 2ème années, auquel sont ajoutées l'indemnité d'engagement de service public exclusif et la prime d'exercice territorial. Il est appliqué un taux de charge de 44 %.

Ces délégations tiennent compte de la revalorisation de l'indemnité d'engagement de service public exclusif (IESPE) (cf. arrêté du 22 septembre 2020 : 700 euros à compter du 1er septembre 2020 pour les assistants spécialistes à temps partagé (ASTP) qui percevaient 490 euros environ puis passage à 1010 euros au 1er décembre 2020 pour tous les ASTP par arrêté du 27 octobre 2020 modifiant certaines dispositions relatives à l'indemnité d'engagement de service public exclusif).

Si les éléments composant la rémunération sont précisés à l'article D. 6152-514-1 du Code de la santé publique, les montants sont précisés par l'arrêté du 29 juin 2023 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2022 relatif aux émoluments, rémunérations ou indemnités des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques exerçant leurs fonctions dans les établissements publics et l'arrêté du 14 mars 2017 modifié relatif à la prime d'exercice territorial des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques.

Depuis le 1er avril 2023, les assistants en fonction en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon perçoivent une indemnité spéciale mensuelle, non soumise à cotisation au régime de retraite complémentaire et égale à 40 % des émoluments mentionnés au 1° de l'article R. 6152-514 modifié par décret n° 2023-242 du 31 mars 2023 - art. 1.

**Coût de référence ASTP au 1er juillet 2023**

| | Coût de référence à partir du 1er juillet 2023 entre établissements | Coût de référence à partir du 1er juillet 2023 ambulatoire |
|---|---|---|
| MÉTROPOLE | 77 995 € | 83 179 € |
| DOM 40 % | 97 373 € | 102 557 € |

## XII. Assistants spécialistes douleur – AC NR

Un montant global de **0,5 M€,** est alloué en première circulaire visant à financer 15 postes d'assistants spécialistes douleur à l'ARS Île-de-France (6 postes), à l'ARS Occitanie (4 postes), à l'ARS Normandie (3 postes), à l'ARS Centre-Val de Loire (1 poste) et à l'ARS Pays de la Loire (1 poste).

## XIII. Stages de formation en physique médicale MIG E01 (JPE)

Un financement de **4,6 M€** est délégué en JPE pour la formation des stagiaires en physique médicale, inscrits en formation au Diplôme de qualification en physique radiologique et médicale (DQPRM). Il vise à valoriser les établissements accueillants des stagiaires pour le temps dédié à l'encadrement et permet le versement d'indemnités de stage pour chacun des étudiants en formation sur 2 ans. Depuis la promotion 2019/2021, les étudiants peuvent réaliser leurs stages, organisés en semestre, dans des établissements différents sur une même année de formation.

Cette circulaire prévoit le financement de la formation de 90 stagiaires pour l'année 2024 (45 de la promotion 2022/2024 et 45 de la promotion 2023/2025).

## XIV. Mesures de revalorisation dites « Guérini » pour les personnels non médicaux (PNM) (DAF MCO et USLD-R)

Le financement des mesures transversales à la fonction publique annoncées le 12 juin 2023 par le ministre de la transformation et de la fonction publiques est alloué dans cette circulaire budgétaire pour un montant total de **59,1 M€** pour les personnels non médicaux.

Cette délégation intègre, pour les établissements publics de santé (EPS) :

- l'effet année pleine de la revalorisation de 1,5 % du point d'indice ;
- le rehaussement en points des bas salaires ;
- le rehaussement de 5 points de l'ensemble des grilles des personnels non médicaux à compter du 1er janvier 2024 ;
- la hausse des indemnités forfaitaires du compte épargne temps (CET) ;
- la majoration du remboursement au titre du transport.

Elle intègre également la revalorisation du point d'indice de + 1,5 % pour les établissements à but non lucratif (EBNL) et établissements à but lucratif (EBL) au 1er janvier 2024.

Les crédits délégués sont répartis au prorata des ETP des personnels non médicaux (Q24) de la SAE 2022 par région et par champ d'activité USLD et DAF MCO. Sur les autres champs d'activité, les crédits ont été intégrés dans les tarifs et dotations populationnelles.

## XV. Mesures de revalorisation dites « Guérini » pour les personnels médicaux (PM) (DAF MCO et USLD-R)

Le financement des mesures transversales à la fonction publique annoncées le 12 juin 2023 par le ministre de la transformation et de la fonction publiques est alloué dans cette circulaire budgétaire pour un montant total de **2,9 M€** pour les personnels médicaux.

Cette délégation intègre l'effet année pleine de la revalorisation de 1,5 % du point d'indice des EPS et EBNL

Les crédits délégués sont répartis au prorata des ETP des personnels médicaux y compris étudiants de 3ème cycle (Q21) de la SAE 2022 par région et par champ d'activité USLD et DAF MCO.

## XVI. Mesures attractivité (DAF MCO et USLD-R) PM et PNM

Cette première circulaire budgétaire délègue **25,2 M€** de crédits reconductibles au titre de la revalorisation des indemnités de travail de nuit et celles pour les dimanches et jours fériés pour les PNM des EPS et EBNL (**23,4 M€),** et la revalorisation pérenne des indemnités de gardes pour les PM des EPS et EBNL dans le cadre de la continuité des soins **(1,8 M€).**

Les crédits délégués sont répartis au prorata des ETP des PM (Q21) et PNM (Q24) de la SAE 2022 par région et par champ d'activité USLD et DAF MCO.

# Annexe III.
# Plans et mesures de santé publique

Cette annexe présente les principales délégations opérées à ce titre dans le cadre de la présente circulaire.

## Les plans de santé publique

### I. Le Plan national « maladies rares »

Cette première circulaire alloue près de **191 M€** au titre du Plan national « maladies rares ».

Tous les **centres de référence maladies rares** (CRMR) et les **centres de ressources et de compétences** (CRC) ont fait l'objet d'une nouvelle labellisation en 2023 avec un financement revu à la hausse qui correspond à ce nouveau périmètre en première circulaire budgétaire 2024 (C1 2024) :

- 490 CRMR sont financés au titre de la **MIG F04** à hauteur de **133,6 M€** ;
- 12 CRMR et 32 CRC dédiés aux maladies hémorragiques constitutionnelles sont financés au titre de la **MIG F05** pour **8 M€** ;
- 4 CRMR et 43 CRC dédiés à la mucoviscidose sont financés au titre de la **MIG F06** pour **21,2 M€** ;
- 10 CRMR et 12 CRC dédiés à la sclérose latérale amyotrophique et autres maladies du neurone moteur sont financés au titre de la **MIG F07** à hauteur de **9,7 M€**.

Ces MIG ont fait l'objet d'une mesure nouvelle à hauteur du pourcentage de nouveaux centres labellisés (+ 34,7 M€) qui a été intégrée à la part variable des centres. Ces 4 MIG ont également pris en compte les revalorisations au titre des mesures Guérini qui ont été intégrées à la part fixe des centres.

La 1ère circulaire budgétaire 2024 permet également de déléguer la totalité de la **MIG F17 dédiée au financement des filières de santé « maladies rares »** (FSMR) à hauteur de **16,2 M€,** laquelle bénéficie également de la revalorisation au titre des mesures Guérini. Cette MIG, habituellement déléguée en deux temps (1ère et 2ème circulaires budgétaires), est, pour la cinquième année consécutive, déléguée en totalité en première circulaire afin d'accroître la visibilité des financements et de faciliter le dialogue de gestion entre les filières et les directions hospitalières. Vingt-trois FSMR bénéficient de cette MIG.

La **MIG F21 dédiée aux plateformes** a pour objectif de financer en C1, pour la sixième année consécutive, les plateformes de coordination en Outre-mer (PCOM) mises en place dans le cadre du troisième Plan national « maladies rares » pour un montant total de **1 M€**.

Cette MIG dédiée à cette plateforme a été revue à la hausse pour intégrer notamment l'impact de la labellisation. Cette action du plan répond aux besoins de coordination des parcours de prise en charge, dans le contexte particulier des territoires d'Outre-mer, marqué par la rareté des structures labellisées et les difficultés de recrutement d'expertise tant sur le plan médical que paramédical. La plateforme de coordination se veut un guichet unique d'accueil du patient, fonctionnant en lien étroit, par télémédecine, avec les CRMR de métropole. Après délibération du jury le 14 octobre 2019, 4 plateformes de coordination ont été retenues, celle du CHU de Martinique, celle du CHU de la Guadeloupe, celle du CHU de la Réunion, et celle du CH de Cayenne. Ces 4 plateformes sont désormais financées à hauteur de 245 K€/an.

La **MIG F22 dédiée aux bases de données « maladies rares »** permet de financer la banque de données « maladies rares » (BNDMR) dont l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) assure la maîtrise d'œuvre pour **0,6 M€.**

La **MIG F23 dédiée à l'appui à l'expertise** s'élève à **0,8 M€.** Elle permet de financer les réseaux européens de référence (ERN), à hauteur de 100 K€ pour chacun des 6 réseaux coordonnés en France (600 K€). Elle permet également de déléguer 180 K€ supplémentaires pour des projets pilotes à soutenir de façon exceptionnelle : un projet pilote de la plateforme d'expertise « maladies rares » (PEMR) « RESILIENCE » qui vise à construire un « parcours maladies rares pédiatrique » en lien avec le dispositif d'appui à la coordination C3S (Centre de santé soutien social), et un projet pilote de dépistage néonatal du déficit immunitaire combiné sévère (DICS).

## II. Le plan « cancer »

Cette première circulaire alloue près de **14 M€** au titre du plan « cancer ».

### Les réseaux nationaux de référence pour les cancers rares de l'adulte -MIG MCO F16 (JPE)

Le financement des réseaux nationaux de référence pour les cancers rares de l'adulte alloué dans le cadre de la présente circulaire s'élève au total à **7,4 M€**, en prenant en compte la revalorisation au titre des mesures Guérini.

### Soutien à la réalisation des actes complémentaires de biologie moléculaire effectués dans le cadre de la double lecture des lymphomes et sarcomes -AC MCO (NR)

La présente circulaire délègue pour l'année 2024, un montant total exceptionnel de **0,35 M€** en faveur du soutien à la réalisation des actes complémentaires de biologie moléculaire effectués dans le cadre de la double lecture anatomopathologique des lymphomes et des sarcomes par l'AP-HP.

### Soutien au renforcement des consultations d'oncogénétique - MIG P05 (NR)

La présente circulaire alloue un montant total de **2,8 M€.** Il s'inscrit dans le cadre de la Stratégie décennale de lutte contre les cancers, en application de l'action II.3.3 « Rendre la médecine de précision accessible à tous », visant à renforcer le dispositif de consultations d'oncogénétique sur le territoire.

La répartition de ces crédits tient compte de l'activité de consultations d'oncogénétique des équipes, de leur évolution, ainsi que des soutiens antérieurs octroyés aux établissements de santé pour cette activité.

## Extension de l'accompagnement à la structuration des prises en charge des adolescents et jeunes adultes (AJA) en cancérologie- MIG MCO I04 (NR)

Comme les années précédentes, un montant total de **0,7 M€** est alloué à 12 régions, visant à permettre une extension des dispositifs initiaux d'accompagnement pour les adolescents et jeunes adultes atteints de cancer aux territoires qui n'étaient pas spécifiquement ciblés par ces organisations dédiées, et afin de mieux couvrir l'ensemble des besoins spécifiques de ces populations (initialement, 8 projets expérimentaux avaient été accompagnés au sein de 5 régions).

Pour rappel, l'instruction n° DGOS/R3/INCa/2016/177 du 30 mai 2016 relative à l'organisation régionale coordonnée en faveur de la prise en charge des adolescents et jeunes adultes atteints de cancer permet d'accompagner les ARS dans le déploiement et le développement des dispositifs.

## Organisations interrégionales en oncopédiatrie (OIR) (MIG I04) (JPE)

Le dispositif des organisations interrégionales en oncopédiatrie (OIR), existe depuis 2010 dont la mission principale est de coordonner les parcours de soins en cancérologie pédiatrique.

L'INCa a publié en juin 2023 le nouveau référentiel organisationnel sur les OIR, pour prendre en compte la réforme des autorisations d'activités de soins en cancérologie ainsi que les actions de la stratégie décennale de lutte contre les cancers relatives à l'oncopédiatrie. Cette nouvelle version a précisé et renforcé les missions des OIR qui sont les suivantes :

- organiser et mettre en œuvre les réunions de concertation pluridisciplinaires pédiatriques interrégionales (RCPPI) pour les patients de moins de 18 ans, assurer la disponibilité d'une compétence pédiatrique pour les patients de 15-24 ans ;
- améliorer la lisibilité des filières de soins en oncologie pédiatrique ;
- participer à l'amélioration de la filière d'accès aux essais cliniques de phase précoce et contribuer à promouvoir la recherche dans l'interrégion ;
- contribuer au renforcement de la formation et de la sensibilisation des acteurs.

La labellisation des OIR en janvier 2024 par l'INCa sur un périmètre différent, acte le passage de 7 à 5 OIR.

À la suite de ces évolutions, il est mis en place un nouveau modèle de répartition de la dotation qui accompagnera ce dispositif et il est décidé de porter l'enveloppe à **2,5 M€.**

Ce modèle est fondé sur 3 critères : le nombre de dossiers enregistrés en réunions de concertation pluridisciplinaires pédiatriques interrégionales (RCPPI), la part de la population de 0 à 24 ans des territoires couverts par l'OIR et une part socle, commune à toutes les OIR.

Du fait de cette modélisation, les financements en base établissement au titre des OIR ont été débasés pour **1,9 M€** en première circulaire.

## Primo-prescription de chimiothérapie orale -MIG MCO P12 (JPE)

La MIG « primo-prescription de chimiothérapie orale (PPCO) » a vocation à financer les surcoûts associés aux consultations de primo-prescription de chimiothérapie orale, afin d'accompagner leur développement.

Dans le cadre de la présente circulaire, un montant de **2,1 M€** est alloué. Cette allocation tient compte du nombre de consultations de primo-prescription de chimiothérapie orale déclaré dans le recueil FICHSUP pour l'activité de l'année 2023 par les établissements de santé titulaires d'une autorisation d'exercer l'activité de soins de traitement du cancer par chimiothérapie.

Pour rappel, le calcul de la MIG sur la base du recueil FICHSUP CPPO prend en compte :

- Les deux premières variables suivantes qui doivent être obligatoirement renseignées :
  - File active de patients ayant un traitement du cancer par chimiothérapie orale pendant l'année,
  - Nombre total de consultations de primo-prescription de traitement de chimiothérapie par voie orale pendant l'année.
- De M1 à M12 : activité cumulée (depuis M1) pour les variables obligatoires.

# III. Plan national sur les maladies neurodégénératives

Cette première circulaire alloue près de **34,5 M€** au titre du plan national sur les maladies neurodégénératives.

## Centres experts pour les maladies neurodégénératives -MIG P10 (JPE)

Des crédits sont délégués à hauteur de **5 M€** aux centres experts Parkinson (CEP).

Pour rappel, en 2023, le financement des centres experts Parkinson (CEP) a été unifié au travers d'une seule MIG.

À compter de 2024, les crédits MIG relatifs au financement des CEP sont délégués aux agences régionales de santé sans fléchage aux établissements. Les crédits sont délégués à chaque région au regard des critères de financements suivants :

- La moitié au prorata du nombre des personnes atteintes de la maladie de Parkinson, répertoriées dans la cartographie des pathologies et des dépenses de l'Assurance maladie (année 2021) ;
- La moitié au prorata de l'activité des CEP (moyenne des deux dernières années 2021-2022 déclarées dans Piramig par les CEP). L'activité constituée à 80 % sur le critère de la file active globale des CEP de la région (toute activité : consultations, hospitalisations de jour et à temps complet pour une maladie de Parkinson des patients relevant du CEP) et à 20 % sur le critère du nombre total des nouveaux patients pris en charge par les CEP de la région.

Par ailleurs, le rapport d'activité Piramig des CEP est unifié en 2024 (activité 2023) et sera simplifié en 2025.

Enfin, les mesures nouvelles déléguées aux CEP s'inscrivent dans de nouvelles perspectives visant à mieux structurer l'offre de diagnostic et de prise en charge de la maladie de Parkinson en région.

## Centres de ressources et de compétences pour la sclérose en plaques -MIG F18 JPE

Des crédits à hauteur de **2,9 M€** sont délégués au titre de la MIG F18 aux centres de ressources et de compétences pour la sclérose en plaques (CRC SEP). Ces crédits intègrent le financement du CRC SEP de Corse.

### Centres « mémoire ressources et recherche »- MIG F01 (JPE)

Des crédits à hauteur de **13,9 M€** sont délégués au titre de la MIG F01 aux centres « mémoire de ressources et de recherche » (CMRR).

### Centre national « malades jeunes Alzheimer » -MIG H13 (JPE)

Des crédits à hauteur de **0,7 M€** sont délégués au Centre national sur les malades jeunes Alzheimer au titre de la MIG H13.

### Renforcement en psychologues des centres experts sur les maladies neurodégénératives (AC R)

Des crédits à hauteur de **2,2 M€** sont délégués à titre reconductible afin de pérenniser le renforcement en compétences de psychologues des équipes des 33 centres experts sur les maladies neurodégénératives.

Sont concernés les centres de ressources et de compétence sur la sclérose en plaques, les centres experts sur la maladie de Parkinson et les centres mémoire de ressources et de recherche pour les cas complexes et atypiques.

Ces crédits, qui viennent en complément du financement en MIG JPE des centres, sont délégués aux ARS afin que ce renforcement s'effectue en fonction des priorités sur les territoires, au regard notamment des ressources en psychologues des équipes des centres et de leur file active de patients. Ils sont répartis en fonction de la population adulte en région.

### Organisations d'admissions directes des personnes âgées en service hospitalier (AC NR)

Les parcours d'admissions directes des personnes âgées en service hospitalier relèvent d'une démarche de construction territoriale associant l'établissement de santé, la médecine de ville, le SAMU-SAS et le médico-social. L'objectif est de généraliser ces parcours sur les territoires.

Fin d'année 2023, 196 058 admissions directes non programmées des personnes âgées de 75 ans et plus en service hospitalier MCO ont été recensées dans le Programme de médicalisation des systèmes d'Information (PMSI) MCO.

En 2024, l'enveloppe de 65 M€ est subdivisée en deux modalités de versement :

Une première tranche de crédits non reconductible de **9,75 M€** est déléguée en aide à la contractualisation par la présente circulaire, afin de finaliser la structuration des parcours en les élargissant à de nouvelles filières (cardiologie, chirurgie, neurologie par notamment) et en intégrant de nouveaux établissements.

Ces crédits sont délégués sur les mêmes bases que les années précédentes.

Une seconde tranche de crédits à hauteur de **55,25 M€,** soit 85 % de l'enveloppe, sera déléguée en troisième circulaire budgétaire 2024 (données du PMSI MCO au 30 septembre 2024). Elle sera déléguée via les ARS, aux établissements selon une répartition au prorata du nombre total des séjours avec admission directe non programmée codés au bénéfice des personnes âgées de 75 ans et plus.

# IV. Les mesures pour le développement des soins palliatifs et l'accompagnement en fin de vie

Cette première circulaire alloue près de **12 M€** pour le développement des soins palliatifs et l'accompagnement en fin de vie.

## 1- Plan national « développement des soins palliatifs et de l'accompagnement fin de vie »

**7 M€** sont dédiés au renforcement de l'offre de soins palliatifs décliné comme suit :

### Unités de soins palliatifs (USP) (AC NR)

Dans la suite de l'instruction interministérielle n° DGOS/R4/DGS/DGCS/2023/76 du 21 juin 2023 relative à la poursuite de la structuration des filières territoriales de soins palliatifs dans la perspective de la stratégie décennale 2024-2034, des crédits d'amorçage à hauteur de **5,3 M€** sont alloués pour soutenir la création d'unités de soins palliatifs dans les régions dont le projet doit aboutir courant 2024.

Ils doivent renforcer l'offre de prise en charge palliative de niveau 3 et notamment permettre de doter en USP des départements actuellement dépourvus.

Ces crédits sont alloués aux régions Centre-Val de Loire, Pays de la Loire, Grand Est, Occitanie, Nouvelle-Aquitaine, Guyane, Normandie, Auvergne-Rhône-Alpes, Bretagne et Hauts-de-France.

### Création d'unités de soins palliatifs pédiatriques (AC NR)

Il n'existe pas, à l'heure actuelle, d'unité de soins palliatifs pédiatriques (USPP) sur le territoire. La création d'USP pédiatriques constituera donc une amélioration majeure dans la prise en charge des enfants et des jeunes mineurs qui requièrent des soins palliatifs complexes.

Des crédits d'amorçage de **1,2 M€** (**400 K€** par équipe) permettront de créer trois premières USP pédiatriques « pilotes » d'ici la fin de l'année 2024.

Ces crédits sont alloués aux régions Auvergne-Rhône-Alpes, Guyane et Île-de-France.

### Postes MCU médecine palliative (AC NR)

Quatre postes ont été affectés, depuis 2023, dans les régions Île-de-France, Bretagne, Hauts-de-France et Pays de la Loire et voient leur financement reconduit à hauteur de leur part hospitalière, pour un montant total de **0,2 M€.**

### Projets « recherche soins palliatifs-chefs de clinique » (AC NR)

Dans la suite de l'appel à projets de recherche en soins palliatifs lancé en 2023 pour l'affectation transitoire d'emplois de chef de clinique des universités-assistants des hôpitaux à compter de novembre 2023, les crédits sont destinés à financer la 2ème année des quatre candidats retenus, soit **0,2 M€** alloués aux deux régions concernées (Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes). Ils couvrent la période de novembre 2024 à octobre 2025.

### 2- Centre national des soins palliatifs et de la fin de vie (CNSPFV) MIG H09 (JPE)

Des crédits à hauteur de **1,4 M€** sont délégués pour le fonctionnement courant du CNSPFV créé par le décret n° 2016-5 du 6 janvier 2016 modifié (cf. décret n° 2022-87 du 28 janvier 2022).

L'ensemble des actualités, des publications et les rapports d'activité du CNSPFV sont consultables sur le site : https://www.parlons-fin-de-vie.fr/.

### 3- Plateforme nationale pour la recherche sur la fin de vie AC (NR)

Le co-financement avec le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche de la Plateforme nationale pour la recherche sur la fin de vie alloué depuis 2018 est reconduit à hauteur de **67,5 K€** pour l'année 2024. Créée en 2018, elle a pour missions[1] de structurer, soutenir et valoriser la recherche française en rassemblant des compétences variées dans les différents champs de la recherche - clinique, sciences humaines et sociales, etc. -.

### 4- Assistants spécialistes « médecine palliative » (AC NR)

Le financement alloué par la présente circulaire s'établit à **0,5 M€** sur la base d'un coût annuel brut de 57 600 € par poste d'assistant spécialiste « médecine palliative » (80 640 € en Outre-mer), alloués au titre des 12 mois à réaliser au sein d'établissements de santé.

Ces crédits sont destinés à financer les deux affectations au sein d'équipes de soins palliatifs, dont les prises de poste ont eu lieu en mai 2024. Ils sont versés au titre des mois réalisés en 2024 et 2025.

Ces crédits financent enfin, le solde des huit affectations dont les prises de poste ont eu lieu en novembre 2023.

### 5- Développement d'équipes d'intervention rapide en soins palliatifs (NR)

Les soins palliatifs sont une priorité de la feuille de route de développement de l'HAD 2021-2026.

La stratégie décennale des soins d'accompagnement pour le renforcement des soins palliatifs comprend un axe fort pour le développement des prises en charge en soins palliatifs par les HAD.

À ce titre, **3 M€** sont délégués aux ARS pour le développement d'équipes d'intervention rapide en soins palliatifs.

Au sein des structures de HAD, ces équipes pourront intervenir à la demande du praticien de l'établissement adresseur ou encore du SAMU pour une prise en charge ou un avis rapide afin d'éviter des transferts vers les établissements hospitaliers conventionnels et les urgences.

Ce dispositif permettra alors d'apporter une réponse en quelques heures après la demande et permettra de stabiliser le patient durant les 3 à 4 jours suivants, avant une prise en charge plus conventionnelle.

Des crédits d'amorçage (200 K€ par équipe) sont attribués aux régions dans lesquelles des équipes peuvent démarrer ce dispositif en 2024.

[1] https://www.plateforme-recherche-findevie.fr/

Un référentiel organisationnel de ces équipes sera diffusé et une évaluation quantitative et qualitative des initiatives soutenues sera conduite en particulier concernant l'impact des projets sur la prise en charge des soins palliatifs.

# V. Les mesures relatives à la périnatalité et à la collecte, conservation et distribution des produits d'origine humaine

## Le centre national de référence en hémobiologie périnatale (CNRHP) MIG F19 (JPE)

Le centre national de référence en hémobiologie périnatale (CNRHP) a vu ses missions définies par la circulaire n° DHOS/SDO/DGS/2004/156 du 29 mars 2004. Le CNRHP constitue une entité clinico-biologique de référence exerçant des missions de soins, d'enseignement, de recherche clinique et de veille épidémiologique. L'ictère du nouveau-né qui demeure un enjeu de santé publique ainsi que les progrès sur le diagnostic et le suivi des incompatibilités fœto-maternelles renforcent l'importance des missions du centre.

Le montant de cette MIG pour 2024 est de **5,8 M€**.

## Le Centre national de coordination du dépistage néonatal (CNCDN) MIG F20 (JPE)

L'organisation et le financement du dépistage néonatal en région a évolué le 1er mars 2018 avec la désignation de centres régionaux de dépistage néonatal (CRDN) responsables de la conduite et du suivi du dépistage sur leur territoire (financement via le FIR).
La coordination nationale de l'action des CRDN est, elle, confiée à un Centre national de coordination du dépistage néonatal (CNCDN).
Au terme d'une procédure d'appel à projets conduite en 2018, le CHU de Tours a été retenu pour abriter ce centre national pour une période de 5 ans renouvelée en 2023.

Ce financement couvre les dépenses du CNCDN, liées à ses missions dans les domaines :

- épidémiologique : le CNCDN centralise la remontée nationale des données d'activité et des données individuelles de l'ensemble des CRDN, s'assure de leur qualité, de leur comparabilité et de leur exhaustivité, constituant et maintenant la base de données nationale du dépistage néonatal (DNN) ;
- biologique : le CNCDN détermine les seuils décisionnels et suit les performances cliniques de ces seuils, évalue les nouveaux automates et kits de dosage des paramètres biologiques, prépare la mise en œuvre biologique de nouveaux dépistages, il suit les performances biologiques de chacun des dépistages et les performances des laboratoires des CRDN pour maintenir l'homogénéité de la réalisation du DNN sur le territoire national, participe à la préparation de l'accréditation de la partie DNN des laboratoires de biologie médicale participant aux CRDN et assure une veille scientifique pour les CRDN concernant la biologie médicale, en lien avec la Haute Autorité de santé (HAS).

Enfin, le CNCDN anime et facilite le fonctionnement des différentes instances qui participent au DNN et intervient auprès des CRDN et des partenaires institutionnels.

Dans le cadre de la présente circulaire, un montant total de **0,4 M€** est ainsi alloué au CNCDN au titre de 2024.

## Les lactariums MIG J01 (JPE)

Comme les années précédentes, les lactariums ont été répartis en catégories, en fonction des surcoûts constatés, variables selon le type d'activité (lactarium à usage intérieur seul ou lactarium à usage intérieur et extérieur) et du niveau de production (source de données : recueil FICHSUP de l'Agence technique de l'information sur l'hospitalisation [ATIH] de l'année N-2). Pour les lactariums à usage intérieur et extérieur, les recettes de tarifs de cession sont déduites (cf. arrêté du 18 mars 2009) de la dotation.
En termes de santé publique, l'objectif est de conforter les moyens d'une production de lait suffisante et de qualité pour couvrir les besoins des nouveau-nés dont l'état de santé requiert ce produit de santé, quel que soit leur lieu d'hospitalisation.

Les dotations des établissements sont majorées du coefficient géographique le cas échéant.
Il est rappelé que tous les établissements concernés par cette MIG doivent impérativement assurer le recueil de leurs données au sein du recueil FICHSUP de l'ATIH afin de continuer à bénéficier de la dotation.

La présente circulaire alloue **7,3 M€**.

## Prélèvement et stockage de sang placentaire MIG J04 (JPE)

Le sang placentaire est l'une des trois sources de cellules souches hématopoïétiques (CSH) utilisées en allogreffe. Il provient du sang de cordon prélevé au moment de la naissance.

Chaque banque de sang placentaire travaille au sein d'un réseau composé d'un nombre variable de maternités autorisées avec lesquelles elle a signé une convention. Ces maternités peuvent être publiques ou privées, et, dans tous les cas, assurent des prélèvements de sang de cordon conformes aux exigences du Réseau français de sang placentaire (RFSP) piloté par l'Agence de la biomédecine (ABM). La dotation MIG consiste à rémunérer un nombre de prélèvements de sang de cordon, basé sur l'activité constatée l'année N-1 par maternité (données fournies aux ARS et à l'ABM). En 2018, le modèle a évolué vers une meilleure prise en compte de la qualité, en intégrant le taux de conformité des prélèvements réalisés dans le calcul de la dotation aux maternités, à travers un système de modulation par bonus/malus (prélèvements égaux ou supérieurs à 80 ml).

La MIG permet de compenser les charges imputables à l'activité de prélèvement de sang de cordon des maternités. Le montant alloué est fonction du nombre de prélèvements réalisé l'année N-1 transmis par les maternités au RFSP et colligé par l'ABM.

Sont rémunérés par la MIG les surcoûts non facturables correspondant à l'activité de prélèvement de sang de cordon : information, recueil de consentement, traçabilité, imprimés et documentation, prélèvement du sang de cordon, kit de prélèvement et petits consommables, suivi de l'état de santé de l'enfant et de la mère après la naissance, coûts de structure. Aucun paiement ne peut être demandé à la donneuse (principe de la neutralité financière pour le donneur vivant, article L. 1211-4 et R. 1211-2 et suivants du Code de la santé publique [CSP]).

Par ailleurs, une subvention est accordée aux banques de sang placentaire, évaluée en fonction des charges de production des unités de sang placentaire.

Pour l'exercice 2024, le montant de la MIG sang placentaire est de **1,8 M€**.

## La MIG mortalité périnatale MIG F08 (JPE)

La MIG mortalité périnatale intègre en son sein un volet dédié à la « Mort inattendue du nourrisson », et depuis 2021, un second volet dédié à la « Fœtopathologie ».

Afin de permettre une meilleure lisibilité des moyens accordés à chacune des deux activités couvertes par la MIG, la délégation distingue ces deux volets.

Un bilan d'activité a été mis en place via l'outil PIRAMIG permettant d'améliorer l'identification des structures ayant respectivement une activité de fœtopathologie et/ou de prise en charge de la mort inattendue du nourrisson.

a) En 2024, le compartiment prise en charge de la mort inattendue du nourrisson est de **2,4 M€.** Les dotations régionales sont basées sur le nombre de naissances de la région.

b) Le volet fœtopathologie/prise en charge des mort-nés s'élève à **3,3 M€.** Les dotations régionales sont basées sur le nombre de mort-nés de la région.

Les régions n'ayant pas de centre de référence de mort inattendue du nourrisson (MIN) ou d'activité en fœtopathologie sont exclues du financement. En cas de transfert d'activité entre régions, une coopération interrégionale formalisée doit être mise en place afin de prendre en compte la re-délégation des crédits liés.

Il appartient à chaque ARS de retenir une organisation territoriale pertinente, de définir le nombre de centres nécessaire, de reconnaître l'existant et de définir les moyens à accorder en fonction des besoins de prise en charge au sein de la région.

Pour l'exercice 2024, le montant de la MIG Mortalité périnatale est de **5,7 M€**.

## V. Les missions de veille sanitaire, de prévention et de gestion des risques sanitaires exceptionnels

### Mise en œuvre des missions des établissements de santé de référence – MIG O02 (JPE)

Le financement délégué pour la nouvelle organisation territoriale des missions de référence, la mise en œuvre des missions des établissements de santé sièges d'un SAMU zonal et les missions nationales d'expertise est reconduit pour un montant de **13,3 M€.**

### Acquisition et maintenance des moyens zonaux des établissements de santé pour la gestion des situations sanitaires exceptionnelles– MIG O03 (JPE)

Le financement délégué pour la maintenance des moyens des établissements de santé pour la gestion des situations sanitaires exceptionnelles (moyens territoriaux tactiques), actualisée sur la base de l'inventaire réalisé par les ARS, est reconduit pour un montant de **19,9 M€.**

### Les cellules d'urgence médico-psychologique – MIG Q05 (JPE)

Le financement des cellules d'urgence médico-psychologique alloué en première circulaire s'élève à **14,2 M€.**

### Services experts de lutte contre les hépatites virales MIG F11 (JPE)

Un montant de crédits de **9,4 M€** est délégué dans la présente circulaire afin de financer des actions de prévention et de dépistage pour lutter contre l'hépatite C (dans la suite du renforcement des services experts de lutte contre les hépatites virales). Cette délégation s'inscrit dans les suites de la décision du Comité interministériel pour la santé du 26 mars 2018 qui visait à intensifier les actions de prévention et de dépistage à destination des publics les plus exposés pour contribuer à l'élimination du virus de l'hépatite C en France à l'horizon 2025.

## VI. Les mesures liées aux urgences

### Centres antipoison mentionnés à l'article L. 6141-4 du CSP MIG H06 (JPE)

La MIG est déléguée en JPE pour soutenir les centres antipoison et de toxicovigilance (CAP-TV). Elle fait l'objet, pour 2024, d'une revalorisation au titre des mesures Guérini, répartie au prorata de la part relative de chaque centre dans le financement total. Cette MIG organise une réponse téléphonique à l'urgence toxicologique 24h/24 et 7j/7 et met en œuvre l'activité de toxicovigilance. La dotation s'élève à **10 M€** et est répartie entre les CAP-TV au regard de leur périmètre de compétence territoriale.

### MIG Centres nationaux d'appels d'urgence MIG Q03 (JPE)

CCMM :

Le Centre de consultation médicale maritime (CCMM) joue un rôle spécifique dans l'organisation de la réponse aux besoins de soins en mer. Unique en France, il assure 24h/24h un service gratuit de téléconsultations médicales destinées aux marins, ainsi qu'une offre de formations destinées aux responsables des soins à bord des navires. Un arrêté du 10 mai 1995 l'institue en tant qu'unité fonctionnelle au sein du SAMU du CHU de Toulouse. Il fait l'objet d'une convention cosignée par la DGOS, la Direction des affaires maritimes (DAM), l'Établissement national des invalides de la marine (ENIM), le CHU de Toulouse et l'ARS Occitanie, précisant les modalités de financement entre les parties prenantes. Le montant délégué est prévu dans la convention de financement interministérielle 2022-2024.

CNR 114 :

Le CNR 114 (centre national de relais – n° 114) est le service permettant de recevoir et d'orienter les appels d'urgence des personnes déficientes auditives vers les services publics concernés : SAMU (15), police et gendarmerie (17), services d'incendie et de secours (18). Un numéro d'appel téléphonique unique et gratuit, le 114, reconnu comme numéro d'urgence, assure à ses utilisateurs sur le territoire métropolitain un accès permanent au CNR 114 et aux numéros d'urgence vers lesquels les appels sont transférés. Le principe de l'existence du CNR 114 est inscrit dans le décret n° 2008-346 du 14 avril 2008. Il a ensuite été rattaché et implanté au sein du CHU de Grenoble par arrêté du 1er février 2010. Ce service fait l'objet d'un co-financement du Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer et du Ministère en charge de la santé, proportionnellement au nombre d'appels urgents transférés à chacun des services publics concernés (15, 17 ou 18). Le montant est délégué conformément aux stipulations de la convention de financement interministérielle 2024-2026.

La présente circulaire alloue **2,1 M€** pour ces deux centres pour 2024.

### EVASAN MIG Q07 (JPE)

Les évacuations sanitaires, ou EVASAN, sont des transports de patients médicalisés permettant l'accès à une offre de soins non disponible dans un territoire. La réforme du financement des urgences (structures des urgences et SMUR), entrée en application en janvier 2021, n'inclut pas les EVASAN dans la mesure où les besoins de financement liés à ces transports sont très ciblés et la logique populationnelle, retenue dans le modèle global de la réforme, leur est difficilement applicable. Dans ce contexte, les financements alloués aux EVASAN ont été sanctuarisés au sein d'une MIG dédiée dès 2021, reprenant les financements EVASAN intégrés dans l'ancienne MIG SMUR complétés par des mesures nouvelles en 2021, 2022 et 2023. La présente circulaire alloue **24,6 M€** aux ARS des territoires d'Outre-mer et de la Corse.

Ce financement permet de prendre en charge l'organisation complexe et le coût financier élevé des EVASAN réalisées entre les territoires ultra-marins et la métropole ainsi qu'entre les différents territoires ultra-marins.

### Mise à disposition d'un assistant de régulation médicale (ARM) à l'ACMOSS (AC NR)

La mise en œuvre technique, opérationnelle et stratégique du nouveau dispositif de télécommunication augmentée devant améliorer et sécuriser les communications, dispositif Réseau radio du futur (RRF), requiert une bonne connaissance du fonctionnement et des besoins des SAMU. Afin d'apporter cet appui métier auprès de l'Agence de communications opérationnelles mobiles de sécurité et de secours (ACMOSS), l'AP-HP a accepté de mettre à disposition un personnel. Le financement de cette mise à disposition à hauteur de **56 K€** participera à une meilleure mise en œuvre du déploiement.

### SAMU MIG Q01 (JPE)

Pour 2024, les crédits de la MIG SAMU font l'objet d'une revalorisation globale de 9,2 % par rapport à 2023.

La répartition de la MIG pour 2024 tient compte de la revalorisation statutaire et indemnitaire des ARM, de la hausse du coefficient géographique, ainsi que d'une croissance des crédits en vue de faire face à la revalorisation du point d'indice et à l'inflation.

La délégation de crédits reste une justification au premier euro (JPE) indicative régionale, sans fléchage par établissement. Les ARS sont invitées à mener une analyse opérationnelle des besoins de financement des SAS/SAMU, afin de déterminer le montant à allouer pour chaque établissement.

Le montant de la MIG SAMU s'élève à **409,4 M€** en 2024.

### RIE (Réseau Interministériel de l'État) dans les SAMU (AC NR)

Afin d'accéder de façon optimale au cœur de réseau du dispositif de télécommunication des services d'urgence « Réseau radio du futur », le déploiement du réseau interministériel d'État doit être amorcé dans les SAMU. La direction du numérique des ministères chargés des affaires sociales est chargée du déploiement dans les établissements de santé au profit des SAMU.

La présente circulaire alloue **0,2 M€** en 2024.

### AML (Advanced Mobile Location) (AC NR)

L'AML (Advanced Mobile Location) est un service de géolocalisation d'urgence utilisant la technologie GPS des smartphones. Lorsque l'appelant compose un numéro d'appel d'urgence, le terminal de l'appelant envoie au centre chargé de la réception de cette communication, automatiquement et sans action supplémentaire de sa part, toutes les informations de géolocalisation dont il dispose, au moyen d'un SMS.

Cette technologie participe ainsi à la réalisation de l'objectif fixé par l'article 109-6 de la directive (UE) 2018/1972 du 11 décembre 2018 établissant le Code des communications électroniques européen, qui oblige les États membres à veiller à la transmission effective des données de géolocalisation par les opérateurs. C'est dans ce contexte qu'en 2019, l'Agence du numérique de la sécurité civile (ANSC) a été chargée du développement du service AML.

La mise en service est effective sur l'ensemble des départements de la France métropolitaine pour les numéros 15 et 112 en ce qui concerne les téléphones sous Android et pour le numéro 112 en ce qui concerne les téléphones sous iOS.

La contribution annuelle pour l'année 2024 s'élève à **0,3 M€,** conformément à l'actualisation de la répartition des appels reçus entre les services.

### ANTARES (AC NR)

ANTARES est un réseau numérique national de radiocommunication utilisé par les services publics concourant aux missions de sécurité civile (notamment les sapeurs-pompiers et le SAMU). La loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile (art. 9) pose le principe de l'interopérabilité des réseaux de communication radioélectriques et des systèmes d'information des services publics qui concourent aux missions de sécurité civile. Les SAMU ont été assimilés à des services publics concourant aux missions de sécurité civile par le décret n° 2006-106 du 3 février 2006.

L'arrêté modificatif de l'arrêté du 10 mai 2011 portant répartition des contributions financières des services utilisateurs de l'Infrastructure nationale partageable (INPT) fixe le montant devant être versé annuellement pour l'ensemble des SAMU au titre du fonctionnement du réseau. Le CHU de Grenoble, en tant qu'établissement pivot par lequel transite ladite contribution, permet au Ministère du travail, de la santé et des solidarités de s'acquitter de sa redevance annuelle auprès du Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer.

Aussi la présente circulaire alloue **1,5 M€** en AC non reconductible à ce titre.

## VII. Les mesures liées aux détenus

La présente circulaire alloue près de **12 M€** pour la prise en charge des détenus.

### Les unités sanitaires en milieu pénitentiaire (USMP) - MIG T03 R

Des crédits sont délégués afin de financer les extensions en année pleine des forfaits délégués en 2023. Ces extensions en année pleine concernent : la SAS de Valence, la SAS de Caen, la Maison d'arrêt d'If, la SAS de Montpellier, la SAS d'Avignon, la SAS du Mans, la SAS d'Osny, la SAS de Meaux, le Centre de détention de Fleury-Mérogis, le Centre pénitentiaire de Troyes-Lavau.

Des crédits sont également délégués aux USMP d'établissements pénitentiaires qui entreront prochainement en service, au prorata de leur date de mise en service. Cela concerne la SAS de Toulon, la SAS de Noisy-le-Grand, la SAS de Colmar, la SAS de Nantes et le Centre pénitentiaire de Bordeaux-Gradignan.

La présente circulaire alloue **4,6 M€** de crédits reconductibles en 2024.

### Les unités sanitaires en milieu pénitentiaire – Activité psychiatrique (compartiment « activités spécifiques-R »)

Des crédits sont délégués afin de financer les extensions en année pleine des forfaits délégués en 2023. Ces extensions en année pleine concernent : la SAS de Valence, la SAS de Caen, la Maison d'arrêt d'If, la SAS de Montpellier, la SAS d'Avignon, la SAS du Mans, la SAS d'Osny, la SAS de Meaux, le Centre de détention de Fleury-Mérogis, le Centre pénitentiaire de Troyes-Lavau.

Des crédits sont également délégués aux USMP d'établissements pénitentiaires qui entreront prochainement en service, au prorata de leur date de mise en service. Cela concerne la SAS de Toulon, la SAS de Noisy-le-Grand, la SAS de Colmar, la SAS de Nantes et le Centre pénitentiaire de Bordeaux-Gradignan.

La présente circulaire alloue **1,5 M€** de crédits reconductibles en 2024.

### Les chambres sécurisées (MIG T04 R)

**53 K€** sont délégués via la présente circulaire afin de financer une chambre sécurisée, au prorata de la date de signature du procès-verbal de conformité (février 2024).

### Offre graduée en santé mentale (compartiment activités spécifiques R)

Des crédits sont délégués afin de financer les extensions en année pleine des forfaits octroyés en 2023. Cela concerne : le Centre d'accueil thérapeutique à temps partiel (CATTP) de la Maison d'arrêt d'If, le CATTP de la SAS de Caen, le CATTP du Centre pénitentiaire des Baumettes (CATTP Femmes), le CATTP de la SAS d'Avignon, le CATTP de Château-Thierry, le CATTP de la SAS de Valence, le CATTP de la SAS d'Osny, le CATTP de la SAS de Meaux, le CATTP de la SAS de Montpellier, le CATTP de la SAS du Mans.

Des crédits sont également délégués aux dispositifs entrant en service courant 2024, au prorata de leur date de mise en service. Cela concerne le CATTP de la SAS de Toulon, le CATTP du centre pénitentiaire de Bordeaux-Gradignan, le CATTP de la SAS de Noisy-le-Grand, le CATTP de la SAS de Colmar, le CATTP de la SAS de Nantes.

Le montant alloué en première circulaire s'élève à **1,5 M€.**

### Réduction des risques et des dommages en milieu pénitentiaire - AC (NR)

Un montant total de **4,1 M€** est délégué en première circulaire budgétaire 2024, au titre de la poursuite et du renforcement du développement d'une politique de réduction des risques et des dommages en milieu pénitentiaire. Ces crédits ont pour but de permettre aux établissements de santé de renforcer les moyens des unités sanitaires (USMP) intervenant au sein des différents établissements pénitentiaires.

Ce financement a vocation à permettre le renforcement des moyens en personnels intervenant pour le soin en addictologie, l'information et la réduction des risques et/ou la coordination des intervenants des équipes somatiques, psychiatriques et addictologiques, le développement de la formation en matière de réduction des risques en détention à destination des professionnels de santé et l'achat de matériels.

Ces crédits sont attribués en crédits non reconductibles aux ARS auxquelles il appartient de les répartir entre les différents établissements de santé porteurs d'unités sanitaires en fonction de la réalité des besoins.

### Plan lié à la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (psychiatrie– compartiment activité spécifique NR)

Dans le cadre du plan de lutte contre les drogues et les conduites addictives, des crédits spécifiques à hauteur de **63 K€** sont délégués pour le financement des moyens humains nécessaires à l'expérimentation d'une « Unité de réhabilitation pour usager de drogues (URUD) » au sein du Centre de détention de Neuvic. Ces crédits non reconductibles permettent de poursuivre l'expérimentation menée qui s'articule en lien étroit avec le Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) référent en milieu pénitentiaire.

## VIII. Les mesures liées à des missions de vigilance, de veille épidémiologique, d'évaluation des pratiques et d'expertise

### MIG Centres régionaux de pathologies professionnelles et environnementales (CRPPE) - F10 (JPE)

Cette dotation d'un montant de **9,2 M€** est allouée en JPE aux CRPPE qui contribuent à l'expertise de recours pour des pathologies complexes en lien avéré ou suspecté avec le travail ou l'environnement et l'accompagnement de patients pour leur maintien dans l'emploi ainsi que la veille sanitaire, la recherche et la formation dans le domaine (décret n° 2019-1233 du 26 novembre 2019).

En 2024 et afin de mieux répartir les crédits en fonction des spécificités régionales et territoriales, l'attribution des ressources repose sur un nouveau modèle national de financement qui a été concerté avec les professionnels.

Pour les régions antérieurement non financées (DROM et Corse), une part fixe est attribuée permettant le fonctionnement d'une équipe socle minimale (0,2 ETP médical, 0,2 ETP secrétariat et 0,2 ETP de paramédical).

Pour les autres régions, le modèle repose sur 4 compartiments :

- une part socle correspondant au financement d'une équipe minimale nécessaire au fonctionnement d'un CRPPE (0,5 ETP médical, 0,5 ETP secrétariat et 0,5 ETP paramédical). Ce socle fixe varie selon la taille de population régionale (les régions ayant été classées en trois catégories en fonction de leur taille populationnelle) ;
- une part variable reposant sur le nombre annuel de dossiers patients moyenné sur trois années d'activité (55 %) et la population de la région (45 %) ;
- un bonus attribué lorsque participation à des travaux européens.

Afin d'atténuer l'impact de cette modélisation, les effets revenus ont été limités :

- à 3 % pour les régions bénéficiant d'un financement supérieur en 2023 ;
- à 20 % pour les régions dont le financement augmente en 2024 avec cette nouvelle ventilation.

### Les registres épidémiologiques - MIG H07 (JPE)

Comme chaque année, la répartition de cette dotation a été élaborée conformément aux orientations nationales préconisées par l'Institut national du cancer (INCa) et Santé publique France (SpF), dans le cadre de leurs activités de recherche et de la surveillance et l'observation notamment des cancers. Le coefficient géographique a été appliqué au modèle.

En complément des crédits État délégués par l'INCa et SpF, un financement de **4,7 M€** est délégué au titre de cette MIG afin de soutenir les registres épidémiologiques dont ceux relatifs aux cancers. Ce montant intègre :

- le financement du Réseau France Coag, situé à l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille (AP-HM) et financé au titre de cette MIG pour un montant de **0,48 M€** ;
- le financement du Registre national des coronarographies et angioplasties (France PCI) pour un montant de **0,16 M€**.

### Le Centre expert national sur les médicaments et autres agents tératogènes et/ou foetotoxiques - MIG H14 (JPE)

Le Centre expert national sur les médicaments et autres agents tératogènes fournit une expertise relative aux médicaments tératogènes et/ou foetotoxiques, à destination des usagers, des professionnels de santé et des pouvoirs publics. Il se consacre également à l'évaluation d'autres agents sur la reproduction, la grossesse et l'allaitement.

La pérennisation de cette structure constitue un enjeu de santé publique dans un contexte de poursuite du développement de la stratégie nationale de surveillance des risques au cours de la grossesse.

Le montant de cette MIG est de **0,72 M€** en 2024.

### Coordonnateurs régionaux d'hémovigilance et de sécurité transfusionnelle mentionnés aux articles R. 1221-32 à R. 1221-35 du CSP (MIG H05) (JPE)

Pour 2024, le montant de la MIG H05 est de **3,7 M€** intégrant la revalorisation au titre des mesures Guérini. La dotation allouée à chaque région tient compte de la somme du nombre de prélèvements régionaux effectués et du nombre de produits sanguins labiles cédés, ajustée en fonction du nombre de dépôts de sang de la région. Elle comprend également du temps d'assistant/secrétariat, ainsi que des frais de déplacement.

### Centres régionaux de pharmacovigilance (CRPV) et les centres d'évaluation et d'information sur la pharmacodépendance et d'addictovigilance (CEIP-A) mentionnés aux articles R. 5121-158 et R. 5132-112 du CSP (MIG H04) (JPE)

Le montant de la MIG H04 est de **1,2 M€** intégrant la revalorisation au titre des mesures Guérini. Le montant alloué à chaque région est fonction du niveau du groupe auquel appartient le CEIP (groupe 1 à 3) ou le CRPV (groupe 1 à 4), défini en fonction de la composition quantitative en personnel médical et non médical auquel s'ajoutent des frais de structure.

Dans le cadre de la MIG H05, un mouvement de périmètre est opéré cette année sur la dotation de l'ARS Normandie vers l'ARS Hauts-de-France afin de couvrir le transfert d'un personnel mis à disposition.

# IX. Autres mesures de santé publique

### Centres référents pour les troubles spécifiques du langage et des apprentissages (MIG F03) (JPE)

La présente circulaire alloue **12,9 M€** aux centres référents pour les troubles spécifiques du langage et des apprentissages. Les mesures nouvelles ont été réparties entre l'ensemble des régions avec une priorité aux régions les moins dotées au regard de leur file active, notamment Pays de la Loire.

### Mise en place de référents handicap dans les établissements de santé –AC et DAF MCO(R)

La loi n° 2021-502 du 21 avril 2021 visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification prévoit en son article 43 qu'un référent handicap soit nommé dans chaque établissement relevant de l'article L. 6112-1 du CSP et du premier alinéa de l'article L. 6112-5 du même code. Les missions et le cadre d'intervention de ce référent handicap sont précisés par le décret n° 2022-1679 du 27 décembre 2022 relatif aux missions et au cadre de l'intervention du référent handicap dans le parcours du patient en établissement de santé.

Conformément au décret, cette nomination est réalisée par le directeur de l'établissement de santé assurant le service public hospitalier, et par décision du ministre des Armées pour les hôpitaux des Armées.

Un suivi du déploiement de cette mesure est demandé aux ARS. Pour accompagner ce déploiement, une délégation de crédits aux ARS est réalisée de manière populationnelle à hauteur de **1,5 M€** pour l'année 2024.

### Unité d'accueil et de soins pour sourds (UASS) – MIG K03-R

La mission des unités d'accueil et de soins des patients sourds en langue des signes (UASS) consiste à offrir aux personnes sourdes, confrontées à des difficultés ou des défauts de soins dans le dispositif de droit commun, un accueil adapté à leur handicap, à leur faciliter et leur garantir un égal accès aux soins à l'instar de la population en général, à les informer et les accompagner dans leur parcours de soins, notamment lors de consultations spécialisées.

La présente circulaire délègue **0,6 M€** comme suit de crédits exceptionnels de renforcement en raison de l'activité constatée :

- 220 000 € à l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes ;
- 170 000 € à l'ARS Grand Est ;
- 170 000 € à l'ARS Hauts-de-France ;
- 40 000 € à l'ARS Île-de-France.

### Les dépenses spécifiques liées à la prise en charge odontologique des patients atteints de pathologies compliquant cette prise en charge dans les centres de soins, d'enseignement et de recherche dentaires (CSERD) - MIG U03 (JPE)

Un montant de **1,4 M€** est alloué en JPE, au titre de cette MIG, aux établissements de santé disposant d'un centre de soins, d'enseignement et de recherche dentaires afin de financer les surcoûts liés à la prise en charge odontologique des patients atteints de pathologies compliquant cette prise en charge.

Le calcul de la dotation se base sur les données 2023.

### Centres de référence pour les infections ostéo-articulaires (CIOA) - MIG F15 (JPE)

Trente CIOA sont labellisés depuis janvier 2023 (9 centres coordonnateurs et 21 centres correspondants). Afin de garantir la coordination de la prise en charge des patients et la qualité de l'alimentation du système d'information des RCP, sont financés un ETP de technicien d'étude clinique et de secrétariat médical pour chacun des 9 centres coordonnateurs, et 0,3 ETP de technicien d'étude clinique et de secrétariat médical pour chacun des 21 centres correspondants. Les financements de personnels comprennent des charges indirectes de structure à hauteur de 19,5 %.

Le montant alloué en circulaire s'élève à **1,6 M€** pour 2024.

### Centre national de ressources de lutte contre la douleur (CNRD) - MIG H08 (JPE)

Le CNRD, dont les missions ont fait l'objet d'une convention entre l'AP-HP et la DGOS, reçoit une dotation de **0,4 M€** pour 2024**.**

### La MIG Douleur P04 (JPE)

Le modèle de financement des structures « Douleur chronique » a été revu en 2023 pour mieux s'adapter aux besoins du territoire. Ainsi la MIG est désormais répartie selon 3 compartiments : un compartiment géopopulationnel, un compartiment activité et un compartiment qualité.

Pour cette deuxième année du nouveau modèle, il a été décidé de conserver les dotations régionales 2023 à l'identique, majorées des revalorisations salariales, ceci afin de donner de la visibilité aux acteurs sur les moyens alloués. En effet, les données d'activité nécessaires au calcul des dotations n'étant disponibles qu'en fin d'année (rapport Piramig), cela aurait conduit à un financement tardif, et pour lequel les effets revenus n'ont pas été évalués. Ce travail sera conduit lorsque les données seront disponibles.

Ainsi, un montant de **78,3 M€** est délégué au titre de la Mig « Douleur » dans la présente circulaire.

### Centres de référence des maladies vectorielles à tiques (MVT) dont Lyme – MIG H16 (JPE)

Chacun des 5 centres de référence (CRMVT) labellisés en juin 2019 reçoit une dotation forfaitaire destinée au fonctionnement d'une équipe pluridisciplinaire permettant d'assurer les missions attendues de recours, de coordination, d'expertise et d'enseignement et recherche.

Il est ainsi alloué une dotation de **343,7 K€** par centre, soit un total alloué via la présente circulaire de 1**,7 M€.**

### Le dispositif de prise en charge des femmes victimes de violences MIG MCO P13 (R)

Le Grenelle des violences conjugales a acté en novembre 2019 le déploiement de dispositifs dédiés à la prise en charge des femmes victimes de violences qui ont vocation à consolider l'offre de soins, encore trop hétérogène sur le territoire, pour ce public, en complément de l'accompagnement plus global qui leur est proposé par une grande diversité d'acteurs. Ces dispositifs dédiés permettent d'apporter aux femmes victimes une prise en charge globale, intégrant au-delà des soins d'urgence, l'évaluation de la diversité de leurs besoins dans les champs cliniques, psychologiques et sociaux, et leur orientation adaptée, dans le cadre d'un fonctionnement en étroite coordination avec les autres professionnels concourant à la prise en charge de ce public.

Une première instruction nationale (instruction n° DGOS/R3/2020/201 du 18 novembre 2020 relative au renforcement de la prise en charge des femmes victimes de violences sur le territoire) appuyée sur des financements nationaux dédiés, a permis de donner une première impulsion à la mise en place de ces structures.

Le plan en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes 2023-2027 souhaite conforter cette dynamique, en fixant l'objectif de doter chaque département d'un tel dispositif d'ici 2025 et de rendre possible, sur chaque site, le dépôt de plainte. Ce maillage départemental doit être complété de la mise en place d'une structure renforcée dans chaque région avec des missions supplémentaires de responsabilité territoriale, de formation, coordination notamment.

Pour répondre aux objectifs fixés par le Plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2023-2027, le montant délégué s'élève à **5,7 M€** pour l'année 2024, complété d'une délégation de **0,4 M€** en AC pour assurer l'accessibilité aux personnes handicapées des dispositifs dédiés à la prise en charge des femmes victimes de violence.

### Équipes pédiatriques régionales référentes « enfance en danger » pour la prise en charge des enfants victimes de violences (action 7 du Plan 2020-2022 de lutte contre les violences faites aux enfants) – AC MCO (R)

Dans la continuité de la dernière délégation en troisième circulaire budgétaire 2023 et conformément à l'instruction du 3 novembre 2021 relative à la structuration de parcours de soins pour les enfants victimes de violences, des crédits sont délégués à hauteur de **0,1 M€** afin de poursuivre la structuration territoriale des équipes régionales référentes « enfance en danger » qui font l'objet de cette mesure.

### Hôpitaux de proximité (AC NR)

**65 M€** sont délégués pour la réforme des hôpitaux de proximité. Ces crédits sont alloués au titre de la dotation de responsabilité territoriale mentionnée à l'article L. 162-23-16 du Code de la sécurité sociale. Ils correspondent à la reconduction de cette dotation fixée pour trois ans pour les 308 établissements labellisés en 2023 et abondent les enveloppes régionales pour les 7 établissements labellisés en 2024. Ces crédits sont répartis entre les régions sur la base du nombre d'établissements labellisés par région, du volume des séjours d'hospitalisation en médecine réalisés par ces établissements et des critères populationnels.

### La mise à disposition par l'établissement de santé de moyens au bénéfice des centres de préventions et de soins et des maisons médicales mentionnées à l'article L. 162-3 du Code de la sécurité sociale - MIG K02 (R)

Le renforcement des centres délocalisés de prévention et de soins (CDPS) se poursuit cette année. Dans la continuité des recommandations du rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) en 2021 dédié au « Renforcement de l'offre de soins en Guyane », un financement pérenne de **5,7 M€** est délégué à la Guyane. Ce financement vise à accompagner la montée en charge de trois CDPS labellisés « hôpital de proximité » en 2023.

### Plan « obésité » – Transport bariatrique MIG Q04 (JPE)

Cette dotation MIG est allouée **à hauteur de 1,1 M€.** L'objectif est de soutenir la structuration d'une offre de transports adaptés aux personnes en situation d'obésité, pour garantir leur accès aux soins, en situation d'urgence ou non. Cela requiert, outre un équipement spécifique des véhicules, une organisation régionale concernant l'utilisation de véhicules spécialisés dans le cadre de la mission d'animation territoriale des centres spécialisés de l'obésité (CSO), posant les collaborations entre les CSO et les professionnels du transport sanitaire (SAMU/ structures mobiles d'urgence et de réanimation [SMUR], services départementaux d'incendie et de secours (SDIS), transporteurs privés…).

Les crédits correspondants sont destinés aux 37 centres spécialisés d'obésité existants.

### Appui aux établissements et services médico-sociaux (ESMS) par la mise en place d'un dispositif de coopération renforcée avec l'HAD (AC NR)

La présente circulaire délègue **3 M€** en crédits AC non reconductibles aux établissements d'hospitalisation à domicile (HAD) au titre de l'engagement de mettre en place une offre de prise en charge intégrée ville-hôpital-médico-social pour les personnes âgées, inscrite à la mesure 28 du Ségur de la santé. En lien avec la mesure 29 du Ségur de la santé concernant l'amélioration de l'accès aux soins des personnes en situation de handicap, elle a été étendue à l'ensemble du secteur social et médico-social à partir de 2023. Dans le cadre des orientations relatives à la mesure 41 de la mission « flash » sur les urgences et soins non programmés, elle vise également à favoriser, lorsque les patients sont éligibles à l'HAD, l'évitement du passage aux urgences des personnes accompagnées.

Cette mesure poursuit un double objectif :

- Évaluer et anticiper les besoins d'hospitalisation en HAD des personnes accompagnées en ESMS pour éviter les pertes de chance et réduire les passages aux urgences et les hospitalisations avec hébergement évitables ;
- Anticiper l'intervention de l'HAD dans les ESMS et permettre une intervention à tout moment, y compris le soir et le week-end, grâce à la préadmission des patients et au recueil anticipé de l'accord du médecin traitant.

Ces crédits ont vocation à financer et inciter les établissements d'HAD, dans le cadre de leur convention avec un établissement social ou médico-social, à mettre en œuvre les actions suivantes :

- La réalisation d'une évaluation conjointe, visant à repérer les personnes accompagnées dont l'état de santé pourrait nécessiter une hospitalisation en HAD et notamment dans ce cadre la réalisation de soins palliatifs, en lien avec les équipes mobiles de soins palliatifs ou gériatriques ;
- L'identification des personnes accompagnées dont l'évolution de l'état de santé attendu pourrait rendre éligibles à une HAD ;
- La réalisation de la préadmission en HAD des personnes accompagnées identifiées, le recueil anticipé de l'accord du médecin traitant, du patient ou de sa famille pour réaliser une HAD le moment venu, la création d'un dossier HAD, l'établissement des prescriptions anticipées ;
- Lorsque l'état de santé du résident évolue conformément aux prévisions, l'intervention rapide de l'HAD, sur simple appel de l'équipe de soins de l'ESMS, y compris le soir et le week-end.

La répartition interrégionale de la dotation a été réalisée par l'attribution à chaque établissement d'HAD ayant déclaré, a minima, une évaluation anticipée au cours de la période 2023 :

- D'une part (**1,5 M€**) déléguée sur la base des évaluations anticipées déclarées via l'outil FICHSUP dédié mis à disposition par l'ATIH ;
- D'une part (**1,5 M€**) déléguée sur la base des interventions réalisées sur cette période au sein d'un établissement social ou médico-social avec hébergement.

## Développement de l'admission rapide en HAD en période de tension hospitalière (AC NR)

L'HAD constitue un levier pour éviter les passages aux urgences ou permettre la sortie rapide en sortie de service d'urgence ou d'unité d'hospitalisation de courte durée (UHCD), notamment pour les personnes âgées. Elle constitue également une solution d'aval mobilisable par le champ médecine-chirurgie-obstétrique (MCO), en particulier en période de tension hospitalière. La réactivité de sa mise en œuvre est fonction de l'anticipation du prescripteur, des éventuelles coopérations mises en œuvre pour permettre l'évaluation rapide des patients éligibles à l'HAD et leur orientation vers l'HAD ainsi que des capacités disponibles au sein de l'établissement d'HAD.

Les coopérations fondées sur des partenariats renforcés entre établissements d'HAD et services d'accueil des urgences, service d'aide médicale urgente, unités d'hospitalisations de courte durée ou encore services assurant l'aval direct des urgences au sein des établissements MCO constituent un levier mobilisable afin de faciliter, en période de tension hospitalière, l'admission directe ou rapide en HAD.

Un soutien financier est apporté aux organisations qui permettent d'éviter une admission en urgence en hébergement hospitalier ou d'accélérer la sortie du patient éligible à l'HAD. Des crédits à hauteur de **7,4 M€** sont délégués aux ARS dans le cadre de cette mesure pour soutenir les différents projets aboutis ou en cours de construction. La répartition interrégionale est réalisée sur la base du nombre de passage aux urgences suivi d'une hospitalisation par région. Un crédit plancher de **20 K€** est délégué.

Les projets concernant une importante volumétrie de patient doivent être ciblés, en particulier les partenariats associant des établissements MCO faisant face à d'importants besoins en matière de capacités post-urgence et des établissements d'HAD disposant des capacités nécessaires pour affecter des ressources dédiées permettant d'assurer une prise en charge dans la journée.

Une évaluation quantitative et qualitative des initiatives soutenues sera conduite en 2024, en particulier concernant l'impact des projets sur l'allègement des tensions en période estivale.

## Traitements coûteux en HAD (AC NR)

La présente circulaire délègue **13,8 M€** en crédits AC non reconductibles aux établissements d'HAD sur la base des données recueillies au titre de l'année 2023 via l'enquête FICHCOMP, mise en place par l'instruction n° DGOS/R4/2020 du 28 août 2020 relative aux consommations de certains traitements coûteux hors liste en sus. La répartition interrégionale de la dotation a été réalisée, comme les années précédentes, au prorata des consommations remontées par les établissements d'HAD sur la base du prix d'achat par unités communes de dispensation (UCD), après analyse et retraitement réalisés par l'ATIH.

Au titre de 2024, **20,7 M€** seront délégués : **13,8 M€** en 1ère circulaire pour l'activité de 2023 et **6,8 M€** seront délégués en 2ème circulaire budgétaire 2024 pour le premier semestre de l'année.

## Les espaces de réflexion éthique régionaux (ERER) N01 (JPE)

Les espaces de réflexion éthiques régionaux (ERER) assurent des missions de formation, de documentation, d'information, de rencontre et d'échanges interdisciplinaires. Ils constituent un observatoire des pratiques éthiques dans les domaines des sciences de la vie et de la santé, et contribuent à la promotion du débat public et au partage des connaissances dans ces domaines.

Ils ont particulièrement contribué, en lien avec le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE), au débat national autour de la fin de vie lancé par le président de la République le 13 septembre 2022[2]. Ils ont organisé 241 débats dans 112 villes entre mai 2022 et mars 2023 qui ont permis à plus de 35 000 participants de s'approprier les enjeux éthiques relatifs à la fin de vie.

Les espaces disposent d'une dotation socle *via* une MIG dont le montant a été calculé à partir d'une modélisation forfaitaire (cf. fiche MIG N01).

En 2024, le montant total de l'enveloppe allouée en JPE au titre de cette MIG est de **6,1 M€.**

Cette enveloppe comprend :

- la reconduction des moyens alloués en 2023 aux ERER ;

- l'application du coefficient géographique aux espaces éthiques relevant des régions concernées (Île-de-France, Martinique, Guadeloupe et Océan indien) ;

- le financement de l'Espace national de réflexion éthique sur les maladies neuro-dégénératives (EREMAND) d'un montant de **0,4 M€**, dont le développement a été confié depuis 2010 à l'Espace de réflexion éthique régional d'Île-de-France ;

- une enveloppe de **50 K€** pour le financement de la Conférence nationale des ERER (CNERER), qui a pour objet notamment de faciliter les liens entre les ERER et de réaliser des actions communes. La CNERER assure en particulier un rôle de liaison important entre les ERER et le CCNE dans le cadre de l'organisation des débats publics.

- une enveloppe de **50 K€** pour la mise en place d'un ERER de préfiguration en Guyane. La CNERER apportera son appui méthodologique aux équipes en charge de ce dispositif en lien avec l'ARS de Guyane.

Il existe à ce jour 15 espaces de réflexion éthique régionaux dont 1 espace « interrégional » historique (PACA-Corse).

Le bilan de l'activité des ERER fait l'objet depuis 2017 d'un rapport annuel qui est transmis aux ARS, via la plateforme PIRAMIG. Une synthèse nationale est produite par la DGOS afin d'évaluer la mise en œuvre des missions des ERER et d'intégrer leur contribution aux politiques menées, en particulier dans le champ de la formation des professionnels de santé et dans la prise en compte de la réflexion éthique dans notre système de santé. Ces travaux sont menés en étroite collaboration avec le CCNE, en particulier sur le volet de l'organisation de débats publics sur des questions éthiques, et, dans le cadre de la pandémie, s'agissant des cellules de soutien éthique mises en place par les ERER.

[2] Suite à la publication de l'avis 139 « Questions éthiques relatives aux situations de fin de vie : autonomie et solidarité » du CCNE.

# Annexe IV.
# Financement des études médicales

La délégation MERRI réalisée en première circulaire budgétaire 2024 fera l'objet d'une régularisation en fin de campagne 2024, en fonction des retours des ARS à l'enquête de la DGOS qui sera lancée à l'automne 2024.

Il est rappelé que la ventilation régionale de la dotation nationale se fonde sur la ventilation des crédits alloués l'an passé et fait suite aux retours des ARS à l'enquête menée à l'automne par la DGOS.

Pour rappel, les éléments de la rémunération des étudiants des 2ème et 3ème cycles des études médicales sont fixés par l'arrêté du 29 juin 2023 relatif aux émoluments, rémunérations ou indemnités des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques exerçant leurs fonctions dans les établissements publics de santé (annexes IX à XI) et l'arrêté du 6 juillet 2023 modifiant l'arrêté du 7 octobre 2016 relatif à la rémunération des étudiants en second cycle des études en maïeutique.

Enfin, les crédits délégués couvrent la période allant du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Le montant de la délégation en première circulaire s'élève à **932 M€.**

## I - Les financements sur enveloppe MERRI

### 1. La rémunération des étudiants de 2ème cycle

Quel que soit le lieu de stage (à l'exception des périodes de stages à l'étranger), la rémunération de l'étudiant est financée via la MERRI sur la base d'un coût de référence tenant compte de la filière et de l'année d'étude de l'étudiant avec un taux de charge employeur de 44 %.

1.1 Les émoluments de base des étudiants de deuxième cycle

Les montants des émoluments figurent dans l'arrêté du 29 juin 2023 pour les étudiants en médecine, pharmacie et odontologie évoqués ci-dessus et dans l'arrêté du 6 juillet 2023 modifiant l'arrêté du 7 octobre 2016 pour les maïeutiques.

Les étudiants en maïeutique perçoivent de l'établissement support lié par convention à la structure de formation dans laquelle ils sont inscrits, une rémunération mensuelle (art. R. 6153-105 du Code de la santé publique) correspondant à 1/12ème du montant annuel fixé par l'arrêté du 7 octobre 2016 modifié, versée en année pleine pour les étudiants de 1ère année, et après service fait pour les étudiants de 2ème année du deuxième cycle des études de maïeutique.

1.2 La rémunération des gardes

La rémunération des gardes pour les étudiants en médecine est intégrée dans le coût de référence sur la base de 25 gardes à effectuer en 3 ans, au montant fixé par l'arrêté du 29 juin 2023 relatif à l'indemnisation de la permanence et de la continuité des soins des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques dans les établissements publics de santé et dans les établissements publics d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, des étudiants de troisième cycle et des étudiants de deuxième cycle en médecine.

1.3 L'indemnité forfaitaire d'hébergement

Le Ségur de la santé a acté la création d'une indemnité forfaitaire d'hébergement pour les étudiants en deuxième cycle des études de médecine, sur le modèle de l'indemnité existante pour les étudiants de 3ème cycle. Cette indemnité est versée lorsque les étudiants accomplissent un stage ambulatoire situé dans une zone sous-dense. Le montant de cette indemnité forfaitaire d'hébergement est fixé à 150 € brut mensuel. Cette indemnité sera versée sans condition d'éloignement géographique du CHU de rattachement ou du domicile, de même que pour les internes qui bénéficient de la suppression de ces conditions.

Cette indemnité est entrée en vigueur le 1er septembre 2020.

1.4 L'indemnité forfaitaire de transport

Conformément aux articles D. 6153-58-1, D. 6153-72-1, D. 6153-90-1 et D. 6153-107 du Code de la santé publique, l'étudiant de deuxième cycle peut bénéficier d'une indemnité forfaitaire de transport lorsqu'il accomplit un stage en dehors de son CHU de rattachement (ou de sa structure de formation pour les étudiants en maïeutique), si le lieu de stage est situé à une distance de plus de 15 kilomètres de l'unité de formation et de recherche (UFR) (ou de sa structure de formation pour les étudiants en maïeutique), dans laquelle il est inscrit (lorsque le stage est organisé à temps plein, il doit également être situé à une distance de plus de 15 kilomètres de son domicile).

Cette indemnité est versée par le CHU de rattachement qui en sollicite le remboursement auprès de l'ARS, ou, pour les étudiants en maïeutique, par l'établissement de rattachement de leur structure de formation, lorsque l'étudiant en fait la demande et qu'il démontre en respecter les conditions d'attribution.

Son montant s'élève à 130 € brut par mois (arrêté du 11 mars 2014 fixant le montant de l'indemnité forfaitaire de transport pour les étudiants hospitaliers en médecine, odontologie et pharmacie accomplissant un stage en dehors de leur centre hospitalier universitaire de rattachement et arrêté du 7 octobre 2016 pour les étudiants en maïeutique).

Cette indemnité n'est cumulable avec aucun dispositif de prise en charge totale ou partielle de frais de transport directement versé à l'intéressé.

## 2. Le service sanitaire des étudiants en maïeutique, médecine, odontologie et pharmacie

Depuis la rentrée universitaire 2020-2021, l'indemnité forfaitaire de transport de l'action de service sanitaire est remplacée par un remboursement aux frais réels des dépenses engagées pour la réalisation de celle-ci. Ainsi, conformément aux articles D. 4071-6 du Code de la santé publique et 10 de l'arrêté du 12 juin 2018 modifié relatif au service sanitaire des étudiants en santé, les frais de transport des étudiants des formations de médecine, maïeutique, odontologie, pharmacie (MMOP), pour se rendre sur les lieux de réalisation de l'action de service sanitaire, sont pris en charge selon les modalités suivantes :

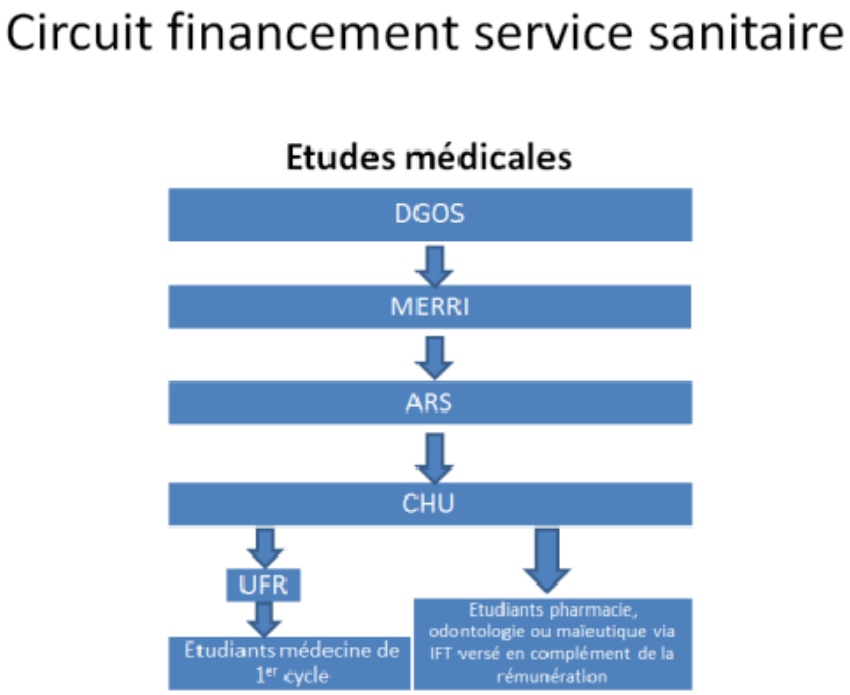
1° Le trajet pris en charge est celui entre le lieu de réalisation de l'action de service sanitaire et, en fonction du lieu indiqué sur le justificatif présenté par l'étudiant, soit l'unité de formation d'inscription de l'étudiant soit le domicile ;

2° Le trajet peut être effectué en transports en commun. Lorsque l'étudiant détient un titre d'abonnement de transport, le remboursement est assuré sur la base du montant de cet abonnement et au prorata de la durée du stage. Lorsque l'étudiant ne détient pas de titre d'abonnement de transport, le remboursement est assuré sur la base de la présentation des titres unitaires ;

3° Le trajet peut être effectué au moyen d'un véhicule personnel. Dans ce cas, les taux des indemnités kilométriques applicables sont ceux prévus à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État.

Le remboursement est effectué, sur justificatif. Le versement de l'indemnité de transport répond aux conditions d'attribution suivantes :

- pour les étudiants en médecine : les étudiants font leur demande d'indemnisation auprès de l'UFR de rattachement. Celui-ci transmet les éléments de comptabilisation et les pièces justificatives aux ARS qui compensent les indemnisations versées aux étudiants aux UFR par une délégation de crédits MERRI via le CHU territorialement compétent pour la gestion des étudiants ;
- pour les étudiants de pharmacie, maïeutique et odontologie : les étudiants font leur demande d'indemnisation auprès du CHU ou de l'organisme de rattachement. Celui-ci transmet les éléments de comptabilisation et les pièces justificatives aux ARS qui compensent alors les indemnisations versées aux étudiants en délégant les crédits MERRI correspondant.



## 3. La rémunération des étudiants de 3ème cycle

### *3.1 Le financement des stages hospitaliers*

Pour rappel, le financement de la rémunération des étudiants de troisième cycle réalisant un stage hospitalier dans un établissement de soins médicaux et de réadaptation (SMR) mono activité est pris en charge par une MIG spécifique dédiée au SMR depuis 2017 (cf. annexe 8). Le financement de ces stages est donc indépendant et n'est pas intégré à la MERRI relative au financement des études médicales.

#### *3.1.1 La compensation au forfait*

Les crédits délégués visent à compenser de manière forfaitaire les émoluments versés à chaque étudiant de 3ème cycle. Le montant du forfait varie en fonction de l'ancienneté de l'étudiant dans son cursus de formation et, donc, de sa participation à l'activité de soins. Il correspond à 16 000 €/an pour un interne de 1ère, 2ème ou 3ème année et à 8 000 €/an pour un interne de 4ème ou 5ème année ainsi que les docteurs junior (cf. coût de référence en B).

#### *3.1.2 L'indemnité de sujétion des étudiants de 1ère et 2ème années*

La dotation déléguée vise à compenser le surcoût lié à la revalorisation de l'indemnité de sujétion versée aux étudiants de 3ème cycle de 1ère et 2ème années (soit 64,18 € bruts par mois correspondant à la revalorisation de 371 € à 435,18 € bruts par mois) lors de leurs stages hospitaliers financés au forfait uniquement.

#### *3.1.3 Financement sur la base de coûts de référence*

Pour les stages à l'étranger et pour les stages hors de leur subdivision d'affectation pour les internes de médecine et de biologie médicale affectés à l'internat à compter de la rentrée universitaire 2017-2018, ou hors de leur inter région pour les internes d'odontologie et de pharmacie), la rémunération des internes est financée sur la base de coûts de référence fixés en fonction de l'avancée de l'interne dans son cursus (cf. coût de référence en B). Ces coûts de référence sont les mêmes quel que soit le CHU de rattachement de l'interne et quelle que soit la localisation géographique de son lieu de stage.

Le financement de la rémunération est systématiquement versé à l'ARS du CHU de rattachement de l'interne effectuant un stage hors subdivision ou hors inter région, y compris pour les stages effectués dans les DOM ou les COM. Il appartient aux établissements concernés (CHU de rattachement et établissement d'accueil) de déterminer par convention celui qui rémunère directement l'interne et les éventuels circuits de remboursement entre eux.

#### *3.1.4 Indemnité de majoration pour les stages effectués en Outre-mer*

Le décret n° 2023-242 du 31 mars 2023 prévoit le versement d'une indemnité au profit des étudiants de 3ème cycle qui effectuent un stage dans les départements et territoires d'Outre-mer. Elle s'élève à 40 % des émoluements pour tous les départements et territoire d'Outre-mer.

Cette mesure est entrée en vigueur depuis le 1er avril 2023.

#### *3.1.5 Les gardes*

Depuis le 1er juillet 2023, l'indemnité forfaitaire versée aux étudiants de 3ème cycle est de 156,23 € brut pour chaque garde assurée entre le lundi et le vendredi et de 171,24 € brut pour chaque garde assurée durant le week-end ou un jour férié. Le taux de charge qui s'applique est de 44 %.

Par ailleurs, ces indemnités font l'objet d'un financement par les crédits MERRI à hauteur de 25 % de leur montant chargé.

### ***3.2 Le financement des stages extrahospitaliers***

#### *3.2.1 La compensation de la rémunération des étudiants de 3ème cycle*

Pour tout stage effectué en extrahospitalier, la rémunération de l'étudiant de 3ème cycle est financée sur la base d'un coût de référence. Les coûts de référence sont fixés (cf. fiche en annexe) en fonction de l'année du cursus de formation de l'étudiant.

#### *3.2.2 Le financement de la prime de stage ambulatoire en soins primaires en autonomie supervisée (SASPAS)*

La prime de responsabilité versée aux étudiants de 3ème cycle en médecine générale pendant le SASPAS est de 125 € bruts par mois (hors charges). Un taux de charge de 44 % est appliqué.

#### *3.2.3 Le financement de l'indemnité forfaitaire de transport*

Conformément à l'article R. 6153-10 du Code de la santé publique, une indemnité forfaitaire de transport peut être versée aux étudiants de 3ème cycle qui en font la demande et respectent les conditions d'attribution, c'est-à-dire qui accomplissent un stage ambulatoire dont le lieu est situé à plus de 15 kilomètres de leur CHU de rattachement et de leur domicile. Cette indemnité n'est cumulable avec aucun dispositif de prise en charge totale ou partielle de frais de transport directement versé à l'intéressé.

Elle est de 130 € brut par mois (arrêté du 4 mars 2014 fixant le montant d'une indemnité forfaitaire de transport pour les étudiants de 3ème cycle qui accomplissent un stage ambulatoire). Un taux de charge de 44 % est appliqué.

#### *3.2.4 Le financement de l'indemnité forfaitaire d'hébergement*

Conformément à l'article R. 6153-10 du Code de la santé publique, une indemnité forfaitaire d'hébergement peut être versée aux étudiants de 3ème cycle qui en font la demande et respectent les conditions d'attribution, c'est-à-dire qui accomplissent un stage ambulatoire dans une zone sous-dense. Cette indemnité peut être attribuée aux internes qui ne bénéficient ni d'un hébergement ni d'une aide financière à ce titre, octroyés par une collectivité locale ou par un CHU ou qui ne disposent pas d'un hébergement à titre gratuit.

Elle est fixée à 300 € bruts par mois depuis le 1er novembre 2020 (arrêté du 3 juillet 2018 modifié par arrêté du 29 octobre 2020 fixant le montant d'une indemnité forfaitaire d'hébergement des étudiants du troisième cycle des études de médecine, d'odontologie et de pharmacie).

Un taux de charge de 44 % est appliqué.

### 3.2.5 Les docteurs juniors :

Dans le cadre de la réforme du troisième cycle des études médicales, le décret n° 2018-571 du 3 juillet 2018 portant dispositions applicables aux étudiants de troisième cycle des études de médecine, d'odontologie et de pharmacie a créé un statut de docteur junior, correspondant à la phase de consolidation du troisième cycle des études médicales, d'une durée d'un an ou deux ans. Le statut des docteurs juniors est entré en application depuis le 1er novembre 2020, à l'occasion de la prise de fonctions des premiers docteurs juniors pour l'année universitaire 2020-2021.

Les docteurs juniors percevront des émoluments de base (arrêté du 8 juillet 2022) et une prime d'autonomie supervisée dont les montants sont précisés par arrêté du 11 février 2020. La prime d'autonomie ne fait pas l'objet d'un financement via la MERRI études médicales.

### *3.3 Le financement des années de recherche*

La dotation des années de recherche en médecine, odontologie et pharmacie est calculée selon le principe d'un financement sur la base d'un coût de référence (cf. fiche en annexe).
Elle est proportionnée, pour la période allant du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024, pour le financement du nombre d'années de recherche prévues sur la période. Par ailleurs, des années de recherche sont financées au titre du plan « soins palliatifs ». Ce financement, qui ne relève pas de la MERRI études médicales, est précisé dans l'annexe relative aux mesures de santé publique.

## 4. Les indemnités des maîtres de stage

La compensation des indemnités des praticiens agréés maîtres de stage des universités étant effectuée via la MERRI, ces crédits doivent nécessairement transiter par les CHU de rattachement des internes ou des étudiants. Ces derniers procèdent au remboursement de ces indemnités aux UFR qui les ont versées aux maîtres de stage. Une convention doit donc être établie entre l'ARS, le CHU et l'université pour définir ces modalités de remboursement.

### *Le financement des honoraires pédagogiques*

Les praticiens agréés maîtres de stage des universités reçoivent 600 € bruts par mois de stage et par étudiant ou interne en stage auprès d'eux. Lorsque l'étudiant ou l'interne effectue son stage auprès de plusieurs praticiens, cette indemnité est partagée au prorata entre les praticiens concernés.

Sont considérés comme praticiens agréés-maîtres de stage des universités, les médecins exerçant en cabinet libéral, en centre de santé, en maison de santé ou au sein d'un centre médical du Service de santé des armées et agréés conformément aux dispositions prévus par la réglementation.

Dans le cas particulier de stages effectués en dehors de la subdivision ou inter région d'affectation de l'interne, les crédits nécessaires au financement des honoraires pédagogiques destinés aux praticiens agréés maîtres de stage sont versés à l'ARS qui a agréé le praticien-maître de stage. Les praticiens agréés maîtres de stage des universités reçoivent 600 € bruts par mois de stage et par étudiant ou interne en stage auprès d'eux. Lorsque l'étudiant ou l'interne effectue son stage auprès de plusieurs praticiens, cette indemnité est partagée au prorata entre les praticiens concernés.

Sont considérés comme praticiens agréés-maîtres de stage des universités, les médecins exerçant en cabinet libéral, en centre de santé, en maison de santé ou au sein d'un centre médical du service de santé des armées et agréés conformément aux dispositions prévus par la réglementation.

Dans le cas particulier de stages effectués en dehors de la subdivision ou inter région d'affectation de l'interne, les crédits nécessaires au financement des honoraires pédagogiques destinés aux praticiens agréés maîtres de stage sont versés à l'ARS qui a agréé le praticien-maître de stage.

**Coût de référence pris en compte pour le financement de la formation médicale dans la MERRI (part variable) 2024**

**Rémunération moyenne annuelle des étudiants de 2ème cycle et 3ème cycle :**

Les coûts de référence permettant de calculer la dotation MERRI pour les stages compensés à 100 % sont établis sur la base des annexes IX, X et XI de l'arrêté du 29 juin 2023 relatif aux émoluments, rémunérations ou indemnités des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques exerçant leurs fonctions dans les établissements publics de santé.

Les coûts de référence sont établis par année de cursus et intègrent l'indemnité de sujétion (montant total revalorisé) pour les internes de 1ère et 2ème année, la prime de responsabilité pour les étudiants de 3ème cycle en médecine de 4ème et 5ème année et la prime d'autonomie pour les docteurs juniors. Un taux de charges employeur de 44 % de la rémunération annuelle brute est appliqué.

Les rémunérations des étudiants de 3ème cycle en stages hospitaliers hors de leur subdivision d'affectation pour les étudiants de 3ème cycle de médecine et de biologie médicale affectés à l'internat à compter de la rentrée universitaire 2017-2018, ou hors de leur inter région pour les étudiants de 3èmecycle d'odontologie et de pharmacie, et les stages à l'étranger sont compensés à 100 % du coût de référence associé au niveau d'étude de l'étudiant de 3ème cycle.

Les rémunérations des étudiants de 3ème cycle en stages extrahospitaliers en médecine, pharmacie ou odontologie prévus par les maquettes de formation sont également compensées à 100 % du coût de référence associé au niveau d'étude de l'étudiant de 3ème cycle.

*Tableau des coûts de référence des étudiants en médecine, odontologie, pharmacie et maïeutique :*

Pour les étudiants en médecine, le coût de référence intègre la rémunération de 8,33 gardes par an.

| Année du cursus du 2ème cycle | Coût total annuel charges employeur 44 % incluses | Coût total mensuel charges employeur 44 % incluses |
|---|---|---|
| DFASM1 | **5 383 €** | **449 €** |
| DFASM2 | **6 462 €** | **539 €** |
| DFASM3 | **7 733 €** | **644 €** |
| DFASO1 | **4 720 €** | **393 €** |
| DFASO2 | **5 809 €** | **484 €** |
| TCCEO | **7 080 €** | **590 €** |
| DFASP2 | **5 809 €** | **484 €** |
| M1 maïeutique | **4 720 €** | **393 €** |
| M2 maïeutique | **5 809 €** | **484 €** |

*Tableau des coûts de référence des internes en médecine, en pharmacie et odontologie :*

| Année du cursus d'internat | Coût total annuel charges employeur à 44 % incluses | Forfaits de compensation MERRI annuels |
|---|---|---|
| Année 1 | 35 465,05 € | |
| Année 2 | 38 455,78 € | 16 000 € |
| Année 3 | 40 907,95 € | |
| Année 4 | 44 041,62 € | 8 000 € |
| Année 5 | 47 119,90 € | |
| Docteur junior (1) | 48 233,51 € | 8 000 € |
| Docteur junior (1) | 49 673,51 € | |

*Année de recherche en médecine, pharmacie et odontologie :*

Le coût de référence de la rémunération d'un étudiant de 3ème cycle bénéficiant d'une année recherche est estimé à 39 738,25 € bruts annuels chargés. La compensation financière est de 100 %. Pour rappel, le montant brut annuel de la rémunération des internes effectuant une année de recherche est fixé à 27 596,01 € indépendamment de l'année du cursus de l'interne (arrêté du 6 juillet 2023).

# Annexe V.
# Nomenclature des missions d'intérêt général (MIG)

LISTE DES STRUCTURES, DES PROGRAMMES, DES ACTIONS, DES ACTES ET DES PRODUITS FINANCÉS AU TITRE DES MISSIONS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL MENTIONNÉS AUX ARTICLES D. 162-6 ET D. 162-7 DU CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) |
|---|---|---|

Peuvent être pris en charge au titre des missions relevant du champ de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique et mentionnés au 1° de l'article D. 162-6 du Code de la sécurité sociale, les structures, programmes, actions, actes et produits suivants :

| | | |
|---|---|---|
| B02 | Dotation socle de financement des activités de recherche, d'enseignement et d'innovation | 2008 |
| C03 | Le financement des activités de recours exceptionnel | 2008 |

| D | Au titre de la recherche médicale et de l'innovation |
|---|---|

| | | |
|---|---|---|
| D04 | Préparation, conservation et mise à disposition des ressources biologiques | 2011 |
| D05 | Les projets de recherche entrant dans le programme hospitalier de recherche clinique national (PHRCN) | 2012 |
| D06 | Les projets de recherche entrant dans le programme hospitalier de recherche clinique en cancérologie (PHRCK) | 2012 |
| D07 | Les projets de recherche entrant dans le programme hospitalier de recherche clinique interrégional (PHRCI) | 2012 |
| D08 | Les projets de recherche entrant dans le programme de recherche translationnelle (PRT) | 2012 |
| D09 | Les projets de recherche entrant dans le programme de recherche translationnelle en santé (PRTS) | 2013 |
| D10 | Les projets de recherche entrant dans le programme de recherche translationnelle en cancérologie (PRTK) | 2012 |
| D11 | Les projets de recherche entrant dans le programme de recherche sur la performance du système de soins (PREPS) | 2012 |
| D12 | Les projets de recherche entrant dans le programme hospitalier de recherche infirmière et paramédicale (PHRIP) | 2012 |
| D19 | L'effort d'expertise des établissements de santé | 2012 |
| D20 | Le soutien exceptionnel à la recherche clinique et à l'innovation | 2011 |
| D21 | Les projets de recherche entrant dans le programme de recherche médico-économique (PRME) et dans le programme de soutien aux techniques innovantes coûteuses (PSTIC) | 2022 |
| D22 | Les projets de recherche entrant dans le programme de recherche médico-économique en cancérologie (PRMEK) et dans le programme de soutien aux techniques innovantes coûteuses en cancérologie (PSTICK) | 2022 |
| D23 | Organisation, surveillance et coordination de la recherche | 2016 |
| D24 | Conception des protocoles, gestion et analyse de données | 2016 |

| | | |
|---|---|---|
| D25 | Investigation | 2016 |
| D26 | Coordination territoriale | 2016 |
| D27 | Qualité et performance de la recherche impliquant la personne humaine à finalité commerciale | 2016 |
| D28 | Les projets de recherche clinique hospitaliers dédiés aux maladies infectieuses émergentes et réémergentes (ReCH-MIE) | 2022 |

| | |
|---|---|
| **E** | **Au titre des missions d'enseignement et de formation des personnels médicaux et paramédicaux** |

| | | |
|---|---|---|
| E01 | Les stages de formation en physique médicale | 2005 |
| E02 | Le financement des études médicales | 2011 |

| | |
|---|---|
| **F** | **Au titre des missions de recherche, d'enseignement, de référence, de formation, d'expertise, de coordination et d'évaluation des soins relatifs à certaines pathologies ainsi que des activités hautement spécialisées** |

| | | |
|---|---|---|
| F01 | Les centres mémoire de ressources et de recherche | 2005 |
| F03 | Les centres référents pour les troubles spécifiques d'apprentissage du langage | 2005 |
| F04 | Les centres de référence maladies rares labellisés (hors centres inclus dans les MIG F05, F06, F07) | 2005 |
| F05 | Les centres labellisés Maladies hémorragiques constitutionnelles | 2005 |
| F06 | Les centres labellisés Mucoviscidose | 2005 |
| F07 | Les centres labellisés sclérose latérale amyotrophique (SLA) et autres maladies du neurone moteur | 2005 |
| F08 | La mortalité périnatale | 2005 |
| F09 | Les centres d'implantation cochléaire et du tronc cérébral | 2012 |
| F10 | Les centres régionaux de pathologies professionnelles et environnementales (CRPPE) | 2005 |
| F11 | Les services experts de lutte contre les hépatites virales | 2006 |
| F12 | Les centres pluridisciplinaires de diagnostic prénatal (CPDPN) | 2007 |
| F13 | Les centres de diagnostic préimplantatoire (CDPI) | 2010 |
| F15 | Les centres de référence pour infections ostéo-articulaires (CIOA) | 2008 |
| F16 | Les réseaux nationaux de référence pour les cancers rares de l'adulte | 2015 |
| F17 | Les filières de santé pour les maladies rares | 2015 |
| F18 | Les centres de ressources et de recherche sur la sclérose en plaques (C2RSep) | 2016 |
| F19 | Le Centre national de référence en hémobiologie périnatale | 2017 |
| F20 | Le Centre national de coordination du dépistage néonatal (CNCDN) | 2018 |
| F21 | Les plateformes maladies rares | 2018 |
| F22 | Les bases de données sur les maladies rares | 2018 |
| F23 | L'appui à l'expertise maladies rares | 2019 |

| G | Au titre des activités de soins réalisées à des fins expérimentales ou de la dispense des soins non couverts par les nomenclatures ou les tarifs |
|---|---|

| | | |
|---|---|---|
| G03 | Les actes de biologie et d'anatomopathologie non inscrits aux nomenclatures, à l'exception de ceux faisant l'objet d'autres financements hospitaliers | 2005 |
| G05 | Activité des unités de thérapie cellulaire (UTC) | 2023 |

Peuvent être pris en charge au titre des missions mentionnées au 2° de l'article D. 162-6, les structures, programmes et actions suivants :

| H | Au titre des missions de vigilance, de veille épidémiologique, d'évaluation des pratiques et d'expertise |
|---|---|

| | | |
|---|---|---|
| H04 | Les centres régionaux de pharmacovigilance (CRPV) et les centres d'évaluation et d'information sur la pharmacodépendance et d'addictovigilance (CEIP-A) mentionnés aux articles R. 5121-158 et R. 5132-104 du Code de la santé publique | 2008 |
| H05 | Les coordonnateurs régionaux d'hémovigilance et de sécurité transfusionnelle mentionnés aux articles R. 1221-32 et R. 1221-33 du Code de la santé publique | 2005 |
| H06 | Les centres antipoison mentionnés à l'article L. 6141-4 du Code de la santé publique | 2005 |
| H07 | Les registres épidémiologiques | 2005 |
| H08 | Le Centre national de ressources de la douleur | 2006 |
| H09 | Le Centre national des soins palliatifs et de la fin de vie | 2006 |
| H11 | Les centres de coordination des soins en cancérologie (3C) | 2011 |
| H13 | Le Centre national pour malades jeunes, Alzheimer et apparentées (CNR-MAJ) | 2017 |
| H14 | Le Centre expert national sur les médicaments et autres agents tératogènes et/ou foetotoxiques | 2017 |
| H15 | Le Centre national de ressources et de résilience (CNRR) | 2019 |
| H16 | La lutte contre les maladies vectorielles à tiques, dont la maladie de Lyme (MVT) | 2019 |

| I | Au titre des missions de formation, de soutien, de coordination et d'évaluation des besoins du patient |
|---|---|

| | | |
|---|---|---|
| I04 | Les équipes de cancérologie pédiatrique | 2005 |

| J | Missions de collecte, conservation et distribution des produits d'origine humaine |
|---|---|

| | | |
|---|---|---|
| J01 | Les lactariums mentionnés à l'article L. 2323-1 du Code de la santé publique | 2005 |
| J02 | Les surcoûts cliniques et biologiques de l'assistance médicale à la procréation, du don d'ovocytes et de spermatozoïdes, de l'accueil d'embryon et de la préservation de la fertilité | 2012 |
| J03 | Les prélèvements de tissus lors de prélèvement multi-organes et à cœur arrêté | 2007 |
| J04 | Les prélèvements et stockage de sang placentaire | 2015 |

| K | Au titre des dispositifs ayant pour objet de faciliter le maintien des soins de proximité et l'accès à ceux-ci |
|---|---|

| | | |
|---|---|---|
| K02 | La mise à disposition, par l'établissement de santé, de moyens au bénéfice des centres de préventions et de soins et des maisons médicales mentionnées à l'article L. 162-3 du Code de la sécurité sociale | 2005 |
| K03 | Les unités d'accueil et de soins des patients sourds en langue des signes | 2007 |

| N | Au titre de la mission de conseil aux équipes hospitalières en matière d'éthique, de bioéthique et de protection des personnes |
|---|---|

| | | |
|---|---|---|
| N01 | Les espaces de réflexion éthique régionaux ou interrégionaux (ERERI) | 2005 |

| O | Au titre des missions de veille sanitaire, de prévention et de gestion des risques sanitaires liés à des circonstances exceptionnelles |
|---|---|

| | | |
|---|---|---|
| O01 | Les actions de prévention et gestion des risques liés à des circonstances exceptionnelles | 2012 |
| O02 | La mise en œuvre des missions des établissements de santé de référence mentionnés à l'article R. 3131-7 du Code de la santé publique | 2012 |
| O03 | L'acquisition et la maintenance des moyens des établissements de santé pour la gestion des risques liés à des circonstances exceptionnelles | 2012 |

| P | Au titre de l'intervention des équipes pluridisciplinaires pour la prise en charge de certaines pathologies |
|---|---|

| | | |
|---|---|---|
| P02 | Les consultations hospitalières d'addictologie | 2005 |
| P04 | Les structures d'étude et de traitement de la douleur chronique | 2005 |
| P05 | Les consultations hospitalières de génétique | 2005 |
| P10 | Les centres experts de la maladie de Parkinson | 2013 |
| P12 | Primoprescription de chimiothérapies orales | 2016 |
| P13 | Les dispositifs dédiés à la prise en charge des femmes victimes de violences | 2021 |

| Q | Au titre de l'aide médicale urgente |
|---|---|

| | | |
|---|---|---|
| Q01 | Les services d'aide médicale urgente (SAMU) pour les missions mentionnées aux articles R. 6311-2 et R. 6311-3 du Code de la santé publique | 2005 |
| Q03 | Les centres nationaux d'appels d'urgence spécifiques : centre de consultations médicales maritimes mentionné à l'arrêté du 10 mai 1995 relatif à la qualification du Centre de consultations médicales maritimes de Toulouse comme Centre de consultations et d'assistance télé-médicale maritimes dans le cadre de l'aide médicale en mer et Centre national de relais mentionné à l'arrêté du 1er février 2010 désignant le CHU de Grenoble dans sa mise en œuvre du Centre de réception des appels d'urgence passés par les personnes non ou malentendantes | 2012 |
| Q04 | Obésité | 2012 |
| Q05 | Les cellules d'urgence médico-psychologiques (CUMP) | 2014 |
| Q07 | Les évacuations sanitaires pour les patients des territoires ultramarins et de Corse (EVASAN) | 2021 |

Peuvent être prises en charge au titre des missions mentionnées au 3° de l'article D. 162-6 du Code de la sécurité sociale, les actions suivantes :

| R | Au titre de la participation à la définition et à la mise en œuvre des politiques publiques |
|---|---|

| | | |
|---|---|---|
| R02 | La rémunération, les charges sociales, frais professionnels et avantages en nature des agents mis à disposition auprès des services de l'État chargés de la définition et de la mise en œuvre de la politique hospitalière ou de la gestion des crises sanitaires | 2005 |
| R03 | La coordination des instances nationales de représentations des directeurs d'établissements hospitaliers et des présidents de commission médicale d'établissements et de conférences médicales mentionnées aux articles L. 6144-1, L. 6161-2 et L. 6161-8 du Code de la santé publique | 2005 |
| R04 | La rémunération, les charges sociales des personnels mis à disposition auprès des organisations syndicales nationales représentatives des personnels des établissements de santé mentionnés aux a, b et c de l'article L. 162-22-6 du Code de la sécurité sociale | 2005 |
| R05 | La coopération hospitalière internationale | 2005 |
| R06 | La participation à la rémunération des agents bénéficiant des dispositions du décret n° 97-215 du 10 mars 1997 | 2012 |

Peuvent être prises en charge au titre des missions mentionnées au 1° à 3° de l'article D. 162-7 du Code de la sécurité sociale, les structures suivantes :

| T | Au titre des activités de soins dispensés à des populations spécifiques |
|---|---|

| | | |
|---|---|---|
| T02 | Les unités hospitalières sécurisées interrégionales (UHSI) | 2005 |
| T03 | Les unités sanitaires en milieu pénitentiaire (USMP ; ex UCSA) | 2005 |
| T04 | Les chambres sécurisées pour personnes détenues | 2005 |
| T05 | Engagement maternité - volet hébergement | 2022 |

Peuvent être prises en charge au titre des missions mentionnées au 4° de l'article D.162-7 du code de la sécurité sociale :

| U | Au titre de la prise en charge des patients en situation de précarité | |
|---|---|---|
| U03 | Les dépenses spécifiques liées à la prise en charge odontologique des patients atteints de pathologies compliquant cette prise en charge dans les centres de soins, d'enseignement et de recherche dentaires | 2011 |

LISTE DES MISSIONS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL FINANCÉES AU TITRE DES ENGAGEMENTS MENTIONNÉS À L'ARTICLE L. 162-23-8 DU CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) |
|---|---|---|

Peuvent être pris en charge au titre des missions relevant des soins médicaux et de réadaptation et mentionnées à l'article L.162-23-8 du Code de la sécurité sociale :

| | | |
|---|---|---|
| V01 | Accompagnement à la scolarisation des enfants hospitalisés en soins de suite et de réadaptation | 2016 |
| V02 | Réinsertion professionnelle en soins de suite et de réadaptation | 2016 |
| V04 | La rémunération des internes en stage hospitalier | 2016 |
| V05 | L'effort d'expertise des établissements | 2016 |
| V06 | Les projets de recherche entrant dans le programme hospitalier de recherche clinique (PHRC) | 2016 |
| V07 | Les projets de recherche entrant dans le programme de recherche sur la performance du système de soins (PREPS) | 2016 |
| V08 | Les projets de recherche entrant dans le programme hospitalier de recherche infirmière et paramédicale (PHRIP) | 2016 |
| V09 | Les projets de recherche entrant dans le programme de recherche médico-économique (PRME) | 2016 |
| V10 | Hyperspécialisation | 2017 |
| V11 | La rémunération, les charges sociales des personnels mis à disposition auprès des organisations syndicales nationales représentatives des personnels des établissements SMR | 2017 |
| V12 | Équipes mobiles en SMR | 2017 |
| V13 | Unités cognitivo-comportementales (UCC) | 2017 |
| V16 | Activités d'expertise en SMR | 2023 |

Peuvent être pris en charge au titre du *b* du 3° du E du III de l'article 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, les actions et structures suivantes :

| | | |
|---|---|---|
| V13 | Unités cognitivo-comportementales | 2017 |
| V14 | Plateaux techniques spécialisés (PTS) | 2017 |
| V15 | Ateliers d'appareillage | 2017 |

# Annexe VI.
# Innovation, recherche et référence

## 1. Dotation socle de financement des activités de recherche, d'enseignement et d'innovation

La dotation socle de financement des activités de recherche, d'enseignement et d'innovation (MIG B02), d'un montant de près de **1,98 Md€** en 2024, est issue de la part modulable des missions d'enseignement, de recherche, de référence et d'innovation (MERRI). Cette dotation intègre les revalorisations au titre des mesures Guérini et est répartie entre les établissements de santé pour compenser le temps consacré par leurs personnels à la recherche plutôt qu'au soin (logique compensatoire à la perte d'activité).

Depuis 2021, la dotation socle est scindée en trois enveloppes distinctes : « publications », « recherches-inclusions » et « enseignement ». Cette séparation des enveloppes permet de les faire évoluer de manière indépendante tant du point de vue :

- des conditions d'éligibilité (critère pour qu'un établissement de santé donné puisse prétendre à une enveloppe donnée) ;
- que des indicateurs pris en compte pour calibrer les financements associés à l'activité des établissements de santé (calcul des dotations versées par établissement fonction des scores d'activité obtenus par enveloppe).

La répartition des crédits de la dotation socle se fait sur la base d'indicateurs fondés sur :

- les publications scientifiques : nombre et qualité des articles produits ;
- les essais cliniques : nombre de patients inclus et niveau de risque de l'essai ;
- l'enseignement : nombre d'étudiants en médecine, pharmacie, et odontologie encadrés.

En 2024, le seuil d'accès à l'enveloppe publications a été relevé (200 publications sur 4 ans contre 175 en 2023), et le mode de calcul du score activité de l'enveloppe recherches-inclusion a été simplifié.

En 2024, Les crédits entre les 3 enveloppes de la dotation socle sont répartis de la manière suivante :

- 62 % pour l'enveloppe « publications » ;
- 15 % pour l'enveloppe « recherches-inclusions » ;
- 23 % pour l'enveloppe « enseignement ».

Cette année, la dotation socle est abondée de la tranche 2024 de la mesure 16 du Ségur de la santé de **50 M€** qui sera allouée en C2 voire en C3 2024, conformément au courrier ministre du 23/10/2023.

## 2. Missions d'appui à la recherche et à l'innovation

Dans le cadre de cette première circulaire budgétaire, deux missions seront financées :

### 2-1 Préparation, conservation et mise à disposition des ressources biologiques (MIG JPE D04)

La mission « **Préparation, conservation et mise à disposition des ressources biologiques » (D04**) est exercée par les centres de ressources biologiques certifiés selon la norme NFS 96-900 ou ISO 20387, qui développent une activité recherche et peuvent inclure des tumorothèques. L'obtention du certificat est une condition nécessaire au financement.

La dotation est allouée à 56 établissements de santé ou groupements de coopération sanitaire (GCS) à hauteur de **31 M€**. Les allocations sont calculées sur la base d'un modèle combinant l'attribution d'une part fixe (**0,15 M€**), destinée à financer les charges directes et indirectes de la structure, et d'une part variable, fonction de cinq indicateurs d'activité (requalification, préparation, stockage, mise à disposition et conservation).

### 2-2 Coordination territoriale (MIG JPE D26)

La mission « **Coordination territoriale** » (D26) est assurée par les groupements interrégionaux de recherche clinique et d'innovation (GIRCI) qui pilotent notamment les équipes mobiles de recherche clinique en cancérologie (EMRC), organisent la sélection des projets de recherche dans le cadre du PHRC-I (programme hospitalier de recherche clinique) et sont en charge de l'appel à projet recherche en soins primaires interrégional (ReSP-Ir).

Comme l'année dernière, les allocations sont calculées sur la base d'un modèle qui combine l'attribution d'une part fixe, qui correspond au montant délégué en 2023 (sur la base du nombre de directions de la recherche clinique et de l'innovation [DRCI] par interrégion), à laquelle une part variable est ajoutée et qui correspond à 11 % du montant total de la part de la MIG relative aux groupements interrégionaux de recherche clinique et d'innovation (GIRCI). La part variable est déléguée à chaque GIRCI selon un indicateur relatif au nombre de projets déposés rapporté au bassin populationnel des chercheurs dans chaque interrégion actualisé chaque année sur la base d'indicateurs produits par la cellule opérationnelle de Lille.

Le financement est alloué aux 7 établissements de santé ou GCS sièges de GIRCI à hauteur de **16,5 M€** et couvre les territoires suivants :

- Auvergne-Rhône-Alpes,
- Est (Bourgogne-Franche-Comté),
- Grand Ouest (Centre-Val de Loire, Pays de la Loire et Bretagne),
- Île-de-France,
- Nord-Ouest (Hauts-de-France et Normandie),
- Méditerranée (Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Corse),
- Sud-ouest Outre-mer (Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion et Mayotte).

## 3. Financement de l'innovation

### - Actes Hors Nomenclatures (MIG G03 JPE)

La dotation totale au titre de la MERRI relative aux actes hors nomenclatures (HN) de biologie médicale et d'anatomocytopathologie (G03) s'élève cette année à **521,5 M€**.

Dans le cadre de cette circulaire, **259,6 M€** de la dotation sont délégués au titre de la MERRI relative aux actes HN, sur le fondement des déclarations d'activité 2022 et à titre d'avance dans l'attente de la consolidation des déclarations d'activité 2023. Le complément de cette dotation sera versé ultérieurement sur la base des remontées d'activité 2023.

### - Activité Unités de Thérapie Cellulaire (UTC) - MIG G05 (JPE)

La MIG finance les 9 activités décrites comme suit :

- Congélation d'un greffon ;
- Désérythrocytation ;
- Réduction de volume, déplasmatisation, déplaquettisation ;
- Sélection (incl. Réactifs) ;
- Décongélation ;
- Distribution et cession de produit frais sans manipulation ;
- Distribution et cession de produit congelé sans manipulation ;
- Photochimiothérapie extracorporelle dissociée ;
- Cryconservation / stockage annuel en azote.

La MIG a vocation à financer l'activité des unités de thérapie cellulaire des établissements de santé disposant d'UTC autorisées. La production de préparations de thérapie cellulaire (PTC) pour un établissement tiers peut être facturée par ailleurs ; dans ce cas elle ne doit pas être comptabilisée dans l'activité rémunérée via la MIG G05.

La MIG est déléguée par voie de circulaire budgétaire aux agences régionales de santé (ARS). Le versement sera opéré en circulaire budgétaire de l'année N pour couvrir l'activité déclarée de l'année N-1.

Il est ainsi alloué une dotation de **18,5 M€** en première circulaire 2024.

## 4. Soutien exceptionnel à la recherche et à l'innovation (SERI) MIG JPE D20

Au titre du soutien exceptionnel, la dotation de **0,3 M€** déléguée en cette première circulaire se décompose ainsi :

- **0,15 M€** au GCS hôpitaux universitaires Grand Ouest au titre du soutien exceptionnel à la recherche et à l'innovation ;
- **0,15 M€** au GCS Sud-Ouest Outre-Mer au titre de l'intégration du CH de Cayenne au GIRCI Sud-Ouest Outre-mer ;

## 5. Institut national de la transfusion sanguine

Une dotation de **2,8 M€** d'aide à la contractualisation (AC) non reconductible est déléguée via cette circulaire au titre du transfert de certaines activités de l'Institut national de la transfusion sanguine (INTS).

## 6. Plan « France Médecine Génomique »

Une dotation de **32 M€** d'aide à la contractualisation (AC) non reconductible est déléguée au GCS SeqOIA (**17 M€**) et au GCS AURAGEN (**15 M€**) au titre de leurs charges de fonctionnement.

# Annexe VII.
# Investissements hospitaliers

Cette annexe a pour objet de vous présenter les délégations allouées au titre de l'investissement des établissements de santé.

## 1. Gestion des crédits relatifs aux anciens plans d'investissement nationaux

La présente circulaire procède au débasage des crédits reconductibles délégués dans le cadre des grands plans d'investissement nationaux initiés en 2003 (Hôpital 2007, Hôpital 2012, PRISM, UMD/UHSA) et échus à partir de 2023. Ce débasage s'inscrit dans la continuité du débasage opéré par la *circulaire n° DGOS/R1/2023/70 du 6 juin 2023 relative à la première campagne tarifaire et budgétaire 2023 des établissements de santé*. Conformément aux règles de délégation de ces crédits, qui prévoyaient des mises en base sur une durée de 20 ans, les financements alloués aux ARS en 2004 font ainsi l'objet d'un débasage dans le cadre de cette circulaire pour un montant total de **- 83,5 M€** en reconductible.

Le montant débasé pour chaque région est issu de la circulaire suivante : *circulaire n° DHOS/F2/F3/2004/419 du 6 septembre 2004 relative au financement en 2004 du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »*.

Le montant total à débaser par ARS est ainsi établi de la même manière pour chaque région au regard de la circulaire nationale de délégation. Néanmoins, ces montants ont été ajustés afin d'appliquer un taux de conversion MIGAC (missions d'intérêt général et d'aides à la contractualisation), tel que prévu par la *circulaire n° DHOS/F/O/DSS/1A/2005/119 du 1er mars 2005 relative à la campagne tarifaire 2005 des établissements de santé antérieurement financés par dotation globale.*

Les recensements par établissement établis à date par chaque ARS sont eux utilisés pour la répartition du débasage entre vecteurs. Celle-ci est établie comme suit :

- Champ SMR (AC), champ psychiatrie (compartiment accompagnement à la transformation) : les montants débasés sont issus des recensements régionaux transmis par les ARS entre 2022 et 2023 ;
- AC MCO : cela correspond aux montants totaux à débaser pour la région tels que retracés dans la circulaire (cf. supra), dont sont déduits les montants débasés sur les champs PSY et SSR.

La totalité de ces crédits est réallouée aux ARS de manière **non reconductible** par cette même circulaire, au titre de la tranche 2023 et de la tranche 2024, soit un total de **151,3 M€** selon la même ventilation par ARS que celle des crédits débasés et sur les mêmes vecteurs.

Des travaux seront engagés avec les ARS de manière à préciser, d'ici l'automne, la doctrine d'emploi de ces crédits pour les campagnes à venir.

## 2. Cybersécurité et plan d'accompagnement OSE (AC NR)

La DGOS soutient la mise en œuvre de plans d'actions et de remédiation auprès des établissements de santé désignés opérateur de services essentiels (OSE).

La présente circulaire alloue ainsi **0,2 M€** en AC non reconductible au titre de la régularisation des délégations de l'année dernière pour deux établissements OSE éligibles de la région Bourgogne-Franche-Comté.

## 3. Performance des SI de gestion – Plateforme SI Achats SEMAPHORE (AC NR)

Le programme PHARE accompagne les établissements à la mise en œuvre des fonctionnalités du SI Achat.

Pour appuyer la mise en œuvre de l'outillage Achats des établissements de santé (EBNL et EPS) en synergie avec les obligations réglementaires de dématérialisation, un accompagnement financier national est versé en crédits AC pour accompagner à la dématérialisation totale des documents de la chaîne comptable et financière dans les établissements santé selon les modalités précisées dans l'instruction interministérielle n° DGOS/PF5/DGFIP/CL1A/CL2C/2017/343 du 18 décembre 2017 relative aux modalités de déploiement de la dématérialisation des documents de la chaîne comptable et financière des établissements publics de santé.

À ce titre, un montant de **1,2 M€** est attribué aux GHT/ARS/Groupements d'achats régionaux engagés dans ce projet, pour le déploiement de la solution SEMAPHORE retenue régionalement.

Cet accompagnement financier permettra l'accompagnement au déploiement de fonctionnalités du SI Achats nécessaire aux établissements de santé afin de répondre avec efficience à l'obligation réglementaire indiquée dans l'instruction et de contribuer à la performance de la fonction achats des territoires.

## 4. SIMPHONIE (AC NR)

Au titre du programme SIMPHONIE (FIDES, ROC, CDRi, Diapason...), des crédits à hauteur de **3 M€** sont alloués via la présente circulaire.

Pour appuyer les établissements de santé (EBNL et EPS) ayant une activité MCO, un accompagnement financier national est versé en crédits AC non reconductibles comme précisé dans l'instruction n°DGOS/PF/2018/146 du 14 juin 2018 relative à l'accompagnement des établissements de santé pour la mise en œuvre du programme SIMPHONIE (simplification du parcours administratif hospitalier par la numérisation des informations échangées).

## 5. SI VIGILANS (AC NR)

Des crédits à hauteur de **0,1 M€** sont délégués en AC non reconductible à destination des centres Vigilans des régions Bretagne, Grand Est, Île-de-France, Normandie, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur en vue d'accompagner le recrutement ou la mise à disposition de personnel afin de réaliser la reprise de données entre l'ancien système Vigilans et le nouveau système d'information.

## 6. Le répertoire opérationnel des ressource (ROR) – (AC NR)

Le programme ROR comprend d'une part, l'élaboration d'un cadre national de fonctionnement et d'une doctrine d'urbanisation et d'autre part, une mise en œuvre opérationnelle par les ARS. Chaque ARS est responsable de la mise en œuvre d'un ROR régional, conforme à la doctrine d'urbanisation et interopérable avec les autres régions ; elle assure le pilotage du peuplement du ROR régional selon les modalités choisies et peut confier au groupement régional d'appui au développement de la e-Santé (GRADeS) l'administration et l'exploitation de la solution.

Il est délégué un montant total de **1,2 M€** de crédits non reconductibles en première circulaire pour appuyer la mise en œuvre régionale du programme ROR.

## 7. E-parcours (AC NR)

Des crédits à hauteur de **3,1 M€** sont délégués en AC non reconductible en première circulaire pour accompagner le déploiement de projets d'interopérabilité (flux identité / mouvement entre les établissements et les outils de coordination et standardisation et mise en œuvre d'appels contextuels depuis les logiciels de cabinet en ville pour accéder aux outils de coordination) avec les GRADeS.

## 8. Entrepôts de données de santé (AC NR)

La DGOS soutient l'accompagnement à la mise en œuvre et au renforcement d'entrepôts de données de santé hospitaliers avec des financements relevant de l'aide à la contractualisation. Ces financements sont octroyés aux établissements lauréats de l'appel à projet « Accompagnement et soutien à la constitution d'entrepôts de données de santé (EDS) hospitaliers », lancé dans le cadre de la Stratégie « Accélération santé numérique ».

La présente circulaire alloue ainsi **7,5 M€** en AC non reconductible, aux établissements ayant fait l'objet d'une sélection dans cet appel à projets.

# Annexe VIII.
# Mesures spécifiques à la psychiatrie et aux soins médicaux et de réadaptation

Cette annexe a pour objet de vous présenter les mesures spécifiques en faveur des activités de psychiatrie et de soins médicaux et de réadaptation (SMR).

## Les crédits alloués aux activités de psychiatrie

En 2024, après concertation des fédérations d'établissement nationales les parts respectives de la dotation populationnelle et de la dotation file active ont été fixées :

- À 85 % dotation populationnelle / 15 % dotation file active pour les établissements mentionnés aux a, b et c de l'article L. 162-22-6 du Code de la sécurité sociale ;
- À 15 % dotation populationnelle / 85 % dotation file active pour les établissements mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du Code de la sécurité sociale.

### I. Dotation Populationnelle (R)

L'ensemble des mesures décrites ci-dessous ont été intégrées aux dotations populationnelles régionales voire également au sein du compartiment dotation file active.

- **Accompagnement de la réforme du cadre juridique des mesures d'isolement et de contention en soins sans consentement**

L'article 17 de la loi n° 2022-46 du 22 janvier 2022 renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le Code de la santé publique a mis en place un dispositif de contrôle systématique des mesures d'isolement et de contention par le juge des libertés et de la détention (JLD), en cas de renouvellement de ces mesures au-delà de certains seuils.

Un plan d'accompagnement à destination des établissements de santé concernés est prévu dans ce cadre. S'inscrivant dans une politique de réduction des pratiques d'isolement et de contention, il vise à aider les équipes à mettre en place une organisation adaptée aux nouvelles exigences législatives et réglementaires. Ce plan est décrit dans l'instruction relative au cadre juridique des mesures d'isolement et de contention en psychiatrie et à la politique de réduction du recours aux pratiques d'isolement et de contention.

Le plan d'accompagnement a été doté de **15 M€** de crédits pérennes en 2022 afin d'aider les établissements à procéder à des recrutements en soutien à cette organisation, à financer des binômes médecin/ infirmier « référents isolement/contention » et des actions de formation. **5 M€ supplémentaires** de crédits pérennes sont délégués en **2024** dans le même objectif.

Ces crédits sont alloués aux régions sur la base de critères populationnels. Une marge de manœuvre est laissée aux ARS pour la répartition des crédits aux établissements en fonction des situations et des besoins. Il est demandé aux ARS une mobilisation pour le suivi dans la durée de la mise en œuvre de ce plan d'accompagnement. Un retour sur les difficultés éventuellement rencontrées dans cette mise en œuvre et sur l'utilisation des crédits sera demandé.

La totalité des crédits est intégrée dans la dotation populationnelle.

- ## Renforcement des CMP et des CMP-IJ

La création sur trois ans de 400 ETP dans les centres médico-psychologiques infanto-juvéniles (CMP-IJ) et 400 ETP dans les centres médico-psychologiques (CMP) – mesures 16 et 19 des Assises. Les CMP, dont les CMP-IJ, ont fait l'objet de premières mesures de renforcement financier en 2019, 2020 et 2021, dans le cadre du Ségur de la santé. Il s'est agi, en 2022, de poursuivre cette politique de renforcement en ciblant le personnel non médical (psychologue, infirmier notamment) dans l'objectif de réduire les délais d'accès et d'améliorer l'évaluation initiale et la qualité des prises en charge. **8 M€** pérennes ont ainsi été délégués en première circulaire budgétaire 2022 (fin avril) pour les CMP IJ et pour les CMP, représentant environ 133 ETP pour chaque type de structure. **13,6 M€ supplémentaires** ont été délégués en première circulaire budgétaire 2023.

Le déploiement de la mesure se poursuit en 2024 avec des crédits à hauteur de **4 M€** (**2 M€** CMP ; **2 M€** CMP-IJ), relevant de la dotation populationnelle. La part de dotation à la file active a déjà été déléguée.

Les ARS répartiront les crédits délégués entre les divers établissements concernés selon les choix stratégiques les plus pertinents territorialement.

- ## Renforcement des équipes mobiles psychiatrie de la personne âgée

Dans le cadre des assises de la psychiatrie et de la santé mentale, une première étape de renforcement des équipes mobiles de psychiatrie de la personne âgées a été réalisée en 2022 afin d'intervenir dans les établissements d'hébergement de personnes âgées dépendantes (EHPAD). Le cadre de ces interventions a été défini par l'instruction n° DGOS/R4/2022/244 du 17 novembre 2022 relative aux équipes mobiles de psychiatrie de la personne âgée (EMPPA) intervenant EHPAD.

En 2024, **5 M€ supplémentaires** visent à poursuivre la couverture des territoires régionaux afin de mieux répondre aux besoins des soins spécifiques des personnes âgées présentant des troubles psychiques ainsi que de celles souffrant de troubles cognitifs ou de pathologies neurodégénératives associées à des troubles du comportement.

Ces crédits sont alloués aux régions sur la base de critères populationnels.

En fonction des lieux d'intervention déjà existants sur les territoires et des besoins, ce renforcement peut concerner les résidents des EHPAD mais peut également le soutien à domicile des personnes âgées.

À l'instar de 2022, les ARS peuvent choisir soit de renforcer et ou créer des équipes mobiles de psychiatrie de la personne âgée, soit par le renfort en compétence psychiatrique, de la personne âgée de préférence, d'équipes mobiles pluridisciplinaires telles que des équipes mobiles de gériatrie.

En tout état de cause, ce renforcement s'effectue dans le cadre d'une collaboration territoriale associant l'offre de soins de psychiatrie, notamment de la personne âgée, les filières gériatriques, et l'offre de soins spécialisés pour les maladies neuro-dégénératives.

- **Renforcement des équipes mobiles psychiatrie précarité (EMPP)**

Dans le cadre du Pacte des solidarités (2023-2027), une mesure dédiée au renforcement d'équipes mobiles intervenant auprès des publics à la rue a été annoncée. Les EMPP s'inscrivent dans cette démarche.

Les crédits à hauteur de **3,7 M€** sont délégués afin de poursuivre deux objectifs :

- Le recrutement d'un coordonnateur régional des EMPP, lorsque ce poste n'a pas déjà été créé (les modalités seront précisées par instruction) ;
- Le renforcement des EMPP sur l'ensemble du territoire.

- **Renforcement des centres régionaux du psychotraumatisme (CRP)**

La mise en place, fin 2018, de centres régionaux du psychotraumatisme, a pour objectif d'assurer une prise en charge adaptée à toute victime de violence. Ces centres ont une double mission : d'une part, de prise en charge des victimes quelles que soient les violences subies, d'autre part d'animation du territoire et d'aide à la montée en compétences de l'ensemble des acteurs (sanitaires, sociaux, institutionnels, associatifs, libéraux, …) intervenant dans ce champ.

15 centres régionaux existent aujourd'hui : 10 créés en 2018 et 5 en 2020 pour compléter le maillage du territoire. À l'occasion du nouveau plan de lutte contre les violences faites aux enfants 2023-2027, ainsi que du nouveau Plan « Toutes et tous égaux 2023-2027 » comprenant des mesures de lutte contre les violences faites aux femmes, le renforcement de ces CRP est nécessaire.

Des crédits à hauteur de **1,25 M€,** soit **84 K€** par centre, sont ainsi attribués de manière pérenne par la présente circulaire. Il est recommandé que les centres régionaux du psychotraumatisme mobilisent ces crédits en priorité sur les actions suivantes :

- structurer ou renforcer un réseau de soins régional, par exemple avec un temps de chargé de mission dédié à la structuration régionale et l'animation territoriale des acteurs de soins (actions communes de type mutualisation de formations, formalisation et actualisation d'un annuaire des ressources, coordination des antennes…) ;
- renforcer le personnel et notamment en temps de psychologue ou d'infirmier diplômé d'État afin de développer la formation des acteurs, déployer les antennes territoriales et proposer des modules d'éducation thérapeutique.

# II. Dotations accompagnement à la transformation

- **Apporter une réponse plus adaptée aux besoins de soins urgents et non programmés – le volet psychiatrique du SAS – NR**

La mesure 20 des Assises de la santé mentale et de la psychiatrie consacre la nécessité d'apporter une réponse adaptée aux besoins de soins urgents et non programmés en développant un volet psychiatrie du Service d'accès aux soins (SAS) général. L'objectif initial de la mesure était de mettre en œuvre de façon expérimentale un volet psychiatrique du SAS dans cinq départements. Un appel à projet a donc été réalisé parmi les 22 SAS pilotes.

La sélection des projets a été réalisée par la DGOS en partenariat avec la Commission nationale de la psychiatrie, plus particulièrement la sous-commission « Accès aux soins ».

8 projets ont été sélectionnés en 2022, pour un montant total de **2,8 M€** en année pleine. Le financement est prolongé pour 2024.

En 2023, ce sont 4 projets supplémentaires qui ont été retenus. Ils ont fait l'objet d'un financement proratisé sur six mois pour l'année 2023, pour un montant total de **1 M€**. Le financement est prolongé en 2024 en année pleine pour un montant total **2 M€**.

Cette mesure permet donc le financement de 12 projets au total, pour un montant total de **4,8 M€.**

- **Organisation et prise en charge des enfants présents lors d'un féminicide ou homicide au sein du couple ( R )**

Un modèle de protocole de prise en charge des enfants présents lors d'un féminicide ou homicide au sein du couple a été diffusé aux ARS par instruction en date du 12 avril 2022, dans la continuité de la mise en œuvre du Plan de lutte contre les violences faites aux enfants et des engagements gouvernementaux dans le cadre du Grenelle contre les violences conjugales, portés personnellement par le secrétaire d'État à l'enfance et aux familles et le garde des Sceaux.

L'intérêt de ce protocole est d'organiser une hospitalisation immédiate et systématique de l'enfant victime dans un service de pédiatrie dans le cadre d'un protocole de soins conjointement défini entre services de pédiatrie et de pédopsychiatrie. Il prévoit ainsi une prise en charge :

- systématique et immédiate pour les enfants témoins présents sur le lieu des faits ;
- recommandée pour les enfants absents de la scène de crime, l'application du dispositif étant alors laissée à l'appréciation du procureur de la République qui pourra le déclencher à tout moment.

Par ailleurs, des référents sont désignés au sein de chaque institution partenaire afin d'assurer la mise en place opérationnelle de ce protocole.

Dans la continuité de la délégation de **2,3 M€** en 2023, des crédits à hauteur de **1 M€** sont attribués de manière pérenne par la présente circulaire, soit **60 K€** par nouveau protocole mis en place ou en cours de signature à la date d'avril 2024, afin de financer :

- Le renforcement de l'équipe soignante rémunérée en heures supplémentaires ;
- La présence médicale les week-end (et notamment les gardes de pédopsychiatres) ;
- L'astreinte téléphonique médicale pédopsychiatre 365 jours /an ;
- Le suivi psychologique en continuité de l'hospitalisation ;
- La supervision des équipe pédiatriques et pédopsychiatriques.

- **Fonds d'innovation organisationnel en psychiatrie (pérennisation suite à l'évaluation des projets sélectionnés en 2019) – R**

Le Fonds d'innovation organisationnelle en psychiatrie (FIOP), créé en 2019, a vocation à financer ou à amorcer le financement de projets innovants tant dans l'organisation promue que dans la prise en charge proposée afin de répondre aux besoins de transformation de l'offre de soins en psychiatrie et santé mentale.

Il est prévu une évaluation à trois ans de la sélection des projets, afin de décider de la pérennisation ou non des financements.

L'évaluation des 42 projets sélectionnés en 2019 a eu lieu au dernier trimestre de l'année 2022 (un délai supplémentaire a été accordé suite au retard pris lors de la crise sanitaire), pilotée par l'Agence nationale d'appui à la performance (ANAP) et la DGOS.

Au total, ce sont 31 projets qui sont pérennisés, pour un montant total de **7,8 M€.**

- **Fonds d'innovation organisationnel en psychiatrie (pérennisation suite à l'évaluation des projets sélectionnés en 2020) – R**

Dans la continuité du FIOP 2019, l'évaluation des 76 projets sélectionnés en 2020 s'est déroulée d'avril à octobre 2023 (un délai supplémentaire a été accordé suite au retard pris lors de la crise sanitaire), pilotée par l'ANAP et la DGOS.

Au total, ce sont 58 projets qui sont pérennisés pour un montant total de **16,4 M€.**

- **Renforcement de l'accueil familial thérapeutique (AFT) pour les enfants et les adolescents – R**

Dans le cadre des Assises de la santé mentale et de la psychiatrie qui se sont tenues en septembre 2021, une mesure a été annoncée pour le renforcement de l'accueil familial thérapeutique (AFT) pour les enfants et les adolescents.

L'accueil familial thérapeutique offre à des patients adultes ou enfants pour lesquels le retour à domicile n'est pas possible, une alternative à l'hospitalisation et leur permet d'engager une phase de réadaptation ou d'acquisition d'une certaine autonomie dans un milieu familial dans lequel ils pourront tisser des liens sociaux et affectifs. Les patients restent suivis par une équipe de psychiatrie.

L'objectif est de créer ou de renforcer 100 places d'AFT pour les enfants et les adolescents, à travers l'organisation d'un appel à manifestation d'intérêt par les ARS.

La mesure allouée en circulaire s'élève à **5 M€** qui ont été répartis selon trois critères :

- Une base de **50 k€** pour l'ensemble des régions ;
- Auxquels s'ajoutent un montant de **50 k€** pour chaque département non pourvu en offre d'AFT pour enfants et adolescents ;
- Auxquels s'ajoutent la répartition du reliquat en faveur des régions sous-dotées sur la base du ratio nombre de places existantes / population de mineurs.

- **Mission nationale d'appui VigilanS - R**

Cette mission est portée par le CHRU de Lille. Un complément de **60 K€** est alloué en reconductible cette année afin de permettre le fonctionnement en année pleine de la mission nationale.

- **Volet d'appui sanitaire aux unités résidentielles adultes autiste-R**

La stratégie nationale 2023-2027 pour les troubles du neuro-développement (TND) : autisme, troubles du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH), troubles du développement intellectuel (TDi), dans la continuité de la stratégie nationale 2018-2022, prévoit la poursuite du déploiement d'unités de vie résidentielles pour des personnes adultes avec des troubles du spectre de l'autisme (TSA), souvent associés à des comorbidités relevant d'autres TND en situation très complexe.

Ces unités résidentielles résultent d'un projet médico-social co-construit étroitement avec le secteur sanitaire.

Afin de soutenir cette co-élaboration, il est prévu un appui sanitaire qui se traduit par :
- Un soutien à l'accès aux soins somatiques ;
- Une continuité de la prise en charge psychiatrique si nécessaire ;
- Le partage de pratiques et d'expertises entre sanitaire et médico-social ;
- Un appui spécifique en situation de crise.

Ainsi, l'instruction interministérielle du 24 juin 2021 relative au déploiement de ces unités de vie résidentielles pour adultes autistes prévoit dans son annexe 4 la mise en œuvre d'un volet d'appui et de coopération sur le versant sanitaire.

Ce volet de coopération sanitaire est en conséquence assorti de crédits prévus pour les dispositifs d'appui sanitaire portés par des établissements de santé (ES) et des établissements de santé autorisés en psychiatrie (EPSM), dès 2021 pour les premières unités résidentielles mises en œuvre.

L'appui et la coopération sanitaires de ces unités médico-sociales doivent faire l'objet de conventions en prévoyant précisément les modalités décidées entre les parties selon les 4 axes définis dans l'annexe 4 de l'instruction présentant le cahier des charges et notamment, en sus du soutien à l'accès aux soins somatiques :
- Une continuité de la prise en charge comportementale ou psychiatrique si nécessaire : celle-ci peut par exemple combiner, selon la pertinence, l'offre et les possibilités du territoire, l'intervention du secteur de psychiatrie, le recours possible aux dispositifs experts en réunion de concertation pluridisciplinaire (RCP), une mise à disposition de temps médical par l'EPSM, l'intervention d'une équipe mobile, le recours à des dispositifs de télémédecine ;
- Le partage de pratiques et d'expertises entre les secteurs sanitaire et médico-social qui peut se traduire par exemple par la mise à disposition de temps médical d'appui par l'EPSM au sein de l'unité résidentielle, l'intervention d'une équipe mobile ;
- Un appui spécifique en situation de crise qui peut résulter par exemple d'un renfort de l'établissement de santé autorisé en psychiatrie concerné par la gestion des périodes de crise (hospitalisation / urgences).

La présente circulaire délègue **0,45 M€** de crédits en soutien à l'ouverture de 3 unités de vie résidentielles pour adultes autiste en situation très complexe.

- **Le renforcement de l'offre en psychiatrie : mesures nouvelles en psychiatrie périnatale et psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent**

Le renforcement de l'offre de soins en psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent est une des actions prioritaires de la feuille de route « Santé mentale et psychiatrie », et dont la nécessité a été rappelée récemment encore par la dégradation de l'état de santé mentale des plus jeunes durant la crise sanitaire.

Ainsi, des crédits nouveaux à hauteur de **25 M€** sont délégués dans la présente circulaire, destinés au renforcement de l'offre en psychiatrie périnatale et psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, afin de renforcer en priorité les territoires non pourvus ou sous dotés au regard des besoins de la population. Ces crédits viennent en remplacement des crédits historiquement délégués dans le cadre de l'appel à projets national et sont désormais laissés à la main des ARS.

## III. Dotations- Nouvelles activités

- **Fonds d'innovation organisationnelle en psychiatrie (reconstitution allocation 2022) – NR**

Le Fonds d'innovation organisationnelle en psychiatrie, créé en 2019, a vocation à financer ou à amorcer le financement de projets innovants tant dans l'organisation promue que dans la prise en charge proposée afin de répondre aux besoins de transformation de l'offre de soins en psychiatrie et santé mentale.

Un jury national, placé sous la présidence de Monsieur Alain LOPEZ, personnalité qualifiée sur la psychiatrie, s'est réuni les 23 et 24 novembre 2022 pour étudier et sélectionner les projets répondant le mieux aux attendus énoncés dans l'instruction DGOS du 24 mai 2022, sur la base des analyses et des priorisations des ARS.

Au total, 36 projets ont été retenus pour 2022, sur les 114 projets sélectionnés par les ARS, pour un montant total de crédits de **10 M€** alloués dans le cadre de la présente circulaire.

Les projets sélectionnés sont financés sur 3 ans. Les crédits sont donc reconduits pour la troisième fois en 2024.

- **Fonds d'innovation organisationnelle en psychiatrie (reconstitution allocation 2023) – NR**

Le Fonds d'innovation organisationnelle en psychiatrie, créé en 2019, a vocation à financer ou à amorcer le financement de projets innovants tant dans l'organisation promue que dans la prise en charge proposée afin de répondre aux besoins de transformation de l'offre de soins en psychiatrie et santé mentale.

Un jury national, placé sous la présidence de Monsieur Alain LOPEZ, personnalité qualifiée sur la psychiatrie, s'est réuni les 22 et 23 novembre 2022 pour étudier et sélectionner les projets répondant le mieux aux attendus énoncés dans l'instruction DGOS du 19 avril 2023, sur la base des analyses et des priorisations des ARS.

Au total, 42 projets ont été retenus pour 2023, sur les 110 projets sélectionnés par les ARS, pour un montant total de crédits de **12,3 M€** alloués dans le cadre de la présente circulaire.

Les projets sélectionnés seront financés sur 3 ans. Les crédits sont donc reconduits pour la deuxième fois en 2024.

- **Fonds d'innovation organisationnelle en psychiatrie – Nouvel appel à projets 2024 (volet généralisation) – R**

Pour la 6ème édition de cet appel à projets, deux volets sont proposés :

- Un volet nouveaux projets innovants sur le modèle des éditions passées. Un jury national expertisera des dossiers en novembre 2024 qui seront remontés par les ARS ;
- Un volet déploiement des innovations en région : **10 M€** sont délégués aux ARS à ce titre en première circulaire budgétaire 2024. Les crédits sont répartis par forfaits en fonction du nombre d'établissements autorisés en psychiatrie dans chaque région. Les modalités de sélection des projets seront précisées par instruction.

## IV. Dotations activités spécifiques

- **Renforcement des unités pour malades difficiles (UMD)- R**

La présente mesure vise à accompagner le renforcement de l'offre en unités pour malades difficiles (UMD). Celles-ci prennent en charge des patients en hospitalisation complète sans consentement dont « l'état de santé requiert pour la mise en œuvre, sur proposition médicale et dans un but thérapeutique, des protocoles de soins intensifs et de mesures de sécurité particulières ».

Les difficultés en termes de ressources humaines, couplées à la nécessité de rénover régulièrement certaines unités, obligent la fermeture temporaire d'un des lits (allant parfois jusqu'à 10 % dans certaines unités), aboutissant à des refus d'admissions et au maintien de ces patients nécessitant des mesures de sécurité spécifiques dans les unités de secteur.

Il existe à ce jour 10 UMD. Elles bénéficieront chacune d'un renforcement à hauteur de **180 k€** (financement d'un binôme d'IDE par UMD ainsi que d'un ETP supplémentaire de leur choix en fonction des besoins de chacune unité – ergothérapeute, éducateur spécialisé…), pour un montant total de **1,8 M€**, alloué en reconductible par la présente circulaire.

- **Déploiement du numéro national de prévention du suicide – R**

Le numéro national de prévention du suicide, le 3114, a ouvert le 1er octobre 2021. La couverture nationale est assurée par 17 centres répondants répartis en régions. Le CHU de Lille assure par ailleurs une mission de pilotage du dispositif désignée comme « pôle national du 3114 ».

Les crédits délégués dans le cadre de la présente circulaire en abondement des crédits en base sont de **1,8 M€**. Ils se décomposent ainsi :

- Fonctionnement du pôle national du 3114 (crédits reconductibles) **: 0,28 M€**
Ces crédits sont notamment destinés à financer la garde médicale nationale du 3114 et à renforcer l'équipe du pôle national, en lien avec ses différentes missions (tchat et accessibilité aux personnes vivant avec un handicap).

- Fonctionnement des centres répondants (crédits reconductibles) **: 1,6 M€**

Ces crédits sont destinés au financement des nouveaux centres de Centre-Val de Loire, Guadeloupe, Guyane et Martinique, ainsi qu'à l'amélioration de la réponse (notamment de nuit) des centres H24 de Bretagne, d'Occitanie et du centre de jour d'Île-de-France.

- **Prise en charge médico-psychologique des mineurs de retour de zone de conflit - NR**

L'instruction du Premier ministre du 23 février 2018 définit les modalités de prise en charge et d'accompagnement adaptées à la situation des mineurs de retour de zones d'opérations de groupements terroristes intégrant le bilan somatique et médico-psychologique le suivi le cas échéant.

Plusieurs mineurs ont été pris en charge et poursuivent désormais un suivi spécifique dans leur région d'habitation.

Des mineurs continuent par ailleurs d'arriver de zones de conflit, principalement en Île-de-France, où ils bénéficient d'un bilan médico-psychologique et d'une initiation de prise en charge. Dans ce cadre, des crédits à hauteur de **0,4 M€** non reconductibles sont alloués en première circulaire budgétaire 2024 pour trois établissements de santé de la région Île-de-France.

**0,15 M€** de crédits non reconductibles sont également alloués et répartis selon les remontées d'activité de bilans des établissements de santé dans les régions concernées.

Les crédits alloués à hauteur de **0,55 M€** correspondent aux bilans et aux suivis médico-psychologiques au long cours de ces mineurs.

- **Financement de centres d'excellence « Autisme et troubles du neuro-développement » (TSA-TND) - NR**

La Stratégie nationale « Autisme au sein des troubles du neurodéveloppement » prévoit la mise en place d'un réseau de centres d'excellence. L'objectif est d'établir, grâce à ces centres, un continuum entre l'expertise diagnostique et thérapeutique, la recherche préclinique et clinique et la formation universitaire.

**1,2 M€** sont délégués à ce titre dans la présente circulaire, soit **240 K€** pour chacun des centres existants, dans le cadre de leur revalorisation.

Ces centres d'excellence TSA-TND feront l'objet d'une évaluation.

# Les crédits alloués aux activités de soins médicaux et de réadaptation (SMR)

L'année 2024 constitue la première année de mise en œuvre pleine et exclusive du nouveau modèle de financement AMO (assurance maladie obligatoire) pour le champ du SMR. Ce modèle de financement mixte se compose :

- De financements issus de l'activité qui représentent 50 % du financement total des établissements de SMR ;
- De compartiments forfaitaires qui comprennent les dotations populationnelles et pédiatriques, les missions d'intérêt général (MIG) y compris activités d'expertises (AE), les aides à la contractualisation (AC), les plateaux techniques spécialisés (PTS) ainsi que le financement à la qualité (IFAQ SMR).

## 1- Les dotations forfaitaires populationnelles et pédiatriques

Ce nouveau modèle mixte se traduit par la délégation d'un compartiment forfaitaire populationnel et pédiatrique composé de ces deux dotations. Pendant la période de transition qui court jusqu'à 2027 inclus, ce compartiment forfaitaire est majoré ou minoré pour chaque établissement par un montant qui permet de tenir compte de l'impact du nouveau modèle pour les établissements (dotation de transition).

### La dotation populationnelle

La dotation populationnelle relative aux activités de soins médicaux et de réadaptation s'élève à **4 Md€** alloués dans le cadre de cette circulaire budgétaire.

Dans le cadre de la présente circulaire, la dotation populationnelle se compose :

- de la reconduction des dotations populationnelles fixées dans le cadre du modèle à blanc 2023 ;
- de la moitié des mesures de revalorisation salariales (mesures Ségur de la santé, mesures dites « Guérini » et d'attractivité) intégrées en année pleine, l'autre moitié de ces mesures étant intégrée globalement aux tarifs des séjours (groupes médico-tarifaires) de chaque secteur (ex-DAF et ex-OQN) de la part activité.

Les mesures nouvelles 2024 dédiées à la dotation populationnelle, constituant le taux de croissance socle et de rattrapage des dotations régionales, ne sont pas intégrées dans la présente circulaire et feront l'objet d'une prochaine délégation.

### La dotation pédiatrique

La dotation pédiatrique des établissements de soins médicaux et de réadaptation s'élève à **208 M€** alloués dans le cadre de cette circulaire budgétaire. Seuls les établissements autorisés en pédiatrie peuvent prétendre à l'allocation de cette dotation.

Dans le cadre de la présente circulaire, la dotation pédiatrique se compose :

- de la reconduction des dotations populationnelles issues du modèle à blanc ;
- de la moitié des mesures de revalorisation salariales (mesures Ségur de la santé, mesures dites « Guérini » et d'attractivité) intégrées en année pleine, l'autre moitié de ces mesures étant intégrée dans la part issue de l'activité.

Les mesures nouvelles 2024, constituant le taux de croissance socle et de rattrapage, ne sont pas intégrées dans la présente circulaire et feront l'objet d'une prochaine délégation.

## 2- Les délégations de missions d'intérêt général en soins médicaux et de réadaptation

### I. La MIG scolarisation des enfants hospitalisés en soins médicaux et de réadaptation/ MIG V01 (JPE)

La MIG scolarisation des enfants hospitalisés en SMR est à hauteur de **6,4 M€** pour permettre l'accompagnement socio-éducatif des enfants et adolescents suivant une formation scolaire.

Les crédits sont répartis entre les établissements autorisés à la prise en charge pédiatrique et sont délégués au prorata du nombre de patients de 2 à 20 ans accueillis dans ces établissements.

Les montants alloués aux établissements SMR bénéficiaires de cette MIG font l'objet d'une revalorisation au titre des mesures Guérini, par rapport à la dotation attribuée en 2023. Les maisons d'enfants à caractère social (MECS) étant exclues de la réforme du financement des activités SMR, elles n'émargent pas à cette MIG. Toutefois, le cas échéant, les montants alloués en 2023 aux MECS concernés seront alloués en dotation annuelle de financement (DAF) 2024.

## II. La MIG « Réinsertion professionnelle en soins médicaux et de réadaptation » -MIG V02 (JPE)

La dotation MIG réinsertion professionnelle en soins de suite et de réadaptation permet, avec les financements dédiés complémentaires alloués par l'Association de gestion du Fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH) et le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées (FIPHFP) de financer des équipes pluridisciplinaires dédiées à la réinsertion professionnelle de patients hospitalisés en SSR. Ces équipes interviennent dans 57 établissements de SMR spécialisés titulaires, a minima, d'une autorisation pour la prise en charge des affections de l'appareil locomoteur et/ou d'une autorisation pour la prise en charge des affections du système nerveux.

La MIG réinsertion professionnelle en soins de suite et de réadaptation est financée à hauteur de **8,7 M€** (intégrant les revalorisations au titre des mesures Guérini, le déploiement de 3 équipes pour 6 mois, et le renforcement de 2 autres, en année pleine) pour 2024.

Les dotations sont fléchées par établissement, pour des équipes qui peuvent être mutualisées sur plusieurs établissements selon des territoires d'intervention définis avec les ARS.

## III. La MIG « équipes mobiles » en SMR - MIG V12 (JPE)

Les équipes mobiles en SMR ont pour objet de favoriser les conditions du retour ou du maintien à domicile de patients, grâce aux interventions de professionnels d'établissements SMR (travailleurs sociaux, ergothérapeutes, kinésithérapeutes, médecins…) sur des temps d'intervention limités. Les équipes s'assurent de la continuité des soins et de la coordination du parcours avec les professionnels de proximité et l'entourage du patient.

Les montants délégués en première circulaire 2024 s'élèvent à **18,1 M€**, et font l'objet d'une revalorisation au titre des mesures Guérini.

## IV. La MIG « unités cognitivo-comportementales (UCC) » en SMR-MIG V13 (JPE)

Les années antérieures, les UCC les plus anciennes voyaient une part de leurs recettes allouées à travers la DAF. Compte tenu de la disparition de cette dotation avec la réforme du financement des activités SMR, la valorisation des UCC est intégralement financée en MIG.

Cette dotation de **33,7 M€** correspond donc au financement global de l'ensemble des UCC.

Elle intègre le financement de 3 nouvelles UCC, dans le cadre de la Feuille de route nationale sur les maladies neuro-dégénératives (2021-2022), afin de compléter l'offre sur les territoires.

Un financement sur le Fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS) est également prévu pour l'investissement.

Les montants alloués aux établissements SMR bénéficiaires de cette MIG font l'objet en outre d'une revalorisation au titre des mesures Guérini.

## V. Les activités d'expertise – MIG JPE

**380 M€** sont délégués au total par la présente circulaire au titre du financement des activités d'expertises en SMR.

En attendant le déploiement des nouvelles autorisations en SMR, et de l'avenant au CPOM dédié à la reconnaissance des activités d'expertises, celles-ci ont été validées par les ARS pour la mise en œuvre de la réforme du financement, et dans le cadre de la note d'information n° DGOS/R4/2023/173 du 3 novembre 2023 relative aux modalités d'éligibilité des prises en charge spécifiques en soins médicaux et de réadaptation pouvant faire l'objet d'une inscription dans le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens mentionnée à l'article R. 6123-125-2 du Code de la santé publique. Les montants alloués au titre de chaque activité d'expertise seront détaillés afin d'assurer un suivi fin de ces mesures.

## VI. Les délégations des plateaux techniques spécialisés (NR)

La réforme du financement des activités SMR intègre la définition d'un compartiment dédié à la valorisation des plateaux techniques spécialisés (PTS). Ils sont définis par l'arrêté du 26 mai 2023, fixant la liste des plateaux techniques spécialisés mentionnée à l'article L. 162-23-7 du Code de la sécurité sociale. La note d'information n° DGOS/R4/2023/172 du 3 novembre 2023 détaille les conditions d'éligibilité de la reconnaissance desdits plateaux.

Pour 2024, l'enveloppe dédiée à la valorisation des PTS s'élève à **103,3 M€.** Elle intègre la valorisation de nouveaux exosquelettes (plateau de rééducation intensive des membres inférieurs), portés par l'instruction n° DGOS/R4/2023/196 du 21 décembre 2023 relative au déploiement de deux exosquelettes par département, destinés à la réadaptation des patients atteints de troubles neurologiques. Les montants alloués au titre de chaque plateau technique seront détaillés afin d'assurer un suivi fin de ces mesures.

## VII. Le soutien à la mise en œuvre de la réforme - AC SMR - NR

Cette enveloppe est allouée afin d'accompagner les établissements pour la mise en œuvre de cette réforme, et notamment avoir une attention particulière pour les établissements les plus en difficulté, qui prennent en charge des patients pour lesquels des molécules onéreuses doivent être administrées, alors qu'elles ne figurent pas sur les listes en sus MCO ou SMR (les établissements SMR pouvant émarger aux deux listes). Pour cela, une enveloppe non reconductible de **10 M€** est allouée en AC SMR. Un suivi spécifique de l'utilisation de cette enveloppe sera opéré, et fera le cas échéant l'objet d'une reprise des crédits non notifiés à ce titre.

# Annexe IX.
# Accompagnements et mesures ponctuelles

Cette annexe a pour objet de vous présenter les délégations allouées au titre d'accompagnements ou de mesures ponctuelles.

## I. Accompagnement des établissements les plus impactés suite aux radiations 2023 AC (NR)

Certains médicaments radiés de la liste en sus le 1er mars 2023 bénéficient dorénavant d'une prise en charge au titre des tarifs des prestations d'hospitalisation.

Pour l'année 2024 et dans la continuité du dispositif mis en place en C1 2023, en l'absence de réintégration de la dépense liste en sus relative à ces produits de santé dans les tarifs des prestations d'hospitalisation, les établissements du secteur MCO les plus impactés par les radiations sont accompagnés par délégation de crédits non reconductibles en circulaire budgétaire (AC).

Une enveloppe totale de **15 M€** est allouée au titre de 2024 pour accompagner les établissements les plus consommateurs de ces produits radiés, c'est-à-dire les établissements dont la dépense correspondante aux médicaments radiés est supérieure à **65 K€**.
Cette enveloppe a été répartie au prorata des consommations en médicaments radiés observées pour l'année 2022.

## II. Le soutien exceptionnel aux établissements de santé en difficulté (NR)

À titre exceptionnel, un accompagnement à hauteur de **286 M€** est versé par cette circulaire, toutes enveloppes de financement confondues, en crédits non reconductibles afin d'accompagner les établissements de santé dans leurs difficultés de trésorerie.

Les aides en trésorerie nationales sont des aides ponctuelles d'urgence destinées à répondre à un risque imminent de rupture de trésorerie pour des établissements particulièrement fragiles mettant à risque le paiement des salaires et/ou ayant des délais de paiement extrêmement longs. Tous les établissements répondant à cette définition sont potentiellement éligibles à un accompagnement financier par ce biais.

Cette enveloppe pourra donc aussi être mobilisée, en complément des autres moyens à votre disposition, pour accompagner la situation des cliniques privées qui se trouvent en grande difficulté financière, sur la base de critères objectifs (place dans l'offre territoriale des soins, informations précises sur la situation financière de l'établissement, etc.).

Afin de donner davantage de visibilité aux ARS sur leurs crédits mobilisables en 2024, une partie de l'enveloppe est versée dès la première circulaire budgétaire. Comme en 2023, ces crédits sont « régionalisés », afin de mettre fin à une délégation établissement par établissement, et de donner une plus grande marge de manœuvre aux ARS. Bien que fondés sur des indicateurs propres au secteur public, les ARS peuvent employer ces crédits tous secteurs confondus.

L'utilisation des crédits délégués fera l'objet d'une évaluation par la DGOS.

## III. Désensibilisation emprunts structurés

Le dispositif d'accompagnement des établissements publics de santé dans la sécurisation de leurs prêts structurés mis en place par les instructions interministérielles n° DGOS/PF1/DGFIP/ CL1C/CL2A/2014/363 du 22 décembre 2014 et n °DGOS/PF1/DGFIP/CL1C/CL2A/2015/251 du 28 juillet 2015, prévoit un soutien financier pour couvrir une partie du coût de sécurisation définitive des contrats de prêts éligibles au dispositif suscité.

L'octroi de l'aide est conditionné à la conclusion préalable avec l'établissement de crédit d'une transaction au sens de l'article 2044 du Code civil portant sur le contrat, afin d'en assurer la sécurisation ou la sortie. Elle a été calculée sur la base de critères de toxicité des contrats de prêt concernés et de situation financière de l'établissement. Elle est répartie sur 2 à 10 ans selon les établissements.

La présente circulaire délègue ainsi **26,5 M€** de dotations AC, DAF MCO et en psychiatrie au titre de la part 2024 de l'aide allouée aux établissements éligibles qui ont validé leur transaction.

## IV. Hôtels hospitaliers AC MCO – AC SMR (NR)

La présente circulaire intègre une délégation de crédits de **2,8 M€** au titre du dispositif d'hébergements temporaires non médicalisés. Cette délégation correspond à l'activité réalisée par les établissements de santé entre octobre et décembre 2023 et est calculée sur la base d'un forfait nuitée de 80 euros. La délégation correspondant à la prise en compte de l'activité de janvier à septembre 2023 avait déjà été intégrée à la troisième circulaire budgétaire de l'année 2023.

## V. Engagement maternité AC MCO (NR)

La présente circulaire intègre une délégation de crédits de **50 K€** au titre du dispositif « Engagement maternité », encadré par le décret n° 2022-555 du 14 avril 2022 relatif à l'hébergement temporaire non médicalisé des femmes enceintes et à la prise en charge des transports correspondants.

Cette délégation correspond à l'activité réalisée par les établissements de santé entre octobre et décembre 2023 (M12) et est calculée sur la base d'un forfait nuitée de 80 €. La délégation correspondant à la prise en compte de l'activité de janvier à septembre 2023 avait déjà été intégrée à la troisième circulaire budgétaire de l'année 2023.

## VI. Expérimentation du déploiement d'une plateforme de don à destination de la communauté hospitalière (AC MCO – NR)

Le Programme PHARE au sein de la DGOS accompagne la communauté hospitalière visant une mise en œuvre opérationnelle des achats durables.

Conformément à Planification écologique du système de santé (PESS) et au Plan national pour des achats durables (PNAD), le programme PHARE est partie prenante dans la transformation écologique du secteur sanitaire.

Dans ce cadre et afin de promouvoir de nouvelles pratiques, le programme PHARE soutient le CHU de Toulouse dans le déploiement d'une expérimentation d'une plateforme de don, du type « Bon coin » qui pourrait à terme être élargie nationalement.

Afin de conduire le projet sur la base d'un dispositif de non-lucrativité pour les établissements qui seront les utilisateurs de la future plateforme, le CHU de Toulouse fera appel à un prestataire qui définira les contours et les périmètres, réalisera des entretiens auprès des hospitaliers pour définir les besoins, et in fine chiffrera la réalisation de la mise en place de la plateforme.

Le montant alloué via la présente circulaire est de **0,3 M€.**

## VII. Mise en œuvre d'un reporting régulier sur les achats souverains (AC MCO NR)

Le programme PHARE au sein de la DGOS accompagne les opérateurs d'achat hospitaliers dans leur transformation.

Dans le cadre du soutien aux filières souveraines, PHARE souhaite accompagner et suivre de manière régulière le passage en marché souverain sur les produits concernés.

Pour mener à bien le projet, il est demandé au GCS « Achat santé Bretagne » un appui opérationnel auprès des établissements de santé et des ARS permettant d'obtenir un suivi sur l'atteinte des objectifs (et les potentielles difficultés), ainsi qu'une vision du volume de produits commandés et *in fine* des surcoûts associés.

Ainsi la présente circulaire alloue **0,48 M€.**

## VIII. Expérimentation de soins de néonatologie au domicile des patients par des unités de néonatologie (AC MCO NR)

Dans la lignée du plan 1000 jours, et sur l'exemple des pays suédois, une expérimentation d'équipes mobiles de néonatalogie est conduite depuis 2022 afin de permettre une sortie plus précoce d'hospitalisation des nouveau-nés prématurés par un suivi spécialisé réalisé à domicile, favorisant la présence parentale et le développement du lien de parentalité.

La mesure vise à répondre au taux relativement important de nouveau-nés prématurés, qui représentent un peu moins de 7 % des naissances aujourd'hui, soit une augmentation de près de 15 % en quinze ans.

Dès lors qu'il s'accompagne de règles adaptées, les expériences étrangères montrent que ce mode de prise en charge à domicile assure une même qualité de soins aux nouveau-nés et avec un gain important en termes de qualité de vie pour l'enfant et sa famille.

Onze projets ont été retenus au niveau national pour participer à cette expérimentation qui a démarré en 2022 et doit s'achever fin 2025 avant éventuelle pérennisation du dispositif.

Le financement alloué s'élève à **260 k€** par équipe, montant basé sur la projection d'une équipe cible de 2,7 ETP (0,1 ETP de coordination médicale, 2,3 ETP d'infirmière puéricultrice, 0,3 ETP d'assistante sociale), pour un montant de **165 k€**, complété de **95 k€** correspondant aux charges médicales, hôtelières et de transport.

Le financement 2024 alloué est reconduit sur les mêmes bases que celui attribué en 2023 pour un montant total de **2.8 M€** en AC non reconductible via la présente circulaire.

# IX. Les modalités de reprise des allègements fiscaux et sociaux dans le cadre de la campagne 2024

### Le pacte de responsabilité (AC NR)

Pour les établissements privés non lucratifs du champ MCO ex-DG, la prise en compte des effets du pacte de responsabilité se traduit par la délégation à hauteur de **16,25 M€** d'une aide dédiée en crédits AC non reconductible.

# X. Les achats souverains (AC MCO NR)

La présente circulaire alloue **3,6 M€** en AC non reconductible au titre de la compensation des surcoûts liés au dispositif des achats souverains, en application de l'instruction n° DGOS/PHARE/ 2024/36 du 20 mars 2024 relative à la sécurisation du processus d'approvisionnement souverain en fournitures, produits de santé et équipements critiques.

Ce dispositif de soutien aux industriels européens (produisant des produits, équipements et médicament figurant dans l'instruction ci-dessus) contraint le processus d'achat des établissements. Sa mise en œuvre opérationnelle induit des surcoûts qui ont vocation à être compensés à l'euro près.

Des avenants aux contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) entre les ARS et chaque établissement encadrent formellement ce mécanisme et la compensation financière associée. Les montants alloués sont fléchés par établissement et sont issus de la campagne de collecte réalisée auprès des établissements de santé par les ARS.

# XI. Soutien ponctuel (AC MCO NR)

La présente circulaire alloue **0,5 M€** en AC non reconductible à l'hôpital de Puigcerdá au titre du soutien de son activité.

# XII. Financement du forfait de réorientation aux urgences (AC MCO NR)

L'expérimentation « article 51 » (de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018) du forfait de réorientation aux urgences (FRU) a pris fin le 31 octobre 2023. Cette expérimentation valorisait pour 24 établissements de santé volontaires toute réorientation pratiquée à l'entrée des urgences par un forfait de 60 € touché par l'établissement de santé. Le nombre de réorientations pratiquées lors de cette expérimentation ayant dépassé le nombre prévisionnel, un complément de financement est alloué par la présente circulaire à hauteur de **0,5 M€** pour finaliser le paiement des expérimentateurs FRU.

# Annexe X
# Mesures relatives à la mise en œuvre Ségur de la santé

## I. Sécurisation des organisations et des environnements de travail résultant de l'accord du « Ségur de la santé » pour la fonction publique hospitalière (FPH) (AC NR)

L'accord relatif à la FPH du « Ségur de la Santé » prévoit des mesures de transformation des organisations afin de donner aux établissements de la FPH des leviers pour améliorer les conditions de travail des personnels et mettre en œuvre des politiques en ressources humaines ambitieuses. Quatre mesures sont spécifiquement financées :

- Forfaitisation et surmajoration des heures supplémentaires ;
- Résorption de l'emploi précaire ;
- Valorisation de l'engagement collectif ;
- Créations de postes.

Il est demandé aux établissements de prioriser ces créations pour des postes d'infirmiers en pratique avancée. Les crédits sont à déléguer en 2024 en cohérence avec les enveloppes annoncées aux établissements en 2021, 2022 et 2023, le tout après analyse de la mise en œuvre des différentes mesures. L'ARS pourra solliciter auprès des établissements tout document utile à cet effet. La date limite de transmission de ces documents à l'ARS est à définir par l'ARS elle-même en fonction de sa propre procédure de délégation de crédits, celle-ci devant aboutir avant la fin de l'exercice.

Le montant délégué par la présente circulaire s'élève à **832,7 M€.**

Les crédits délégués sont répartis au prorata des ETP de personnel non médical (PNM) tous champs confondus de la SAE 2022 (bordereau Q24).

## II. Enveloppe péréquation AC pour le champ MCO/HAD (AC NR)

La somme de **382 M€** est allouée dans la présente circulaire au titre de l'enveloppe de péréquation Ségur des établissements de santé constituée sur la part tarifs MCO/HAD des établissements de santé pour accompagner les effets induits par le changement de méthode de délégation des enveloppes de complément de traitement indiciaire (CTI) entre 2020 (en AC prorata ETP) et 2022 (dans les tarifs prorata activité). Il s'agit de la reconduction des montants N-1 avec prise en compte des ouvertures d'établissements 2023.

## III. Tuteur d'apprentissage (NR)

Cette mesure assure la création d'une prime pour les tuteurs d'apprentissage dans la FPH. La présente délégation compense le surcoût engendré pour les établissements de santé. Elle se fonde sur des extractions des ETP de la SAE 2022 (bordereau Q23). Les crédits sont à notifier aux établissements au prorata de leurs ETP PNM sur la base de la SAE 2022.

Le montant délégué par la présente circulaire s'élève à **2 M€.**

## IV. Indice minimum de traitement (R)

Cette mesure assure le relèvement du minimum de traitement dans la fonction publique. Elle rehausse l'indice minimum au sein de la fonction publique successivement au 1er janvier et 1er mai 2023.

En application du décret n° 2022-586 du 20 avril 2022, les traitements calculés sur ces indices sont mis en adéquation avec les mesures de revalorisation du salaire minimum de croissance (SMIC). La mesure vise à financer ce relèvement.

La présente délégation compense le surcoût engendré pour les établissements de santé pour un total de **0,9 M€** en DAF MCO et en USLD. Elle se fonde sur les ETP PNM des établissements publics de santé déclarés dans la SAE 2022 avec les bordereaux USLD et DAF MCO. Les crédits sont à notifier aux établissements au prorata de leurs ETP, sur la base de la SAE 2022.

## V. Revalorisation des directeurs des soins (R)

Cette mesure vise à revaloriser le statut, la grille de rémunération et le montant de la PFR des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière, dans un objectif d'attractivité.

La présente délégation compense le surcoût engendré pour les établissements de santé pour un total de **0,3 M€.** Elle se fonde sur les bordereaux de la SAE 2022, avec pondération par secteur et par région : Q24 codes N1300 et N 1400 (directeurs des soins) pour USLD. Les crédits sont à notifier aux établissements au prorata de leurs ETP de personnels directeurs des soins, sur la base de la SAE 2022.

# Annexe XI.
# Mesures relatives à la mise en œuvre de la dotation populationnelle des services d'urgence (SU) et des structures mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR)

Le montant de la dotation populationnelle déléguée aux ARS est déterminé en tenant compte des besoins de la population des territoires et des caractéristiques de l'offre de soins au sein de chaque région. La répartition de cette dotation populationnelle entre les régions vise à réduire progressivement les inégalités dans l'allocation de ressources régionales, dans le cadre d'un modèle de rattrapage. Le directeur général de l'agence régionale de santé fixe annuellement le montant alloué à chaque établissement, sous la forme d'une dotation socle déterminée en fonction de critères définis au niveau régional.

Le calibrage régional des dotations populationnelles a été réalisé pour 2024 de la façon suivante :

- Application d'une croissance de base de + 0,7% aux dotations populationnelles de toutes les régions ;
- Application du rattrapage basé sur l'écart entre la dotation populationnelle modélisée SU-SMUR et la dotation populationnelle de base, selon les mêmes méthodologie et paramètres que les années précédentes ;
- Application d'un rattrapage populationnel, visant à prendre en compte la croissance de la population pour les régions dont cette croissance est supérieure à la moyenne nationale. Le calcul de ce rattrapage est basé sur les principes suivants :
    - Estimation de la croissance de la population de la région de 2019 à 2025,
    - Si cette croissance est supérieure à la croissance de la population financée dans le cadre de la croissance de base de la dotation populationnelle (+ 0,32 % par an), alors la région est éligible à un rattrapage populationnel estimé sur la période 2019-2025.
    - 50 % de ce rattrapage populationnel est alloué sur 2024.
- Prise en compte de l'impact de l'évolution du coefficient géographique pour la Guyane et la Réunion ;
- Intégration de mesures nouvelles concernant le financement des HéliSMUR. Un montant de **24 M€** a été réparti entre les régions bases d'HéliSMUR afin de faire face à l'augmentation des coûts constatée dans le secteur héliporté (s'agissant notamment des pièces détachées, revalorisations salariales, assurance, etc.), dans un contexte de concurrence internationale accrue. Ces montants s'ajoutent aux 1,9 millions déjà délégués en crédits non reconductibles dans le cadre de la seconde circulaire budgétaire 2023 afin de faire face à l'augmentation des prix dans le cadre de la passation des nouveaux marchés et qui sont reconduits en 2024 en crédits reconductibles.
- Intégration des revalorisations salariales prévues pour 2024 au titre des mesures Guérini et attractivité ;
- Prise en compte d'une quote-part des économies prévues dans le cadre de l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie (ONDAM).

Les montants des dotations populationnelles régionales incluent dans leur périmètre le financement des structures de médecine d'urgence des hôpitaux d'instruction des armées (HIA). Le financement destiné à ces établissements doit être déterminé par l'ARS selon les mêmes critères que ceux appliqués aux autres établissements de la région. Une fois cette part ainsi déterminée, ceux-ci doivent être communiqués à la DGOS (DGOS-FIP1@sante.gouv.fr) qui les retranchera de la dotation populationnelle de la région concernée et versera aux HIA les montants agrégés dans le cadre de l'arrêté national du Service de santé des Armées.

Le montant alloué en première circulaire s'élève à **3 379 M€** au titre de la dotation populationnelle « urgences ».

# Annexe XII.
# Paramètres initiaux de la campagne de financement des établissements de santé pour 2024

Cette annexe présente des éléments de cadrage concernant les grands équilibres de la campagne 2024 des établissements de santé.

L'**objectif national de dépenses d'assurance maladie dédié aux établissements de santé** (ONDAM ES) a été porté dans la loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 à **105,6 Md€** pour 2024. L'ONDAM ES est ainsi en **progression de + 3,2 %** (contre + 4,3 % en 2023). Cette évolution représente en valeur une augmentation de ressources de **+ 3,2 Md€** pour les établissements de santé par rapport à l'objectif 2023 rectifié.

Par ailleurs, à la différence des années précédentes, la construction de l'ONDAM ES en 2024 intègre des mesures d'efficience pour un total de **970 M€** dont **634 M€** pesant directement sur les dépenses des établissements.

Des mises en réserve à hauteur de **87 M€** sont opérées sur les dotations MIGAC MCO.

Dans le détail, les ressources allouées **aux activités de médecine, chirurgie et obstétrique (MCO) et d'hospitalisation à domicile (HAD)** progressent de **+ 2,7 %** en 2024.

En particulier, les **tarifs MCO** évoluent en moyenne de **+ 4,4 %** pour les établissements du **secteur ex-DG** et de **+ 0,4 %** pour les établissements **du secteur ex-OQN** au 1er mars 2024 avant application des coefficients spécifiques à chaque catégorie d'établissements (coefficients de reprise des allègements fiscaux et sociaux et coefficients liés au financement des mesures en ressources humaines catégorielles).

Concernant les coefficients s'appliquant aux tarifs au 1er mars 2024 sur le champ MCO :

- Le **coefficient de prudentiel** demeure fixé à **- 0,7 %** pour l'ensemble des secteurs ;
- Le **coefficient de reprise** des avantages fiscaux et sociaux est fixé à **- 0,64 %** pour les établissements à but non lucratif (EBNL) et à **- 2,17 %** pour les établissements à but lucratif (EBL) ;
- Enfin, **le coefficient lié au financement des mesures RH catégorielles** (ancien coefficient « Ségur ») est fixé à **+ 0,42 %** pour les établissements publics de santé, **à - 1,75 %** pour les établissements privés EBNL et à **- 0,17 %** pour les établissements privés EBL.

Les ressources allouées **aux activités de soins médicaux et de réadaptation (SMR)** progressent par ailleurs de **+ 2,6 %** en 2024.

Les **tarifs SMR** évoluent en moyenne de **+ 3,0 %** pour les établissements **du secteur ex-DG** et de **+ 1,0 %** pour les établissements **du secteur ex-OQN** au 1er mars 2024 avant application des coefficients spécifiques à chaque catégorie d'établissements (coefficients de reprise des allègements fiscaux et sociaux et coefficients liés au financement des mesures en ressources humaines catégorielles).

Concernant les coefficients s'appliquant aux tarifs au 1er mars 2024 sur le champ SMR :

- Le **coefficient de prudentiel** demeure fixé à **- 0,7 %** pour l'ensemble des secteurs ;
- Le **coefficient de reprise des avantages fiscaux et sociaux** est fixé à **- 0,64 %** pour les établissements à but non lucratif et **à - 2,17 %** pour les établissements à but lucratif.
- Enfin, le **coefficient lié au financement des mesures en ressources humaines catégorielles** (ancien coefficient « Ségur ») est fixé à **+ 1,70 %** pour les établissements publics de santé, **à - 2,43 %** pour les établissements privés à but non lucratif et à **+ 0,14 %** pour les établissements privés à but lucratif.

Les ressources allouées aux activités de psychiatrie progressent, elles, de **+ 3,0 %** en 2024.

Les ressources allouées aux unités de soins de longue durée (USLD) progressent également de **+ 2,3 %** en 2024.

**Coefficient géographique :**

La réévaluation du coefficient géographique pour la Réunion, la Guyane et Mayotte est intégrée dans la présente circulaire pour l'année 2024.

**Focus sur les établissements hors réforme SMR :**

Les établissements hors réforme de financement des activités de soins médicaux et de réadaptation sont essentiellement des MECS et pouponnières. Antérieurement sous DAF SSR, leurs financements sont véhiculés désormais via la DAF MCO, conformément à l'article L. 174-1 (7 du I) du Code de la sécurité sociale.

Le transfert des bases vers la DAF MCO est opéré via cette circulaire ainsi que la reconduction pérenne des mesures Ségur de la santé et des mesures Guérini en année pleine.

MINISTÈRE
DU TRAVAIL
DE LA SANTÉ
ET DES SOLIDARITÉS

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**INSTRUCTION N°** DGCS/2A/5A/2024/68 du 14 juin 2024 relative aux orientations de l'exercice 2024 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales

La ministre du travail, de la santé et des solidarités

à

Mesdames et Messieurs les préfets de région
Mesdames et Messieurs les préfets de département

Copie à :

Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux de l'économie,
de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS)
Monsieur le directeur régional et interdépartemental de l'économie,
de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIEETS)
Mesdames et Messieurs les directeurs de l'économie,
de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS)
Monsieur le directeur de la Direction régionale et interdépartementale
de l'hébergement et du logement (DRIHL)
Mesdames et Messieurs les directeurs des directions départementales
de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS)
Mesdames et Messieurs les directeurs des directions départementales de l'emploi,
du travail, des solidarités et de la protection de la population (DDETSPP)

| | |
|---|---|
| **Référence** | NOR : TSSA2412561J (numéro interne : 2024/68) |
| **Date de signature** | 14 juin 2024 |
| **Emetteurs** | Ministère du travail, de la santé et des solidarités<br>Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) |
| **Objet** | Orientations de l'exercice 2024 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales. |
| **Action à réaliser** | Mise en œuvre de la campagne budgétaire des services mandataires et des services délégués aux prestations familiales. |
| **Résultat attendu** | Campagne budgétaire des services mandataires et des services délégués aux prestations familiales. |

| | |
|---|---|
| **Echéance** | La campagne doit s'effectuer dans un délai de 60 jours à compter de la publication de l'arrêté fixant les dotations régionales limitatives. |
| **Contacts utiles** | Sous-direction de l'enfance et de la famille<br>Bureau de la protection des personnes (2A)<br>Séverine PECHARD<br>Mél. : severine.pechard@social.gouv.fr<br><br>Sous-direction des affaires financières et de la modernisation<br>Bureau des budgets et de la performance (5A)<br>Nathalie GALLET<br>Mél. : nathalie.gallet@social.gouv.fr |
| **Nombre de pages et annexes** | 5 pages + 8 annexes (47 pages)<br>Annexe 1 : Modalités de détermination des dotations régionales limitatives des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM) au niveau national et régional et des services délégués aux prestations familiales (SDPF)<br>Annexe 2 : Financement des dépenses complémentaires des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM)<br>Annexe 3 : Montant de la participation des personnes protégées retenu par région pour fixer les dotations régionales limitatives<br>Annexe 4 : Montants prévisionnels État des dotations régionales limitatives 2024 pour les services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM)<br>Annexe 5 : Modalités de calcul, objectifs et interprétation des indicateurs applicables aux services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM) et aux services délégués aux prestations familiales (SDPF)<br>Annexe 6 : Valeur des indicateurs des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM)<br>Annexe 7 : Valeur des indicateurs des services délégués au prestations familiales (SDPF)<br>Annexe 8 : Tableau de calcul de la dotation globale de financement (DGF) des services délégués aux prestations familiales (SDPF) par financeur public |
| **Résumé** | La présente instruction rappelle les modalités de financement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM) et des services délégués aux prestations familiales (SDPF) et fixe les orientations relatives à l'examen des budgets prévisionnels 2024 de ces services. |
| **Mention Outre-mer** | Le texte s'applique en l'état dans les territoires d'Outre-mer, sans adaptation prévue ni disposition spécifique. |
| **Mots-clés** | Financement ; taux directeurs ; budgets prévisionnels ; dotations globales de financement. |
| **Classement thématique** | Action sociale |

| | |
|---|---|
| **Textes de référence** | - Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L. 314-4, L. 361-1, L. 361-2, R. 314-193-1 et R. 314-193-3 ;<br>- Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs ;<br>- Loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance ;<br>- Décret n° 2008-1498 du 22 décembre 2008 fixant les listes de prestations sociales mentionnées aux articles L. 271-8 et L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles et à l'article 495-4 du code civil et le plafond de la contribution des bénéficiaires de la mesure d'accompagnement social personnalisé ;<br>- Décret n° 2008-1506 du 30 décembre 2008 relatif à la mesure d'accompagnement social personnalisé et à la mesure d'accompagnement judiciaire ;<br>- Décret n° 2010-1404 du 12 novembre 2010 fixant le barème national de l'indemnité complémentaire allouée à titre exceptionnel aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;<br>- Décret n° 2011-936 du 1er août 2011 relatif à la rémunération des mandataires judiciaires et à diverses mesures de simplification en matière de protection juridique des majeurs ;<br>- Décret n° 2018-767 du 31 août 2018 relatif au financement des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;<br>- Décret n° 2021-1684 du 23 décembre 2021 relatif au financement des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;<br>- Arrêté du 9 juillet 2009 fixant les indicateurs des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales et leursmodes de calcul pris en application de l'article R. 314-29du code de l'action sociale et des familles ;<br>- Arrêté du 31 août 2018 relatif à la détermination du coût des mesures de protection exercées par les mandatairesjudiciaires à la protection des majeurs ;<br>- Arrêté du 29 mai 2024 fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs relevant du I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles. |
| **Circulaire / instruction abrogée** | Néant |
| **Circulaire / instruction modifiée** | Néant |
| **Rediffusion locale** | Néant |
| **Document opposable** | Oui |
| **Déposée sur le site Légifrance** | Non |
| **Publiée au BO** | Oui |
| **Date d'application** | Immédiate |

La présente instruction définit le cadre de la campagne budgétaire pour l'exercice 2024 vous permettant de financer **les services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM) et les services délégués aux prestations familiales (SDPF).**

Elle s'inscrit dans la poursuite de l'effort de convergence tarifaire visant à réduire les disparités entre les services d'activité comparable objectivée par les indicateurs réglementaires et dansune volonté d'améliorer et renforcer la politique de protection juridique des majeurs à la fois au niveau national et sur les territoires.

Les ressources dédiées aux dépenses de protection des majeurs de l'État (services mandataires et mandataires individuels) au titre de l'exercice 2024 sont portées par l'action 16 « Protection juridique des majeurs » du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes ». Le montant des crédits disponibles sur cette action s'élève à 853,3 M€ en début de gestion 2024, **dont 748,6 M€ concernés par la présente instruction** :

- Dotations régionales limitatives des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM) au niveau national et régional et des services délégués aux prestations familiales (SDPF) : 741,2 M€ (annexes 1 et 4) ;
- Information et soutien aux tuteurs familiaux (ISTF) : 4,9 M€ ;
- Financement des dépenses complémentaires des services mandataires - enveloppe nationale projets innovants : 2,5 M€ (annexe 2) ;

Ainsi, les dotations qui vous sont notifiées dans le cadre de cette instruction vous permettront de financer les dotations régionales de fonctionnement des services mandataires et des délégués aux prestations familiales (1) ainsi que les dépenses complémentaires (2).

## 1. Détermination des dotations régionales pour les services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et services des délégués aux prestations familiales

La présente instruction précise, en annexe 1, les paramètres qui ont permis de déterminer les dotations régionales limitatives (DRL) et rappelle les orientations relatives à la fixation de leurs dotations globales de financement (DGF) pour les SMJPM et les SDPF.

Des financements complémentaires ont été alloués à ce titre en 2023 et sont intégrés en base dans les budgets 2024 des services. Ces crédits visent, d'une part à recruter des délégués supplémentaires afin de diminuer le nombre moyen de mesures prises en charge par délégué et ainsi améliorer la qualité de cette prise en charge et, d'autre part, de revaloriser leur rémunération conformément à la conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social et de la revalorisation salariale de 3 % applicable à compter du 1er juillet 2022 aux personnels des structures privées à but non lucratif relevant de la branche de l'action sanitaire et sociale.

Concernant les services mandataires, le taux d'évolution moyen au niveau national des budgets des SMJPM en 2024 est de 4,5 % et les ressources dédiées aux dépenses de protection des majeurs de l'État progressent, quant à elles, de 4,4 %. Ainsi, les montants des dotations régionales limitatives ont été fixés en tenant compte, d'une part de ces taux d'évolution moyens au niveau national et, d'autre part, de la poursuite de l'effort de convergence tarifaire tendant à réduire les disparités entre les services.

**2- <u>Financement des dépenses complémentaires pour les services mandataires</u>**

Les dépenses complémentaires concernent :

- **L'information et le soutien aux tuteurs familiaux (ISTF)**. Les crédits alloués pour le financement de ce dispositif sont maintenus en 2024 et s'élèvent à 4,9 M€. Ce montant comprend la reconduction des crédits relatifs aux subventions et aux montants des revalorisations salariales au titre de 2023 ;

- **Le soutien au pilotage de la protection juridique des majeurs (PJM)** dans les territoires et aux actions innovantes. En effet, pour permettre de financer certains projets portés localement pour renforcer le pilotage de la PJM, une enveloppe d'un montant de 2,5 M€ a été réservée et conservée au niveau national. Elle permettra de financer des actions d'appui au pilotage notamment dans le cadre du schéma régional, des actions de formation et de communication et la réalisation d'études.

**Les modalités de prise en charge de ces dépenses sont précisées en annexe 2 de la présente instruction.**

Les services de la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) se tiennent à votre disposition pour vous apporter tout élément d'information complémentaire dont vous auriez besoin.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur général de la cohésion sociale,

Jean-Benoît DUJOL

**Annexe 1**
**Modalités de détermination des dotations régionales limitatives des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM) au niveau national et régional et des services délégués aux prestations familiales (SDPF)**

La présente annexe précise :

- Les modalités de détermination des dotations régionales limitatives (DRL) au niveau national ;
- Les modalités de détermination des dotations globales de financement (DGF) des SMJPM et des SDPF.

## 1- MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES DOTATIONS RÉGIONALES LIMITATIVES DES SERVICES MANDATAIRES JUDICIAIRES À LA PROTECTION DES MAJEURS AU NIVEAU NATIONAL

### 1-1. Orientations 2024

Le montant alloué aux SMJPM en loi de finances pour 2024 est décliné au niveau régional en DRL, leur montant prévisionnel est présenté en annexe 4. L'arrêté fixant ces DRL a été publié le 14 juin 2024[1].

Les montants des DRL 2024 ont été déterminés en tenant compte de la poursuite de l'effort de convergence tarifaire tendant à réduire les disparités entre les services.

L'indicateur utilisé pour déterminer les DRL est celui relatif à la **valeur du point service** qui permet de comparer les charges globales d'un service tutélaire en neutralisant l'hétérogénéité des mesures prises en charge. La valeur de cet indicateur correspond au coût du point du service.

Au regard de ces éléments, les DRL 2024 ont été calculées en tenant compte des données et critères suivants :

- **Le budget autorisé en 2023.**

- **Un taux d'actualisation des moyens reconduits de 2,91 % établi sur les bases suivantes :**

  - Pour les dépenses afférentes au personnel (groupe fonctionnel 2) : un taux d'évolution de 3 % de la masse salariale, soit un taux d'actualisation de 2,46 % correspondant au poids moyen de la masse salariale (82 %) dans les budgets des SMJPM.

  - Pour les dépenses afférentes à l'exploitation courante et à la structure (groupes fonctionnels 1 et 3) : un taux d'évolution fixé à 2,5 %, soit un taux d'actualisation de 0,45 % correspondant au poids moyen de ces dépenses (18 %) dans les budgets des SMJPM.

[1] Arrêté du 29 mai 2024 fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs relevant du I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles - JORF n° 0138 du 14 juin 2024

Les moyens reconduits comprennent les montants des mesures de revalorisation salariale intervenues 2023 ainsi que ceux relatifs au recrutement de personnels supplémentaires :

- **les recettes en atténuation** et, plus spécifiquement, la participation des personnes. Pour 2024, cette estimation a été réalisée à partir des données transmises lors de l'enquête sur le bilan 2023 de la campagne budgétaire et les indicateurs. Vous trouverez **en annexe 3** un tableau indiquant le montant de la participation des personnes retenu par région pour la détermination des dotations régionales limitatives. Ce montant ne comprend pas les autres recettes en atténuation ;

- **des mesures nouvelles accordées à hauteur de 1,56 % au niveau national**. Afin de poursuivre la politique de convergence tarifaire engagée depuis 2009, ces mesures nouvelles ont été allouées dans l'objectif de réduire les écarts entre les services les mieux dotés et les moins dotés. L'évolution des DRL tient donc compte des disparités entre services, mesurées par la valeur du point service. Depuis 2017, la valeur de cet indicateur est assez stable (14,15 en 2017 et 14,51 en 2021). Or, les exercices 2022 et 2023 ont été marqués par l'allocation de crédits complémentaires visant à financer des mesures salariales et le recrutement d'équivalents temps plein (ETP) supplémentaires. Ces montants ont impacté les valeurs du point service pour ces deux exercices qui se situent respectivement à 15,69 et 16,43.

  La détermination des DRL a pris en compte cet impact et les valeurs de référence ont été modifiées. Ainsi, les montants des DRL tiennent compte d'une modulation positive des dotations pour les services dont les valeurs du point service pour 2022 sont inférieures à 14 et pour 2023 à 15 et de mesures d'économie pour les services dont les valeurs du point service pour 2022 sont supérieures à 17 et à 18 pour 2023. Pour les autres services ayant une valeur du point service 2022 se situant entre 14 et 17 et pour 2023 entre 15 et 18, les progressions des dotations sont fonction de l'évolution de l'activité et de son impact sur la valeur du point service mais doivent être limitées à 1,56 % en moyenne ;

- la quote-part de l'État fixée au niveau national qui correspond à **99,7 % du montant des DGF des services. Le reste de la DRL (0,3 %) est financé par le conseil départemental (CD).** Cette répartition du financement entre l'État et le département est prévue au I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF). Cet article dispose que la dotation globale des SMJPM est « à la charge du département du lieu d'implantation du siège de l'organisme gestionnaire du service pour 0,3 % de son montant et de l'État pour le solde ».

**Ainsi, au regard de l'ensemble de ces éléments le montant des dotations régionales limitatives s'élève en 2024 à 741,15 M€.**

### 1-2. <u>Poursuite du développement des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens</u>

Comme pour les années passées, il est important que la dynamique de développement des contrats d'objectifs et de moyens (CPOM) se poursuive sur le secteur notamment dans le but d'accompagner le gestionnaire dans une démarche stratégique.

En effet, le CPOM est un outil permettant de moderniser le dialogue entre les pouvoirs publics et les établissements ou services sociaux ou médico-sociaux (ESSMS) en fixant des objectifs de qualité, d'efficience et de performance, en contrepartie de perspectives pluriannuelles sur le financement des établissements. Il sert en outre de vecteur de simplification et de souplesse pour la tarification et renforce le dialogue avec le gestionnaire.

Le CPOM constitue un levier de mise en œuvre des objectifs des différents schémas élaborés localement et ainsi, il constitue l'instrument privilégié de déclinaison de la priorité nationale et territoriale dans le domaine d'intervention de la personne morale gestionnaire. Il est l'occasion de mettre en cohérence les objectifs du gestionnaire et de ses structures avec les priorités de politiques publiques établies notamment dans les documents de programmation régionaux et/ou départementaux.

Des outils construits pour le secteur médico-social sont susceptibles de vous aider dans le cadre de vos procédures de contractualisation, il s'agit :

- du guide de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ANESM) « ESSMS : Valorisez les résultats de vos évaluations[2] » : ce guide à destination des directions d'établissements et services a pour but de les aider à construire le plan d'amélioration continue de la qualité à la suite des évaluations internes et externes ;
- du guide de l'Agence nationale d'appui à la performance (ANAP)[3] « Négocier et mettre en œuvre les CPOM dans le secteur médico-social - Guide méthodologique d'appui à la contractualisation » pour accompagner les autorités en charge du déploiement des CPOM en élaborant des outils en leur direction afin de favoriser la contractualisation ;
- des fiches repères d'aide à la contractualisation, également élaborées par l'ANAP[4].

D'une manière plus générale, la dynamique CPOM fait l'objet d'une nouvelle impulsion de la part des pouvoirs publics sur le secteur médico-social avec l'article 58 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement et l'article 75 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale.

### 1-3. Points de vigilance

Il paraît utile de rappeler à l'ensemble des services tarificateurs l'attention particulière qu'il convient d'avoir au moment de l'examen des budgets sur le niveau de trésorerie des services, la mise en œuvre des contrôles internes de dépenses, la qualité de la gestion des biens des majeurs, les modalités des évaluations externes et la pertinence des politiques d'investissement des services. L'ensemble de ces éléments constitue d'ailleurs des thématiques prioritaires dans le cadre de l'élaboration d'objectifs partagés intégrés aux CPOM.

## 2- MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES DGF AU NIVEAU RÉGIONAL DES SMJPM ET DES SDPF

### 2-1. La tarification des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

#### 2-1-1- Critères de détermination de la DGF des SMJPM

Il est rappelé que les SMJPM sont financés sous forme de DGF, déterminée à l'issue d'une procédure budgétaire contradictoire qui dure 60 jours à compter de la date de publication de l'arrêté fixant les dotations régionales limitatives. Pour déterminer le montant de la DGF allouée à chaque service sur la base de ses propositions budgétaires, vous devez tenir compte, d'une part, des orientations budgétaires (2-1-1-1) et, d'autre part, des valeurs nationales, régionales et départementales des indicateurs du secteur (2-1-1-2).

[2] https://www.has-sante.fr/portail/jcms/c_2837759/fr/essms-valorisez-les-resultats-de-vos-evaluations
[3] https://www.anap.fr/ressources/publications/detail/actualites/negocier-et-mettre-en-oeuvre-les-cpom-dans-le-secteur-medico-social-guide-methodologique-dappui-a-la-contractualisation/
[4] https://www.anap.fr/ressources/publications/detail/actualites/negocier-et-mettre-en-oeuvre-les-cpom-dans-le-secteur-medico-social-fiches-reperes-daide-a-la-contractualisation/

2-1-1-1-Les orientations budgétaires

Pour la campagne 2024, l'évolution moyenne régionale devra rester circonscrite dans la limite des orientations indiquées au point 1-1.

Vous devrez vous inscrire dans le cadre d'une démarche de comparaison entre services à prestations et services rendus identiques en vue d'une harmonisation des coûts.

Afin de respecter au niveau national l'enveloppe allouée dans le cadre de la loi de finances 2024, vous pourrez accorder **des mesures nouvelles en tenant compte de l'objectif de convergence** rappelé au 1 de la présente annexe et dans la limite de votre dotation régionale limitative. Les mesures nouvelles (ex : moyens supplémentaires en termes de personnel) seront réservées aux services dont les valeurs du point service pour 2022 sont inférieures à 14 et pour 2023 à 15. Celles accordées aux services dont les valeurs du point service se situant entre 14 et 17 pour 2022 et pour 2023 entre 15 et 18 et devront être limitées à 1,56 % en moyenne. Enfin, des mesures d'économies devront s'appliquer aux services dont les valeurs du point service pour 2022 sont supérieures à 17 et à 18 pour 2023.

2-1-1-2- Indicateurs

Vous trouverez en annexe 5 la présentation des 11 indicateurs applicables. Les valeurs nationales, régionales et départementales pour 2022, 2023 et 2024 de ces différents indicateurs sont présentées en annexe 6 pour les SMJPM.

L'utilisation de ces indicateurs dans la procédure budgétaire doit vous permettre d'objectiver l'allocation des ressources et de la rendre plus efficiente. En effet, la comparaison des résultats des indicateurs de services fournissant des prestations comparables permet de mieux appréhender les spécificités de chaque structure et de justifier des éventuels écarts entre les ressources allouées aux différents services.

L'utilisation des indicateurs s'inscrit donc pleinement dans la logique de la procédure budgétaire contradictoire et favorise le dialogue entre le financeur et le gestionnaire sur la base d'éléments objectifs. Elle consolide la motivation de vos modifications des propositions budgétaires en cas de contentieux tarifaire.

Les modalités d'utilisation des indicateurs que vous souhaitez mettre en œuvre doivent être précisées dans le rapport d'orientation budgétaire mentionné au 5° de l'article R. 314-22 du CASF.

### 2-1-2- La répartition de la DGF entre l'État et le conseil départemental et la notification de la décision d'autorisation budgétaire

En application de l'article R. 314-36 du CASF relatif à la notification de la décision d'autorisation budgétaire, vous devez notifier la décision, d'une part, au service, dans un délai de 60 jours à compter de la publication de l'arrêté fixant les dotations régionales limitatives et, d'autre part, aux départements concernés en application du I de l'article L. 361-1.

## 2-2. La tarification des SDPF

Les SDPF ne sont pas financés par l'État, mais celui-ci est chargé de leur tarification. Leur procédure budgétaire débute à compter de la publication de l'arrêté qui fixe les DRL pour les SMJPM, comme l'arrêté le précise lui-même.

#### 2-2-1- Critères de détermination de la DGF des SDPF

La détermination de la dotation globale de financement des SDPF doit se faire dans le cadre de la poursuite de la politique de convergence tarifaire.

Ainsi, vous devez tenir compte notamment pour déterminer les dotations globales des SDPF des valeurs nationales, régionales et départementales des indicateurs notamment la valeur du point service des services DPF (cf. annexe 7). Les mesures nouvelles seront accordées dans un souci de réduire les disparités entre les services les mieux et les moins dotés.

Je vous invite enfin à mettre en place des dialogues de gestion avec les SDPF, en associant la Caisse d'allocations familiales (CAF), le principal financeur, et ce afin de débattre de leurs propositions budgétaires.

Par ailleurs, je vous demande d'examiner avec attention les avis portés sur les budgets prévisionnels par les autres organismes financeurs[5], transmis dans le cadre de la procédure budgétaire.

#### 2-2-2- Répartition de la DGF et notification de la décision d'autorisation budgétaire

La répartition du financement entre financeurs publics est fonction des revenus prévus à l'article 375-9-1 du code civil. Le II de l'article R. 314-193-3 du CASF précise, quant à lui, que l'arrêté de tarification fixe la DGF en tenant compte des prestations sociales perçues par les personnes bénéficiant d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF) au 31 décembre du dernier exercice clos à la date du dépôt des propositions budgétaires.

**Par conséquent, pour 2024, la répartition à prendre en compte pour déterminer la quote-part de chaque financeur est celle au 31/12/2022.**

Vous trouverez cette répartition à la page 13 du document « activité-indicateurs » SDPF du document « activité indicateurs » du budget prévisionnel. Il vous suffit pour chaque service d'indiquer le montant de la DGF prévu par l'arrêté de tarification dans la cellule prévue à cet effet et vous obtenez le calcul pour chaque financeur public. Si des modifications de la quote-part sont intervenues suite aux vérifications effectuées par les autres financeurs publics, vous reporterez les chiffres corrigés dans l'annexe 8.

Enfin, en application de l'article R. 314-36 du CASF relatif à la notification de la décision d'autorisation budgétaire, vous devez notifier la décision, d'une part, au service, dans un délai de 60 jours à compter de la publication de l'arrêté fixant les dotations régionales limitatives et, d'autre part, aux organismes locaux de sécurité sociale mentionnés à l'article R. 314-193-4 du CASF qui versent une quote-part de la DGF.

### 2-3. <u>Cas des organismes gestionnaires ayant un SMJPM et un SDPF</u>

Certains organismes gestionnaires ont à la fois un SMJPM et un SDPF. Si cette situation se présente, vous veillerez à mener les vérifications nécessaires dans les budgets de chacun des services relatives à :

- la répartition des personnels d'intervention entre l'activité réalisée auprès des familles et celle auprès des majeurs ;
- la répartition des autres personnels ;
- la ventilation des personnels administratifs et des charges communes entre l'activité réalisée auprès des familles et celle auprès des majeurs protégés de même qu'entre les mesures administratives et les mesures judiciaires ;
- la bonne affectation des amortissements à l'activité correspondante.

[5] CAF et Mutualité sociale agricole (MSA).

**Annexe 2**
**Financement des dépenses complémentaires des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM)**

La présente annexe précise :

- La fin de la procédure de remboursement des personnes protégées suite à la décision n° 425138, 425163 et 425164 du 12 février 2020 du Conseil d'État statuant au contentieux[1] ;
- Le financement de l''information et le soutien aux tuteurs familiaux ;
- Le soutien au pilotage de la PJM dans les territoires et actions innovantes.

## 1- Fin de la procédure de remboursement des personnes protégées pour 2018 et 2019 suite à la décision du Conseil d'État du 12 février 2020

Le Conseil d'État, par décision du 12 février 2020 (n° 425138, 425163, 425164), avait décidé d'annuler le 1° de l'article R. 471-5-3 du code de l'action sociale et des familles (CASF) qui correspondait à la première tranche de participation du barème pour les personnes ayant des revenus supérieurs à l'allocation aux adultes handicapés (AAH).

L'annulation de cette disposition avait un effet rétroactif. Ainsi, les prélèvements effectués sur cette tranche de revenus depuis le 1er septembre 2018 étaient illégaux. Par conséquent, les personnes concernées pouvaient demander le remboursement des sommes correspondantes.

Le décret n° 2020-1684 du 23 décembre 2020 *relatif au financement des mandataires judiciaires à la protection des majeurs* avait précisé les modalités de remboursement des personnes protégées.

Une procédure de remboursement a été mise en place. Celle-ci est terminée puisque le délai de prescription des créances de l'État est de 4 ans.

## 2- Information et soutien aux tuteurs familiaux

En 2024, le montant pour le financement de l'information et du soutien aux tuteurs familiaux a été de 4,8 M€. Ce montant comprend la reconduction des crédits relatifs aux subventions et aux montants des revalorisations salariales au titre de 2023.

Pour rappel, le financement de cette activité se fait sous forme de subvention. Si les moyens restent identiques (hors les revalorisations salariales), l'attribution ou la reconduction de la subvention allouée aux intervenants relève de votre compétence en fonction de l'évaluation de l'action mise en œuvre.

Enfin, si vous choisissez de reconduire la subvention, vous pouvez, afin de favoriser la continuité de l'exercice de cette mission et garantir un cadre juridique plus pérenne, conclure une convention pluriannuelle. La pluri-annualité ne vous engage pas financièrement puisque la convention prévoit que la contribution financière de l'État est conditionnée à l'inscription des crédits de paiement en loi de finances.

[1] JORF n° 0042 du 19 février 2020 (Texte n° 68).

### 3- Soutien au pilotage de la protection juridique des majeurs (PJM) dans les territoires et actions innovantes

En 2023, pour répondre aux besoins de crédits remontés des territoires pour financer des projets visant à renforcer le pilotage la protection juridique des majeurs (PJM), il vous était possible d'utiliser des marges dégagées des crédits de votre dotation régionale limitative (DRL) (reprise d'excédents, mesures d'économies sur des services surdotés, ...), pour financer des actions ou expérimentations.

Au total, en 2023, 9 direction régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) ont remonté 49 projets dont 27 ont été financés pour un montant total de **1,12 M€ (0,16 % de la dotation nationale).** Les projets retenus portaient sur la **formation continue** des mandataires judiciaires à la protection des majeurs (MJPM) (*actualisation des connaissances* ; *faire face aux violences* ; *adapter l'accompagnement aux troubles de santé mentale/ cas complexe)*, des actions **de communication/valorisation du métier de MJPM** à destination des personnes intervenant auprès des majeurs protégés (professionnels et aidants), des **actions de mutualisation/d'harmonisation** des pratiques territoriales (création d'outils communs, groupes d'analyse des pratiques, comité éthique, gestion des cas complexes, assurer la continuité de service) ou encore **l'animation/bilan du schéma régional** PJM.

Malgré l'implication et la mobilisation des DREETS dans un délai contraint pour présenter des projets, il est apparu nécessaire de modifier la procédure et notamment de décorréler le financement de ces projets de la campagne budgétaire et des DRL.

En effet, le calendrier de la campagne budgétaire se déroule, en fonction des exercices, entre mai et juillet et, par conséquent, les projets ne peuvent être soumis qu'après cette période. Ainsi en tenant compte des délais d'instruction et de validation par la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS), la finalisation des dossiers n'a pu se faire qu'en fin de gestion, qui est une période très chargée pour l'ensemble des acteurs.

Enfin, lier le financement de ces projets aux marges dégagées sur les DRL ne permet pas aux régions qui ne sont pas en mesure d'en dégager de proposer des projets qui permettraient d'améliorer le pilotage de la PJM sur leurs territoires.

Au regard de ces éléments, il est proposé de simplifier et fluidifier la procédure en mettant à disposition une enveloppe nationale pour financer ces projets.

Les précisions relatives aux mesures de soutien au pilotage de la PJM dans les territoires et actions innovantes vous ont été apportées par message en date du 30 mai 2024 adressé à vos services via la BAL DGCS-DIFFUSION-INSTRUCTIONS. Cela concerne des actions d'appui au pilotage notamment dans le cadre du schéma régional, des actions de formation, de communication et la réalisation d'études.

**Annexe 3 : Montant de la participation des personnes protégées retenu par région pour fixer les dotations régionales limitatives**

| REGIONS | Montants retenus de la participation des personnes protégées |
|---|---|
| GRAND-EST | 9 818 623 |
| NOUVELLE-AQUITAINE | 15 841 360 |
| AUVERGNE-RHONE-ALPES | 16 763 063 |
| BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE | 6 634 178 |
| BRETAGNE | 9 542 013 |
| CENTRE-VAL-DE-LOIRE | 6 596 614 |
| CORSE | 219 328 |
| ILE-DE-FRANCE | 12 418 589 |
| OCCITANIE | 9 934 684 |
| HAUTS-DE-FRANCE | 12 854 020 |
| NORMANDIE | 8 918 360 |
| PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR | 7 592 470 |
| PAYS DE LA LOIRE | 7 863 707 |
| GUADELOUPE | 140 586 |
| GUYANE | 70 500 |
| MARTINIQUE | 58 469 |
| REUNION | 668 040 |
| MAYOTTE | 15 318 |
| TOTAL | 125 949 920 |

**Annexe 4**
**Montants prévisionnels État des dotations régionales limitatives 2024 pour les services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMPJM)**

Les montants indiqués dans le tableau ci-dessous correspondent à 99 ,7% (part État) du montant maximal des dotations globales de financement (DGF) allouées à l'ensemble des SMJPM de la région.

| REGIONS | Montant des dotations régionales limitatives (en euros) |
|---|---|
| GRAND-EST | 56 328 906 |
| NOUVELLE-AQUITAINE | 96 349 557 |
| AUVERGNE - RHONE-ALPES | 88 643 239 |
| BOURGOGNE - FRANCHE-COMTE | 39 572 362 |
| BRETAGNE | 49 847 855 |
| CENTRE-VAL-DE-LOIRE | 35 767 317 |
| CORSE | 1 331 419 |
| ILE-DE-FRANCE | 63 721 038 |
| OCCITANIE | 62 653 107 |
| HAUTS-DE-FRANCE | 88 589 054 |
| NORMANDIE | 56 281 821 |
| PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR | 40 717 019 |
| PAYS DE LA LOIRE | 43 091 054 |
| GUADELOUPE | 4 791 527 |
| GUYANE | 1 195 480 |
| MARTINIQUE | 2 955 214 |
| REUNION | 8 671 869 |
| MAYOTTE | 645 908 |
| **TOTAL** | **741 153 746** |

**Annexe 5**
**Modalités de calculs, objectifs et interprétation des indicateurs applicables aux services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM) et aux services délégués aux prestations familiales (SDPF)**

## 1- Les principes et objectifs des indicateurs des établissements et services sociaux et médico-sociaux

Les indicateurs, prévus aux articles R. 314-28 et suivants du code de l'action sociale et des familles (CASF) sont des outils permettant au financeur :

- d'apprécier la structure des charges d'un service, l'activité et le type de population accueillie ;
- de comprendre les coûts de fonctionnement d'un service par rapport au service rendu ;
- de comparer ces coûts de fonctionnement aux coûts de fonctionnement des autres services fournissant des prestations comparables et d'en apprécier le caractère justifié ou non sur un même territoire ;
- de mieux cerner, grâce à l'analyse des différentes composantes des indicateurs, les particularités de chaque structure.

L'objectif des indicateurs n'est donc pas de déterminer un tarif unique. Ce sont des outils au service du tarificateur pour l'aider à comprendre les coûts de fonctionnement d'un service par rapport au service rendu et ceux des services fournissant des prestations comparables et d'en apprécier le caractère justifié ou non.

En effet, si un service a des résultats de plusieurs indicateurs qui sont éloignés de la moyenne et de la médiane, alors il devra justifier de façon circonstanciée que ses demandes budgétaires ne sont pas anormales. Ainsi, la démarche ne consiste pas à sanctionner de façon discrétionnaire et systématique un service dont les résultats de ces indicateurs paraîtraient au premier abord « anormaux » mais d'interroger le service sur le caractère justifié ou non de sa demande. Il peut y avoir des coûts différenciés parfaitement justifiés. L'objectif est d'essayer d'identifier ceux qui sont disproportionnés. Il ne faut donc pas avoir comme but systématique d'aligner tous les services sur les coûts moyens et médians car, pour certains, la différence de coût est parfaitement justifiée.

L'autorité de tarification doit donc analyser les différentes composantes des indicateurs pour lui permettre de mieux cerner les particularités de chaque structure et justifier les écarts importants. C'est la raison pour laquelle l'autorité de tarification doit disposer d'un tableau de bord composé d'indicateurs complémentaires entre eux. La lecture d'un seul indicateur n'est pas révélatrice et ne permet pas d'appréhender toutes les spécificités d'un service. Les indicateurs sont donc complémentaires entre eux. L'objectif de la démarche est de s'interroger sur la cohérence des valeurs de ces différents indicateurs pour ensuite échanger et dialoguer avec la structure sur les éléments d'interprétation qu'elle a elle-même de ces résultats. Les indicateurs doivent être, pour le gestionnaire, une aide au pilotage de sa structure.

### 2- Les indicateurs du secteur tutélaire, la cotation des mesures en points et leur spécificité

Concernant les SMJPM et SDPF, des indicateurs spécifiques ont été élaborés. Cette spécificité est liée à une méthode d'évaluation de l'activité reposant sur une **cotation en points des mesures**. **Plus une mesure nécessite de travail plus le nombre de points affecté à cette mesure est important**. Le différentiel de charge de travail repose sur 3 critères : la nature de la mesure, le lieu d'exercice (domicile ou établissement) et la période d'exercice (ouverture, fermeture et gestion courante).

L'appréciation de l'activité des services ne se fait donc pas uniquement au regard du nombre de mesures mais également au regard du nombre de points. Ainsi, la prise en compte de l'ensemble des mesures dans le cadre de la cotation permet d'obtenir le **total des points d'un service,** qui a pour but d'apprécier l'importance quantitative de l'activité et d'appréhender de manière plus précise la charge de travail qui pèse sur celui-ci. La valorisation par une cotation en points des charges de travail d'accompagnement des majeurs permet donc d'objectiver l'activité réelle des services.

Le simple constat arithmétique du nombre de mesures décidées par les juges n'est pas suffisant pour argumenter une augmentation ou une baisse concomitante et symétrique des moyens alloués. En effet, un service peut avoir un accroissement du nombre de mesures de 10 % mais une augmentation des points de 5 % et inversement. L'augmentation réelle de la charge de travail du service s'apprécie donc au regard du nombre de points et non du nombre de mesures. Deux services peuvent avoir un nombre de mesures identiques mais un nombre de points très différent. Le seul indicateur de l'inflation du nombre de mesures est, par conséquent, trop frustre pour ajuster correctement les moyens des services à l'évolution réelle de leur activité et de leur charge de travail. La cotation permet donc d'ajuster les moyens à l'activité réelle des services.

Ce total de points est ensuite utilisé pour calculer une batterie d'indicateurs de nature différente : indicateurs de population, d'activité, de structure et financiers. Parallèlement à ces indicateurs construits à partir de la cotation des mesures, d'autres indicateurs communs à l'ensemble des établissements et services sociaux et médico-sociaux s'appliquent aux SMJPM et SDPF : indicateur de qualification, indicateur de vieillesse technicité, temps actif mobilisable, indicateur du temps de formation.

L' arrêté du 9 juillet 2009 fixant les indicateurs des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales et leurs modes de calcul pris en application de l'article R. 314-29 du code de l'action sociale et des familles précise la liste et les modalités de calcul des douze indicateurs applicables au secteur.

**Parmi ces 12 indicateurs figurent 4 indicateurs de référence** : le poids moyen de la mesure majeur protégé, la valeur du point service, le nombre de points par équivalent temps plein (ETP) et le nombre de mesure moyenne par ETP.

**Les indicateurs de référence sont les indicateurs jugés les plus pertinents pour comparer les services entre eux et pour apprécier la charge de travail des services**. Ils ne permettent pas, toutefois, à eux seuls, d'expliquer certaines spécificités d'un service ou des écarts importants. Les indicateurs secondaires permettent donc d'effectuer une comparaison plus fine des services entre eux et de donner une explication objectivée des écarts. L'existence d'indicateurs secondaires correspond ainsi à la démarche globale d'utilisation des indicateurs comme de faisceaux d'indices qui n'ont d'intérêt que s'ils sont examinés les uns par rapport aux autres.

| Type d'indicateurs | Indicateurs | Mode de calcul | Objectifs et interprétation |
|---|---|---|---|
| Indicateurs de population | Poids moyen de la mesure<br>Indicateur de référence | Total des points/ Total des mesures en moyenne financées | **Apprécie l'activité en fonction de la lourdeur de prise en charge des mesures.**<br><br>Cet indicateur permet de déterminer **la lourdeur moyenne des mesures gérées par le service**. Plus la valeur de cet indicateur est élevée plus les mesures gérées par les personnels sont lourdes.<br><br>**Valeur supérieure à la moyenne nationale** : le service peut avoir, par rapport à la répartition moyenne nationale des mesures, des mesures dont la cotation est plus importante (plus de mesures à domicile ou plus de mesures de curatelle renforcée). Il peut par ailleurs avoir un nombre plus important de sorties ou d'entrées.<br><br>**Valeur inférieure à la moyenne nationale** : le service peut avoir un nombre important de mesures dont la cotation est plus faible (mesures en établissement et/ou des tutelles ou peu de mesures qui entrent et sortent). |
| Indicateurs d'activité | Nombre de points par ETP (délégués, autres personnels et total du personnel)<br>Indicateur de référence | Total des points/Nombre total ETP | **Permet d'apprécier les moyens en personnel d'un service tutélaire par rapport au nombre de points**.<br><br>Il mesure **la lourdeur des mesures gérées par chaque ETP**. En effet, cet indicateur précise le nombre de points pris en charge par chaque salarié. Il se décline pour l'ensemble du personnel, pour les délégués et pour les autres personnels. Il est plus pertinent de prendre en compte le nombre de points gérés par l'ensemble du personnel car cela permet de neutraliser les choix organisationnels des services.<br><br>**Valeur supérieure à la moyenne nationale**: la charge de travail qui pèse sur les personnels est importante par rapport à la moyenne. Cette valeur doit être comparée avec le poids moyen de la mesure.<br>Deux situations peuvent se présenter :<br>- soit la valeur du poids moyen de la mesure est également élevée, cela signifie que les personnels de ce service gèrent des mesures plus lourdes et que les moyens en personnel ne sont pas suffisants. Un ajustement devrait se faire par l'embauche de personnels supplémentaires afin de compenser cette charge de travail ;<br>- soit la valeur du poids moyen de la mesure se situe dans la moyenne nationale ou est inférieure ; la charge de travail supplémentaire qui pèse sur les personnels n'est pas liée à des mesures plus lourdes mais uniquement à des moyens en personnel inadéquats au regard de la charge de travail qui pèse sur le personnel. |

| Type d'indicateurs | Indicateurs | Mode de calcul | Objectifs et interprétation |
|---|---|---|---|
| | | | **Valeur inférieure à la moyenne nationale** : la charge de travail pesant sur les personnels est moins importante que dans les autres services soit parce que son panier de mesures est composé de mesures moins lourdes, soit parce que les moyens en personnel sont trop importants au regard des mesures prises en charge.<br>Ce service sera donc en mesure d'absorber une certaine augmentation de son activité sans recrutement de personnel supplémentaire. |
| | Coût de l'intervention des délégués | Dépenses de personnels délégués à la tutelle/Temps actif mobilisable (TAM) | **Mesure le coût des interventions auprès des usagers hors les charges de structure**<br><br>**Valeur supérieure à la moyenne nationale :** le coût de l'intervention des délégués est donc plus important que dans les autres services. Ceci est imputable soit à des charges de personnels délégués à la tutelle trop élevées par rapport aux autres services (voir les valeurs des indicateurs vieillesse technicité, la structure de qualification (attention : ces indicateurs concernent l'ensemble des personnels mais ils peuvent donner des premiers éléments d'analyse) soit à un temps actif mobilisable très faible (voir la valeur de l'indicateur TAM). Ceci peut être la conséquence d'un absentéisme important, de personnels en formation non remplacés, du non remplacement des personnels absents ou en congés, et/ou de l'application dans le service des congés trimestriels…<br><br>**Valeur inférieure à la moyenne nationale :** ceci est lié soit à des charges de personnels faibles par rapport aux autres services, soit à un TAM élevé (voir la valeur de l'indicateur TAM). Dans ce dernier cas, cela signifie que le service a fait le choix de remplacer le personnel absent pour différentes causes (maternité, maladie...) ou a recours à des heures supplémentaires ou encore a très peu d'absentéisme. |
| | Nombre de mesures moyennes par ETP<br>Indicateur de référence | (Total des points/(valeur nationale du 2P3Mx12))/Nombre total d'ETP | **A pour but d'apprécier le nombre de mesures par salarié sur la base d'une mesure dont la lourdeur de prise en charge est moyenne au niveau national.**<br><br>**Valeur supérieure à la moyenne nationale** : la charge de travail qui pèse sur les personnels est importante par rapport à la moyenne. Ceci est donc lié soit au fait que les mesures gérées par le service sont plus lourdes (voir la valeur du poids moyen de la mesure du service), soit que les moyens en personnel sont insuffisants, soit les deux.<br><br>**Valeur inférieure à la moyenne nationale :** la charge de travail pesant sur les personnels est moins importante que dans les autres services. Ceci est lié soit à des mesures prises en charge par le service moins lourdes (voir la valeur du poids moyen de la mesure), soit que les personnels sont en nombre suffisant au regard de la lourdeur des mesures, soit les deux. Ce service sera en mesure d'absorber une certaine augmentation de son activité sans recrutement de personnel supplémentaire. |

| Type d'indicateurs | Indicateurs | Mode de calcul | Objectifs et interprétation |
|---|---|---|---|
| Indicateur de personnel | Indicateur de qualification | Répartition du personnel selon leur niveau de qualification | **Cet indicateur permet d'apprécier la structure de qualification des effectifs en postes**.<br><br>Il met en lumière les écarts de répartition des qualifications entre les services. Il informe sur le marché du travail et d'éventuelles difficultés de recrutement, ainsi que sur l'adaptation du recrutement à la spécificité de la mission.<br>L'analyse de cet indicateur permet d'expliquer la valeur d'autres indicateurs notamment des indicateurs de coûts. Si un service a un % de personnel ayant un niveau de qualification élevé plus important que dans les autres services du secteur alors cela pourra expliquer des coûts plus importants ; le service devra toutefois justifier ces écarts. |
| Indicateur de personnel | Indicateur de vieillesse-technicité | La somme des rapports (indice réel / indice de base) pondérés par l'équivalent temps plein pour tous les personnels divisée par la somme des équivalents temps | **Mesure le poids de l'ancienneté et de la technicité sur la masse salariale. Permet d'apprécier, d'une part, de l'ancienneté du personnel, et d'autre part, de l'intensité du turn-over au sein des structures**.<br><br>Cet indicateur mesure le poids de l'ancienneté et de la technicité sur la masse salariale. Il permet d'apprécier d'une part l'ancienneté du personnel, et d'autre part, la politique catégorielle et promotionnelle de l'établissement. Il peut aussi être mis en corrélation avec l'intensité du turn-over au sein des structures. L'analyse doit tenir compte de l'ancienneté de la structure. Les résultats de l'indicateur offrent une photographie de l'évolution des carrières au sein de différentes structures.<br><br>Cet indicateur permet également d'expliquer les valeurs d'autres indicateurs notamment les indicateurs de coûts. |
| Indicateur de personnel | Temps actif mobilisable | (Temps de travail théorique (1607)xETP)-heures d'absence + heures supplémentaires) / (temps de travail théorique (1607)xETP) | **Cet indicateur mesure le temps de travail dans le service, temps disponible auprès des usagers, temps de transport pour les services et temps de présence dans le service.**<br><br>Ce recensement concerne uniquement les délégués à la tutelle. Cet indicateur mesure la présence réelle, c'est-à-dire le « présentéisme » qui est différent de la présence légale ou conventionnelle dans le service diminué de l'absentéisme tel que reconnu par le code du travail.<br>Cet indicateur mesure donc la présence réelle dans le service sans avoir la répartition de cette présence entre le temps consacré directement à l'usager ou à des réunions par exemple. La valeur de cet indicateur doit être interprétée en lien avec l'indicateur relatif à la formation. Le TAM permettra de voir si les personnes parties en formation ont été remplacées.<br>La valeur de cet indicateur permet également d'analyser la valeur de l'indicateur relatif au coût de l'intervention des délégués. |

| Type d'indicateurs | Indicateurs | Mode de calcul | Objectifs et interprétation |
|---|---|---|---|
| Indicateur de personnel | Indicateur du temps de formation | Nombre d'heures de formation réalisées par les délégués à la tutelle/Nombre total ETP délégué | **Permet d'évaluer les actions de la structure en faveur de la formation**<br><br>Cet indicateur permet d'évaluer les actions de la structure en faveur de la formation. La valeur de cet indicateur devrait progresser du fait des nouvelles conditions d'exercice prévues par la loi. |
| Indicateurs financiers et de structure | Valeur du point personnel (délégué et autres personnels) | Total des dépenses de personnel/Total des points | **Permet de comparer les charges afférentes au personnel en neutralisant l'hétérogénéité des mesures prises en charge**.<br><br>Prend en compte les spécificités d'organisation des services tutélaires. Il est intéressant de comparer cet indicateur avec le nombre de points par ETP pour voir si les valeurs concordent ou non.<br><br>- **Valeur supérieure à la moyenne nationale :** les moyens alloués pour le financement du personnel sont élevés au regard de la charge du travail du service. Soit le service gère des mesures moins lourdes en moyenne que les autres services (voir la valeur du poids moyen de la mesure), soit le nombre de personnels est trop important au regard de cette charge de travail, soit les deux. Une dernière explication pourrait être que seules les charges de personnel sont trop importantes. Dans ce cas, il devrait y avoir une discordance avec le nombre de points par ETP en personnel (valeur inférieure ou proche de la moyenne) et la valeur du point personnel. Une analyse plus fine des charges de personnel devra être faite.<br>- **Valeur inférieure à la moyenne nationale** : les moyens alloués pour le financement du personnel ne sont pas en adéquation avec la lourdeur des mesures gérées. Ceci est dû soit au fait que le service a des mesures très lourdes, soit que le nombre de personnels en poste est insuffisant au regard de la charge de travail, soit les deux. Si ces raisons ne s'avèrent pas concluantes, alors une analyse détaillée des charges de personnel devra être faite ainsi que des autres indicateurs relatifs au personnel (indicateur de qualification, vieillesse technicité...). |
| | Valeur du point service<br>Indicateur de référence | Total du budget/Total des points | **Permet de comparer les charges globales d'un service tutélaire en neutralisant l'hétérogénéité des mesures prises en charge. La valeur de cet indicateur correspond au coût du point du service.**<br><br>**Valeur supérieure à la moyenne nationale** : les moyens alloués au service sont importants au regard de la lourdeur des mesures qu'il gère. Il faut donc analyser les autres indicateurs pour expliquer cette situation. |

| Type d'indicateurs | Indicateurs | Mode de calcul | Objectifs et interprétation |
|---|---|---|---|
| | | | - soit le service a des mesures moins lourdes en moyenne que les autres services (voir poids moyen de la mesure et nombre de points par ETP) ;<br>- soit le nombre de personnels est trop important au regard des mesures prises en charge ;<br>- soit les deux : poids moyen de la mesure faible et nombre de personnels important au regard de la charge de travail ;<br>- soit le nombre de personnels est « correct » au regard du nombre de points mais ce sont les charges de personnel qui sont trop élevées (dans ce cas-là, il devrait y avoir une discordance entre le nombre de points par ETP (au niveau de la moyenne) et la valeur du point personnel (valeur supérieure à la moyenne). Il est nécessaire pour expliquer cette situation de voir les valeurs des indicateurs liés au personnel (indicateur de formation, qualification des personnels, indicateur vieillesse-technicité, TAM).<br>**Valeur inférieure à la moyenne nationale** : cela signifie :<br>- soit que le service gère des mesures très lourdes par rapport aux moyens qui lui sont alloués. Il faut vérifier cette interprétation par le biais notamment de l'indicateur relatif au nombre de points par ETP ou du poids moyen de la mesure majeur protégé. Si les valeurs de ces deux indicateurs sont élevées par rapport aux valeurs moyennes et médianes régionales ou départementales, alors il pourrait être justifié, dans une logique de réduction des écarts, d'accroître les moyens du service par l'embauche de personnels supplémentaires ;<br>- soit que ses charges, notamment de personnel, sont assez faibles par rapport aux autres services. Cette interprétation doit quant à elle être vérifiée par le biais des indicateurs suivants : valeur du point personnel ou indicateur- vieillesse technicité (personnel avec ancienneté faible). Les valeurs de ces indicateurs permettent de voir si les écarts sont justifiés ou non. |
| | Répartition des ETP délégués et autres | Nombre de postes ETP délégués et autres personnels/ Total du personnel en ETP | **Permet de comparer les moyens en personnel et les choix effectués dans l'organisation du service**<br><br>En effet, un service tutélaire peut opter soit pour une organisation où des services juridiques, administratifs, comptables appuient le délégué à la tutelle qui, lui, oriente son activité sur l'accompagnement à la personne, soit restreindre ces différents services et confier aux délégués des tâches autres que l'accompagnement à la personne. |

DIRECTION GENERALE
DE LA COHESION SOCIALE

# Annexe 6

# Valeurs des indicateurs des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM)

# Tableaux de bord

**Tableau de bord relatif aux indicateurs- Moyennes**

**Données générales**

| | 2022 | 2023 | | 2024 (Prévisionnel) | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Nombre | Taux évolution/N-1 | Nombre | Taux évolution/N |
| **Mesures au 31/12 (sans sauvegarde)** | **378 705** | **385 277** | 1,74% | **392 760** | 1,9% |
| **Mesures au 31/12 (avec sauvegarde)** | **385 828** | **394 440** | 2,23% | **402 159** | 2,0% |
| **Mesures en moyenne dans l'année (avec sauvegarde)** | **384 513** | **389 989** | 1,4% | **398 447** | 2,2% |
| **ETP** | **13 430** | **13 951** | 3,9% | **14 303** | 2,5% |
| **Nombre de points** | **50 431 059** | **51 118 445** | 1,4% | **52 482 108** | 2,67% |

**Indicateurs de référence-Moyennes**

| | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|
| **Poids moyen de la mesure majeur protégé** | 10,93 | 10,92 | 10,98 |
| **Valeur du point service** | 15,69 | 16,43 | 17,21 |
| **Nombre de points par ETP** | 3 755 | 3 664 | 3 669 |
| **Nombre de mesure "moyenne" par ETP** | 28,68 | 27,99 | 28,03 |

**Indicateurs secondaires liés aux groupes fonctionnels-Moyennes**

| | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|
| **Valeur du point afférent aux dépenses de personnel dont :** | **12,64** | **14,30** | **14,13** |
| - Valeur du point délégué | 6,49 | 7,02 | 7,34 |
| - Valeur du point autres personnels | 6,15 | 7,28 | 6,79 |

**Indicateurs relatifs au personnel-Moyennes**

| Nombre de postes ETP (en %) | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|
| **Délégués** | 51,7% | 52,0% | 52,1% |
| **Autres personnel** | 48,3% | 48,0% | 47,9% |

| Indicateur de qualification en 2022 | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Niveau 4 | Niveau 5 | Niveau 6 | Niveau 7 | Niveau 8 | Niveaux 1 à 8 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| % | 2,4% | 6,1% | 30,7% | 18,9% | 24,0% | 14,9% | 3,4% | 0,3% | 100,0% |

| Indicateur de formation | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|
| nb d'h/ETP | 33,7 | 35,6 | 35,2 |

| | |
|---|---|
| Indice de vieillesse-technicité en 2022 | 1,22 |

| | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|
| **Nombre de points par l'ensemble des ETP** | **3 755** | **3 664** | **3 669** |
| Nombre de points par ETP délégués | 7 264 | 7 046 | 7 043 |
| Nombre de points par ETP autres personnels | 7 774 | 7 634 | 7 660 |

**Indicateurs d'activité-Moyennes**

| | 2022 |
|---|---|
| | TAM par rapport à la durée théorique annuelle de travail |
| **Indicateur de temps actif mobilisable** | 0,93 |

| | 2022 |
|---|---|
| **Coût de l'intervention des délégués** | 32,66 |

**Répartition des mesures en moyenne dans l'année selon leur nature et selon le nombre de points**

| | 2022 | | | | 2023 (prévisionnel) | | | | 2024 (prévisionnel) | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre de mesures en moyenne | En % du total des mesures | Nombre de points | En % du total des points | Nombre de mesures en moyenne | En % du total des mesures | Nombre de points | En % du total des points | Nombre de mesures en moyenne | En % du total des mesures | Nombre de points | En % du total des points |
| MAJ | 1 435 | 0,4% | 261 963 | 0,5% | 1 409 | 0,4% | 257 497 | 0,5% | 1 457 | 0,4% | 264 392 | 0,5% |
| Curatelle renforcée | 204 627 | 54,2% | 30 997 665 | 61,5% | 207 008 | 54,2% | 31 304 092 | 61,2% | 211 384 | 54,2% | 32 086 975 | 63,6% |
| Curatelle simple | 8 831 | 2,3% | 1 111 952 | 2,2% | 8 967 | 2,3% | 1 125 239 | 2,2% | 9 272 | 2,4% | 1 164 268 | 2,3% |
| Tutelle | 135 695 | 36,0% | 13 125 692 | 26,0% | 136 723 | 35,8% | 13 232 175 | 25,9% | 139 203 | 35,7% | 13 574 829 | 26,9% |
| Sauvegarde de justice | 7 260 | 1,9% | 1 742 778 | 3,5% | 7 918 | 2,1% | 1 900 316 | 3,7% | 8 319 | 2,1% | 1 996 480 | 4,0% |
| Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne | 24 862 | 6,6% | 3 114 633 | 6,2% | 25 821 | 6,8% | 3 207 825 | 6,3% | 26 383 | 6,8% | 3 294 370 | 6,5% |
| Subrogé tuteur ou curateur | 1 803 | 0,5% | 76 377 | 0,2% | 2 142 | 0,6% | 91 302 | 0,2% | 2 429 | 0,6% | 100 794 | 0,2% |
| **Total hors sauvegarde** | **377 253** | **98,1%** | **48 688 281** | **96,5%** | **382 071** | **98,0%** | **49 218 130** | **96,3%** | **390 128** | **97,9%** | **50 485 628** | **96,2%** |
| **Total** | **384 513** | **100%** | **50 431 059** | **100%** | **389 989** | **100%** | **51 118 445** | **100%** | **398 447** | **100%** | **52 482 108** | **100%** |
| Total en établissement | 129 631 | 34,4% | 11 193 356 | 23,0% | 131 015 | 34,3% | 11 294 047 | 22,9% | 132 911 | 34,1% | 11 537 394 | 22,9% |
| Total à domicile | 247 621 | 65,6% | 37 494 925 | 77,0% | 251 055 | 65,7% | 37 924 082 | 77,1% | 257 217 | 65,9% | 38 948 234 | 77,1% |
| Sorties | 38 310 | 10,0% | 2 642 690 | 5,2% | 36 237 | 9,3% | 2 590 943 | 5,1% | 36 103 | 9,1% | 2 979 155 | 5,7% |
| Mesures nouvelles | 35 951 | 9,3% | 1 141 971 | 2,3% | 36 321 | 9,3% | 1 082 854 | 2,1% | 41 937 | 10,5% | 1 092 623 | 2,1% |

**Répartition des mesures selon leur nature au 31/12**

| | 2022 | | | 2023 (prévisionnel) | | | 2024 (prévisionnel) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En nombre au 31/12 | En % du total des mesures | % des mesures à domicile | En nombre au 31/12 | En % du total des mesures | % des mesures à domicile | En nombre au 31/12 | En % du total des mesures | % des mesures à domicile |
| MAJ | 1 396 | 0,4% | 98,6% | 1 418 | 0,4% | 98,8% | 1 495 | 0,4% | 99,1% |
| Curatelle renforcée | 205 284 | 53,2% | 81,7% | 208 722 | 52,9% | 82,0% | 212 703 | 52,9% | 82,1% |
| Curatelle simple | 8 740 | 2,3% | 95,7% | 8 864 | 2,2% | 95,5% | 9 044 | 2,2% | 95,2% |
| Tutelle | 135 948 | 35,2% | 37,2% | 138 154 | 35,0% | 37,7% | 140 462 | 34,9% | 38,2% |
| Sauvegarde de justice | 7 123 | 1,8% | 0,0% | 9 163 | 2,3% | 0,0% | 9 399 | 2,3% | 0,0% |
| Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne | 25 280 | 6,6% | 73,0% | 25 759 | 6,5% | 73,5% | 26 521 | 6,6% | 73,8% |
| Subrogé tuteur ou curateur | 2 057 | 0,5% | 69,6% | 2 360 | 0,6% | 69,5% | 2 535 | 0,6% | 67,8% |
| **TOTAL hors sauvegarde** | **378 705** | **98,2%** | **0,0%** | **385 277** | **97,7%** | **0,0%** | **392 760** | **97,7%** | **0,0%** |
| **TOTAL** | **385 828** | **100%** | **64,3%** | **394 440** | **100%** | **64,3%** | **402 159** | **100%** | **64,5%** |

## Tableau de bord relatif aux indicateurs- Médianes

### Indicateurs de référence-Médianes

| | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|
| **Poids moyen de la mesure majeur protégé** | 10,93 | 10,92 | 10,97 |
| **Valeur du point service** | 15,73 | 16,58 | 17,24 |
| **Nombre de points par ETP** | 3 728 | 3 646 | 3 659 |
| **Nombre de mesure "moyenne" par ETP** | 28,47 | 27,85 | 27,95 |

### Indicateurs secondaires liés aux groupes fonctionnels-Médianes

| | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|
| **Valeur du point afférent aux dépenses de personnel dont :** | **12,71** | **13,47** | **14,10** |
| - Valeur du point délégué | 6,44 | 7,10 | 7,30 |
| - Valeur du point autres personnels | 6,19 | 6,40 | 6,75 |

### Indicateurs relatifs au personnel-Médianes

| Nombre de postes ETP (en %) | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|
| **Délégués** | 51,84% | 52,04% | 52,12% |
| **Autres personnel** | 48,16% | 47,96% | 47,88% |

| Indicateur de qualification en 2022 | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Niveau 4 | Niveau 5 | Niveau 6 | Niveau 7 | Niveau 8 | Niveaux 1 à 8 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| % | 0,0% | 0,3% | 23,3% | 18,5% | 13,9% | 0,5% | 0,0% | 0,0% | 100,0% |

| Indicateur de formation | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|
| nb d'h/ETP | 28,9 | 31,3 | 31,3 |

| | |
|---|---|
| Indice de vieillesse-technicité en 2022 | 1,22 |

| | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|
| **Nombre de points par l'ensemble des ETP** | **3 728** | **3 646** | **3 659** |
| Nombre de points par ETP délégués | 7 245 | 6 996 | 7 017 |
| Nombre de points par ETP autres personnels | 7 786 | 7 718 | 7 673 |

**Indicateurs d'activité-Médianes**

| | 2022 |
|---|---|
| | TAM par rapport à la durée théorique annuelle de travail |
| **Indicateur de temps actif mobilisable** | 0,92 |

| | 2022 |
|---|---|
| **Coût de l'intervention des délégués** | 31,94 |

**Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs**

**Nombre de mesures au 31/12**

**Mesures au 31 décembre 2022**

| Régions et départements | Curatelle renforcée | | Curatelle simple | | Tutelle | | Mesure d'accompagnement judiciaire | | Sauvegarde de justice | | Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne | | Subrogé tuteur ou curateur | | % des mesures à domicile | % des mesures en établissement | Total des mesures au 31/12 hors sauvegarde | Total des mesures au 31/12 avec sauvegarde |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | % du total des mesures | Nombre | % du total des mesures | Nombre | % du total des mesures | Nombre | % du total des mesures | Nombre | % du total des mesures | Nombre | % du total des mesures | Nombre | % du total des mesures | | | | |
| 8 Ardennes | 1 102 | 44,2% | 31 | 1,2% | 1 297 | 52,0% | 6 | 0,2% | 15 | 0,6% | 41 | 1,6% | 0 | 0,0% | 74,4% | 25,6% | 2 477 | 2 492 |
| 10 Aube | 1 044 | 44,8% | 60 | 2,6% | 991 | 42,6% | 12 | 0,5% | 27 | 1,2% | 194 | 8,3% | 0 | 0,0% | 68,5% | 31,5% | 2 301 | 2 328 |
| 51 Marne | 1 498 | 53,7% | 60 | 2,1% | 819 | 29,3% | 8 | 0,3% | 46 | 1,6% | 360 | 12,9% | 1 | 0,0% | 72,8% | 27,2% | 2 746 | 2 792 |
| 52 Marne Haute | 696 | 48,4% | 38 | 2,6% | 617 | 42,9% | 8 | 0,6% | 47 | 3,3% | 30 | 2,1% | 2 | 0,1% | 70,8% | 29,2% | 1 391 | 1 438 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 1 585 | 43,6% | 56 | 1,5% | 1 583 | 43,6% | 12 | 0,3% | 69 | 1,9% | 327 | 9,0% | 2 | 0,1% | 65,7% | 34,3% | 3 565 | 3 634 |
| 55 Meuse | 850 | 44,7% | 56 | 2,9% | 928 | 48,8% | 15 | 0,8% | 10 | 0,5% | 42 | 2,2% | 0 | 0,0% | 62,1% | 37,9% | 1 891 | 1 901 |
| 57 Moselle | 2 687 | 45,2% | 177 | 3,0% | 2 560 | 43,0% | 41 | 0,7% | 18 | 0,3% | 456 | 7,7% | 9 | 0,2% | 64,7% | 35,3% | 5 930 | 5 948 |
| 67 Rhin (Bas) | 1 610 | 47,8% | 92 | 2,7% | 1 282 | 38,1% | 40 | 1,2% | 28 | 0,8% | 312 | 9,3% | 3 | 0,1% | 74,6% | 25,4% | 3 339 | 3 367 |
| 68 Rhin (Haut) | 1 736 | 42,6% | 72 | 1,8% | 1 357 | 33,3% | 24 | 0,6% | 104 | 2,6% | 713 | 17,5% | 65 | 1,6% | 67,4% | 32,6% | 3 967 | 4 071 |
| 88 Vosges | 1 858 | 59,7% | 79 | 2,5% | 983 | 31,6% | 10 | 0,3% | 61 | 2,0% | 119 | 3,8% | 0 | 0,0% | 61,7% | 38,3% | 3 049 | 3 110 |
| **Grand Est** | **14 666** | **47,2%** | **721** | **2,3%** | **12 417** | **40,0%** | **176** | **0,6%** | **425** | **1,4%** | **2 594** | **8,3%** | **82** | **0,3%** | **67,8%** | **32,2%** | **30 656** | **31 081** |
| 16 Charente | 1 597 | 52,5% | 80 | 2,6% | 1 063 | 34,9% | 22 | 0,7% | 67 | 2,2% | 182 | 6,0% | 31 | 1,0% | 66,2% | 33,8% | 2 975 | 3 042 |
| 17 Charente Maritime | 3 234 | 52,1% | 170 | 2,7% | 2 392 | 38,6% | 11 | 0,2% | 104 | 1,7% | 276 | 4,4% | 16 | 0,3% | 65,2% | 34,8% | 6 099 | 6 203 |
| 19 Corrèze | 1 182 | 49,6% | 49 | 2,1% | 971 | 40,7% | 11 | 0,5% | 76 | 3,2% | 69 | 2,9% | 26 | 1,1% | 51,9% | 48,1% | 2 308 | 2 384 |
| 23 Creuse | 252 | 18,7% | 40 | 3,0% | 418 | 31,0% | 21 | 1,6% | 20 | 1,5% | 596 | 44,2% | 0 | 0,0% | 46,6% | 53,4% | 1 327 | 1 347 |
| 24 Dordogne | 2 677 | 51,7% | 126 | 2,4% | 2 110 | 40,8% | 15 | 0,3% | 169 | 3,3% | 72 | 1,4% | 6 | 0,1% | 64,9% | 35,1% | 5 006 | 5 175 |
| 33 Gironde | 5 416 | 58,0% | 245 | 2,6% | 2 795 | 30,0% | 17 | 0,2% | 306 | 3,3% | 483 | 5,2% | 68 | 0,7% | 73,0% | 27,0% | 9 024 | 9 330 |
| 40 Landes | 1 292 | 44,8% | 37 | 1,3% | 707 | 24,5% | 11 | 0,4% | 95 | 3,3% | 725 | 25,1% | 18 | 0,6% | 62,9% | 37,1% | 2 790 | 2 885 |
| 47 Lot-et-Garonne | 1 922 | 61,8% | 74 | 2,4% | 932 | 29,9% | 2 | 0,1% | 89 | 2,9% | 89 | 2,9% | 4 | 0,1% | 64,0% | 36,0% | 3 023 | 3 112 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 2 719 | 58,3% | 119 | 2,6% | 1 339 | 28,7% | 11 | 0,2% | 109 | 2,3% | 362 | 7,8% | 7 | 0,2% | 63,9% | 36,1% | 4 557 | 4 666 |
| 79 Sèvres Deux | 1 925 | 49,9% | 107 | 2,8% | 1 427 | 37,0% | 16 | 0,4% | 102 | 2,6% | 276 | 7,2% | 2 | 0,1% | 67,7% | 32,3% | 3 753 | 3 855 |
| 86 Vienne | 1 428 | 41,9% | 103 | 3,0% | 1 631 | 47,9% | 18 | 0,5% | 24 | 0,7% | 188 | 5,5% | 14 | 0,4% | 65,5% | 34,5% | 3 382 | 3 406 |
| 87 Vienne (Haute) | 2 003 | 65,2% | 41 | 1,3% | 816 | 26,6% | 21 | 0,7% | 72 | 2,3% | 113 | 3,7% | 5 | 0,2% | 70,6% | 29,4% | 2 999 | 3 071 |
| **Nouvelle Aquitaine** | **25 647** | **52,9%** | **1 191** | **2,5%** | **16 601** | **34,2%** | **176** | **0,4%** | **1 233** | **2,5%** | **3 431** | **7,1%** | **197** | **0,4%** | **65,8%** | **34,2%** | **47 243** | **48 476** |
| 21 Côte d'Or | 1 840 | 67,7% | 56 | 2,1% | 757 | 27,9% | 4 | 0,1% | 26 | 1,0% | 30 | 1,1% | 5 | 0,2% | 63,5% | 36,5% | 2 692 | 2 718 |
| 25 Doubs | 1 768 | 56,5% | 67 | 2,1% | 928 | 29,7% | 49 | 1,6% | 85 | 2,7% | 163 | 5,2% | 68 | 2,2% | 68,3% | 31,7% | 3 043 | 3 128 |
| 39 Jura | 1 422 | 61,4% | 89 | 3,8% | 692 | 29,9% | 23 | 1,0% | 36 | 1,6% | 50 | 2,2% | 3 | 0,1% | 69,2% | 30,8% | 2 279 | 2 315 |
| 58 Nièvre | 1 247 | 57,1% | 50 | 2,3% | 753 | 34,5% | 9 | 0,4% | 34 | 1,6% | 65 | 3,0% | 24 | 1,1% | 64,0% | 36,0% | 2 148 | 2 182 |
| 70 Saône Haute | 619 | 29,5% | 41 | 2,0% | 787 | 37,5% | 26 | 1,2% | 69 | 3,3% | 553 | 26,4% | 3 | 0,1% | 68,3% | 31,7% | 2 029 | 2 098 |
| 71 Saône Loire | 2 797 | 60,1% | 130 | 2,8% | 1 388 | 29,8% | 39 | 0,8% | 122 | 2,6% | 160 | 3,4% | 15 | 0,3% | 69,0% | 31,0% | 4 529 | 4 651 |
| 89 Yonne | 1 500 | 55,0% | 61 | 2,2% | 921 | 33,7% | 17 | 0,6% | 42 | 1,5% | 182 | 6,7% | 6 | 0,2% | 57,3% | 42,7% | 2 687 | 2 729 |
| 90 Territ. de Belfort | 438 | 46,0% | 22 | 2,3% | 451 | 47,4% | 7 | 0,7% | 3 | 0,3% | 31 | 3,3% | 0 | 0,0% | 72,3% | 27,7% | 949 | 952 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | **11 631** | **56,0%** | **516** | **2,5%** | **6 677** | **32,1%** | **174** | **0,8%** | **417** | **2,0%** | **1 234** | **5,9%** | **124** | **0,6%** | **66,2%** | **33,8%** | **20 356** | **20 773** |
| 22 Côtes d'Armor | 2 780 | 48,3% | 85 | 1,5% | 1 608 | 27,9% | 27 | 0,5% | 98 | 1,7% | 1 153 | 20,0% | 7 | 0,1% | 68,1% | 31,9% | 5 660 | 5 758 |
| 29 Finistère | 5 040 | 61,7% | 65 | 0,8% | 2 492 | 30,5% | 28 | 0,3% | 131 | 1,6% | 351 | 4,3% | 56 | 0,7% | 66,2% | 33,8% | 8 032 | 8 163 |
| 35 Ille et Vilaine | 3 738 | 57,0% | 94 | 1,4% | 1 952 | 29,8% | 29 | 0,4% | 39 | 0,6% | 699 | 10,7% | 5 | 0,1% | 69,5% | 30,5% | 6 517 | 6 556 |
| 56 Morbihan | 3 774 | 62,5% | 172 | 2,8% | 1 879 | 31,1% | 9 | 0,1% | 78 | 1,3% | 117 | 1,9% | 9 | 0,1% | 75,2% | 24,8% | 5 960 | 6 038 |
| **Bretagne** | **15 332** | **57,8%** | **416** | **1,6%** | **7 931** | **29,9%** | **93** | **0,4%** | **346** | **1,3%** | **2 320** | **8,7%** | **77** | **0,3%** | **69,5%** | **30,5%** | **26 169** | **26 515** |
| 18 Cher | 993 | 29,7% | 91 | 2,7% | 1 175 | 35,2% | 21 | 0,6% | 69 | 2,1% | 987 | 29,5% | 6 | 0,2% | 65,0% | 35,0% | 3 273 | 3 342 |
| 28 Eure et Loir | 1 506 | 51,0% | 57 | 1,9% | 1 201 | 40,6% | 15 | 0,5% | 51 | 1,7% | 100 | 3,4% | 25 | 0,8% | 62,0% | 38,0% | 2 904 | 2 955 |
| 36 Indre | 1 428 | 54,9% | 82 | 3,2% | 940 | 36,1% | 2 | 0,1% | 77 | 3,0% | 39 | 1,5% | 33 | 1,3% | 65,6% | 34,4% | 2 524 | 2 601 |
| 37 Indre-et-Loire | 2 736 | 59,0% | 138 | 3,0% | 1 625 | 35,0% | 8 | 0,2% | 76 | 1,6% | 55 | 1,2% | 2 | 0,0% | 67,7% | 32,3% | 4 564 | 4 640 |
| 41 Loir et Cher | 1 023 | 46,7% | 39 | 1,8% | 757 | 34,6% | 18 | 0,8% | 15 | 0,7% | 337 | 15,4% | 0 | 0,0% | 61,6% | 38,4% | 2 174 | 2 189 |
| 45 Loiret | 1 700 | 60,1% | 62 | 2,2% | 876 | 31,0% | 16 | 0,6% | 111 | 3,9% | 54 | 1,9% | 9 | 0,3% | 69,5% | 30,5% | 2 717 | 2 828 |
| **Centre-Val de Loire** | **9 386** | **50,6%** | **469** | **2,5%** | **6 574** | **35,4%** | **80** | **0,4%** | **399** | **2,2%** | **1 572** | **8,5%** | **75** | **0,4%** | **65,5%** | **34,5%** | **18 156** | **18 555** |
| 2A Corse du Sud | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% | 0% | 0% | 0 | 0 |
| 2B Corse Haute | 312 | 50,4% | 19 | 3,1% | 241 | 38,9% | 18 | 2,9% | 8 | 1,3% | 20 | 3,2% | 1 | 0,2% | 58,3% | 41,7% | 611 | 619 |
| **Corse** | **312** | **50,4%** | **19** | **3,1%** | **241** | **38,9%** | **18** | **2,9%** | **8** | **1,3%** | **20** | **3,2%** | **1** | **0,2%** | **58,3%** | **41,7%** | **611** | **619** |
| 75 Paris | 3 330 | 58,6% | 197 | 3,5% | 1 898 | 33,4% | 4 | 0,1% | 65 | 1,1% | 174 | 3,1% | 16 | 0,3% | 65,0% | 35,0% | 5 619 | 5 684 |
| 77 Seine Marne | 2 670 | 54,9% | 82 | 1,7% | 1 698 | 34,9% | 28 | 0,6% | 101 | 2,1% | 269 | 5,5% | 16 | 0,3% | 62,3% | 37,7% | 4 763 | 4 864 |
| 78 Yvelines | 2 420 | 58,8% | 69 | 1,7% | 1 460 | 35,5% | 0 | 0,0% | 33 | 0,8% | 131 | 3,2% | 2 | 0,0% | 56,9% | 43,1% | 4 082 | 4 115 |
| 91 Essonne | 2 747 | 61,6% | 142 | 3,2% | 1 319 | 29,6% | 4 | 0,1% | 79 | 1,8% | 136 | 3,0% | 34 | 0,8% | 63,7% | 36,3% | 4 382 | 4 461 |
| 92 Seine Hauts de | 2 045 | 60,8% | 73 | 2,2% | 1 042 | 31,0% | 19 | 0,6% | 55 | 1,6% | 101 | 3,0% | 26 | 0,8% | 70,5% | 29,5% | 3 306 | 3 361 |
| 93 Seine St Denis | 2 012 | 50,9% | 107 | 2,7% | 1 488 | 37,6% | 8 | 0,2% | 78 | 2,0% | 109 | 2,8% | 153 | 3,9% | 64,0% | 36,0% | 3 877 | 3 955 |
| 94 Val de Marne | 1 995 | 60,6% | 80 | 2,4% | 937 | 28,5% | 10 | 0,3% | 85 | 2,6% | 162 | 4,9% | 24 | 0,7% | 68,2% | 31,8% | 3 208 | 3 293 |
| 95 Val d'oise | 1 446 | 50,4% | 57 | 2,0% | 1 165 | 40,6% | 5 | 0,2% | 19 | 0,7% | 162 | 5,6% | 15 | 0,5% | 58,4% | 41,6% | 2 850 | 2 869 |
| **Ile de France** | **18 665** | **57,3%** | **807** | **2,5%** | **11 007** | **33,8%** | **78** | **0,2%** | **515** | **1,6%** | **1 244** | **3,8%** | **286** | **0,9%** | **63,6%** | **36,4%** | **32 087** | **32 602** |
| 9 Ariège | 385 | 43,4% | 38 | 4,3% | 387 | 43,6% | 0 | 0,0% | 45 | 5,1% | 30 | 3,4% | 3 | 0,3% | 61,1% | 38,9% | 843 | 888 |
| 11 Aude | 1 563 | 53,0% | 101 | 3,4% | 1 096 | 37,1% | 1 | 0,0% | 48 | 1,6% | 91 | 3,1% | 51 | 1,7% | 60,8% | 39,2% | 2 903 | 2 951 |
| 12 Aveyron | 1 331 | 60,6% | 83 | 3,8% | 658 | 30,0% | 16 | 0,7% | 71 | 3,2% | 30 | 1,4% | 6 | 0,3% | 59,7% | 40,3% | 2 124 | 2 195 |
| 30 Gard | 2 172 | 59,4% | 84 | 2,3% | 1 111 | 30,4% | 11 | 0,3% | 181 | 4,9% | 85 | 2,3% | 15 | 0,4% | 69,4% | 30,6% | 3 478 | 3 659 |
| 31 Garonne (Haute) | 2 170 | 52,9% | 74 | 1,8% | 1 539 | 37,5% | 11 | 0,3% | 137 | 3,3% | 129 | 3,1% | 45 | 1,1% | 64,3% | 35,7% | 3 968 | 4 105 |
| 32 Gers | 865 | 40,6% | 24 | 1,1% | 786 | 36,9% | 7 | 0,3% | 45 | 2,1% | 365 | 17,1% | 37 | 1,7% | 58,1% | 41,9% | 2 084 | 2 129 |
| 34 Hérault | 3 125 | 62,3% | 132 | 2,6% | 1 429 | 28,5% | 21 | 0,4% | 122 | 2,4% | 151 | 3,0% | 35 | 0,7% | 68,1% | 31,9% | 4 893 | 5 015 |
| 46 Lot | 808 | 55,0% | 46 | 3,1% | 548 | 37,3% | 1 | 0,1% | 32 | 2,2% | 27 | 1,8% | 8 | 0,5% | 55,2% | 44,8% | 1 438 | 1 470 |
| 48 Lozère | 628 | 40,7% | 23 | 1,5% | 852 | 55,2% | 2 | 0,1% | 8 | 0,5% | 25 | 1,6% | 6 | 0,4% | 21,2% | 78,8% | 1 536 | 1 544 |
| 65 Pyrénées Hautes | 736 | 46,6% | 15 | 1,0% | 682 | 43,2% | 2 | 0,1% | 2 | 0,1% | 126 | 8,0% | 15 | 1,0% | 62,6% | 37,4% | 1 576 | 1 578 |
| 66 Pyrénées Orient. | 1 641 | 56,9% | 136 | 4,7% | 956 | 33,1% | 3 | 0,1% | 77 | 2,7% | 59 | 2,0% | 13 | 0,5% | 68,7% | 31,3% | 2 808 | 2 885 |
| 81 Tarn | 1 303 | 54,6% | 39 | 1,6% | 830 | 34,8% | 9 | 0,4% | 29 | 1,2% | 165 | 6,9% | 10 | 0,4% | 62,4% | 37,6% | 2 356 | 2 385 |
| 82 Tarn et Garonne | 939 | 63,2% | 54 | 3,6% | 398 | 26,8% | 2 | 0,1% | 39 | 2,6% | 36 | 2,4% | 18 | 1,2% | 64,6% | 35,4% | 1 447 | 1 486 |
| **Occitanie** | **17 666** | **54,7%** | **849** | **2,6%** | **11 272** | **34,9%** | **86** | **0,3%** | **836** | **2,6%** | **1 319** | **4,1%** | **262** | **0,8%** | **62,0%** | **38,0%** | **31 454** | **32 290** |
| 2 Aisne | 1 422 | 31,9% | 55 | 1,2% | 1 953 | 43,8% | 0 | 0,0% | 32 | 0,7% | 994 | 22,3% | 7 | 0,2% | 61,2% | 38,8% | 4 431 | 4 463 |
| 59 Nord | 9 712 | 46,4% | 331 | 1,6% | 8 958 | 42,8% | 0 | 0,0% | 259 | 1,2% | 1 598 | 7,6% | 80 | 0,4% | 62,3% | 37,7% | 20 679 | 20 938 |
| 60 Oise | 2 451 | 51,5% | 123 | 2,6% | 1 747 | 36,7% | 3 | 0,1% | 70 | 1,5% | 350 | 7,4% | 14 | 0,3% | 61,1% | 38,9% | 4 688 | 4 758 |
| 62 Pas-de-Calais | 4 795 | 40,2% | 223 | 1,9% | 4 455 | 37,3% | 14 | 0,1% | 117 | 1,0% | 2 305 | 19,3% | 19 | 0,2% | 64,0% | 36,0% | 11 811 | 11 928 |
| 80 Somme | 2 749 | 52,2% | 92 | 1,7% | 2 137 | 40,5% | 57 | 1,1% | 41 | 0,8% | 170 | 3,2% | 25 | 0,5% | 63,6% | 36,4% | 5 230 | 5 271 |
| **Hauts-de-France** | **21 129** | **44,6%** | **824** | **1,7%** | **19 250** | **40,6%** | **74** | **0,2%** | **519** | **1,1%** | **5 417** | **11,4%** | **145** | **0,3%** | **62,6%** | **37,4%** | **46 839** | **47 358** |
| 14 Calvados | 4 050 | 61,9% | 134 | 2,0% | 2 006 | 30,6% | 29 | 0,4% | 120 | 1,8% | 191 | 2,9% | 17 | 0,3% | 71,9% | 28,1% | 6 427 | 6 547 |
| 27 Eure | 2 338 | 51,8% | 109 | 2,4% | 1 729 | 38,3% | 6 | 0,1% | 43 | 1,0% | 213 | 4,7% | 76 | 1,7% | 66,4% | 33,6% | 4 471 | 4 514 |
| 50 Manche | 2 633 | 56,6% | 103 | 2,2% | 1 449 | 31,1% | 10 | 0,2% | 85 | 1,8% | 344 | 7,4% | 29 | 0,6% | 74,2% | 25,8% | 4 568 | 4 653 |
| 61 Orne | 1 556 | 56,8% | 28 | 1,0% | 1 008 | 36,8% | 24 | 0,9% | 14 | 0,5% | 76 | 2,8% | 32 | 1,2% | 61,2% | 38,8% | 2 724 | 2 738 |
| 76 Seine Maritime | 5 768 | 54,3% | 281 | 2,6% | 3 351 | 31,6% | 40 | 0,4% | 173 | 1,6% | 889 | 8,4% | 116 | 1,1% | 71,5% | 28,5% | 10 445 | 10 618 |
| **Normandie** | **16 345** | **56,2%** | **655** | **2,3%** | **9 543** | **32,8%** | **109** | **0,4%** | **435** | **1,5%** | **1 713** | **5,9%** | **270** | **0,9%** | **70,3%** | **29,7%** | **28 635** | **29 070** |
| 44 Loire Atlantique | 4 355 | 66,2% | 101 | 1,5% | 1 818 | 27,6% | 10 | 0,2% | 71 | 1,1% | 220 | 3,3% | 6 | 0,1% | 69,6% | 30,4% | 6 510 | 6 581 |
| 49 Maine-et-Loire | 3 173 | 58,5% | 84 | 1,5% | 1 710 | 31,5% | 34 | 0,6% | 35 | 0,6% | 387 | 7,1% | 4 | 0,1% | 70,9% | 29,1% | 5 392 | 5 427 |
| 53 Mayenne | 1 829 | 65,3% | 94 | 3,4% | 774 | 27,6% | 16 | 0,6% | 16 | 0,6% | 71 | 2,5% | 2 | 0,1% | 71,2% | 28,8% | 2 786 | 2 802 |
| 72 Sarthe | 2 265 | 57,8% | 42 | 1,1% | 1 416 | 36,1% | 4 | 0,1% | 22 | 0,6% | 160 | 4,1% | 9 | 0,2% | 66,6% | 33,4% | 3 896 | 3 918 |
| 85 Vendée | 2 004 | 47,0% | 114 | 2,7% | 1 236 | 29,0% | 15 | 0,4% | 38 | 0,9% | 854 | 20,0% | 0 | 0,0% | 66,2% | 33,8% | 4 223 | 4 261 |
| **Pays de Loire** | **13 626** | **59,3%** | **435** | **1,9%** | **6 954** | **30,2%** | **79** | **0,3%** | **182** | **0,8%** | **1 692** | **7,4%** | **21** | **0,1%** | **69,0%** | **31,0%** | **22 807** | **22 989** |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 771 | 56,6% | 55 | 4,0% | 453 | 33,2% | 0 | 0,0% | 36 | 2,6% | 37 | 2,7% | 11 | 0,8% | 57,3% | 42,7% | 1 327 | 1 363 |
| 5 Alpes Hautes | 328 | 48,6% | 17 | 2,5% | 289 | 42,8% | 0 | 0,0% | 15 | 2,2% | 26 | 3,9% | 0 | 0,0% | 50,3% | 49,7% | 660 | 675 |
| 6 Alpes Maritimes | 2 560 | 45,4% | 178 | 3,2% | 2 285 | 40,5% | 12 | 0,2% | 165 | 2,9% | 393 | 7,0% | 44 | 0,8% | 65,9% | 34,1% | 5 472 | 5 637 |
| 13 Bouches du Rhônes | 3 220 | 48,3% | 96 | 1,4% | 2 869 | 43,0% | 41 | 0,6% | 297 | 4,5% | 115 | 1,7% | 35 | 0,5% | 57,5% | 42,5% | 6 376 | 6 673 |
| 83 Var | 2 051 | 48,9% | 97 | 2,3% | 1 712 | 40,8% | 33 | 0,8% | 146 | 3,5% | 110 | 2,6% | 45 | 1,1% | 65,6% | 34,4% | 4 048 | 4 194 |
| 84 Vaucluse | 1 832 | 51,8% | 75 | 2,1% | 1 315 | 37,2% | 1 | 0,0% | 161 | 4,6% | 138 | 3,9% | 15 | 0,4% | 54,4% | 45,6% | 3 376 | 3 537 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | **10 762** | **48,7%** | **518** | **2,3%** | **8 923** | **40,4%** | **87** | **0,4%** | **820** | **3,7%** | **819** | **3,7%** | **150** | **0,7%** | **60,5%** | **39,5%** | **21 259** | **22 079** |
| 1 Ain | 1 968 | 63,2% | 63 | 2,0% | 976 | 31,4% | 3 | 0,1% | 13 | 0,4% | 82 | 2,6% | 8 | 0,3% | 60,7% | 39,3% | 3 100 | 3 113 |
| 3 Allier | 1 090 | 47,2% | 45 | 1,9% | 987 | 42,7% | 9 | 0,4% | 53 | 2,3% | 106 | 4,6% | 20 | 0,9% | 65,4% | 34,6% | 2 257 | 2 310 |
| 7 Ardèche | 1 217 | 51,1% | 29 | 1,2% | 1 017 | 42,7% | 4 | 0,2% | 25 | 1,0% | 88 | 3,7% | 3 | 0,1% | 54,2% | 45,8% | 2 358 | 2 383 |
| 15 Cantal | 1 078 | 57,6% | 98 | 5,2% | 621 | 33,2% | 1 | 0,1% | 48 | 2,6% | 24 | 1,3% | 1 | 0,1% | 49,6% | 50,4% | 1 823 | 1 871 |
| 26 Drôme | 2 388 | 57,2% | 155 | 3,7% | 1 403 | 33,6% | 11 | 0,3% | 87 | 2,1% | 104 | 2,5% | 25 | 0,6% | 67,1% | 32,9% | 4 086 | 4 173 |
| 38 Isère | 3 750 | 64,5% | 151 | 2,6% | 1 673 | 28,8% | 3 | 0,1% | 58 | 1,0% | 173 | 3,0% | 9 | 0,2% | 65,1% | 34,9% | 5 759 | 5 817 |
| 42 Loire | 3 471 | 60,2% | 188 | 3,3% | 1 907 | 33,1% | 24 | 0,4% | 120 | 2,1% | 49 | 0,8% | 11 | 0,2% | 64,4% | 35,6% | 5 650 | 5 770 |
| 43 Loire (Haute) | 1 127 | 62,0% | 71 | 3,9% | 499 | 27,5% | 0 | 0,0% | 48 | 2,6% | 65 | 3,6% | 7 | 0,4% | 63,8% | 36,2% | 1 769 | 1 817 |
| 63 Puy de Dome | 3 449 | 61,0% | 68 | 1,2% | 1 918 | 33,9% | 12 | 0,2% | 86 | 1,5% | 106 | 1,9% | 16 | 0,3% | 63,0% | 37,0% | 5 569 | 5 655 |
| 69 Rhône | 4 394 | 56,7% | 168 | 2,2% | 2 498 | 32,2% | 35 | 0,5% | 249 | 3,2% | 358 | 4,6% | 54 | 0,7% | 63,7% | 36,3% | 7 507 | 7 756 |
| 73 Savoie | 1 442 | 56,9% | 82 | 3,2% | 659 | 26,0% | 20 | 0,8% | 58 | 2,3% | 244 | 9,6% | 28 | 1,1% | 61,8% | 38,2% | 2 475 | 2 533 |
| 74 Savoie Haute | 1 743 | 58,9% | 78 | 2,6% | 850 | 28,7% | 20 | 0,7% | 38 | 1,3% | 221 | 7,5% | 8 | 0,3% | 65,9% | 34,1% | 2 920 | 2 958 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **27 117** | **58,8%** | **1 196** | **2,6%** | **15 008** | **32,5%** | **142** | **0,3%** | **883** | **1,9%** | **1 620** | **3,5%** | **190** | **0,4%** | **63,1%** | **36,9%** | **45 273** | **46 156** |
| **France métropole hors DOM** | **202 326** | **53,4%** | **8 626** | **2,3%** | **132 505** | **35,0%** | **1 382** | **0,4%** | **7 015** | **1,9%** | **25 046** | **6,6%** | **1 880** | **0,5%** | **65,2%** | **34,8%** | **371 765** | **378 780** |
| Guadeloupe | 622 | 42,3% | 38 | 2,6% | 761 | 51,7% | 0 | 0,0% | 38 | 2,6% | 11 | 0,7% | 2 | 0,1% | 82,7% | 17,3% | 1 434 | 1 472 |
| Martinique | 220 | 34,1% | 15 | 2,3% | 354 | 54,8% | 0 | 0,0% | 38 | 5,9% | 18 | 2,8% | 1 | 0,2% | 77,0% | 23,0% | 608 | 646 |
| Guyane | 184 | 31,9% | 7 | 1,2% | 215 | 37,3% | 0 | 0,0% | 1 | 0,2% | 22 | 3,8% | 148 | 25,6% | 76,0% | 24,0% | 576 | 577 |
| Réunion | 1 885 | 46,0% | 47 | 1,1% | 1 999 | 48,8% | 14 | 0,3% | 31 | 0,8% | 104 | 2,5% | 20 | 0,5% | 78,5% | 21,5% | 4 069 | 4 100 |
| Mayotte | 47 | 18,6% | 7 | 2,8% | 114 | 45,1% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 79 | 31,2% | 6 | 2,4% | 98,8% | 1,2% | 253 | 253 |
| **DOM** | **2 958** | **42,0%** | **114** | **1,6%** | **3 443** | **48,9%** | **14** | **0,2%** | **108** | **1,5%** | **234** | **3,3%** | **177** | **2,5%** | **79,8%** | **20,2%** | **6 940** | **7 048** |
| **France (métropole et DOM)** | **205 284** | **53,2%** | **8 740** | **2,3%** | **135 948** | **35,2%** | **1 396** | **0,4%** | **7 123** | **1,8%** | **25 280** | **6,6%** | **2 057** | **0,5%** | **65,5%** | **34,5%** | **378 705** | **385 828** |

**Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs**

**Nombre de mesures au 31/12**

**Mesures au 31 décembre 2023 (prévisionnel)**

| Régions et départements | Curatelle renforcée | | Curatelle simple | | Tutelle | | Mesure d'accompagnement judiciaire | | Sauvegarde de justice | | Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne | | Subrogé tuteur ou curateur | | % des mesures à domicile | % des mesures en établissement | Total des mesures au 31/12 hors sauvegarde | Total des mesures au 31/12 avec sauvegarde |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | % du total des mesures | Nombre | % du total des mesures | Nombre | % du total des mesures | Nombre | % du total des mesures | Nombre | % du total des mesures | Nombre | % du total des mesures | Nombre | % du total des mesures | | | | |
| 8 Ardennes | 1 113 | 43,4% | 37 | 1,4% | 1 349 | 52,7% | 9 | 0,4% | 16 | 0,6% | 38 | 1,5% | 0 | 0,0% | 73,8% | 26,2% | 2 546 | 2 562 |
| 10 Aube | 1 069 | 44,9% | 63 | 2,6% | 1 020 | 42,9% | 10 | 0,4% | 21 | 0,9% | 196 | 8,2% | 0 | 0,0% | 68,6% | 31,4% | 2 358 | 2 379 |
| 51 Marne | 1 502 | 54,0% | 62 | 2,2% | 838 | 30,1% | 4 | 0,1% | 22 | 0,8% | 351 | 12,6% | 1 | 0,0% | 71,6% | 28,4% | 2 758 | 2 780 |
| 52 Marne Haute | 699 | 48,3% | 37 | 2,6% | 617 | 42,7% | 7 | 0,5% | 58 | 4,0% | 26 | 1,8% | 2 | 0,1% | 71,6% | 28,4% | 1 388 | 1 446 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 1 650 | 42,8% | 61 | 1,6% | 1 643 | 42,6% | 12 | 0,3% | 153 | 4,0% | 336 | 8,7% | 4 | 0,1% | 66,5% | 33,5% | 3 706 | 3 859 |
| 55 Meuse | 882 | 45,2% | 57 | 2,9% | 934 | 47,8% | 19 | 1,0% | 17 | 0,9% | 42 | 2,2% | 1 | 0,1% | 63,0% | 37,0% | 1 935 | 1 952 |
| 57 Moselle | 2 710 | 44,3% | 189 | 3,1% | 2 658 | 43,5% | 48 | 0,8% | 25 | 0,4% | 473 | 7,7% | 8 | 0,1% | 64,8% | 35,2% | 6 086 | 6 111 |
| 67 Rhin (Bas) | 1 565 | 48,2% | 78 | 2,4% | 1 242 | 38,3% | 45 | 1,4% | 25 | 0,8% | 289 | 8,9% | 3 | 0,1% | 74,5% | 25,5% | 3 222 | 3 247 |
| 68 Rhin (Haut) | 1 750 | 42,8% | 84 | 2,1% | 1 343 | 32,8% | 36 | 0,9% | 78 | 1,9% | 750 | 18,3% | 52 | 1,3% | 67,4% | 32,6% | 4 015 | 4 093 |
| 88 Vosges | 1 873 | 59,1% | 83 | 2,6% | 979 | 30,9% | 11 | 0,3% | 104 | 3,3% | 120 | 3,8% | 0 | 0,0% | 61,2% | 38,8% | 3 066 | 3 170 |
| **Grand Est** | **14 813** | **46,9%** | **751** | **2,4%** | **12 623** | **39,9%** | **201** | **0,6%** | **519** | **1,6%** | **2 621** | **8,3%** | **71** | **0,2%** | **67,8%** | **32,2%** | **31 080** | **31 599** |
| 16 Charente | 1 611 | 51,9% | 70 | 2,3% | 1 085 | 35,0% | 21 | 0,7% | 84 | 2,7% | 193 | 6,2% | 38 | 1,2% | 67,3% | 32,7% | 3 018 | 3 102 |
| 17 Charente Maritime | 3 308 | 51,9% | 171 | 2,7% | 2 393 | 37,6% | 10 | 0,2% | 140 | 2,2% | 321 | 5,0% | 27 | 0,4% | 65,4% | 34,6% | 6 230 | 6 370 |
| 19 Corrèze | 1 219 | 48,0% | 53 | 2,1% | 1 014 | 39,9% | 2 | 0,1% | 132 | 5,2% | 78 | 3,1% | 44 | 1,7% | 49,8% | 50,2% | 2 410 | 2 542 |
| 23 Creuse | 264 | 19,4% | 34 | 2,5% | 412 | 30,3% | 27 | 2,0% | 28 | 2,1% | 594 | 43,7% | 0 | 0,0% | 49,1% | 50,9% | 1 331 | 1 359 |
| 24 Dordogne | 2 714 | 50,4% | 123 | 2,3% | 2 160 | 40,1% | 15 | 0,3% | 287 | 5,3% | 74 | 1,4% | 11 | 0,2% | 64,7% | 35,3% | 5 097 | 5 384 |
| 33 Gironde | 5 506 | 57,8% | 251 | 2,6% | 2 853 | 30,0% | 15 | 0,2% | 343 | 3,6% | 479 | 5,0% | 77 | 0,8% | 72,8% | 27,2% | 9 181 | 9 524 |
| 40 Landes | 1 321 | 44,7% | 38 | 1,3% | 723 | 24,5% | 12 | 0,4% | 101 | 3,4% | 741 | 25,1% | 16 | 0,5% | 62,9% | 37,1% | 2 851 | 2 952 |
| 47 Lot-et-Garonne | 1 917 | 59,6% | 77 | 2,4% | 949 | 29,5% | 3 | 0,1% | 166 | 5,2% | 89 | 2,8% | 14 | 0,4% | 64,0% | 36,0% | 3 049 | 3 215 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 2 827 | 59,0% | 132 | 2,8% | 1 385 | 28,9% | 9 | 0,2% | 77 | 1,6% | 348 | 7,3% | 10 | 0,2% | 64,3% | 35,7% | 4 711 | 4 788 |
| 79 Sèvres Deux | 1 946 | 50,0% | 106 | 2,7% | 1 424 | 36,6% | 18 | 0,5% | 113 | 2,9% | 282 | 7,2% | 5 | 0,1% | 68,7% | 31,3% | 3 781 | 3 894 |
| 86 Vienne | 1 495 | 42,9% | 103 | 3,0% | 1 611 | 46,3% | 17 | 0,5% | 53 | 1,5% | 190 | 5,5% | 14 | 0,4% | 65,8% | 34,2% | 3 430 | 3 483 |
| 87 Vienne (Haute) | 1 992 | 63,9% | 45 | 1,4% | 837 | 26,9% | 23 | 0,7% | 94 | 3,0% | 120 | 3,8% | 6 | 0,2% | 70,9% | 29,1% | 3 023 | 3 117 |
| **Nouvelle Aquitaine** | **26 120** | **52,5%** | **1 203** | **2,4%** | **16 846** | **33,9%** | **172** | **0,3%** | **1 618** | **3,3%** | **3 509** | **7,1%** | **262** | **0,5%** | **65,9%** | **34,1%** | **48 112** | **49 730** |
| 21 Côte d'Or | 1 875 | 68,0% | 53 | 1,9% | 754 | 27,3% | 4 | 0,1% | 32 | 1,2% | 34 | 1,2% | 5 | 0,2% | 64,2% | 35,8% | 2 725 | 2 757 |
| 25 Doubs | 1 825 | 56,6% | 62 | 1,9% | 957 | 29,7% | 52 | 1,6% | 91 | 2,8% | 228 | 7,1% | 7 | 0,2% | 69,6% | 30,4% | 3 131 | 3 222 |
| 39 Jura | 1 480 | 63,0% | 87 | 3,7% | 680 | 28,9% | 26 | 1,1% | 24 | 1,0% | 52 | 2,2% | 1 | 0,0% | 69,8% | 30,2% | 2 326 | 2 350 |
| 58 Nièvre | 1 258 | 57,2% | 44 | 2,0% | 750 | 34,1% | 9 | 0,4% | 50 | 2,3% | 63 | 2,9% | 24 | 1,1% | 64,4% | 35,6% | 2 148 | 2 198 |
| 70 Saône Haute | 628 | 30,0% | 48 | 2,3% | 795 | 38,0% | 24 | 1,1% | 67 | 3,2% | 527 | 25,2% | 2 | 0,1% | 69,3% | 30,7% | 2 024 | 2 091 |
| 71 Saône Loire | 2 899 | 60,7% | 131 | 2,7% | 1 395 | 29,2% | 40 | 0,8% | 163 | 3,4% | 126 | 2,6% | 22 | 0,5% | 70,6% | 29,4% | 4 613 | 4 776 |
| 89 Yonne | 1 689 | 58,1% | 68 | 2,3% | 810 | 27,9% | 19 | 0,7% | 92 | 3,2% | 218 | 7,5% | 11 | 0,4% | 66,2% | 33,8% | 2 815 | 2 907 |
| 90 Territ. de Belfort | 425 | 43,9% | 18 | 1,9% | 487 | 50,3% | 3 | 0,3% | 3 | 0,3% | 33 | 3,4% | 0 | 0,0% | 71,9% | 28,1% | 966 | 969 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | **12 079** | **56,8%** | **511** | **2,4%** | **6 628** | **31,2%** | **177** | **0,8%** | **522** | **2,5%** | **1 281** | **6,0%** | **72** | **0,3%** | **68,2%** | **31,8%** | **20 748** | **21 270** |
| 22 Côtes d'Armor | 2 781 | 46,7% | 135 | 2,3% | 1 685 | 28,3% | 15 | 0,3% | 165 | 2,8% | 1 160 | 19,5% | 8 | 0,1% | 68,9% | 31,1% | 5 784 | 5 949 |
| 29 Finistère | 5 147 | 60,8% | 59 | 0,7% | 2 494 | 29,5% | 25 | 0,3% | 296 | 3,5% | 367 | 4,3% | 75 | 0,9% | 66,7% | 33,3% | 8 167 | 8 463 |
| 35 Ille et Vilaine | 3 680 | 55,6% | 106 | 1,6% | 1 978 | 29,9% | 24 | 0,4% | 97 | 1,5% | 723 | 10,9% | 5 | 0,1% | 69,7% | 30,3% | 6 516 | 6 613 |
| 56 Morbihan | 3 823 | 61,8% | 169 | 2,7% | 1 930 | 31,2% | 8 | 0,1% | 102 | 1,6% | 141 | 2,3% | 10 | 0,2% | 75,8% | 24,2% | 6 081 | 6 183 |
| **Bretagne** | **15 431** | **56,7%** | **469** | **1,7%** | **8 087** | **29,7%** | **72** | **0,3%** | **660** | **2,4%** | **2 391** | **8,8%** | **98** | **0,4%** | **70,0%** | **30,0%** | **26 548** | **27 208** |
| 18 Cher | 1 015 | 29,5% | 83 | 2,4% | 1 225 | 35,7% | 28 | 0,8% | 91 | 2,6% | 986 | 28,7% | 8 | 0,2% | 65,3% | 34,7% | 3 345 | 3 436 |
| 28 Eure et Loir | 1 581 | 50,5% | 61 | 1,9% | 1 254 | 40,1% | 19 | 0,6% | 66 | 2,1% | 114 | 3,6% | 35 | 1,1% | 62,3% | 37,7% | 3 064 | 3 130 |
| 36 Indre | 1 527 | 55,1% | 78 | 2,8% | 996 | 35,9% | 2 | 0,1% | 93 | 3,4% | 39 | 1,4% | 36 | 1,3% | 66,2% | 33,8% | 2 678 | 2 771 |
| 37 Indre-et-Loire | 2 659 | 57,7% | 144 | 3,1% | 1 635 | 35,5% | 8 | 0,2% | 89 | 1,9% | 70 | 1,5% | 2 | 0,0% | 67,7% | 32,3% | 4 518 | 4 607 |
| 41 Loir et Cher | 1 021 | 46,2% | 34 | 1,5% | 759 | 34,4% | 13 | 0,6% | 25 | 1,1% | 356 | 16,1% | 1 | 0,0% | 62,8% | 37,2% | 2 184 | 2 209 |
| 45 Loiret | 1 708 | 59,1% | 62 | 2,1% | 900 | 31,2% | 13 | 0,4% | 141 | 4,9% | 57 | 2,0% | 8 | 0,3% | 69,0% | 31,0% | 2 748 | 2 889 |
| **Centre-Val de Loire** | **9 511** | **49,9%** | **462** | **2,4%** | **6 769** | **35,5%** | **83** | **0,4%** | **505** | **2,7%** | **1 622** | **8,5%** | **90** | **0,5%** | **65,8%** | **34,2%** | **18 537** | **19 042** |
| 2A Corse du Sud | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2B Corse Haute | 309 | 48,1% | 28 | 4,4% | 245 | 38,2% | 27 | 4,2% | 14 | 2,2% | 18 | 2,8% | 1 | 0,2% | 64,2% | 35,8% | 628 | 642 |
| **Corse** | **309** | **48,1%** | **28** | **4,4%** | **245** | **38,2%** | **27** | **4,2%** | **14** | **2,2%** | **18** | **2,8%** | **1** | **0,2%** | **64,2%** | **35,8%** | **628** | **642** |
| 75 Paris | 3 450 | 59,3% | 196 | 3,4% | 1 892 | 32,5% | 9 | 0,2% | 82 | 1,4% | 170 | 2,9% | 16 | 0,3% | 65,4% | 34,6% | 5 733 | 5 815 |
| 77 Seine Marne | 2 814 | 55,6% | 96 | 1,9% | 1 771 | 35,0% | 29 | 0,6% | 122 | 2,4% | 216 | 4,3% | 12 | 0,2% | 62,0% | 38,0% | 4 938 | 5 060 |
| 78 Yvelines | 2 446 | 58,7% | 72 | 1,7% | 1 477 | 35,4% | 0 | 0,0% | 37 | 0,9% | 132 | 3,2% | 6 | 0,1% | 57,4% | 42,6% | 4 133 | 4 170 |
| 91 Essonne | 2 769 | 61,8% | 124 | 2,8% | 1 341 | 29,9% | 4 | 0,1% | 69 | 1,5% | 147 | 3,3% | 29 | 0,6% | 63,9% | 36,1% | 4 414 | 4 483 |
| 92 Seine Hauts de | 2 036 | 59,4% | 68 | 2,0% | 1 093 | 31,9% | 13 | 0,4% | 69 | 2,0% | 116 | 3,4% | 32 | 0,9% | 69,6% | 30,4% | 3 358 | 3 427 |
| 93 Seine St Denis | 2 003 | 49,9% | 128 | 3,2% | 1 554 | 38,7% | 7 | 0,2% | 33 | 0,8% | 120 | 3,0% | 171 | 4,3% | 66,4% | 33,6% | 3 983 | 4 016 |
| 94 Val de Marne | 2 007 | 59,9% | 80 | 2,4% | 975 | 29,1% | 13 | 0,4% | 65 | 1,9% | 182 | 5,4% | 29 | 0,9% | 68,7% | 31,3% | 3 286 | 3 351 |
| 95 Val d'oise | 1 496 | 50,2% | 71 | 2,4% | 1 165 | 39,1% | 4 | 0,1% | 80 | 2,7% | 151 | 5,1% | 15 | 0,5% | 59,0% | 41,0% | 2 902 | 2 982 |
| **Ile de France** | **19 021** | **57,1%** | **835** | **2,5%** | **11 268** | **33,8%** | **79** | **0,2%** | **557** | **1,7%** | **1 234** | **3,7%** | **310** | **0,9%** | **64,0%** | **36,0%** | **32 747** | **33 304** |
| 9 Ariège | 400 | 44,2% | 36 | 4,0% | 400 | 44,2% | 0 | 0,0% | 32 | 3,5% | 31 | 3,4% | 5 | 0,6% | 60,7% | 39,3% | 872 | 904 |
| 11 Aude | 1 612 | 53,4% | 105 | 3,5% | 1 056 | 35,0% | 0 | 0,0% | 87 | 2,9% | 105 | 3,5% | 53 | 1,8% | 61,1% | 38,9% | 2 931 | 3 018 |
| 12 Aveyron | 1 363 | 59,1% | 85 | 3,7% | 701 | 30,4% | 15 | 0,7% | 102 | 4,4% | 32 | 1,4% | 8 | 0,3% | 58,8% | 41,2% | 2 204 | 2 306 |
| 30 Gard | 2 290 | 58,7% | 79 | 2,0% | 1 181 | 30,3% | 16 | 0,4% | 218 | 5,6% | 99 | 2,5% | 16 | 0,4% | 68,6% | 31,4% | 3 681 | 3 899 |
| 31 Garonne (Haute) | 2 240 | 52,5% | 83 | 1,9% | 1 605 | 37,6% | 13 | 0,3% | 123 | 2,9% | 149 | 3,5% | 53 | 1,2% | 64,7% | 35,3% | 4 143 | 4 266 |
| 32 Gers | 868 | 41,0% | 24 | 1,1% | 785 | 37,1% | 5 | 0,2% | 31 | 1,5% | 365 | 17,2% | 39 | 1,8% | 57,6% | 42,4% | 2 086 | 2 117 |
| 34 Hérault | 3 161 | 61,6% | 137 | 2,7% | 1 427 | 27,8% | 21 | 0,4% | 193 | 3,8% | 157 | 3,1% | 35 | 0,7% | 67,9% | 32,1% | 4 938 | 5 131 |
| 46 Lot | 839 | 53,7% | 44 | 2,8% | 599 | 38,4% | 2 | 0,1% | 37 | 2,4% | 32 | 2,0% | 8 | 0,5% | 52,7% | 47,3% | 1 524 | 1 561 |
| 48 Lozère | 651 | 41,8% | 20 | 1,3% | 833 | 53,5% | 3 | 0,2% | 13 | 0,8% | 26 | 1,7% | 11 | 0,7% | 22,4% | 77,6% | 1 544 | 1 557 |
| 65 Pyrénées Hautes | 748 | 46,5% | 16 | 1,0% | 695 | 43,2% | 3 | 0,2% | 3 | 0,2% | 129 | 8,0% | 16 | 1,0% | 63,7% | 36,3% | 1 607 | 1 610 |
| 66 Pyrénées Orient. | 1 696 | 56,6% | 138 | 4,6% | 996 | 33,2% | 3 | 0,1% | 92 | 3,1% | 55 | 1,8% | 19 | 0,6% | 65,3% | 34,7% | 2 907 | 2 999 |
| 81 Tarn | 1 316 | 54,6% | 49 | 2,0% | 827 | 34,3% | 8 | 0,3% | 47 | 1,9% | 154 | 6,4% | 10 | 0,4% | 63,0% | 37,0% | 2 364 | 2 411 |
| 82 Tarn et Garonne | 966 | 61,8% | 53 | 3,4% | 415 | 26,5% | 2 | 0,1% | 75 | 4,8% | 36 | 2,3% | 17 | 1,1% | 63,8% | 36,2% | 1 489 | 1 564 |
| **Occitanie** | **18 150** | **54,4%** | **869** | **2,6%** | **11 520** | **34,5%** | **91** | **0,3%** | **1 053** | **3,2%** | **1 370** | **4,1%** | **290** | **0,9%** | **61,6%** | **38,4%** | **32 290** | **33 343** |
| 2 Aisne | 1 443 | 31,9% | 55 | 1,2% | 1 954 | 43,3% | 3 | 0,1% | 43 | 1,0% | 1 011 | 22,4% | 8 | 0,2% | 61,0% | 39,0% | 4 474 | 4 517 |
| 59 Nord | 9 752 | 46,3% | 329 | 1,6% | 9 081 | 43,1% | 1 | 0,0% | 215 | 1,0% | 1 603 | 7,6% | 80 | 0,4% | 62,2% | 37,8% | 20 846 | 21 061 |
| 60 Oise | 2 457 | 51,4% | 124 | 2,6% | 1 782 | 37,3% | 2 | 0,0% | 55 | 1,2% | 346 | 7,2% | 16 | 0,3% | 61,3% | 38,7% | 4 727 | 4 782 |
| 62 Pas-de-Calais | 4 942 | 40,1% | 216 | 1,8% | 4 601 | 37,3% | 20 | 0,2% | 171 | 1,4% | 2 343 | 19,0% | 37 | 0,3% | 64,2% | 35,8% | 12 159 | 12 330 |
| 80 Somme | 2 764 | 52,2% | 93 | 1,8% | 2 154 | 40,7% | 49 | 0,9% | 34 | 0,6% | 177 | 3,3% | 21 | 0,4% | 63,9% | 36,1% | 5 258 | 5 292 |
| **Hauts-de-France** | **21 358** | **44,5%** | **817** | **1,7%** | **19 572** | **40,8%** | **75** | **0,2%** | **518** | **1,1%** | **5 480** | **11,4%** | **162** | **0,3%** | **62,7%** | **37,3%** | **47 464** | **47 982** |
| 14 Calvados | 4 046 | 60,5% | 131 | 2,0% | 2 009 | 30,0% | 35 | 0,5% | 250 | 3,7% | 195 | 2,9% | 23 | 0,3% | 70,7% | 29,3% | 6 439 | 6 689 |
| 27 Eure | 2 344 | 51,3% | 126 | 2,8% | 1 712 | 37,4% | 6 | 0,1% | 66 | 1,4% | 216 | 4,7% | 102 | 2,2% | 67,3% | 32,7% | 4 506 | 4 572 |
| 50 Manche | 2 681 | 56,8% | 90 | 1,9% | 1 455 | 30,8% | 14 | 0,3% | 109 | 2,3% | 344 | 7,3% | 29 | 0,6% | 74,5% | 25,5% | 4 613 | 4 722 |
| 61 Orne | 1 608 | 56,5% | 27 | 0,9% | 1 042 | 36,6% | 50 | 1,8% | 13 | 0,5% | 105 | 3,7% | 2 | 0,1% | 61,6% | 38,4% | 2 834 | 2 847 |
| 76 Seine Maritime | 5 811 | 54,0% | 305 | 2,8% | 3 322 | 30,9% | 35 | 0,3% | 197 | 1,8% | 960 | 8,9% | 127 | 1,2% | 72,3% | 27,7% | 10 560 | 10 757 |
| **Normandie** | **16 490** | **55,7%** | **679** | **2,3%** | **9 540** | **32,2%** | **140** | **0,5%** | **635** | **2,1%** | **1 820** | **6,2%** | **283** | **1,0%** | **70,5%** | **29,5%** | **28 952** | **29 587** |
| 44 Loire Atlantique | 4 491 | 66,5% | 116 | 1,7% | 1 816 | 26,9% | 11 | 0,2% | 95 | 1,4% | 220 | 3,3% | 6 | 0,1% | 71,0% | 29,0% | 6 660 | 6 755 |
| 49 Maine-et-Loire | 3 238 | 59,7% | 76 | 1,4% | 1 679 | 30,9% | 34 | 0,6% | 15 | 0,3% | 375 | 6,9% | 10 | 0,2% | 70,3% | 29,7% | 5 412 | 5 427 |
| 53 Mayenne | 1 839 | 64,4% | 87 | 3,0% | 829 | 29,0% | 14 | 0,5% | 13 | 0,5% | 63 | 2,2% | 11 | 0,4% | 67,3% | 32,7% | 2 843 | 2 856 |
| 72 Sarthe | 2 304 | 57,1% | 52 | 1,3% | 1 457 | 36,1% | 4 | 0,1% | 34 | 0,8% | 179 | 4,4% | 8 | 0,2% | 66,8% | 33,2% | 4 004 | 4 038 |
| 85 Vendée | 2 032 | 47,0% | 111 | 2,6% | 1 256 | 29,1% | 18 | 0,4% | 36 | 0,8% | 868 | 20,1% | 0 | 0,0% | 66,7% | 33,3% | 4 285 | 4 321 |
| **Pays de Loire** | **13 904** | **59,4%** | **442** | **1,9%** | **7 037** | **30,1%** | **81** | **0,3%** | **193** | **0,8%** | **1 705** | **7,3%** | **35** | **0,1%** | **68,9%** | **31,1%** | **23 204** | **23 397** |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 787 | 55,5% | 54 | 3,8% | 457 | 32,3% | 0 | 0,0% | 31 | 2,2% | 42 | 3,0% | 46 | 3,2% | 57,6% | 42,4% | 1 386 | 1 417 |
| 5 Alpes Hautes | 339 | 49,0% | 17 | 2,5% | 287 | 41,5% | 0 | 0,0% | 17 | 2,5% | 31 | 4,5% | 1 | 0,1% | 50,5% | 49,5% | 675 | 692 |
| 6 Alpes Maritimes | 2 590 | 45,2% | 172 | 3,0% | 2 279 | 39,8% | 13 | 0,2% | 252 | 4,4% | 377 | 6,6% | 45 | 0,8% | 65,4% | 34,6% | 5 476 | 5 728 |
| 13 Bouches du Rhônes | 3 280 | 47,8% | 99 | 1,4% | 2 846 | 41,5% | 35 | 0,5% | 427 | 6,2% | 131 | 1,9% | 43 | 0,6% | 58,0% | 42,0% | 6 434 | 6 861 |
| 83 Var | 2 077 | 47,5% | 97 | 2,2% | 1 772 | 40,5% | 38 | 0,9% | 231 | 5,3% | 107 | 2,4% | 49 | 1,1% | 66,2% | 33,8% | 4 140 | 4 371 |
| 84 Vaucluse | 1 856 | 51,2% | 80 | 2,2% | 1 334 | 36,8% | 0 | 0,0% | 193 | 5,3% | 143 | 3,9% | 18 | 0,5% | 65,2% | 34,8% | 3 431 | 3 624 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | **10 929** | **48,2%** | **519** | **2,3%** | **8 975** | **39,5%** | **86** | **0,4%** | **1 151** | **5,1%** | **831** | **3,7%** | **202** | **0,9%** | **62,3%** | **37,7%** | **21 542** | **22 693** |
| 1 Ain | 2 045 | 63,8% | 61 | 1,9% | 978 | 30,5% | 3 | 0,1% | 20 | 0,6% | 84 | 2,6% | 13 | 0,4% | 60,9% | 39,1% | 3 184 | 3 204 |
| 3 Allier | 1 106 | 47,3% | 41 | 1,8% | 986 | 42,2% | 12 | 0,5% | 70 | 3,0% | 103 | 4,4% | 18 | 0,8% | 67,5% | 32,5% | 2 266 | 2 336 |
| 7 Ardèche | 1 253 | 50,9% | 38 | 1,5% | 1 032 | 41,9% | 5 | 0,2% | 34 | 1,4% | 94 | 3,8% | 6 | 0,2% | 54,9% | 45,1% | 2 428 | 2 462 |
| 15 Cantal | 1 102 | 57,6% | 100 | 5,2% | 622 | 32,5% | 4 | 0,2% | 59 | 3,1% | 24 | 1,3% | 2 | 0,1% | 50,1% | 49,9% | 1 854 | 1 913 |
| 26 Drôme | 2 384 | 56,7% | 133 | 3,2% | 1 411 | 33,5% | 11 | 0,3% | 109 | 2,6% | 118 | 2,8% | 42 | 1,0% | 67,4% | 32,6% | 4 099 | 4 208 |
| 38 Isère | 3 765 | 63,1% | 142 | 2,4% | 1 789 | 30,0% | 2 | 0,0% | 69 | 1,2% | 180 | 3,0% | 18 | 0,3% | 64,4% | 35,6% | 5 896 | 5 965 |
| 42 Loire | 3 578 | 60,0% | 177 | 3,0% | 2 007 | 33,6% | 20 | 0,3% | 129 | 2,2% | 49 | 0,8% | 7 | 0,1% | 65,5% | 34,5% | 5 838 | 5 967 |
| 43 Loire (Haute) | 1 144 | 62,2% | 58 | 3,2% | 509 | 27,7% | 1 | 0,1% | 70 | 3,8% | 48 | 2,6% | 10 | 0,5% | 64,8% | 35,2% | 1 770 | 1 840 |
| 63 Puy de Dome | 3 479 | 61,1% | 65 | 1,1% | 1 948 | 34,2% | 12 | 0,2% | 65 | 1,1% | 109 | 1,9% | 20 | 0,4% | 63,0% | 37,0% | 5 633 | 5 698 |
| 69 Rhône | 4 369 | 55,4% | 171 | 2,2% | 2 593 | 32,9% | 30 | 0,4% | 293 | 3,7% | 364 | 4,6% | 62 | 0,8% | 63,6% | 36,4% | 7 589 | 7 882 |
| 73 Savoie | 1 527 | 59,2% | 99 | 3,8% | 632 | 24,5% | 14 | 0,5% | 97 | 3,8% | 183 | 7,1% | 28 | 1,1% | 63,6% | 36,4% | 2 483 | 2 580 |
| 74 Savoie Haute | 1 756 | 58,2% | 85 | 2,8% | 889 | 29,5% | 25 | 0,8% | 37 | 1,2% | 217 | 7,2% | 6 | 0,2% | 65,9% | 34,1% | 2 978 | 3 015 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **27 508** | **58,4%** | **1 170** | **2,5%** | **15 396** | **32,7%** | **139** | **0,3%** | **1 052** | **2,2%** | **1 573** | **3,3%** | **232** | **0,5%** | **63,4%** | **36,6%** | **46 018** | **47 070** |
| **France métropole hors DOM** | **205 684** | **53,1%** | **8 756** | **2,3%** | **134 609** | **34,8%** | **1 415** | **0,4%** | **9 020** | **2,3%** | **25 518** | **6,6%** | **2 108** | **0,5%** | **65,5%** | **34,5%** | **378 090** | **387 110** |
| Guadeloupe | 632 | 42,0% | 36 | 2,4% | 781 | 51,9% | 0 | 0,0% | 43 | 2,9% | 10 | 0,7% | 3 | 0,2% | 80,4% | 19,6% | 1 462 | 1 505 |
| Martinique | 218 | 34,0% | 11 | 1,7% | 358 | 55,8% | 0 | 0,0% | 34 | 5,3% | 18 | 2,8% | 3 | 0,5% | 78,0% | 22,0% | 608 | 642 |
| Guyane | 233 | 34,2% | 8 | 1,2% | 220 | 32,3% | 0 | 0,0% | 2 | 0,3% | 19 | 2,8% | 200 | 29,3% | 78,4% | 21,6% | 680 | 682 |
| Réunion | 1 913 | 44,6% | 46 | 1,1% | 2 076 | 48,4% | 3 | 0,1% | 64 | 1,5% | 143 | 3,3% | 43 | 1,0% | 82,4% | 17,6% | 4 224 | 4 288 |
| Mayotte | 42 | 19,7% | 7 | 3,3% | 110 | 51,6% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 51 | 23,9% | 3 | 1,4% | 98,6% | 1,4% | 213 | 213 |
| **DOM** | **3 038** | **41,4%** | **108** | **1,5%** | **3 545** | **48,4%** | **3** | **0,0%** | **143** | **2,0%** | **241** | **3,3%** | **252** | **3,4%** | **81,7%** | **18,3%** | **7 187** | **7 330** |
| **France (métropole et DOM)** | **208 722** | **52,9%** | **8 864** | **2,2%** | **138 154** | **35,0%** | **1 418** | **0,4%** | **9 163** | **2,3%** | **25 759** | **6,5%** | **2 360** | **0,6%** | **65,8%** | **34,2%** | **385 277** | **394 440** |

**Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs**

**Nombre de mesures au 31/12**

**Mesures au 31 décembre 2024 (pévisionnel)**

| Régions et départements | Curatelle renforcée | | Curatelle simple | | Tutelle | | Mesure d'accompagnement judiciaire | | Sauvegarde de justice | | Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne | | Subrogé tuteur ou curateur | | % des mesures à domicile | % des mesures en établissement | Total des mesures au 31/12 hors sauvegarde | Total des mesures au 31/12 avec sauvegarde |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | % du total des mesures | Nombre | % du total des mesures | Nombre | % du total des mesures | Nombre | % du total des mesures | Nombre | % du total des mesures | Nombre | % du total des mesures | Nombre | % du total des mesures | | | | |
| 8 Ardennes | 1 142 | 43,5% | 37 | 1,4% | 1 381 | 52,6% | 11 | 0,4% | 18 | 0,7% | 34 | 1,3% | 0 | 0,0% | 74,2% | 25,8% | 2 605 | 2 623 |
| 10 Aube | 1 119 | 44,7% | 70 | 2,8% | 1 078 | 43,1% | 10 | 0,4% | 20 | 0,8% | 205 | 8,2% | 0 | 0,0% | 68,0% | 32,0% | 2 482 | 2 502 |
| 51 Marne | 1 500 | 53,7% | 64 | 2,3% | 861 | 30,8% | 4 | 0,1% | 22 | 0,8% | 343 | 12,3% | 1 | 0,0% | 71,7% | 28,3% | 2 773 | 2 795 |
| 52 Marne Haute | 657 | 47,2% | 35 | 2,5% | 613 | 44,1% | 7 | 0,5% | 51 | 3,7% | 26 | 1,9% | 2 | 0,1% | 70,9% | 29,1% | 1 340 | 1 391 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 1 743 | 42,3% | 74 | 1,8% | 1 727 | 41,9% | 13 | 0,3% | 195 | 4,7% | 363 | 8,8% | 8 | 0,2% | 67,0% | 33,0% | 3 928 | 4 123 |
| 55 Meuse | 910 | 45,6% | 60 | 3,0% | 949 | 47,5% | 20 | 1,0% | 9 | 0,5% | 48 | 2,4% | 1 | 0,1% | 64,2% | 35,8% | 1 988 | 1 997 |
| 57 Moselle | 2 723 | 44,5% | 180 | 2,9% | 2 651 | 43,3% | 48 | 0,8% | 23 | 0,4% | 485 | 7,9% | 12 | 0,2% | 64,7% | 35,3% | 6 099 | 6 122 |
| 67 Rhin (Bas) | 1 604 | 48,0% | 82 | 2,5% | 1 272 | 38,1% | 48 | 1,4% | 31 | 0,9% | 300 | 9,0% | 3 | 0,1% | 74,7% | 25,3% | 3 309 | 3 340 |
| 68 Rhin (Haut) | 1 797 | 43,3% | 79 | 1,9% | 1 369 | 33,0% | 36 | 0,9% | 70 | 1,7% | 778 | 18,8% | 18 | 0,4% | 67,3% | 32,7% | 4 077 | 4 147 |
| 88 Vosges | 1 948 | 60,4% | 83 | 2,6% | 1 008 | 31,2% | 11 | 0,3% | 54 | 1,7% | 122 | 3,8% | 0 | 0,0% | 60,2% | 39,8% | 3 172 | 3 226 |
| **Grand Est** | **15 143** | **46,9%** | **764** | **2,4%** | **12 909** | **40,0%** | **208** | **0,6%** | **493** | **1,5%** | **2 704** | **8,4%** | **45** | **0,1%** | **67,8%** | **32,2%** | **31 773** | **32 266** |
| 16 Charente | 1 668 | 52,0% | 73 | 2,3% | 1 116 | 34,8% | 22 | 0,7% | 80 | 2,5% | 199 | 6,2% | 52 | 1,6% | 67,3% | 32,7% | 3 130 | 3 210 |
| 17 Charente Maritime | 3 273 | 50,9% | 183 | 2,8% | 2 423 | 37,7% | 12 | 0,2% | 156 | 2,4% | 326 | 5,1% | 52 | 0,8% | 65,6% | 34,4% | 6 269 | 6 425 |
| 19 Corrèze | 1 262 | 48,9% | 52 | 2,0% | 1 024 | 39,6% | 3 | 0,1% | 116 | 4,5% | 79 | 3,1% | 47 | 1,8% | 50,3% | 49,7% | 2 467 | 2 583 |
| 23 Creuse | 278 | 20,1% | 32 | 2,3% | 423 | 30,6% | 29 | 2,1% | 17 | 1,2% | 602 | 43,6% | 0 | 0,0% | 49,9% | 50,1% | 1 364 | 1 381 |
| 24 Dordogne | 2 816 | 51,5% | 134 | 2,5% | 2 185 | 40,0% | 15 | 0,3% | 235 | 4,3% | 71 | 1,3% | 11 | 0,2% | 64,6% | 35,4% | 5 232 | 5 467 |
| 33 Gironde | 5 522 | 57,5% | 248 | 2,6% | 2 892 | 30,1% | 15 | 0,2% | 349 | 3,6% | 489 | 5,1% | 81 | 0,8% | 72,8% | 27,2% | 9 247 | 9 596 |
| 40 Landes | 1 350 | 44,7% | 39 | 1,3% | 739 | 24,5% | 13 | 0,4% | 107 | 3,5% | 757 | 25,1% | 16 | 0,5% | 62,9% | 37,1% | 2 914 | 3 021 |
| 47 Lot-et-Garonne | 1 955 | 59,1% | 83 | 2,5% | 969 | 29,3% | 2 | 0,1% | 188 | 5,7% | 98 | 3,0% | 14 | 0,4% | 63,6% | 36,4% | 3 121 | 3 309 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 2 829 | 58,3% | 129 | 2,7% | 1 424 | 29,4% | 9 | 0,2% | 83 | 1,7% | 366 | 7,5% | 11 | 0,2% | 64,6% | 35,4% | 4 768 | 4 851 |
| 79 Sèvres Deux | 1 982 | 49,5% | 110 | 2,7% | 1 465 | 36,6% | 20 | 0,5% | 133 | 3,3% | 289 | 7,2% | 5 | 0,1% | 68,7% | 31,3% | 3 871 | 4 004 |
| 86 Vienne | 1 561 | 43,6% | 104 | 2,9% | 1 624 | 45,3% | 20 | 0,6% | 60 | 1,7% | 195 | 5,4% | 20 | 0,6% | 65,9% | 34,1% | 3 524 | 3 584 |
| 87 Vienne (Haute) | 2 051 | 63,8% | 51 | 1,6% | 859 | 26,7% | 25 | 0,8% | 93 | 2,9% | 133 | 4,1% | 5 | 0,2% | 71,4% | 28,6% | 3 124 | 3 217 |
| **Nouvelle Aquitaine** | **26 547** | **52,4%** | **1 238** | **2,4%** | **17 143** | **33,8%** | **185** | **0,4%** | **1 617** | **3,2%** | **3 604** | **7,1%** | **314** | **0,6%** | **66,0%** | **34,0%** | **49 031** | **50 648** |
| 21 Côte d'Or | 1 880 | 67,9% | 53 | 1,9% | 761 | 27,5% | 4 | 0,1% | 31 | 1,1% | 34 | 1,2% | 5 | 0,2% | 64,4% | 35,6% | 2 737 | 2 768 |
| 25 Doubs | 1 856 | 56,3% | 65 | 2,0% | 977 | 29,6% | 61 | 1,9% | 92 | 2,8% | 230 | 7,0% | 16 | 0,5% | 69,7% | 30,3% | 3 205 | 3 297 |
| 39 Jura | 1 525 | 63,5% | 92 | 3,8% | 675 | 28,1% | 28 | 1,2% | 24 | 1,0% | 54 | 2,3% | 2 | 0,1% | 69,9% | 30,1% | 2 376 | 2 400 |
| 58 Nièvre | 1 263 | 56,2% | 49 | 2,2% | 764 | 34,0% | 11 | 0,5% | 51 | 2,3% | 71 | 3,2% | 39 | 1,7% | 63,9% | 36,1% | 2 197 | 2 248 |
| 70 Saône Haute | 633 | 30,2% | 47 | 2,2% | 805 | 38,4% | 24 | 1,1% | 62 | 3,0% | 525 | 25,0% | 2 | 0,1% | 68,7% | 31,3% | 2 036 | 2 098 |
| 71 Saône Loire | 2 973 | 61,5% | 119 | 2,5% | 1 375 | 28,4% | 42 | 0,9% | 166 | 3,4% | 132 | 2,7% | 29 | 0,6% | 71,6% | 28,4% | 4 670 | 4 836 |
| 89 Yonne | 1 717 | 58,1% | 68 | 2,3% | 831 | 28,1% | 20 | 0,7% | 92 | 3,1% | 219 | 7,4% | 10 | 0,3% | 66,1% | 33,9% | 2 865 | 2 957 |
| 90 Territ. de Belfort | 411 | 41,9% | 16 | 1,6% | 515 | 52,5% | 3 | 0,3% | 3 | 0,3% | 33 | 3,4% | 0 | 0,0% | 71,6% | 28,4% | 978 | 981 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | **12 258** | **56,8%** | **509** | **2,4%** | **6 703** | **31,1%** | **193** | **0,9%** | **521** | **2,4%** | **1 298** | **6,0%** | **103** | **0,5%** | **68,4%** | **31,6%** | **21 064** | **21 585** |
| 22 Côtes d'Armor | 2 782 | 46,7% | 125 | 2,1% | 1 695 | 28,5% | 24 | 0,4% | 165 | 2,8% | 1 154 | 19,4% | 8 | 0,1% | 69,1% | 30,9% | 5 788 | 5 953 |
| 29 Finistère | 5 265 | 61,2% | 57 | 0,7% | 2 515 | 29,2% | 22 | 0,3% | 266 | 3,1% | 387 | 4,5% | 94 | 1,1% | 67,3% | 32,7% | 8 340 | 8 606 |
| 35 Ille et Vilaine | 3 699 | 55,6% | 107 | 1,6% | 1 967 | 29,6% | 17 | 0,3% | 128 | 1,9% | 733 | 11,0% | 5 | 0,1% | 69,8% | 30,2% | 6 528 | 6 656 |
| 56 Morbihan | 3 928 | 61,5% | 173 | 2,7% | 1 994 | 31,2% | 9 | 0,1% | 108 | 1,7% | 165 | 2,6% | 12 | 0,2% | 75,7% | 24,3% | 6 281 | 6 389 |
| **Bretagne** | **15 674** | **56,8%** | **462** | **1,7%** | **8 171** | **29,6%** | **72** | **0,3%** | **667** | **2,4%** | **2 439** | **8,8%** | **119** | **0,4%** | **70,3%** | **29,7%** | **26 937** | **27 604** |
| 18 Cher | 1 041 | 29,6% | 99 | 2,8% | 1 262 | 35,9% | 32 | 0,9% | 88 | 2,5% | 988 | 28,1% | 9 | 0,3% | 65,3% | 34,7% | 3 431 | 3 519 |
| 28 Eure et Loir | 1 626 | 50,3% | 57 | 1,8% | 1 296 | 40,1% | 20 | 0,6% | 68 | 2,1% | 125 | 3,9% | 43 | 1,3% | 62,2% | 37,8% | 3 167 | 3 235 |
| 36 Indre | 1 529 | 54,5% | 87 | 3,1% | 1 011 | 36,0% | 2 | 0,1% | 104 | 3,7% | 39 | 1,4% | 36 | 1,3% | 66,6% | 33,4% | 2 704 | 2 808 |
| 37 Indre-et-Loire | 2 697 | 57,8% | 143 | 3,1% | 1 643 | 35,2% | 8 | 0,2% | 101 | 2,2% | 75 | 1,6% | 2 | 0,0% | 67,8% | 32,2% | 4 568 | 4 669 |
| 41 Loir et Cher | 1 016 | 44,5% | 34 | 1,5% | 775 | 33,9% | 13 | 0,6% | 90 | 3,9% | 356 | 15,6% | 1 | 0,0% | 62,5% | 37,5% | 2 195 | 2 285 |
| 45 Loiret | 552 | 57,3% | 29 | 3,0% | 266 | 27,6% | 13 | 1,3% | 62 | 6,4% | 33 | 3,4% | 8 | 0,8% | 71,7% | 28,3% | 901 | 963 |
| **Centre-Val de Loire** | **8 461** | **48,4%** | **449** | **2,6%** | **6 253** | **35,8%** | **88** | **0,5%** | **513** | **2,9%** | **1 616** | **9,2%** | **99** | **0,6%** | **65,6%** | **34,4%** | **16 966** | **17 479** |
| 2A Corse du Sud | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2B Corse Haute | 335 | 50,1% | 28 | 4,2% | 250 | 37,4% | 20 | 3,0% | 15 | 2,2% | 20 | 3,0% | 1 | 0,1% | 64,1% | 35,9% | 654 | 669 |
| **Corse** | **335** | **50,1%** | **28** | **4,2%** | **250** | **37,4%** | **20** | **3,0%** | **15** | **2,2%** | **20** | **3,0%** | **1** | **0,1%** | **64,1%** | **35,9%** | **654** | **669** |
| 75 Paris | 3 551 | 59,6% | 200 | 3,4% | 1 916 | 32,1% | 15 | 0,3% | 85 | 1,4% | 175 | 2,9% | 19 | 0,3% | 66,2% | 33,8% | 5 876 | 5 961 |
| 77 Seine Marne | 2 897 | 55,7% | 100 | 1,9% | 1 840 | 35,4% | 23 | 0,4% | 120 | 2,3% | 206 | 4,0% | 19 | 0,4% | 62,3% | 37,7% | 5 085 | 5 205 |
| 78 Yvelines | 2 488 | 58,9% | 71 | 1,7% | 1 496 | 35,4% | 0 | 0,0% | 38 | 0,9% | 124 | 2,9% | 7 | 0,2% | 59,3% | 40,7% | 4 186 | 4 224 |
| 91 Essonne | 2 840 | 61,5% | 124 | 2,7% | 1 377 | 29,8% | 1 | 0,0% | 76 | 1,6% | 160 | 3,5% | 41 | 0,9% | 64,0% | 36,0% | 4 543 | 4 619 |
| 92 Seine Hauts de | 2 194 | 59,5% | 71 | 1,9% | 1 157 | 31,4% | 15 | 0,4% | 98 | 2,7% | 121 | 3,3% | 32 | 0,9% | 68,9% | 31,1% | 3 590 | 3 688 |
| 93 Seine St Denis | 2 193 | 50,5% | 141 | 3,2% | 1 641 | 37,8% | 7 | 0,2% | 47 | 1,1% | 135 | 3,1% | 177 | 4,1% | 66,4% | 33,6% | 4 294 | 4 341 |
| 94 Val de Marne | 2 089 | 57,1% | 120 | 3,3% | 1 131 | 30,9% | 14 | 0,4% | 64 | 1,7% | 204 | 5,6% | 37 | 1,0% | 66,7% | 33,3% | 3 595 | 3 659 |
| 95 Val d'oise | 1 515 | 49,8% | 77 | 2,5% | 1 193 | 39,2% | 5 | 0,2% | 80 | 2,6% | 154 | 5,1% | 17 | 0,6% | 58,8% | 41,2% | 2 961 | 3 041 |
| **Ile de France** | **19 767** | **56,9%** | **904** | **2,6%** | **11 751** | **33,8%** | **80** | **0,2%** | **608** | **1,8%** | **1 279** | **3,7%** | **349** | **1,0%** | **64,2%** | **35,8%** | **34 130** | **34 738** |
| 9 Ariège | 409 | 44,6% | 37 | 4,0% | 397 | 43,3% | 2 | 0,2% | 41 | 4,5% | 29 | 3,2% | 2 | 0,2% | 61,6% | 38,4% | 876 | 917 |
| 11 Aude | 1 656 | 54,3% | 113 | 3,7% | 1 035 | 34,0% | 0 | 0,0% | 70 | 2,3% | 117 | 3,8% | 56 | 1,8% | 62,4% | 37,6% | 2 977 | 3 047 |
| 12 Aveyron | 1 408 | 59,2% | 86 | 3,6% | 719 | 30,2% | 15 | 0,6% | 107 | 4,5% | 36 | 1,5% | 8 | 0,3% | 59,2% | 40,8% | 2 272 | 2 379 |
| 30 Gard | 2 382 | 59,4% | 82 | 2,0% | 1 257 | 31,3% | 16 | 0,4% | 146 | 3,6% | 109 | 2,7% | 18 | 0,4% | 68,3% | 31,7% | 3 864 | 4 010 |
| 31 Garonne (Haute) | 2 398 | 53,6% | 82 | 1,8% | 1 636 | 36,5% | 13 | 0,3% | 119 | 2,7% | 189 | 4,2% | 40 | 0,9% | 64,5% | 35,5% | 4 358 | 4 477 |
| 32 Gers | 888 | 41,1% | 27 | 1,2% | 800 | 37,0% | 5 | 0,2% | 32 | 1,5% | 372 | 17,2% | 38 | 1,8% | 57,5% | 42,5% | 2 130 | 2 162 |
| 34 Hérault | 3 268 | 62,0% | 134 | 2,5% | 1 479 | 28,0% | 23 | 0,4% | 170 | 3,2% | 162 | 3,1% | 37 | 0,7% | 67,6% | 32,4% | 5 103 | 5 273 |
| 46 Lot | 840 | 53,1% | 41 | 2,6% | 598 | 37,8% | 2 | 0,1% | 33 | 2,1% | 57 | 3,6% | 10 | 0,6% | 53,0% | 47,0% | 1 548 | 1 581 |
| 48 Lozère | 636 | 40,9% | 17 | 1,1% | 848 | 54,6% | 1 | 0,1% | 10 | 0,6% | 26 | 1,7% | 16 | 1,0% | 20,1% | 79,9% | 1 544 | 1 554 |
| 65 Pyrénées Hautes | 774 | 47,0% | 14 | 0,9% | 711 | 43,2% | 3 | 0,2% | 0 | 0,0% | 132 | 8,0% | 13 | 0,8% | 64,9% | 35,1% | 1 647 | 1 647 |
| 66 Pyrénées Orient. | 1 727 | 56,8% | 140 | 4,6% | 1 001 | 32,9% | 3 | 0,1% | 88 | 2,9% | 61 | 2,0% | 20 | 0,7% | 66,4% | 33,6% | 2 952 | 3 040 |
| 81 Tarn | 1 319 | 54,9% | 47 | 2,0% | 824 | 34,3% | 7 | 0,3% | 40 | 1,7% | 154 | 6,4% | 11 | 0,5% | 62,6% | 37,4% | 2 362 | 2 402 |
| 82 Tarn et Garonne | 1 005 | 61,6% | 53 | 3,2% | 443 | 27,1% | 12 | 0,7% | 66 | 4,0% | 34 | 2,1% | 19 | 1,2% | 64,0% | 36,0% | 1 566 | 1 632 |
| **Occitanie** | **18 710** | **54,8%** | **873** | **2,6%** | **11 748** | **34,4%** | **102** | **0,3%** | **922** | **2,7%** | **1 478** | **4,3%** | **288** | **0,8%** | **61,8%** | **38,2%** | **33 199** | **34 121** |
| 2 Aisne | 1 484 | 32,2% | 59 | 1,3% | 1 966 | 42,7% | 5 | 0,1% | 48 | 1,0% | 1 037 | 22,5% | 10 | 0,2% | 61,0% | 39,0% | 4 561 | 4 609 |
| 59 Nord | 10 040 | 46,2% | 338 | 1,6% | 9 251 | 42,5% | 1 | 0,0% | 377 | 1,7% | 1 659 | 7,6% | 87 | 0,4% | 63,1% | 36,9% | 21 376 | 21 753 |
| 60 Oise | 2 529 | 51,8% | 116 | 2,4% | 1 822 | 37,3% | 3 | 0,1% | 49 | 1,0% | 349 | 7,1% | 15 | 0,3% | 61,8% | 38,2% | 4 834 | 4 883 |
| 62 Pas-de-Calais | 5 297 | 40,9% | 219 | 1,7% | 4 783 | 36,9% | 20 | 0,2% | 180 | 1,4% | 2 413 | 18,6% | 53 | 0,4% | 65,2% | 34,8% | 12 785 | 12 965 |
| 80 Somme | 2 834 | 52,1% | 94 | 1,7% | 2 242 | 41,2% | 48 | 0,9% | 31 | 0,6% | 168 | 3,1% | 19 | 0,3% | 63,4% | 36,6% | 5 405 | 5 436 |
| **Hauts-de-France** | **22 184** | **44,7%** | **826** | **1,7%** | **20 064** | **40,4%** | **77** | **0,2%** | **685** | **1,4%** | **5 626** | **11,3%** | **184** | **0,4%** | **63,4%** | **36,6%** | **48 961** | **49 646** |
| 14 Calvados | 4 129 | 59,9% | 134 | 1,9% | 2 050 | 29,8% | 37 | 0,5% | 329 | 4,8% | 187 | 2,7% | 22 | 0,3% | 72,1% | 27,9% | 6 559 | 6 888 |
| 27 Eure | 2 461 | 51,6% | 133 | 2,8% | 1 789 | 37,5% | 6 | 0,1% | 67 | 1,4% | 207 | 4,3% | 106 | 2,2% | 67,1% | 32,9% | 4 702 | 4 769 |
| 50 Manche | 2 808 | 57,6% | 91 | 1,9% | 1 467 | 30,1% | 14 | 0,3% | 115 | 2,4% | 348 | 7,1% | 30 | 0,6% | 76,2% | 23,8% | 4 758 | 4 873 |
| 61 Orne | 1 659 | 56,9% | 28 | 1,0% | 1 046 | 35,9% | 50 | 1,7% | 16 | 0,5% | 112 | 3,8% | 4 | 0,1% | 62,1% | 37,9% | 2 899 | 2 915 |
| 76 Seine Maritime | 5 925 | 53,7% | 321 | 2,9% | 3 389 | 30,7% | 39 | 0,4% | 242 | 2,2% | 987 | 8,9% | 138 | 1,2% | 72,4% | 27,6% | 10 799 | 11 041 |
| **Normandie** | **16 982** | **55,7%** | **707** | **2,3%** | **9 741** | **32,0%** | **146** | **0,5%** | **769** | **2,5%** | **1 841** | **6,0%** | **300** | **1,0%** | **71,1%** | **28,9%** | **29 717** | **30 486** |
| 44 Loire Atlantique | 4 602 | 67,1% | 133 | 1,9% | 1 772 | 25,8% | 12 | 0,2% | 106 | 1,5% | 232 | 3,4% | 6 | 0,1% | 72,5% | 27,5% | 6 757 | 6 863 |
| 49 Maine-et-Loire | 3 267 | 59,7% | 74 | 1,4% | 1 695 | 31,0% | 35 | 0,6% | 14 | 0,3% | 378 | 6,9% | 10 | 0,2% | 69,6% | 30,4% | 5 459 | 5 473 |
| 53 Mayenne | 1 864 | 64,2% | 87 | 3,0% | 825 | 28,4% | 16 | 0,6% | 13 | 0,4% | 86 | 3,0% | 12 | 0,4% | 69,6% | 30,4% | 2 890 | 2 903 |
| 72 Sarthe | 2 314 | 57,0% | 51 | 1,3% | 1 468 | 36,2% | 4 | 0,1% | 33 | 0,8% | 181 | 4,5% | 9 | 0,2% | 66,7% | 33,3% | 4 027 | 4 060 |
| 85 Vendée | 2 089 | 46,9% | 114 | 2,6% | 1 292 | 29,0% | 18 | 0,4% | 32 | 0,7% | 906 | 20,4% | 0 | 0,0% | 67,0% | 33,0% | 4 419 | 4 451 |
| **Pays de Loire** | **14 136** | **59,5%** | **459** | **1,9%** | **7 052** | **29,7%** | **85** | **0,4%** | **198** | **0,8%** | **1 783** | **7,5%** | **37** | **0,2%** | **69,5%** | **30,5%** | **23 552** | **23 750** |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 828 | 56,7% | 51 | 3,5% | 462 | 31,6% | 0 | 0,0% | 28 | 1,9% | 43 | 2,9% | 48 | 3,3% | 58,3% | 41,7% | 1 432 | 1 460 |
| 5 Alpes Hautes | 344 | 48,5% | 19 | 2,7% | 295 | 41,6% | 0 | 0,0% | 17 | 2,4% | 33 | 4,7% | 1 | 0,1% | 50,9% | 49,1% | 692 | 709 |
| 6 Alpes Maritimes | 2 687 | 46,1% | 177 | 3,0% | 2 332 | 40,0% | 13 | 0,2% | 208 | 3,6% | 375 | 6,4% | 41 | 0,7% | 65,8% | 34,2% | 5 625 | 5 833 |
| 13 Bouches du Rhônes | 3 358 | 48,2% | 103 | 1,5% | 2 896 | 41,6% | 50 | 0,7% | 382 | 5,5% | 137 | 2,0% | 43 | 0,6% | 58,4% | 41,6% | 6 587 | 6 969 |
| 83 Var | 2 126 | 47,3% | 102 | 2,3% | 1 807 | 40,2% | 37 | 0,8% | 262 | 5,8% | 125 | 2,8% | 37 | 0,8% | 66,4% | 33,6% | 4 234 | 4 496 |
| 84 Vaucluse | 1 908 | 51,1% | 81 | 2,2% | 1 357 | 36,3% | 2 | 0,1% | 212 | 5,7% | 154 | 4,1% | 22 | 0,6% | 65,7% | 34,3% | 3 524 | 3 736 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | **11 251** | **48,5%** | **533** | **2,3%** | **9 149** | **39,4%** | **102** | **0,4%** | **1 109** | **4,8%** | **867** | **3,7%** | **192** | **0,8%** | **62,7%** | **37,3%** | **22 094** | **23 203** |
| 1 Ain | 2 084 | 64,2% | 61 | 1,9% | 979 | 30,2% | 3 | 0,1% | 27 | 0,8% | 79 | 2,4% | 14 | 0,4% | 61,9% | 38,1% | 3 220 | 3 247 |
| 3 Allier | 1 125 | 47,5% | 41 | 1,7% | 1 001 | 42,2% | 13 | 0,5% | 72 | 3,0% | 100 | 4,2% | 18 | 0,8% | 67,3% | 32,7% | 2 298 | 2 370 |
| 7 Ardèche | 1 276 | 50,7% | 42 | 1,7% | 1 061 | 42,2% | 6 | 0,2% | 35 | 1,4% | 90 | 3,6% | 6 | 0,2% | 54,8% | 45,2% | 2 481 | 2 516 |
| 15 Cantal | 1 155 | 58,0% | 103 | 5,2% | 648 | 32,5% | 4 | 0,2% | 56 | 2,8% | 24 | 1,2% | 1 | 0,1% | 50,6% | 49,4% | 1 935 | 1 991 |
| 26 Drôme | 2 394 | 56,4% | 136 | 3,2% | 1 420 | 33,4% | 11 | 0,3% | 112 | 2,6% | 120 | 2,8% | 54 | 1,3% | 67,4% | 32,6% | 4 135 | 4 247 |
| 38 Isère | 3 864 | 62,6% | 131 | 2,1% | 1 892 | 30,6% | 3 | 0,0% | 61 | 1,0% | 195 | 3,2% | 30 | 0,5% | 64,2% | 35,8% | 6 115 | 6 176 |
| 42 Loire | 3 703 | 60,1% | 180 | 2,9% | 2 058 | 33,4% | 13 | 0,2% | 152 | 2,5% | 48 | 0,8% | 7 | 0,1% | 65,3% | 34,7% | 6 009 | 6 161 |
| 43 Loire (Haute) | 1 173 | 62,1% | 54 | 2,9% | 530 | 28,1% | 1 | 0,1% | 69 | 3,7% | 50 | 2,6% | 11 | 0,6% | 64,5% | 35,5% | 1 819 | 1 888 |
| 63 Puy de Dome | 3 552 | 61,1% | 63 | 1,1% | 1 992 | 34,3% | 13 | 0,2% | 60 | 1,0% | 110 | 1,9% | 21 | 0,4% | 62,9% | 37,1% | 5 751 | 5 811 |
| 69 Rhône | 4 401 | 55,4% | 173 | 2,2% | 2 619 | 33,0% | 30 | 0,4% | 292 | 3,7% | 364 | 4,6% | 62 | 0,8% | 63,7% | 36,3% | 7 649 | 7 941 |
| 73 Savoie | 1 596 | 61,3% | 98 | 3,8% | 578 | 22,2% | 14 | 0,5% | 104 | 4,0% | 189 | 7,3% | 25 | 1,0% | 66,0% | 34,0% | 2 500 | 2 604 |
| 74 Savoie Haute | 1 747 | 57,7% | 85 | 2,8% | 884 | 29,2% | 20 | 0,7% | 50 | 1,7% | 233 | 7,7% | 7 | 0,2% | 66,1% | 33,9% | 2 976 | 3 026 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **28 070** | **58,5%** | **1 167** | **2,4%** | **15 662** | **32,6%** | **131** | **0,3%** | **1 090** | **2,3%** | **1 602** | **3,3%** | **256** | **0,5%** | **63,5%** | **36,5%** | **46 888** | **47 978** |
| **France métropole hors DOM** | **209 578** | **53,1%** | **8 922** | **2,3%** | **136 711** | **34,7%** | **1 489** | **0,4%** | **9 214** | **2,3%** | **26 240** | **6,7%** | **2 287** | **0,6%** | **65,8%** | **34,2%** | **385 227** | **394 441** |
| Guadeloupe | 645 | 40,5% | 43 | 2,7% | 831 | 52,2% | 0 | 0,0% | 51 | 3,2% | 15 | 0,9% | 7 | 0,4% | 79,8% | 20,2% | 1 541 | 1 592 |
| Martinique | 250 | 33,6% | 14 | 1,9% | 422 | 56,7% | 0 | 0,0% | 49 | 6,6% | 8 | 1,1% | 1 | 0,1% | 75,1% | 24,9% | 695 | 744 |
| Guyane | 233 | 32,7% | 8 | 1,1% | 261 | 36,7% | 0 | 0,0% | 3 | 0,4% | 29 | 4,1% | 178 | 25,0% | 76,3% | 23,7% | 709 | 712 |
| Réunion | 1 951 | 44,1% | 50 | 1,1% | 2 112 | 47,7% | 6 | 0,1% | 82 | 1,9% | 167 | 3,8% | 59 | 1,3% | 82,4% | 17,6% | 4 345 | 4 427 |
| Mayotte | 46 | 18,9% | 7 | 2,9% | 125 | 51,4% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 62 | 25,5% | 3 | 1,2% | 98,4% | 1,6% | 243 | 243 |
| **DOM** | **3 125** | **40,5%** | **122** | **1,6%** | **3 751** | **48,6%** | **6** | **0,1%** | **185** | **2,4%** | **281** | **3,6%** | **248** | **3,2%** | **81,1%** | **18,9%** | **7 533** | **7 718** |
| **France (métropole et DOM)** | **212 703** | **52,9%** | **9 044** | **2,2%** | **140 462** | **34,9%** | **1 495** | **0,4%** | **9 399** | **2,3%** | **26 521** | **6,6%** | **2 535** | **0,6%** | **66,1%** | **33,9%** | **392 760** | **402 159** |

**Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs**

**Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs**

**Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs**

**Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs moyennes**

**Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs moyennes**

**Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs moyennes**

**Exercice 2022**

| Régions et départements | Poids moyen de la mesure majeur protégé | Valeur du point service | Valeur du point délégué du personnel | Valeur du point autres personnel | Valeur du point personnel | Nombre de points par ETP délégués | Nombre de points par ETP autres personnels | Nombre de points par ETP | Nombre de mesure moyenne par ETP | Temps actif mobilisable des délégués à la tutelle | Coût de l'intervention des délégués à la tutelle |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8 Ardennes | 10,84 | 13,24 | 5,65 | 5,87 | 11,51 | 7 970 | 7 755 | 3 931 | 30,02 | 0,81 | 35,40 |
| 10 Aube | 10,79 | 14,90 | 6,57 | 6,02 | 12,59 | 6 988 | 7 871 | 3 702 | 28,27 | 1,38 | 20,94 |
| 51 Marne | 11,33 | 15,10 | 6,69 | 5,93 | 12,62 | 6 986 | 8 025 | 3 735 | 28,53 | 0,96 | 30,85 |
| 52 Marne Haute | 11,04 | 14,29 | 5,51 | 5,57 | 11,08 | 7 252 | 7 069 | 3 580 | 27,34 | 0,81 | 31,98 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 10,85 | 15,00 | 5,73 | 5,71 | 11,44 | 7 106 | 7 672 | 3 689 | 28,18 | 0,90 | 28,10 |
| 55 Meuse | 10,43 | 15,43 | 5,60 | 6,49 | 12,09 | 8 345 | 7 377 | 3 916 | 29,91 | 0,82 | 34,68 |
| 57 Moselle | 10,55 | 14,83 | 6,22 | 5,89 | 12,11 | 7 689 | 7 414 | 3 775 | 28,83 | 0,93 | 31,17 |
| 67 Rhin (Bas) | 11,06 | 15,67 | 9,70 | 5,62 | 15,32 | 6 231 | 9 074 | 3 694 | 28,22 | 0,93 | 43,88 |
| 68 Rhin (Haut) | 10,88 | 13,93 | 6,16 | 5,16 | 11,33 | 7 229 | 8 472 | 3 901 | 29,79 | 0,93 | 38,51 |
| 88 Vosges | 10,90 | 16,19 | 6,60 | 5,72 | 12,33 | 6 781 | 9 310 | 3 924 | 29,97 | 1,08 | 25,60 |
| **Grand-Est** | **10,84** | **14,88** | **6,54** | **5,76** | **12,30** | **7 188** | **8 001** | **3 786** | **28,92** | **0,96** | **31,65** |
| 16 Charente | 10,85 | 16,35 | 6,31 | 6,69 | 13,00 | 7 743 | 6 547 | 3 548 | 27,10 | 1,00 | 29,08 |
| 17 Charente Maritime | 10,88 | 15,36 | 5,32 | 7,48 | 12,80 | 7 739 | 7 473 | 3 802 | 29,04 | 0,92 | 28,06 |
| 19 Corrèze | 10,51 | 14,66 | 6,08 | 6,13 | 12,21 | 7 661 | 6 964 | 3 648 | 27,86 | 0,98 | 30,35 |
| 23 Creuse | 9,67 | 15,50 | 5,74 | 5,96 | 11,70 | 7 153 | 8 013 | 3 779 | 28,87 | 0,93 | 27,87 |
| 24 Dordogne | 10,86 | 15,71 | 7,12 | 6,21 | 13,33 | 7 461 | 7 771 | 3 806 | 29,07 | 0,90 | 55,83 |
| 33 Gironde | 11,38 | 15,77 | 6,60 | 6,29 | 12,89 | 7 136 | 7 325 | 3 615 | 27,61 | 0,97 | 32,09 |
| 40 Landes | 11,14 | 15,10 | 6,23 | 6,48 | 12,71 | 7 397 | 7 661 | 3 763 | 28,75 | 0,90 | 31,67 |
| 47 Lot-et-Garonne | 11,17 | 16,30 | 6,19 | 6,88 | 13,07 | 7 231 | 6 845 | 3 516 | 26,86 | 0,89 | 30,81 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 11,01 | 20,95 | 6,60 | 6,33 | 12,93 | 7 459 | 6 967 | 3 602 | 27,52 | 0,89 | 36,02 |
| 79 Sèvres Deux | 10,94 | 15,48 | 6,88 | 6,33 | 13,22 | 6 695 | 6 961 | 3 413 | 26,07 | 0,88 | 33,76 |
| 86 Vienne | 10,44 | 16,17 | 6,14 | 7,39 | 13,53 | 7 248 | 6 152 | 3 328 | 25,42 | 0,92 | 31,65 |
| 87 Vienne (Haute) | 11,34 | 15,88 | 6,79 | 6,91 | 13,70 | 7 255 | 7 296 | 3 638 | 27,79 | 0,87 | 34,88 |
| **Nouvelle Aquitaine** | **10,97** | **16,19** | **6,38** | **6,62** | **13,00** | **7 333** | **7 158** | **3 622** | **27,67** | **0,92** | **33,39** |
| 21 Côte d'Or | 10,93 | 15,39 | 6,98 | 5,71 | 12,69 | 7 101 | 8 714 | 3 913 | 29,89 | 0,92 | 33,60 |
| 25 Doubs | 11,39 | 14,57 | 7,21 | 4,64 | 11,85 | 6 318 | 10 295 | 3 915 | 29,91 | 0,96 | 30,06 |
| 39 Jura | 11,31 | 14,18 | 6,23 | 6,28 | 12,51 | 7 280 | 7 554 | 3 707 | 28,32 | 0,86 | 32,99 |
| 58 Nièvre | 10,72 | 16,16 | 6,43 | 6,66 | 13,09 | 7 045 | 6 025 | 3 248 | 24,81 | 0,91 | 32,34 |
| 70 Saône Haute | 10,84 | 14,93 | 6,62 | 5,89 | 12,51 | 7 122 | 8 843 | 3 945 | 30,13 | 0,94 | 27,93 |
| 71 Saône Loire | 11,29 | 13,85 | 6,57 | 5,77 | 12,34 | 7 551 | 7 811 | 3 839 | 29,33 | 0,92 | 34,21 |
| 89 Yonne | 10,43 | 14,91 | 5,74 | 6,87 | 12,61 | 8 038 | 6 543 | 3 607 | 27,55 | 0,88 | 32,51 |
| 90 Territ. de Belfort | 11,03 | 13,89 | 6,90 | 4,80 | 11,70 | 7 209 | 9 382 | 4 077 | 31,14 | 0,99 | 29,50 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | **11,03** | **14,68** | **6,59** | **5,84** | **12,43** | **7 187** | **7 900** | **3 763** | **28,74** | **0,92** | **31,93** |
| 22 Côtes d'Armor | 11,03 | 15,54 | 7,11 | 5,77 | 12,87 | 6 958 | 8 197 | 3 763 | 28,75 | 0,92 | 35,78 |
| 29 Finistère | 11,12 | 15,26 | 6,45 | 5,94 | 12,38 | 7 407 | 8 245 | 3 902 | 29,80 | 0,97 | 30,30 |
| 35 Ille et Vilaine | 11,10 | 15,10 | 6,44 | 6,63 | 13,07 | 7 813 | 8 416 | 4 052 | 30,95 | 0,99 | 30,78 |
| 56 Morbihan | 11,65 | 14,87 | 6,07 | 5,21 | 11,28 | 7 350 | 7 898 | 3 807 | 29,08 | 0,98 | 27,44 |
| **Bretagne** | **11,21** | **15,19** | **6,50** | **5,90** | **12,40** | **7 386** | **8 191** | **3 884** | **29,67** | **0,97** | **30,82** |
| 18 Cher | 10,62 | 16,09 | 6,84 | 6,14 | 12,97 | 6 819 | 8 219 | 3 727 | 28,47 | 0,89 | 30,01 |
| 28 Eure et Loir | 10,76 | 15,17 | 7,03 | 5,50 | 12,53 | 6 581 | 8 008 | 3 612 | 27,59 | 0,94 | 31,86 |
| 36 Indre | 10,89 | 15,85 | 6,15 | 6,88 | 13,03 | 7 318 | 6 929 | 3 559 | 27,19 | 0,93 | 30,65 |
| 37 Indre-et-Loire | 10,99 | 16,50 | 7,26 | 6,89 | 14,15 | 6 699 | 6 990 | 3 421 | 26,13 | 0,80 | 34,70 |
| 41 Loir et Cher | 10,58 | 17,48 | 6,87 | 7,76 | 14,63 | 6 795 | 6 617 | 3 352 | 25,61 | 0,88 | 33,22 |
| 45 Loiret | 11,35 | 15,49 | 6,16 | 6,58 | 12,74 | 7 389 | 6 366 | 3 420 | 26,12 | 0,96 | 29,17 |
| **Centre-Val de Loire** | **10,88** | **16,09** | **6,78** | **6,59** | **13,37** | **6 892** | **7 162** | **3 512** | **26,83** | **0,88** | **31,82** |
| 2A Corse du Sud | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2B Corse Haute | 11,01 | 16,70 | 5,89 | 5,40 | 11,29 | 6 705 | 8 489 | 3 746 | 28,61 | 0,87 | 28,33 |
| **Corse** | **11,01** | **16,70** | **5,89** | **5,40** | **11,29** | **6 705** | **8 489** | **3 746** | **28,61** | **0,87** | **28,33** |
| 75 Paris | 11,19 | 16,52 | 7,45 | 5,60 | 13,06 | 6 843 | 9 486 | 3 975 | 30,36 | 0,97 | 33,38 |
| 77 Seine Marne | 10,94 | 16,65 | 6,76 | 6,43 | 13,19 | 7 653 | 8 365 | 3 997 | 30,53 | 0,75 | 45,25 |
| 78 Yvelines | 10,59 | 16,32 | 6,53 | 6,03 | 12,56 | 6 977 | 8 736 | 3 879 | 29,63 | 0,87 | 31,03 |
| 91 Essonne | 11,04 | 15,98 | 6,41 | 6,23 | 12,65 | 7 719 | 8 013 | 3 932 | 30,03 | 1,00 | 31,11 |
| 92 Seine Hauts de | 11,54 | 16,17 | 6,66 | 6,60 | 13,26 | 6 896 | 8 040 | 3 712 | 28,35 | 0,93 | 31,27 |
| 93 Seine St Denis | 10,73 | 17,95 | 6,33 | 6,87 | 13,20 | 7 457 | 7 189 | 3 660 | 27,96 | 0,98 | 36,08 |
| 94 Val de Marne | 11,21 | 16,99 | 7,36 | 8,20 | 15,56 | 9 015 | 7 575 | 4 116 | 31,44 | 0,95 | 44,07 |
| 95 Val d'oise | 10,40 | 16,75 | 6,88 | 6,66 | 13,54 | 7 011 | 7 103 | 3 528 | 26,95 | 0,79 | 37,40 |
| **Ile de France** | **10,97** | **16,64** | **6,82** | **6,49** | **13,30** | **7 369** | **8 123** | **3 864** | **29,51** | **0,91** | **35,41** |
| 9 Ariège | 11,25 | 16,39 | 6,38 | 6,59 | 12,97 | 7 185 | 7 069 | 3 563 | 27,22 | 0,89 | 31,94 |
| 11 Aude | 10,65 | 15,14 | 6,02 | 6,39 | 12,41 | 7 349 | 6 510 | 3 452 | 26,37 | 0,93 | 28,21 |
| 12 Aveyron | 11,07 | 16,60 | 6,46 | 7,42 | 13,89 | 7 947 | 6 567 | 3 596 | 27,47 | 0,94 | 34,26 |
| 30 Gard | 11,62 | 14,35 | 6,64 | 5,10 | 11,74 | 6 975 | 9 554 | 4 032 | 30,79 | 1,24 | 23,30 |
| 31 Garonne (Haute) | 11,02 | 16,83 | 6,92 | 6,37 | 13,29 | 6 955 | 6 972 | 3 482 | 26,59 | 0,88 | 37,38 |
| 32 Gers | 10,38 | 16,83 | 6,65 | 7,47 | 14,12 | 6 674 | 6 551 | 3 306 | 25,25 | 0,85 | 37,48 |
| 34 Hérault | 11,17 | 15,26 | 6,05 | 6,21 | 12,26 | 6 961 | 7 580 | 3 629 | 27,72 | 0,95 | 27,42 |
| 46 Lot | 10,61 | 17,84 | 7,51 | 6,93 | 14,43 | 6 806 | 6 072 | 3 209 | 24,51 | 0,93 | 33,02 |
| 48 Lozère | 8,54 | 15,21 | 5,46 | 6,61 | 12,06 | 7 780 | 7 446 | 3 805 | 29,06 | 0,95 | 26,08 |
| 65 Pyrénées Hautes | 10,47 | 16,43 | 6,49 | 6,86 | 13,35 | 7 403 | 7 395 | 3 700 | 28,26 | 0,84 | 34,93 |
| 66 Pyrénées Orient. | 11,25 | 15,63 | 6,35 | 6,23 | 12,58 | 7 266 | 7 769 | 3 755 | 28,68 | 0,95 | 29,86 |
| 81 Tarn | 10,83 | 15,10 | 6,68 | 5,70 | 12,38 | 7 554 | 8 338 | 3 963 | 30,27 | 0,89 | 35,39 |
| 82 Tarn et Garonne | 11,08 | 16,92 | 7,26 | 6,85 | 14,11 | 6 948 | 7 139 | 3 521 | 26,89 | 0,86 | 39,20 |
| **Occitanie** | **10,89** | **15,83** | **6,50** | **6,36** | **12,86** | **7 154** | **7 353** | **3 626** | **27,70** | **0,95** | **30,78** |
| 2 Aisne | 10,21 | 15,63 | 6,62 | 5,23 | 11,85 | 6 904 | 9 306 | 3 964 | 30,27 | 0,89 | 37,97 |
| 59 Nord | 10,50 | 15,50 | 5,95 | 5,33 | 11,28 | 7 281 | 8 398 | 3 900 | 29,79 | 0,89 | 29,98 |
| 60 Oise | 10,71 | 15,09 | 6,65 | 5,12 | 11,77 | 6 842 | 10 029 | 4 067 | 31,07 | 0,89 | 32,24 |
| 62 Pas-de-Calais | 10,54 | 15,14 | 6,71 | 5,56 | 12,27 | 7 148 | 8 422 | 3 867 | 29,53 | 0,90 | 32,52 |
| 80 Somme | 10,68 | 16,35 | 7,14 | 6,58 | 13,72 | 7 046 | 7 310 | 3 588 | 27,40 | 0,94 | 34,99 |
| **Hauts-de-France** | **10,53** | **15,48** | **6,41** | **5,50** | **11,91** | **7 139** | **8 477** | **3 875** | **29,60** | **0,90** | **32,10** |
| 14 Calvados | 11,26 | 15,74 | 6,69 | 6,33 | 13,02 | 7 692 | 8 102 | 3 946 | 30,14 | 0,84 | 37,90 |
| 27 Eure | 10,78 | 15,36 | 6,56 | 5,98 | 12,55 | 7 252 | 7 977 | 3 799 | 29,02 | 0,90 | 40,05 |
| 50 Manche | 11,41 | 14,87 | 6,23 | 5,72 | 11,95 | 7 444 | 8 636 | 3 998 | 30,54 | 0,93 | 31,14 |
| 61 Orne | 10,79 | 16,38 | 6,39 | 6,26 | 12,64 | 6 924 | 7 300 | 3 554 | 27,14 | 0,88 | 33,60 |
| 76 Seine Maritime | 11,20 | 14,91 | 6,31 | 6,22 | 12,52 | 7 701 | 7 912 | 3 902 | 29,81 | 0,89 | 33,69 |
| **Normandie** | **11,14** | **15,30** | **6,43** | **6,13** | **12,56** | **7 509** | **8 014** | **3 877** | **29,61** | **0,89** | **35,01** |
| 44 Loire Atlantique | 11,39 | 14,90 | 5,93 | 6,52 | 12,45 | 7 732 | 7 459 | 3 797 | 29,00 | 0,97 | 30,38 |
| 49 Maine-et-Loire | 11,23 | 15,89 | 6,73 | 6,38 | 13,12 | 7 623 | 7 649 | 3 818 | 29,16 | 0,92 | 35,46 |
| 53 Mayenne | 11,32 | 15,35 | 6,01 | 6,61 | 12,63 | 7 700 | 7 532 | 3 808 | 29,08 | 1,25 | 22,88 |
| 72 Sarthe | 11,01 | 15,14 | 6,41 | 6,47 | 12,87 | 7 308 | 7 243 | 3 638 | 27,79 | 0,90 | 32,22 |
| 85 Vendée | 11,05 | 14,32 | 6,15 | 5,44 | 11,59 | 7 035 | 7 851 | 3 710 | 28,34 | 0,96 | 30,12 |
| **Pays de Loire** | **11,22** | **15,13** | **6,25** | **6,29** | **12,55** | **7 495** | **7 544** | **3 760** | **28,72** | **0,98** | **30,57** |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 10,69 | 16,48 | 6,94 | 6,10 | 13,04 | 6 414 | 7 042 | 3 357 | 25,64 | 0,92 | 31,81 |
| 5 Alpes Hautes | 10,40 | 16,61 | 5,81 | 8,31 | 14,12 | 7 043 | 4 901 | 2 890 | 22,07 | 0,80 | 32,95 |
| 6 Alpes Maritimes | 10,79 | 16,33 | 5,85 | 6,76 | 12,60 | 7 455 | 7 001 | 3 610 | 27,58 | 0,89 | 31,35 |
| 13 Bouches du Rhônes | 10,60 | 14,65 | 6,28 | 5,35 | 11,63 | 7 493 | 9 452 | 4 180 | 31,92 | 1,31 | 26,91 |
| 83 Var | 10,76 | 15,43 | 6,35 | 6,28 | 12,63 | 7 121 | 7 394 | 3 627 | 27,71 | 0,91 | 31,20 |
| 84 Vaucluse | 11,23 | 14,59 | 6,22 | 5,49 | 11,71 | 6 632 | 8 253 | 3 677 | 28,09 | 1,02 | 33,39 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | **10,78** | **15,39** | **6,20** | **6,05** | **12,25** | **7 169** | **7 773** | **3 729** | **28,48** | **1,02** | **30,22** |
| 1 Ain | 10,82 | 16,84 | 6,24 | 7,06 | 13,31 | 7 460 | 6 705 | 3 531 | 26,97 | 0,78 | 31,89 |
| 3 Allier | 10,86 | 15,61 | 6,24 | 6,46 | 12,69 | 7 470 | 7 641 | 3 777 | 28,85 | 0,97 | 30,85 |
| 7 Ardèche | 10,27 | 16,25 | 7,57 | 6,29 | 13,86 | 6 527 | 6 977 | 3 372 | 25,76 | 0,94 | 32,54 |
| 15 Cantal | 10,61 | 14,94 | 6,18 | 6,16 | 12,33 | 7 235 | 6 970 | 3 550 | 27,12 | 0,89 | 31,48 |
| 26 Drôme | 11,17 | 16,88 | 6,92 | 6,01 | 12,93 | 7 422 | 7 889 | 3 824 | 29,21 | 0,84 | 44,86 |
| 38 Isère | 11,13 | 17,21 | 6,28 | 6,81 | 13,09 | 7 313 | 7 422 | 3 684 | 28,14 | 0,91 | 32,49 |
| 42 Loire | 11,06 | 15,08 | 6,58 | 6,05 | 12,63 | 7 208 | 7 897 | 3 768 | 28,78 | 0,88 | 31,36 |
| 43 Loire (Haute) | 11,17 | 14,86 | 6,21 | 6,26 | 12,47 | 7 716 | 7 765 | 3 870 | 29,56 | 0,97 | 43,23 |
| 63 Puy de Dome | 11,00 | 16,59 | 6,63 | 6,17 | 12,80 | 7 310 | 7 563 | 3 717 | 28,39 | 0,94 | 45,88 |
| 69 Rhône | 10,92 | 15,43 | 5,91 | 6,15 | 12,06 | 7 470 | 7 589 | 3 764 | 28,75 | 0,98 | 28,99 |
| 73 Savoie | 11,06 | 16,46 | 6,86 | 6,42 | 13,28 | 7 145 | 7 440 | 3 645 | 27,84 | 0,83 | 32,95 |
| 74 Savoie Haute | 11,19 | 15,81 | 7,17 | 5,46 | 12,63 | 6 658 | 9 031 | 3 832 | 29,27 | 0,85 | 34,49 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **10,98** | **16,08** | **6,50** | **6,27** | **12,77** | **7 265** | **7 583** | **3 710** | **28,34** | **0,90** | **34,23** |
| **France métropole hors DOM** | **10,93** | **15,67** | **6,48** | **6,15** | **12,63** | **7 262** | **7 758** | **3 751** | **28,65** | **0,93** | **32,49** |

**Exercice 2023**

| Régions et départements | Poids moyen de la mesure majeur protégé | Valeur du point service | Valeur du point délégué du personnel | Valeur du point autres personnel | Valeur du point personnel | N ombre de points par ETP délégués | Nombre de points par ETP autres personnels | Nombre de points par ETP | Nombre de mesure moyenne par ETP |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8 Ardennes | 10,88 | 16,19 | 6,30 | 7,38 | 13,69 | 7 645 | 7 645 | 3 823 | 29,20 |
| 10 Aube | 10,81 | 15,76 | 7,34 | 6,20 | 13,54 | 6 880 | 7 825 | 3 661 | 27,96 |
| 51 Marne | 11,07 | 15,96 | 7,39 | 5,90 | 13,30 | 6 743 | 7 867 | 3 631 | 27,73 |
| 52 Marne Haute | 11,04 | 15,21 | 6,54 | 6,04 | 12,58 | 6 867 | 7 071 | 3 484 | 26,61 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 10,92 | 15,35 | 7,01 | 5,53 | 12,54 | 6 997 | 8 352 | 3 807 | 29,08 |
| 55 Meuse | 10,49 | 15,70 | 6,49 | 6,30 | 12,79 | 7 640 | 7 330 | 3 741 | 28,57 |
| 57 Moselle | 10,57 | 15,78 | 6,39 | 6,02 | 12,41 | 7 421 | 7 317 | 3 684 | 28,14 |
| 67 Rhin (Bas) | 10,99 | 17,49 | 10,72 | 6,70 | 17,42 | 5 872 | 8 356 | 3 449 | 26,34 |
| 68 Rhin (Haut) | 10,73 | 14,88 | 6,79 | 5,19 | 11,98 | 6 986 | 8 141 | 3 760 | 28,72 |
| 88 Vosges | 10,89 | 15,60 | 6,82 | 5,80 | 12,62 | 6 684 | 9 492 | 3 922 | 29,96 |
| **Grand-Est** | **10,81** | **15,79** | **7,19** | **6,03** | **13,23** | **6 938** | **7 933** | **3 701** | **28,27** |
| 16 Charente | 10,85 | 17,64 | 6,52 | 7,56 | 14,09 | 7 023 | 6 287 | 3 317 | 25,34 |
| 17 Charente Maritime | 10,82 | 17,60 | 7,26 | 7,14 | 14,40 | 6 973 | 7 193 | 3 541 | 27,05 |
| 19 Corrèze | 10,43 | 15,76 | 6,68 | 6,37 | 13,05 | 7 582 | 7 496 | 3 769 | 28,79 |
| 23 Creuse | 9,82 | 16,86 | 6,83 | 6,29 | 13,12 | 6 484 | 8 150 | 3 611 | 27,58 |
| 24 Dordogne | 10,90 | 16,78 | 8,28 | 6,14 | 14,42 | 6 901 | 7 244 | 3 534 | 27,00 |
| 33 Gironde | 11,32 | 16,36 | 7,12 | 6,75 | 13,87 | 7 196 | 7 386 | 3 645 | 27,84 |
| 40 Landes | 11,02 | 16,33 | 6,72 | 7,41 | 14,13 | 7 300 | 7 297 | 3 649 | 27,88 |
| 47 Lot-et-Garonne | 11,25 | 17,37 | 7,20 | 7,03 | 14,24 | 7 170 | 6 846 | 3 502 | 26,75 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 11,07 | 16,95 | 4,44 | 4,33 | 8,77 | 7 709 | 7 044 | 3 681 | 28,12 |
| 79 Sèvres Deux | 10,95 | 17,18 | 7,21 | 7,01 | 14,22 | 6 885 | 6 653 | 3 383 | 25,84 |
| 86 Vienne | 10,46 | 17,82 | 6,91 | 8,18 | 15,09 | 6 979 | 5 985 | 3 222 | 24,61 |
| 87 Vienne (Haute) | 11,35 | 17,01 | 7,76 | 6,79 | 14,55 | 6 547 | 7 402 | 3 474 | 26,54 |
| **Nouvelle Aquitaine** | **10,96** | **16,95** | **6,95** | **6,70** | **13,65** | **7 087** | **7 046** | **3 533** | **26,99** |
| 21 Côte d'Or | 10,97 | 16,27 | 7,54 | 5,95 | 13,49 | 7 288 | 8 786 | 3 984 | 30,43 |
| 25 Doubs | 11,38 | 15,54 | 7,75 | 4,86 | 12,61 | 6 222 | 9 924 | 3 824 | 29,21 |
| 39 Jura | 11,31 | 14,83 | 6,54 | 6,43 | 12,98 | 6 764 | 7 855 | 3 634 | 27,76 |
| 58 Nièvre | 10,79 | 15,71 | 6,43 | 6,53 | 12,96 | 7 850 | 7 050 | 3 714 | 28,37 |
| 70 Saône Haute | 10,77 | 15,52 | 2,46 | 10,71 | 13,17 | 6 877 | 7 586 | 3 607 | 27,55 |
| 71 Saône Loire | 11,36 | 14,14 | 6,98 | 6,13 | 13,11 | 7 222 | 7 357 | 3 644 | 27,84 |
| 89 Yonne | 10,78 | 15,92 | 6,69 | 6,52 | 13,21 | 6 811 | 7 551 | 3 581 | 27,35 |
| 90 Territ. de Belfort | 10,99 | 14,69 | 7,42 | 5,09 | 12,51 | 6 869 | 9 432 | 3 974 | 30,36 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | **11,09** | **15,26** | **6,61** | **6,43** | **13,04** | **6 955** | **7 997** | **3 720** | **28,41** |
| 22 Côtes d'Armor | 11,08 | 16,09 | 7,69 | 5,94 | 13,62 | 7 018 | 8 410 | 3 825 | 29,22 |
| 29 Finistère | 11,17 | 16,04 | 7,04 | 6,46 | 13,50 | 7 407 | 8 240 | 3 901 | 29,79 |
| 35 Ille et Vilaine | 11,07 | 15,70 | 5,70 | 5,88 | 11,58 | 7 667 | 8 150 | 3 951 | 30,18 |
| 56 Morbihan | 11,61 | 16,04 | 6,76 | 6,18 | 12,94 | 6 906 | 7 808 | 3 665 | 27,99 |
| **Bretagne** | **11,22** | **15,97** | **6,79** | **6,14** | **12,93** | **7 256** | **8 148** | **3 838** | **29,32** |
| 18 Cher | 10,59 | 16,76 | 6,59 | 6,74 | 13,33 | 6 601 | 7 699 | 3 554 | 27,14 |
| 28 Eure et Loir | 10,81 | 15,71 | 7,44 | 5,64 | 13,08 | 6 325 | 8 620 | 3 648 | 27,87 |
| 36 Indre | 11,01 | 16,53 | 6,91 | 6,93 | 13,84 | 7 167 | 7 095 | 3 565 | 27,23 |
| 37 Indre-et-Loire | 11,00 | 17,70 | 7,85 | 7,48 | 15,33 | 6 134 | 6 565 | 3 171 | 24,22 |
| 41 Loir et Cher | 10,52 | 17,40 | 6,92 | 8,11 | 15,03 | 6 905 | 5 641 | 3 105 | 23,71 |
| 45 Loiret | 11,35 | 16,94 | 6,50 | 7,30 | 13,80 | 7 575 | 6 766 | 3 574 | 27,30 |
| **Centre-Val de Loire** | **10,89** | **16,89** | **7,11** | **7,02** | **14,13** | **6 674** | **6 991** | **3 415** | **26,08** |
| 2A Corse du Sud | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2B Corse Haute | 11,09 | 17,50 | 3,34 | 2,95 | 6,28 | 6 442 | 7 323 | 3 427 | 26,18 |
| **Corse** | **11,09** | **17,50** | **3,34** | **2,95** | **6,28** | **6 442** | **7 323** | **3 427** | **26,18** |
| 75 Paris | 11,03 | 17,16 | 7,68 | 6,04 | 13,72 | 7 415 | 8 625 | 3 987 | 30,45 |
| 77 Seine Marne | 11,06 | 16,63 | 7,54 | 5,80 | 13,34 | 7 289 | 8 050 | 3 825 | 29,22 |
| 78 Yvelines | 10,51 | 17,16 | 7,40 | 6,29 | 13,69 | 6 796 | 8 295 | 3 736 | 28,53 |
| 91 Essonne | 11,42 | 16,52 | 6,76 | 6,29 | 13,05 | 7 382 | 7 856 | 3 806 | 29,07 |
| 92 Seine Hauts de | 11,30 | 17,98 | 7,95 | 6,89 | 14,84 | 6 159 | 7 727 | 3 427 | 26,18 |
| 93 Seine St Denis | 10,51 | 18,24 | 6,68 | 7,03 | 13,71 | 6 899 | 6 809 | 3 427 | 26,18 |
| 94 Val de Marne | 11,08 | 17,43 | 8,13 | 8,92 | 17,04 | 7 374 | 6 967 | 3 582 | 27,36 |
| 95 Val d'oise | 10,54 | 17,18 | 7,10 | 6,71 | 13,81 | 6 971 | 7 607 | 3 638 | 27,78 |
| **Ile de France** | **10,95** | **17,23** | **7,40** | **6,62** | **14,03** | **7 057** | **7 782** | **3 701** | **28,27** |
| 9 Ariège | 11,08 | 16,74 | 6,84 | 6,99 | 13,83 | 6 983 | 7 023 | 3 501 | 26,74 |
| 11 Aude | 10,58 | 16,33 | 6,70 | 7,02 | 13,71 | 6 770 | 6 312 | 3 266 | 24,95 |
| 12 Aveyron | 11,01 | 16,67 | 6,63 | 7,39 | 14,02 | 7 983 | 6 374 | 3 544 | 27,07 |
| 30 Gard | 11,46 | 15,77 | 7,60 | 5,58 | 13,18 | 6 249 | 8 668 | 3 631 | 27,74 |
| 31 Garonne (Haute) | 11,02 | 17,03 | 6,99 | 6,83 | 13,82 | 6 972 | 6 718 | 3 421 | 26,13 |
| 32 Gers | 10,16 | 17,80 | 7,44 | 7,81 | 15,26 | 6 496 | 6 166 | 3 163 | 24,16 |
| 34 Hérault | 11,21 | 15,68 | 6,88 | 6,19 | 13,07 | 6 795 | 7 676 | 3 604 | 27,53 |
| 46 Lot | 10,86 | 16,37 | 7,23 | 6,47 | 13,69 | 7 062 | 6 125 | 3 280 | 25,05 |
| 48 Lozère | 8,35 | 16,72 | 5,97 | 7,28 | 13,25 | 7 615 | 7 117 | 3 679 | 28,10 |
| 65 Pyrénées Hautes | 10,54 | 17,29 | 6,72 | 7,27 | 14,00 | 7 433 | 7 283 | 3 679 | 28,10 |
| 66 Pyrénées Orient. | 11,16 | 15,81 | 6,75 | 6,30 | 13,05 | 6 958 | 7 591 | 3 630 | 27,73 |
| 81 Tarn | 10,74 | 16,50 | 7,14 | 6,14 | 13,28 | 7 485 | 8 284 | 3 932 | 30,03 |
| 82 Tarn et Garonne | 11,22 | 16,23 | 7,11 | 6,62 | 13,73 | 7 367 | 7 513 | 3 720 | 28,41 |
| **Occitanie** | **10,85** | **16,39** | **6,98** | **6,61** | **13,58** | **6 954** | **7 180** | **3 532** | **26,98** |
| 2 Aisne | 10,19 | 15,46 | 7,78 | 5,25 | 13,03 | 6 843 | 9 185 | 3 921 | 29,95 |
| 59 Nord | 10,40 | 16,82 | 6,67 | 5,92 | 12,60 | 7 135 | 8 150 | 3 804 | 29,06 |
| 60 Oise | 10,61 | 15,60 | 7,09 | 5,28 | 12,37 | 6 378 | 9 472 | 3 811 | 29,11 |
| 62 Pas-de-Calais | 10,56 | 16,30 | 7,43 | 6,06 | 13,49 | 6 786 | 8 028 | 3 678 | 28,09 |
| 80 Somme | 10,56 | 16,98 | 7,55 | 6,87 | 14,42 | 6 764 | 7 196 | 3 487 | 26,63 |
| **Hauts-de-France** | **10,46** | **16,46** | **7,11** | **5,94** | **13,05** | **6 892** | **8 197** | **3 744** | **28,60** |
| 14 Calvados | 11,33 | 16,41 | 7,70 | 6,12 | 13,81 | 7 032 | 8 267 | 3 800 | 29,02 |
| 27 Eure | 10,71 | 15,94 | 6,78 | 6,30 | 13,08 | 7 102 | 7 472 | 3 641 | 27,81 |
| 50 Manche | 11,38 | 15,89 | 6,76 | 6,34 | 13,09 | 7 169 | 7 725 | 3 718 | 28,40 |
| 61 Orne | 10,79 | 18,25 | 7,02 | 6,99 | 14,01 | 6 867 | 7 282 | 3 534 | 27,00 |
| 76 Seine Maritime | 11,18 | 15,27 | 7,00 | 6,11 | 13,12 | 7 198 | 8 191 | 3 831 | 29,26 |
| **Normandie** | **11,13** | **16,01** | **7,09** | **6,26** | **13,35** | **7 109** | **7 925** | **3 747** | **28,62** |
| 44 Loire Atlantique | 11,49 | 15,49 | 6,53 | 6,56 | 13,09 | 7 690 | 7 482 | 3 792 | 28,97 |
| 49 Maine-et-Loire | 11,19 | 16,16 | 7,16 | 6,62 | 13,79 | 7 318 | 7 391 | 3 677 | 28,09 |
| 53 Mayenne | 11,24 | 16,20 | 6,77 | 7,02 | 13,79 | 7 723 | 7 403 | 3 780 | 28,87 |
| 72 Sarthe | 11,03 | 16,19 | 6,79 | 6,92 | 13,70 | 7 294 | 7 201 | 3 624 | 27,68 |
| 85 Vendée | 10,90 | 15,67 | 6,79 | 5,96 | 12,75 | 7 010 | 7 626 | 3 652 | 27,90 |
| **Pays de Loire** | **11,20** | **15,89** | **6,80** | **6,58** | **13,38** | **7 409** | **7 428** | **3 709** | **28,33** |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 10,73 | 17,01 | 7,87 | 5,92 | 13,79 | 6 216 | 7 579 | 3 415 | 26,08 |
| 5 Alpes Hautes | 10,45 | 17,26 | 6,53 | 8,22 | 14,75 | 7 134 | 5 349 | 3 057 | 23,35 |
| 6 Alpes Maritimes | 10,87 | 16,58 | 6,24 | 6,89 | 13,13 | 7 100 | 6 897 | 3 499 | 26,72 |
| 13 Bouches du Rhônes | 10,68 | 15,39 | 6,70 | 5,62 | 12,32 | 7 569 | 9 136 | 4 139 | 31,62 |
| 83 Var | 10,98 | 15,61 | 7,03 | 6,13 | 13,16 | 7 118 | 7 568 | 3 668 | 28,02 |
| 84 Vaucluse | 11,22 | 15,79 | 7,25 | 5,75 | 13,00 | 6 537 | 7 822 | 3 561 | 27,20 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | **10,87** | **15,96** | **6,81** | **6,16** | **12,96** | **7 072** | **7 716** | **3 690** | **28,19** |
| 1 Ain | 10,86 | 17,50 | 6,62 | 7,39 | 14,01 | 7 549 | 6 616 | 3 526 | 26,93 |
| 3 Allier | 10,84 | 16,63 | 7,06 | 6,47 | 13,52 | 7 466 | 7 304 | 3 692 | 28,20 |
| 7 Ardèche | 10,40 | 16,97 | 9,17 | 5,15 | 14,32 | 6 849 | 7 342 | 3 543 | 27,07 |
| 15 Cantal | 10,54 | 16,23 | 6,36 | 7,14 | 13,50 | 6 906 | 7 271 | 3 542 | 27,05 |
| 26 Drôme | 11,18 | 16,89 | 7,38 | 86,00 | 93,38 | 7 043 | 7 427 | 3 615 | 27,61 |
| 38 Isère | 11,10 | 17,33 | 6,86 | 6,73 | 13,59 | 7 223 | 7 420 | 3 660 | 27,96 |
| 42 Loire | 11,14 | 15,84 | 6,97 | 6,44 | 13,41 | 7 105 | 7 996 | 3 762 | 28,74 |
| 43 Loire (Haute) | 11,07 | 16,42 | 7,09 | 6,68 | 13,77 | 7 269 | 7 684 | 3 735 | 28,53 |
| 63 Puy de Dome | 10,93 | 16,62 | 7,06 | 6,45 | 13,52 | 7 288 | 7 064 | 3 587 | 27,40 |
| 69 Rhône | 11,01 | 16,39 | 6,52 | 6,52 | 13,05 | 7 176 | 7 487 | 3 664 | 27,99 |
| 73 Savoie | 11,24 | 18,13 | 7,66 | 7,34 | 15,00 | 7 099 | 7 340 | 3 609 | 27,56 |
| 74 Savoie Haute | 11,11 | 16,34 | 7,74 | 5,48 | 13,22 | 6 458 | 8 413 | 3 653 | 27,90 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **10,99** | **16,72** | **7,09** | **13,82** | **20,91** | **7 131** | **7 441** | **3 641** | **27,81** |
| **France métropole hors DOM** | **10,92** | **16,41** | **7,01** | **7,30** | **14,31** | **7 043** | **7 618** | **3 660** | **27,95** |

**Exercice 2024**

| Régions et départements | Poids moyen de la mesure majeur protégé | Valeur du point service | Valeur du point délégué du personnel | Valeur du point autres personnel | Valeur du point personnel | N ombre de points par ETP délégués | Nombre de points par ETP autres personnels | Nombre de points par ETP | Nombre de mesure moyenne par ETP |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8 Ardennes | 10,87 | 16,28 | 6,60 | 7,08 | 13,68 | 7 868 | 7 841 | 3 927 | 30,00 |
| 10 Aube | 10,86 | 15,77 | 7,45 | 6,09 | 13,54 | 6 928 | 8 406 | 3 798 | 29,01 |
| 51 Marne | 11,24 | 17,42 | 7,69 | 6,88 | 14,56 | 6 751 | 8 124 | 3 687 | 28,16 |
| 52 Marne Haute | 10,96 | 15,98 | 6,89 | 6,33 | 13,22 | 6 674 | 6 872 | 3 386 | 25,86 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 10,97 | 16,62 | 6,88 | 6,70 | 13,58 | 6 950 | 7 847 | 3 686 | 28,15 |
| 55 Meuse | 10,51 | 16,74 | 6,60 | 6,95 | 13,55 | 7 600 | 7 407 | 3 751 | 28,65 |
| 57 Moselle | 10,55 | 15,96 | 6,76 | 5,89 | 12,66 | 7 651 | 6 918 | 3 633 | 27,75 |
| 67 Rhin (Bas) | 11,17 | 18,43 | 11,21 | 7,37 | 18,58 | 5 915 | 8 290 | 3 452 | 26,37 |
| 68 Rhin (Haut) | 10,77 | 15,54 | 7,02 | 5,95 | 12,97 | 6 811 | 8 293 | 3 740 | 28,56 |
| 88 Vosges | 10,98 | 16,69 | 7,20 | 6,41 | 13,61 | 6 850 | 9 814 | 4 034 | 30,81 |
| **Grand-Est** | **10,86** | **16,52** | **7,45** | **6,49** | **13,94** | **6 979** | **7 895** | **3 704** | **28,30** |
| 16 Charente | 10,98 | 19,29 | 7,24 | 8,46 | 15,71 | 6 626 | 6 051 | 3 163 | 24,16 |
| 17 Charente Maritime | 10,84 | 18,26 | 7,63 | 7,51 | 15,13 | 6 947 | 7 217 | 3 540 | 27,04 |
| 19 Corrèze | 10,27 | 16,08 | 7,00 | 6,64 | 13,64 | 7 687 | 6 828 | 3 616 | 27,62 |
| 23 Creuse | 9,97 | 17,90 | 7,18 | 7,25 | 14,43 | 6 664 | 8 168 | 3 670 | 28,03 |
| 24 Dordogne | 10,89 | 17,83 | 7,89 | 7,53 | 15,42 | 7 016 | 7 212 | 3 556 | 27,16 |
| 33 Gironde | 11,33 | 17,47 | 7,05 | 7,30 | 14,35 | 7 156 | 7 465 | 3 654 | 27,91 |
| 40 Landes | 11,06 | 18,49 | 6,89 | 7,12 | 14,00 | 6 727 | 6 839 | 3 391 | 25,90 |
| 47 Lot-et-Garonne | 11,24 | 18,12 | 7,06 | 7,90 | 14,96 | 7 186 | 6 905 | 3 521 | 26,90 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 11,09 | 18,46 | 4,85 | 4,83 | 9,67 | 7 690 | 7 268 | 3 737 | 28,54 |
| 79 Sèvres Deux | 11,05 | 18,08 | 7,52 | 7,88 | 15,41 | 7 046 | 6 636 | 3 417 | 26,10 |
| 86 Vienne | 10,61 | 20,12 | 8,12 | 9,09 | 17,21 | 6 320 | 5 875 | 3 045 | 23,26 |
| 87 Vienne (Haute) | 11,45 | 17,98 | 8,31 | 7,25 | 15,56 | 6 411 | 7 217 | 3 395 | 25,93 |
| **Nouvelle Aquitaine** | **11,00** | **18,13** | **7,19** | **7,34** | **14,53** | **6 988** | **6 983** | **3 493** | **26,68** |
| 21 Côte d'Or | 10,84 | 17,45 | 7,68 | 6,60 | 14,29 | 7 079 | 8 343 | 3 829 | 29,25 |
| 25 Doubs | 11,28 | 16,14 | 7,98 | 5,14 | 13,12 | 6 149 | 9 763 | 3 773 | 28,82 |
| 39 Jura | 11,38 | 15,01 | 7,06 | 6,09 | 13,15 | 6 801 | 8 066 | 3 690 | 28,18 |
| 58 Nièvre | 10,78 | 17,21 | 7,12 | 6,71 | 13,83 | 7 350 | 6 745 | 3 517 | 26,87 |
| 70 Saône Haute | 10,82 | 16,29 | 7,34 | 6,10 | 13,45 | 6 362 | 7 605 | 3 464 | 26,46 |
| 71 Saône Loire | 11,47 | 14,54 | 7,07 | 6,32 | 13,39 | 7 263 | 7 362 | 3 656 | 27,93 |
| 89 Yonne | 11,07 | 15,55 | 6,58 | 6,29 | 12,87 | 7 247 | 7 997 | 3 802 | 29,04 |
| 90 Territ. de Belfort | 10,65 | 15,60 | 7,83 | 5,50 | 13,33 | 6 760 | 8 948 | 3 851 | 29,41 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | **11,12** | **15,83** | **7,29** | **6,12** | **13,41** | **6 885** | **7 960** | **3 692** | **28,20** |
| 22 Côtes d'Armor | 11,13 | 16,95 | 8,04 | 6,30 | 14,34 | 6 919 | 8 159 | 3 744 | 28,60 |
| 29 Finistère | 11,21 | 16,83 | 7,25 | 6,60 | 13,86 | 7 331 | 8 324 | 3 898 | 29,77 |
| 35 Ille et Vilaine | 11,19 | 16,38 | 6,31 | 5,60 | 11,92 | 7 521 | 8 369 | 3 961 | 30,26 |
| 56 Morbihan | 11,68 | 17,27 | 7,20 | 6,70 | 13,90 | 6 571 | 7 588 | 3 521 | 26,90 |
| **Bretagne** | **11,30** | **16,85** | **7,18** | **6,32** | **13,50** | **7 088** | **8 112** | **3 783** | **28,89** |
| 18 Cher | 10,65 | 12,82 | 7,77 | 6,37 | 14,15 | 6 729 | 7 920 | 3 638 | 27,79 |
| 28 Eure et Loir | 10,86 | 15,60 | 7,53 | 5,40 | 12,93 | 6 557 | 8 612 | 3 723 | 28,43 |
| 36 Indre | 11,07 | 16,37 | 6,82 | 6,79 | 13,61 | 7 446 | 7 226 | 3 667 | 28,01 |
| 37 Indre-et-Loire | 11,02 | 18,91 | 8,25 | 8,18 | 16,42 | 6 084 | 6 442 | 3 129 | 23,90 |
| 41 Loir et Cher | 10,73 | 17,53 | 6,91 | 8,23 | 15,14 | 6 907 | 5 668 | 3 113 | 23,78 |
| 45 Loiret | 11,41 | 17,75 | 6,92 | 7,66 | 14,58 | 7 702 | 6 631 | 3 563 | 27,22 |
| **Centre-Val de Loire** | **10,96** | **16,59** | **7,47** | **7,13** | **14,60** | **6 781** | **6 994** | **3 443** | **26,30** |
| 2A Corse du Sud | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2B Corse Haute | 11,62 | 17,69 | 7,66 | 5,94 | 13,60 | 6 980 | 7 935 | 3 713 | 28,36 |
| **Corse** | **11,62** | **17,69** | **7,66** | **5,94** | **13,60** | **6 980** | **7 935** | **3 713** | **28,36** |
| 75 Paris | 11,10 | 17,67 | 8,11 | 6,06 | 14,17 | 7 116 | 9 037 | 3 981 | 30,41 |
| 77 Seine Marne | 11,10 | 17,67 | 7,82 | 5,66 | 13,49 | 7 384 | 7 820 | 3 798 | 29,01 |
| 78 Yvelines | 10,42 | 17,17 | 7,63 | 6,27 | 13,90 | 6 776 | 8 319 | 3 734 | 28,52 |
| 91 Essonne | 11,42 | 16,99 | 6,93 | 6,48 | 13,41 | 7 148 | 7 928 | 3 759 | 28,71 |
| 92 Seine Hauts de | 11,45 | 18,22 | 7,70 | 7,29 | 14,99 | 6 573 | 7 945 | 3 597 | 27,47 |
| 93 Seine St Denis | 10,55 | 17,93 | 6,60 | 6,90 | 13,51 | 6 985 | 7 274 | 3 563 | 27,22 |
| 94 Val de Marne | 11,31 | 17,70 | 8,43 | 8,63 | 17,06 | 8 000 | 8 034 | 4 008 | 30,62 |
| 95 Val d'oise | 10,58 | 17,95 | 7,51 | 7,15 | 14,65 | 6 855 | 7 864 | 3 662 | 27,97 |
| **Ile de France** | **11,01** | **17,63** | **7,61** | **6,68** | **14,29** | **7 098** | **8 050** | **3 772** | **28,81** |
| 9 Ariège | 11,12 | 17,33 | 7,61 | 6,65 | 14,26 | 7 130 | 7 171 | 3 575 | 27,31 |
| 11 Aude | 10,71 | 17,17 | 6,61 | 7,66 | 14,27 | 6 925 | 6 370 | 3 318 | 25,34 |
| 12 Aveyron | 10,81 | 18,02 | 6,71 | 8,39 | 15,10 | 7 910 | 6 339 | 3 519 | 26,88 |
| 30 Gard | 11,41 | 16,73 | 7,86 | 6,19 | 14,05 | 6 472 | 8 597 | 3 692 | 28,20 |
| 31 Garonne (Haute) | 11,08 | 17,17 | 6,92 | 6,79 | 13,71 | 7 156 | 6 956 | 3 527 | 26,94 |
| 32 Gers | 10,22 | 19,13 | 7,86 | 8,63 | 16,49 | 6 617 | 6 298 | 3 227 | 24,65 |
| 34 Hérault | 11,22 | 16,67 | 7,27 | 6,77 | 14,04 | 6 745 | 7 831 | 3 624 | 27,68 |
| 46 Lot | 10,66 | 17,57 | 7,50 | 6,97 | 14,47 | 7 083 | 7 058 | 3 535 | 27,00 |
| 48 Lozère | 8,54 | 16,53 | 6,06 | 7,02 | 13,07 | 7 640 | 6 888 | 3 622 | 27,67 |
| 65 Pyrénées Hautes | 10,65 | 18,02 | 7,00 | 7,83 | 14,83 | 7 845 | 7 182 | 3 749 | 28,64 |
| 66 Pyrénées Orient. | 11,13 | 16,53 | 7,02 | 6,66 | 13,68 | 6 995 | 7 599 | 3 642 | 27,82 |
| 81 Tarn | 10,78 | 17,30 | 7,28 | 6,55 | 13,83 | 7 034 | 7 974 | 3 737 | 28,55 |
| 82 Tarn et Garonne | 11,12 | 15,97 | 6,55 | 6,66 | 13,21 | 7 684 | 7 198 | 3 717 | 28,39 |
| **Occitanie** | **10,86** | **17,14** | **7,15** | **7,03** | **14,18** | **7 027** | **7 258** | **3 570** | **27,27** |
| 2 Aisne | 10,18 | 17,30 | 8,15 | 5,71 | 13,86 | 6 832 | 9 294 | 3 937 | 30,08 |
| 59 Nord | 10,53 | 17,21 | 6,78 | 6,13 | 12,92 | 7 075 | 8 383 | 3 837 | 29,31 |
| 60 Oise | 10,64 | 16,56 | 7,24 | 5,99 | 13,23 | 6 703 | 8 964 | 3 835 | 29,30 |
| 62 Pas-de-Calais | 10,79 | 16,75 | 7,37 | 6,59 | 13,95 | 6 968 | 8 223 | 3 772 | 28,81 |
| 80 Somme | 10,60 | 19,07 | 8,22 | 7,98 | 16,19 | 6 761 | 7 071 | 3 456 | 26,40 |
| **Hauts-de-France** | **10,59** | **17,24** | **7,26** | **6,40** | **13,67** | **6 951** | **8 297** | **3 782** | **28,89** |
| 14 Calvados | 11,40 | 17,15 | 7,91 | 6,77 | 14,67 | 7 034 | 8 129 | 3 771 | 28,80 |
| 27 Eure | 10,80 | 16,69 | 7,10 | 6,77 | 13,86 | 7 379 | 7 671 | 3 761 | 28,73 |
| 50 Manche | 11,57 | 17,11 | 7,55 | 6,83 | 14,38 | 7 229 | 7 959 | 3 788 | 28,93 |
| 61 Orne | 10,85 | 18,06 | 7,13 | 7,11 | 14,24 | 7 135 | 7 567 | 3 672 | 28,05 |
| 76 Seine Maritime | 11,25 | 16,94 | 7,81 | 6,80 | 14,61 | 7 106 | 8 254 | 3 819 | 29,17 |
| **Normandie** | **11,23** | **17,08** | **7,62** | **6,82** | **14,44** | **7 152** | **8 018** | **3 780** | **28,87** |
| 44 Loire Atlantique | 11,50 | 16,65 | 6,94 | 7,19 | 14,12 | 7 679 | 7 544 | 3 806 | 29,07 |
| 49 Maine-et-Loire | 11,22 | 17,49 | 7,60 | 7,53 | 15,13 | 7 395 | 7 429 | 3 706 | 28,31 |
| 53 Mayenne | 11,07 | 17,79 | 7,36 | 8,11 | 15,47 | 7 610 | 7 221 | 3 705 | 28,30 |
| 72 Sarthe | 11,06 | 17,13 | 7,25 | 7,32 | 14,57 | 7 441 | 7 346 | 3 697 | 28,24 |
| 85 Vendée | 10,99 | 16,64 | 7,22 | 6,48 | 13,70 | 6 863 | 7 783 | 3 647 | 27,86 |
| **Pays de Loire** | **11,21** | **17,06** | **7,25** | **7,27** | **14,52** | **7 404** | **7 485** | **3 722** | **28,43** |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 10,56 | 17,47 | 8,06 | 6,11 | 14,17 | 6 289 | 7 675 | 3 457 | 26,40 |
| 5 Alpes Hautes | 10,46 | 18,71 | 6,80 | 9,34 | 16,14 | 7 401 | 5 355 | 3 107 | 23,73 |
| 6 Alpes Maritimes | 11,00 | 16,89 | 7,38 | 5,98 | 13,35 | 7 081 | 7 063 | 3 536 | 27,01 |
| 13 Bouches du Rhônes | 10,63 | 15,83 | 6,96 | 5,74 | 12,70 | 7 491 | 9 280 | 4 145 | 31,66 |
| 83 Var | 11,02 | 17,13 | 7,37 | 7,25 | 14,62 | 6 932 | 7 371 | 3 572 | 27,29 |
| 84 Vaucluse | 11,18 | 17,00 | 7,60 | 6,32 | 13,92 | 6 549 | 7 879 | 3 576 | 27,32 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | **10,88** | **16,73** | **7,31** | **6,32** | **13,63** | **7 026** | **7 768** | **3 689** | **28,18** |
| 1 Ain | 10,98 | 18,39 | 6,91 | 7,99 | 14,89 | 7 783 | 6 722 | 3 607 | 27,55 |
| 3 Allier | 10,85 | 17,38 | 7,32 | 6,98 | 14,29 | 7 369 | 7 095 | 3 615 | 27,61 |
| 7 Ardèche | 10,39 | 17,18 | 7,18 | 7,38 | 14,56 | 7 080 | 7 635 | 3 674 | 28,06 |
| 15 Cantal | 10,45 | 16,58 | 6,38 | 7,59 | 13,97 | 7 330 | 7 197 | 3 631 | 27,74 |
| 26 Drôme | 11,13 | 18,01 | 8,08 | 6,59 | 14,67 | 7 083 | 7 546 | 3 654 | 27,91 |
| 38 Isère | 11,19 | 17,16 | 6,67 | 6,97 | 13,64 | 7 443 | 7 560 | 3 750 | 28,65 |
| 42 Loire | 11,19 | 17,05 | 7,30 | 7,20 | 14,50 | 7 048 | 7 706 | 3 681 | 28,12 |
| 43 Loire (Haute) | 11,14 | 16,59 | 7,26 | 6,68 | 13,94 | 7 339 | 7 673 | 3 751 | 28,65 |
| 63 Puy de Dome | 10,94 | 17,16 | 7,26 | 6,74 | 14,00 | 7 248 | 6 795 | 3 507 | 26,79 |
| 69 Rhône | 11,09 | 17,45 | 6,91 | 7,01 | 13,92 | 7 201 | 7 515 | 3 677 | 28,09 |
| 73 Savoie | 11,40 | 18,25 | 7,84 | 7,13 | 14,97 | 7 106 | 7 480 | 3 644 | 27,83 |
| 74 Savoie Haute | 11,16 | 17,71 | 8,20 | 6,21 | 14,42 | 6 226 | 8 514 | 3 596 | 27,47 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **11,04** | **17,41** | **7,24** | **7,01** | **14,24** | **7 177** | **7 425** | **3 649** | **27,88** |
| **France métropole hors DOM** | **10,98** | **17,17** | **7,32** | **6,78** | **14,10** | **7 048** | **7 654** | **3 669** | **28,03** |

**Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs**

**Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs moyennes**

| Régions et départements | Exercice 2022 | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Poids moyen de la mesure majeur protégé | Valeur du point service | Valeur du point délégué du personnel | Valeur du point autres personnel | Valeur du point personnel | Nombre de points par ETP délégués | Nombre de points par ETP autres personnels | Nombre de points par ETP | Nombre de mesure moyenne par ETP | Temps actif mobilisable des délégués à la tutelle | Coût de l'intervention des délégués à la tutelle |
| **Guadeloupe** | 10,86 | 17,68 | 5,98 | 6,23 | 12,21 | 8 633 | 9 497 | 4 522 | 34,54 | 0,99 | 29,48 |
| **Martinique** | 10,96 | 21,85 | 7,61 | 5,58 | 13,19 | 5 601 | 9 103 | 3 468 | 26,49 | 0,79 | 76,77 |
| **Guyane** | 8,88 | 19,42 | 5,13 | 8,86 | 13,98 | 9 968 | 7 932 | 4 417 | 33,74 | 0,71 | 35,48 |
| **Réunion** | 11,21 | 15,64 | 7,07 | 5,90 | 12,97 | 7 395 | 8 626 | 3 982 | 30,41 | 0,98 | 54,54 |
| **Mayotte** | 10,87 | 18,14 | 9,64 | 4,21 | 13,85 | 4 552 | 8 372 | 2 949 | 22,52 | 0,92 | 25,10 |
| **DOM** | **10,91** | **16,89** | **6,84** | **6,09** | **12,93** | **7 403** | **8 771** | **4 015** | **30,67** | **0,94** | **44,91** |
| **France (métropole et DOM)** | **10,93** | **15,69** | **6,49** | **6,15** | **12,64** | **7 264** | **7 774** | **3 755** | **28,68** | **0,93** | **32,66** |

**Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs**

**Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs moyennes**

| Régions et départements | Exercice 2023 | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Poids moyen de la mesure majeur protégé | Valeur du point service | Valeur du point délégué du personnel | Valeur du point autres personnel | Valeur du point personnel | N ombre de points par ETP délégués | Nombre de points par ETP autres personnels | Nombre de points par ETP | Nombre de mesure moyenne par ETP |
| **Guadeloupe** | 10,99 | 18,73 | 6,69 | 7,08 | 13,77 | 8 687 | 9 556 | 4 551 | 34,76 |
| **Martinique** | 10,90 | 19,88 | 8,69 | 6,36 | 15,05 | 6 269 | 8 068 | 3 528 | 26,95 |
| **Guyane** | 9,15 | 17,52 | 5,32 | 6,07 | 11,39 | 7 671 | 8 219 | 3 968 | 30,31 |
| **Réunion** | 11,07 | 16,24 | 7,81 | 6,07 | 13,88 | 7 138 | 8 522 | 3 884 | 29,67 |
| **Mayotte** | 11,37 | 19,65 | 10,41 | 5,44 | 15,85 | 4 149 | 7 996 | 2 732 | 20,86 |
| **DOM** | **10,88** | **17,28** | **7,56** | **6,28** | **13,84** | **7 174** | **8 628** | **3 917** | **29,92** |
| **France (métropole et DOM)** | **10,92** | **16,43** | **7,02** | **7,28** | **14,30** | **7 046** | **7 634** | **3 664** | **27,99** |

**Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs**

**Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs moyennes**

| Régions et départements | Exercice 2024 | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Poids moyen de la mesure majeur protégé | Valeur du point service | Valeur du point délégué du personnel | Valeur du point autres personnel | Valeur du point personnel | N ombre de points par ETP délégués | Nombre de points par ETP autres personnels | Nombre de points par ETP | Nombre de mesure moyenne par ETP |
| **Guadeloupe** | 10,94 | 21,26 | 7,65 | 8,11 | 15,76 | 7 584 | 8 138 | 3 926 | 29,99 |
| **Martinique** | 10,94 | 19,35 | 8,46 | 6,44 | 14,90 | 6 709 | 8 635 | 3 776 | 28,84 |
| **Guyane** | 8,95 | 24,19 | 7,67 | 8,79 | 16,46 | 6 224 | 7 046 | 3 305 | 25,24 |
| **Réunion** | 11,09 | 17,54 | 8,40 | 6,72 | 15,11 | 7 011 | 8 110 | 3 760 | 28,72 |
| **Mayotte** | 10,88 | 24,32 | 12,33 | 15,35 | 27,68 | 3 505 | 6 339 | 2 257 | 17,24 |
| **DOM** | **10,84** | **19,19** | **8,31** | **7,41** | **15,72** | **6 811** | **7 997** | **3 678** | **28,09** |
| **France (métropole et DOM)** | **10,98** | **17,21** | **7,34** | **6,79** | **14,13** | **7 043** | **7 660** | **3 669** | **28,03** |

**Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs**

**Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs médianes**

| Régions et départements | Exercice 2022 | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Poids moyen de la mesure majeur protégé | Valeur du point service | Valeur du point délégué du personnel | Valeur du point autres personnel | Valeur du point personnel | Nombre de points par ETP délégués | Nombre de points par ETP autres personnels | Nombre de points par ETP | Nombre de mesure moyenne par ETP | Temps actif mobilisable des délégués à la tutelle | Coût de l'intervention des délégués à la tutelle |
| 8 Ardennes | 11,03 | 14,74 | 5,93 | 6,67 | 12,60 | 8 119 | 6 891 | 3 682 | 28,13 | 0,89 | 34,28 |
| 10 Aube | 10,23 | 15,20 | 6,99 | 5,82 | 13,29 | 6 788 | 8 103 | 3 694 | 28,21 | 1,00 | 28,03 |
| 51 Marne | 11,18 | 21,05 | 6,90 | 7,50 | 14,40 | 7 080 | 6 701 | 3 709 | 28,33 | 0,94 | 30,53 |
| 52 Marne Haute | 11,08 | 13,91 | 5,17 | 5,30 | 10,46 | 7 622 | 7 552 | 3 793 | 28,97 | 0,79 | 32,65 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 10,91 | 15,17 | 5,56 | 5,71 | 11,55 | 6 929 | 7 453 | 3 683 | 28,13 | 0,89 | 27,97 |
| 55 Meuse | 10,41 | 15,46 | 5,56 | 6,54 | 12,11 | 8 327 | 7 387 | 3 910 | 29,87 | 0,82 | 34,62 |
| 57 Moselle | 10,57 | 16,56 | 5,74 | 6,13 | 11,94 | 7 689 | 6 527 | 3 530 | 26,96 | 0,84 | 30,09 |
| 67 Rhin (Bas) | 11,05 | 15,92 | 8,00 | 6,02 | 13,64 | 6 569 | 8 662 | 3 570 | 27,27 | 0,93 | 34,80 |
| 68 Rhin (Haut) | 10,87 | 13,99 | 6,19 | 5,19 | 11,48 | 7 064 | 8 844 | 3 927 | 30,00 | 0,98 | 32,14 |
| 88 Vosges | 11,14 | 14,54 | 6,69 | 5,80 | 12,03 | 6 117 | 10 507 | 3 983 | 30,43 | 0,81 | 28,45 |
| **Grand-Est** | **10,89** | **15,05** | **6,29** | **5,88** | **12,02** | **7 064** | **8 067** | **3 730** | **28,49** | **0,92** | **32,67** |
| 16 Charente | 10,90 | 16,37 | 6,28 | 6,30 | 12,59 | 7 788 | 6 894 | 3 666 | 28,01 | 0,96 | 31,45 |
| 17 Charente Maritime | 10,96 | 15,86 | 6,22 | 6,96 | 13,18 | 7 691 | 7 501 | 3 825 | 29,22 | 0,94 | 30,51 |
| 19 Corrèze | 10,56 | 14,65 | 6,11 | 5,87 | 12,18 | 7 508 | 7 181 | 3 503 | 26,76 | 0,98 | 28,55 |
| 23 Creuse | 9,57 | 15,54 | 4,65 | 6,21 | 11,72 | 8 269 | 8 174 | 3 714 | 28,37 | 0,98 | 30,65 |
| 24 Dordogne | 10,94 | 15,76 | 7,04 | 6,65 | 13,38 | 7 451 | 7 833 | 3 848 | 29,39 | 0,92 | 209,98 |
| 33 Gironde | 11,45 | 15,88 | 6,57 | 6,34 | 12,92 | 7 042 | 7 354 | 3 597 | 27,48 | 0,99 | 32,64 |
| 40 Landes | 11,14 | 15,10 | 6,23 | 6,48 | 12,71 | 7 397 | 7 661 | 3 763 | 28,75 | 0,90 | 31,67 |
| 47 Lot-et-Garonne | 11,13 | 16,37 | 5,89 | 6,59 | 12,88 | 7 179 | 6 776 | 3 485 | 26,62 | 0,89 | 30,85 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 11,11 | 16,02 | 6,76 | 6,37 | 13,13 | 7 499 | 7 069 | 3 541 | 27,04 | 0,87 | 36,48 |
| 79 Sèvres Deux | 10,93 | 15,49 | 6,87 | 6,34 | 13,21 | 6 688 | 7 020 | 3 420 | 26,12 | 0,88 | 33,68 |
| 86 Vienne | 9,99 | 16,17 | 5,88 | 7,17 | 13,13 | 7 269 | 5 978 | 3 314 | 25,31 | 0,93 | 28,25 |
| 87 Vienne (Haute) | 11,42 | 15,70 | 6,52 | 6,21 | 13,91 | 6 496 | 8 770 | 3 732 | 28,51 | 0,88 | 35,00 |
| **Nouvelle Aquitaine** | **10,90** | **15,80** | **6,29** | **6,50** | **12,93** | **7 372** | **7 306** | **3 602** | **27,51** | **0,92** | **31,88** |
| 21 Côte d'Or | 10,95 | 15,37 | 6,97 | 5,69 | 12,66 | 7 139 | 8 901 | 3 956 | 30,22 | 0,92 | 33,75 |
| 25 Doubs | 11,07 | 15,45 | 7,30 | 4,81 | 12,06 | 6 495 | 8 989 | 3 721 | 28,42 | 0,96 | 30,52 |
| 39 Jura | 11,31 | 14,18 | 6,23 | 6,28 | 12,51 | 7 280 | 7 554 | 3 707 | 28,32 | 0,86 | 32,99 |
| 58 Nièvre | 10,49 | 15,82 | 6,28 | 5,12 | 11,13 | 7 299 | 8 668 | 3 874 | 29,59 | 0,91 | 32,45 |
| 70 Saône Haute | 10,84 | 14,91 | 6,63 | 5,77 | 12,39 | 7 023 | 8 760 | 3 898 | 29,77 | 0,92 | 27,53 |
| 71 Saône Loire | 11,88 | 14,73 | 5,78 | 5,56 | 10,93 | 7 360 | 8 194 | 4 082 | 31,18 | 0,92 | 31,67 |
| 89 Yonne | 10,97 | 15,73 | 5,70 | 6,86 | 12,56 | 7 968 | 6 484 | 3 742 | 28,58 | 0,93 | 32,38 |
| 90 Territ. de Belfort | 11,03 | 13,89 | 6,90 | 4,80 | 11,70 | 7 209 | 9 382 | 4 077 | 31,14 | 0,99 | 29,50 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | **10,93** | **15,00** | **6,66** | **5,26** | **12,23** | **7 272** | **8 333** | **3 803** | **29,05** | **0,93** | **31,93** |
| 22 Côtes d'Armor | 11,06 | 15,76 | 6,48 | 6,30 | 12,80 | 6 876 | 7 741 | 3 755 | 28,68 | 0,92 | 30,30 |
| 29 Finistère | 11,19 | 14,98 | 6,42 | 6,24 | 12,63 | 7 493 | 8 219 | 3 920 | 29,94 | 0,99 | 29,13 |
| 35 Ille et Vilaine | 11,09 | 15,10 | 6,46 | 6,62 | 13,08 | 7 910 | 8 411 | 4 069 | 31,08 | 0,99 | 32,21 |
| 56 Morbihan | 11,65 | 15,05 | 6,61 | 5,05 | 11,93 | 7 288 | 7 911 | 3 791 | 28,95 | 0,96 | 28,38 |
| **Bretagne** | **11,10** | **15,17** | **6,45** | **5,85** | **12,79** | **7 290** | **8 072** | **3 920** | **29,94** | **0,96** | **29,34** |
| 18 Cher | 10,75 | 16,52 | 7,17 | 6,15 | 13,05 | 6 694 | 8 178 | 3 633 | 27,75 | 0,93 | 28,29 |
| 28 Eure et Loir | 10,71 | 15,29 | 7,06 | 5,38 | 12,64 | 6 712 | 8 097 | 3 670 | 28,03 | 0,89 | 33,60 |
| 36 Indre | 10,95 | 15,76 | 6,15 | 6,82 | 12,83 | 7 206 | 7 009 | 3 578 | 27,33 | 0,96 | 28,85 |
| 37 Indre-et-Loire | 10,96 | 15,45 | 7,02 | 6,02 | 12,98 | 6 889 | 6 587 | 3 376 | 25,79 | 0,86 | 32,97 |
| 41 Loir et Cher | 10,58 | 17,48 | 6,87 | 7,76 | 14,63 | 6 795 | 6 617 | 3 352 | 25,61 | 0,88 | 33,22 |
| 45 Loiret | 11,47 | 14,77 | 6,59 | 4,91 | 11,73 | 7 169 | 8 108 | 3 747 | 28,62 | 0,94 | 29,77 |
| **Centre-Val de Loire** | **10,99** | **15,62** | **6,80** | **6,08** | **12,95** | **6 972** | **7 860** | **3 592** | **27,44** | **0,91** | **30,33** |
| 2A Corse du Sud | | | | | | | | | | | |
| 2B Corse Haute | 11,01 | 16,78 | 5,94 | 5,49 | 11,43 | 6 713 | 8 898 | 3 757 | 28,69 | 0,88 | 28,36 |
| **Corse** | **11,01** | **16,78** | **5,94** | **5,49** | **11,43** | **6 713** | **8 898** | **3 757** | **28,69** | **0,88** | **28,36** |
| 75 Paris | 11,31 | 15,69 | 7,42 | 5,79 | 12,54 | 7 503 | 9 108 | 4 048 | 30,92 | 0,99 | 34,00 |
| 77 Seine Marne | 10,98 | 16,67 | 6,28 | 6,54 | 13,15 | 7 260 | 7 850 | 3 938 | 30,08 | 0,86 | 44,74 |
| 78 Yvelines | 10,63 | 16,07 | 6,37 | 5,95 | 12,57 | 6 869 | 8 563 | 3 886 | 29,68 | 0,86 | 31,94 |
| 91 Essonne | 11,21 | 16,75 | 6,64 | 5,90 | 13,28 | 7 237 | 8 217 | 3 784 | 28,90 | 1,00 | 29,00 |
| 92 Seine Hauts de | 11,96 | 16,49 | 6,38 | 6,80 | 13,62 | 7 535 | 7 133 | 3 824 | 29,21 | 0,87 | 30,92 |
| 93 Seine St Denis | 10,83 | 17,63 | 6,11 | 6,92 | 12,83 | 7 397 | 7 665 | 3 764 | 28,75 | 0,88 | 32,11 |
| 94 Val de Marne | 11,33 | 16,37 | 5,79 | 6,16 | 10,89 | 8 742 | 7 398 | 4 375 | 33,41 | 0,90 | 33,33 |
| 95 Val d'oise | 10,44 | 16,85 | 7,22 | 6,70 | 13,86 | 6 611 | 6 936 | 3 425 | 26,16 | 0,82 | 37,20 |
| **Ile de France** | **11,08** | **16,51** | **6,49** | **6,26** | **13,09** | **7 295** | **8 126** | **3 876** | **29,60** | **0,92** | **34,32** |
| 9 Ariège | 11,27 | 16,41 | 6,37 | 6,60 | 12,97 | 7 198 | 7 272 | 3 577 | 27,32 | 0,89 | 31,94 |
| 11 Aude | 10,75 | 15,40 | 5,78 | 6,21 | 12,79 | 7 341 | 6 382 | 3 414 | 26,08 | 0,94 | 27,13 |
| 12 Aveyron | 10,59 | 16,60 | 6,51 | 6,38 | 14,03 | 6 811 | 6 605 | 3 627 | 27,70 | 0,96 | 36,47 |
| 30 Gard | 11,39 | 15,12 | 6,97 | 4,67 | 11,21 | 7 050 | 9 534 | 4 067 | 31,06 | 1,57 | 20,46 |
| 31 Garonne (Haute) | 11,07 | 16,53 | 6,71 | 6,15 | 12,86 | 7 222 | 7 013 | 3 342 | 25,53 | 0,90 | 36,17 |
| 32 Gers | 10,39 | 16,86 | 6,66 | 7,49 | 14,15 | 6 687 | 6 556 | 3 310 | 25,29 | 0,85 | 38,69 |
| 34 Hérault | 11,13 | 15,15 | 5,72 | 6,05 | 12,10 | 7 098 | 7 458 | 3 590 | 27,42 | 0,94 | 26,17 |
| 46 Lot | 10,61 | 17,84 | 7,51 | 6,93 | 14,44 | 6 810 | 6 102 | 3 211 | 24,53 | 0,93 | 33,09 |
| 48 Lozère | 8,31 | 15,21 | 5,88 | 6,38 | 12,26 | 7 430 | 6 825 | 3 557 | 27,17 | 1,00 | 26,91 |
| 65 Pyrénées Hautes | 10,21 | 16,33 | 6,32 | 6,70 | 13,02 | 7 240 | 7 568 | 3 687 | 28,16 | 0,81 | 34,31 |
| 66 Pyrénées Orient. | 11,21 | 15,75 | 6,28 | 6,16 | 12,44 | 7 076 | 7 533 | 3 648 | 27,87 | 0,94 | 28,99 |
| 81 Tarn | 10,91 | 15,46 | 6,75 | 5,63 | 11,89 | 7 439 | 8 187 | 4 027 | 30,76 | 0,87 | 37,06 |
| 82 Tarn et Garonne | 11,39 | 15,12 | 6,97 | 4,67 | 11,21 | 7 050 | 9 534 | 3 530 | 26,96 | 0,87 | 36,79 |
| **Occitanie** | **10,92** | **16,06** | **6,50** | **6,31** | **12,81** | **7 185** | **7 171** | **3 599** | **27,49** | **0,93** | **31,73** |
| 2 Aisne | 10,21 | 15,83 | 6,34 | 5,43 | 12,08 | 7 014 | 9 562 | 3 919 | 29,93 | 0,88 | 32,58 |
| 59 Nord | 10,63 | 15,66 | 5,95 | 5,27 | 11,71 | 7 362 | 8 326 | 3 763 | 28,74 | 0,91 | 31,31 |
| 60 Oise | 10,71 | 14,12 | 6,07 | 5,06 | 10,78 | 7 203 | 9 628 | 4 121 | 31,47 | 0,86 | 32,53 |
| 62 Pas-de-Calais | 10,55 | 15,08 | 6,75 | 5,43 | 12,08 | 7 010 | 8 768 | 3 920 | 29,94 | 0,90 | 32,41 |
| 80 Somme | 10,69 | 16,40 | 7,19 | 6,58 | 13,77 | 7 034 | 7 441 | 3 600 | 27,49 | 0,93 | 35,34 |
| **Hauts-de-France** | **10,59** | **15,57** | **6,42** | **5,47** | **12,14** | **7 071** | **8 590** | **3 832** | **29,27** | **0,89** | **31,92** |
| 14 Calvados | 11,39 | 15,67 | 6,86 | 6,04 | 13,08 | 7 535 | 8 063 | 3 973 | 30,35 | 0,84 | 37,14 |
| 27 Eure | 10,88 | 16,08 | 6,41 | 6,39 | 12,92 | 7 217 | 8 030 | 3 801 | 29,03 | 0,94 | 38,38 |
| 50 Manche | 11,42 | 14,87 | 6,24 | 5,72 | 11,96 | 7 445 | 8 651 | 3 998 | 30,54 | 0,93 | 31,33 |
| 61 Orne | 10,96 | 17,39 | 6,30 | 6,90 | 12,83 | 7 196 | 6 752 | 3 495 | 26,69 | 0,98 | 38,78 |
| 76 Seine Maritime | 11,55 | 14,43 | 6,20 | 6,14 | 12,34 | 7 875 | 8 676 | 4 128 | 31,53 | 0,90 | 33,32 |
| **Normandie** | **11,04** | **15,64** | **6,30** | **6,04** | **12,89** | **7 352** | **8 352** | **3 905** | **29,83** | **0,90** | **36,69** |
| 44 Loire Atlantique | 11,53 | 14,83 | 5,99 | 6,51 | 12,20 | 7 714 | 7 329 | 3 769 | 28,79 | 0,97 | 29,97 |
| 49 Maine-et-Loire | 10,82 | 15,95 | 6,47 | 6,38 | 12,74 | 7 565 | 7 551 | 3 802 | 29,04 | 0,87 | 38,17 |
| 53 Mayenne | 11,32 | 15,34 | 6,02 | 6,60 | 12,61 | 7 701 | 7 649 | 3 826 | 29,22 | 1,24 | 26,51 |
| 72 Sarthe | 11,10 | 15,26 | 6,35 | 6,44 | 12,79 | 7 366 | 7 256 | 3 655 | 27,92 | 0,87 | 31,87 |
| 85 Vendée | 11,06 | 14,35 | 6,21 | 5,56 | 11,77 | 6 840 | 8 024 | 3 643 | 27,83 | 1,00 | 28,53 |
| **Pays de Loire** | **11,29** | **15,26** | **6,14** | **6,28** | **12,60** | **7 565** | **7 285** | **3 704** | **28,29** | **0,96** | **30,43** |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 10,77 | 16,70 | 6,83 | 6,02 | 12,85 | 6 599 | 6 516 | 3 279 | 25,04 | 0,89 | 33,60 |
| 5 Alpes Hautes | 10,40 | 16,61 | 5,81 | 8,31 | 14,12 | 7 043 | 4 901 | 2 890 | 22,07 | 0,80 | 32,95 |
| 6 Alpes Maritimes | 11,19 | 16,48 | 5,89 | 6,95 | 13,03 | 7 656 | 6 432 | 3 565 | 27,23 | 0,89 | 31,67 |
| 13 Bouches du Rhônes | 10,69 | 14,52 | 6,09 | 5,27 | 11,44 | 7 318 | 9 739 | 4 076 | 31,13 | 1,01 | 28,69 |
| 83 Var | 10,66 | 15,83 | 6,25 | 6,18 | 11,86 | 7 632 | 7 494 | 3 549 | 27,11 | 0,90 | 29,94 |
| 84 Vaucluse | 11,23 | 14,33 | 6,14 | 5,59 | 11,76 | 6 428 | 7 978 | 3 693 | 28,20 | 0,94 | 28,26 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | **10,77** | **15,50** | **5,99** | **6,13** | **12,06** | **7 080** | **7 824** | **3 567** | **27,24** | **0,90** | **30,39** |
| 1 Ain | 11,15 | 16,62 | 6,35 | 6,86 | 13,25 | 7 461 | 6 075 | 3 293 | 25,15 | 0,94 | 30,58 |
| 3 Allier | 10,85 | 15,67 | 6,26 | 6,43 | 12,69 | 7 447 | 7 662 | 3 774 | 28,83 | 0,97 | 31,27 |
| 7 Ardèche | 10,34 | 16,20 | 7,53 | 6,30 | 13,83 | 6 551 | 6 961 | 3 372 | 25,76 | 0,94 | 32,42 |
| 15 Cantal | 10,56 | 14,92 | 6,11 | 6,13 | 12,24 | 7 256 | 7 056 | 3 576 | 27,32 | 0,89 | 31,25 |
| 26 Drôme | 11,22 | 16,55 | 6,94 | 6,05 | 12,81 | 7 667 | 7 839 | 3 876 | 29,61 | 0,84 | 36,59 |
| 38 Isère | 11,27 | 17,19 | 6,20 | 6,64 | 13,19 | 7 657 | 7 296 | 3 755 | 28,68 | 0,91 | 30,92 |
| 42 Loire | 11,18 | 15,27 | 6,76 | 5,45 | 12,53 | 6 764 | 8 232 | 3 713 | 28,36 | 0,90 | 31,06 |
| 43 Loire (Haute) | 11,18 | 14,76 | 6,19 | 6,15 | 12,34 | 7 708 | 7 807 | 3 865 | 29,52 | 0,98 | 52,71 |
| 63 Puy de Dome | 10,96 | 15,80 | 6,79 | 5,93 | 12,68 | 7 277 | 7 504 | 3 721 | 28,42 | 0,92 | 36,82 |
| 69 Rhône | 11,03 | 15,85 | 5,96 | 6,10 | 12,28 | 7 360 | 7 616 | 3 725 | 28,45 | 0,95 | 29,57 |
| 73 Savoie | 11,03 | 16,54 | 6,87 | 6,34 | 13,21 | 7 104 | 7 836 | 3 698 | 28,25 | 0,85 | 32,83 |
| 74 Savoie Haute | 11,31 | 16,13 | 7,00 | 5,69 | 12,68 | 6 503 | 8 856 | 3 750 | 28,64 | 0,78 | 34,90 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **11,05** | **15,96** | **6,50** | **6,23** | **12,73** | **7 303** | **7 606** | **3 733** | **28,51** | **0,92** | **32,23** |
| **France métropole hors DOM** | **10,93** | **15,72** | **6,42** | **6,20** | **12,70** | **7 246** | **7 754** | **3 718** | **28,40** | **0,92** | **31,93** |
| **Guadeloupe** | 10,91 | 17,11 | 5,57 | 5,97 | 11,54 | 8 848 | 10 059 | 4 703 | 35,92 | 1,01 | 27,06 |
| **Martinique** | 10,94 | 22,76 | 8,34 | 6,23 | 14,58 | 5 565 | 10 559 | 3 553 | 27,14 | 0,79 | 27,43 |
| **Guyane** | 8,88 | 19,42 | 5,13 | 8,86 | 13,98 | 9 968 | 7 932 | 4 417 | 33,74 | 0,71 | 35,48 |
| **Réunion** | 11,17 | 15,62 | 7,20 | 5,58 | 12,81 | 7 454 | 9 156 | 4 055 | 30,97 | 1,00 | 33,62 |
| **Mayotte** | 10,76 | 19,62 | 9,65 | 5,69 | 15,33 | 4 645 | 14 503 | 2 888 | 22,06 | 0,84 | 32,28 |
| **DOM** | **11,04** | **16,50** | **7,20** | **5,71** | **12,91** | **7 431** | **8 935** | **4 190** | **32,01** | **0,96** | **33,62** |
| **France (métropole et DOM)** | **10,93** | **15,73** | **6,44** | **6,19** | **12,71** | **7 245** | **7 786** | **3 728** | **28,47** | **0,92** | **31,94** |

**Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs**

**Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs médianes**

| Régions et départements | Exercice 2023 | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Poids moyen de la mesure majeur protégé | Valeur du point service | Valeur du point délégué du personnel | Valeur du point autres personnel | Valeur du point personnel | Nombre de points par ETP délégués | Nombre de points par ETP autres personnels | Nombre de points par ETP | Nombre de mesure moyenne par ETP |
| 8 Ardennes | 11,02 | 17,09 | 6,45 | 7,49 | 13,93 | 7 699 | 7 237 | 3 723 | 28,44 |
| 10 Aube | 10,96 | 15,71 | 7,34 | 6,14 | 13,89 | 6 918 | 7 741 | 3 653 | 27,90 |
| 51 Marne | 11,06 | 20,09 | 8,34 | 6,64 | 17,00 | 6 773 | 7 866 | 3 576 | 27,32 |
| 52 Marne Haute | 11,04 | 15,09 | 6,35 | 5,73 | 12,08 | 6 954 | 7 286 | 3 557 | 27,17 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 11,08 | 15,56 | 7,43 | 5,28 | 12,68 | 6 739 | 7 611 | 3 748 | 28,63 |
| 55 Meuse | 10,47 | 15,75 | 6,46 | 6,32 | 12,78 | 7 689 | 7 320 | 3 736 | 28,54 |
| 57 Moselle | 10,53 | 17,26 | 6,40 | 6,87 | 13,29 | 7 121 | 5 929 | 3 201 | 24,45 |
| 67 Rhin (Bas) | 11,01 | 18,09 | 10,31 | 7,15 | 17,46 | 5 825 | 7 916 | 3 281 | 25,06 |
| 68 Rhin (Haut) | 10,87 | 15,31 | 6,83 | 4,76 | 12,23 | 6 715 | 8 309 | 3 615 | 27,61 |
| 88 Vosges | 11,18 | 15,63 | 7,31 | 5,75 | 12,38 | 5 914 | 10 420 | 4 092 | 31,26 |
| **Grand-Est** | **10,88** | **15,63** | **6,83** | **6,19** | **12,99** | **6 757** | **7 830** | **3 639** | **27,80** |
| 16 Charente | 10,81 | 17,60 | 6,90 | 7,04 | 14,03 | 6 657 | 6 409 | 3 328 | 25,42 |
| 17 Charente Maritime | 11,10 | 17,66 | 7,32 | 7,07 | 14,39 | 6 964 | 7 172 | 3 544 | 27,07 |
| 19 Corrèze | 10,40 | 15,89 | 6,80 | 6,38 | 12,51 | 7 576 | 8 221 | 3 908 | 29,85 |
| 23 Creuse | 9,65 | 17,29 | 7,13 | 6,63 | 12,94 | 6 364 | 8 786 | 3 611 | 27,59 |
| 24 Dordogne | 10,87 | 17,13 | 7,80 | 7,03 | 14,44 | 6 935 | 7 229 | 3 537 | 27,01 |
| 33 Gironde | 11,45 | 16,83 | 7,47 | 6,81 | 13,49 | 7 022 | 7 361 | 3 686 | 28,15 |
| 40 Landes | 11,02 | 16,33 | 6,72 | 7,41 | 14,13 | 7 300 | 7 297 | 3 649 | 27,88 |
| 47 Lot-et-Garonne | 11,27 | 17,31 | 7,19 | 6,70 | 14,38 | 7 140 | 6 829 | 3 510 | 26,81 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 11,05 | 17,31 | 6,09 | 6,32 | 12,41 | 7 575 | 7 182 | 3 777 | 28,85 |
| 79 Sèvres Deux | 10,94 | 17,16 | 7,18 | 6,99 | 14,17 | 6 880 | 6 720 | 3 393 | 25,92 |
| 86 Vienne | 9,88 | 18,30 | 6,92 | 8,03 | 15,01 | 6 799 | 5 959 | 3 151 | 24,07 |
| 87 Vienne (Haute) | 11,40 | 16,97 | 7,92 | 6,16 | 14,26 | 6 572 | 8 873 | 3 776 | 28,84 |
| **Nouvelle Aquitaine** | **10,97** | **17,27** | **7,08** | **6,97** | **14,20** | **6 992** | **7 195** | **3 554** | **27,14** |
| 21 Côte d'Or | 10,99 | 16,25 | 7,54 | 5,93 | 13,47 | 7 287 | 8 878 | 3 993 | 30,50 |
| 25 Doubs | 11,33 | 15,81 | 7,33 | 5,05 | 12,50 | 6 702 | 9 090 | 3 715 | 28,38 |
| 39 Jura | 11,31 | 14,83 | 6,54 | 6,43 | 12,98 | 6 764 | 7 855 | 3 634 | 27,76 |
| 58 Nièvre | 10,57 | 15,96 | 5,99 | 6,08 | 12,07 | 7 478 | 8 309 | 3 936 | 30,06 |
| 70 Saône Haute | 10,77 | 15,52 | 3,62 | 9,38 | 13,00 | 6 804 | 7 829 | 3 628 | 27,71 |
| 71 Saône Loire | 11,73 | 15,53 | 6,76 | 5,65 | 12,41 | 7 338 | 7 710 | 3 779 | 28,87 |
| 89 Yonne | 10,76 | 16,68 | 7,35 | 6,47 | 14,46 | 6 391 | 7 484 | 3 612 | 27,59 |
| 90 Territ. de Belfort | 10,99 | 14,69 | 7,42 | 5,09 | 12,51 | 6 869 | 9 432 | 3 974 | 30,36 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | **10,90** | **15,65** | **7,19** | **5,79** | **12,68** | **7 057** | **8 255** | **3 779** | **28,87** |
| 22 Côtes d'Armor | 11,09 | 16,45 | 6,76 | 6,40 | 13,55 | 7 022 | 7 445 | 3 685 | 28,15 |
| 29 Finistère | 11,24 | 15,61 | 7,11 | 6,61 | 13,36 | 7 441 | 8 128 | 3 895 | 29,75 |
| 35 Ille et Vilaine | 11,06 | 15,72 | 5,62 | 5,79 | 11,41 | 7 697 | 8 137 | 3 949 | 30,17 |
| 56 Morbihan | 11,61 | 16,60 | 6,99 | 5,98 | 13,08 | 6 544 | 7 810 | 3 552 | 27,13 |
| **Bretagne** | **11,17** | **16,15** | **6,75** | **6,23** | **13,35** | **7 164** | **7 810** | **3 751** | **28,65** |
| 18 Cher | 10,60 | 15,90 | 7,13 | 5,90 | 13,07 | 6 680 | 7 906 | 3 537 | 27,01 |
| 28 Eure et Loir | 10,81 | 16,33 | 7,70 | 5,76 | 13,46 | 6 422 | 8 748 | 3 688 | 28,17 |
| 36 Indre | 11,11 | 16,27 | 6,86 | 6,84 | 13,67 | 7 230 | 7 254 | 3 579 | 27,33 |
| 37 Indre-et-Loire | 10,86 | 18,49 | 7,85 | 7,53 | 15,66 | 6 261 | 5 928 | 3 045 | 23,26 |
| 41 Loir et Cher | 10,52 | 17,40 | 6,92 | 8,11 | 15,03 | 6 905 | 5 641 | 3 105 | 23,71 |
| 45 Loiret | 11,23 | 16,55 | 6,65 | 6,44 | 12,45 | 7 736 | 7 785 | 3 725 | 28,46 |
| **Centre-Val de Loire** | **10,84** | **16,65** | **7,10** | **6,25** | **13,46** | **6 746** | **7 952** | **3 527** | **26,94** |
| 2A Corse du Sud | | | | | | | | | |
| 2B Corse Haute | 11,09 | 17,51 | 3,51 | 3,11 | 6,62 | 6 472 | 7 693 | 3 440 | 26,27 |
| **Corse** | **11,09** | **17,51** | **3,51** | **3,11** | **6,62** | **6 472** | **7 693** | **3 440** | **26,27** |
| 75 Paris | 11,09 | 17,19 | 7,10 | 6,59 | 13,68 | 7 320 | 9 107 | 4 057 | 30,99 |
| 77 Seine Marne | 11,10 | 16,76 | 7,17 | 5,95 | 13,35 | 7 521 | 7 825 | 3 839 | 29,33 |
| 78 Yvelines | 10,48 | 17,17 | 7,35 | 6,44 | 13,86 | 6 755 | 7 841 | 3 751 | 28,65 |
| 91 Essonne | 11,33 | 18,49 | 7,74 | 5,85 | 15,01 | 6 416 | 8 131 | 3 649 | 27,88 |
| 92 Seine Hauts de | 11,28 | 18,32 | 7,67 | 6,80 | 15,18 | 6 359 | 8 211 | 3 500 | 26,73 |
| 93 Seine St Denis | 10,56 | 18,45 | 6,40 | 7,21 | 13,76 | 7 001 | 6 921 | 3 480 | 26,58 |
| 94 Val de Marne | 11,15 | 17,21 | 7,18 | 6,82 | 13,30 | 7 652 | 7 124 | 3 543 | 27,06 |
| 95 Val d'oise | 10,57 | 17,38 | 7,19 | 6,60 | 13,50 | 7 121 | 7 943 | 3 569 | 27,26 |
| **Ile de France** | **11,03** | **17,36** | **7,19** | **6,60** | **13,72** | **7 147** | **8 148** | **3 737** | **28,54** |
| 9 Ariège | 11,09 | 16,80 | 6,87 | 6,98 | 13,85 | 7 001 | 7 226 | 3 509 | 26,80 |
| 11 Aude | 10,61 | 16,12 | 6,73 | 7,23 | 13,96 | 6 624 | 6 272 | 3 182 | 24,30 |
| 12 Aveyron | 10,78 | 16,71 | 6,90 | 6,40 | 14,25 | 6 805 | 6 096 | 3 518 | 26,87 |
| 30 Gard | 11,33 | 16,42 | 8,19 | 6,36 | 14,19 | 6 145 | 8 410 | 3 603 | 27,52 |
| 31 Garonne (Haute) | 11,01 | 17,76 | 7,33 | 6,73 | 14,84 | 6 907 | 6 771 | 3 248 | 24,81 |
| 32 Gers | 10,17 | 17,86 | 7,47 | 7,84 | 15,31 | 6 514 | 6 165 | 3 166 | 24,18 |
| 34 Hérault | 11,15 | 15,52 | 6,76 | 6,17 | 12,96 | 6 928 | 7 606 | 3 599 | 27,49 |
| 46 Lot | 10,88 | 16,37 | 7,24 | 6,46 | 13,70 | 7 076 | 6 222 | 3 287 | 25,11 |
| 48 Lozère | 8,13 | 16,76 | 6,00 | 7,30 | 13,30 | 7 386 | 6 843 | 3 552 | 27,13 |
| 65 Pyrénées Hautes | 10,30 | 17,65 | 6,87 | 7,13 | 14,00 | 7 237 | 7 444 | 3 654 | 27,91 |
| 66 Pyrénées Orient. | 11,13 | 15,98 | 6,63 | 6,28 | 12,92 | 6 842 | 7 454 | 3 567 | 27,25 |
| 81 Tarn | 10,68 | 16,37 | 7,24 | 6,15 | 12,57 | 7 362 | 8 282 | 3 985 | 30,44 |
| 82 Tarn et Garonne | 10,89 | 17,63 | 7,65 | 7,10 | 14,75 | 7 007 | 6 873 | 3 464 | 26,46 |
| **Occitanie** | **10,93** | **16,40** | **6,90** | **6,73** | **13,57** | **6 805** | **7 064** | **3 552** | **27,13** |
| 2 Aisne | 10,21 | 16,06 | 7,60 | 5,32 | 12,99 | 6 659 | 8 742 | 3 752 | 28,66 |
| 59 Nord | 10,63 | 16,86 | 7,12 | 6,13 | 13,39 | 7 512 | 8 755 | 3 759 | 28,71 |
| 60 Oise | 10,68 | 15,01 | 6,70 | 5,13 | 11,57 | 6 243 | 9 729 | 3 736 | 28,54 |
| 62 Pas-de-Calais | 10,63 | 16,30 | 7,38 | 6,08 | 13,42 | 6 661 | 8 083 | 3 642 | 27,82 |
| 80 Somme | 10,57 | 16,99 | 7,59 | 6,87 | 14,46 | 6 756 | 7 300 | 3 493 | 26,68 |
| **Hauts-de-France** | **10,50** | **16,64** | **7,19** | **5,88** | **13,23** | **6 860** | **8 593** | **3 664** | **27,99** |
| 14 Calvados | 11,56 | 16,33 | 7,52 | 6,21 | 13,91 | 6 988 | 8 176 | 3 806 | 29,07 |
| 27 Eure | 10,79 | 15,84 | 7,36 | 6,63 | 12,65 | 6 957 | 7 319 | 3 744 | 28,59 |
| 50 Manche | 11,39 | 15,91 | 6,78 | 6,34 | 13,12 | 7 172 | 7 733 | 3 717 | 28,39 |
| 61 Orne | 10,93 | 19,56 | 7,11 | 6,92 | 13,76 | 6 931 | 6 828 | 3 440 | 26,27 |
| 76 Seine Maritime | 11,55 | 15,24 | 7,14 | 6,08 | 12,96 | 7 047 | 8 521 | 4 001 | 30,56 |
| **Normandie** | **11,03** | **15,99** | **7,32** | **6,35** | **13,53** | **6 957** | **7 932** | **3 763** | **28,74** |
| 44 Loire Atlantique | 11,61 | 15,35 | 6,63 | 6,52 | 12,84 | 7 693 | 7 517 | 3 795 | 28,98 |
| 49 Maine-et-Loire | 10,90 | 16,95 | 7,21 | 6,94 | 13,99 | 7 388 | 7 299 | 3 639 | 27,80 |
| 53 Mayenne | 11,24 | 16,20 | 6,77 | 7,02 | 13,79 | 7 726 | 7 491 | 3 796 | 29,00 |
| 72 Sarthe | 11,13 | 16,06 | 6,69 | 6,87 | 13,56 | 7 380 | 7 279 | 3 665 | 27,99 |
| 85 Vendée | 10,89 | 15,75 | 6,68 | 5,41 | 12,17 | 7 025 | 8 308 | 3 720 | 28,41 |
| **Pays de Loire** | **11,18** | **15,91** | **6,67** | **6,74** | **13,47** | **7 489** | **7 442** | **3 708** | **28,32** |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 10,85 | 17,18 | 7,97 | 5,53 | 13,50 | 6 341 | 7 175 | 3 204 | 24,47 |
| 5 Alpes Hautes | 10,45 | 17,26 | 6,53 | 8,22 | 14,75 | 7 134 | 5 349 | 3 057 | 23,35 |
| 6 Alpes Maritimes | 11,13 | 16,68 | 5,89 | 7,13 | 12,90 | 7 197 | 6 687 | 3 440 | 26,28 |
| 13 Bouches du Rhônes | 10,75 | 15,57 | 6,62 | 5,51 | 12,15 | 7 471 | 8 821 | 4 019 | 30,70 |
| 83 Var | 10,85 | 15,91 | 7,10 | 6,19 | 13,26 | 6 724 | 7 783 | 3 653 | 27,90 |
| 84 Vaucluse | 11,26 | 15,73 | 7,41 | 5,70 | 12,78 | 6 795 | 7 548 | 3 603 | 27,52 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | **10,89** | **15,79** | **6,74** | **6,11** | **13,00** | **6 850** | **7 548** | **3 603** | **27,52** |
| 1 Ain | 11,00 | 17,75 | 6,88 | 7,56 | 14,01 | 7 624 | 5 874 | 3 324 | 25,39 |
| 3 Allier | 10,84 | 16,66 | 7,08 | 6,39 | 13,47 | 7 466 | 7 284 | 3 686 | 28,16 |
| 7 Ardèche | 10,47 | 16,88 | 9,03 | 5,22 | 14,25 | 6 860 | 7 468 | 3 570 | 27,27 |
| 15 Cantal | 10,49 | 16,16 | 6,31 | 7,03 | 13,34 | 6 867 | 7 394 | 3 553 | 27,14 |
| 26 Drôme | 11,10 | 17,01 | 7,67 | 6,77 | 13,85 | 7 045 | 7 913 | 3 639 | 27,79 |
| 38 Isère | 11,04 | 17,64 | 6,72 | 6,60 | 13,32 | 7 646 | 7 394 | 3 764 | 28,75 |
| 42 Loire | 11,17 | 15,89 | 7,18 | 5,23 | 13,38 | 6 680 | 8 120 | 3 665 | 27,99 |
| 43 Loire (Haute) | 11,07 | 16,35 | 7,08 | 6,61 | 13,69 | 7 265 | 7 739 | 3 735 | 28,53 |
| 63 Puy de Dome | 10,96 | 16,74 | 7,41 | 6,26 | 13,68 | 7 177 | 7 324 | 3 622 | 27,67 |
| 69 Rhône | 11,24 | 16,50 | 6,44 | 6,33 | 13,22 | 6 904 | 7 574 | 3 719 | 28,40 |
| 73 Savoie | 11,17 | 18,38 | 7,73 | 7,35 | 15,07 | 7 064 | 7 847 | 3 685 | 28,15 |
| 74 Savoie Haute | 11,31 | 16,03 | 7,08 | 5,72 | 12,80 | 6 651 | 8 091 | 3 639 | 27,80 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **11,04** | **16,56** | **7,08** | **6,50** | **13,66** | **7 045** | **7 505** | **3 655** | **27,92** |
| **France métropole hors DOM** | **10,92** | **16,58** | **7,08** | **6,41** | **13,46** | **6 997** | **7 708** | **3 639** | **27,79** |
| **Guadeloupe** | 11,06 | 17,96 | 6,79 | 6,65 | 13,44 | 8 878 | 10 090 | 4 719 | 36,04 |
| **Martinique** | 10,93 | 19,97 | 8,82 | 6,48 | 15,31 | 6 249 | 8 060 | 3 516 | 26,86 |
| **Guyane** | 9,15 | 17,52 | 5,32 | 6,07 | 11,39 | 7 671 | 8 219 | 3 968 | 30,31 |
| **Réunion** | 11,06 | 16,25 | 7,99 | 5,83 | 13,81 | 7 179 | 9 046 | 3 977 | 30,38 |
| **Mayotte** | 11,05 | 30,97 | 14,42 | 11,18 | 25,60 | 3 632 | 10 524 | 2 574 | 19,66 |
| **DOM** | **11,05** | **16,49** | **7,73** | **6,07** | **13,70** | **7 076** | **8 932** | **3 968** | **30,31** |
| **France (métropole et DOM)** | **10,92** | **16,58** | **7,10** | **6,40** | **13,47** | **6 996** | **7 718** | **3 646** | **27,85** |

**Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs**

**Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs médianes**

| Régions et départements | Exercice 2024 | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Poids moyen de la mesure majeur protégé | Valeur du point service | Valeur du point délégué du personnel | Valeur du point autres personnel | Valeur du point personnel | Nombre de points par ETP délégués | Nombre de points par ETP autres personnels | Nombre de points par ETP | Nombre de mesure moyenne par ETP |
| 8 Ardennes | 11,06 | 16,97 | 6,71 | 7,47 | 14,18 | 8 018 | 7 429 | 3 846 | 29,38 |
| 10 Aube | 10,46 | 16,03 | 7,49 | 5,81 | 14,19 | 6 965 | 8 384 | 3 842 | 29,35 |
| 51 Marne | 11,03 | 17,60 | 7,89 | 7,00 | 14,66 | 7 980 | 7 897 | 3 627 | 27,70 |
| 52 Marne Haute | 10,89 | 16,25 | 6,85 | 6,10 | 12,94 | 6 569 | 6 867 | 3 357 | 25,64 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 11,08 | 16,65 | 7,18 | 6,85 | 12,95 | 6 967 | 7 647 | 3 569 | 27,26 |
| 55 Meuse | 10,49 | 16,90 | 6,58 | 7,04 | 13,63 | 7 607 | 7 405 | 3 743 | 28,59 |
| 57 Moselle | 10,48 | 16,91 | 6,16 | 6,88 | 13,04 | 7 714 | 6 246 | 3 195 | 24,40 |
| 67 Rhin (Bas) | 11,23 | 19,23 | 10,09 | 7,75 | 17,00 | 5 855 | 7 681 | 3 297 | 25,19 |
| 68 Rhin (Haut) | 10,75 | 15,76 | 7,03 | 5,71 | 12,74 | 6 817 | 8 609 | 3 677 | 28,09 |
| 88 Vosges | 11,12 | 16,72 | 7,91 | 6,51 | 12,71 | 6 177 | 10 883 | 4 042 | 30,88 |
| **Grand-Est** | **10,81** | **16,72** | **7,18** | **6,67** | **13,53** | **6 817** | **7 897** | **3 648** | **27,87** |
| 16 Charente | 10,97 | 19,08 | 7,50 | 7,44 | 14,93 | 6 648 | 6 210 | 3 288 | 25,11 |
| 17 Charente Maritime | 11,15 | 17,98 | 7,43 | 7,18 | 14,26 | 7 219 | 7 180 | 3 600 | 27,49 |
| 19 Corrèze | 10,22 | 15,93 | 6,95 | 6,34 | 13,58 | 7 699 | 6 800 | 3 611 | 27,58 |
| 23 Creuse | 10,00 | 18,45 | 7,57 | 6,77 | 14,47 | 6 358 | 9 180 | 3 753 | 28,66 |
| 24 Dordogne | 10,89 | 17,69 | 7,99 | 7,58 | 15,60 | 7 105 | 7 166 | 3 567 | 27,24 |
| 33 Gironde | 11,42 | 17,77 | 6,80 | 7,24 | 14,13 | 6 911 | 7 277 | 3 657 | 27,94 |
| 40 Landes | 11,06 | 18,49 | 6,89 | 7,12 | 14,00 | 6 727 | 6 839 | 3 391 | 25,90 |
| 47 Lot-et-Garonne | 11,28 | 17,93 | 6,71 | 7,75 | 15,02 | 7 061 | 6 852 | 3 504 | 26,76 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 11,06 | 18,41 | 7,30 | 7,04 | 14,34 | 7 789 | 7 250 | 3 715 | 28,38 |
| 79 Sèvres Deux | 11,04 | 18,09 | 7,52 | 7,87 | 15,39 | 7 041 | 6 668 | 3 422 | 26,14 |
| 86 Vienne | 9,98 | 19,13 | 7,47 | 9,39 | 16,46 | 6 324 | 6 108 | 3 217 | 24,58 |
| 87 Vienne (Haute) | 11,56 | 18,03 | 8,51 | 5,83 | 14,49 | 6 385 | 8 993 | 3 718 | 28,40 |
| **Nouvelle Aquitaine** | **10,99** | **18,06** | **7,40** | **7,49** | **14,55** | **6 956** | **7 130** | **3 583** | **27,37** |
| 21 Côte d'Or | 10,86 | 17,44 | 7,68 | 6,59 | 14,27 | 7 083 | 8 522 | 3 855 | 29,44 |
| 25 Doubs | 11,14 | 16,00 | 7,49 | 5,04 | 12,81 | 6 564 | 9 154 | 3 661 | 27,96 |
| 39 Jura | 11,38 | 15,01 | 7,06 | 6,09 | 13,15 | 6 801 | 8 066 | 3 690 | 28,18 |
| 58 Nièvre | 10,63 | 16,75 | 7,05 | 6,63 | 12,99 | 7 469 | 8 454 | 3 986 | 30,45 |
| 70 Saône Haute | 10,83 | 16,45 | 7,35 | 6,01 | 13,36 | 6 378 | 7 736 | 3 494 | 26,69 |
| 71 Saône Loire | 12,15 | 16,24 | 6,97 | 6,11 | 13,08 | 7 636 | 7 714 | 3 854 | 29,44 |
| 89 Yonne | 11,23 | 15,66 | 7,23 | 6,29 | 13,36 | 7 320 | 7 845 | 3 787 | 28,92 |
| 90 Territ. de Belfort | 10,65 | 15,60 | 7,83 | 5,50 | 13,33 | 6 760 | 8 948 | 3 851 | 29,41 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | **10,97** | **16,15** | **7,32** | **6,04** | **13,27** | **7 135** | **8 206** | **3 760** | **28,72** |
| 22 Côtes d'Armor | 11,20 | 17,36 | 7,97 | 6,53 | 14,85 | 6 853 | 7 533 | 3 669 | 28,03 |
| 29 Finistère | 11,28 | 17,45 | 6,76 | 6,60 | 13,36 | 7 374 | 8 456 | 3 899 | 29,78 |
| 35 Ille et Vilaine | 11,18 | 16,35 | 6,18 | 5,51 | 11,69 | 7 531 | 8 353 | 3 958 | 30,23 |
| 56 Morbihan | 11,69 | 18,08 | 7,54 | 6,40 | 14,07 | 6 283 | 7 800 | 3 445 | 26,31 |
| **Bretagne** | **11,29** | **17,41** | **7,38** | **6,53** | **14,07** | **7 053** | **8 052** | **3 759** | **28,72** |
| 18 Cher | 10,56 | 16,29 | 7,54 | 6,32 | 13,66 | 6 707 | 7 910 | 3 634 | 27,76 |
| 28 Eure et Loir | 10,87 | 16,73 | 8,03 | 5,65 | 13,79 | 6 688 | 8 993 | 3 775 | 28,83 |
| 36 Indre | 11,13 | 16,40 | 6,87 | 6,55 | 13,43 | 7 515 | 7 363 | 3 725 | 28,45 |
| 37 Indre-et-Loire | 10,86 | 19,87 | 8,32 | 8,04 | 16,71 | 6 190 | 5 865 | 3 011 | 23,00 |
| 41 Loir et Cher | 10,73 | 17,53 | 6,91 | 8,23 | 15,14 | 6 907 | 5 668 | 3 113 | 23,78 |
| 45 Loiret | 11,22 | 17,59 | 6,79 | 7,19 | 13,98 | 7 432 | 6 593 | 3 539 | 27,03 |
| **Centre-Val de Loire** | **10,96** | **17,25** | **7,21** | **6,50** | **13,93** | **6 867** | **7 659** | **3 545** | **27,07** |
| 2A Corse du Sud | | | | | | | | | |
| 2B Corse Haute | 11,62 | 17,71 | 7,68 | 5,94 | 13,62 | 7 061 | 8 221 | 3 716 | 28,39 |
| **Corse** | **11,62** | **17,71** | **7,68** | **5,94** | **13,62** | **7 061** | **8 221** | **3 716** | **28,39** |
| 75 Paris | 11,18 | 17,35 | 8,04 | 6,67 | 14,09 | 7 389 | 9 208 | 3 949 | 30,17 |
| 77 Seine Marne | 11,05 | 17,28 | 7,19 | 6,31 | 13,47 | 7 504 | 7 549 | 3 786 | 28,92 |
| 78 Yvelines | 10,52 | 17,16 | 7,36 | 6,22 | 13,90 | 6 741 | 7 991 | 3 752 | 28,66 |
| 91 Essonne | 11,55 | 18,53 | 7,83 | 6,00 | 15,34 | 6 398 | 8 273 | 3 678 | 28,09 |
| 92 Seine Hauts de | 11,42 | 18,83 | 7,32 | 7,82 | 15,75 | 6 786 | 7 590 | 3 709 | 28,33 |
| 93 Seine St Denis | 10,56 | 17,79 | 6,68 | 7,34 | 13,17 | 7 060 | 7 347 | 3 600 | 27,50 |
| 94 Val de Marne | 11,33 | 17,70 | 6,96 | 7,02 | 13,17 | 7 644 | 7 944 | 4 074 | 31,12 |
| 95 Val d'oise | 10,57 | 18,14 | 7,46 | 7,30 | 14,50 | 6 791 | 7 666 | 3 596 | 27,47 |
| **Ile de France** | **11,03** | **17,44** | **7,41** | **6,68** | **14,29** | **7 084** | **8 248** | **3 834** | **29,28** |
| 9 Ariège | 11,12 | 17,42 | 7,65 | 6,66 | 14,31 | 7 146 | 7 384 | 3 584 | 27,37 |
| 11 Aude | 10,75 | 16,49 | 6,58 | 7,07 | 13,65 | 6 745 | 6 415 | 3 254 | 24,85 |
| 12 Aveyron | 10,60 | 18,07 | 7,21 | 7,50 | 15,40 | 6 826 | 6 606 | 3 357 | 25,64 |
| 30 Gard | 11,45 | 16,60 | 7,83 | 5,96 | 13,79 | 6 739 | 8 332 | 3 701 | 28,27 |
| 31 Garonne (Haute) | 11,08 | 17,22 | 7,18 | 6,66 | 13,84 | 6 900 | 7 409 | 3 499 | 26,72 |
| 32 Gers | 10,24 | 19,14 | 7,86 | 8,63 | 16,49 | 6 630 | 6 299 | 3 228 | 24,65 |
| 34 Hérault | 11,17 | 16,44 | 7,02 | 6,58 | 13,94 | 6 828 | 7 842 | 3 627 | 27,70 |
| 46 Lot | 10,67 | 17,57 | 7,51 | 6,96 | 14,47 | 7 103 | 7 069 | 3 535 | 27,00 |
| 48 Lozère | 8,43 | 16,63 | 5,75 | 7,29 | 13,04 | 7 129 | 6 883 | 3 502 | 26,75 |
| 65 Pyrénées Hautes | 10,50 | 18,21 | 7,00 | 7,70 | 14,69 | 7 770 | 7 281 | 3 756 | 28,69 |
| 66 Pyrénées Orient. | 11,13 | 16,52 | 6,85 | 6,56 | 13,41 | 6 878 | 7 466 | 3 580 | 27,34 |
| 81 Tarn | 10,74 | 16,82 | 7,55 | 6,10 | 12,86 | 7 383 | 8 323 | 3 634 | 27,75 |
| 82 Tarn et Garonne | 10,98 | 16,73 | 6,71 | 6,92 | 13,63 | 7 325 | 6 910 | 3 556 | 27,16 |
| **Occitanie** | **10,93** | **17,09** | **7,01** | **6,80** | **14,07** | **6 915** | **7 166** | **3 603** | **27,52** |
| 2 Aisne | 10,12 | 17,37 | 8,24 | 5,68 | 13,90 | 6 732 | 9 188 | 3 825 | 29,22 |
| 59 Nord | 10,65 | 16,89 | 7,01 | 6,64 | 13,68 | 7 135 | 8 535 | 3 780 | 28,87 |
| 60 Oise | 10,57 | 15,99 | 7,03 | 6,17 | 12,64 | 6 833 | 8 970 | 3 828 | 29,24 |
| 62 Pas-de-Calais | 10,75 | 16,64 | 7,45 | 6,42 | 13,58 | 7 089 | 8 057 | 3 860 | 29,48 |
| 80 Somme | 10,61 | 19,07 | 8,27 | 7,95 | 16,21 | 6 756 | 7 265 | 3 483 | 26,60 |
| **Hauts-de-France** | **10,50** | **16,90** | **7,44** | **6,25** | **13,87** | **6 923** | **8 474** | **3 818** | **29,16** |
| 14 Calvados | 11,65 | 17,77 | 8,09 | 7,21 | 15,36 | 6 900 | 8 189 | 3 745 | 28,60 |
| 27 Eure | 10,83 | 16,77 | 6,91 | 6,69 | 14,10 | 7 502 | 7 158 | 3 797 | 29,00 |
| 50 Manche | 11,58 | 17,13 | 7,57 | 6,84 | 14,40 | 7 226 | 7 970 | 3 788 | 28,94 |
| 61 Orne | 10,87 | 18,34 | 7,70 | 7,32 | 14,51 | 7 217 | 6 920 | 3 552 | 27,13 |
| 76 Seine Maritime | 11,60 | 16,55 | 7,75 | 6,53 | 14,52 | 6 886 | 8 521 | 3 978 | 30,38 |
| **Normandie** | **11,37** | **17,18** | **7,58** | **6,81** | **14,34** | **7 217** | **8 050** | **3 782** | **28,89** |
| 44 Loire Atlantique | 11,64 | 16,43 | 6,82 | 6,98 | 13,75 | 7 731 | 7 528 | 3 777 | 28,85 |
| 49 Maine-et-Loire | 10,71 | 18,43 | 7,55 | 7,64 | 15,42 | 7 436 | 7 478 | 3 687 | 28,16 |
| 53 Mayenne | 11,07 | 17,79 | 7,37 | 8,11 | 15,47 | 7 610 | 7 291 | 3 715 | 28,38 |
| 72 Sarthe | 11,23 | 16,77 | 7,06 | 7,12 | 14,18 | 7 602 | 7 497 | 3 775 | 28,83 |
| 85 Vendée | 10,98 | 16,37 | 7,18 | 6,14 | 12,85 | 6 797 | 8 309 | 3 672 | 28,05 |
| **Pays de Loire** | **11,10** | **16,84** | **7,09** | **7,44** | **14,89** | **7 436** | **7 594** | **3 702** | **28,28** |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 10,63 | 17,93 | 8,11 | 5,90 | 14,29 | 6 349 | 7 327 | 3 311 | 25,29 |
| 5 Alpes Hautes | 10,46 | 18,71 | 6,80 | 9,34 | 16,14 | 7 401 | 5 355 | 3 107 | 23,73 |
| 6 Alpes Maritimes | 11,27 | 16,82 | 6,26 | 6,97 | 13,38 | 7 239 | 6 936 | 3 512 | 26,83 |
| 13 Bouches du Rhônes | 10,84 | 15,78 | 6,93 | 5,82 | 12,60 | 7 357 | 8 947 | 4 034 | 30,81 |
| 83 Var | 10,89 | 16,21 | 7,44 | 6,82 | 13,58 | 6 766 | 7 810 | 3 630 | 27,73 |
| 84 Vaucluse | 11,21 | 17,14 | 7,51 | 6,39 | 13,88 | 6 508 | 7 415 | 3 511 | 26,82 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | **10,93** | **16,73** | **7,21** | **6,39** | **13,43** | **6 993** | **7 415** | **3 550** | **27,12** |
| 1 Ain | 11,27 | 18,53 | 6,90 | 8,07 | 14,99 | 7 844 | 5 862 | 3 363 | 25,68 |
| 3 Allier | 10,85 | 17,32 | 7,29 | 6,88 | 14,17 | 7 394 | 7 175 | 3 640 | 27,80 |
| 7 Ardèche | 10,43 | 17,14 | 7,23 | 7,31 | 14,53 | 7 083 | 7 770 | 3 697 | 28,24 |
| 15 Cantal | 10,43 | 16,47 | 6,30 | 7,48 | 13,78 | 7 312 | 7 362 | 3 660 | 27,95 |
| 26 Drôme | 11,11 | 17,78 | 8,38 | 6,27 | 14,89 | 7 151 | 7 691 | 3 683 | 28,13 |
| 38 Isère | 11,22 | 16,89 | 6,41 | 6,86 | 13,60 | 7 928 | 7 504 | 3 888 | 29,70 |
| 42 Loire | 11,21 | 16,94 | 7,24 | 5,80 | 14,92 | 6 452 | 8 015 | 3 575 | 27,30 |
| 43 Loire (Haute) | 11,14 | 16,55 | 7,26 | 6,64 | 13,89 | 7 336 | 7 730 | 3 757 | 28,70 |
| 63 Puy de Dome | 10,95 | 17,15 | 7,70 | 6,68 | 14,05 | 7 116 | 6 515 | 3 393 | 25,92 |
| 69 Rhône | 11,15 | 16,62 | 6,51 | 6,97 | 13,21 | 6 802 | 7 416 | 3 636 | 27,77 |
| 73 Savoie | 11,33 | 18,49 | 7,95 | 7,07 | 15,02 | 7 029 | 7 962 | 3 693 | 28,21 |
| 74 Savoie Haute | 11,43 | 17,50 | 7,95 | 6,18 | 14,12 | 6 524 | 8 448 | 3 675 | 28,07 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **11,08** | **17,23** | **7,17** | **6,88** | **14,15** | **7 208** | **7 523** | **3 636** | **27,77** |
| **France métropole hors DOM** | **10,97** | **17,22** | **7,27** | **6,76** | **14,05** | **7 037** | **7 626** | **3 651** | **27,89** |
| **Guadeloupe** | 11,01 | 20,46 | 7,66 | 7,71 | 15,37 | 7 550 | 8 422 | 3 974 | 30,35 |
| **Martinique** | 11,02 | 19,31 | 8,49 | 6,44 | 14,93 | 6 725 | 8 632 | 3 776 | 28,84 |
| **Guyane** | 8,95 | 24,19 | 7,67 | 8,79 | 16,46 | 6 224 | 7 046 | 3 305 | 25,24 |
| **Réunion** | 11,10 | 16,84 | 8,32 | 6,21 | 14,36 | 7 106 | 9 035 | 3 977 | 30,37 |
| **Mayotte** | 15,44 | 3 488,06 | 1 343,92 | 1 538,84 | 2 882,76 | 2 488 | 7 837 | 1 887 | 14,41 |
| **DOM** | **10,99** | **18,45** | **8,23** | **6,68** | **15,60** | **6 834** | **8 314** | **3 773** | **28,82** |
| **France (métropole et DOM)** | **10,97** | **17,24** | **7,30** | **6,75** | **14,10** | **7 017** | **7 673** | **3 659** | **27,95** |

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs relatifs au personnel- Nbre d'ETP et valeurs moyennes

| Régions et départements | Exercice 2022 | | | | | | | | | | | | | | Exercice 2023 | | | | Exercice 2024 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre total d'ETP | % d'ETP délégués à la tutelle | % ETP autres personnels | Indicateur de formation | Indicateur de qualification | | | | | | | | | Indicateur de vieillesse – technicité 1/I | Nombre total d'ETP | % d'ETP délégués à la tutelle | % ETP autres personnels | Indicateur de formation | Nombre total d'ETP | % d'ETP délégués à la tutelle | % ETP autres personnels | Indicateur de formation |
| | | | | | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Niveau 4 | Niveau 5 | Niveau 6 | Niveau 7 | Niveau 8 | Niveaux 1 à 8 | | | | | | | | | |
| 8 Ardennes | 82,7 | 49,3% | 50,7% | 35 | 1% | 1% | 28% | 17% | 44% | 8% | 2% | 0% | 100% | 1,24 | 86,20 | 50,0% | 50,0% | 35,78 | 86,05 | 49,9% | 50,1% | 28,92 |
| 10 Aube | 80,7 | 53,0% | 47,0% | 23 | 1% | 4% | 7% | 16% | 12% | 51% | 9% | 0% | 100% | 1,21 | 82,93 | 53,2% | 46,8% | 25,39 | 83,55 | 54,8% | 45,2% | 8,19 |
| 51 Marne | 101,0 | 53,5% | 46,5% | 29 | 3% | 7% | 52% | 1% | 33% | 3% | 0% | 0% | 100% | 1,20 | 102,14 | 53,8% | 46,2% | 18,42 | 102,54 | 54,6% | 45,4% | 29,86 |
| 52 Marne Haute | 53,5 | 49,4% | 50,6% | 48 | 2% | 0% | 26% | 14% | 48% | 6% | 3% | 0% | 100% | 1,17 | 54,80 | 50,7% | 49,3% | 58,20 | 54,80 | 50,7% | 49,3% | 21,58 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 127,3 | 51,9% | 48,1% | 49 | 0% | 4% | 17% | 17% | 54% | 7% | 2% | 0% | 100% | 1,22 | 128,65 | 54,4% | 45,6% | 35,39 | 140,16 | 53,0% | 47,0% | 40,25 |
| 55 Meuse | 60,9 | 46,9% | 53,1% | 52 | 1% | 2% | 35% | 13% | 44% | 4% | 1% | 0% | 100% | 1,01 | 64,64 | 49,0% | 51,0% | 48,85 | 66,15 | 49,4% | 50,6% | 41,96 |
| 57 Moselle | 200,3 | 49,1% | 50,9% | 32 | 6% | 16% | 51% | 13% | 7% | 5% | 2% | 0% | 100% | 1,24 | 207,76 | 49,6% | 50,4% | 32,96 | 213,10 | 47,5% | 52,5% | 45,46 |
| 67 Rhin (Bas) | 122,3 | 59,3% | 40,7% | 18 | 3% | 5% | 56% | 9% | 20% | 4% | 32% | 0% | 100% | 1,22 | 126,53 | 58,7% | 41,3% | 25,31 | 128,09 | 58,4% | 41,6% | 23,12 |
| 68 Rhin (Haut) | 132,8 | 54,0% | 46,0% | 17 | 2% | 4% | 39% | 22% | 11% | 16% | 6% | 0% | 100% | 1,16 | 139,00 | 53,8% | 46,2% | 32,91 | 142,06 | 54,9% | 45,1% | 44,90 |
| 88 Vosges | 103,4 | 57,9% | 42,1% | 54 | 1% | 4% | 45% | 22% | 26% | 1% | 2% | 0% | 100% | 1,27 | 104,81 | 58,7% | 41,3% | 25,67 | 104,42 | 58,9% | 41,1% | 35,17 |
| **Grand Est** | **1 064,9** | **52,7%** | **47,3%** | **34** | **2%** | **6%** | **38%** | **14%** | **27%** | **10%** | **3%** | **0%** | **100%** | **1,21** | **1 097,46** | **53,3%** | **46,7%** | **31,84** | **1 120,92** | **53,1%** | **46,9%** | **34,03** |
| 16 Charente | 112,5 | 45,8% | 54,2% | 48 | 1% | 3% | 15% | 18% | 40% | 16% | 6% | 0% | 100% | 1,25 | 119,89 | 47,2% | 52,8% | 61,61 | 130,41 | 47,7% | 52,3% | 32,93 |
| 17 Charente Maritime | 215,5 | 49,1% | 50,9% | 13 | 0% | 1% | 20% | 16% | 43% | 10% | 10% | 0% | 100% | 1,26 | 229,63 | 50,8% | 49,2% | 11,84 | 233,09 | 51,0% | 49,0% | 21,89 |
| 19 Corrèze | 80,8 | 47,6% | 52,4% | 21 | 3% | 2% | 22% | 21% | 17% | 24% | 11% | 0% | 100% | 1,19 | 81,30 | 49,7% | 50,3% | 14,60 | 86,57 | 47,0% | 53,0% | 14,73 |
| 23 Creuse | 41,6 | 52,8% | 47,2% | 19 | 0% | 2% | 39% | 23% | 35% | 1% | 0% | 0% | 100% | 1,21 | 44,08 | 55,7% | 44,3% | 70,35 | 44,58 | 55,1% | 44,9% | 28,27 |
| 24 Dordogne | 178,0 | 51,0% | 49,0% | 28 | 1% | 0% | 27% | 20% | 44% | 6% | 1% | 0% | 100% | 1,24 | 192,62 | 51,2% | 48,8% | 19,17 | 194,60 | 50,7% | 49,3% | 22,30 |
| 33 Gironde | 350,6 | 50,7% | 49,3% | 30 | 2% | 2% | 40% | 20% | 18% | 14% | 4% | 0% | 100% | 1,25 | 350,84 | 50,7% | 49,3% | 33,86 | 355,33 | 51,1% | 48,9% | 37,55 |
| 40 Landes | 102,3 | 50,9% | 49,1% | 13 | 1% | 7% | 53% | 33% | 7% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,28 | 107,16 | 50,0% | 50,0% | 18,37 | 118,16 | 50,4% | 49,6% | 12,15 |
| 47 Lot-et-Garonne | 120,1 | 48,6% | 51,4% | 53 | 2% | 4% | 35% | 28% | 18% | 12% | 4% | 0% | 100% | 1,22 | 123,27 | 48,8% | 51,2% | 52,65 | 124,65 | 49,0% | 51,0% | 54,84 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 169,0 | 48,3% | 51,7% | 15 | 3% | 7% | 60% | 10% | 20% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,17 | 170,47 | 47,7% | 52,3% | 3,81 | 172,26 | 48,6% | 51,4% | 4,06 |
| 79 Sèvres Deux | 147,2 | 51,0% | 49,0% | 30 | 0% | 0% | 5% | 24% | 50% | 14% | 7% | 0% | 100% | 1,24 | 150,58 | 49,1% | 50,9% | 42,34 | 152,57 | 48,5% | 51,5% | 37,16 |
| 86 Vienne | 130,3 | 45,9% | 54,1% | 28 | 2% | 11% | 47% | 15% | 13% | 9% | 2% | 0% | 100% | 1,23 | 134,17 | 46,2% | 53,8% | 36,20 | 147,36 | 48,2% | 51,8% | 39,70 |
| 87 Vienne (Haute) | 115,5 | 50,1% | 49,9% | 40 | 1% | 7% | 46% | 14% | 30% | 1% | 1% | 0% | 100% | 1,28 | 120,53 | 53,1% | 46,9% | 62,46 | 127,05 | 53,0% | 47,0% | 54,73 |
| **Nouvelle Aquitaine** | **1 763,4** | **49,4%** | **50,6%** | **28** | **1%** | **3%** | **34%** | **19%** | **28%** | **9%** | **4%** | **0%** | **100%** | **1,24** | **1 824,54** | **49,9%** | **50,1%** | **31,80** | **1 886,62** | **50,0%** | **50,0%** | **30,35** |
| 21 Côte d'Or | 89,8 | 55,1% | 44,9% | 64 | 0% | 0% | 5% | 5% | 34% | 51% | 4% | 0% | 100% | 1,35 | 90,40 | 54,7% | 45,3% | 61,28 | 93,33 | 54,1% | 45,9% | 61,40 |
| 25 Doubs | 108,0 | 62,0% | 38,0% | 30 | 0% | 4% | 17% | 2% | 5% | 57% | 0% | 16% | 100% | 1,19 | 112,99 | 61,5% | 38,5% | 35,59 | 116,29 | 61,4% | 38,6% | 32,56 |
| 39 Jura | 85,4 | 50,9% | 49,1% | 37 | 0% | 0% | 8% | 14% | 16% | 52% | 10% | 0% | 100% | 1,24 | 87,47 | 53,7% | 46,3% | 40,43 | 88,47 | 54,3% | 45,7% | 39,58 |
| 58 Nièvre | 87,0 | 46,1% | 53,9% | 31 | 1% | 0% | 12% | 14% | 29% | 35% | 9% | 1% | 100% | 1,20 | 76,04 | 47,3% | 52,7% | 33,35 | 81,18 | 47,9% | 52,1% | 28,70 |
| 70 Saône Haute | 68,4 | 55,4% | 44,6% | 43 | 0% | 0% | 0% | 4% | 56% | 36% | 3% | 0% | 100% | 1,24 | 74,81 | 52,5% | 47,5% | 35,65 | 78,57 | 54,4% | 45,6% | 35,06 |
| 71 Saône Loire | 162,8 | 50,8% | 49,2% | 22 | 0% | 1% | 31% | 9% | 14% | 41% | 4% | 0% | 100% | 1,26 | 175,87 | 50,5% | 49,5% | 29,43 | 179,08 | 50,3% | 49,7% | 26,40 |
| 89 Yonne | 94,1 | 44,9% | 55,1% | 56 | 0% | 0% | 12% | 16% | 24% | 43% | 6% | 0% | 100% | 1,22 | 101,28 | 52,6% | 47,4% | 44,85 | 101,03 | 52,5% | 47,5% | 45,75 |
| 90 Territ. de Belfort | 30,8 | 56,5% | 43,5% | 20 | 10% | 12% | 48% | 12% | 13% | 6% | 28% | 0% | 100% | 1,30 | 31,80 | 57,9% | 42,1% | 19,02 | 32,30 | 57,0% | 43,0% | 19,02 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | **726,3** | **52,4%** | **47,6%** | **37** | **1%** | **1%** | **17%** | **9%** | **21%** | **43%** | **5%** | **3%** | **100%** | **1,25** | **750,66** | **53,5%** | **46,5%** | **38,23** | **770,25** | **53,6%** | **46,4%** | **36,54** |
| 22 Côtes d'Armor | 204,1 | 54,1% | 45,9% | 34 | 1% | 3% | 47% | 28% | 19% | 3% | 1% | 0% | 100% | 1,20 | 203,31 | 54,5% | 45,5% | 38,49 | 211,10 | 54,1% | 45,9% | 37,64 |
| 29 Finistère | 278,0 | 52,7% | 47,3% | 32 | 0% | 0% | 2% | 9% | 20% | 55% | 13% | 0% | 100% | 1,25 | 283,50 | 52,7% | 47,3% | 30,69 | 290,20 | 53,2% | 46,8% | 31,41 |
| 35 Ille et Vilaine | 218,2 | 51,9% | 48,1% | 20 | 8% | 11% | 55% | 24% | 2% | 0% | 0% | 0% | 100% | 0,81 | 221,44 | 51,5% | 48,5% | 44,78 | 224,04 | 52,7% | 47,3% | 44,24 |
| 56 Morbihan | 220,4 | 51,8% | 48,2% | 36 | 1% | 9% | 45% | 40% | 0% | 5% | 0% | 0% | 100% | 1,01 | 231,60 | 53,1% | 46,9% | 28,82 | 249,10 | 53,6% | 46,4% | 26,49 |
| **Bretagne** | **920,7** | **52,6%** | **47,4%** | **31** | **3%** | **5%** | **33%** | **21%** | **12%** | **21%** | **5%** | **0%** | **100%** | **1,10** | **939,85** | **52,9%** | **47,1%** | **35,20** | **974,44** | **53,4%** | **46,6%** | **34,43** |
| 18 Cher | 114,8 | 54,7% | 45,3% | 32 | 1% | 27% | 12% | 14% | 23% | 20% | 2% | 1% | 100% | 1,27 | 121,10 | 53,8% | 46,2% | 32,91 | 122,07 | 54,1% | 45,9% | 28,18 |
| 28 Eure et Loir | 103,8 | 54,9% | 45,1% | 43 | 3% | 6% | 84% | 39% | 14% | 8% | 3% | 0% | 100% | 1,26 | 108,45 | 57,7% | 42,3% | 40,02 | 112,08 | 56,8% | 43,2% | 52,13 |
| 36 Indre | 94,6 | 48,6% | 51,4% | 24 | 2% | 2% | 22% | 17% | 43% | 9% | 5% | 0% | 100% | 1,24 | 99,10 | 49,7% | 50,3% | 43,59 | 100,10 | 49,3% | 50,7% | 36,73 |
| 37 Indre-et-Loire | 181,0 | 51,1% | 48,9% | 34 | 1% | 3% | 35% | 4% | 22% | 34% | 1% | 0% | 100% | 1,26 | 192,38 | 51,7% | 48,3% | 85,62 | 195,42 | 51,4% | 48,6% | 66,21 |
| 41 Loir et Cher | 82,1 | 49,3% | 50,7% | 78 | 0% | 0% | 21% | 4% | 62% | 13% | 1% | 0% | 100% | 1,21 | 89,85 | 45,0% | 55,0% | 74,26 | 91,85 | 45,1% | 54,9% | 72,46 |
| 45 Loiret | 106,3 | 46,3% | 53,7% | 57 | 0% | 0% | 4% | 22% | 51% | 23% | 0% | 0% | 100% | 1,19 | 110,01 | 47,2% | 52,8% | 99,69 | 116,51 | 46,3% | 53,7% | 74,44 |
| **Centre-Val de Loire** | **682,6** | **51,0%** | **49,0%** | **41** | **1%** | **7%** | **30%** | **13%** | **32%** | **20%** | **2%** | **0%** | **100%** | **1,24** | **720,89** | **51,2%** | **48,8%** | **59,80** | **738,03** | **50,8%** | **49,2%** | **53,07** |
| 2A Corse du Sud | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2B Corse Haute | 22,1 | 55,9% | 44,1% | 100 | 10% | 4% | 65% | 21% | 0% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,15 | 25,00 | 53,2% | 46,8% | 34,36 | 25,00 | 53,2% | 46,8% | 55,94 |
| **Corse** | **22,1** | **55,9%** | **44,1%** | **100** | **10%** | **4%** | **65%** | **21%** | **0%** | **0%** | **0%** | **0%** | **100%** | **1,15** | **25,00** | **53,2%** | **46,8%** | **34,36** | **25,00** | **53,2%** | **46,8%** | **55,94** |
| 75 Paris | 188,9 | 58,1% | 41,9% | 27 | 1% | 6% | 25% | 17% | 28% | 8% | 16% | 0% | 100% | 1,15 | 190,71 | 53,8% | 46,2% | 26,05 | 196,71 | 55,9% | 44,1% | 37,57 |
| 77 Seine Marne | 155,9 | 52,2% | 47,8% | 76 | 3% | 8% | 30% | 18% | 28% | 11% | 2% | 0% | 100% | 1,24 | 172,06 | 52,5% | 47,5% | 50,37 | 179,46 | 51,4% | 48,6% | 53,74 |
| 78 Yvelines | 135,0 | 55,6% | 44,4% | 26 | 2% | 5% | 49% | 7% | 32% | 3% | 3% | 0% | 100% | 1,24 | 139,96 | 55,0% | 45,0% | 24,65 | 140,26 | 55,1% | 44,9% | 33,30 |
| 91 Essonne | 149,2 | 50,9% | 49,1% | 50 | 0% | 4% | 18% | 15% | 43% | 13% | 7% | 1% | 100% | 1,20 | 160,60 | 51,6% | 48,4% | 51,14 | 166,20 | 52,6% | 47,4% | 48,81 |
| 92 Seine Hauts de | 126,5 | 53,8% | 46,2% | 44 | 32% | 16% | 4% | 22% | 8% | 15% | 2% | 2% | 100% | 1,12 | 134,78 | 55,6% | 44,4% | 32,91 | 136,50 | 54,7% | 45,3% | 30,95 |
| 93 Seine St Denis | 138,1 | 49,1% | 50,9% | 45 | 0% | 1% | 4% | 24% | 19% | 37% | 13% | 1% | 100% | 1,16 | 146,54 | 49,7% | 50,3% | 30,88 | 148,59 | 51,0% | 49,0% | 19,37 |
| 94 Val de Marne | 108,9 | 45,7% | 54,3% | 33 | 0% | 0% | 7% | 20% | 60% | 10% | 4% | 0% | 100% | 1,13 | 122,16 | 48,6% | 51,4% | 35,05 | 118,33 | 50,1% | 49,9% | 36,26 |
| 95 Val d'oise | 101,8 | 50,3% | 49,7% | 74 | 2% | 2% | 21% | 19% | 33% | 17% | 6% | 0% | 100% | 1,23 | 101,57 | 52,2% | 47,8% | 37,53 | 102,57 | 53,4% | 46,6% | 41,86 |
| **Ile de France** | **1 104,2** | **52,4%** | **47,6%** | **46** | **7%** | **6%** | **18%** | **18%** | **29%** | **14%** | **7%** | **0%** | **100%** | **1,18** | **1 168,38** | **52,4%** | **47,6%** | **36,12** | **1 188,62** | **53,1%** | **46,9%** | **38,25** |
| 9 Ariège | 34,3 | 49,6% | 50,4% | 26 | 0% | 5% | 52% | 6% | 37% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,29 | 35,04 | 50,1% | 49,9% | 30,22 | 35,04 | 50,1% | 49,9% | 28,46 |
| 11 Aude | 114,1 | 47,0% | 53,0% | 31 | 3% | 4% | 38% | 28% | 24% | 2% | 0% | 0% | 100% | 1,20 | 115,94 | 48,2% | 51,8% | 51,95 | 116,67 | 47,9% | 52,1% | 39,71 |
| 12 Aveyron | 80,9 | 45,2% | 54,8% | 46 | 2% | 5% | 49% | 38% | 6% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,31 | 83,07 | 44,4% | 55,6% | 32,59 | 84,74 | 44,5% | 55,5% | 50,37 |
| 30 Gard | 125,6 | 57,8% | 42,2% | 24 | 0% | 4% | 31% | 26% | 29% | 8% | 2% | 0% | 100% | 1,20 | 143,39 | 58,1% | 41,9% | 34,64 | 147,62 | 57,1% | 42,9% | 27,02 |
| 31 Garonne (Haute) | 154,9 | 50,1% | 49,9% | 28 | 2% | 4% | 43% | 12% | 21% | 14% | 4% | 0% | 100% | 1,23 | 161,94 | 49,1% | 50,9% | 31,12 | 164,53 | 49,3% | 50,7% | 31,91 |
| 32 Gers | 80,3 | 49,5% | 50,5% | 36 | 2% | 8% | 25% | 46% | 19% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,28 | 81,11 | 48,7% | 51,3% | 12,05 | 81,00 | 48,8% | 51,2% | 23,44 |
| 34 Hérault | 185,7 | 52,1% | 47,9% | 14 | 0% | 0% | 11% | 15% | 55% | 14% | 3% | 1% | 100% | 1,11 | 188,56 | 53,0% | 47,0% | 27,99 | 191,76 | 53,7% | 46,3% | 19,05 |
| 46 Lot | 58,8 | 47,2% | 52,8% | 40 | 4% | 16% | 37% | 19% | 24% | 0% | 2% | 0% | 100% | 1,30 | 60,50 | 46,4% | 53,6% | 48,93 | 57,28 | 49,9% | 50,1% | 45,47 |
| 48 Lozère | 41,5 | 48,9% | 51,1% | 28 | 1% | 1% | 6% | 23% | 34% | 30% | 3% | 2% | 100% | 1,09 | 42,08 | 48,3% | 51,7% | 33,84 | 43,87 | 47,4% | 52,6% | 51,44 |
| 65 Pyrénées Hautes | 54,3 | 50,0% | 50,0% | 14 | 2% | 0% | 18% | 32% | 37% | 6% | 5% | 0% | 100% | 1,27 | 54,84 | 49,5% | 50,5% | 34,71 | 55,57 | 47,8% | 52,2% | 31,48 |
| 66 Pyrénées Orient. | 102,7 | 51,7% | 48,3% | 45 | 0% | 0% | 2% | 30% | 46% | 15% | 7% | 1% | 100% | 1,23 | 107,96 | 52,2% | 47,8% | 56,72 | 110,10 | 52,1% | 47,9% | 41,86 |
| 81 Tarn | 78,0 | 52,5% | 47,5% | 25 | 0% | 0% | 28% | 20% | 45% | 5% | 3% | 0% | 100% | 1,30 | 78,70 | 52,5% | 47,5% | 30,10 | 83,33 | 53,1% | 46,9% | 29,81 |
| 82 Tarn et Garonne | 56,2 | 50,7% | 49,3% | 16 | 8% | 10% | 49% | 18% | 14% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,27 | 55,26 | 50,5% | 49,5% | 29,78 | 56,36 | 48,4% | 51,6% | 26,78 |
| **Occitanie** | **1 163,6** | **50,7%** | **49,3%** | **28** | **2%** | **4%** | **29%** | **24%** | **31%** | **8%** | **2%** | **0%** | **100%** | **1,22** | **1 208,39** | **50,8%** | **49,2%** | **35,10** | **1 227,87** | **50,8%** | **49,2%** | **32,10** |
| 2 Aisne | 137,5 | 57,4% | 42,6% | 42 | 5% | 5% | 40% | 31% | 15% | 3% | 2% | 0% | 100% | 1,22 | 139,95 | 57,3% | 42,7% | 26,53 | 141,24 | 57,6% | 42,4% | 32,65 |
| 59 Nord | 674,1 | 53,6% | 46,4% | 18 | 2% | 6% | 36% | 17% | 3% | 33% | 3% | 0% | 100% | 1,26 | 690,64 | 53,3% | 46,7% | 21,49 | 707,32 | 54,2% | 45,8% | 22,09 |
| 60 Oise | 148,5 | 59,4% | 40,6% | 33 | 0% | 1% | 7% | 10% | 56% | 23% | 4% | 0% | 100% | 1,18 | 159,35 | 59,8% | 40,2% | 29,49 | 161,34 | 57,2% | 42,8% | 36,20 |
| 62 Pas-de-Calais | 388,0 | 54,1% | 45,9% | 36 | 1% | 2% | 27% | 24% | 24% | 20% | 1% | 0% | 100% | 1,26 | 418,58 | 54,2% | 45,8% | 27,11 | 434,03 | 54,1% | 45,9% | 24,07 |
| 80 Somme | 187,9 | 50,9% | 49,1% | 30 | 0% | 5% | 31% | 17% | 46% | 0% | 1% | 0% | 100% | 1,26 | 191,91 | 51,6% | 48,4% | 42,58 | 198,22 | 51,1% | 48,9% | 49,17 |
| **Hauts-de-France** | **1 536,0** | **54,3%** | **45,7%** | **28** | **1%** | **4%** | **31%** | **19%** | **20%** | **22%** | **2%** | **0%** | **100%** | **1,25** | **1 600,43** | **54,3%** | **45,7%** | **26,70** | **1 642,15** | **54,4%** | **45,6%** | **28,10** |
| 14 Calvados | 224,5 | 51,3% | 48,7% | 30 | 1% | 5% | 39% | 19% | 14% | 16% | 7% | 0% | 100% | 1,27 | 237,66 | 54,0% | 46,0% | 31,20 | 244,76 | 53,6% | 46,4% | 21,20 |
| 27 Eure | 155,0 | 52,4% | 47,6% | 26 | 1% | 11% | 29% | 25% | 25% | 5% | 2% | 0% | 100% | 1,19 | 160,11 | 51,3% | 48,7% | 38,18 | 160,78 | 51,0% | 49,0% | 39,08 |
| 50 Manche | 158,6 | 53,7% | 46,3% | 13 | 3% | 9% | 30% | 13% | 16% | 27% | 3% | 0% | 100% | 1,24 | 172,50 | 51,9% | 48,1% | 11,64 | 175,50 | 52,4% | 47,6% | 19,77 |
| 61 Orne | 99,6 | 51,3% | 48,7% | 36 | 0% | 0% | 4% | 30% | 43% | 14% | 8% | 0% | 100% | 1,41 | 102,16 | 51,5% | 48,5% | 23,41 | 102,16 | 51,5% | 48,5% | 23,77 |
| 76 Seine Maritime | 362,1 | 50,7% | 49,3% | 21 | 7% | 27% | 26% | 17% | 22% | 1% | 0% | 0% | 100% | 1,23 | 374,23 | 53,2% | 46,8% | 25,12 | 386,12 | 53,7% | 46,3% | 26,99 |
| **Normandie** | **999,7** | **51,6%** | **48,4%** | **24** | **3%** | **14%** | **28%** | **19%** | **22%** | **10%** | **3%** | **0%** | **100%** | **1,25** | **1 046,66** | **52,7%** | **47,3%** | **26,13** | **1 069,32** | **52,9%** | **47,1%** | **25,92** |
| 44 Loire Atlantique | 235,6 | 49,1% | 50,9% | 31 | 2% | 3% | 32% | 17% | 38% | 7% | 1% | 0% | 100% | 1,22 | 242,65 | 49,3% | 50,7% | 35,35 | 246,50 | 49,6% | 50,4% | 32,86 |
| 49 Maine-et-Loire | 193,5 | 50,1% | 49,9% | 27 | 0% | 3% | 24% | 22% | 7% | 44% | 0% | 0% | 100% | 1,24 | 197,82 | 50,2% | 49,8% | 28,39 | 198,35 | 50,1% | 49,9% | 28,86 |
| 53 Mayenne | 99,7 | 49,4% | 50,6% | 10 | 3% | 4% | 30% | 21% | 14% | 24% | 3% | 1% | 100% | 1,27 | 100,79 | 48,9% | 51,1% | 29,90 | 103,19 | 48,7% | 51,3% | 53,19 |
| 72 Sarthe | 142,5 | 49,8% | 50,2% | 30 | 0% | 3% | 26% | 22% | 44% | 3% | 3% | 0% | 100% | 1,27 | 145,05 | 49,7% | 50,3% | 33,69 | 145,05 | 49,7% | 50,3% | 31,32 |
| 85 Vendée | 151,1 | 52,7% | 47,3% | 25 | 0% | 3% | 5% | 22% | 40% | 22% | 7% | 0% | 100% | 1,25 | 153,78 | 52,1% | 47,9% | 31,46 | 158,98 | 53,1% | 46,9% | 20,48 |
| **Pays de Loire** | **822,3** | **50,2%** | **49,8%** | **26** | **1%** | **3%** | **23%** | **21%** | **29%** | **21%** | **2%** | **0%** | **100%** | **1,24** | **840,09** | **50,1%** | **49,9%** | **32,04** | **852,07** | **50,3%** | **49,7%** | **31,62** |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 52,7 | 52,3% | 47,7% | 20 | 4% | 6% | 67% | 23% | 1% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,25 | 52,44 | 54,9% | 45,1% | 62,41 | 52,91 | 55,0% | 45,0% | 43,12 |
| 5 Alpes Hautes | 29,1 | 41,0% | 59,0% | 72 | 1% | 0% | 79% | 10% | 9% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,21 | 28,12 | 42,9% | 57,1% | 74,85 | 28,35 | 42,0% | 58,0% | 151,26 |
| 6 Alpes Maritimes | 203,1 | 48,4% | 51,6% | 54 | 5% | 7% | 21% | 25% | 23% | 18% | 1% | 0% | 100% | 1,14 | 213,50 | 49,3% | 50,7% | 64,47 | 217,09 | 49,9% | 50,1% | 64,10 |
| 13 Bouches du Rhônes | 199,9 | 55,8% | 44,2% | 45 | 1% | 18% | 13% | 16% | 26% | 18% | 8% | 1% | 100% | 1,09 | 208,88 | 54,7% | 45,3% | 53,96 | 211,88 | 55,3% | 44,7% | 47,72 |

**Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs**

**Indicateurs relatifs au personnel- Nbre d'ETP et valeurs moyennes**

| Régions et départements | Exercice 2022 | | | | | | | | | | | | | | Exercice 2023 | | | | Exercice 2024 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre total d'ETP | % d'ETP délégués à la tutelle | % ETP autres personnels | Indicateur de formation | Indicateur de qualification | | | | | | | | | Indicateur de vieillesse – technicité J/I | Nombre total d'ETP | % d'ETP délégués à la tutelle | % ETP autres personnels | Indicateur de formation | Nombre total d'ETP | % d'ETP délégués à la tutelle | % ETP autres personnels | Indicateur de formation |
| | | | | | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Niveau 4 | Niveau 5 | Niveau 6 | Niveau 7 | Niveau 8 | **Niveaux 1 à 8** | | | | | | | | | |
| 83 Var | 148,1 | 50,9% | 49,1% | 35 | 1% | 3% | 58% | 14% | 9% | 14% | 0% | 0% | 100% | 1,24 | 153,70 | 51,5% | 48,5% | 30,52 | 162,25 | 51,5% | 48,5% | 16,77 |
| 84 Vaucluse | 129,0 | 55,4% | 44,6% | 24 | 1% | 4% | 49% | 29% | 14% | 2% | 1% | 0% | 100% | 1,25 | 135,13 | 54,5% | 45,5% | 31,04 | 136,63 | 54,6% | 45,4% | 42,27 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | **761,9** | **52,0%** | **48,0%** | **41** | **2%** | **8%** | **36%** | **20%** | **18%** | **13%** | **3%** | **0%** | **100%** | **1,17** | **791,77** | **52,2%** | **47,8%** | **49,26** | **809,11** | **52,5%** | **47,5%** | **47,44** |
| 1 Ain | 114,9 | 47,3% | 52,7% | 60 | 4% | 9% | 53% | 29% | 5% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,25 | 116,47 | 46,7% | 53,3% | 59,63 | 117,38 | 46,3% | 53,7% | 60,46 |
| 3 Allier | 79,5 | 50,6% | 49,4% | 2 | 11% | 11% | 46% | 23% | 9% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,19 | 81,90 | 49,5% | 50,5% | 10,54 | 84,40 | 49,1% | 50,9% | 5,92 |
| 7 Ardèche | 87,1 | 51,7% | 48,3% | 39 | 1% | 9% | 63% | 8% | 18% | 1% | 0% | 0% | 100% | 1,26 | 85,18 | 51,7% | 48,3% | 23,01 | 84,22 | 51,9% | 48,1% | 17,21 |
| 15 Cantal | 66,0 | 49,1% | 50,9% | 33 | 10% | 33% | 32% | 23% | 2% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,21 | 67,68 | 51,3% | 48,7% | 32,09 | 67,58 | 49,5% | 50,5% | 41,64 |
| 26 Drôme | 148,2 | 51,5% | 48,5% | 32 | 1% | 3% | 14% | 21% | 52% | 5% | 5% | 1% | 100% | 1,24 | 156,54 | 51,3% | 48,7% | 36,18 | 155,29 | 51,6% | 48,4% | 33,71 |
| 38 Isère | 210,4 | 50,4% | 49,6% | 41 | 5% | 24% | 49% | 14% | 21% | 4% | 3% | 1% | 100% | 1,19 | 215,64 | 50,7% | 49,3% | 47,84 | 218,52 | 50,4% | 49,6% | 44,95 |
| 42 Loire | 200,7 | 52,3% | 47,7% | 45 | 1% | 1% | 41% | 13% | 9% | 32% | 3% | 0% | 100% | 1,26 | 208,61 | 53,0% | 47,0% | 30,48 | 220,94 | 52,2% | 47,8% | 43,34 |
| 43 Loire (Haute) | 62,2 | 50,2% | 49,8% | 43 | 3% | 18% | 35% | 7% | 32% | 3% | 2% | 0% | 100% | 1,26 | 64,80 | 51,4% | 48,6% | 28,05 | 66,13 | 51,1% | 48,9% | 35,62 |
| 63 Puy de Dome | 199,6 | 50,8% | 49,2% | 33 | 1% | 1% | 45% | 29% | 21% | 3% | 0% | 0% | 100% | 1,21 | 208,53 | 49,2% | 50,8% | 26,89 | 216,91 | 48,4% | 51,6% | 26,30 |
| 69 Rhône | 266,8 | 50,4% | 49,6% | 58 | 1% | 6% | 38% | 21% | 19% | 10% | 6% | 0% | 100% | 1,18 | 282,12 | 51,1% | 48,9% | 65,54 | 287,05 | 51,1% | 48,9% | 65,54 |
| 73 Savoie | 92,9 | 51,0% | 49,0% | 69 | 10% | 10% | 56% | 19% | 5% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,21 | 96,20 | 50,8% | 49,2% | 42,56 | 97,30 | 51,3% | 48,7% | 46,59 |
| 74 Savoie Haute | 103,4 | 57,6% | 42,4% | 74 | 1% | 11% | 58% | 30% | 0% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,21 | 109,06 | 56,6% | 43,4% | 70,83 | 112,70 | 57,8% | 42,2% | 40,71 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **1 631,6** | **51,1%** | **48,9%** | **45** | **3%** | **10%** | **43%** | **20%** | **18%** | **6%** | **2%** | **0%** | **100%** | **1,22** | **1 692,73** | **51,1%** | **48,9%** | **42,68** | **1 728,42** | **50,9%** | **49,1%** | **41,96** |
| **France métropole hors DOM** | **13 205,4** | **51,7%** | **48,3%** | **34** | **2%** | **6%** | **31%** | **19%** | **24%** | **15%** | **3%** | **0%** | **100%** | **1,22** | **13 713,95** | **52,0%** | **48,0%** | **35,66** | **14 041,22** | **52,1%** | **47,9%** | **35,10** |
| **Guadeloupe** | 42,0 | 52,4% | 47,6% | 0 | 0% | 2% | 25% | 9% | 54% | 4% | 4% | 3% | 100% | 1,25 | 42,00 | 52,4% | 47,6% | 7,64 | 50,23 | 51,8% | 48,2% | 6,46 |
| **Martinique** | 20,2 | 61,9% | 38,1% | 3 | 0% | 0% | 0% | 10% | 40% | 50% | 1% | 0% | 100% | 1,13 | 23,10 | 56,3% | 43,7% | 8,35 | 23,10 | 56,3% | 43,7% | 115,38 |
| **Guyane** | 13,5 | 44,3% | 55,7% | 0 | 0% | 0% | 7% | 32% | 30% | 18% | 13% | 0% | 100% | 0,88 | 17,40 | 51,7% | 48,3% | 66,67 | 22,60 | 53,1% | 46,9% | 83,33 |
| **Réunion** | 138,4 | 53,8% | 46,2% | 45 | 0% | 1% | 6% | 45% | 28% | 12% | 6% | 1% | 100% | 1,18 | 143,19 | 54,4% | 45,6% | 32,89 | 152,70 | 53,6% | 46,4% | 34,69 |
| **Mayotte** | 10,4 | 64,8% | 35,2% | 68 | 1% | 6% | 24% | 26% | 0% | 39% | 5% | 0% | 100% | 0,63 | 11,65 | 65,8% | 34,2% | 55,41 | 13,20 | 64,4% | 35,6% | 24,71 |
| **DOM** | **224,6** | **54,2%** | **45,8%** | **32** | **0%** | **2%** | **12%** | **30%** | **34%** | **15%** | **6%** | **1%** | **100%** | **1,11** | **237,34** | **54,6%** | **45,4%** | **29,82** | **261,83** | **54,0%** | **46,0%** | **40,45** |
| **France (métropole et DOM)** | **13 430,0** | **51,7%** | **48,3%** | **34** | **2%** | **6%** | **31%** | **19%** | **24%** | **15%** | **3%** | **0%** | **100%** | **1,22** | **13 951,29** | **52,0%** | **48,0%** | **35,55** | **14 303,05** | **52,1%** | **47,9%** | **35,20** |

**Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs**

**Indicateurs relatifs au personnel- Valeurs médianes**

| Régions et départements | 2022 | | | | | | | | | | | | | 2023 | | | 2024 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | % d'ETP délégués à la tutelle | % ETP autres personnels | Indicateur de formation | Indicateur de qualification | | | | | | | | | Indicateur de vieillesse – technicité J/I | % d'ETP délégués à la tutelle | % ETP autres personnels | Indicateur de formation | % d'ETP délégués à la tutelle | % ETP autres personnels | Indicateur de formation |
| | | | | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Niveau 4 | Niveau 5 | Niveau 6 | Niveau 7 | Niveau 8 | **Niveaux 1 à 8** | | | | | | | |
| 8 Ardennes | 45,5% | 54,5% | 21 | 2% | 0% | 39% | 26% | 26% | 5% | 1% | 0% | 100% | 1,32 | 48% | 52% | 47,58 | 48% | 52% | 19,92 |
| 10 Aube | 54,4% | 45,6% | 7 | 0% | 0% | 3% | 13% | 6% | 47% | 6% | 0% | 100% | 1,22 | 53% | 47% | 1,20 | 54% | 46% | 13,64 |
| 51 Marne | 53,5% | 46,5% | 1 | 0% | 6% | 55% | 0% | 24% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,23 | 54% | 46% | - | 54% | 46% | - |
| 52 Marne Haute | 49,7% | 50,3% | 66 | 3% | 0% | 34% | 22% | 34% | 4% | 2% | 0% | 100% | 1,15 | 51% | 49% | 40,45 | 51% | 49% | 15,00 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 53,2% | 46,8% | 29 | 0% | 0% | 19% | 20% | 50% | 7% | 2% | 0% | 100% | 1,19 | 53% | 47% | 22,99 | 53% | 47% | 37,50 |
| 55 Meuse | 46,9% | 53,1% | 53 | 1% | 2% | 35% | 12% | 44% | 4% | 1% | 0% | 100% | 1,02 | 49% | 51% | 50,66 | 49% | 51% | 41,68 |
| 57 Moselle | 45,9% | 54,1% | 54 | 4% | 9% | 50% | 11% | 6% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,17 | 49% | 51% | 24,49 | 49% | 51% | 30,49 |
| 67 Rhin (Bas) | 58,8% | 41,2% | 12 | 0% | 0% | 63% | 9% | 0% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,15 | 63% | 38% | 8,59 | 63% | 38% | 10,74 |
| 68 Rhin (Haut) | 55,6% | 44,4% | 17 | 0% | 0% | 16% | 17% | 18% | 32% | 0% | 0% | 100% | 1,09 | 54% | 46% | 34,79 | 56% | 44% | 65,56 |
| 88 Vosges | 63,2% | 36,8% | 18 | 0% | 0% | 50% | 21% | 50% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,27 | 64% | 36% | 26,33 | 64% | 36% | 21,00 |
| **Grand Est** | **52,7%** | **47,3%** | **25** | **0%** | **0%** | **40%** | **14%** | **19%** | **0%** | **0%** | **0%** | **100%** | **1,21** | **53%** | **47%** | **23,57** | **53%** | **47%** | **27,79** |
| 16 Charente | 46,0% | 54,0% | 34 | 0% | 0% | 10% | 16% | 47% | 9% | 0% | 0% | 100% | 1,25 | 49% | 51% | 46,95 | 47% | 53% | 32,87 |
| 17 Charente Maritime | 49,0% | 51,0% | 11 | 0% | 0% | 20% | 16% | 44% | 6% | 5% | 0% | 100% | 1,28 | 51% | 49% | 10,01 | 51% | 49% | 13,16 |
| 19 Corrèze | 48,6% | 51,4% | 21 | 0% | 4% | 49% | 22% | 16% | 3% | 0% | 0% | 100% | 1,12 | 52% | 48% | 14,44 | 47% | 53% | 18,05 |
| 23 Creuse | 46,0% | 54,0% | 3 | 0% | 1% | 46% | 19% | 9% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,17 | 59% | 41% | 27,60 | 59% | 41% | 17,66 |
| 24 Dordogne | 50,5% | 49,5% | 27 | 0% | 0% | 10% | 26% | 56% | 7% | 0% | 0% | 100% | 1,17 | 52% | 48% | 20,34 | 51% | 49% | 22,18 |
| 33 Gironde | 51,1% | 48,9% | 26 | 2% | 0% | 58% | 20% | 10% | 1% | 0% | 0% | 100% | 1,26 | 51% | 49% | 27,87 | 53% | 47% | 29,05 |
| 40 Landes | 50,9% | 49,1% | 13 | 1% | 7% | 53% | 33% | 7% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,28 | 50% | 50% | 18,37 | 50% | 50% | 12,15 |
| 47 Lot-et-Garonne | 48,5% | 51,5% | 47 | 1% | 2% | 30% | 32% | 12% | 2% | 2% | 0% | 100% | 1,22 | 49% | 51% | 32,57 | 48% | 52% | 59,24 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 46,6% | 53,4% | 15 | 3% | 5% | 55% | 10% | 10% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,28 | 47% | 53% | - | 48% | 52% | - |
| 79 Sèvres Deux | 51,2% | 48,8% | 31 | 0% | 0% | 5% | 23% | 49% | 15% | 8% | 0% | 100% | 1,24 | 49% | 51% | 43,29 | 49% | 51% | 38,48 |
| 86 Vienne | 45,1% | 54,9% | 39 | 1% | 2% | 34% | 15% | 21% | 1% | 0% | 0% | 100% | 1,20 | 46% | 54% | 47,20 | 49% | 51% | 56,99 |
| 87 Vienne (Haute) | 57,4% | 42,6% | 23 | 0% | 5% | 51% | 27% | 30% | 1% | 0% | 0% | 100% | 1,28 | 57% | 43% | 59,10 | 57% | 43% | 56,30 |
| **Nouvelle Aquitaine** | **49,2%** | **50,8%** | **22** | **0%** | **0%** | **42%** | **19%** | **17%** | **1%** | **0%** | **0%** | **100%** | **1,25** | **51%** | **49%** | **27,09** | **50%** | **50%** | **26,36** |
| 21 Côte d'Or | 55,3% | 44,7% | 61 | 0% | 0% | 4% | 4% | 25% | 65% | 3% | 0% | 100% | 1,35 | 55% | 45% | 60,19 | 54% | 46% | 60,07 |
| 25 Doubs | 57,5% | 42,5% | 33 | 0% | 5% | 10% | 0% | 2% | 35% | 0% | 0% | 100% | 1,16 | 58% | 42% | 47,22 | 58% | 42% | 33,37 |
| 39 Jura | 50,9% | 49,1% | 37 | 0% | 0% | 8% | 14% | 16% | 52% | 10% | 0% | 100% | 1,24 | 54% | 46% | 40,43 | 54% | 46% | 39,58 |
| 58 Nièvre | 53,1% | 46,9% | 34 | 0% | 0% | 14% | 6% | 11% | 22% | 3% | 0% | 100% | 1,16 | 53% | 47% | 35,17 | 53% | 47% | 22,82 |
| 70 Saône Haute | 55,5% | 44,5% | 49 | 0% | 0% | 0% | 4% | 57% | 35% | 4% | 0% | 100% | 1,23 | 53% | 47% | 38,62 | 55% | 45% | 39,96 |
| 71 Saône Loire | 50,6% | 49,4% | 20 | 0% | 1% | 31% | 15% | 6% | 9% | 3% | 0% | 100% | 1,23 | 51% | 49% | 25,14 | 50% | 50% | 24,98 |
| 89 Yonne | 44,9% | 55,1% | 40 | 0% | 0% | 7% | 15% | 15% | 44% | 0% | 0% | 100% | 1,22 | 52% | 48% | 46,19 | 52% | 48% | 46,19 |
| 90 Territ. de Belfort | 56,5% | 43,5% | 20 | 10% | 12% | 48% | 12% | 13% | 6% | 0% | 0% | 100% | 1,30 | 58% | 42% | 19,02 | 57% | 43% | 19,02 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | **54,8%** | **45,2%** | **33** | **0%** | **0%** | **9%** | **8%** | **11%** | **37%** | **0%** | **0%** | **100%** | **1,23** | **53%** | **47%** | **36,00** | **53%** | **47%** | **31,36** |
| 22 Côtes d'Armor | 51,5% | 48,5% | 38 | 0% | 0% | 55% | 35% | 0% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,19 | 51% | 49% | 39,53 | 51% | 49% | 38,35 |
| 29 Finistère | 53,0% | 47,0% | 29 | 0% | 0% | 2% | 9% | 20% | 55% | 13% | 0% | 100% | 1,24 | 53% | 47% | 29,94 | 54% | 46% | 29,95 |
| 35 Ille et Vilaine | 51,6% | 48,4% | 20 | 9% | 12% | 55% | 23% | 2% | 0% | 0% | 0% | 100% | 0,96 | 51% | 49% | 47,90 | 53% | 47% | 46,77 |
| 56 Morbihan | 52,6% | 47,4% | 22 | 1% | 5% | 25% | 41% | 0% | 28% | 0% | 0% | 100% | 1,18 | 54% | 46% | 26,88 | 55% | 45% | 36,38 |
| **Bretagne** | **52,6%** | **47,4%** | **26** | **0%** | **1%** | **50%** | **33%** | **0%** | **0%** | **0%** | **0%** | **100%** | **1,18** | **53%** | **47%** | **29,72** | **53%** | **47%** | **33,39** |
| 18 Cher | 54,3% | 45,7% | 41 | 0% | 0% | 9% | 19% | 14% | 0% | 3% | 0% | 100% | 1,26 | 54% | 46% | 31,23 | 54% | 46% | 25,00 |
| 28 Eure et Loir | 55,9% | 44,1% | 24 | 0% | 0% | 22% | 32% | 19% | 0% | 7% | 0% | 100% | 1,28 | 57% | 43% | 38,39 | 57% | 43% | 44,79 |
| 36 Indre | 48,9% | 51,1% | 29 | 1% | 3% | 27% | 3% | 42% | 3% | 1% | 0% | 100% | 1,23 | 51% | 49% | 38,40 | 49% | 51% | 32,46 |
| 37 Indre-et-Loire | 53,6% | 46,4% | 24 | 2% | 4% | 63% | 10% | 20% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,25 | 52% | 48% | 49,60 | 52% | 48% | 47,93 |
| 41 Loir et Cher | 49,3% | 50,7% | 78 | 0% | 0% | 21% | 4% | 62% | 13% | 1% | 0% | 100% | 1,21 | 45% | 55% | 74,26 | 45% | 55% | 72,46 |
| 45 Loiret | 49,3% | 50,7% | 79 | 0% | 0% | 2% | 21% | 39% | 37% | 0% | 1% | 100% | 1,20 | 50% | 50% | 88,59 | 48% | 52% | 55,83 |
| **Centre-Val de Loire** | **52,5%** | **47,5%** | **32** | **0%** | **0%** | **10%** | **13%** | **27%** | **3%** | **0%** | **0%** | **100%** | **1,24** | **54%** | **46%** | **43,96** | **52%** | **48%** | **42,40** |
| 2A Corse du Sud | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2B Corse Haute | 56,0% | 44,0% | 106 | 10% | 4% | 65% | 21% | 0% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,12 | 53% | 47% | 34,45 | 53% | 47% | 59,39 |
| **Corse** | **56,0%** | **44,0%** | **106** | **10%** | **4%** | **65%** | **21%** | **0%** | **0%** | **0%** | **0%** | **100%** | **1,12** | **53%** | **47%** | **34,45** | **53%** | **47%** | **59,39** |
| 75 Paris | 55,6% | 44,4% | 18 | 0% | 0% | 11% | 9% | 7% | 5% | 0% | 0% | 100% | 1,10 | 55% | 45% | 4,06 | 55% | 45% | 4,31 |
| 77 Seine Marne | 50,0% | 50,0% | 69 | 0% | 0% | 15% | 18% | 42% | 15% | 1% | 0% | 100% | 1,24 | 51% | 49% | 56,97 | 48% | 52% | 63,00 |
| 78 Yvelines | 55,7% | 44,3% | 29 | 2% | 6% | 54% | 8% | 29% | 3% | 0% | 0% | 100% | 1,23 | 54% | 46% | 32,06 | 53% | 47% | 35,48 |
| 91 Essonne | 51,7% | 48,3% | 39 | 0% | 2% | 30% | 15% | 39% | 7% | 4% | 0% | 100% | 1,14 | 53% | 47% | 37,37 | 54% | 46% | 33,85 |
| 92 Seine Hauts de | 48,6% | 51,4% | 34 | 0% | 6% | 4% | 26% | 13% | 11% | 3% | 0% | 100% | 1,09 | 57% | 43% | 23,49 | 52% | 48% | 25,63 |
| 93 Seine St Denis | 50,3% | 49,7% | 27 | 0% | 0% | 4% | 34% | 20% | 40% | 12% | 0% | 100% | 1,14 | 50% | 50% | 33,37 | 51% | 49% | 18,59 |
| 94 Val de Marne | 52,2% | 47,8% | 67 | 0% | 0% | 1% | 23% | 65% | 11% | 1% | 0% | 100% | 1,12 | 52% | 48% | 75,59 | 52% | 48% | 82,21 |
| 95 Val d'oise | 51,2% | 48,8% | 55 | 4% | 4% | 11% | 18% | 29% | 4% | 3% | 0% | 100% | 1,22 | 55% | 45% | 37,88 | 54% | 46% | 37,13 |
| **Ile de France** | **52,6%** | **47,4%** | **34** | **0%** | **0%** | **11%** | **18%** | **24%** | **7%** | **2%** | **0%** | **100%** | **1,18** | **52%** | **48%** | **29,95** | **53%** | **47%** | **32,55** |
| 9 Ariège | 49,8% | 50,2% | 26 | 0% | 5% | 52% | 6% | 36% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,29 | 50% | 50% | 30,11 | 50% | 50% | 28,17 |
| 11 Aude | 46,5% | 53,5% | 29 | 2% | 0% | 56% | 30% | 11% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,24 | 49% | 51% | 62,67 | 49% | 51% | 39,39 |
| 12 Aveyron | 49,2% | 50,8% | 43 | 1% | 4% | 49% | 38% | 3% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,26 | 47% | 53% | 43,95 | 49% | 51% | 43,95 |
| 30 Gard | 57,1% | 42,9% | 12 | 0% | 2% | 51% | 29% | 13% | 6% | 0% | 0% | 100% | 1,23 | 57% | 43% | 27,11 | 55% | 45% | 19,43 |
| 31 Garonne (Haute) | 53,8% | 46,2% | 28 | 1% | 3% | 50% | 8% | 19% | 4% | 0% | 0% | 100% | 1,24 | 51% | 49% | 29,92 | 52% | 48% | 29,63 |
| 32 Gers | 49,5% | 50,5% | 36 | 2% | 8% | 26% | 46% | 19% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,28 | 49% | 51% | 12,28 | 49% | 51% | 23,98 |
| 34 Hérault | 51,6% | 48,4% | 16 | 0% | 0% | 4% | 14% | 56% | 8% | 3% | 0% | 100% | 1,15 | 52% | 48% | 28,52 | 53% | 47% | 18,93 |
| 46 Lot | 47,2% | 52,8% | 41 | 4% | 16% | 37% | 19% | 24% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,30 | 47% | 53% | 49,74 | 50% | 50% | 46,45 |
| 48 Lozère | 47,9% | 52,1% | 43 | 0% | 0% | 0% | 34% | 28% | 13% | 0% | 0% | 100% | 1,03 | 48% | 52% | 43,75 | 47% | 53% | 43,75 |
| 65 Pyrénées Hautes | 51,1% | 48,9% | 15 | 4% | 0% | 29% | 30% | 28% | 4% | 4% | 0% | 100% | 1,27 | 51% | 49% | 46,87 | 48% | 52% | 43,11 |
| 66 Pyrénées Orient. | 51,5% | 48,5% | 58 | 0% | 0% | 3% | 29% | 40% | 18% | 9% | 1% | 100% | 1,21 | 52% | 48% | 73,62 | 52% | 48% | 52,29 |
| 81 Tarn | 51,6% | 48,4% | 17 | 0% | 0% | 7% | 22% | 55% | 4% | 4% | 0% | 100% | 1,28 | 52% | 48% | 25,54 | 51% | 49% | 34,74 |
| 82 Tarn et Garonne | 48,6% | 51,4% | 22 | 7% | 8% | 52% | 15% | 17% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,23 | 49% | 51% | 49,41 | 49% | 51% | 41,98 |
| **Occitanie** | **50,8%** | **49,2%** | **28** | **0%** | **0%** | **45%** | **28%** | **22%** | **0%** | **0%** | **0%** | **100%** | **1,24** | **51%** | **49%** | **29,92** | **50%** | **50%** | **31,35** |
| 2 Aisne | 57,5% | 42,5% | 40 | 2% | 0% | 27% | 28% | 14% | 1% | 3% | 0% | 100% | 1,21 | 58% | 42% | 11,38 | 57% | 43% | 20,98 |
| 59 Nord | 53,7% | 46,3% | 20 | 1% | 7% | 43% | 21% | 0% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,24 | 55% | 45% | 28,74 | 56% | 44% | 24,27 |
| 60 Oise | 59,1% | 40,9% | 31 | 0% | 0% | 0% | 10% | 63% | 10% | 2% | 0% | 100% | 1,19 | 59% | 41% | 23,89 | 58% | 42% | 31,03 |

**Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs**

**Indicateurs relatifs au personnel- Valeurs médianes**

| Régions et départements | 2022 | | | | | | | | | | | | | 2023 | | | 2024 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | % d'ETP délégués à la tutelle | % ETP autres personnels | Indicateur de formation | Indicateur de qualification | | | | | | | | | Indicateur de vieillesse – technicité J/I | % d'ETP délégués à la tutelle | % ETP autres personnels | Indicateur de formation | % d'ETP délégués à la tutelle | % ETP autres personnels | Indicateur de formation |
| | | | | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Niveau 4 | Niveau 5 | Niveau 6 | Niveau 7 | Niveau 8 | **Niveaux 1 à 8** | | | | | | | |
| 62 Pas-de-Calais | 54,4% | 45,6% | 38 | 0% | 3% | 36% | 26% | 2% | 2% | 0% | 0% | 100% | 1,27 | 54% | 46% | 25,43 | 54% | 46% | 22,43 |
| 80 Somme | 51,3% | 48,7% | 30 | 0% | 5% | 36% | 17% | 41% | 0% | 1% | 0% | 100% | 1,27 | 52% | 48% | 42,60 | 52% | 48% | 49,12 |
| **Hauts-de-France** | **54,6%** | **45,4%** | **27** | **0%** | **3%** | **16%** | **21%** | **6%** | **0%** | **0%** | **0%** | **100%** | **1,22** | **56%** | **44%** | **27,27** | **55%** | **45%** | **28,55** |
| 14 Calvados | 52,7% | 47,3% | 31 | 1% | 6% | 54% | 18% | 13% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,25 | 55% | 45% | 32,40 | 54% | 46% | 15,88 |
| 27 Eure | 50,7% | 49,3% | 13 | 0% | 10% | 51% | 28% | 6% | 2% | 0% | 0% | 100% | 1,24 | 49% | 51% | 48,58 | 48% | 52% | 48,94 |
| 50 Manche | 53,7% | 46,3% | 13 | 3% | 9% | 29% | 13% | 16% | 27% | 3% | 0% | 100% | 1,24 | 52% | 48% | 11,52 | 52% | 48% | 20,12 |
| 61 Orne | 53,7% | 46,3% | 37 | 0% | 0% | 5% | 33% | 40% | 9% | 2% | 0% | 100% | 1,22 | 52% | 48% | 29,53 | 52% | 48% | 30,65 |
| 76 Seine Maritime | 52,4% | 47,6% | 19 | 9% | 15% | 26% | 18% | 6% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,22 | 53% | 47% | 25,34 | 54% | 46% | 25,06 |
| **Normandie** | **52,7%** | **47,3%** | **25** | **1%** | **7%** | **39%** | **19%** | **11%** | **1%** | **0%** | **0%** | **100%** | **1,24** | **53%** | **47%** | **29,99** | **53%** | **47%** | **30,65** |
| 44 Loire Atlantique | 48,6% | 51,4% | 28 | 1% | 3% | 35% | 12% | 34% | 4% | 0% | 0% | 100% | 1,22 | 50% | 50% | 31,33 | 50% | 50% | 30,72 |
| 49 Maine-et-Loire | 49,6% | 50,4% | 32 | 0% | 14% | 59% | 23% | 0% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,24 | 50% | 50% | 67,46 | 50% | 50% | 34,62 |
| 53 Mayenne | 49,7% | 50,3% | 10 | 3% | 5% | 32% | 21% | 13% | 22% | 2% | 1% | 100% | 1,27 | 49% | 51% | 29,75 | 49% | 51% | 53,08 |
| 72 Sarthe | 49,6% | 50,4% | 27 | 0% | 5% | 38% | 21% | 32% | 2% | 3% | 0% | 100% | 1,25 | 50% | 50% | 33,45 | 50% | 50% | 28,90 |
| 85 Vendée | 53,3% | 46,7% | 16 | 0% | 0% | 7% | 21% | 40% | 4% | 1% | 0% | 100% | 1,26 | 53% | 47% | 18,57 | 55% | 45% | 23,22 |
| **Pays de Loire** | **49,7%** | **50,3%** | **21** | **0%** | **0%** | **12%** | **18%** | **14%** | **3%** | **0%** | **0%** | **100%** | **1,26** | **50%** | **50%** | **33,97** | **50%** | **50%** | **30,00** |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 49,7% | 50,3% | 18 | 0% | 7% | 67% | 20% | 0% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,25 | 55% | 45% | 58,24 | 55% | 45% | 42,05 |
| 5 Alpes Hautes | 41,0% | 59,0% | 72 | 1% | 0% | 79% | 10% | 9% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,21 | 43% | 57% | 74,85 | 42% | 58% | 151,26 |
| 6 Alpes Maritimes | 49,2% | 50,8% | 54 | 2% | 4% | 19% | 29% | 23% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,14 | 50% | 50% | 38,83 | 50% | 50% | 45,73 |
| 13 Bouches du Rhônes | 56,0% | 44,0% | 42 | 0% | 0% | 9% | 20% | 33% | 11% | 3% | 0% | 100% | 1,11 | 56% | 44% | 51,66 | 56% | 44% | 50,60 |
| 83 Var | 51,6% | 48,4% | 37 | 0% | 0% | 54% | 14% | 7% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,18 | 50% | 50% | 27,27 | 51% | 49% | 26,92 |
| 84 Vaucluse | 55,1% | 44,9% | 22 | 0% | 0% | 61% | 28% | 0% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,26 | 53% | 47% | 35,36 | 54% | 46% | 34,04 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | **52,7%** | **47,3%** | **38** | **0%** | **1%** | **50%** | **25%** | **7%** | **0%** | **0%** | **0%** | **100%** | **1,22** | **52%** | **48%** | **38,57** | **53%** | **47%** | **38,27** |
| 1 Ain | 46,5% | 53,5% | 59 | 4% | 9% | 52% | 25% | 0% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,23 | 45% | 55% | 56,14 | 44% | 56% | 58,82 |
| 3 Allier | 50,7% | 49,3% | 3 | 10% | 10% | 47% | 25% | 8% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,20 | 49% | 51% | 12,13 | 49% | 51% | 7,00 |
| 7 Ardèche | 51,5% | 48,5% | 44 | 1% | 9% | 64% | 9% | 16% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,26 | 52% | 48% | 22,75 | 52% | 48% | 17,41 |
| 15 Cantal | 49,3% | 50,7% | 32 | 9% | 26% | 39% | 23% | 2% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,21 | 52% | 48% | 35,02 | 50% | 50% | 46,18 |
| 26 Drôme | 50,6% | 49,4% | 38 | 0% | 0% | 13% | 20% | 60% | 3% | 3% | 0% | 100% | 1,24 | 50% | 50% | 37,34 | 50% | 50% | 35,97 |
| 38 Isère | 50,0% | 50,0% | 33 | 2% | 19% | 36% | 23% | 16% | 0% | 2% | 0% | 100% | 1,18 | 49% | 51% | 44,80 | 49% | 51% | 42,99 |
| 42 Loire | 54,3% | 45,7% | 52 | 0% | 0% | 53% | 9% | 0% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,25 | 55% | 45% | 30,49 | 55% | 45% | 47,08 |
| 43 Loire (Haute) | 50,4% | 49,6% | 43 | 3% | 17% | 35% | 7% | 34% | 3% | 2% | 0% | 100% | 1,26 | 52% | 48% | 28,06 | 51% | 49% | 35,56 |
| 63 Puy de Dome | 50,7% | 49,3% | 25 | 0% | 1% | 52% | 30% | 46% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,17 | 50% | 50% | 27,10 | 48% | 52% | 26,41 |
| 69 Rhône | 50,5% | 49,5% | 46 | 0% | 0% | 29% | 19% | 0% | 2% | 2% | 0% | 100% | 1,19 | 53% | 47% | 44,15 | 51% | 49% | 49,18 |
| 73 Savoie | 52,2% | 47,8% | 79 | 9% | 8% | 55% | 23% | 4% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,20 | 52% | 48% | 46,98 | 53% | 47% | 51,44 |
| 74 Savoie Haute | 57,7% | 42,3% | 91 | 1% | 10% | 58% | 31% | 0% | 0% | 0% | 0% | 100% | 1,18 | 55% | 45% | 88,18 | 56% | 44% | 67,95 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **50,5%** | **49,5%** | **38** | **1%** | **4%** | **50%** | **20%** | **5%** | **0%** | **0%** | **0%** | **100%** | **1,22** | **51%** | **49%** | **33,73** | **50%** | **50%** | **36,23** |
| **France métropole hors DOM** | **51,8%** | **48,2%** | **30** | **0%** | **0%** | **24%** | **18%** | **14%** | **0%** | **0%** | **0%** | **100%** | **1,22** | **52%** | **48%** | **31,92** | **52%** | **48%** | **31,49** |
| **Guadeloupe** | 53,1% | 46,9% | 0 | 0% | 5% | 42% | 9% | 38% | 2% | 3% | 2% | 100% | 1,22 | 53% | 47% | 14,00 | 53% | 47% | 10,50 |
| **Martinique** | 62,6% | 37,4% | 3 | 0% | 0% | 0% | 10% | 40% | 50% | 1% | 0% | 100% | 1,13 | 56% | 44% | 7,75 | 56% | 44% | 107,14 |
| **Guyane** | 44,3% | 55,7% | 0 | 0% | 0% | 7% | 32% | 30% | 18% | 13% | 0% | 100% | 0,88 | 52% | 48% | 66,67 | 53% | 47% | 83,33 |
| **Réunion** | 55,7% | 44,3% | 43 | 0% | 0% | 6% | 32% | 36% | 15% | 0% | 0% | 100% | 1,23 | 56% | 44% | 17,31 | 55% | 45% | 25,98 |
| **Mayotte** | 63,3% | 36,7% | 85 | 1% | 7% | 31% | 25% | 0% | 32% | 4% | 0% | 100% | 0,78 | 64% | 36% | 68,68 | 62% | 38% | 17,50 |
| **DOM** | **54,5%** | **45,5%** | **12** | **0%** | **0%** | **7%** | **25%** | **30%** | **15%** | **1%** | **0%** | **100%** | **1,15** | **55%** | **45%** | **19,81** | **55%** | **45%** | **21,00** |
| **France (métropole et DOM)** | **51,8%** | **48,2%** | **29** | **0%** | **0%** | **23%** | **19%** | **14%** | **0%** | **0%** | **0%** | **100%** | **1,22** | **52%** | **48%** | **31,29** | **52%** | **48%** | **31,25** |

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Nombre de mesures en moyenne

Exercice 2022

| | Tutelle | Curatelle renforcée | Curatelle simple | TPSA ou MAJ | Sauvegarde de justice | Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne | Subrogé tuteur ou curateur | Total des mesures hors sauvegarde | Total des mesures avec sauvegarde | Mesures en établissement | Mesures à domicile | Sorties de mesures | Mesures nouvelles |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8 Ardennes | 1 296 | 1 102 | 31 | 7 | 21 | 45 | 0 | 2 479 | 2 499 | 628 | 1 851 | 234 | 245 |
| 10 Aube | 985 | 1 036 | 64 | 12 | 12 | 201 | 0 | 2 296 | 2 308 | 701 | 1 595 | 231 | 242 |
| 51 Marne | 802 | 1 475 | 61 | 9 | 63 | 366 | 1 | 2 712 | 2 775 | 744 | 1 969 | 214 | 221 |
| 52 Marne Haute | 621 | 696 | 38 | 8 | 51 | 31 | 2 | 1 395 | 1 446 | 410 | 985 | 155 | 92 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 1 569 | 1 564 | 53 | 11 | 84 | 324 | 2 | 3 522 | 3 606 | 1 161 | 2 362 | 324 | 406 |
| 55 Meuse | 937 | 859 | 46 | 16 | 7 | 41 | 0 | 1 897 | 1 904 | 723 | 1 174 | 218 | 224 |
| 57 Moselle | 2 567 | 2 689 | 177 | 43 | 24 | 465 | 10 | 5 950 | 5 974 | 2 150 | 3 800 | 700 | 636 |
| 67 Rhin (Bas) | 1 300 | 1 607 | 100 | 40 | 35 | 322 | 3 | 3 370 | 3 405 | 883 | 2 488 | 309 | 298 |
| 68 Rhin (Haut) | 1 339 | 1 671 | 74 | 26 | 79 | 713 | 66 | 3 888 | 3 967 | 1 278 | 2 610 | 328 | 453 |
| 88 Vosges | 1 004 | 1 823 | 78 | 12 | 70 | 117 | 0 | 3 032 | 3 101 | 1 197 | 1 835 | 310 | 256 |
| **Grand-Est** | **12 418** | **14 519** | **719** | **181** | **445** | **2 621** | **83** | **30 540** | **30 984** | **9 872** | **20 668** | **3 023** | **3 073** |
| 16 Charente | 1 081 | 1 609 | 70 | 23 | 55 | 202 | 27 | 3 011 | 3 066 | 998 | 2 013 | 298 | 200 |
| 17 Charente Maritime | 2 380 | 3 298 | 171 | 13 | 100 | 298 | 14 | 6 173 | 6 273 | 1 929 | 4 245 | 666 | 411 |
| 19 Corrèze | 975 | 1 162 | 50 | 15 | 59 | 61 | 17 | 2 278 | 2 337 | 1 062 | 1 217 | 250 | 282 |
| 23 Creuse | 425 | 250 | 42 | 22 | 14 | 602 | 0 | 1 340 | 1 354 | 721 | 619 | 140 | 111 |
| 24 Dordogne | 2 109 | 2 699 | 129 | 16 | 169 | 69 | 8 | 5 030 | 5 199 | 1 761 | 3 269 | 426 | 338 |
| 33 Gironde | 2 770 | 5 425 | 227 | 18 | 299 | 488 | 57 | 8 984 | 9 283 | 2 443 | 6 541 | 745 | 644 |
| 40 Landes | 676 | 1 269 | 39 | 13 | 135 | 738 | 13 | 2 747 | 2 881 | 1 013 | 1 734 | 336 | 252 |
| 47 Lot-et-Garonne | 940 | 1 919 | 74 | 5 | 129 | 83 | 4 | 3 023 | 3 152 | 1 078 | 1 945 | 355 | 183 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 1 338 | 2 667 | 118 | 12 | 94 | 375 | 7 | 4 515 | 4 609 | 1 647 | 2 868 | 525 | 384 |
| 79 Sèvres Deux | 1 430 | 1 905 | 108 | 15 | 91 | 274 | 5 | 3 736 | 3 827 | 1 196 | 2 540 | 328 | 268 |
| 86 Vienne | 1 640 | 1 450 | 115 | 20 | 40 | 185 | 14 | 3 424 | 3 464 | 1 159 | 2 265 | 304 | 229 |
| 87 Vienne (Haute) | 817 | 2 027 | 47 | 20 | 55 | 114 | 6 | 3 030 | 3 085 | 903 | 2 127 | 274 | 197 |
| **Nouvelle Aquitaine** | **16 578** | **25 676** | **1 187** | **190** | **1 241** | **3 488** | **169** | **47 287** | **48 528** | **15 908** | **31 380** | **4 647** | **3 499** |
| 21 Côte d'Or | 761 | 1 798 | 55 | 7 | 15 | 40 | 6 | 2 665 | 2 680 | 987 | 1 679 | 183 | 208 |
| 25 Doubs | 920 | 1 739 | 67 | 52 | 87 | 227 | 5 | 3 009 | 3 095 | 949 | 2 060 | 294 | 338 |
| 39 Jura | 703 | 1 428 | 90 | 24 | 39 | 50 | 2 | 2 296 | 2 334 | 695 | 1 601 | 260 | 231 |
| 58 Nièvre | 771 | 1 242 | 55 | 13 | 31 | 67 | 19 | 2 165 | 2 196 | 793 | 1 372 | 224 | 159 |
| 70 Saône Haute | 784 | 586 | 44 | 24 | 60 | 577 | 2 | 2 016 | 2 076 | 652 | 1 364 | 243 | 212 |
| 71 Saône Loire | 1 383 | 2 793 | 126 | 38 | 120 | 140 | 12 | 4 492 | 4 612 | 1 424 | 3 068 | 481 | 392 |
| 89 Yonne | 921 | 1 499 | 62 | 16 | 14 | 193 | 7 | 2 697 | 2 711 | 1 105 | 1 593 | 183 | 157 |
| 90 Territ. de Belfort | 435 | 451 | 26 | 9 | 3 | 26 | 0 | 945 | 948 | 273 | 672 | 130 | 144 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | **6 677** | **11 533** | **523** | **180** | **369** | **1 318** | **52** | **20 283** | **20 652** | **6 875** | **13 408** | **1 998** | **1 841** |
| 22 Côtes d'Armor | 1 688 | 2 898 | 127 | 19 | 111 | 950 | 10 | 5 691 | 5 802 | 1 823 | 3 868 | 643 | 459 |
| 29 Finistère | 2 502 | 5 033 | 61 | 29 | 95 | 346 | 64 | 8 034 | 8 128 | 2 721 | 5 313 | 907 | 843 |
| 35 Ille et Vilaine | 1 979 | 3 762 | 99 | 32 | 81 | 683 | 4 | 6 558 | 6 639 | 2 015 | 4 543 | 604 | 464 |
| 56 Morbihan | 1 872 | 3 737 | 181 | 8 | 86 | 115 | 7 | 5 918 | 6 004 | 1 456 | 4 463 | 721 | 726 |
| **Bretagne** | **8 040** | **15 429** | **468** | **87** | **373** | **2 093** | **85** | **26 200** | **26 573** | **8 014** | **18 186** | **2 875** | **2 492** |
| 18 Cher | 1 165 | 974 | 97 | 20 | 87 | 1 011 | 7 | 3 272 | 3 359 | 1 141 | 2 132 | 327 | 258 |
| 28 Eure et Loir | 1 180 | 1 474 | 57 | 15 | 49 | 106 | 22 | 2 853 | 2 902 | 1 079 | 1 774 | 344 | 363 |
| 36 Indre | 935 | 1 430 | 79 | 3 | 60 | 40 | 32 | 2 518 | 2 577 | 849 | 1 669 | 243 | 202 |
| 37 Indre-et-Loire | 1 662 | 2 740 | 146 | 9 | 84 | 51 | 1 | 4 608 | 4 692 | 1 502 | 3 106 | 422 | 282 |
| 41 Loir et Cher | 753 | 1 036 | 43 | 20 | 6 | 312 | 0 | 2 163 | 2 169 | 846 | 1 317 | 236 | 205 |
| 45 Loiret | 847 | 1 523 | 57 | 14 | 112 | 109 | 9 | 2 558 | 2 670 | 815 | 1 743 | 218 | 221 |
| **Centre-Val de Loire** | **6 540** | **9 176** | **477** | **80** | **398** | **1 629** | **70** | **17 971** | **18 369** | **6 231** | **11 740** | **1 790** | **1 531** |
| 2A Corse du Sud | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2B Corse Haute | 243 | 312 | 23 | 23 | 10 | 16 | 0 | 616 | 626 | 228 | 389 | 96 | 98 |
| **Corse** | **243** | **312** | **23** | **23** | **10** | **16** | **0** | **616** | **626** | **228** | **389** | **96** | **98** |
| 75 Paris | 1 844 | 3 297 | 192 | 5 | 74 | 164 | 15 | 5 516 | 5 590 | 1 939 | 3 577 | 673 | 898 |
| 77 Seine Marne | 1 685 | 2 622 | 87 | 29 | 70 | 238 | 14 | 4 674 | 4 744 | 1 782 | 2 893 | 504 | 603 |
| 78 Yvelines | 1 452 | 2 423 | 69 | 0 | 54 | 123 | 2 | 4 067 | 4 121 | 1 756 | 2 312 | 328 | 397 |
| 91 Essonne | 1 332 | 2 729 | 134 | 5 | 67 | 133 | 27 | 4 358 | 4 425 | 1 516 | 2 843 | 452 | 495 |
| 92 Seine Hauts de | 1 026 | 2 058 | 80 | 24 | 78 | 102 | 26 | 3 314 | 3 392 | 936 | 2 379 | 456 | 421 |
| 93 Seine St Denis | 1 505 | 2 004 | 121 | 6 | 74 | 97 | 121 | 3 853 | 3 927 | 1 334 | 2 519 | 460 | 529 |
| 94 Val de Marne | 950 | 2 033 | 81 | 9 | 73 | 168 | 19 | 3 259 | 3 332 | 1 037 | 2 222 | 388 | 290 |
| 95 Val d'oise | 1 161 | 1 456 | 63 | 6 | 11 | 166 | 14 | 2 866 | 2 876 | 1 193 | 1 673 | 263 | 285 |
| **Ile de France** | **10 954** | **18 620** | **826** | **83** | **500** | **1 189** | **236** | **31 906** | **32 406** | **11 490** | **20 416** | **3 524** | **3 918** |
| 9 Ariège | 374 | 391 | 38 | 0 | 74 | 27 | 3 | 831 | 905 | 317 | 514 | 123 | 109 |
| 11 Aude | 1 114 | 1 568 | 100 | 1 | 66 | 85 | 49 | 2 916 | 2 982 | 1 141 | 1 776 | 325 | 271 |
| 12 Aveyron | 650 | 1 326 | 81 | 16 | 85 | 28 | 5 | 2 104 | 2 189 | 855 | 1 250 | 259 | 200 |
| 30 Gard | 1 093 | 2 126 | 78 | 10 | 236 | 75 | 13 | 3 393 | 3 629 | 1 036 | 2 357 | 321 | 278 |
| 31 Garonne (Haute) | 1 536 | 2 177 | 78 | 10 | 112 | 139 | 30 | 3 969 | 4 081 | 1 413 | 2 556 | 449 | 456 |
| 32 Gers | 795 | 845 | 30 | 6 | 63 | 368 | 27 | 2 069 | 2 132 | 884 | 1 186 | 202 | 176 |
| 34 Hérault | 1 441 | 3 144 | 134 | 22 | 103 | 151 | 36 | 4 926 | 5 029 | 1 585 | 3 342 | 508 | 382 |
| 46 Lot | 555 | 820 | 42 | 1 | 35 | 23 | 8 | 1 448 | 1 482 | 663 | 785 | 190 | 161 |
| 48 Lozère | 850 | 626 | 24 | 3 | 10 | 25 | 6 | 1 533 | 1 542 | 1 207 | 326 | 97 | 143 |
| 65 Pyrénées Hautes | 694 | 741 | 17 | 2 | 4 | 129 | 14 | 1 595 | 1 599 | 596 | 999 | 113 | 141 |
| 66 Pyrénées Orient. | 949 | 1 638 | 130 | 2 | 71 | 57 | 12 | 2 787 | 2 857 | 900 | 1 887 | 381 | 333 |
| 81 Tarn | 820 | 1 292 | 37 | 7 | 53 | 163 | 8 | 2 326 | 2 379 | 874 | 1 452 | 164 | 179 |
| 82 Tarn et Garonne | 392 | 949 | 56 | 2 | 33 | 39 | 18 | 1 456 | 1 489 | 505 | 951 | 150 | 126 |
| **Occitanie** | **11 261** | **17 640** | **840** | **79** | **945** | **1 305** | **227** | **31 351** | **32 295** | **11 972** | **19 379** | **3 282** | **2 955** |
| 2 Aisne | 1 931 | 1 426 | 56 | 0 | 47 | 979 | 6 | 4 398 | 4 445 | 1 729 | 2 670 | 393 | 390 |
| 59 Nord | 8 869 | 9 667 | 348 | 0 | 338 | 1 565 | 73 | 20 521 | 20 859 | 7 785 | 12 736 | 1 718 | 1 686 |
| 60 Oise | 1 697 | 2 424 | 130 | 11 | 70 | 356 | 16 | 4 632 | 4 702 | 1 749 | 2 884 | 500 | 526 |
| 62 Pas-de-Calais | 4 475 | 4 724 | 222 | 21 | 94 | 2 302 | 20 | 11 763 | 11 857 | 4 250 | 7 514 | 1 137 | 1 181 |
| 80 Somme | 2 131 | 2 727 | 95 | 59 | 54 | 167 | 28 | 5 205 | 5 259 | 1 926 | 3 280 | 512 | 514 |
| **Hauts-de-France** | **19 102** | **20 968** | **850** | **90** | **603** | **5 367** | **142** | **46 519** | **47 122** | **17 437** | **29 082** | **4 260** | **4 297** |
| 14 Calvados | 2 030 | 4 054 | 129 | 30 | 117 | 178 | 18 | 6 436 | 6 553 | 1 835 | 4 601 | 561 | 446 |
| 27 Eure | 1 753 | 2 346 | 115 | 7 | 53 | 212 | 66 | 4 498 | 4 551 | 1 509 | 2 989 | 530 | 475 |
| 50 Manche | 1 438 | 2 724 | 102 | 12 | 82 | 251 | 25 | 4 550 | 4 632 | 1 146 | 3 404 | 368 | 401 |
| 61 Orne | 1 007 | 1 553 | 29 | 25 | 19 | 100 | 2 | 2 714 | 2 733 | 1 049 | 1 665 | 275 | 295 |
| 76 Seine Maritime | 3 346 | 5 716 | 293 | 42 | 166 | 843 | 109 | 10 348 | 10 514 | 2 934 | 7 414 | 990 | 1 108 |
| **Normandie** | **9 573** | **16 391** | **666** | **115** | **436** | **1 583** | **219** | **28 546** | **28 981** | **8 473** | **20 073** | **2 724** | **2 725** |
| 44 Loire Atlantique | 1 806 | 4 331 | 95 | 12 | 81 | 212 | 7 | 6 462 | 6 543 | 1 935 | 4 528 | 579 | 643 |
| 49 Maine-et-Loire | 1 725 | 3 182 | 84 | 34 | 71 | 384 | 5 | 5 413 | 5 483 | 1 578 | 3 835 | 444 | 411 |
| 53 Mayenne | 773 | 1 825 | 97 | 14 | 16 | 69 | 2 | 2 779 | 2 795 | 787 | 1 992 | 198 | 243 |
| 72 Sarthe | 1 420 | 2 272 | 44 | 6 | 25 | 148 | 8 | 3 897 | 3 921 | 1 296 | 2 601 | 356 | 397 |
| 85 Vendée | 1 221 | 1 970 | 105 | 18 | 61 | 852 | 0 | 4 165 | 4 226 | 1 439 | 2 726 | 458 | 542 |
| **Pays de Loire** | **6 945** | **13 579** | **424** | **82** | **254** | **1 665** | **21** | **22 715** | **22 969** | **7 034** | **15 681** | **2 035** | **2 236** |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 473 | 777 | 57 | 0 | 31 | 36 | 7 | 1 349 | 1 380 | 577 | 772 | 177 | 144 |
| 5 Alpes Hautes | 281 | 336 | 16 | 0 | 18 | 24 | 0 | 656 | 674 | 322 | 335 | 105 | 88 |
| 6 Alpes Maritimes | 2 316 | 2 535 | 178 | 9 | 187 | 397 | 44 | 5 478 | 5 665 | 1 889 | 3 589 | 724 | 431 |
| 13 Bouches du Rhônes | 2 822 | 3 193 | 96 | 48 | 254 | 115 | 40 | 6 312 | 6 566 | 2 695 | 3 618 | 792 | 549 |
| 83 Var | 1 718 | 2 054 | 91 | 35 | 115 | 96 | 52 | 4 045 | 4 160 | 1 412 | 2 634 | 437 | 300 |
| 84 Vaucluse | 1 314 | 1 816 | 79 | 1 | 158 | 136 | 14 | 3 359 | 3 517 | 1 144 | 2 215 | 506 | 415 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | **8 923** | **10 710** | **517** | **92** | **763** | **802** | **156** | **21 199** | **21 962** | **8 038** | **13 161** | **2 741** | **1 927** |
| 1 Ain | 976 | 1 982 | 62 | 5 | 9 | 85 | 7 | 3 117 | 3 126 | 1 230 | 1 887 | 328 | 322 |
| 3 Allier | 987 | 1 089 | 42 | 11 | 49 | 111 | 18 | 2 257 | 2 305 | 754 | 1 503 | 194 | 226 |
| 7 Ardèche | 1 031 | 1 210 | 30 | 4 | 24 | 85 | 3 | 2 361 | 2 385 | 1 117 | 1 244 | 253 | 235 |
| 15 Cantal | 612 | 1 050 | 92 | 2 | 60 | 22 | 2 | 1 780 | 1 840 | 901 | 879 | 199 | 245 |
| 26 Drôme | 1 403 | 2 394 | 157 | 10 | 136 | 104 | 23 | 4 091 | 4 227 | 1 350 | 2 741 | 442 | 397 |
| 38 Isère | 1 648 | 3 780 | 158 | 5 | 35 | 171 | 9 | 5 768 | 5 803 | 2 022 | 3 747 | 672 | 651 |
| 42 Loire | 1 882 | 3 423 | 188 | 25 | 125 | 42 | 12 | 5 571 | 5 696 | 1 993 | 3 578 | 529 | 543 |
| 43 Loire (Haute) | 481 | 1 117 | 70 | 1 | 52 | 68 | 7 | 1 743 | 1 795 | 617 | 1 127 | 188 | 148 |
| 63 Puy de Dome | 1 923 | 3 411 | 72 | 13 | 84 | 102 | 14 | 5 534 | 5 618 | 1 962 | 3 573 | 484 | 544 |
| 69 Rhône | 2 491 | 4 441 | 164 | 33 | 165 | 325 | 50 | 7 503 | 7 667 | 2 749 | 4 754 | 779 | 672 |
| 73 Savoie | 686 | 1 455 | 88 | 18 | 89 | 196 | 22 | 2 464 | 2 552 | 960 | 1 504 | 305 | 295 |
| 74 Savoie Haute | 826 | 1 749 | 74 | 22 | 53 | 221 | 8 | 2 898 | 2 951 | 981 | 1 917 | 313 | 330 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **14 944** | **27 098** | **1 194** | **147** | **881** | **1 530** | **172** | **45 083** | **45 964** | **16 632** | **28 451** | **4 686** | **4 608** |
| **France métropole hors DOM** | **132 297** | **201 686** | **8 713** | **1 427** | **7 217** | **24 657** | **1 630** | **370 409** | **377 626** | **128 329** | **242 080** | **37 692** | **35 220** |
| **Guadeloupe** | 771 | 638 | 37 | 0 | 1 | 10 | 2 | 1 457 | 1 458 | 266 | 1 192 | 72 | 79 |
| **Martinique** | 303 | 189 | 17 | 0 | 9 | 14 | 2 | 525 | 534 | 127 | 398 | 57 | 87 |
| **Guyane** | 207 | 183 | 7 | 0 | 1 | 20 | 145 | 560 | 561 | 137 | 423 | 34 | 73 |
| **Réunion** | 2 010 | 1 888 | 51 | 8 | 30 | 93 | 19 | 4 068 | 4 098 | 770 | 3 298 | 437 | 455 |
| **Mayotte** | 109 | 44 | 8 | 0 | 1 | 69 | 6 | 235 | 236 | 4 | 231 | 18 | 37 |
| **DOM** | **3 398** | **2 941** | **119** | **8** | **43** | **206** | **173** | **6 844** | **6 886** | **1 302** | **5 542** | **618** | **731** |
| **France (métropole et DOM)** | **135 695** | **204 627** | **8 831** | **1 435** | **7 260** | **24 862** | **1 803** | **377 253** | **384 513** | **129 631** | **247 621** | **38 310** | **35 951** |

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Nombre de mesures en moyenne

Exercice 2023

| | Tutelle | Curatelle renforcée | Curatelle simple | TPSA ou MAJ | Sauvegarde de justice | Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne | Subrogé tuteur ou curateur | Total des mesures hors sauvegarde | Total des mesures avec sauvegarde | Mesures en établissement | Mesures à domicile | Sorties de mesures | Mesures nouvelles |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8 Ardennes | 1 323 | 1 108 | 34 | 8 | 13 | 40 | 0 | 2 512 | 2 524 | 651 | 1 861 | 213 | 298 |
| 10 Aube | 1 006 | 1 057 | 62 | 11 | 10 | 195 | 0 | 2 330 | 2 340 | 733 | 1 597 | 207 | 306 |
| 51 Marne | 819 | 1 500 | 61 | 6 | 39 | 365 | 1 | 2 752 | 2 791 | 764 | 1 989 | 199 | 137 |
| 52 Marne Haute | 617 | 698 | 38 | 8 | 52 | 28 | 2 | 1 390 | 1 441 | 400 | 990 | 86 | 84 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 1 613 | 1 618 | 59 | 12 | 101 | 332 | 3 | 3 636 | 3 737 | 1 234 | 2 402 | 372 | 511 |
| 55 Meuse | 931 | 866 | 57 | 17 | 8 | 42 | 1 | 1 913 | 1 921 | 715 | 1 198 | 182 | 239 |
| 57 Moselle | 2 609 | 2 699 | 183 | 45 | 27 | 465 | 9 | 6 008 | 6 035 | 2 120 | 3 888 | 535 | 609 |
| 67 Rhin (Bas) | 1 262 | 1 588 | 85 | 43 | 28 | 301 | 3 | 3 281 | 3 308 | 835 | 2 446 | 325 | 241 |
| 68 Rhin (Haut) | 1 350 | 1 743 | 78 | 30 | 67 | 732 | 59 | 3 991 | 4 058 | 1 301 | 2 690 | 314 | 339 |
| 88 Vosges | 981 | 1 866 | 81 | 11 | 88 | 120 | 0 | 3 058 | 3 146 | 1 180 | 1 878 | 268 | 210 |
| **Grand-Est** | **12 511** | **14 740** | **736** | **189** | **433** | **2 617** | **77** | **30 868** | **31 301** | **9 932** | **20 937** | **2 701** | **2 974** |
| 16 Charente | 1 074 | 1 604 | 75 | 22 | 58 | 188 | 35 | 2 997 | 3 054 | 994 | 2 003 | 235 | 229 |
| 17 Charente Maritime | 2 377 | 3 273 | 171 | 11 | 99 | 314 | 19 | 6 165 | 6 263 | 2 190 | 3 975 | 614 | 600 |
| 19 Corrèze | 993 | 1 201 | 51 | 7 | 91 | 74 | 35 | 2 359 | 2 450 | 1 161 | 1 198 | 254 | 285 |
| 23 Creuse | 415 | 259 | 37 | 24 | 22 | 595 | 0 | 1 329 | 1 351 | 692 | 637 | 111 | 103 |
| 24 Dordogne | 2 135 | 2 696 | 125 | 15 | 155 | 73 | 9 | 5 052 | 5 206 | 1 772 | 3 280 | 407 | 432 |
| 33 Gironde | 2 826 | 5 461 | 248 | 16 | 310 | 480 | 73 | 9 103 | 9 412 | 2 469 | 6 634 | 710 | 582 |
| 40 Landes | 715 | 1 307 | 38 | 12 | 136 | 733 | 17 | 2 821 | 2 956 | 1 046 | 1 775 | 364 | 223 |
| 47 Lot-et-Garonne | 941 | 1 920 | 76 | 3 | 163 | 89 | 9 | 3 036 | 3 199 | 1 094 | 1 942 | 296 | 206 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 1 362 | 2 773 | 126 | 10 | 89 | 355 | 9 | 4 634 | 4 723 | 1 663 | 2 972 | 456 | 464 |
| 79 Sèvres Deux | 1 426 | 1 936 | 107 | 17 | 110 | 279 | 4 | 3 767 | 3 877 | 1 198 | 2 569 | 304 | 230 |
| 86 Vienne | 1 621 | 1 461 | 104 | 18 | 38 | 190 | 14 | 3 406 | 3 444 | 1 171 | 2 236 | 264 | 281 |
| 87 Vienne (Haute) | 827 | 1 998 | 43 | 22 | 63 | 117 | 6 | 3 011 | 3 074 | 881 | 2 130 | 236 | 216 |
| **Nouvelle Aquitaine** | **16 710** | **25 885** | **1 198** | **175** | **1 330** | **3 485** | **227** | **47 678** | **49 008** | **16 329** | **31 349** | **4 251** | **3 851** |
| 21 Côte d'Or | 756 | 1 858 | 55 | 4 | 26 | 32 | 5 | 2 709 | 2 735 | 979 | 1 730 | 123 | 166 |
| 25 Doubs | 943 | 1 797 | 65 | 51 | 77 | 226 | 7 | 3 087 | 3 164 | 958 | 2 129 | 308 | 334 |
| 39 Jura | 686 | 1 451 | 88 | 25 | 41 | 51 | 2 | 2 303 | 2 343 | 703 | 1 600 | 225 | 224 |
| 58 Nièvre | 752 | 1 253 | 47 | 9 | 34 | 64 | 24 | 2 148 | 2 182 | 769 | 1 380 | 211 | 161 |
| 70 Saône Haute | 791 | 624 | 45 | 25 | 62 | 540 | 3 | 2 027 | 2 089 | 633 | 1 394 | 270 | 143 |
| 71 Saône Loire | 1 392 | 2 848 | 131 | 40 | 130 | 144 | 18 | 4 571 | 4 701 | 1 382 | 3 189 | 409 | 414 |
| 89 Yonne | 866 | 1 595 | 65 | 18 | 52 | 200 | 9 | 2 751 | 2 803 | 1 050 | 1 701 | 207 | 180 |
| 90 Territ. de Belfort | 469 | 432 | 20 | 5 | 1 | 32 | 0 | 958 | 959 | 267 | 691 | 123 | 140 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | **6 653** | **11 856** | **514** | **176** | **423** | **1 289** | **67** | **20 552** | **20 975** | **6 740** | **13 812** | **1 876** | **1 762** |
| 22 Côtes d'Armor | 1 647 | 2 780 | 129 | 21 | 129 | 1 139 | 8 | 5 722 | 5 851 | 1 803 | 3 920 | 579 | 548 |
| 29 Finistère | 2 493 | 5 094 | 62 | 27 | 153 | 359 | 66 | 8 100 | 8 252 | 2 717 | 5 383 | 853 | 803 |
| 35 Ille et Vilaine | 1 966 | 3 709 | 100 | 27 | 71 | 711 | 5 | 6 517 | 6 587 | 1 977 | 4 540 | 507 | 427 |
| 56 Morbihan | 1 905 | 3 799 | 171 | 9 | 72 | 129 | 10 | 6 021 | 6 092 | 1 475 | 4 546 | 624 | 716 |
| **Bretagne** | **8 010** | **15 381** | **461** | **83** | **424** | **2 338** | **88** | **26 359** | **26 783** | **7 971** | **18 388** | **2 563** | **2 494** |
| 18 Cher | 1 200 | 1 004 | 87 | 25 | 78 | 987 | 7 | 3 309 | 3 387 | 1 154 | 2 155 | 282 | 253 |
| 28 Eure et Loir | 1 228 | 1 544 | 59 | 17 | 66 | 108 | 30 | 2 985 | 3 050 | 1 130 | 1 855 | 366 | 429 |
| 36 Indre | 969 | 1 478 | 80 | 2 | 73 | 40 | 34 | 2 601 | 2 674 | 889 | 1 713 | 232 | 287 |
| 37 Indre-et-Loire | 1 630 | 2 698 | 141 | 8 | 82 | 63 | 2 | 4 541 | 4 623 | 1 467 | 3 074 | 360 | 282 |
| 41 Loir et Cher | 758 | 1 022 | 37 | 16 | 31 | 347 | 1 | 2 179 | 2 210 | 824 | 1 356 | 221 | 179 |
| 45 Loiret | 893 | 1 662 | 64 | 13 | 130 | 118 | 9 | 2 757 | 2 887 | 852 | 1 905 | 201 | 193 |
| **Centre-Val de Loire** | **6 677** | **9 407** | **467** | **80** | **460** | **1 661** | **82** | **18 372** | **18 832** | **6 315** | **12 057** | **1 662** | **1 623** |
| 2A Corse du Sud | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2B Corse Haute | 243 | 316 | 28 | 24 | 17 | 17 | 1 | 627 | 644 | 221 | 406 | 99 | 99 |
| **Corse** | **243** | **316** | **28** | **24** | **17** | **17** | **1** | **627** | **644** | **221** | **406** | **99** | **99** |
| 75 Paris | 1 895 | 3 390 | 197 | 7 | 70 | 172 | 16 | 5 676 | 5 746 | 1 976 | 3 701 | 642 | 699 |
| 77 Seine Marne | 1 735 | 2 742 | 89 | 29 | 110 | 243 | 14 | 4 851 | 4 960 | 1 838 | 3 013 | 561 | 647 |
| 78 Yvelines | 1 328 | 2 433 | 220 | 0 | 38 | 123 | 4 | 4 108 | 4 145 | 1 762 | 2 346 | 296 | 344 |
| 91 Essonne | 1 330 | 2 758 | 133 | 4 | 61 | 142 | 32 | 4 398 | 4 459 | 1 596 | 2 802 | 1 203 | 1 141 |
| 92 Seine Hauts de | 1 068 | 2 041 | 71 | 16 | 75 | 109 | 29 | 3 332 | 3 407 | 979 | 2 354 | 346 | 318 |
| 93 Seine St Denis | 1 521 | 2 008 | 118 | 8 | 52 | 115 | 162 | 3 930 | 3 982 | 1 358 | 2 572 | 395 | 450 |
| 94 Val de Marne | 956 | 2 001 | 80 | 12 | 46 | 172 | 27 | 3 247 | 3 293 | 1 025 | 2 223 | 282 | 343 |
| 95 Val d'oise | 1 165 | 1 471 | 64 | 5 | 45 | 156 | 16 | 2 876 | 2 921 | 1 189 | 1 687 | 252 | 345 |
| **Ile de France** | **10 997** | **18 843** | **970** | **79** | **496** | **1 230** | **299** | **32 417** | **32 913** | **11 721** | **20 697** | **3 977** | **4 287** |
| 9 Ariège | 394 | 393 | 37 | 0 | 65 | 31 | 4 | 858 | 923 | 336 | 522 | 129 | 115 |
| 11 Aude | 1 076 | 1 588 | 103 | 1 | 65 | 98 | 52 | 2 917 | 2 982 | 1 140 | 1 777 | 253 | 235 |
| 12 Aveyron | 680 | 1 347 | 84 | 16 | 64 | 31 | 7 | 2 164 | 2 228 | 883 | 1 282 | 230 | 266 |
| 30 Gard | 1 146 | 2 231 | 82 | 14 | 206 | 92 | 16 | 3 580 | 3 785 | 1 112 | 2 468 | 360 | 271 |
| 31 Garonne (Haute) | 1 572 | 2 205 | 79 | 12 | 134 | 155 | 34 | 4 056 | 4 189 | 1 439 | 2 617 | 419 | 450 |
| 32 Gers | 786 | 867 | 24 | 6 | 20 | 365 | 38 | 2 085 | 2 105 | 879 | 1 206 | 198 | 178 |
| 34 Hérault | 1 428 | 3 143 | 135 | 21 | 136 | 154 | 35 | 4 916 | 5 052 | 1 573 | 3 343 | 414 | 368 |
| 46 Lot | 574 | 824 | 45 | 2 | 41 | 30 | 8 | 1 481 | 1 522 | 683 | 798 | 198 | 276 |
| 48 Lozère | 644 | 637 | 19 | 2 | 5 | 227 | 13 | 1 540 | 1 545 | 1 220 | 321 | 120 | 115 |
| 65 Pyrénées Hautes | 689 | 742 | 15 | 3 | 4 | 128 | 16 | 1 592 | 1 595 | 586 | 1 006 | 119 | 158 |
| 66 Pyrénées Orient. | 976 | 1 669 | 137 | 3 | 70 | 57 | 16 | 2 858 | 2 927 | 944 | 1 914 | 356 | 328 |
| 81 Tarn | 829 | 1 310 | 44 | 9 | 42 | 159 | 10 | 2 360 | 2 402 | 881 | 1 479 | 163 | 163 |
| 82 Tarn et Garonne | 405 | 955 | 54 | 2 | 59 | 36 | 18 | 1 468 | 1 527 | 526 | 942 | 124 | 144 |
| **Occitanie** | **11 195** | **17 908** | **856** | **88** | **909** | **1 561** | **264** | **31 872** | **32 781** | **12 199** | **19 673** | **3 083** | **3 067** |
| 2 Aisne | 1 954 | 1 433 | 55 | 2 | 34 | 1 002 | 8 | 4 453 | 4 487 | 1 729 | 2 724 | 413 | 399 |
| 59 Nord | 9 019 | 9 733 | 330 | 1 | 296 | 1 601 | 80 | 20 763 | 21 058 | 7 840 | 12 923 | 1 439 | 1 323 |
| 60 Oise | 1 765 | 2 454 | 124 | 3 | 65 | 348 | 15 | 4 708 | 4 772 | 1 827 | 2 881 | 474 | 484 |
| 62 Pas-de-Calais | 4 528 | 4 869 | 220 | 17 | 162 | 2 324 | 28 | 11 985 | 12 147 | 4 301 | 7 685 | 976 | 1 105 |
| 80 Somme | 2 144 | 2 758 | 94 | 57 | 38 | 169 | 24 | 5 244 | 5 282 | 1 916 | 3 328 | 455 | 364 |
| **Hauts-de-France** | **19 409** | **21 246** | **822** | **78** | **595** | **5 443** | **155** | **47 152** | **47 747** | **17 612** | **29 540** | **3 757** | **3 675** |
| 14 Calvados | 2 009 | 4 047 | 133 | 33 | 209 | 193 | 20 | 6 433 | 6 642 | 1 847 | 4 587 | 430 | 391 |
| 27 Eure | 1 723 | 2 339 | 120 | 6 | 48 | 214 | 88 | 4 489 | 4 537 | 1 498 | 2 991 | 462 | 457 |
| 50 Manche | 1 452 | 2 657 | 97 | 12 | 106 | 344 | 29 | 4 591 | 4 697 | 1 178 | 3 413 | 402 | 360 |
| 61 Orne | 1 026 | 1 582 | 28 | 38 | 10 | 105 | 2 | 2 779 | 2 789 | 1 070 | 1 709 | 227 | 341 |
| 76 Seine Maritime | 3 337 | 5 790 | 293 | 38 | 189 | 925 | 122 | 10 503 | 10 691 | 2 949 | 7 554 | 1 036 | 1 004 |
| **Normandie** | **9 545** | **16 414** | **670** | **126** | **562** | **1 780** | **260** | **28 794** | **29 356** | **8 541** | **20 253** | **2 557** | **2 553** |
| 44 Loire Atlantique | 1 817 | 4 423 | 109 | 11 | 91 | 220 | 6 | 6 585 | 6 676 | 1 956 | 4 629 | 531 | 748 |
| 49 Maine-et-Loire | 1 693 | 3 208 | 81 | 34 | 17 | 380 | 7 | 5 402 | 5 419 | 1 581 | 3 821 | 421 | 465 |
| 53 Mayenne | 802 | 1 835 | 91 | 15 | 11 | 67 | 7 | 2 815 | 2 826 | 866 | 1 949 | 203 | 287 |
| 72 Sarthe | 1 447 | 2 277 | 44 | 4 | 22 | 170 | 9 | 3 950 | 3 972 | 1 315 | 2 636 | 401 | 442 |
| 85 Vendée | 1 246 | 2 018 | 113 | 17 | 42 | 861 | 0 | 4 254 | 4 296 | 1 426 | 2 829 | 373 | 414 |
| **Pays de Loire** | **7 004** | **13 761** | **436** | **80** | **183** | **1 697** | **28** | **23 006** | **23 189** | **7 143** | **15 863** | **1 929** | **2 356** |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 455 | 779 | 55 | 0 | 35 | 40 | 29 | 1 357 | 1 391 | 578 | 779 | 160 | 209 |
| 5 Alpes Hautes | 288 | 334 | 17 | 0 | 18 | 29 | 1 | 668 | 685 | 331 | 337 | 99 | 94 |
| 6 Alpes Maritimes | 2 282 | 2 575 | 175 | 13 | 250 | 385 | 45 | 5 474 | 5 724 | 1 879 | 3 596 | 734 | 372 |
| 13 Bouches du Rhônes | 2 858 | 3 250 | 98 | 38 | 345 | 123 | 39 | 6 405 | 6 750 | 2 703 | 3 702 | 679 | 446 |
| 83 Var | 1 742 | 2 064 | 97 | 36 | 186 | 107 | 49 | 4 094 | 4 280 | 1 398 | 2 697 | 479 | 351 |
| 84 Vaucluse | 1 328 | 1 844 | 75 | 1 | 170 | 142 | 15 | 3 404 | 3 574 | 1 160 | 2 244 | 485 | 396 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | **8 952** | **10 846** | **516** | **87** | **1 004** | **824** | **177** | **21 401** | **22 405** | **8 048** | **13 353** | **2 636** | **1 868** |
| 1 Ain | 977 | 2 007 | 62 | 3 | 8 | 83 | 11 | 3 142 | 3 150 | 1 233 | 1 910 | 314 | 373 |
| 3 Allier | 987 | 1 098 | 43 | 11 | 64 | 105 | 19 | 2 262 | 2 325 | 746 | 1 516 | 140 | 183 |
| 7 Ardèche | 1 025 | 1 235 | 34 | 5 | 25 | 91 | 5 | 2 393 | 2 418 | 1 088 | 1 306 | 244 | 297 |
| 15 Cantal | 622 | 1 090 | 99 | 3 | 57 | 24 | 2 | 1 839 | 1 895 | 922 | 917 | 227 | 206 |
| 26 Drôme | 1 407 | 2 386 | 144 | 11 | 125 | 111 | 34 | 4 093 | 4 217 | 1 328 | 2 765 | 463 | 442 |
| 38 Isère | 1 750 | 3 811 | 146 | 3 | 45 | 161 | 13 | 5 882 | 5 927 | 2 083 | 3 800 | 636 | 741 |
| 42 Loire | 1 957 | 3 525 | 183 | 22 | 128 | 49 | 9 | 5 744 | 5 872 | 1 999 | 3 746 | 500 | 626 |
| 43 Loire (Haute) | 504 | 1 136 | 65 | 1 | 53 | 57 | 9 | 1 770 | 1 823 | 632 | 1 138 | 179 | 119 |
| 63 Puy de Dome | 1 933 | 3 464 | 67 | 12 | 102 | 108 | 18 | 5 601 | 5 703 | 2 073 | 3 528 | 553 | 484 |
| 69 Rhône | 2 546 | 4 382 | 169 | 33 | 276 | 363 | 56 | 7 548 | 7 824 | 2 734 | 4 814 | 716 | 732 |
| 73 Savoie | 646 | 1 485 | 91 | 17 | 96 | 214 | 28 | 2 479 | 2 575 | 924 | 1 555 | 342 | 372 |
| 74 Savoie Haute | 870 | 1 750 | 82 | 23 | 40 | 219 | 7 | 2 949 | 2 989 | 1 007 | 1 942 | 281 | 324 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **15 221** | **27 366** | **1 182** | **141** | **1 018** | **1 583** | **208** | **45 700** | **46 718** | **16 765** | **28 935** | **4 595** | **4 899** |
| **France métropole hors DOM** | **133 229** | **204 010** | **8 856** | **1 401** | **7 860** | **25 582** | **1 929** | **375 007** | **382 868** | **129 661** | **245 346** | **35 692** | **35 540** |
| **Guadeloupe** | 771 | 627 | 37 | 0 | 1 | 11 | 3 | 1 448 | 1 449 | 265 | 1 184 | 105 | 138 |
| **Martinique** | 356 | 219 | 13 | 0 | 15 | 18 | 2 | 608 | 623 | 137 | 471 | 63 | 82 |
| **Guyane** | 218 | 209 | 8 | 0 | 1 | 21 | 174 | 628 | 629 | 143 | 486 | 31 | 134 |
| **Réunion** | 2 038 | 1 899 | 47 | 9 | 40 | 125 | 31 | 4 147 | 4 187 | 807 | 3 340 | 335 | 367 |
| **Mayotte** | 112 | 45 | 7 | 0 | 0 | 65 | 5 | 233 | 233 | 3 | 230 | 11 | 60 |
| **DOM** | **3 494** | **2 998** | **111** | **9** | **58** | **239** | **214** | **7 064** | **7 121** | **1 354** | **5 710** | **545** | **781** |
| **France (métropole et DOM)** | **136 723** | **207 008** | **8 967** | **1 409** | **7 918** | **25 821** | **2 142** | **382 071** | **389 989** | **131 015** | **251 055** | **36 237** | **36 321** |

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Nombre de mesures en moyenne

Exercice 2024

| | Tutelle | Curatelle renforcée | Curatelle simple | TPSA ou MAJ | Sauvegarde de justice | Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne | Subrogé tuteur ou curateur | Total des mesures hors sauvegarde | Total des mesures avec sauvegarde | Mesures en établissement | Mesures à domicile | Sorties de mesures | Mesures nouvelles |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8 Ardennes | 1 365 | 1 128 | 37 | 10 | 15 | 36 | 0 | 2 576 | 2 591 | 669 | 1 907 | 218 | 306 |
| 10 Aube | 1 049 | 1 094 | 67 | 10 | 15 | 201 | 0 | 2 420 | 2 435 | 768 | 1 653 | 207 | 337 |
| 51 Marne | 840 | 1 501 | 63 | 4 | 39 | 357 | 1 | 2 766 | 2 804 | 783 | 1 983 | 154 | 262 |
| 52 Marne Haute | 615 | 678 | 36 | 7 | 47 | 26 | 2 | 1 364 | 1 411 | 392 | 972 | 70 | 71 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 1 685 | 1 697 | 68 | 13 | 108 | 350 | 6 | 3 817 | 3 925 | 1 271 | 2 546 | 324 | 596 |
| 55 Meuse | 942 | 896 | 59 | 20 | 7 | 45 | 1 | 1 962 | 1 968 | 712 | 1 250 | 173 | 234 |
| 57 Moselle | 2 655 | 2 717 | 185 | 48 | 21 | 479 | 10 | 6 093 | 6 113 | 2 148 | 3 945 | 565 | 618 |
| 67 Rhin (Bas) | 1 257 | 1 585 | 80 | 47 | 34 | 295 | 3 | 3 266 | 3 300 | 830 | 2 436 | 266 | 358 |
| 68 Rhin (Haut) | 1 356 | 1 774 | 82 | 36 | 65 | 764 | 35 | 4 046 | 4 111 | 1 322 | 2 724 | 281 | 357 |
| 88 Vosges | 994 | 1 911 | 83 | 11 | 78 | 121 | 0 | 3 119 | 3 197 | 1 227 | 1 893 | 255 | 349 |
| **Grand-Est** | **12 757** | **14 978** | **758** | **205** | **429** | **2 672** | **58** | **31 427** | **31 855** | **10 121** | **21 306** | **2 513** | **3 488** |
| 16 Charente | 1 101 | 1 640 | 72 | 22 | 57 | 196 | 45 | 3 074 | 3 131 | 1 005 | 2 070 | 219 | 349 |
| 17 Charente Maritime | 2 401 | 3 316 | 176 | 10 | 95 | 315 | 33 | 6 250 | 6 345 | 2 208 | 4 042 | 583 | 695 |
| 19 Corrèze | 1 019 | 1 241 | 53 | 3 | 101 | 79 | 46 | 2 439 | 2 540 | 1 221 | 1 218 | 263 | 224 |
| 23 Creuse | 417 | 272 | 33 | 28 | 20 | 598 | 0 | 1 348 | 1 367 | 684 | 664 | 124 | 141 |
| 24 Dordogne | 2 173 | 2 765 | 129 | 15 | 132 | 73 | 11 | 5 165 | 5 297 | 1 824 | 3 341 | 504 | 493 |
| 33 Gironde | 2 873 | 5 514 | 250 | 15 | 332 | 484 | 79 | 9 214 | 9 546 | 2 507 | 6 707 | 803 | 594 |
| 40 Landes | 731 | 1 336 | 39 | 13 | 138 | 749 | 16 | 2 883 | 3 021 | 1 069 | 1 814 | 453 | 265 |
| 47 Lot-et-Garonne | 959 | 1 936 | 80 | 3 | 169 | 94 | 14 | 3 085 | 3 254 | 1 117 | 1 968 | 320 | 230 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 1 405 | 2 828 | 131 | 9 | 99 | 357 | 11 | 4 740 | 4 839 | 1 685 | 3 055 | 483 | 472 |
| 79 Sèvres Deux | 1 445 | 1 964 | 108 | 19 | 105 | 286 | 5 | 3 826 | 3 931 | 1 198 | 2 629 | 329 | 322 |
| 86 Vienne | 1 618 | 1 528 | 104 | 19 | 45 | 193 | 17 | 3 477 | 3 522 | 1 188 | 2 289 | 262 | 385 |
| 87 Vienne (Haute) | 848 | 2 022 | 48 | 24 | 65 | 127 | 6 | 3 074 | 3 138 | 887 | 2 187 | 199 | 300 |
| **Nouvelle Aquitaine** | **16 987** | **26 360** | **1 220** | **178** | **1 358** | **3 548** | **281** | **48 572** | **49 930** | **16 590** | **31 982** | **4 542** | **4 470** |
| 21 Côte d'Or | 758 | 1 878 | 53 | 4 | 17 | 34 | 5 | 2 731 | 2 748 | 976 | 1 756 | 112 | 108 |
| 25 Doubs | 967 | 1 841 | 64 | 57 | 73 | 229 | 12 | 3 168 | 3 241 | 961 | 2 208 | 199 | 296 |
| 39 Jura | 678 | 1 503 | 90 | 27 | 39 | 53 | 2 | 2 351 | 2 390 | 709 | 1 643 | 227 | 257 |
| 58 Nièvre | 757 | 1 261 | 47 | 10 | 35 | 67 | 32 | 2 173 | 2 208 | 779 | 1 394 | 224 | 181 |
| 70 Saône Haute | 800 | 631 | 48 | 24 | 66 | 526 | 2 | 2 030 | 2 096 | 630 | 1 400 | 255 | 163 |
| 71 Saône Loire | 1 385 | 2 936 | 125 | 41 | 115 | 130 | 25 | 4 642 | 4 757 | 1 342 | 3 300 | 393 | 497 |
| 89 Yonne | 821 | 1 703 | 68 | 20 | 52 | 219 | 11 | 2 840 | 2 892 | 961 | 1 879 | 202 | 226 |
| 90 Territ. de Belfort | 501 | 418 | 17 | 3 | 1 | 33 | 0 | 972 | 973 | 276 | 697 | 93 | 89 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | **6 666** | **12 169** | **510** | **185** | **398** | **1 291** | **87** | **20 906** | **21 304** | **6 631** | **14 275** | **1 705** | **1 817** |
| 22 Côtes d'Armor | 1 690 | 2 782 | 130 | 20 | 130 | 1 157 | 8 | 5 786 | 5 916 | 1 794 | 3 992 | 605 | 675 |
| 29 Finistère | 2 505 | 5 206 | 58 | 24 | 155 | 377 | 85 | 8 254 | 8 409 | 2 724 | 5 530 | 879 | 869 |
| 35 Ille et Vilaine | 1 973 | 3 690 | 107 | 21 | 88 | 728 | 5 | 6 522 | 6 610 | 1 973 | 4 550 | 476 | 572 |
| 56 Morbihan | 1 962 | 3 876 | 171 | 9 | 78 | 153 | 11 | 6 181 | 6 259 | 1 500 | 4 682 | 656 | 810 |
| **Bretagne** | **8 129** | **15 553** | **466** | **72** | **451** | **2 415** | **109** | **26 743** | **27 194** | **7 990** | **18 753** | **2 616** | **2 926** |
| 18 Cher | 1 244 | 1 028 | 91 | 30 | 86 | 987 | 9 | 3 388 | 3 474 | 1 176 | 2 212 | 274 | 278 |
| 28 Eure et Loir | 1 275 | 1 604 | 59 | 20 | 85 | 120 | 39 | 3 116 | 3 201 | 1 176 | 1 940 | 395 | 457 |
| 36 Indre | 1 005 | 1 528 | 82 | 2 | 73 | 41 | 35 | 2 691 | 2 764 | 913 | 1 778 | 221 | 375 |
| 37 Indre-et-Loire | 1 639 | 2 678 | 144 | 8 | 82 | 73 | 2 | 4 543 | 4 625 | 1 466 | 3 077 | 372 | 310 |
| 41 Loir et Cher | 767 | 1 019 | 34 | 13 | 31 | 356 | 1 | 2 190 | 2 221 | 815 | 1 375 | 358 | 312 |
| 45 Loiret | 921 | 1 746 | 68 | 16 | 152 | 119 | 10 | 2 879 | 3 031 | 874 | 2 005 | 202 | 196 |
| **Centre-Val de Loire** | **6 850** | **9 602** | **477** | **88** | **509** | **1 695** | **95** | **18 807** | **19 316** | **6 420** | **12 387** | **1 822** | **1 928** |
| 2A Corse du Sud | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2B Corse Haute | 245 | 323 | 28 | 20 | 32 | 18 | 1 | 634 | 666 | 228 | 407 | 177 | 168 |
| **Corse** | **245** | **323** | **28** | **20** | **32** | **18** | **1** | **634** | **666** | **228** | **407** | **177** | **168** |
| 75 Paris | 1 904 | 3 501 | 198 | 12 | 73 | 173 | 18 | 5 805 | 5 877 | 1 983 | 3 822 | 568 | 799 |
| 77 Seine Marne | 1 798 | 2 859 | 100 | 26 | 106 | 214 | 16 | 5 012 | 5 118 | 1 886 | 3 126 | 635 | 713 |
| 78 Yvelines | 1 206 | 2 467 | 370 | 0 | 29 | 111 | 7 | 4 160 | 4 188 | 1 734 | 2 426 | 209 | 266 |
| 91 Essonne | 1 359 | 2 805 | 124 | 3 | 78 | 154 | 35 | 4 479 | 4 557 | 1 616 | 2 863 | 826 | 1 190 |
| 92 Seine Hauts de | 1 125 | 2 115 | 70 | 14 | 100 | 119 | 32 | 3 474 | 3 574 | 1 068 | 2 406 | 341 | 479 |
| 93 Seine St Denis | 1 598 | 2 098 | 135 | 7 | 46 | 128 | 174 | 4 139 | 4 184 | 1 395 | 2 744 | 334 | 494 |
| 94 Val de Marne | 1 053 | 2 048 | 100 | 14 | 54 | 193 | 33 | 3 441 | 3 494 | 1 113 | 2 328 | 238 | 704 |
| 95 Val d'oise | 1 179 | 1 506 | 74 | 5 | 26 | 152 | 17 | 2 932 | 2 957 | 1 205 | 1 727 | 319 | 425 |
| **Ile de France** | **11 221** | **19 398** | **1 169** | **80** | **511** | **1 242** | **330** | **33 439** | **33 950** | **11 998** | **21 441** | **3 470** | **5 070** |
| 9 Ariège | 399 | 405 | 37 | 1 | 65 | 30 | 4 | 874 | 939 | 340 | 535 | 137 | 127 |
| 11 Aude | 1 046 | 1 634 | 109 | 0 | 59 | 111 | 55 | 2 954 | 3 013 | 1 130 | 1 825 | 259 | 308 |
| 12 Aveyron | 710 | 1 386 | 86 | 15 | 60 | 34 | 8 | 2 238 | 2 298 | 919 | 1 319 | 213 | 186 |
| 30 Gard | 1 219 | 2 336 | 81 | 16 | 209 | 104 | 17 | 3 773 | 3 981 | 1 193 | 2 580 | 361 | 265 |
| 31 Garonne (Haute) | 1 631 | 2 309 | 83 | 13 | 114 | 177 | 39 | 4 251 | 4 365 | 1 510 | 2 741 | 440 | 618 |
| 32 Gers | 793 | 878 | 26 | 5 | 23 | 369 | 39 | 2 108 | 2 131 | 895 | 1 213 | 215 | 218 |
| 34 Hérault | 1 453 | 3 215 | 136 | 22 | 141 | 160 | 36 | 5 021 | 5 162 | 1 619 | 3 402 | 345 | 416 |
| 46 Lot | 599 | 840 | 43 | 2 | 47 | 45 | 9 | 1 536 | 1 583 | 724 | 812 | 182 | 222 |
| 48 Lozère | 642 | 641 | 16 | 1 | 7 | 227 | 17 | 1 544 | 1 551 | 1 228 | 316 | 164 | 182 |
| 65 Pyrénées Hautes | 703 | 761 | 15 | 3 | 3 | 131 | 15 | 1 627 | 1 630 | 581 | 1 047 | 121 | 204 |
| 66 Pyrénées Orient. | 999 | 1 712 | 139 | 3 | 72 | 58 | 20 | 2 930 | 3 002 | 1 001 | 1 929 | 384 | 344 |
| 81 Tarn | 826 | 1 318 | 48 | 8 | 45 | 154 | 10 | 2 363 | 2 408 | 879 | 1 484 | 157 | 183 |
| 82 Tarn et Garonne | 428 | 987 | 53 | 7 | 42 | 35 | 18 | 1 528 | 1 570 | 551 | 977 | 131 | 152 |
| **Occitanie** | **11 445** | **18 419** | **868** | **96** | **888** | **1 634** | **284** | **32 745** | **33 633** | **12 567** | **20 178** | **3 109** | **3 425** |
| 2 Aisne | 1 960 | 1 464 | 57 | 4 | 34 | 1 023 | 10 | 4 518 | 4 552 | 1 758 | 2 760 | 397 | 412 |
| 59 Nord | 9 166 | 9 896 | 334 | 1 | 363 | 1 631 | 84 | 21 111 | 21 474 | 7 885 | 13 226 | 1 541 | 1 780 |
| 60 Oise | 1 802 | 2 493 | 120 | 3 | 64 | 348 | 16 | 4 781 | 4 844 | 1 835 | 2 946 | 482 | 483 |
| 62 Pas-de-Calais | 4 692 | 5 120 | 218 | 20 | 168 | 2 378 | 45 | 12 472 | 12 640 | 4 398 | 8 074 | 1 247 | 1 733 |
| 80 Somme | 2 197 | 2 800 | 95 | 52 | 53 | 168 | 21 | 5 332 | 5 385 | 1 947 | 3 385 | 352 | 406 |
| **Hauts-de-France** | **19 817** | **21 773** | **823** | **80** | **682** | **5 547** | **175** | **48 213** | **48 894** | **17 822** | **30 391** | **4 019** | **4 814** |
| 14 Calvados | 2 054 | 4 075 | 133 | 33 | 250 | 187 | 19 | 6 499 | 6 749 | 1 886 | 4 614 | 488 | 481 |
| 27 Eure | 1 752 | 2 402 | 132 | 6 | 62 | 210 | 103 | 4 604 | 4 666 | 1 657 | 2 948 | 502 | 683 |
| 50 Manche | 1 461 | 2 745 | 91 | 14 | 104 | 346 | 30 | 4 686 | 4 789 | 1 155 | 3 531 | 351 | 511 |
| 61 Orne | 1 044 | 1 634 | 28 | 50 | 15 | 109 | 3 | 2 867 | 2 881 | 1 093 | 1 774 | 251 | 380 |
| 76 Seine Maritime | 3 356 | 5 868 | 313 | 37 | 238 | 974 | 133 | 10 680 | 10 918 | 2 953 | 7 727 | 984 | 1 139 |
| **Normandie** | **9 666** | **16 723** | **696** | **140** | **669** | **1 824** | **287** | **29 335** | **30 003** | **8 743** | **20 592** | **2 576** | **3 194** |
| 44 Loire Atlantique | 1 794 | 4 547 | 125 | 12 | 88 | 226 | 6 | 6 709 | 6 796 | 1 896 | 4 813 | 529 | 665 |
| 49 Maine-et-Loire | 1 685 | 3 255 | 76 | 35 | 25 | 376 | 10 | 5 436 | 5 461 | 1 626 | 3 810 | 390 | 531 |
| 53 Mayenne | 827 | 1 852 | 87 | 15 | 11 | 75 | 12 | 2 867 | 2 878 | 905 | 1 962 | 150 | 255 |
| 72 Sarthe | 1 473 | 2 301 | 49 | 4 | 24 | 180 | 9 | 4 016 | 4 039 | 1 333 | 2 683 | 475 | 498 |
| 85 Vendée | 1 274 | 2 061 | 113 | 18 | 46 | 887 | 0 | 4 352 | 4 398 | 1 439 | 2 913 | 421 | 496 |
| **Pays de Loire** | **7 053** | **14 015** | **448** | **83** | **194** | **1 743** | **37** | **23 378** | **23 572** | **7 198** | **16 181** | **1 965** | **2 445** |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 459 | 808 | 53 | 0 | 35 | 43 | 47 | 1 409 | 1 444 | 598 | 812 | 130 | 162 |
| 5 Alpes Hautes | 291 | 342 | 18 | 0 | 18 | 32 | 1 | 684 | 702 | 337 | 347 | 103 | 91 |
| 6 Alpes Maritimes | 2 306 | 2 639 | 175 | 13 | 266 | 376 | 43 | 5 551 | 5 816 | 1 890 | 3 661 | 692 | 501 |
| 13 Bouches du Rhônes | 2 871 | 3 319 | 101 | 43 | 374 | 134 | 43 | 6 511 | 6 884 | 2 722 | 3 789 | 428 | 320 |
| 83 Var | 1 790 | 2 102 | 100 | 38 | 196 | 116 | 43 | 4 187 | 4 383 | 1 412 | 2 775 | 507 | 367 |
| 84 Vaucluse | 1 346 | 1 885 | 79 | 1 | 164 | 149 | 20 | 3 478 | 3 642 | 1 195 | 2 283 | 471 | 421 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | **9 062** | **11 093** | **525** | **94** | **1 053** | **849** | **197** | **21 818** | **22 871** | **8 153** | **13 665** | **2 331** | **1 862** |
| 1 Ain | 979 | 2 065 | 61 | 3 | 12 | 82 | 14 | 3 202 | 3 214 | 1 236 | 1 966 | 306 | 455 |
| 3 Allier | 994 | 1 116 | 41 | 13 | 61 | 102 | 18 | 2 282 | 2 343 | 745 | 1 538 | 149 | 171 |
| 7 Ardèche | 1 047 | 1 265 | 40 | 6 | 28 | 92 | 6 | 2 455 | 2 482 | 1 109 | 1 346 | 250 | 286 |
| 15 Cantal | 635 | 1 129 | 102 | 4 | 62 | 24 | 2 | 1 895 | 1 957 | 941 | 954 | 156 | 164 |
| 26 Drôme | 1 416 | 2 389 | 135 | 11 | 132 | 119 | 48 | 4 117 | 4 249 | 1 319 | 2 799 | 485 | 392 |
| 38 Isère | 1 860 | 3 868 | 136 | 3 | 43 | 172 | 23 | 6 060 | 6 103 | 2 158 | 3 902 | 795 | 991 |
| 42 Loire | 2 033 | 3 641 | 179 | 17 | 133 | 49 | 7 | 5 924 | 6 057 | 2 044 | 3 880 | 532 | 713 |
| 43 Loire (Haute) | 520 | 1 159 | 56 | 1 | 62 | 49 | 11 | 1 795 | 1 856 | 635 | 1 160 | 149 | 134 |
| 63 Puy de Dome | 1 969 | 3 515 | 65 | 13 | 103 | 110 | 21 | 5 692 | 5 795 | 2 109 | 3 583 | 543 | 524 |
| 69 Rhône | 2 606 | 4 385 | 172 | 30 | 314 | 366 | 60 | 7 619 | 7 933 | 2 771 | 4 848 | 743 | 906 |
| 73 Savoie | 605 | 1 562 | 99 | 14 | 100 | 186 | 27 | 2 492 | 2 592 | 876 | 1 616 | 383 | 379 |
| 74 Savoie Haute | 887 | 1 752 | 85 | 23 | 48 | 225 | 7 | 2 977 | 3 025 | 1 012 | 1 965 | 326 | 339 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **15 547** | **27 842** | **1 169** | **135** | **1 098** | **1 574** | **241** | **46 508** | **47 605** | **16 952** | **29 556** | **4 817** | **5 454** |
| **France métropole hors DOM** | **135 553** | **208 303** | **9 156** | **1 453** | **8 272** | **26 124** | **2 179** | **382 768** | **391 040** | **131 543** | **251 225** | **35 661** | **41 108** |
| **Guadeloupe** | 806 | 639 | 40 | 0 | 1 | 13 | 5 | 1 502 | 1 503 | 299 | 1 203 | 89 | 168 |
| **Martinique** | 390 | 234 | 13 | 0 | 13 | 13 | 2 | 652 | 664 | 154 | 498 | 56 | 113 |
| **Guyane** | 241 | 233 | 8 | 0 | 1 | 24 | 189 | 695 | 696 | 157 | 538 | 52 | 115 |
| **Réunion** | 2 096 | 1 932 | 49 | 5 | 32 | 153 | 51 | 4 285 | 4 316 | 756 | 3 529 | 241 | 403 |
| **Mayotte** | 118 | 44 | 7 | 0 | 0 | 57 | 3 | 228 | 228 | 4 | 225 | 4 | 30 |
| **DOM** | **3 650** | **3 081** | **116** | **5** | **46** | **259** | **250** | **7 360** | **7 406** | **1 368** | **5 992** | **442** | **829** |
| **France (métropole et DOM)** | **139 203** | **211 384** | **9 272** | **1 457** | **8 319** | **26 383** | **2 429** | **390 128** | **398 447** | **132 911** | **257 217** | **36 103** | **41 937** |

DIRECTION GENERALE
DE LA COHESION SOCIALE

Annexe 7

# Valeurs des indicateurs des services Délégués aux prestations familiales (SDPF)

# Tableau de bord

**Tableau de bord relatif aux indicateurs des services délégués aux prestations familiales-valeurs moyennes**

**Données générales**

| | 2022 | 2023 | | 2024 | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Nombre | Taux évolution/N-1 | Nombre | Taux évolution/N |
| **Mesures au 31/12** | **12 563** | **13 114** | **4,4%** | **13 711** | **4,6%** |
| **Mesures en moyenne dans l'année** | 12 524 | 12 820 | 2,4% | 13 351 | 4,1% |
| **ETP** | 842 | 894 | 6,2% | 908 | 1,6% |
| **Nombre de points** | 2 983 340 | 3 041 945 | 2,0% | 3 179 331 | 4,5% |

**Indicateurs de référence-Moyennes**

| | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|
| **Poids moyen de la mesure** | 19,85 | 19,77 | 19,84 |
| **Valeur du point service** | 19,58 | 19,65 | 20,05 |
| **Nombre de points par ETP** | 3 542 | 3 401 | 3 500 |
| **Nombre de mesure "moyenne" par ETP** | 14,79 | 14,21 | 14,62 |

**Indicateurs secondaires liés aux groupes fonctionnels-Moyennes**

| | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|
| **Valeur du point afférent aux dépenses de personnel dont :** | **14,92** | **16,19** | **16,42** |
| - Valeur du point délégué | 8,26 | 9,08 | 9,20 |
| - Valeur du point autres personnels | 6,66 | 7,11 | 7,22 |

**Indicateurs relatifs au personnel-Moyennes**

| Nombre de postes ETP (en %) | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|
| **Délégués** | 55,9% | 56,6% | 57,0% |
| **Autres personnel** | 44,1% | 43,4% | 43,0% |

| Indicateur de qualification en 2022 | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Niveau 4 | Niveau 5 | Niveau 6 | Niveau 7 | Niveau 8 | Niveaux 1 à 8 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| % | 2,4% | 5,6% | 34,8% | 14,4% | 26,6% | 13,9% | 2,0% | 0,2% | 100,0% |

| Indicateur de formation | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|
| nb d'h/ETP | 40,7 | 42,4 | 40,0 |

| | |
|---|---|
| Indice de vieillesse-technicité en 2022 | 1,3 |

| | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|
| **Nombre de points par l'ensemble des ETP** | **3 542** | **3 401** | **3 500** |
| Nombre de points par ETP délégués | 6 340 | 6 012 | 6 136 |
| Nombre de points par ETP autres personnels | 8 025 | 7 833 | 8 147 |

**Indicateurs d'activité-Moyennes**

| | 2022 |
|---|---|
| | TAM par rapport à la durée théorique annuelle de travail |
| **Indicateur de temps actif mobilisable** | 0,9 |

| | 2022 |
|---|---|
| **Coût de l'intervention des délégués** | 37,3 |

**Tableau de bord relatif aux indicateurs des services délégués aux prestations familiales-valeurs médianes**

**Indicateurs de référence-Médianes**

| | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|
| **Poids moyen de la mesure** | 19,85 | 19,77 | 19,84 |
| **Valeur du point service** | 19,58 | 19,65 | 20,05 |
| **Nombre de points par ETP** | 3 542 | 3 401 | 3 500 |
| **Nombre de mesure "moyenne" par ETP** | 14,79 | 14,21 | 14,62 |

**Indicateurs secondaires liés aux groupes fonctionnels-Médianes**

| | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|
| **Valeur du point afférent aux dépenses de personnel dont :** | 14,92 | 16,19 | 16,42 |
| - Valeur du point délégué | 8,26 | 9,08 | 9,20 |
| - Valeur du point autres personnels | 6,66 | 7,11 | 7,22 |

**Indicateurs relatifs au personnel-Médianes**

| Nombre de postes ETP (en %) | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|
| **Délégués** | 54,9% | 56,8% | 56,3% |
| **Autres personnel** | 45,1% | 43,2% | 43,8% |

| Indicateur de qualification en 2022 | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Niveau 4 | Niveau 5 | Niveau 6 | Niveau 7 | Niveau 8 | Niveaux 1 à 8 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| % | 0,0% | 0,1% | 23,0% | 14,0% | 17,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% |

| Indicateur de formation | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|
| nb d'h/ETP | 31,7 | 28,9 | 31,1 |

| | |
|---|---|
| Indice de vieillesse-technicité en 2022 | 1,31 |

| | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|
| **Nombre de points par l'ensemble des ETP** | 3 542 | 3 401 | 3 500 |
| Nombre de points par ETP délégués | 6 340 | 6 012 | 6 136 |
| Nombre de points par ETP autres personnels | 8 025 | 7 833 | 8 147 |

**Indicateurs d'activité-Médianes**

| | 2022 |
|---|---|
| | TAM par rapport à la durée théorique annuelle de travail |
| **Indicateur de temps actif mobilisable** | 0,92 |

| | 2022 |
|---|---|
| **Coût de l'intervention des délégués** | 37,27 |

**Tableau de bord sur les mesures**

**Nombre de mesures en moyenne, au 31/12 et flux**

| | | 2022 | | 2023 | | 2024 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | En nombre | En % du Total des mesures au 31/12 | En nombre | En % du Total des mesures au 31/12 | En nombre | En % du Total des mesures au 31/12 |
| **MJAGBF** | Nombre de mesures en moyenne dans l'année | **12 350** | 98,3% | **12 641** | 96,4% | **13 164** | 96,0% |
| | Nombre de mesures au 31/12 | **12 388** | 98,6% | **12 932** | 98,6% | **13 523** | 98,6% |
| | Nombre de mesures nouvelles (1er janvier au 31 décembre) | **3 189** | 25,4% | **3 237** | 24,7% | **3 415** | 24,9% |
| | Nombre de sorties de mesures (1er janvier au 31 décembre ) | **4 499** | 35,8% | **2 709** | 20,7% | **2 733** | 19,9% |
| **MJAGBF doublée d'une MAJ** | Nombre de mesures en moyenne dans l'année | **174** | 1,4% | **179** | 1,4% | **187** | 1,4% |
| | Nombre de mesures au 31/12 | **175** | 1,4% | **182** | 1,4% | **188** | 1,4% |
| | Nombre de mesures nouvelles (1er janvier au 31 décembre) | **8** | 0,1% | **7** | 0,1% | **8** | 0,1% |
| | Nombre de sorties de mesures (1er janvier au 31 décembre) | **16** | 0,1% | **5** | 0,0% | **7** | 0,1% |
| **Total des mesures (MJAGBF et MJAGBF doublée d'une MAJ)** | Nombre de mesures en moyenne dans l'année | **12 524** | 99,7% | **12 820** | 97,8% | **13 351** | 97,4% |
| | Nombre de mesures au 31/12 | **12 563** | 100,0% | **13 114** | 100,0% | **13 711** | 100,0% |
| | Nombre de mesures nouvelles (1er janvier au 31 décembre) | **3 197** | 25,4% | **3 244** | 24,7% | **3 423** | 25,0% |
| | Nombre de sorties de mesures (1er janvier au 31 décembre) | **4 515** | 35,9% | **2 714** | 20,7% | **2 740** | 20,0% |

**Répartition des familles en fonction de la prestation sociale perçue et selon les financeurs publics**

| Départements | Répartition en % des familles selon les financeurs publics | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | CAF | MSA | CARSAT | Régime spécial | **TOTAL** |
| Grand-Est | 98,7% | 1,3% | 0,0% | 0,0% | 100,0% |
| Nouvelle Aquitaine | 96,4% | 3,6% | 0,1% | 0,0% | 100,0% |
| Bourgogne-Franche Comté | 94,2% | 5,8% | 0,0% | 0,0% | 100,0% |
| Bretagne | 95,2% | 4,8% | 0,0% | 0,0% | 100,0% |
| Centre-Val de Loire | 97,8% | 2,2% | 0,0% | 0,0% | 100,0% |
| Corse | 97,3% | 2,7% | 0,0% | 0,0% | 100,0% |
| Ile-de-France | 99,8% | 0,2% | 0,0% | 0,0% | 100,0% |
| Occitanie | 98,5% | 1,5% | 0,0% | 0,0% | 100,0% |
| Hauts-de-France | 98,0% | 2,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% |
| Normandie | 98,0% | 2,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% |
| Pays de Loire | 96,9% | 3,1% | 0,0% | 0,0% | 100,0% |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 98,2% | 1,8% | 0,0% | 0,0% | 100,0% |
| Auvergne-Rhône-Alpes | 99,3% | 0,7% | 0,0% | 0,0% | 100,0% |
| **Total National** | **98,4%** | **1,6%** | **0,0%** | **0,0%** | **0,0%** |

**Services Délégués aux prestations familiales**

**Indicateurs relatifs au nombre de mesures et aux flux- Moyennes**

**Exercice 2022**

| | MJAGBF | | | | | MJAGBF doublée d'une MAJ | | | | | TOTAL | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Mesures en moyenne | Mesures au 31/12 | Mesures nouvelles | Sorties de mesures | % mesures au 31/12 dans le total des mesures | Mesures en moyenne | Mesures au 31/12 | Mesures nouvelles | Sorties de mesures | % mesures au 31/12 dans le total des mesures | Mesures en moyenne | Mesures au 31/12 | Mesures nouvelles | Sorties de mesures |
| 8 Ardennes | 0 | 27 | 11 | 13 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 28 | 27 | 11 | 13 |
| 10 Aube | 36 | 34 | 10 | 13 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 36 | 34 | 10 | 13 |
| 51 Marne | 124 | 119 | 33 | 41 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 124 | 119 | 33 | 41 |
| 52 Marne Haute | 55 | 58 | 15 | 12 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 55 | 58 | 15 | 12 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 137 | 131 | 27 | 37 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 137 | 131 | 27 | 37 |
| 55 Meuse | 84 | 82 | 21 | 18 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 84 | 82 | 21 | 18 |
| 57 Moselle | 287 | 284 | 66 | 71 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 287 | 284 | 66 | 71 |
| 67 Rhin (Bas) | 254 | 255 | 56 | 54 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 254 | 255 | 56 | 54 |
| 68 Rhin (Haut) | 120 | 118 | 38 | 41 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 120 | 118 | 38 | 41 |
| 88 Vosges | 166 | 166 | 45 | 45 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 166 | 166 | 45 | 45 |
| **Grand-Est** | **1 289** | **1 274** | **322** | **345** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **1 289** | **1 274** | **322** | **345** |
| 16 Charente | 139 | 138 | 29 | 30 | 98% | 3 | 3 | 0 | 0 | 2% | 142 | 141 | 29 | 30 |
| 17 Charente Maritime | 131 | 139 | 57 | 37 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 131 | 139 | 57 | 37 |
| 19 Corrèze | 119 | 122 | 26 | 15 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 119 | 122 | 26 | 15 |
| 23 Creuse | 34 | 31 | 7 | 12 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 34 | 31 | 7 | 12 |
| 24 Dordogne | 152 | 167 | 35 | 24 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 152 | 167 | 35 | 24 |
| 33 Gironde | 343 | 347 | 75 | 65 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 343 | 347 | 75 | 65 |
| 40 Landes | 137 | 131 | 22 | 34 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 137 | 131 | 22 | 34 |
| 47 Lot-et-Garonne | 82 | 79 | 16 | 22 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 82 | 79 | 16 | 22 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 195 | 186 | 21 | 32 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 195 | 186 | 21 | 32 |
| 79 Sèvres Deux | 119 | 116 | 27 | 33 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 119 | 116 | 27 | 33 |
| 86 Vienne | 114 | 111 | 31 | 35 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 114 | 111 | 31 | 35 |
| 87 Vienne (Haute) | 132 | 131 | 32 | 30 | 100% | 1 | 0 | 0 | 1 | 0% | 133 | 131 | 32 | 31 |
| **Nouvelle Aquitaine** | **1 695** | **1 698** | **378** | **369** | **100%** | **4** | **3** | **0** | **1** | **0%** | **1 699** | **1 701** | **378** | **370** |
| 21 Côte d'Or | 164 | 165 | 36 | 38 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 164 | 165 | 36 | 38 |
| 25 Doubs | 163 | 158 | 44 | 54 | 95% | 10 | 9 | 6 | 8 | 5% | 173 | 167 | 50 | 62 |
| 39 Jura | 92 | 91 | 26 | 28 | 98% | 4 | 2 | 0 | 3 | 2% | 96 | 93 | 26 | 31 |
| 58 Nièvre | 73 | 70 | 16 | 21 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 73 | 70 | 16 | 21 |
| 70 Saône Haute | 87 | 85 | 9 | 13 | 96% | 6 | 4 | 0 | 3 | 4% | 93 | 89 | 9 | 16 |
| 71 Saône Loire | 217 | 221 | 45 | 1 440 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 217 | 221 | 45 | 1 440 |
| 89 Yonne | 84 | 86 | 5 | 18 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 84 | 86 | 5 | 18 |
| 90 Territ. de Belfort | 42 | 40 | 7 | 7 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 42 | 40 | 7 | 7 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | **921** | **916** | **188** | **1 619** | **98%** | **20** | **15** | **6** | **14** | **2%** | **940** | **931** | **194** | **1 633** |
| 22 Côtes d'Armor | 238 | 241 | 52 | 46 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 238 | 241 | 52 | 46 |
| 29 Finistère | 284 | 294 | 78 | 58 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 284 | 294 | 78 | 58 |
| 35 Ille et Vilaine | 62 | 61 | 37 | 39 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 62 | 61 | 37 | 39 |
| 56 Morbihan | 63 | 64 | 12 | 10 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 63 | 64 | 12 | 10 |
| **Bretagne** | **647** | **660** | **179** | **153** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **647** | **660** | **179** | **153** |
| 18 Cher | 82 | 89 | 29 | 14 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 82 | 89 | 29 | 14 |
| 28 Eure et Loir | 141 | 141 | 40 | 40 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 141 | 141 | 40 | 40 |
| 36 Indre | 67 | 63 | 17 | 21 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 67 | 63 | 17 | 21 |
| 37 Indre-et-Loire | 121 | 115 | 17 | 25 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 121 | 115 | 17 | 25 |
| 41 Loir et Cher | 47 | 38 | 2 | 20 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 47 | 38 | 2 | 20 |
| 45 Loiret | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Centre-Val de Loire** | **458** | **446** | **105** | **120** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **458** | **446** | **105** | **120** |
| 2A Corse du Sud | 20 | 29 | 14 | 5 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 20 | 29 | 14 | 5 |
| 2B Corse Haute | 9 | 8 | 3 | 5 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 9 | 8 | 3 | 5 |
| **Corse** | **29** | **37** | **17** | **10** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **29** | **37** | **17** | **10** |
| 75 Paris | 195 | 209 | 54 | 25 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 195 | 209 | 54 | 25 |
| 77 Seine Marne | 264 | 244 | 105 | 144 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 264 | 244 | 105 | 144 |
| 78 Yvelines | 339 | 339 | 46 | 22 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 339 | 339 | 46 | 22 |
| 91 Essonne | 578 | 585 | 87 | 72 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 578 | 585 | 87 | 72 |
| 92 Seine Hauts de | 217 | 211 | 34 | 45 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 217 | 211 | 34 | 45 |
| 93 Seine St Denis | 283 | 281 | 68 | 72 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 283 | 281 | 68 | 72 |
| 94 Val de Marne | 125 | 118 | 27 | 42 | 99% | 1 | 1 | 0 | 0 | 1% | 126 | 119 | 27 | 42 |
| 95 Val d'oise | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Ile de France** | **1 999** | **1 987** | **421** | **422** | **100%** | **1** | **1** | **0** | **0** | **0%** | **2 000** | **1 988** | **421** | **422** |
| 9 Ariège | 17 | 17 | 7 | 6 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 17 | 17 | 7 | 6 |
| 11 Aude | 79 | 77 | 20 | 24 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 79 | 77 | 20 | 24 |
| 12 Aveyron | 31 | 29 | 8 | 10 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 31 | 29 | 8 | 10 |
| 30 Gard | 142 | 138 | 30 | 38 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 142 | 138 | 30 | 38 |
| 31 Garonne (Haute) | 214 | 231 | 83 | 49 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 214 | 231 | 83 | 49 |
| 32 Gers | 48 | 49 | 11 | 7 | 96% | 2 | 2 | 2 | 1 | 4% | 50 | 51 | 13 | 8 |
| 34 Hérault | 240 | 244 | 65 | 46 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 240 | 244 | 65 | 46 |
| 46 Lot | 19 | 24 | 14 | 6 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 19 | 24 | 14 | 6 |
| 48 Lozère | 19 | 16 | 1 | 7 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 19 | 16 | 1 | 7 |
| 65 Pyrénées Hautes | 55 | 56 | 9 | 7 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 55 | 56 | 9 | 7 |
| 66 Pyrénées Orient. | 56 | 59 | 24 | 17 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 56 | 59 | 24 | 17 |
| 81 Tarn | 85 | 87 | 20 | 13 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 85 | 87 | 20 | 13 |
| 82 Tarn et Garonne | 60 | 59 | 11 | 12 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 60 | 59 | 11 | 12 |
| **Occitanie** | **1 063** | **1 086** | **303** | **242** | **100%** | **2** | **2** | **2** | **1** | **0%** | **1 064** | **1 088** | **305** | **243** |
| 2 Aisne | 110 | 119 | 60 | 43 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 110 | 119 | 60 | 43 |
| 59 Nord | 429 | 431 | 154 | 157 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 429 | 431 | 154 | 157 |
| 60 Oise | 146 | 168 | 81 | 36 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 146 | 168 | 81 | 36 |
| 62 Pas-de-Calais | 312 | 297 | 97 | 126 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 312 | 297 | 97 | 126 |
| 80 Somme | 167 | 174 | 61 | 47 | 99% | 1 | 1 | 0 | 0 | 1% | 168 | 175 | 61 | 47 |
| **Hauts-de-France** | **1 163** | **1 189** | **453** | **409** | **100%** | **1** | **1** | **0** | **0** | **0%** | **1 164** | **1 190** | **453** | **409** |
| 14 Calvados | 232 | 245 | 57 | 25 | 100% | 1 | 1 | 0 | 0 | 0% | 233 | 246 | 57 | 25 |
| 27 Eure | 147 | 129 | 25 | 50 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 147 | 129 | 25 | 50 |
| 50 Manche | 110 | 94 | 15 | 42 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 110 | 94 | 15 | 42 |
| 61 Orne | 129 | 131 | 17 | 22 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 129 | 131 | 17 | 22 |
| 76 Seine Maritime | 305 | 297 | 56 | 71 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 305 | 297 | 56 | 71 |
| **Normandie** | **922** | **896** | **170** | **210** | **100%** | **1** | **1** | **0** | **0** | **0%** | **923** | **897** | **170** | **210** |
| 44 Loire Atlantique | 109 | 116 | 43 | 28 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 109 | 116 | 43 | 28 |
| 49 Maine-et-Loire | 169 | 164 | 40 | 50 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 169 | 164 | 40 | 50 |
| 53 Mayenne | 96 | 84 | 11 | 37 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 96 | 84 | 11 | 37 |
| 72 Sarthe | 109 | 114 | 32 | 25 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 109 | 114 | 32 | 25 |
| 85 Vendée | 61 | 61 | 16 | 16 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 61 | 61 | 16 | 16 |
| **Pays de Loire** | **544** | **539** | **142** | **156** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **544** | **539** | **142** | **156** |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 13 | 12 | 3 | 4 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 13 | 12 | 3 | 4 |
| 5 Alpes Hautes | 35 | 30 | 8 | 17 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 35 | 30 | 8 | 17 |
| 6 Alpes Maritimes | 113 | 115 | 31 | 26 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 113 | 115 | 31 | 26 |
| 13 Bouches du Rhônes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 83 Var | 59 | 65 | 27 | 15 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 59 | 65 | 27 | 15 |
| 84 Vaucluse | 141 | 141 | 42 | 40 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 141 | 141 | 42 | 40 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | **359** | **363** | **111** | **102** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **359** | **363** | **111** | **102** |
| 1 Ain | 100 | 109 | 40 | 22 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 100 | 109 | 40 | 22 |
| 3 Allier | 116 | 119 | 0 | 0 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 116 | 119 | 0 | 0 |
| 7 Ardèche | 36 | 36 | 12 | 12 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 36 | 36 | 12 | 12 |
| 15 Cantal | 45 | 44 | 6 | 9 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 45 | 44 | 6 | 9 |
| 26 Drôme | 124 | 126 | 36 | 31 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 124 | 126 | 36 | 31 |
| 38 Isère | 146 | 152 | 74 | 58 | 50% | 146 | 152 | 0 | 0 | 50% | 292 | 304 | 74 | 58 |
| 42 Loire | 144 | 133 | 34 | 56 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 144 | 133 | 34 | 56 |
| 43 Loire (Haute) | 124 | 130 | 36 | 22 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 124 | 130 | 36 | 22 |
| 63 Puy de Dome | 13 | 17 | 9 | 4 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 13 | 17 | 9 | 4 |
| 69 Rhône | 140 | 142 | 55 | 51 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 140 | 142 | 55 | 51 |
| 73 Savoie | 67 | 69 | 25 | 20 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 67 | 69 | 25 | 20 |
| 74 Savoie Haute | 97 | 97 | 28 | 28 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 97 | 97 | 28 | 28 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **1 150** | **1 174** | **355** | **313** | **89%** | **146** | **152** | **0** | **0** | **11%** | **1 296** | **1 326** | **355** | **313** |
| **France métropole hors DOM** | **12 236** | **12 265** | **3 144** | **4 470** | **99%** | **174** | **175** | **8** | **16** | **1%** | **12 410** | **12 440** | **3 152** | **4 486** |
| **Guadeloupe** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Martinique** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Guyane** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Réunion** | 114 | 123 | 45 | 29 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 114 | 123 | 45 | 29 |
| **DOM** | **114** | **123** | **45** | **29** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **114** | **123** | **45** | **29** |
| **France (métropole et DOM)** | **12 350** | **14 761** | **4 091** | **4 060** | **99%** | **172** | **179** | **23** | **21** | **1%** | **15 092** | **14 940** | **4 114** | **4 081** |

**Exercice 2023**

| | MJAGBF | | | | | MJAGBF doublée d'une MAJ | | | | | TOTAL | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Mesures en moyenne | Mesures au 31/12 | Mesures nouvelles | Sorties de mesures | % mesures au 31/12 dans le total des mesures | Mesures en moyenne | Mesures au 31/12 | Mesures nouvelles | Sorties de mesures | % mesures au 31/12 dans le total des mesures | Mesures en moyenne | Mesures au 31/12 | Mesures nouvelles | Sorties de mesures |
| 8 Ardennes | 31 | 34 | 19 | 12 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 31 | 34 | 19 | 12 |
| 10 Aube | 42 | 49 | 15 | 5 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 42 | 49 | 15 | 5 |
| 51 Marne | 119 | 130 | 27 | 16 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 119 | 130 | 27 | 16 |
| 52 Marne Haute | 58 | 58 | 4 | 4 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 58 | 58 | 4 | 4 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 136 | 140 | 33 | 24 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 136 | 140 | 33 | 24 |
| 55 Meuse | 82 | 81 | 20 | 21 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 82 | 81 | 20 | 21 |
| 57 Moselle | 275 | 265 | 36 | 55 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 275 | 265 | 36 | 55 |
| 67 Rhin (Bas) | 255 | 255 | 56 | 56 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 255 | 255 | 56 | 56 |
| 68 Rhin (Haut) | 124 | 126 | 24 | 19 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 124 | 126 | 24 | 19 |
| 88 Vosges | 173 | 180 | 65 | 51 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 173 | 180 | 65 | 51 |
| **Grand-Est** | **1 293** | **1 318** | **299** | **263** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **1 293** | **1 318** | **299** | **263** |
| 16 Charente | 143 | 146 | 29 | 21 | 99% | 2 | 1 | 0 | 1 | 1% | 145 | 147 | 29 | 22 |
| 17 Charente Maritime | 143 | 145 | 45 | 39 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 143 | 145 | 45 | 39 |
| 19 Corrèze | 121 | 118 | 22 | 26 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 121 | 118 | 22 | 26 |
| 23 Creuse | 29 | 26 | 3 | 8 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 29 | 26 | 3 | 8 |
| 24 Dordogne | 152 | 167 | 35 | 24 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 152 | 167 | 35 | 24 |
| 33 Gironde | 345 | 362 | 76 | 61 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 345 | 362 | 76 | 61 |
| 40 Landes | 131 | 131 | 22 | 22 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 131 | 131 | 22 | 22 |
| 47 Lot-et-Garonne | 74 | 69 | 7 | 17 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 74 | 69 | 7 | 17 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 170 | 172 | 30 | 44 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 170 | 172 | 30 | 44 |
| 79 Sèvres Deux | 118 | 120 | 34 | 30 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 118 | 120 | 34 | 30 |
| 86 Vienne | 112 | 114 | 35 | 32 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 112 | 114 | 35 | 32 |
| 87 Vienne (Haute) | 133 | 134 | 20 | 16 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 133 | 134 | 20 | 16 |
| **Nouvelle Aquitaine** | **1 668** | **1 704** | **358** | **340** | **100%** | **2** | **1** | **0** | **1** | **0%** | **1 670** | **1 705** | **358** | **341** |
| 21 Côte d'Or | 175 | 179 | 61 | 45 | 99% | 1 | 1 | 0 | 0 | 1% | 176 | 180 | 61 | 45 |
| 25 Doubs | 160 | 162 | 48 | 44 | 95% | 9 | 9 | 4 | 4 | 5% | 169 | 171 | 52 | 48 |
| 39 Jura | 99 | 106 | 23 | 8 | 96% | 3 | 4 | 2 | 0 | 4% | 102 | 110 | 25 | 8 |
| 58 Nièvre | 75 | 79 | 20 | 11 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 75 | 79 | 20 | 11 |
| 70 Saône Haute | 94 | 97 | 14 | 6 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 94 | 97 | 14 | 6 |
| 71 Saône Loire | 221 | 225 | 44 | 40 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 221 | 225 | 44 | 40 |
| 89 Yonne | 91 | 104 | 40 | 17 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 91 | 104 | 40 | 17 |
| 90 Territ. de Belfort | 39 | 40 | 8 | 10 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 39 | 40 | 8 | 10 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | **953** | **992** | **258** | **181** | **99%** | **13** | **14** | **6** | **4** | **1%** | **966** | **1 006** | **264** | **185** |
| 22 Côtes d'Armor | 245 | 250 | 54 | 45 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 245 | 250 | 54 | 45 |
| 29 Finistère | 310 | 325 | 83 | 52 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 310 | 325 | 83 | 52 |
| 35 Ille et Vilaine | 72 | 84 | 51 | 28 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 72 | 84 | 51 | 28 |
| 56 Morbihan | 71 | 78 | 33 | 19 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 71 | 78 | 33 | 19 |
| **Bretagne** | **698** | **737** | **221** | **144** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **698** | **737** | **221** | **144** |
| 18 Cher | 87 | 90 | 19 | 14 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 87 | 90 | 19 | 14 |
| 28 Eure et Loir | 139 | 136 | 29 | 34 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 139 | 136 | 29 | 34 |
| 36 Indre | 69 | 74 | 17 | 10 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 69 | 74 | 17 | 10 |
| 37 Indre-et-Loire | 117 | 119 | 19 | 15 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 117 | 119 | 19 | 15 |
| 41 Loir et Cher | 36 | 33 | 3 | 8 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 36 | 33 | 3 | 8 |
| 45 Loiret | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Centre-Val de Loire** | **448** | **452** | **87** | **81** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **448** | **452** | **87** | **81** |
| 2A Corse du Sud | 29 | 32 | 9 | 6 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 29 | 32 | 9 | 6 |
| 2B Corse Haute | 11 | 14 | 8 | 1 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 11 | 14 | 8 | 1 |
| **Corse** | **40** | **46** | **17** | **7** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **40** | **46** | **17** | **7** |
| 75 Paris | 209 | 250 | 67 | 26 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 209 | 250 | 67 | 26 |
| 77 Seine Marne | 277 | 280 | 105 | 90 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 277 | 280 | 105 | 90 |
| 78 Yvelines | 325 | 325 | 39 | 39 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 325 | 325 | 39 | 39 |
| 91 Essonne | 592 | 599 | 91 | 77 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 592 | 599 | 91 | 77 |
| 92 Seine Hauts de | 206 | 200 | 26 | 47 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 206 | 200 | 26 | 47 |
| 93 Seine St Denis | 314 | 270 | 92 | 60 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 314 | 270 | 92 | 60 |
| 94 Val de Marne | 125 | 133 | 34 | 18 | 99% | 1 | 1 | 0 | 0 | 1% | 126 | 134 | 34 | 18 |
| 95 Val d'oise | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Ile de France** | **2 047** | **2 057** | **454** | **357** | **100%** | **1** | **1** | **0** | **0** | **0%** | **2 048** | **2 058** | **454** | **357** |
| 9 Ariège | 17 | 17 | 10 | 10 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 17 | 17 | 10 | 10 |
| 11 Aude | 77 | 77 | 15 | 15 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 77 | 77 | 15 | 15 |
| 12 Aveyron | 32 | 35 | 11 | 5 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 32 | 35 | 11 | 5 |
| 30 Gard | 138 | 137 | 25 | 24 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 138 | 137 | 25 | 24 |
| 31 Garonne (Haute) | 236 | 241 | 91 | 81 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 236 | 241 | 91 | 81 |
| 32 Gers | 49 | 49 | 11 | 11 | 96% | 2 | 2 | 0 | 0 | 4% | 51 | 51 | 11 | 11 |
| 34 Hérault | 251 | 252 | 57 | 49 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 251 | 252 | 57 | 49 |
| 46 Lot | 31 | 35 | 17 | 11 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 31 | 35 | 17 | 11 |
| 48 Lozère | 21 | 23 | 5 | 1 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 21 | 23 | 5 | 1 |
| 65 Pyrénées Hautes | 57 | 58 | 13 | 11 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 57 | 58 | 13 | 11 |
| 66 Pyrénées Orient. | 56 | 53 | 14 | 20 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 56 | 53 | 14 | 20 |
| 81 Tarn | 88 | 89 | 19 | 17 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 88 | 89 | 19 | 17 |
| 82 Tarn et Garonne | 63 | 67 | 13 | 5 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 63 | 67 | 13 | 5 |
| **Occitanie** | **1 115** | **1 133** | **301** | **260** | **100%** | **2** | **2** | **0** | **0** | **0%** | **1 117** | **1 135** | **301** | **260** |
| 2 Aisne | 123 | 126 | 48 | 41 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 123 | 126 | 48 | 41 |
| 59 Nord | 436 | 440 | 103 | 104 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 436 | 440 | 103 | 104 |
| 60 Oise | 176 | 183 | 71 | 56 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 176 | 183 | 71 | 56 |
| 62 Pas-de-Calais | 311 | 325 | 109 | 81 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 311 | 325 | 109 | 81 |
| 80 Somme | 176 | 178 | 55 | 45 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 176 | 178 | 55 | 45 |
| **Hauts-de-France** | **1 222** | **1 252** | **386** | **327** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **1 222** | **1 252** | **386** | **327** |
| 14 Calvados | 257 | 268 | 56 | 20 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 257 | 268 | 56 | 20 |
| 27 Eure | 132 | 137 | 35 | 36 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 132 | 137 | 35 | 36 |
| 50 Manche | 100 | 106 | 47 | 32 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 100 | 106 | 47 | 32 |
| 61 Orne | 141 | 151 | 48 | 24 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 141 | 151 | 48 | 24 |
| 76 Seine Maritime | 299 | 310 | 63 | 48 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 299 | 310 | 63 | 48 |
| **Normandie** | **928** | **972** | **249** | **160** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **928** | **972** | **249** | **160** |
| 44 Loire Atlantique | 118 | 120 | 32 | 28 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 118 | 120 | 32 | 28 |
| 49 Maine-et-Loire | 170 | 175 | 50 | 39 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 170 | 175 | 50 | 39 |
| 53 Mayenne | 85 | 98 | 10 | 70 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 85 | 98 | 10 | 70 |
| 72 Sarthe | 113 | 116 | 29 | 27 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 113 | 116 | 29 | 27 |
| 85 Vendée | 61 | 64 | 20 | 17 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 61 | 64 | 20 | 17 |
| **Pays de Loire** | **546** | **573** | **141** | **181** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **546** | **573** | **141** | **181** |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 12 | 12 | 7 | 7 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 12 | 12 | 7 | 7 |
| 5 Alpes Hautes | 37 | 44 | 23 | 11 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 37 | 44 | 23 | 11 |
| 6 Alpes Maritimes | 120 | 125 | 32 | 17 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 120 | 125 | 32 | 17 |
| 13 Bouches du Rhônes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 83 Var | 68 | 70 | 26 | 21 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 68 | 70 | 26 | 21 |
| 84 Vaucluse | 137 | 132 | 32 | 41 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 137 | 132 | 32 | 41 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | **373** | **383** | **120** | **97** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **373** | **383** | **120** | **97** |
| 1 Ain | 84 | 59 | 10 | 50 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 84 | 59 | 10 | 50 |
| 3 Allier | 114 | 108 | 0 | 0 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 114 | 108 | 0 | 0 |
| 7 Ardèche | 36 | 38 | 6 | 6 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 36 | 38 | 6 | 6 |
| 15 Cantal | 48 | 51 | 6 | 5 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 48 | 51 | 6 | 5 |
| 26 Drôme | 136 | 145 | 34 | 15 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 136 | 145 | 34 | 15 |
| 38 Isère | 161 | 163 | 68 | 59 | 50% | 161 | 163 | 0 | 0 | 50% | 322 | 326 | 68 | 59 |
| 42 Loire | 132 | 130 | 38 | 41 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 132 | 130 | 38 | 41 |
| 43 Loire (Haute) | 128 | 125 | 32 | 37 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 128 | 125 | 32 | 37 |
| 63 Puy de Dome | 21 | 24 | 12 | 5 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 21 | 24 | 12 | 5 |
| 69 Rhône | 147 | 151 | 43 | 34 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 147 | 151 | 43 | 34 |
| 73 Savoie | 70 | 70 | 17 | 18 | 99% | 0 | 1 | 1 | 0 | 1% | 70 | 71 | 18 | 18 |
| 74 Savoie Haute | 110 | 117 | 28 | 14 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 110 | 117 | 28 | 14 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **1 185** | **1 181** | **294** | **284** | **88%** | **161** | **164** | **1** | **0** | **12%** | **1 346** | **1 345** | **295** | **284** |
| **France métropole hors DOM** | **12 514** | **12 800** | **3 185** | **2 682** | **99%** | **179** | **182** | **7** | **5** | **1%** | **12 693** | **12 982** | **3 192** | **2 687** |
| **Guadeloupe** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Martinique** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Guyane** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Réunion** | 127 | 132 | 52 | 27 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 127 | 132 | 52 | 27 |
| **DOM** | **127** | **132** | **52** | **27** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **127** | **132** | **52** | **27** |
| **France (métropole et DOM)** | **15 064** | **15 268** | **3 638** | **3 164** | **100%** | **74** | **72** | **24** | **20** | **0%** | **15 138** | **15 340** | **3 662** | **3 184** |

**Exercice 2024**

| | MJAGBF | | | | | MJAGBF doublée d'une MAJ | | | | | TOTAL | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Mesures en moyenne | Mesures au 31/12 | Mesures nouvelles | Sorties de mesures | % mesures au 31/12 dans le total des mesures | Mesures en moyenne | Mesures au 31/12 | Mesures nouvelles | Sorties de mesures | % mesures au 31/12 dans le total des mesures | Mesures en moyenne | Mesures au 31/12 | Mesures nouvelles | Sorties de mesures |
| 8 Ardennes | 36 | 37 | 16 | 13 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 36 | 37 | 16 | 13 |
| 10 Aube | 52 | 55 | 16 | 10 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 52 | 55 | 16 | 10 |
| 51 Marne | 130 | 130 | 25 | 25 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 130 | 130 | 25 | 25 |
| 52 Marne Haute | 58 | 58 | 7 | 7 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 58 | 58 | 7 | 7 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 145 | 150 | 31 | 22 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 145 | 150 | 31 | 22 |
| 55 Meuse | 80 | 79 | 21 | 23 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 80 | 79 | 21 | 23 |
| 57 Moselle | 270 | 275 | 67 | 57 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 270 | 275 | 67 | 57 |
| 67 Rhin (Bas) | 260 | 265 | 65 | 55 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 260 | 265 | 65 | 55 |
| 68 Rhin (Haut) | 125 | 126 | 21 | 21 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 125 | 126 | 21 | 21 |
| 88 Vosges | 180 | 180 | 60 | 60 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 180 | 180 | 60 | 60 |
| **Grand-Est** | **1 336** | **1 355** | **329** | **293** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **1 336** | **1 355** | **329** | **293** |
| 16 Charente | 144 | 142 | 31 | 36 | 100% | 1 | 0 | 0 | 1 | 0% | 145 | 142 | 31 | 37 |
| 17 Charente Maritime | 144 | 144 | 46 | 47 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 144 | 144 | 46 | 47 |
| 19 Corrèze | 118 | 118 | 11 | 11 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 118 | 118 | 11 | 11 |
| 23 Creuse | 38 | 50 | 26 | 2 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 38 | 50 | 26 | 2 |
| 24 Dordogne | 152 | 167 | 35 | 24 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 152 | 167 | 35 | 24 |
| 33 Gironde | 356 | 369 | 76 | 65 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 356 | 369 | 76 | 65 |
| 40 Landes | 130 | 130 | 22 | 23 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 130 | 130 | 22 | 23 |
| 47 Lot-et-Garonne | 79 | 89 | 27 | 7 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 79 | 89 | 27 | 7 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 178 | 182 | 35 | 24 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 178 | 182 | 35 | 24 |
| 79 Sèvres Deux | 130 | 140 | 35 | 15 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 130 | 140 | 35 | 15 |
| 86 Vienne | 114 | 115 | 34 | 33 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 114 | 115 | 34 | 33 |
| 87 Vienne (Haute) | 134 | 135 | 27 | 21 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 134 | 135 | 27 | 21 |
| **Nouvelle Aquitaine** | **1 715** | **1 781** | **405** | **308** | **100%** | **1** | **0** | **0** | **1** | **0%** | **1 716** | **1 781** | **405** | **309** |
| 21 Côte d'Or | 177 | 179 | 60 | 45 | 99% | 1 | 1 | 0 | 0 | 1% | 178 | 180 | 60 | 45 |
| 25 Doubs | 166 | 170 | 56 | 48 | 94% | 10 | 11 | 5 | 3 | 6% | 176 | 181 | 61 | 51 |
| 39 Jura | 106 | 106 | 25 | 25 | 96% | 4 | 4 | 0 | 0 | 4% | 110 | 110 | 25 | 25 |
| 58 Nièvre | 75 | 70 | 10 | 19 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 75 | 70 | 10 | 19 |
| 70 Saône Haute | 90 | 92 | 20 | 17 | 92% | 8 | 8 | 2 | 2 | 8% | 98 | 100 | 22 | 19 |
| 71 Saône Loire | 223 | 226 | 45 | 38 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 223 | 226 | 45 | 38 |
| 89 Yonne | 94 | 100 | 30 | 17 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 94 | 100 | 30 | 17 |
| 90 Territ. de Belfort | 40 | 40 | 0 | 0 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 40 | 40 | 0 | 0 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | **970** | **983** | **246** | **209** | **98%** | **23** | **24** | **7** | **5** | **2%** | **993** | **1 007** | **253** | **214** |
| 22 Côtes d'Armor | 245 | 250 | 54 | 54 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 245 | 250 | 54 | 54 |
| 29 Finistère | 349 | 373 | 92 | 44 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 349 | 373 | 92 | 44 |
| 35 Ille et Vilaine | 85 | 86 | 45 | 43 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 85 | 86 | 45 | 43 |
| 56 Morbihan | 82 | 85 | 30 | 23 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 82 | 85 | 30 | 23 |
| **Bretagne** | **761** | **794** | **221** | **164** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **761** | **794** | **221** | **164** |
| 18 Cher | 94 | 100 | 10 | 0 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 94 | 100 | 10 | 0 |
| 28 Eure et Loir | 136 | 136 | 32 | 32 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 136 | 136 | 32 | 32 |
| 36 Indre | 79 | 81 | 16 | 10 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 79 | 81 | 16 | 10 |
| 37 Indre-et-Loire | 119 | 118 | 16 | 17 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 119 | 118 | 16 | 17 |
| 41 Loir et Cher | 36 | 38 | 11 | 6 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 36 | 38 | 11 | 6 |
| 45 Loiret | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Centre-Val de Loire** | **464** | **473** | **85** | **65** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **464** | **473** | **85** | **65** |
| 2A Corse du Sud | 32 | 35 | 9 | 6 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 32 | 35 | 9 | 6 |
| 2B Corse Haute | 14 | 15 | 4 | 2 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 14 | 15 | 4 | 2 |
| **Corse** | **46** | **50** | **13** | **8** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **46** | **50** | **13** | **8** |
| 75 Paris | 268 | 285 | 69 | 34 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 268 | 285 | 69 | 34 |
| 77 Seine Marne | 339 | 368 | 110 | 90 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 339 | 368 | 110 | 90 |
| 78 Yvelines | 300 | 300 | 30 | 30 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 300 | 300 | 30 | 30 |
| 91 Essonne | 600 | 595 | 99 | 74 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 600 | 595 | 99 | 74 |
| 92 Seine Hauts de | 200 | 200 | 35 | 35 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 200 | 200 | 35 | 35 |
| 93 Seine St Denis | 276 | 290 | 57 | 71 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 276 | 290 | 57 | 71 |
| 94 Val de Marne | 144 | 155 | 34 | 12 | 99% | 1 | 1 | 0 | 0 | 1% | 145 | 156 | 34 | 12 |
| 95 Val d'oise | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Ile de France** | **2 127** | **2 193** | **434** | **346** | **100%** | **1** | **1** | **0** | **0** | **0%** | **2 128** | **2 194** | **434** | **346** |
| 9 Ariège | 19 | 20 | 12 | 9 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 19 | 20 | 12 | 9 |
| 11 Aude | 84 | 90 | 26 | 13 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 84 | 90 | 26 | 13 |
| 12 Aveyron | 39 | 42 | 12 | 5 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 39 | 42 | 12 | 5 |
| 30 Gard | 142 | 145 | 29 | 23 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 142 | 145 | 29 | 23 |
| 31 Garonne (Haute) | 241 | 241 | 82 | 82 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 241 | 241 | 82 | 82 |
| 32 Gers | 49 | 50 | 11 | 10 | 96% | 2 | 2 | 1 | 1 | 4% | 51 | 52 | 12 | 11 |
| 34 Hérault | 251 | 250 | 56 | 54 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 251 | 250 | 56 | 54 |
| 46 Lot | 34 | 36 | 12 | 8 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 34 | 36 | 12 | 8 |
| 48 Lozère | 23 | 23 | 5 | 5 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 23 | 23 | 5 | 5 |
| 65 Pyrénées Hautes | 59 | 68 | 20 | 10 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 59 | 68 | 20 | 10 |
| 66 Pyrénées Orient. | 55 | 56 | 19 | 16 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 55 | 56 | 19 | 16 |
| 81 Tarn | 89 | 90 | 19 | 18 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 89 | 90 | 19 | 18 |
| 82 Tarn et Garonne | 66 | 70 | 15 | 5 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 66 | 70 | 15 | 5 |
| **Occitanie** | **1 149** | **1 181** | **318** | **258** | **100%** | **2** | **2** | **1** | **1** | **0%** | **1 151** | **1 183** | **319** | **259** |
| 2 Aisne | 123 | 120 | 48 | 54 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 123 | 120 | 48 | 54 |
| 59 Nord | 436 | 438 | 133 | 125 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 436 | 438 | 133 | 125 |
| 60 Oise | 192 | 200 | 84 | 67 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 192 | 200 | 84 | 67 |
| 62 Pas-de-Calais | 357 | 389 | 132 | 68 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 357 | 389 | 132 | 68 |
| 80 Somme | 181 | 184 | 57 | 52 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 181 | 184 | 57 | 52 |
| **Hauts-de-France** | **1 289** | **1 331** | **454** | **366** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **1 289** | **1 331** | **454** | **366** |
| 14 Calvados | 284 | 300 | 65 | 17 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 284 | 300 | 65 | 17 |
| 27 Eure | 150 | 145 | 35 | 43 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 150 | 145 | 35 | 43 |
| 50 Manche | 113 | 120 | 52 | 38 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 113 | 120 | 52 | 38 |
| 61 Orne | 153 | 152 | 24 | 22 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 153 | 152 | 24 | 22 |
| 76 Seine Maritime | 308 | 310 | 63 | 63 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 308 | 310 | 63 | 63 |
| **Normandie** | **1 008** | **1 027** | **239** | **183** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **1 008** | **1 027** | **239** | **183** |
| 44 Loire Atlantique | 120 | 120 | 34 | 34 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 120 | 120 | 34 | 34 |
| 49 Maine-et-Loire | 178 | 180 | 50 | 45 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 178 | 180 | 50 | 45 |
| 53 Mayenne | 82 | 80 | 7 | 25 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 82 | 80 | 7 | 25 |
| 72 Sarthe | 116 | 116 | 0 | 0 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 116 | 116 | 0 | 0 |
| 85 Vendée | 74 | 85 | 39 | 18 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 74 | 85 | 39 | 18 |
| **Pays de Loire** | **570** | **581** | **130** | **122** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **570** | **581** | **130** | **122** |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 13 | 13 | 5 | 4 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 13 | 13 | 5 | 4 |
| 5 Alpes Hautes | 48 | 51 | 17 | 10 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 48 | 51 | 17 | 10 |
| 6 Alpes Maritimes | 128 | 130 | 40 | 20 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 128 | 130 | 40 | 20 |
| 13 Bouches du Rhônes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 83 Var | 73 | 75 | 28 | 23 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 73 | 75 | 28 | 23 |
| 84 Vaucluse | 136 | 140 | 48 | 40 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 136 | 140 | 48 | 40 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | **396** | **409** | **138** | **97** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **396** | **409** | **138** | **97** |
| 1 Ain | 65 | 71 | 42 | 30 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 65 | 71 | 42 | 30 |
| 3 Allier | 110 | 112 | 0 | 0 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 110 | 112 | 0 | 0 |
| 7 Ardèche | 37 | 38 | 9 | 7 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 37 | 38 | 9 | 7 |
| 15 Cantal | 53 | 55 | 10 | 6 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 53 | 55 | 10 | 6 |
| 26 Drôme | 148 | 150 | 37 | 32 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 148 | 150 | 37 | 32 |
| 38 Isère | 160 | 160 | 71 | 58 | 50% | 160 | 160 | 0 | 0 | 50% | 320 | 320 | 71 | 58 |
| 42 Loire | 130 | 130 | 39 | 39 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 130 | 130 | 39 | 39 |
| 43 Loire (Haute) | 123 | 120 | 30 | 35 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 123 | 120 | 30 | 35 |
| 63 Puy de Dome | 25 | 25 | 1 | 0 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 25 | 25 | 1 | 0 |
| 69 Rhône | 151 | 160 | 43 | 34 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 151 | 160 | 43 | 34 |
| 73 Savoie | 72 | 74 | 22 | 17 | 99% | 0 | 1 | 0 | 0 | 1% | 72 | 75 | 22 | 17 |
| 74 Savoie Haute | 124 | 130 | 44 | 31 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 124 | 130 | 44 | 31 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **1 196** | **1 225** | **348** | **289** | **88%** | **160** | **161** | **0** | **0** | **12%** | **1 356** | **1 386** | **348** | **289** |
| **France métropole hors DOM** | **13 023** | **13 383** | **3 360** | **2 708** | **99%** | **187** | **188** | **8** | **7** | **1%** | **13 210** | **13 571** | **3 368** | **2 715** |
| **Guadeloupe** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Martinique** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Guyane** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Réunion** | 141 | 140 | 55 | 25 | 100% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 141 | 140 | 55 | 25 |
| **DOM** | **141** | **140** | **55** | **25** | **100%** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0%** | **141** | **140** | **55** | **25** |
| **France (métropole et DOM)** | **15 432** | **15 769** | **3 790** | **3 097** | **100%** | **71** | **68** | **17** | **16** | **0%** | **15 503** | **15 837** | **3 807** | **3 113** |

**Services Délégués aux prestations familiales**

**Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Moyennes**

**Exercice 2022**

| | Points mesures nouvelles | Points mesure en moyenne | Total des points | Poids moyen de la mesure | Valeur du point service | Valeur du point délégué | Valeur du point autres personnel | Valeur du point personnel | Nombre de points par ETP délégués | Nombre de points par ETP autres personnels | Nombre de points par ETP | Nombre de mesure moyenne par ETP | Temps actif mobilisable des délégués | Coût de l'intervention des délégués |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8 Ardennes | 1 697 | 5 436 | 7 133 | 21,23 | 21,68 | 7,10 | 11,64 | 18,74 | 7 133 | 5 095 | 2 972 | 12,41 | 0,89 | 35,47 |
| 10 Aube | 1 397 | 7 164 | 8 561 | 20,10 | 36,59 | 16,52 | 14,90 | 31,41 | 3 567 | 3 722 | 1 822 | 7,61 | 0,90 | 40,62 |
| 51 Marne | 5 040 | 24 966 | 30 006 | 20,17 | 23,45 | 9,47 | 9,50 | 18,97 | 6 001 | 5 838 | 2 959 | 12,36 | 0,97 | 36,47 |
| 52 Marne Haute | 2 096 | 11 124 | 13 220 | 20,03 | 23,08 | 8,59 | 8,63 | 17,22 | 4 131 | 6 009 | 2 448 | 10,23 | 0,84 | 26,66 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 4 840 | 27 738 | 32 578 | 19,89 | 14,73 | 5,20 | 6,48 | 11,68 | 6 147 | 8 353 | 3 541 | 14,79 | 0,93 | 21,72 |
| 55 Meuse | 2 445 | 17 154 | 19 599 | 19,56 | 20,64 | 9,12 | 7,50 | 16,62 | 6 758 | 8 166 | 3 698 | 15,45 | 0,85 | 45,25 |
| 57 Moselle | 9 681 | 58 392 | 68 073 | 19,80 | 15,74 | 7,58 | 4,64 | 12,21 | 6 807 | 9 767 | 4 011 | 16,76 | 0,72 | 44,61 |
| 67 Rhin (Bas) | 8 782 | 51 696 | 60 478 | 19,84 | 18,28 | 9,99 | 5,16 | 15,14 | 6 048 | 8 195 | 3 480 | 14,54 | 0,98 | 38,17 |
| 68 Rhin (Haut) | 5 788 | 23 724 | 29 512 | 20,49 | 20,73 | 9,70 | 6,33 | 16,04 | 4 685 | 7 766 | 2 922 | 12,21 | 0,82 | 34,39 |
| 88 Vosges | 6 737 | 33 426 | 40 163 | 20,16 | 27,05 | 7,23 | 7,07 | 14,30 | 5 833 | 7 552 | 3 291 | 13,75 | 0,78 | 33,18 |
| **Grand-Est** | 48 503 | 260 820 | 309 323 | 20,00 | 20,16 | 8,52 | 6,68 | 15,20 | 5 838 | 7 580 | 3 298 | 13,78 | 0,86 | 36,00 |
| 16 Charente | 4 142 | 28 422 | 32 564 | 19,11 | 15,45 | 6,76 | 6,82 | 13,57 | 7 573 | 7 401 | 3 743 | 15,63 | 0,87 | 36,69 |
| 17 Charente Maritime | 8 683 | 25 272 | 33 955 | 21,60 | 13,56 | 5,59 | 5,23 | 10,82 | 9 177 | 10 661 | 4 932 | 20,60 | 0,93 | 35,11 |
| 19 Corrèze | 3 543 | 23 886 | 27 429 | 19,21 | 17,34 | 8,02 | 4,65 | 12,67 | 5 486 | 13 061 | 3 863 | 16,14 | 0,96 | 30,07 |
| 23 Creuse | 998 | 6 876 | 7 874 | 19,59 | 17,86 | 6,57 | 6,77 | 13,34 | 7 874 | 5 943 | 3 387 | 14,15 | 1,88 | 17,09 |
| 24 Dordogne | 2 445 | 31 842 | 34 287 | 18,86 | 19,81 | 9,02 | 8,60 | 17,62 | 7 203 | 6 885 | 3 520 | 14,70 | 0 | 0 |
| 33 Gironde | 11 527 | 69 822 | 81 349 | 19,79 | 18,75 | 7,55 | 8,50 | 16,05 | 7 074 | 5 709 | 3 159 | 13,20 | 0,85 | 39,81 |
| 40 Landes | 3 593 | 28 296 | 31 889 | 19,40 | 17,16 | 7,40 | 6,89 | 14,29 | 6 713 | 8 348 | 3 721 | 15,54 | 0,83 | 49,13 |
| 47 Lot-et-Garonne | 2 545 | 16 686 | 19 231 | 19,47 | 17,63 | 7,57 | 6,59 | 14,15 | 5 574 | 8 862 | 3 422 | 14,29 | 0,91 | 31,48 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 3 343 | 41 346 | 44 689 | 19,14 | 6,04 | 4,86 | 2,20 | 7,06 | 6 039 | 9 590 | 3 706 | 15,48 | 0,92 | 19,78 |
| 79 Sèvres Deux | 4 491 | 24 084 | 28 575 | 20,01 | 22,49 | 10,73 | 8,89 | 19,62 | 4 437 | 5 559 | 2 468 | 10,31 | 0,93 | 36,69 |
| 86 Vienne | 5 040 | 22 698 | 27 738 | 20,28 | 18,76 | 7,51 | 8,36 | 15,88 | 6 620 | 6 451 | 3 267 | 13,65 | 0,81 | 38,25 |
| 87 Vienne (Haute) | 4 691 | 26 820 | 31 511 | 19,74 | 22,09 | 9,31 | 8,88 | 18,19 | 6 340 | 6 340 | 3 170 | 13,24 | 0,77 | 47,66 |
| **Nouvelle Aquitaine** | 55 040 | 346 050 | 401 090 | 19,67 | 16,95 | 7,51 | 6,92 | 14,43 | 6 526 | 7 253 | 3 435 | 14,35 | 0,90 | 38,85 |
| 21 Côte d'Or | 5 339 | 33 930 | 39 269 | 19,95 | 17,25 | 9,50 | 5,13 | 14,63 | 5 454 | 10 613 | 3 603 | 15,05 | 0,91 | 49,68 |
| 25 Doubs | 7 834 | 34 542 | 42 376 | 20,41 | 18,07 | 9,08 | 6,48 | 15,55 | 5 968 | 8 425 | 3 494 | 14,59 | 0,98 | 33,95 |
| 39 Jura | 3 743 | 19 278 | 23 021 | 20,09 | 15,14 | 8,26 | 4,84 | 13,10 | 5 755 | 13 952 | 4 074 | 17,02 | 0,88 | 33,58 |
| 58 Nièvre | 2 894 | 14 616 | 17 510 | 20,13 | 15,77 | 7,96 | 5,73 | 13,68 | 6 583 | 7 852 | 3 581 | 14,96 | 0,91 | 35,78 |
| 70 Saône Haute | 1 497 | 19 332 | 20 829 | 18,66 | 16,74 | 7,91 | 7,21 | 15,11 | 6 719 | 6 509 | 3 306 | 13,81 | 1,00 | 33,38 |
| 71 Saône Loire | 6 188 | 44 748 | 50 936 | 19,61 | 15,93 | 6,71 | 4,99 | 11,70 | 7 277 | 8 936 | 4 011 | 16,75 | 0,79 | 31,61 |
| 89 Yonne | 998 | 17 784 | 18 782 | 18,63 | 13,66 | 7,14 | 4,38 | 11,52 | 6 261 | 10 434 | 3 913 | 16,34 | 0,91 | 30,64 |
| 90 Territ. de Belfort | 1 796 | 7 992 | 9 788 | 19,66 | 15,29 | 5,52 | 6,02 | 11,54 | 9 788 | 9 412 | 4 798 | 20,04 | 0,33 | 102,74 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | 30 289 | 192 222 | 222 511 | 19,73 | 16,33 | 8,01 | 5,54 | 13,55 | 6 347 | 9 138 | 3 745 | 15,64 | 0,88 | 36,33 |
| 22 Côtes d'Armor | 8 134 | 48 474 | 56 608 | 19,86 | 16,58 | 9,09 | 5,18 | 14,28 | 6 820 | 10 483 | 4 132 | 17,26 | 0,98 | 38,07 |
| 29 Finistère | 11 527 | 57 186 | 68 713 | 20,16 | 15,81 | 7,31 | 5,62 | 12,93 | 7 233 | 9 543 | 4 115 | 17,19 | 1,13 | 29,22 |
| 35 Ille et Vilaine | 5 389 | 11 448 | 16 837 | 22,63 | 27,43 | 8,03 | 13,78 | 21,81 | 6 526 | 4 651 | 2 716 | 11,34 | 1,02 | 31,89 |
| 56 Morbihan | 1 497 | 13 068 | 14 565 | 19,27 | 34,18 | 13,41 | 9,08 | 22,48 | 4 284 | 6 620 | 2 601 | 10,86 | 0,93 | 38,26 |
| **Bretagne** | 26 547 | 130 176 | 156 723 | 20,20 | 19,04 | 8,60 | 6,66 | 15,26 | 6 591 | 8 508 | 3 714 | 15,51 | 1,04 | 33,64 |
| 18 Cher | 4 042 | 16 146 | 20 188 | 20,52 | 13,21 | 5,97 | 5,06 | 11,02 | 7 765 | 8 240 | 3 998 | 16,70 | 1,00 | 28,90 |
| 28 Eure et Loir | 5 788 | 28 368 | 34 156 | 20,19 | 17,91 | 7,79 | 7,39 | 15,18 | 6 971 | 5 992 | 3 222 | 13,46 | 0,88 | 38,61 |
| 36 Indre | 2 295 | 13 644 | 15 939 | 19,83 | 19,00 | 9,02 | 7,38 | 16,40 | 4 554 | 5 496 | 2 491 | 10,40 | 0,89 | 34,59 |
| 37 Indre-et-Loire | 2 395 | 25 164 | 27 559 | 19,06 | 17,90 | 9,35 | 6,22 | 15,57 | 7 252 | 7 448 | 3 675 | 15,35 | 0,84 | 45,86 |
| 41 Loir et Cher | 399 | 10 008 | 10 407 | 18,45 | 16,95 | 11,83 | 3,54 | 15,36 | 4 163 | 13 876 | 3 202 | 13,38 | 0,42 | 73,66 |
| 45 Loiret | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Centre-Val de Loire** | 14 920 | 93 330 | 108 250 | 19,72 | 17,10 | 8,42 | 6,28 | 14,70 | 6 257 | 6 984 | 3 300 | 13,79 | 0,82 | 40,48 |
| 2A Corse du Sud | 1 896 | 4 608 | 6 504 | 27,10 | 14,80 | 8,56 | 2,72 | 11,28 | 6 504 | 21 681 | 5 003 | 20,90 | 1,00 | 34,64 |
| 2B Corse Haute | 499 | 1 764 | 2 263 | 20,95 | 24,08 | 8,02 | 5,97 | 13,99 | 4 526 | 5 658 | 2 514 | 10,50 | 1,92 | 11,76 |
| **Corse** | 2 395 | 6 372 | 8 767 | 25,19 | 17,20 | 8,42 | 3,56 | 11,98 | 5 845 | 12 525 | 3 985 | 16,65 | 1,31 | 23,43 |
| 75 Paris | 8 134 | 39 078 | 47 212 | 20,23 | 17,29 | 6,75 | 7,74 | 14,49 | 6 295 | 8 584 | 3 632 | 15,17 | 0,93 | 34,79 |
| 77 Seine Marne | 16 417 | 51 102 | 67 519 | 21,31 | 23,69 | 9,64 | 8,74 | 18,38 | 4 928 | 6 430 | 2 790 | 11,65 | 0,73 | 50,01 |
| 78 Yvelines | 6 836 | 70 758 | 77 594 | 19,07 | 18,80 | 10,22 | 5,47 | 15,69 | 5 318 | 10 703 | 3 553 | 14,84 | 0,78 | 43,48 |
| 91 Essonne | 12 824 | 120 114 | 132 938 | 19,18 | 19,47 | 9,01 | 6,03 | 15,04 | 5 948 | 9 448 | 3 650 | 15,25 | 1,06 | 33,24 |
| 92 Seine Hauts de | 5 140 | 44 910 | 50 050 | 19,26 | 16,88 | 7,52 | 6,39 | 13,92 | 6 856 | 8 342 | 3 763 | 15,72 | 1,00 | 32,31 |
| 93 Seine St Denis | 10 130 | 57 366 | 67 496 | 19,91 | 21,09 | 7,46 | 8,01 | 15,48 | 8 035 | 7 500 | 3 879 | 16,20 | 1,01 | 36,98 |
| 94 Val de Marne | 3 842 | 25 830 | 29 672 | 19,62 | 27,94 | 5,56 | 12,77 | 18,34 | 7 998 | 4 167 | 2 740 | 11,44 | 1,00 | 20,75 |
| 95 Val d'oise | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Ile de France** | 63 323 | 409 158 | 472 481 | 19,69 | 20,23 | 8,48 | 7,24 | 15,72 | 6 093 | 7 949 | 3 449 | 14,41 | 0,93 | 36,52 |
| 9 Ariège | 1 148 | 3 150 | 4 298 | 21,71 | 24,88 | 8,00 | 13,07 | 21,07 | 6 140 | 3 907 | 2 388 | 9,97 | 0,90 | 34,01 |
| 11 Aude | 10 130 | 13 410 | 23 540 | 24,83 | 23,77 | 8,19 | 11,57 | 19,76 | 7 356 | 4 527 | 2 802 | 11,71 | 0,93 | 43,17 |
| 12 Aveyron | 898 | 6 372 | 7 270 | 19,54 | 52,80 | 23,46 | 20,58 | 44,03 | 2 272 | 2 077 | 1 085 | 4,53 | 0,94 | 35,82 |
| 30 Gard | 4 441 | 29 070 | 33 511 | 19,67 | 13,89 | 8,04 | 3,49 | 11,53 | 5 680 | 11 556 | 3 808 | 15,91 | 0,98 | 29,13 |
| 31 Garonne (Haute) | 12 226 | 41 814 | 54 040 | 21,04 | 15,71 | 8,38 | 4,43 | 12,81 | 7 393 | 13 928 | 4 829 | 20,17 | 0,89 | 43,39 |
| 32 Gers | 1 896 | 9 684 | 11 580 | 19,50 | 16,54 | 6,27 | 7,69 | 13,95 | 7 720 | 7 720 | 3 860 | 16,12 | 0,63 | 35,99 |
| 34 Hérault | 10 180 | 46 980 | 57 160 | 19,89 | 13,99 | 6,98 | 4,72 | 11,70 | 6 087 | 13 140 | 4 160 | 17,38 | 1,53 | 18,63 |
| 46 Lot | 2 096 | 3 564 | 5 660 | 24,82 | 12,23 | 5,11 | 5,11 | 10,22 | 9 278 | 8 707 | 4 492 | 18,76 | 0,97 | 30,48 |
| 48 Lozère | 349 | 3 978 | 4 327 | 18,98 | 27,16 | 10,76 | 11,20 | 21,96 | 4 808 | 4 082 | 2 208 | 9,22 | 1,94 | 16,62 |
| 65 Pyrénées Hautes | 1 497 | 11 232 | 12 729 | 19,46 | 17,39 | 8,99 | 5,93 | 14,92 | 7 072 | 9 792 | 4 106 | 17,15 | 0,89 | 51,61 |
| 66 Pyrénées Orient. | 3 643 | 10 674 | 14 317 | 21,50 | 16,67 | 8,92 | 4,59 | 13,50 | 7 334 | 12 268 | 4 590 | 19,17 | 0,97 | 40,83 |
| 81 Tarn | 2 794 | 17 244 | 20 038 | 19,76 | 146,79 | 8,59 | 3,88 | 12,47 | 6 679 | 9 542 | 3 929 | 16,41 | 0,90 | 39,76 |
| 82 Tarn et Garonne | 1 547 | 12 510 | 14 057 | 19,52 | 15,96 | 5,72 | 6,63 | 12,35 | 9 371 | 8 269 | 4 393 | 18,35 | 0,84 | 39,75 |
| **Occitanie** | 52 844 | 209 682 | 262 526 | 20,56 | 27,31 | 8,23 | 6,03 | 14,26 | 6 409 | 8 634 | 3 678 | 15,37 | 1,06 | 31,42 |
| 2 Aisne | 8 583 | 20 772 | 29 355 | 22,24 | 19,66 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1,00 | 0,00 |
| 59 Nord | 23 104 | 84 222 | 107 326 | 20,87 | 17,37 | 10,18 | 4,15 | 14,33 | 5 135 | 13 760 | 3 740 | 15,62 | 0,94 | 34,61 |
| 60 Oise | 12 126 | 27 054 | 39 180 | 22,44 | 18,94 | 8,34 | 7,03 | 15,37 | 6 530 | 7 963 | 3 588 | 14,99 | 0,91 | 39,28 |
| 62 Pas-de-Calais | 14 172 | 62 172 | 76 344 | 20,42 | 23,43 | 9,94 | 7,63 | 17,57 | 6 878 | 12 023 | 4 375 | 18,27 | 0,97 | 43,82 |
| 80 Somme | 9 631 | 32 598 | 42 229 | 20,95 | 19,60 | 9,20 | 7,69 | 16,90 | 5 556 | 7 820 | 3 248 | 13,57 | 0,93 | 40,01 |
| **Hauts-de-France** | 67 615 | 226 818 | 294 433 | 21,09 | 19,70 | 8,72 | 5,53 | 14,25 | 6 457 | 12 032 | 4 202 | 17,55 | 0,94 | 37,46 |
| 14 Calvados | 8 633 | 46 998 | 55 631 | 19,90 | 18,12 | 7,60 | 7,24 | 14,84 | 7 925 | 7 160 | 3 761 | 15,71 | 0,83 | 45,30 |
| 27 Eure | 4 541 | 28 926 | 33 467 | 19,04 | 27,41 | 12,81 | 8,79 | 21,60 | 4 781 | 6 198 | 2 699 | 11,27 | 1,04 | 36,76 |
| 50 Manche | 2 096 | 23 004 | 25 100 | 19,02 | 24,32 | 11,70 | 8,87 | 20,58 | 4 564 | 6 019 | 2 596 | 10,84 | 0,68 | 48,67 |
| 61 Orne | 2 695 | 26 892 | 29 587 | 19,11 | 18,17 | 9,72 | 4,45 | 14,17 | 5 690 | 9 246 | 3 522 | 14,71 | 1,03 | 58,09 |
| 76 Seine Maritime | 8 633 | 62 658 | 71 291 | 19,51 | 20,22 | 8,66 | 8,17 | 16,83 | 5 768 | 6 848 | 3 131 | 13,08 | 0,83 | 37,43 |
| **Normandie** | 26 597 | 188 478 | 215 075 | 19,42 | 20,99 | 9,53 | 7,60 | 17,13 | 5 800 | 6 949 | 3 161 | 13,21 | 0,87 | 42,30 |
| 44 Loire Atlantique | 6 188 | 21 204 | 27 392 | 21,04 | 13,52 | 8,05 | 3,47 | 11,53 | 6 665 | 11 272 | 4 188 | 17,50 | 1,63 | 36,47 |
| 49 Maine-et-Loire | 5 838 | 34 398 | 40 236 | 19,84 | 17,45 | 8,33 | 6,67 | 15,00 | 6 706 | 7 437 | 3 526 | 14,73 | 0,77 | 38,34 |
| 53 Mayenne | 948 | 20 286 | 21 234 | 18,43 | 21,91 | 9,42 | 9,36 | 18,79 | 7 584 | 4 938 | 2 991 | 12,49 | 0,83 | 53,61 |
| 72 Sarthe | 4 741 | 22 158 | 26 899 | 20,56 | 15,48 | 7,79 | 3,43 | 11,22 | 6 561 | 14 157 | 4 483 | 18,73 | 0,55 | 62,00 |
| 85 Vendée | 2 645 | 12 222 | 14 867 | 20,31 | 24,46 | 9,94 | 7,72 | 17,65 | 5 091 | 6 156 | 2 787 | 11,64 | 0,87 | 38,66 |
| **Pays de Loire** | 20 359 | 110 268 | 130 627 | 20,03 | 17,74 | 8,52 | 5,89 | 14,41 | 6 554 | 7 938 | 3 590 | 15,00 | 0,85 | 43,27 |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 449 | 2 538 | 2 987 | 19,91 | 23,82 | 8,55 | 4,07 | 12,62 | 5 974 | 11 489 | 3 930 | 16,42 | 1,03 | 30,95 |
| 5 Alpes Hautes | 1 447 | 6 930 | 8 377 | 20,23 | 16,40 | 8,46 | 5,23 | 13,69 | 5 585 | 5 984 | 2 889 | 12,07 | 0,87 | 33,86 |
| 6 Alpes Maritimes | 4 790 | 22 572 | 27 362 | 20,27 | 18,27 | 6,45 | 7,46 | 13,91 | 6 674 | 7 818 | 3 600 | 15,04 | 0,82 | 32,44 |
| 13 Bouches du Rhônes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 83 Var | 3 892 | 11 340 | 15 232 | 21,51 | 11,70 | 6,51 | 4,10 | 10,60 | 9 232 | 12 909 | 5 382 | 22,48 | 0,98 | 38,20 |
| 84 Vaucluse | 6 337 | 28 062 | 34 399 | 20,40 | 16,21 | 6,77 | 6,35 | 13,12 | 6 745 | 7 020 | 3 440 | 14,37 | 0,79 | 29,86 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | 16 916 | 71 442 | 88 358 | 20,51 | 16,35 | 6,84 | 6,12 | 12,97 | 6 876 | 7 861 | 3 668 | 15,32 | 0,84 | 32,26 |
| 1 Ain | 5 140 | 19 746 | 24 886 | 20,74 | 19,48 | 8,16 | 6,36 | 14,52 | 7 429 | 8 984 | 4 066 | 16,99 | 0,70 | 58,15 |
| 3 Allier | 4 491 | 23 436 | 27 927 | 20,06 | 14,53 | 5,70 | 6,53 | 12,23 | 7 161 | 7 349 | 3 627 | 15,15 | 1,00 | 24,76 |
| 7 Ardèche | 1 747 | 7 146 | 8 893 | 20,87 | 12,21 | 8,51 | 2,38 | 10,89 | 7 940 | 16 778 | 5 389 | 22,51 | 0,82 | 43,77 |
| 15 Cantal | 998 | 9 468 | 10 466 | 19,60 | 20,69 | 9,99 | 7,96 | 17,95 | 5 233 | 6 156 | 2 829 | 11,82 | 2,02 | 15,99 |
| 26 Drôme | 5 240 | 24 786 | 30 026 | 20,26 | 18,41 | 6,57 | 9,05 | 15,63 | 8 340 | 7 323 | 3 899 | 16,29 | 0,90 | 41,17 |
| 38 Isère | 9 431 | 28 350 | 37 781 | 10,78 | 18,28 | 7,67 | 6,98 | 14,65 | 6 920 | 8 396 | 3 793 | 15,84 | 0 | 644,00 |
| 42 Loire | 5 090 | 29 268 | 34 358 | 19,88 | 23,55 | 7,28 | 9,79 | 17,07 | 6 955 | 6 028 | 3 229 | 13,49 | 0,92 | 32,23 |
| 43 Loire (Haute) | 5 040 | 24 858 | 29 898 | 20,17 | 17,28 | 7,84 | 7,33 | 15,17 | 6 500 | 8 305 | 3 646 | 15,23 | 0,99 | 55,64 |
| 63 Puy de Dome | 1 547 | 2 574 | 4 121 | 25,63 | 15,98 | 6,36 | 4,32 | 10,68 | 8 242 | 11 138 | 4 737 | 19,79 | 1,00 | 32,62 |
| 69 Rhône | 8 234 | 27 270 | 35 504 | 21,13 | 19,99 | 8,88 | 6,33 | 15,20 | 6 229 | 8 659 | 3 623 | 15,13 | 0,86 | 39,93 |
| 73 Savoie | 3 792 | 12 996 | 16 788 | 21,04 | 24,66 | 12,40 | 9,52 | 21,92 | 6 457 | 4 418 | 2 623 | 10,96 | 0,76 | 37,69 |
| 74 Savoie Haute | 4 291 | 19 404 | 23 695 | 20,36 | 19,38 | 5,77 | 10,20 | 15,97 | 7 180 | 5 642 | 3 159 | 13,20 | 0,67 | 32,41 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | 55 040 | 229 302 | 284 342 | 18,28 | 19,11 | 7,74 | 7,67 | 15,41 | 6 923 | 7 259 | 3 544 | 14,80 | 0,92 | 40,87 |
| **France métropole hors DOM** | 480 387 | 2 474 118 | 2 954 505 | 19,84 | 19,60 | 8,28 | 6,63 | 14,91 | 6 325 | 8 046 | 3 541 | 14,79 | 0,92 | 37,11 |
| **Guadeloupe** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Martinique** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Guyane** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Réunion** | 6 587 | 22 248 | 28 835 | 21,08 | 17,80 | 5,74 | 10,03 | 15,76 | 8 334 | 6 337 | 3 600 | 15,04 | 1,00 | 102,91 |
| **DOM** | 6 587 | 22 248 | 28 835 | 21,08 | 17,80 | 5,74 | 10,03 | 15,76 | 8 334 | 6 337 | 3 600 | 15,04 | 1,00 | 102,91 |
| **France (métropole et DOM)** | 486 974 | 2 496 366 | 2 983 340 | 19,85 | 19,58 | 8,26 | 6,66 | 14,92 | 6 340 | 8 025 | 3 542 | 14,79 | 0,92 | 37,27 |

**Services Délégués aux prestations familiales**

**Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Moyennes**

**Exercice 2023**

| | Points mesures nouvelles | Points mesure en moyenne | Total des points | Poids moyen de la mesure | Valeur du point service | Valeur du point délégué | Valeur du point autres personnel | Valeur du point personnel | N ombre de points par ETP délégués | Nombre de points par ETP autres personnels | Nombre de points par ETP | Nombre de mesure moyenne par ETP |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8 Ardennes | 2 944 | 5 526 | 8 470 | 23,14 | 20,20 | 6,59 | 10,59 | 17,18 | 8 470 | 6 274 | 3 604 | 15,06 |
| 10 Aube | 3 044 | 7 866 | 10 910 | 21,91 | 25,85 | 11,98 | 10,66 | 22,64 | 5 455 | 5 455 | 2 727 | 11,39 |
| 51 Marne | 3 842 | 25 506 | 29 348 | 20,55 | 23,93 | 10,97 | 9,36 | 20,33 | 5 870 | 5 710 | 2 894 | 12,09 |
| 52 Marne Haute | 649 | 12 294 | 12 943 | 18,60 | 23,78 | 9,77 | 10,07 | 19,84 | 4 175 | 6 163 | 2 489 | 10,40 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 4 741 | 27 558 | 32 299 | 19,86 | 17,69 | 7,02 | 7,33 | 14,35 | 6 094 | 8 075 | 3 473 | 14,51 |
| 55 Meuse | 2 196 | 16 812 | 19 008 | 19,44 | 22,85 | 9,95 | 8,67 | 18,62 | 6 554 | 5 590 | 3 017 | 12,60 |
| 57 Moselle | 5 988 | 57 132 | 63 120 | 19,16 | 19,15 | 10,12 | 5,12 | 15,24 | 5 738 | 8 991 | 3 503 | 14,63 |
| 67 Rhin (Bas) | 8 134 | 52 146 | 60 280 | 19,70 | 20,32 | 10,98 | 6,22 | 17,20 | 5 334 | 7 351 | 3 091 | 12,91 |
| 68 Rhin (Haut) | 3 244 | 25 506 | 28 750 | 19,32 | 22,92 | 11,87 | 7,10 | 18,98 | 4 389 | 7 187 | 2 725 | 11,38 |
| 88 Vosges | 9 681 | 33 876 | 43 557 | 20,98 | 18,45 | 7,61 | 6,41 | 14,03 | 6 222 | 8 190 | 3 536 | 14,77 |
| **Grand-Est** | 44 461 | 264 222 | 308 683 | 19,90 | 20,62 | 9,80 | 7,11 | 16,91 | 5 597 | 7 258 | 3 160 | 13,20 |
| 16 Charente | 4 691 | 29 088 | 33 779 | 19,48 | 17,87 | 7,11 | 8,81 | 15,92 | 7 037 | 7 677 | 3 672 | 15,34 |
| 17 Charente Maritime | 6 886 | 28 188 | 35 074 | 20,51 | 15,87 | 7,78 | 4,94 | 12,72 | 7 307 | 11 012 | 4 393 | 18,35 |
| 19 Corrèze | 3 393 | 24 696 | 28 089 | 19,35 | 19,42 | 9,70 | 5,53 | 15,23 | 5 618 | 13 376 | 3 956 | 16,53 |
| 23 Creuse | 599 | 5 940 | 6 539 | 19,12 | 22,64 | 8,41 | 8,89 | 17,30 | 6 539 | 4 935 | 2 812 | 11,75 |
| 24 Dordogne | 2 445 | 31 842 | 34 287 | 18,86 | 21,29 | 9,75 | 9,03 | 18,78 | 5 994 | 6 280 | 3 067 | 12,81 |
| 33 Gironde | 11 327 | 72 486 | 83 813 | 20,27 | 18,96 | 7,86 | 8,41 | 16,26 | 7 014 | 6 574 | 3 393 | 14,17 |
| 40 Landes | 2 994 | 27 216 | 30 210 | 19,22 | 20,07 | 9,56 | 7,77 | 17,33 | 5 209 | 7 648 | 3 098 | 12,94 |
| 47 Lot-et-Garonne | 1 148 | 15 570 | 16 718 | 18,80 | 22,60 | 9,72 | 9,16 | 18,88 | 5 667 | 6 735 | 3 078 | 12,86 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 4 741 | 36 954 | 41 695 | 20,41 | 11,91 | 6,73 | 3,48 | 10,22 | 5 278 | 8 406 | 3 242 | 13,54 |
| 79 Sèvres Deux | 4 890 | 23 724 | 28 614 | 20,21 | 23,68 | 11,93 | 8,54 | 20,46 | 4 542 | 6 474 | 2 669 | 11,15 |
| 86 Vienne | 5 090 | 22 464 | 27 554 | 20,50 | 22,17 | 8,89 | 9,89 | 18,78 | 6 720 | 5 332 | 2 973 | 12,42 |
| 87 Vienne (Haute) | 2 794 | 27 612 | 30 406 | 19,12 | 21,91 | 8,48 | 9,72 | 18,20 | 6 081 | 6 375 | 3 112 | 13,00 |
| **Nouvelle Aquitaine** | 50 998 | 345 780 | 396 778 | 19,80 | 19,18 | 8,59 | 7,67 | 16,26 | 6 074 | 7 218 | 3 299 | 13,78 |
| 21 Côte d'Or | 9 481 | 33 840 | 43 321 | 20,51 | 15,93 | 8,58 | 4,61 | 13,19 | 6 017 | 11 708 | 3 974 | 16,60 |
| 25 Doubs | 7 735 | 33 714 | 41 449 | 20,44 | 19,73 | 9,91 | 6,79 | 16,69 | 5 383 | 8 017 | 3 221 | 13,45 |
| 39 Jura | 3 443 | 20 682 | 24 125 | 19,71 | 15,66 | 8,87 | 4,71 | 13,58 | 6 031 | 14 621 | 4 270 | 17,84 |
| 58 Nièvre | 2 994 | 15 012 | 18 006 | 20,14 | 16,38 | 7,20 | 7,03 | 14,23 | 8 003 | 8 003 | 4 001 | 16,71 |
| 70 Saône Haute | 1 946 | 19 494 | 21 440 | 19,11 | 17,28 | 0,00 | 14,20 | 14,20 | 8 576 | 6 126 | 3 573 | 14,93 |
| 71 Saône Loire | 6 138 | 45 954 | 52 092 | 19,64 | 15,95 | 7,14 | 5,81 | 12,95 | 6 946 | 8 981 | 3 917 | 16,36 |
| 89 Yonne | 5 938 | 17 298 | 23 236 | 21,28 | 15,30 | 9,86 | 3,49 | 13,35 | 5 164 | 15 491 | 3 873 | 16,18 |
| 90 Territ. de Belfort | 1 697 | 7 920 | 9 617 | 20,42 | 15,89 | 5,60 | 6,07 | 11,67 | 9 617 | 9 247 | 4 714 | 19,69 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | 39 371 | 193 914 | 233 285 | 20,12 | 16,67 | 7,63 | 6,29 | 13,92 | 6 365 | 9 479 | 3 808 | 15,91 |
| 22 Côtes d'Armor | 8 034 | 50 130 | 58 164 | 19,78 | 19,31 | 10,43 | 6,24 | 16,66 | 6 188 | 8 948 | 3 658 | 15,28 |
| 29 Finistère | 11 976 | 62 532 | 74 508 | 20,06 | 15,53 | 7,23 | 5,51 | 12,75 | 7 843 | 10 348 | 4 462 | 18,64 |
| 35 Ille et Vilaine | 7 635 | 12 906 | 20 541 | 23,77 | 25,82 | 8,28 | 12,41 | 20,69 | 5 567 | 5 294 | 2 713 | 11,33 |
| 56 Morbihan | 4 940 | 13 554 | 18 494 | 21,71 | 26,37 | 9,75 | 7,55 | 17,30 | 6 377 | 8 406 | 3 626 | 15,15 |
| **Bretagne** | 32 585 | 139 122 | 171 707 | 20,51 | 19,21 | 8,71 | 6,80 | 15,52 | 6 736 | 8 681 | 3 793 | 15,84 |
| 18 Cher | 3 343 | 18 126 | 21 469 | 20,56 | 14,01 | 6,61 | 5,10 | 11,71 | 8 257 | 8 763 | 4 251 | 17,76 |
| 28 Eure et Loir | 4 541 | 28 278 | 32 819 | 19,75 | 18,95 | 8,18 | 7,63 | 15,81 | 6 983 | 5 591 | 3 105 | 12,97 |
| 36 Indre | 2 096 | 14 148 | 16 244 | 19,62 | 20,94 | 10,01 | 8,19 | 18,21 | 4 641 | 5 601 | 2 538 | 10,60 |
| 37 Indre-et-Loire | 3 044 | 24 174 | 27 218 | 19,39 | 19,90 | 8,92 | 8,46 | 17,38 | 6 804 | 6 144 | 3 229 | 13,49 |
| 41 Loir et Cher | 449 | 7 506 | 7 955 | 18,41 | 23,42 | 16,56 | 4,89 | 21,44 | 3 182 | 9 944 | 2 411 | 10,07 |
| 45 Loiret | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Centre-Val de Loire** | 13 473 | 92 232 | 105 705 | 19,68 | 18,83 | 8,96 | 7,21 | 16,18 | 6 110 | 6 426 | 3 132 | 13,08 |
| 2A Corse du Sud | 1 547 | 6 030 | 7 577 | 21,77 | 20,14 | 12,32 | 3,95 | 16,27 | 3 988 | 12 628 | 3 031 | 12,66 |
| 2B Corse Haute | 1 098 | 1 980 | 3 078 | 24,43 | 18,48 | 7,61 | 6,22 | 13,83 | 6 156 | 7 695 | 3 420 | 14,28 |
| **Corse** | 2 645 | 8 010 | 10 655 | 22,48 | 19,66 | 10,96 | 4,60 | 15,56 | 4 439 | 10 655 | 3 134 | 13,09 |
| 75 Paris | 5 240 | 47 682 | 52 922 | 21,10 | 18,94 | 9,51 | 6,48 | 16,00 | 5 752 | 8 970 | 3 505 | 14,64 |
| 77 Seine Marne | 14 521 | 51 354 | 65 875 | 19,82 | 26,09 | 9,90 | 10,40 | 20,29 | 4 880 | 5 490 | 2 583 | 10,79 |
| 78 Yvelines | 5 689 | 68 148 | 73 837 | 18,93 | 20,49 | 11,47 | 5,87 | 17,34 | 4 922 | 10 400 | 3 341 | 13,96 |
| 91 Essonne | 13 523 | 121 374 | 134 897 | 18,99 | 21,92 | 11,21 | 6,15 | 17,36 | 5 033 | 9 420 | 3 281 | 13,70 |
| 92 Seine Hauts de | 3 942 | 42 966 | 46 908 | 19,02 | 21,17 | 10,34 | 7,45 | 17,80 | 5 454 | 7 217 | 3 106 | 12,98 |
| 93 Seine St Denis | 10 778 | 55 620 | 66 398 | 17,65 | 20,93 | 8,02 | 8,67 | 16,69 | 6 640 | 7 140 | 3 440 | 14,37 |
| 94 Val de Marne | 5 140 | 25 362 | 30 502 | 20,17 | 27,79 | 8,57 | 11,74 | 20,31 | 6 490 | 4 178 | 2 542 | 10,62 |
| 95 Val d'oise | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Ile de France** | 58 832 | 412 506 | 471 338 | 19,18 | 22,11 | 10,17 | 7,58 | 17,75 | 5 368 | 7 551 | 3 138 | 13,11 |
| 9 Ariège | 1 297 | 3 204 | 4 501 | 22,07 | 26,86 | 7,89 | 14,52 | 22,41 | 6 166 | 5 058 | 2 779 | 11,61 |
| 11 Aude | 2 246 | 15 822 | 18 068 | 19,55 | 36,03 | 10,96 | 15,01 | 25,96 | 6 023 | 3 011 | 2 008 | 8,39 |
| 12 Aveyron | 1 347 | 6 426 | 7 773 | 20,24 | 52,33 | 23,15 | 20,40 | 43,55 | 2 300 | 2 266 | 1 141 | 4,77 |
| 30 Gard | 3 693 | 28 584 | 32 277 | 19,56 | 15,63 | 9,21 | 3,97 | 13,18 | 5 206 | 11 130 | 3 547 | 14,82 |
| 31 Garonne (Haute) | 14 122 | 45 882 | 60 004 | 21,19 | 16,60 | 9,37 | 4,83 | 14,20 | 6 522 | 13 016 | 4 345 | 18,15 |
| 32 Gers | 1 697 | 10 404 | 12 101 | 19,77 | 17,56 | 7,60 | 7,68 | 15,27 | 6 050 | 7 118 | 3 270 | 13,66 |
| 34 Hérault | 9 631 | 50 094 | 59 725 | 19,83 | 15,34 | 8,56 | 4,22 | 12,78 | 5 913 | 13 844 | 4 144 | 17,31 |
| 46 Lot | 2 246 | 6 426 | 8 672 | 23,69 | 8,91 | 3,83 | 3,89 | 7,72 | 14 216 | 11 562 | 6 376 | 26,63 |
| 48 Lozère | 449 | 4 374 | 4 823 | 19,14 | 27,17 | 12,58 | 9,81 | 22,39 | 4 122 | 4 823 | 2 223 | 9,28 |
| 65 Pyrénées Hautes | 1 846 | 11 646 | 13 492 | 19,73 | 17,98 | 9,23 | 5,49 | 14,72 | 7 496 | 10 379 | 4 352 | 18,18 |
| 66 Pyrénées Orient. | 2 096 | 11 340 | 13 436 | 19,99 | 17,95 | 10,03 | 5,08 | 15,11 | 6 718 | 11 013 | 4 173 | 17,43 |
| 81 Tarn | 2 745 | 18 018 | 20 763 | 19,66 | 14,89 | 8,68 | 3,96 | 12,64 | 6 921 | 9 887 | 4 071 | 17,01 |
| 82 Tarn et Garonne | 2 246 | 12 798 | 15 044 | 19,90 | 15,94 | 5,30 | 6,99 | 12,28 | 10 029 | 8 849 | 4 701 | 19,64 |
| **Occitanie** | 45 659 | 225 018 | 270 677 | 20,19 | 18,65 | 9,20 | 6,16 | 15,36 | 6 057 | 8 481 | 3 533 | 14,76 |
| 2 Aisne | 7 186 | 23 868 | 31 054 | 21,04 | 18,21 | 10,47 | 5,51 | 15,99 | 5 545 | 10 491 | 3 628 | 15,15 |
| 59 Nord | 15 220 | 88 686 | 103 906 | 19,86 | 19,13 | 11,48 | 4,66 | 16,15 | 4 948 | 13 321 | 3 608 | 15,07 |
| 60 Oise | 10 529 | 34 110 | 44 639 | 21,20 | 17,92 | 8,32 | 6,73 | 15,05 | 6 377 | 8 454 | 3 635 | 15,18 |
| 62 Pas-de-Calais | 16 168 | 61 344 | 77 512 | 20,77 | 23,86 | 9,96 | 7,88 | 17,85 | 5 576 | 7 751 | 3 243 | 13,55 |
| 80 Somme | 8 234 | 35 046 | 43 280 | 20,49 | 19,51 | 8,92 | 8,32 | 17,25 | 6 183 | 7 414 | 3 371 | 14,08 |
| **Hauts-de-France** | 57 335 | 243 054 | 300 389 | 20,49 | 20,13 | 10,15 | 6,42 | 16,56 | 5 512 | 9 423 | 3 478 | 14,53 |
| 14 Calvados | 7 784 | 52 596 | 60 380 | 19,62 | 18,16 | 7,61 | 7,68 | 15,29 | 7 454 | 7 180 | 3 657 | 15,28 |
| 27 Eure | 5 739 | 26 658 | 32 397 | 20,53 | 24,44 | 10,33 | 7,78 | 18,11 | 5 890 | 7 363 | 3 272 | 13,67 |
| 50 Manche | 6 238 | 19 350 | 25 588 | 21,32 | 27,48 | 12,99 | 10,40 | 23,39 | 4 686 | 5 855 | 2 603 | 10,87 |
| 61 Orne | 5 739 | 28 386 | 34 125 | 20,24 | 17,26 | 8,27 | 6,53 | 14,79 | 6 319 | 8 531 | 3 630 | 15,16 |
| 76 Seine Maritime | 9 531 | 62 118 | 71 649 | 19,95 | 21,98 | 9,99 | 8,36 | 18,35 | 6 145 | 6 883 | 3 246 | 13,56 |
| **Normandie** | 35 030 | 189 108 | 224 138 | 20,13 | 21,22 | 9,48 | 8,05 | 17,52 | 6 205 | 7 095 | 3 310 | 13,83 |
| 44 Loire Atlantique | 4 790 | 23 760 | 28 550 | 20,16 | 13,13 | 7,01 | 4,48 | 11,48 | 7 015 | 11 798 | 4 399 | 18,38 |
| 49 Maine-et-Loire | 7 884 | 33 768 | 41 652 | 20,48 | 16,92 | 8,27 | 6,40 | 14,67 | 6 508 | 7 995 | 3 588 | 14,99 |
| 53 Mayenne | 2 046 | 24 426 | 26 472 | 25,95 | 15,96 | 5,59 | 8,58 | 14,17 | 9 454 | 6 156 | 3 728 | 15,57 |
| 72 Sarthe | 4 192 | 23 328 | 27 520 | 20,29 | 16,03 | 7,69 | 3,48 | 11,17 | 7 093 | 14 484 | 4 761 | 19,89 |
| 85 Vendée | 2 844 | 12 474 | 15 318 | 21,10 | 25,62 | 11,23 | 7,70 | 18,93 | 4 925 | 6 341 | 2 772 | 11,58 |
| **Pays de Loire** | 21 756 | 117 756 | 139 512 | 21,29 | 16,74 | 7,71 | 5,99 | 13,70 | 6 886 | 8 588 | 3 822 | 15,96 |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 898 | 2 268 | 3 166 | 21,99 | 23,61 | 8,27 | 5,34 | 13,60 | 6 332 | 12 178 | 4 166 | 17,40 |
| 5 Alpes Hautes | 3 194 | 6 840 | 10 034 | 22,60 | 14,83 | 7,75 | 4,76 | 12,50 | 6 689 | 9 676 | 3 955 | 16,52 |
| 6 Alpes Maritimes | 4 741 | 24 102 | 28 843 | 20,11 | 16,48 | 7,04 | 7,49 | 14,53 | 7 211 | 8 012 | 3 795 | 15,85 |
| 13 Bouches du Rhônes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 83 Var | 3 792 | 13 212 | 17 004 | 20,99 | 11,23 | 5,90 | 3,71 | 9,61 | 10 306 | 14 411 | 6 009 | 25,10 |
| 84 Vaucluse | 4 641 | 27 810 | 32 451 | 19,81 | 19,63 | 8,95 | 7,13 | 16,09 | 5 795 | 6 490 | 3 061 | 12,79 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | 17 265 | 74 232 | 91 497 | 20,47 | 16,69 | 7,63 | 6,29 | 13,91 | 6 905 | 8 260 | 3 761 | 15,71 |
| 1 Ain | 2 345 | 17 298 | 19 643 | 19,49 | 27,32 | 12,15 | 8,57 | 20,73 | 4 568 | 7 555 | 2 847 | 11,89 |
| 3 Allier | 3 643 | 23 202 | 26 845 | 19,71 | 17,30 | 7,04 | 7,25 | 14,29 | 6 711 | 7 064 | 3 442 | 14,38 |
| 7 Ardèche | 1 098 | 7 596 | 8 694 | 20,12 | 14,40 | 8,83 | 3,97 | 12,80 | 6 688 | 17 388 | 4 830 | 20,17 |
| 15 Cantal | 1 098 | 9 864 | 10 962 | 19,23 | 20,62 | 9,72 | 8,50 | 18,22 | 5 769 | 5 481 | 2 811 | 11,74 |
| 26 Drôme | 5 289 | 27 360 | 32 649 | 20,08 | 14,69 | 5,28 | 6,38 | 11,66 | 7 774 | 7 420 | 3 796 | 15,86 |
| 38 Isère | 9 331 | 30 762 | 40 093 | 10,38 | 17,82 | 8,92 | 5,23 | 14,15 | 7 343 | 8 910 | 4 025 | 16,81 |
| 42 Loire | 5 240 | 26 514 | 31 754 | 20,05 | 27,24 | 8,32 | 11,65 | 19,97 | 7 136 | 5 400 | 3 074 | 12,84 |
| 43 Loire (Haute) | 5 040 | 24 966 | 30 006 | 19,61 | 17,59 | 7,78 | 7,19 | 14,97 | 6 523 | 8 335 | 3 659 | 15,29 |
| 63 Puy de Dome | 1 896 | 3 744 | 5 640 | 21,94 | 12,43 | 5,42 | 3,39 | 8,81 | 11 280 | 15 244 | 6 483 | 27,08 |
| 69 Rhône | 6 437 | 29 322 | 35 759 | 20,27 | 19,23 | 10,95 | 7,22 | 18,17 | 7 012 | 7 946 | 3 725 | 15,56 |
| 73 Savoie | 2 345 | 14 274 | 16 619 | 19,78 | 26,40 | 12,51 | 9,61 | 22,12 | 4 492 | 5 935 | 2 557 | 10,68 |
| 74 Savoie Haute | 4 042 | 22 302 | 26 344 | 19,96 | 21,25 | 5,21 | 12,14 | 17,35 | 6 586 | 5 854 | 3 099 | 12,95 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | 47 804 | 237 204 | 285 008 | 17,64 | 19,98 | 8,44 | 7,90 | 16,34 | 6 550 | 7 225 | 3 435 | 14,35 |
| **France métropole hors DOM** | 467 214 | 2 542 158 | 3 009 372 | 19,76 | 19,67 | 9,11 | 7,08 | 16,19 | 5 990 | 7 839 | 3 395 | 14,18 |
| **Guadeloupe** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Martinique** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Guyane** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Réunion** | 7 535 | 25 038 | 32 573 | 21,37 | 18,19 | 6,24 | 9,56 | 15,79 | 9 150 | 7 353 | 4 077 | 17,03 |
| **DOM** | 7 535 | 25 038 | 32 573 | 21,37 | 18,19 | 6,24 | 9,56 | 15,79 | 9 150 | 7 353 | 4 077 | 17,03 |
| **France (métropole et DOM)** | 474 749 | 2 567 196 | 3 041 945 | 19,77 | 19,65 | 9,08 | 7,11 | 16,19 | 6 012 | 7 833 | 3 401 | 14,21 |

**Services Délégués aux prestations familiales**

**Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Moyennes**

**Exercice 2024**

| | Points mesures nouvelles | Points mesure en moyenne | Total des points | Poids moyen de la mesure | Valeur du point service | Valeur du point délégué | Valeur du point autres personnel | Valeur du point personnel | Nombre de points par ETP délégués | Nombre de points par ETP autres personnels | Nombre de points par ETP | Nombre de mesure moyenne par ETP |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8 Ardennes | 2 295 | 6 840 | 9 135 | 21,44 | 16,98 | 7,22 | 6,28 | 13,51 | 9 135 | 9 135 | 4 568 | 19,08 |
| 10 Aube | 2 395 | 10 368 | 12 763 | 20,45 | 22,88 | 10,53 | 9,45 | 19,98 | 6 382 | 6 382 | 3 191 | 13,33 |
| 51 Marne | 3 743 | 26 730 | 30 473 | 19,53 | 24,23 | 9,53 | 10,81 | 20,34 | 6 095 | 5 929 | 3 005 | 12,55 |
| 52 Marne Haute | 898 | 12 204 | 13 102 | 18,83 | 24,12 | 9,97 | 10,16 | 20,12 | 4 227 | 6 239 | 2 520 | 10,52 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 4 840 | 29 574 | 34 414 | 19,78 | 18,92 | 6,71 | 8,70 | 15,40 | 6 257 | 7 648 | 3 441 | 14,38 |
| 55 Meuse | 3 144 | 16 146 | 19 290 | 20,09 | 22,63 | 8,53 | 9,91 | 18,44 | 6 652 | 5 673 | 3 062 | 12,79 |
| 57 Moselle | 9 082 | 55 044 | 64 126 | 19,79 | 19,66 | 10,18 | 5,37 | 15,55 | 5 344 | 9 045 | 3 359 | 14,03 |
| 67 Rhin (Bas) | 9 581 | 52 704 | 62 285 | 19,96 | 21,33 | 11,64 | 6,59 | 18,24 | 5 512 | 7 596 | 3 194 | 13,34 |
| 68 Rhin (Haut) | 3 144 | 26 082 | 29 226 | 19,48 | 23,27 | 11,95 | 7,35 | 19,30 | 4 395 | 7 899 | 2 824 | 11,80 |
| 88 Vosges | 8 982 | 35 640 | 44 622 | 20,66 | 20,07 | 8,00 | 7,25 | 15,24 | 6 375 | 8 598 | 3 661 | 15,29 |
| **Grand-Est** | 48 104 | 271 332 | 319 436 | 19,93 | 21,15 | 9,71 | 7,59 | 17,30 | 5 659 | 7 548 | 3 234 | 13,51 |
| 16 Charente | 4 541 | 29 574 | 34 115 | 19,67 | 18,95 | 7,33 | 9,82 | 17,15 | 7 581 | 7 753 | 3 833 | 16,01 |
| 17 Charente Maritime | 7 186 | 28 620 | 35 806 | 20,79 | 17,23 | 7,51 | 6,45 | 13,96 | 6 643 | 10 424 | 4 057 | 16,95 |
| 19 Corrèze | 1 946 | 24 786 | 26 732 | 18,88 | 22,36 | 11,06 | 6,99 | 18,05 | 5 346 | 12 730 | 3 765 | 15,73 |
| 23 Creuse | 3 743 | 6 858 | 10 601 | 23,25 | 15,77 | 5,50 | 6,62 | 12,12 | 10 601 | 8 000 | 4 559 | 19,04 |
| 24 Dordogne | 2 445 | 31 842 | 34 287 | 18,86 | 22,55 | 10,28 | 9,00 | 19,29 | 5 994 | 6 349 | 3 083 | 12,88 |
| 33 Gironde | 10 579 | 74 052 | 84 631 | 19,84 | 19,83 | 8,11 | 8,88 | 16,98 | 6 743 | 6 754 | 3 374 | 14,10 |
| 40 Landes | 3 343 | 26 982 | 30 325 | 19,44 | 21,41 | 10,09 | 7,78 | 17,87 | 5 229 | 7 677 | 3 110 | 12,99 |
| 47 Lot-et-Garonne | 3 743 | 15 714 | 19 457 | 20,52 | 18,31 | 7,73 | 8,07 | 15,80 | 6 595 | 7 963 | 3 607 | 15,07 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 6 387 | 35 928 | 42 315 | 19,81 | 12,91 | 6,89 | 3,37 | 10,26 | 5 356 | 8 531 | 3 290 | 13,74 |
| 79 Sèvres Deux | 5 190 | 26 208 | 31 398 | 20,13 | 22,72 | 11,43 | 8,43 | 19,86 | 4 984 | 7 201 | 2 945 | 12,30 |
| 86 Vienne | 5 090 | 22 896 | 27 986 | 20,46 | 22,17 | 7,69 | 11,27 | 18,96 | 6 826 | 5 299 | 2 983 | 12,46 |
| 87 Vienne (Haute) | 4 042 | 27 594 | 31 636 | 19,67 | 22,71 | 7,83 | 11,26 | 19,09 | 6 591 | 6 131 | 3 176 | 13,27 |
| **Nouvelle Aquitaine** | 58 233 | 351 054 | 409 287 | 19,88 | 19,75 | 8,51 | 8,20 | 16,70 | 6 200 | 7 395 | 3 373 | 14,09 |
| 21 Côte d'Or | 9 032 | 35 622 | 44 654 | 20,91 | 17,09 | 8,96 | 4,37 | 13,33 | 6 245 | 12 526 | 4 167 | 17,41 |
| 25 Doubs | 9 281 | 34 668 | 43 949 | 20,81 | 19,91 | 9,67 | 6,93 | 16,60 | 5 708 | 8 534 | 3 420 | 14,29 |
| 39 Jura | 3 743 | 22 410 | 26 153 | 19,81 | 14,95 | 8,47 | 4,49 | 12,96 | 6 538 | 15 850 | 4 629 | 19,33 |
| 58 Nièvre | 1 547 | 15 534 | 17 081 | 19,11 | 17,51 | 7,56 | 7,52 | 15,08 | 6 832 | 6 972 | 3 451 | 14,41 |
| 70 Saône Haute | 1 896 | 20 592 | 22 488 | 19,12 | 19,47 | 8,84 | 7,47 | 16,30 | 6 653 | 6 353 | 3 250 | 13,57 |
| 71 Saône Loire | 6 337 | 46 098 | 52 435 | 19,64 | 16,91 | 7,96 | 5,58 | 13,53 | 6 991 | 8 887 | 3 913 | 16,35 |
| 89 Yonne | 5 788 | 18 864 | 24 652 | 21,85 | 15,94 | 9,89 | 4,15 | 14,04 | 5 478 | 13 772 | 3 919 | 16,37 |
| 90 Territ. de Belfort | 0 | 8 640 | 8 640 | 18,00 | 19,40 | 6,76 | 7,27 | 14,03 | 8 640 | 8 308 | 4 235 | 17,69 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | 37 625 | 202 428 | 240 053 | 20,15 | 17,55 | 8,72 | 5,71 | 14,44 | 6 362 | 9 570 | 3 822 | 15,96 |
| 22 Côtes d'Armor | 8 084 | 51 084 | 59 168 | 20,13 | 19,68 | 10,75 | 6,10 | 16,86 | 6 362 | 8 938 | 3 717 | 15,52 |
| 29 Finistère | 13 922 | 70 362 | 84 284 | 20,13 | 16,57 | 7,90 | 5,33 | 13,23 | 7 329 | 11 238 | 4 436 | 18,53 |
| 35 Ille et Vilaine | 6 737 | 15 930 | 22 667 | 22,22 | 25,05 | 8,12 | 11,63 | 19,76 | 6 143 | 5 842 | 2 994 | 12,51 |
| 56 Morbihan | 4 641 | 15 930 | 20 571 | 21,03 | 25,94 | 9,07 | 7,88 | 16,95 | 7 093 | 8 944 | 3 956 | 16,52 |
| **Bretagne** | 33 383 | 153 306 | 186 689 | 20,46 | 19,62 | 8,96 | 6,62 | 15,58 | 6 816 | 9 197 | 3 915 | 16,35 |
| 18 Cher | 1 497 | 19 980 | 21 477 | 19,04 | 14,83 | 7,09 | 5,28 | 12,38 | 7 159 | 8 197 | 3 822 | 15,96 |
| 28 Eure et Loir | 5 938 | 27 234 | 33 172 | 20,33 | 20,36 | 8,46 | 8,09 | 16,55 | 7 058 | 5 651 | 3 138 | 13,11 |
| 36 Indre | 1 796 | 16 200 | 17 996 | 18,98 | 20,10 | 9,55 | 7,81 | 17,36 | 5 142 | 6 206 | 2 812 | 11,75 |
| 37 Indre-et-Loire | 2 595 | 24 660 | 27 255 | 19,17 | 21,61 | 9,62 | 9,33 | 18,95 | 6 814 | 6 152 | 3 233 | 13,50 |
| 41 Loir et Cher | 1 497 | 7 128 | 8 625 | 19,97 | 22,93 | 16,37 | 4,68 | 21,05 | 3 450 | 11 260 | 2 641 | 11,03 |
| 45 Loiret | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Centre-Val de Loire** | 13 323 | 95 202 | 108 525 | 19,51 | 19,74 | 9,29 | 7,53 | 16,82 | 6 131 | 6 543 | 3 165 | 13,22 |
| 2A Corse du Sud | 1 198 | 6 804 | 8 002 | 20,84 | 16,85 | 11,88 | 2,40 | 14,27 | 4 211 | 21 626 | 3 525 | 14,72 |
| 2B Corse Haute | 649 | 2 790 | 3 439 | 20,47 | 18,05 | 7,21 | 6,20 | 13,41 | 6 877 | 8 597 | 3 821 | 15,96 |
| **Corse** | 1 846 | 9 594 | 11 440 | 20,73 | 17,21 | 10,47 | 3,54 | 14,01 | 4 767 | 14 858 | 3 609 | 15,07 |
| 75 Paris | 10 379 | 54 036 | 64 415 | 20,07 | 18,69 | 8,21 | 7,23 | 15,43 | 6 507 | 9 073 | 3 789 | 15,83 |
| 77 Seine Marne | 15 818 | 64 278 | 80 096 | 19,69 | 21,93 | 8,35 | 8,81 | 17,16 | 5 933 | 6 675 | 3 141 | 13,12 |
| 78 Yvelines | 5 788 | 65 412 | 71 200 | 19,78 | 21,40 | 11,63 | 6,34 | 17,97 | 4 747 | 10 870 | 3 304 | 13,80 |
| 91 Essonne | 14 571 | 120 672 | 135 243 | 18,78 | 22,11 | 11,19 | 6,16 | 17,35 | 5 046 | 9 444 | 3 289 | 13,74 |
| 92 Seine Hauts de | 5 140 | 41 346 | 46 486 | 19,37 | 21,96 | 9,13 | 8,78 | 17,91 | 4 945 | 8 608 | 3 141 | 13,12 |
| 93 Seine St Denis | 8 633 | 57 366 | 65 999 | 19,92 | 21,89 | 8,02 | 9,68 | 17,70 | 6 600 | 6 875 | 3 367 | 14,07 |
| 94 Val de Marne | 5 090 | 29 484 | 34 574 | 19,87 | 27,25 | 6,99 | 11,98 | 18,98 | 6 985 | 5 622 | 3 115 | 13,01 |
| 95 Val d'oise | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Ile de France** | 65 419 | 432 594 | 498 013 | 19,51 | 21,85 | 9,51 | 7,87 | 17,37 | 5 561 | 8 148 | 3 305 | 13,81 |
| 9 Ariège | 1 397 | 3 492 | 4 889 | 22,02 | 24,73 | 7,99 | 12,65 | 20,63 | 6 698 | 5 493 | 3 018 | 12,61 |
| 11 Aude | 3 842 | 16 650 | 20 492 | 20,45 | 31,77 | 9,66 | 13,23 | 22,89 | 6 831 | 3 415 | 2 277 | 9,51 |
| 12 Aveyron | 1 547 | 7 758 | 9 305 | 20,14 | 47,37 | 20,15 | 19,54 | 39,69 | 2 753 | 2 713 | 1 366 | 5,71 |
| 30 Gard | 4 341 | 29 106 | 33 447 | 19,63 | 16,48 | 9,17 | 4,46 | 13,63 | 5 395 | 11 534 | 3 676 | 15,35 |
| 31 Garonne (Haute) | 12 126 | 47 682 | 59 808 | 20,68 | 17,78 | 9,13 | 5,96 | 15,09 | 6 166 | 10 661 | 3 906 | 16,32 |
| 32 Gers | 1 397 | 10 620 | 12 017 | 19,64 | 20,73 | 9,32 | 9,00 | 18,32 | 6 009 | 7 069 | 3 248 | 13,57 |
| 34 Hérault | 8 483 | 51 156 | 59 639 | 19,80 | 17,53 | 9,67 | 4,97 | 14,64 | 5 905 | 13 825 | 4 138 | 17,28 |
| 46 Lot | 2 096 | 6 912 | 9 008 | 22,41 | 9,14 | 3,89 | 3,87 | 7,76 | 13 648 | 13 858 | 6 876 | 28,72 |
| 48 Lozère | 749 | 4 698 | 5 447 | 19,73 | 23,92 | 11,25 | 8,67 | 19,92 | 4 539 | 5 393 | 2 464 | 10,29 |
| 65 Pyrénées Hautes | 2 745 | 12 618 | 15 363 | 21,70 | 18,09 | 9,92 | 5,68 | 15,60 | 5 487 | 11 817 | 3 747 | 15,65 |
| 66 Pyrénées Orient. | 2 844 | 10 746 | 13 590 | 20,78 | 18,81 | 10,29 | 5,45 | 15,74 | 6 795 | 11 140 | 4 221 | 17,63 |
| 81 Tarn | 2 944 | 18 270 | 21 214 | 19,86 | 15,40 | 8,91 | 4,18 | 13,09 | 7 071 | 10 102 | 4 160 | 17,38 |
| 82 Tarn et Garonne | 2 096 | 13 932 | 16 028 | 20,24 | 16,72 | 6,39 | 5,94 | 12,32 | 8 392 | 8 904 | 4 320 | 18,05 |
| **Occitanie** | 46 607 | 233 640 | 280 247 | 20,30 | 19,49 | 9,44 | 6,61 | 16,05 | 6 004 | 8 512 | 3 521 | 14,71 |
| 2 Aisne | 7 186 | 23 976 | 31 162 | 21,11 | 18,77 | 9,34 | 6,48 | 15,81 | 6 232 | 8 929 | 3 670 | 15,33 |
| 59 Nord | 20 459 | 87 444 | 107 903 | 20,62 | 18,98 | 11,39 | 4,63 | 16,02 | 5 163 | 13 834 | 3 760 | 15,70 |
| 60 Oise | 12 575 | 36 828 | 49 403 | 21,50 | 18,28 | 8,41 | 7,18 | 15,59 | 7 058 | 8 518 | 3 860 | 16,12 |
| 62 Pas-de-Calais | 19 561 | 70 056 | 89 617 | 20,92 | 21,35 | 9,25 | 6,90 | 16,15 | 6 447 | 8 962 | 3 750 | 15,66 |
| 80 Somme | 8 683 | 35 964 | 44 647 | 20,56 | 20,97 | 9,71 | 7,77 | 17,47 | 6 378 | 8 940 | 3 722 | 15,55 |
| **Hauts-de-France** | 68 463 | 254 268 | 322 731 | 20,87 | 19,78 | 9,91 | 6,26 | 16,17 | 5 999 | 10 059 | 3 758 | 15,70 |
| 14 Calvados | 8 932 | 58 122 | 67 054 | 19,68 | 19,63 | 7,59 | 9,41 | 17,00 | 6 705 | 7 833 | 3 613 | 15,09 |
| 27 Eure | 5 489 | 28 476 | 33 965 | 18,87 | 24,72 | 10,40 | 8,06 | 18,46 | 6 175 | 7 719 | 3 431 | 14,33 |
| 50 Manche | 6 587 | 22 032 | 28 619 | 21,11 | 24,19 | 11,62 | 9,30 | 20,93 | 5 242 | 6 549 | 2 911 | 12,16 |
| 61 Orne | 4 242 | 31 734 | 35 976 | 19,59 | 17,14 | 8,56 | 4,68 | 13,24 | 6 662 | 8 994 | 3 827 | 15,99 |
| 76 Seine Maritime | 9 331 | 63 594 | 72 925 | 19,76 | 21,58 | 9,90 | 7,77 | 17,67 | 6 254 | 7 271 | 3 362 | 14,04 |
| **Normandie** | 34 581 | 203 958 | 238 539 | 19,73 | 21,13 | 9,33 | 7,99 | 17,32 | 6 274 | 7 606 | 3 438 | 14,36 |
| 44 Loire Atlantique | 5 289 | 24 012 | 29 301 | 20,35 | 14,25 | 7,75 | 4,75 | 12,50 | 7 147 | 11 863 | 4 460 | 18,63 |
| 49 Maine-et-Loire | 7 385 | 35 676 | 43 061 | 20,16 | 18,57 | 8,75 | 7,60 | 16,34 | 6 728 | 7 787 | 3 609 | 15,08 |
| 53 Mayenne | 1 048 | 17 226 | 18 274 | 18,57 | 22,25 | 8,25 | 11,65 | 19,90 | 6 896 | 4 886 | 2 860 | 11,95 |
| 72 Sarthe | 699 | 24 804 | 25 503 | 18,32 | 18,00 | 8,34 | 3,73 | 12,07 | 6 573 | 13 422 | 4 412 | 18,43 |
| 85 Vendée | 5 739 | 14 022 | 19 761 | 22,40 | 23,70 | 10,39 | 7,27 | 17,66 | 5 054 | 7 276 | 2 982 | 12,46 |
| **Pays de Loire** | 20 160 | 115 740 | 135 900 | 19,89 | 18,77 | 8,63 | 6,75 | 15,38 | 6 490 | 8 309 | 3 644 | 15,22 |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 749 | 2 430 | 3 179 | 21,19 | 22,33 | 8,90 | 4,98 | 13,88 | 6 357 | 12 225 | 4 182 | 17,47 |
| 5 Alpes Hautes | 2 794 | 9 252 | 12 046 | 21,13 | 14,19 | 7,62 | 4,44 | 12,06 | 6 692 | 11 650 | 4 251 | 17,76 |
| 6 Alpes Maritimes | 5 489 | 25 560 | 31 049 | 20,29 | 18,18 | 15,43 | 0,37 | 15,79 | 7 762 | 8 625 | 4 085 | 17,07 |
| 13 Bouches du Rhônes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 83 Var | 4 242 | 14 130 | 18 372 | 21,12 | 13,57 | 7,25 | 4,56 | 11,81 | 9 186 | 11 777 | 5 161 | 21,56 |
| 84 Vaucluse | 7 186 | 26 784 | 33 970 | 20,81 | 20,13 | 9,02 | 7,48 | 16,50 | 6 066 | 6 794 | 3 205 | 13,39 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | 20 459 | 78 156 | 98 615 | 20,75 | 17,64 | 10,53 | 4,25 | 14,78 | 7 095 | 8 610 | 3 890 | 16,25 |
| 1 Ain | 5 689 | 11 988 | 17 677 | 22,66 | 25,25 | 8,98 | 8,55 | 17,54 | 7 071 | 7 215 | 3 571 | 14,92 |
| 3 Allier | 3 743 | 22 410 | 26 153 | 19,81 | 18,67 | 7,61 | 7,72 | 15,33 | 6 538 | 6 882 | 3 353 | 14,01 |
| 7 Ardèche | 1 347 | 7 722 | 9 069 | 20,43 | 16,01 | 9,19 | 4,21 | 13,40 | 6 976 | 18 139 | 5 039 | 21,05 |
| 15 Cantal | 1 597 | 10 872 | 12 469 | 19,61 | 19,71 | 8,98 | 8,61 | 17,58 | 5 938 | 7 292 | 3 273 | 13,67 |
| 26 Drôme | 5 539 | 29 862 | 35 401 | 20,00 | 16,66 | 6,87 | 6,87 | 13,74 | 7 867 | 7 926 | 3 948 | 16,49 |
| 38 Isère | 9 880 | 30 996 | 40 876 | 10,64 | 18,00 | 8,48 | 6,15 | 14,62 | 6 745 | 9 084 | 3 871 | 16,17 |
| 42 Loire | 5 240 | 26 190 | 31 430 | 20,15 | 27,59 | 7,49 | 12,42 | 19,91 | 8 059 | 5 345 | 3 214 | 13,42 |
| 43 Loire (Haute) | 4 890 | 24 696 | 29 586 | 20,13 | 18,86 | 8,95 | 7,40 | 16,35 | 6 575 | 8 453 | 3 698 | 15,45 |
| 63 Puy de Dome | 150 | 5 238 | 5 388 | 18,33 | 19,23 | 10,63 | 4,45 | 15,08 | 6 735 | 12 828 | 4 416 | 18,45 |
| 69 Rhône | 6 437 | 31 266 | 37 703 | 20,81 | 20,36 | 10,63 | 6,90 | 17,53 | 5 627 | 8 378 | 3 366 | 14,06 |
| 73 Savoie | 3 493 | 14 616 | 18 109 | 20,96 | 23,77 | 11,65 | 8,95 | 20,61 | 4 894 | 6 468 | 2 786 | 11,64 |
| 74 Savoie Haute | 6 537 | 24 318 | 30 855 | 20,82 | 20,06 | 6,80 | 9,30 | 16,10 | 8 120 | 6 708 | 3 673 | 15,34 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | 54 541 | 240 174 | 294 715 | 18,11 | 20,35 | 8,56 | 7,93 | 16,48 | 6 719 | 7 532 | 3 551 | 14,83 |
| **France métropole hors DOM** | 502 743 | 2 641 446 | 3 144 189 | 19,83 | 20,07 | 9,23 | 7,19 | 16,42 | 6 112 | 8 170 | 3 496 | 14,60 |
| **Guadeloupe** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Martinique** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Guyane** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Réunion** | 8 683 | 26 460 | 35 143 | 20,84 | 18,20 | 6,61 | 9,59 | 16,20 | 9 498 | 6 508 | 3 862 | 16,13 |
| **DOM** | 8 683 | 26 460 | 35 143 | 20,84 | 18,20 | 6,61 | 9,59 | 16,20 | 9 498 | 6 508 | 3 862 | 16,13 |
| **France (métropole et DOM)** | 511 425 | 2 667 906 | 3 179 331 | 19,84 | 20,05 | 9,20 | 7,22 | 16,42 | 6 136 | 8 147 | 3 500 | 14,62 |

**Services Délégués aux prestations familiales**

**Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Médianes**

**Exercice 2022**

| | Poids moyen de la mesure | Valeur du point service | Valeur du point délégué | Valeur du point autres personnel | Valeur du point personnel | Nombre de points par ETP délégués | Nombre de points par ETP autres personnels | Nombre de points par ETP | Nombre de mesure moyenne par ETP | Temps actif mobilisable des délégués | Coût de l'intervention des délégués |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8 Ardennes | 21,23 | 21,68 | 7,10 | 11,64 | 18,74 | 7 133 | 5 095 | 2 972 | 12,41 | 0,89 | 35,47 |
| 10 Aube | 20,10 | 36,59 | 16,52 | 14,90 | 31,41 | 3 567 | 3 722 | 1 822 | 7,61 | 0,90 | 40,62 |
| 51 Marne | 20,17 | 23,45 | 9,47 | 9,50 | 18,97 | 6 001 | 5 838 | 2 959 | 12,36 | 0,97 | 36,47 |
| 52 Marne Haute | 20,03 | 23,08 | 8,59 | 8,63 | 17,22 | 4 131 | 6 009 | 2 448 | 10,23 | 0,84 | 26,66 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 19,89 | 14,73 | 5,20 | 6,48 | 11,68 | 6 147 | 8 353 | 3 541 | 14,79 | 0,93 | 21,72 |
| 55 Meuse | 19,56 | 20,64 | 9,12 | 7,50 | 16,62 | 6 758 | 8 166 | 3 698 | 15,45 | 0,85 | 45,25 |
| 57 Moselle | 19,80 | 15,74 | 7,58 | 4,64 | 12,21 | 6 807 | 9 767 | 4 011 | 16,76 | 0,72 | 44,61 |
| 67 Rhin (Bas) | 19,84 | 18,28 | 9,99 | 5,16 | 15,14 | 6 048 | 8 195 | 3 480 | 14,54 | 0,98 | 38,17 |
| 68 Rhin (Haut) | 20,49 | 20,73 | 9,70 | 6,33 | 16,04 | 4 685 | 7 766 | 2 922 | 12,21 | 0,82 | 34,39 |
| 88 Vosges | 20,16 | 27,05 | 7,23 | 7,07 | 14,30 | 5 833 | 7 552 | 3 291 | 13,75 | 0,78 | 33,18 |
| **Grand-Est** | **20,06** | **21,20** | **8,85** | **7,29** | **16,33** | **6 025** | **7 659** | **3 131** | **13,08** | **0,87** | **35,97** |
| 16 Charente | 19,11 | 15,45 | 6,76 | 6,82 | 13,57 | 7 573 | 7 401 | 3 743 | 15,63 | 0,87 | 36,69 |
| 17 Charente Maritime | 21,74 | 13,19 | 5,47 | 4,76 | 10,23 | 9 893 | 13 587 | 5 664 | 23,66 | 0,95 | 35,32 |
| 19 Corrèze | 19,21 | 17,34 | 8,02 | 4,65 | 12,67 | 5 486 | 13 061 | 3 863 | 16,14 | 0,96 | 30,07 |
| 23 Creuse | 19,59 | 17,86 | 6,57 | 6,77 | 13,34 | 7 874 | 5 943 | 3 387 | 14,15 | 1,88 | 17,09 |
| 24 Dordogne | 18,86 | 19,81 | 9,02 | 8,60 | 17,62 | 7 203 | 6 885 | 3 520 | 14,70 | | |
| 33 Gironde | 19,76 | 19,31 | 7,52 | 8,42 | 15,94 | 6 946 | 6 182 | 3 232 | 13,50 | 0,84 | 39,06 |
| 40 Landes | 19,40 | 17,16 | 7,40 | 6,89 | 14,29 | 6 713 | 8 348 | 3 721 | 15,54 | 0,83 | 49,13 |
| 47 Lot-et-Garonne | 18,05 | 22,62 | 8,71 | 9,99 | 18,70 | 4 735 | 6 908 | 2 716 | 11,34 | 0,95 | 31,61 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 19,25 | 5,11 | 4,11 | 1,87 | 5,98 | 6 087 | 9 631 | 3 730 | 15,58 | 0,94 | 17,19 |
| 79 Sèvres Deux | 20,01 | 22,49 | 10,73 | 8,89 | 19,62 | 4 437 | 5 559 | 2 468 | 10,31 | 0,93 | 36,69 |
| 86 Vienne | 20,28 | 18,76 | 7,51 | 8,36 | 15,88 | 6 620 | 6 451 | 3 267 | 13,65 | 0,81 | 38,25 |
| 87 Vienne (Haute) | 20,06 | 20,83 | 10,28 | 7,31 | 17,59 | 6 018 | 7 827 | 3 263 | 13,63 | 0,81 | 46,63 |
| **Nouvelle Aquitaine** | **19,68** | **17,75** | **7,51** | **6,82** | **14,29** | **6 620** | **7 401** | **3 520** | **14,70** | **0,90** | **36,28** |
| 21 Côte d'Or | 19,95 | 17,25 | 9,50 | 5,13 | 14,63 | 5 454 | 10 613 | 3 603 | 15,05 | 0,91 | 49,68 |
| 25 Doubs | 20,41 | 18,07 | 9,08 | 6,48 | 15,55 | 5 968 | 8 425 | 3 494 | 14,59 | 0,98 | 33,95 |
| 39 Jura | 20,09 | 15,14 | 8,26 | 4,84 | 13,10 | 5 755 | 13 952 | 4 074 | 17,02 | 0,88 | 33,58 |
| 58 Nièvre | 20,13 | 15,77 | 7,96 | 5,73 | 13,68 | 6 583 | 7 852 | 3 581 | 14,96 | 0,91 | 35,78 |
| 70 Saône Haute | 18,66 | 16,74 | 7,91 | 7,21 | 15,11 | 6 719 | 6 509 | 3 306 | 13,81 | 1,00 | 33,38 |
| 71 Saône Loire | 19,72 | 15,85 | 7,21 | 4,85 | 12,07 | 7 232 | 8 830 | 3 975 | 16,60 | 0,86 | 32,96 |
| 89 Yonne | 18,63 | 13,66 | 7,14 | 4,38 | 11,52 | 6 261 | 10 434 | 3 913 | 16,34 | 0,91 | 30,64 |
| 90 Territ. de Belfort | 19,66 | 15,29 | 5,52 | 6,02 | 11,54 | 9 788 | 9 412 | 4 798 | 20,04 | 0,33 | 102,74 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | **19,95** | **15,77** | **7,96** | **5,30** | **13,27** | **6 583** | **9 234** | **3 847** | **16,07** | **0,91** | **33,95** |
| 22 Côtes d'Armor | 19,86 | 16,58 | 9,09 | 5,18 | 14,28 | 6 820 | 10 483 | 4 132 | 17,26 | 0,98 | 38,07 |
| 29 Finistère | 20,28 | 14,06 | 7,37 | 3,90 | 11,26 | 6 966 | 25 722 | 4 763 | 19,89 | 1,06 | 30,16 |
| 35 Ille et Vilaine | 22,63 | 27,43 | 8,03 | 13,78 | 21,81 | 6 526 | 4 651 | 2 716 | 11,34 | 1,02 | 31,89 |
| 56 Morbihan | 19,27 | 34,18 | 13,41 | 9,08 | 22,48 | 4 284 | 6 620 | 2 601 | 10,86 | 0,93 | 38,26 |
| **Bretagne** | **20,09** | **16,88** | **8,03** | **6,67** | **14,28** | **6 526** | **8 073** | **3 868** | **16,16** | **0,98** | **31,89** |
| 18 Cher | 20,52 | 13,21 | 5,97 | 5,06 | 11,02 | 7 765 | 8 240 | 3 998 | 16,70 | 1,00 | 28,90 |
| 28 Eure et Loir | 20,19 | 17,91 | 7,79 | 7,39 | 15,18 | 6 971 | 5 992 | 3 222 | 13,46 | 0,88 | 38,61 |
| 36 Indre | 19,83 | 19,00 | 9,02 | 7,38 | 16,40 | 4 554 | 5 496 | 2 491 | 10,40 | 0,89 | 34,59 |
| 37 Indre-et-Loire | 19,06 | 17,90 | 9,35 | 6,22 | 15,57 | 7 252 | 7 448 | 3 675 | 15,35 | 0,84 | 45,86 |
| 41 Loir et Cher | 18,45 | 16,95 | 11,83 | 3,54 | 15,36 | 4 163 | 13 876 | 3 202 | 13,38 | 0,42 | 73,66 |
| 45 Loiret | | | | | | | | | | | |
| **Centre-Val de Loire** | **19,83** | **17,90** | **9,02** | **6,22** | **15,36** | **6 971** | **7 448** | **3 222** | **13,46** | **0,88** | **38,61** |
| 2A Corse du Sud | 27,10 | 14,80 | 8,56 | 2,72 | 11,28 | 6 504 | 21 681 | 5 003 | 20,90 | 1,00 | 34,64 |
| 2B Corse Haute | 20,95 | 24,08 | 8,02 | 5,97 | 13,99 | 4 526 | 5 658 | 2 514 | 10,50 | 1,92 | 11,76 |
| **Corse** | **24,03** | **19,44** | **8,29** | **4,35** | **12,64** | **5 515** | **13 669** | **3 759** | **15,70** | **1,46** | **23,20** |
| 75 Paris | 20,23 | 17,29 | 6,75 | 7,74 | 14,49 | 6 295 | 8 584 | 3 632 | 15,17 | 0,93 | 34,79 |
| 77 Seine Marne | 21,31 | 23,69 | 9,64 | 8,74 | 18,38 | 4 928 | 6 430 | 2 790 | 11,65 | 0,73 | 50,01 |
| 78 Yvelines | 19,07 | 18,80 | 10,22 | 5,47 | 15,69 | 5 318 | 10 703 | 3 553 | 14,84 | 0,78 | 43,48 |
| 91 Essonne | 19,18 | 19,47 | 9,01 | 6,03 | 15,04 | 5 948 | 9 448 | 3 650 | 15,25 | 1,06 | 33,24 |
| 92 Seine Hauts de | 19,26 | 16,88 | 7,52 | 6,39 | 13,92 | 6 856 | 8 342 | 3 763 | 15,72 | 1,00 | 32,31 |
| 93 Seine St Denis | 19,91 | 21,09 | 7,46 | 8,01 | 15,48 | 8 035 | 7 500 | 3 879 | 16,20 | 1,01 | 36,98 |
| 94 Val de Marne | 19,62 | 27,94 | 5,56 | 12,77 | 18,34 | 7 998 | 4 167 | 2 740 | 11,44 | 1,00 | 20,75 |
| 95 Val d'oise | | | | | | | | | | | |
| **Ile de France** | **19,62** | **19,47** | **7,52** | **7,74** | **15,48** | **6 295** | **8 342** | **3 632** | **15,17** | **1,00** | **34,79** |
| 9 Ariège | 21,71 | 24,88 | 8,00 | 13,07 | 21,07 | 6 140 | 3 907 | 2 388 | 9,97 | 0,90 | 34,01 |
| 11 Aude | 24,83 | 23,77 | 8,19 | 11,57 | 19,76 | 7 356 | 4 527 | 2 802 | 11,71 | 0,93 | 43,17 |
| 12 Aveyron | 19,54 | 52,80 | 23,46 | 20,58 | 44,03 | 2 272 | 2 077 | 1 085 | 4,53 | 0,94 | 35,82 |
| 30 Gard | 20,28 | 12,94 | 7,96 | 3,22 | 11,19 | 5 461 | 11 818 | 3 727 | 15,57 | 1,02 | 27,04 |
| 31 Garonne (Haute) | 21,04 | 15,71 | 8,38 | 4,43 | 12,81 | 7 393 | 13 928 | 4 829 | 20,17 | 0,89 | 43,39 |
| 32 Gers | 19,50 | 16,54 | 6,27 | 7,69 | 13,95 | 7 720 | 7 720 | 3 860 | 16,12 | 0,63 | 35,99 |
| 34 Hérault | 19,84 | 12,65 | 6,67 | 4,46 | 10,73 | 5 995 | 12 052 | 4 081 | 17,05 | 1,02 | 26,23 |
| 46 Lot | 29,58 | 14,01 | 5,48 | 6,32 | 11,81 | 8 982 | 9 959 | 4 579 | 19,13 | 0,96 | 30,49 |
| 48 Lozère | 18,98 | 27,16 | 10,76 | 11,20 | 21,96 | 4 808 | 4 082 | 2 208 | 9,22 | 1,94 | 16,62 |
| 65 Pyrénées Hautes | 19,46 | 17,39 | 8,99 | 5,93 | 14,92 | 7 072 | 9 792 | 4 106 | 17,15 | 0,89 | 51,61 |
| 66 Pyrénées Orient. | 21,50 | 16,67 | 8,92 | 4,59 | 13,50 | 7 334 | 12 268 | 4 590 | 19,17 | 0,97 | 40,83 |
| 81 Tarn | 19,76 | 146,79 | 8,59 | 3,88 | 12,47 | 6 679 | 9 542 | 3 929 | 16,41 | 0,90 | 39,76 |
| 82 Tarn et Garonne | 19,52 | 15,96 | 5,72 | 6,63 | 12,35 | 9 371 | 8 269 | 4 393 | 18,35 | 0,84 | 39,75 |
| **Occitanie** | **19,84** | **16,54** | **8,00** | **5,27** | **12,83** | **6 976** | **9 792** | **3 929** | **16,41** | **0,93** | **35,82** |
| 2 Aisne | 22,24 | 19,66 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | | | 1,00 | 0,00 |
| 59 Nord | 20,87 | 17,37 | 10,18 | 4,15 | 14,33 | 5 135 | 13 760 | 3 740 | 15,62 | 0,94 | 34,61 |
| 60 Oise | 22,44 | 18,94 | 8,34 | 7,03 | 15,37 | 6 530 | 7 963 | 3 588 | 14,99 | 0,91 | 39,28 |
| 62 Pas-de-Calais | 20,42 | 23,43 | 9,94 | 7,63 | 17,57 | 6 878 | 12 023 | 4 375 | 18,27 | 0,97 | 43,82 |
| 80 Somme | 20,95 | 19,60 | 9,20 | 7,69 | 16,90 | 5 556 | 7 820 | 3 248 | 13,57 | 0,93 | 40,01 |
| **Hauts-de-France** | **20,95** | **19,60** | **9,20** | **7,03** | **15,37** | **6 043** | **9 993** | **3 664** | **15,30** | **0,94** | **39,28** |
| 14 Calvados | 19,90 | 18,12 | 7,60 | 7,24 | 14,84 | 7 925 | 7 160 | 3 761 | 15,71 | 0,83 | 45,30 |
| 27 Eure | 19,79 | 24,75 | 12,17 | 7,39 | 19,56 | 5 896 | 7 033 | 3 201 | 13,37 | 1,38 | 33,69 |
| 50 Manche | 19,02 | 24,32 | 11,70 | 8,87 | 20,58 | 4 564 | 6 019 | 2 596 | 10,84 | 0,68 | 48,67 |
| 61 Orne | 18,85 | 17,40 | 9,75 | 4,31 | 14,06 | 5 665 | 11 082 | 3 683 | 15,39 | 1,02 | 55,33 |
| 76 Seine Maritime | 19,50 | 20,09 | 8,60 | 8,21 | 16,81 | 5 873 | 6 892 | 3 169 | 13,24 | 0,83 | 37,45 |
| **Normandie** | **19,43** | **19,56** | **9,75** | **7,50** | **16,23** | **5 665** | **7 191** | **3 384** | **14,14** | **0,84** | **41,91** |
| 44 Loire Atlantique | 21,04 | 13,52 | 8,05 | 3,47 | 11,53 | 6 665 | 11 272 | 4 188 | 17,50 | 1,63 | 36,47 |
| 49 Maine-et-Loire | 19,84 | 17,45 | 8,33 | 6,67 | 15,00 | 6 706 | 7 437 | 3 526 | 14,73 | 0,77 | 38,34 |
| 53 Mayenne | 18,43 | 21,91 | 9,42 | 9,36 | 18,79 | 7 584 | 4 938 | 2 991 | 12,49 | 0,83 | 53,61 |
| 72 Sarthe | 20,56 | 15,48 | 7,79 | 3,43 | 11,22 | 6 561 | 14 157 | 4 483 | 18,73 | 0,55 | 62,00 |
| 85 Vendée | 21,12 | 33,27 | 18,86 | 7,92 | 26,78 | 3 616 | 5 735 | 2 112 | 8,82 | 0,92 | 36,71 |
| **Pays de Loire** | **20,41** | **19,68** | **8,79** | **7,19** | **15,98** | **6 613** | **6 816** | **3 259** | **13,61** | **0,84** | **38,79** |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 19,91 | 23,82 | 8,55 | 4,07 | 12,62 | 5 974 | 11 489 | 3 930 | 16,42 | 1,03 | 30,95 |
| 5 Alpes Hautes | 20,23 | 16,40 | 8,46 | 5,23 | 13,69 | 5 585 | 5 984 | 2 889 | 12,07 | 0,87 | 33,86 |
| 6 Alpes Maritimes | 20,27 | 18,27 | 6,45 | 7,46 | 13,91 | 6 674 | 7 818 | 3 600 | 15,04 | 0,82 | 32,44 |
| 13 Bouches du Rhônes | | | | | | | | | | | |
| 83 Var | 21,51 | 11,70 | 6,51 | 4,10 | 10,60 | 9 232 | 12 909 | 5 382 | 22,48 | 0,98 | 38,20 |
| 84 Vaucluse | 20,40 | 16,21 | 6,77 | 6,35 | 13,12 | 6 745 | 7 020 | 3 440 | 14,37 | 0,79 | 29,86 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | **20,27** | **16,40** | **6,77** | **5,23** | **13,12** | **6 674** | **7 818** | **3 600** | **15,04** | **0,87** | **32,44** |
| 1 Ain | 20,74 | 19,48 | 8,16 | 6,36 | 14,52 | 7 429 | 8 984 | 4 066 | 16,99 | 0,70 | 58,15 |
| 3 Allier | 20,06 | 14,53 | 5,70 | 6,53 | 12,23 | 7 161 | 7 349 | 3 627 | 15,15 | 1,00 | 24,76 |
| 7 Ardèche | 20,87 | 12,21 | 8,51 | 2,38 | 10,89 | 7 940 | 16 778 | 5 389 | 22,51 | 0,82 | 43,77 |
| 15 Cantal | 19,60 | 20,69 | 9,99 | 7,96 | 17,95 | 5 233 | 6 156 | 2 829 | 11,82 | 2,02 | 15,99 |
| 26 Drôme | 20,26 | 18,41 | 6,57 | 9,05 | 15,63 | 8 340 | 7 323 | 3 899 | 16,29 | 0,90 | 41,17 |
| 38 Isère | 10,78 | 18,28 | 7,67 | 6,98 | 14,65 | 6 920 | 8 396 | 3 793 | 15,84 | | 644,00 |
| 42 Loire | 19,88 | 23,55 | 7,28 | 9,79 | 17,07 | 6 955 | 6 028 | 3 229 | 13,49 | 0,92 | 32,23 |
| 43 Loire (Haute) | 20,17 | 17,28 | 7,84 | 7,33 | 15,17 | 6 500 | 8 305 | 3 646 | 15,23 | 0,99 | 55,64 |
| 63 Puy de Dome | 25,63 | 15,98 | 6,36 | 4,32 | 10,68 | 8 242 | 11 138 | 4 737 | 19,79 | 1,00 | 32,62 |
| 69 Rhône | 21,13 | 19,99 | 8,88 | 6,33 | 15,20 | 6 229 | 8 659 | 3 623 | 15,13 | 0,86 | 39,93 |
| 73 Savoie | 21,04 | 24,66 | 12,40 | 9,52 | 21,92 | 6 457 | 4 418 | 2 623 | 10,96 | 0,76 | 37,69 |
| 74 Savoie Haute | 20,36 | 19,38 | 5,77 | 10,20 | 15,97 | 7 180 | 5 642 | 3 159 | 13,20 | 0,67 | 32,41 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **20,31** | **18,90** | **7,75** | **7,15** | **15,18** | **7 058** | **7 827** | **3 636** | **15,19** | **0,90** | **38,81** |
| **France métropole hors DOM** | **20,16** | **18,39** | **7,93** | **6,85** | **15,07** | **6 560,61** | **7 817,83** | **3 541,12** | **14,79** | **0,91** | **35,91** |
| **Guadeloupe** | | | | | | | | | | | |
| **Martinique** | | | | | | | | | | | |
| **Guyane** | | | | | | | | | | | |
| **Réunion** | 20,90 | 18,62 | 5,72 | 10,68 | 16,41 | 8 618 | 6 270 | 3 483 | 14,55 | 1,00 | 32,93 |
| **DOM** | **20,90** | **18,62** | **5,72** | **10,68** | **16,41** | **8 618** | **6 270** | **3 483** | **14,55** | **1,00** | **32,93** |
| **France (métropole et DOM)** | **20,16** | **18,39** | **7,93** | **6,85** | **15,07** | **6 560,61** | **7 817,83** | **3 541,12** | **14,79** | **0,91** | **35,91** |

**Services Délégués aux prestations familiales**

**Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points-Médianes**

**Exercice 2023**

| | Poids moyen de la mesure | Valeur du point service | Valeur du point délégué | Valeur du point autres personnel | Valeur du point personnel | Nombre de points par ETP délégués | Nombre de points par ETP autres personnels | Nombre de points par ETP | Nombre de mesure moyenne par ETP |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8 Ardennes | 23,14 | 20,20 | 6,59 | 10,59 | 17,18 | 8 470 | 6 274 | 3 604 | 15,06 |
| 10 Aube | 21,91 | 25,85 | 11,98 | 10,66 | 22,64 | 5 455 | 5 455 | 2 727 | 11,39 |
| 51 Marne | 20,55 | 23,93 | 10,97 | 9,36 | 20,33 | 5 870 | 5 710 | 2 894 | 12,09 |
| 52 Marne Haute | 18,60 | 23,78 | 9,77 | 10,07 | 19,84 | 4 175 | 6 163 | 2 489 | 10,40 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 19,86 | 17,69 | 7,02 | 7,33 | 14,35 | 6 094 | 8 075 | 3 473 | 14,51 |
| 55 Meuse | 19,44 | 22,85 | 9,95 | 8,67 | 18,62 | 6 554 | 5 590 | 3 017 | 12,60 |
| 57 Moselle | 19,16 | 19,15 | 10,12 | 5,12 | 15,24 | 5 738 | 8 991 | 3 503 | 14,63 |
| 67 Rhin (Bas) | 19,70 | 20,32 | 10,98 | 6,22 | 17,20 | 5 334 | 7 351 | 3 091 | 12,91 |
| 68 Rhin (Haut) | 19,32 | 22,92 | 11,87 | 7,10 | 18,98 | 4 389 | 7 187 | 2 725 | 11,38 |
| 88 Vosges | 20,98 | 18,45 | 7,61 | 6,41 | 14,03 | 6 222 | 8 190 | 3 536 | 14,77 |
| **Grand-Est** | **19,78** | **21,59** | **10,04** | **8,00** | **17,91** | **5 804** | **6 731** | **3 054** | **12,76** |
| 16 Charente | 19,48 | 17,87 | 7,11 | 8,81 | 15,92 | 7 037 | 7 677 | 3 672 | 15,34 |
| 17 Charente Maritime | 20,68 | 15,21 | 7,29 | 4,63 | 11,92 | 9 392 | 14 733 | 5 734 | 23,95 |
| 19 Corrèze | 19,35 | 19,42 | 9,70 | 5,53 | 15,23 | 5 618 | 13 376 | 3 956 | 16,53 |
| 23 Creuse | 19,12 | 22,64 | 8,41 | 8,89 | 17,30 | 6 539 | 4 935 | 2 812 | 11,75 |
| 24 Dordogne | 18,86 | 21,29 | 9,75 | 9,03 | 18,78 | 5 994 | 6 280 | 3 067 | 12,81 |
| 33 Gironde | 20,06 | 19,46 | 7,94 | 8,36 | 16,30 | 7 106 | 6 867 | 3 489 | 14,57 |
| 40 Landes | 19,22 | 20,07 | 9,56 | 7,77 | 17,33 | 5 209 | 7 648 | 3 098 | 12,94 |
| 47 Lot-et-Garonne | 18,14 | 48,88 | 19,38 | 23,85 | 43,24 | 3 934 | 4 748 | 2 137 | 8,93 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 20,43 | 10,38 | 5,87 | 3,04 | 8,91 | 5 457 | 8 637 | 3 344 | 13,97 |
| 79 Sèvres Deux | 20,21 | 23,68 | 11,93 | 8,54 | 20,46 | 4 542 | 6 474 | 2 669 | 11,15 |
| 86 Vienne | 20,50 | 22,17 | 8,89 | 9,89 | 18,78 | 6 720 | 5 332 | 2 973 | 12,42 |
| 87 Vienne (Haute) | 19,11 | 21,14 | 9,42 | 8,38 | 17,80 | 5 719 | 7 247 | 3 103 | 12,96 |
| **Nouvelle Aquitaine** | **19,39** | **20,39** | **8,91** | **8,23** | **17,04** | **6 132** | **7 648** | **3 121** | **13,04** |
| 21 Côte d'Or | 20,51 | 15,93 | 8,58 | 4,61 | 13,19 | 6 017 | 11 708 | 3 974 | 16,60 |
| 25 Doubs | 20,44 | 19,73 | 9,91 | 6,79 | 16,69 | 5 383 | 8 017 | 3 221 | 13,45 |
| 39 Jura | 19,71 | 15,66 | 8,87 | 4,71 | 13,58 | 6 031 | 14 621 | 4 270 | 17,84 |
| 58 Nièvre | 20,14 | 16,38 | 7,20 | 7,03 | 14,23 | 8 003 | 8 003 | 4 001 | 16,71 |
| 70 Saône Haute | 19,11 | 17,28 | 0,00 | 14,20 | 14,20 | 8 576 | 6 126 | 3 573 | 14,93 |
| 71 Saône Loire | 19,76 | 16,13 | 7,48 | 6,02 | 13,49 | 7 021 | 8 904 | 3 922 | 16,38 |
| 89 Yonne | 21,28 | 15,30 | 9,86 | 3,49 | 13,35 | 5 164 | 15 491 | 3 873 | 16,18 |
| 90 Territ. de Belfort | 20,42 | 15,89 | 5,60 | 6,07 | 11,67 | 9 617 | 9 247 | 4 714 | 19,69 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | **20,14** | **15,93** | **8,58** | **6,07** | **13,58** | **6 796** | **9 183** | **3 938** | **16,45** |
| 22 Côtes d'Armor | 19,78 | 19,31 | 10,43 | 6,24 | 16,66 | 6 188 | 8 948 | 3 658 | 15,28 |
| 29 Finistère | 20,55 | 13,61 | 7,00 | 3,92 | 10,92 | 8 052 | 32 226 | 5 661 | 23,65 |
| 35 Ille et Vilaine | 23,77 | 25,82 | 8,28 | 12,41 | 20,69 | 5 567 | 5 294 | 2 713 | 11,33 |
| 56 Morbihan | 21,71 | 26,37 | 9,75 | 7,55 | 17,30 | 6 377 | 8 406 | 3 626 | 15,15 |
| **Bretagne** | **21,41** | **19,31** | **8,28** | **6,83** | **16,66** | **6 377** | **8 406** | **3 658** | **15,28** |
| 18 Cher | 20,56 | 14,01 | 6,61 | 5,10 | 11,71 | 8 257 | 8 763 | 4 251 | 17,76 |
| 28 Eure et Loir | 19,75 | 18,95 | 8,18 | 7,63 | 15,81 | 6 983 | 5 591 | 3 105 | 12,97 |
| 36 Indre | 19,62 | 20,94 | 10,01 | 8,19 | 18,21 | 4 641 | 5 601 | 2 538 | 10,60 |
| 37 Indre-et-Loire | 19,39 | 19,90 | 8,92 | 8,46 | 17,38 | 6 804 | 6 144 | 3 229 | 13,49 |
| 41 Loir et Cher | 18,41 | 23,42 | 16,56 | 4,89 | 21,44 | 3 182 | 9 944 | 2 411 | 10,07 |
| 45 Loiret | | | | | | | | | |
| **Centre-Val de Loire** | **19,62** | **19,90** | **8,92** | **7,63** | **17,38** | **6 804** | **6 144** | **3 105** | **12,97** |
| 2A Corse du Sud | 21,77 | 20,14 | 12,32 | 3,95 | 16,27 | 3 988 | 12 628 | 3 031 | 12,66 |
| 2B Corse Haute | 24,43 | 18,48 | 7,61 | 6,22 | 13,83 | 6 156 | 7 695 | 3 420 | 14,28 |
| **Corse** | **23,10** | **19,31** | **9,97** | **5,08** | **15,05** | **5 072** | **10 161** | **3 225** | **13,47** |
| 75 Paris | 21,10 | 18,94 | 9,51 | 6,48 | 16,00 | 5 752 | 8 970 | 3 505 | 14,64 |
| 77 Seine Marne | 19,82 | 26,09 | 9,90 | 10,40 | 20,29 | 4 880 | 5 490 | 2 583 | 10,79 |
| 78 Yvelines | 18,93 | 20,49 | 11,47 | 5,87 | 17,34 | 4 922 | 10 400 | 3 341 | 13,96 |
| 91 Essonne | 18,99 | 21,92 | 11,21 | 6,15 | 17,36 | 5 033 | 9 420 | 3 281 | 13,70 |
| 92 Seine Hauts de | 19,02 | 21,17 | 10,34 | 7,45 | 17,80 | 5 454 | 7 217 | 3 106 | 12,98 |
| 93 Seine St Denis | 17,65 | 20,93 | 8,02 | 8,67 | 16,69 | 6 640 | 7 140 | 3 440 | 14,37 |
| 94 Val de Marne | 20,17 | 27,79 | 8,57 | 11,74 | 20,31 | 6 490 | 4 178 | 2 542 | 10,62 |
| 95 Val d'oise | | | | | | | | | |
| **Ile de France** | **19,02** | **21,17** | **9,90** | **7,45** | **17,36** | **5 454** | **7 217** | **3 281** | **13,70** |
| 9 Ariège | 22,07 | 26,86 | 7,89 | 14,52 | 22,41 | 6 166 | 5 058 | 2 779 | 11,61 |
| 11 Aude | 19,55 | 36,03 | 10,96 | 15,01 | 25,96 | 6 023 | 3 011 | 2 008 | 8,39 |
| 12 Aveyron | 20,24 | 52,33 | 23,15 | 20,40 | 43,55 | 2 300 | 2 266 | 1 141 | 4,77 |
| 30 Gard | 19,59 | 15,43 | 9,87 | 3,57 | 13,44 | 4 798 | 11 483 | 3 352 | 14,00 |
| 31 Garonne (Haute) | 21,19 | 16,60 | 9,37 | 4,83 | 14,20 | 6 522 | 13 016 | 4 345 | 18,15 |
| 32 Gers | 19,77 | 17,56 | 7,60 | 7,68 | 15,27 | 6 050 | 7 118 | 3 270 | 13,66 |
| 34 Hérault | 19,79 | 14,16 | 7,77 | 4,34 | 11,74 | 5 902 | 12 680 | 3 988 | 16,66 |
| 46 Lot | 24,22 | 9,03 | 3,78 | 4,06 | 7,83 | 14 290 | 13 497 | 6 551 | 27,37 |
| 48 Lozère | 19,14 | 27,17 | 12,58 | 9,81 | 22,39 | 4 122 | 4 823 | 2 223 | 9,28 |
| 65 Pyrénées Hautes | 19,73 | 17,98 | 9,23 | 5,49 | 14,72 | 7 496 | 10 379 | 4 352 | 18,18 |
| 66 Pyrénées Orient. | 19,99 | 17,95 | 10,03 | 5,08 | 15,11 | 6 718 | 11 013 | 4 173 | 17,43 |
| 81 Tarn | 19,66 | 14,89 | 8,68 | 3,96 | 12,64 | 6 921 | 9 887 | 4 071 | 17,01 |
| 82 Tarn et Garonne | 19,90 | 15,94 | 5,30 | 6,99 | 12,28 | 10 029 | 8 849 | 4 701 | 19,64 |
| **Occitanie** | **19,79** | **16,60** | **8,82** | **5,08** | **14,20** | **6 166** | **10 379** | **3 988** | **16,66** |
| 2 Aisne | 21,04 | 18,21 | 10,47 | 5,51 | 15,99 | 5 545 | 10 491 | 3 628 | 15,15 |
| 59 Nord | 19,86 | 19,13 | 11,48 | 4,66 | 16,15 | 4 948 | 13 321 | 3 608 | 15,07 |
| 60 Oise | 21,20 | 17,92 | 8,32 | 6,73 | 15,05 | 6 377 | 8 454 | 3 635 | 15,18 |
| 62 Pas-de-Calais | 20,77 | 23,86 | 9,96 | 7,88 | 17,85 | 5 576 | 7 751 | 3 243 | 13,55 |
| 80 Somme | 20,49 | 19,51 | 8,92 | 8,32 | 17,25 | 6 183 | 7 414 | 3 371 | 14,08 |
| **Hauts-de-France** | **20,77** | **19,13** | **9,96** | **6,73** | **16,15** | **5 576** | **8 454** | **3 608** | **15,07** |
| 14 Calvados | 19,62 | 18,16 | 7,61 | 7,68 | 15,29 | 7 454 | 7 180 | 3 657 | 15,28 |
| 27 Eure | 21,02 | 21,59 | 9,21 | 7,04 | 16,25 | 6 829 | 8 055 | 3 691 | 15,42 |
| 50 Manche | 21,32 | 27,48 | 12,99 | 10,40 | 23,39 | 4 686 | 5 855 | 2 603 | 10,87 |
| 61 Orne | 19,58 | 17,46 | 9,12 | 6,01 | 15,13 | 5 970 | 10 355 | 3 656 | 15,27 |
| 76 Seine Maritime | 19,98 | 21,84 | 10,02 | 8,31 | 18,33 | 6 168 | 6 908 | 3 259 | 13,61 |
| **Normandie** | **20,15** | **19,34** | **10,02** | **7,77** | **16,93** | **6 168** | **7 141** | **3 480** | **14,54** |
| 44 Loire Atlantique | 20,16 | 13,13 | 7,01 | 4,48 | 11,48 | 7 015 | 11 798 | 4 399 | 18,38 |
| 49 Maine-et-Loire | 20,48 | 16,92 | 8,27 | 6,40 | 14,67 | 6 508 | 7 995 | 3 588 | 14,99 |
| 53 Mayenne | 25,95 | 15,96 | 5,59 | 8,58 | 14,17 | 9 454 | 6 156 | 3 728 | 15,57 |
| 72 Sarthe | 20,29 | 16,03 | 7,69 | 3,48 | 11,17 | 7 093 | 14 484 | 4 761 | 19,89 |
| 85 Vendée | 19,59 | 48,65 | 29,01 | 10,57 | 39,58 | 3 208 | 4 858 | 1 868 | 7,80 |
| **Pays de Loire** | **20,39** | **16,47** | **7,98** | **6,99** | **14,42** | **6 761** | **7 235** | **3 658** | **15,28** |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 21,99 | 23,61 | 8,27 | 5,34 | 13,60 | 6 332 | 12 178 | 4 166 | 17,40 |
| 5 Alpes Hautes | 22,60 | 14,83 | 7,75 | 4,76 | 12,50 | 6 689 | 9 676 | 3 955 | 16,52 |
| 6 Alpes Maritimes | 20,11 | 16,48 | 7,04 | 7,49 | 14,53 | 7 211 | 8 012 | 3 795 | 15,85 |
| 13 Bouches du Rhônes | | | | | | | | | |
| 83 Var | 20,99 | 11,23 | 5,90 | 3,71 | 9,61 | 10 306 | 14 411 | 6 009 | 25,10 |
| 84 Vaucluse | 19,81 | 19,63 | 8,95 | 7,13 | 16,09 | 5 795 | 6 490 | 3 061 | 12,79 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | **20,99** | **16,48** | **7,75** | **5,34** | **13,60** | **6 689** | **9 676** | **3 955** | **16,52** |
| 1 Ain | 19,49 | 27,32 | 12,15 | 8,57 | 20,73 | 4 568 | 7 555 | 2 847 | 11,89 |
| 3 Allier | 19,71 | 17,30 | 7,04 | 7,25 | 14,29 | 6 711 | 7 064 | 3 442 | 14,38 |
| 7 Ardèche | 20,12 | 14,40 | 8,83 | 3,97 | 12,80 | 6 688 | 17 388 | 4 830 | 20,17 |
| 15 Cantal | 19,23 | 20,62 | 9,72 | 8,50 | 18,22 | 5 769 | 5 481 | 2 811 | 11,74 |
| 26 Drôme | 20,08 | 14,69 | 5,28 | 6,38 | 11,66 | 7 774 | 7 420 | 3 796 | 15,86 |
| 38 Isère | 10,38 | 17,82 | 8,92 | 5,23 | 14,15 | 7 343 | 8 910 | 4 025 | 16,81 |
| 42 Loire | 20,05 | 27,24 | 8,32 | 11,65 | 19,97 | 7 136 | 5 400 | 3 074 | 12,84 |
| 43 Loire (Haute) | 19,61 | 17,59 | 7,78 | 7,19 | 14,97 | 6 523 | 8 335 | 3 659 | 15,29 |
| 63 Puy de Dome | 21,94 | 12,43 | 5,42 | 3,39 | 8,81 | 11 280 | 15 244 | 6 483 | 27,08 |
| 69 Rhône | 20,27 | 19,23 | 10,95 | 7,22 | 18,17 | 7 012 | 7 946 | 3 725 | 15,56 |
| 73 Savoie | 19,78 | 26,40 | 12,51 | 9,61 | 22,12 | 4 492 | 5 935 | 2 557 | 10,68 |
| 74 Savoie Haute | 19,96 | 21,25 | 5,21 | 12,14 | 17,35 | 6 586 | 5 854 | 3 099 | 12,95 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **19,87** | **18,53** | **8,57** | **7,23** | **16,16** | **6 699** | **7 488** | **3 550** | **14,83** |
| **France métropole hors DOM** | **20,10** | **19,46** | **8,86** | **7,23** | **16,50** | **6 354,69** | **7 702,84** | **3 519,36** | **14,70** |
| **Guadeloupe** | | | | | | | | | |
| **Martinique** | | | | | | | | | |
| **Guyane** | | | | | | | | | |
| **Réunion** | 21,33 | 18,81 | 5,98 | 10,14 | 16,12 | 9 428 | 7 334 | 3 922 | 16,38 |
| **DOM** | **21,33** | **18,81** | **5,98** | **10,14** | **16,12** | **9 428** | **7 334** | **3 922** | **16,38** |
| **France (métropole et DOM)** | **20,10** | **19,46** | **8,86** | **7,23** | **16,50** | **6 354,69** | **7 702,84** | **3 519,36** | **14,70** |

**Services Délégués aux prestations familiales**

**Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points-Médianes**

**Exercice 2024**

| | Poids moyen de la mesure | Valeur du point service | Valeur du point délégué | Valeur du point autres personnel | Valeur du point personnel | Nombre de points par ETP délégués | Nombre de points par ETP autres personnels | Nombre de points par ETP | Nombre de mesure moyenne par ETP |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8 Ardennes | 21,44 | 16,98 | 7,22 | 6,28 | 13,51 | 9 135 | 9 135 | 4 568 | 19,08 |
| 10 Aube | 20,45 | 22,88 | 10,53 | 9,45 | 19,98 | 6 382 | 6 382 | 3 191 | 13,33 |
| 51 Marne | 19,53 | 24,23 | 9,53 | 10,81 | 20,34 | 6 095 | 5 929 | 3 005 | 12,55 |
| 52 Marne Haute | 18,83 | 24,12 | 9,97 | 10,16 | 20,12 | 4 227 | 6 239 | 2 520 | 10,52 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 19,78 | 18,92 | 6,71 | 8,70 | 15,40 | 6 257 | 7 648 | 3 441 | 14,38 |
| 55 Meuse | 20,09 | 22,63 | 8,53 | 9,91 | 18,44 | 6 652 | 5 673 | 3 062 | 12,79 |
| 57 Moselle | 19,79 | 19,66 | 10,18 | 5,37 | 15,55 | 5 344 | 9 045 | 3 359 | 14,03 |
| 67 Rhin (Bas) | 19,96 | 21,33 | 11,64 | 6,59 | 18,24 | 5 512 | 7 596 | 3 194 | 13,34 |
| 68 Rhin (Haut) | 19,48 | 23,27 | 11,95 | 7,35 | 19,30 | 4 395 | 7 899 | 2 824 | 11,80 |
| 88 Vosges | 20,66 | 20,07 | 8,00 | 7,25 | 15,24 | 6 375 | 8 598 | 3 661 | 15,29 |
| **Grand-Est** | **19,88** | **21,98** | **9,75** | **8,02** | **18,34** | **6 176** | **7 622** | **3 192** | **13,34** |
| 16 Charente | 19,67 | 18,95 | 7,33 | 9,82 | 17,15 | 7 581 | 7 753 | 3 833 | 16,01 |
| 17 Charente Maritime | 20,90 | 16,48 | 7,24 | 5,83 | 13,07 | 7 849 | 14 458 | 5 058 | 21,13 |
| 19 Corrèze | 18,88 | 22,36 | 11,06 | 6,99 | 18,05 | 5 346 | 12 730 | 3 765 | 15,73 |
| 23 Creuse | 23,25 | 15,77 | 5,50 | 6,62 | 12,12 | 10 601 | 8 000 | 4 559 | 19,04 |
| 24 Dordogne | 18,86 | 22,55 | 10,28 | 9,00 | 19,29 | 5 994 | 6 349 | 3 083 | 12,88 |
| 33 Gironde | 19,73 | 19,78 | 7,90 | 8,69 | 16,59 | 6 917 | 7 152 | 3 513 | 14,67 |
| 40 Landes | 19,44 | 21,41 | 10,09 | 7,78 | 17,87 | 5 229 | 7 677 | 3 110 | 12,99 |
| 47 Lot-et-Garonne | 23,83 | 20,30 | 8,28 | 9,14 | 17,42 | 6 338 | 6 870 | 3 251 | 13,58 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 19,92 | 11,93 | 6,37 | 3,12 | 9,49 | 5 639 | 8 915 | 3 454 | 14,43 |
| 79 Sèvres Deux | 20,13 | 22,72 | 11,43 | 8,43 | 19,86 | 4 984 | 7 201 | 2 945 | 12,30 |
| 86 Vienne | 20,46 | 22,17 | 7,69 | 11,27 | 18,96 | 6 826 | 5 299 | 2 983 | 12,46 |
| 87 Vienne (Haute) | 19,79 | 21,23 | 8,66 | 9,43 | 18,08 | 6 234 | 7 462 | 3 249 | 13,57 |
| **Nouvelle Aquitaine** | **20,01** | **20,42** | **8,59** | **8,08** | **17,87** | **6 439** | **7 747** | **3 161** | **13,20** |
| 21 Côte d'Or | 20,91 | 17,09 | 8,96 | 4,37 | 13,33 | 6 245 | 12 526 | 4 167 | 17,41 |
| 25 Doubs | 20,81 | 19,91 | 9,67 | 6,93 | 16,60 | 5 708 | 8 534 | 3 420 | 14,29 |
| 39 Jura | 19,81 | 14,95 | 8,47 | 4,49 | 12,96 | 6 538 | 15 850 | 4 629 | 19,33 |
| 58 Nièvre | 19,11 | 17,51 | 7,56 | 7,52 | 15,08 | 6 832 | 6 972 | 3 451 | 14,41 |
| 70 Saône Haute | 19,12 | 19,47 | 8,84 | 7,47 | 16,30 | 6 653 | 6 353 | 3 250 | 13,57 |
| 71 Saône Loire | 19,73 | 17,01 | 8,19 | 5,79 | 13,97 | 7 056 | 8 830 | 3 920 | 16,37 |
| 89 Yonne | 21,85 | 15,94 | 9,89 | 4,15 | 14,04 | 5 478 | 13 772 | 3 919 | 16,37 |
| 90 Territ. de Belfort | 18,00 | 19,40 | 6,76 | 7,27 | 14,03 | 8 640 | 8 308 | 4 235 | 17,69 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | **19,81** | **17,32** | **8,84** | **6,47** | **14,04** | **6 653** | **8 632** | **3 919** | **16,37** |
| 22 Côtes d'Armor | 20,13 | 19,68 | 10,75 | 6,10 | 16,86 | 6 362 | 8 938 | 3 717 | 15,52 |
| 29 Finistère | 20,16 | 14,74 | 7,98 | 3,78 | 11,76 | 7 025 | 36 471 | 4 978 | 20,79 |
| 35 Ille et Vilaine | 22,22 | 25,05 | 8,12 | 11,63 | 19,76 | 6 143 | 5 842 | 2 994 | 12,51 |
| 56 Morbihan | 21,03 | 25,94 | 9,07 | 7,88 | 16,95 | 7 093 | 8 944 | 3 956 | 16,52 |
| **Bretagne** | **20,22** | **19,68** | **8,13** | **6,63** | **16,86** | **6 390** | **8 944** | **3 956** | **16,52** |
| 18 Cher | 19,04 | 14,83 | 7,09 | 5,28 | 12,38 | 7 159 | 8 197 | 3 822 | 15,96 |
| 28 Eure et Loir | 20,33 | 20,36 | 8,46 | 8,09 | 16,55 | 7 058 | 5 651 | 3 138 | 13,11 |
| 36 Indre | 18,98 | 20,10 | 9,55 | 7,81 | 17,36 | 5 142 | 6 206 | 2 812 | 11,75 |
| 37 Indre-et-Loire | 19,17 | 21,61 | 9,62 | 9,33 | 18,95 | 6 814 | 6 152 | 3 233 | 13,50 |
| 41 Loir et Cher | 19,97 | 22,93 | 16,37 | 4,68 | 21,05 | 3 450 | 11 260 | 2 641 | 11,03 |
| 45 Loiret | | | | | | | | | |
| **Centre-Val de Loire** | **19,17** | **20,36** | **9,55** | **7,81** | **17,36** | **6 814** | **6 206** | **3 138** | **13,11** |
| 2A Corse du Sud | 20,84 | 16,85 | 11,88 | 2,40 | 14,27 | 4 211 | 21 626 | 3 525 | 14,72 |
| 2B Corse Haute | 20,47 | 18,05 | 7,21 | 6,20 | 13,41 | 6 877 | 8 597 | 3 821 | 15,96 |
| **Corse** | **20,65** | **17,45** | **9,54** | **4,30** | **13,84** | **5 544** | **15 111** | **3 673** | **15,34** |
| 75 Paris | 20,07 | 18,69 | 8,21 | 7,23 | 15,43 | 6 507 | 9 073 | 3 789 | 15,83 |
| 77 Seine Marne | 19,69 | 21,93 | 8,35 | 8,81 | 17,16 | 5 933 | 6 675 | 3 141 | 13,12 |
| 78 Yvelines | 19,78 | 21,40 | 11,63 | 6,34 | 17,97 | 4 747 | 10 870 | 3 304 | 13,80 |
| 91 Essonne | 18,78 | 22,11 | 11,19 | 6,16 | 17,35 | 5 046 | 9 444 | 3 289 | 13,74 |
| 92 Seine Hauts de | 19,37 | 21,96 | 9,13 | 8,78 | 17,91 | 4 945 | 8 608 | 3 141 | 13,12 |
| 93 Seine St Denis | 19,92 | 21,89 | 8,02 | 9,68 | 17,70 | 6 600 | 6 875 | 3 367 | 14,07 |
| 94 Val de Marne | 19,87 | 27,25 | 6,99 | 11,98 | 18,98 | 6 985 | 5 622 | 3 115 | 13,01 |
| 95 Val d'oise | | | | | | | | | |
| **Ile de France** | **19,78** | **21,93** | **8,35** | **8,78** | **17,70** | **5 933** | **8 608** | **3 289** | **13,74** |
| 9 Ariège | 22,02 | 24,73 | 7,99 | 12,65 | 20,63 | 6 698 | 5 493 | 3 018 | 12,61 |
| 11 Aude | 20,45 | 31,77 | 9,66 | 13,23 | 22,89 | 6 831 | 3 415 | 2 277 | 9,51 |
| 12 Aveyron | 20,14 | 47,37 | 20,15 | 19,54 | 39,69 | 2 753 | 2 713 | 1 366 | 5,71 |
| 30 Gard | 19,66 | 16,15 | 10,10 | 3,83 | 13,94 | 5 061 | 12 211 | 3 545 | 14,81 |
| 31 Garonne (Haute) | 20,68 | 17,78 | 9,13 | 5,96 | 15,09 | 6 166 | 10 661 | 3 906 | 16,32 |
| 32 Gers | 19,64 | 20,73 | 9,32 | 9,00 | 18,32 | 6 009 | 7 069 | 3 248 | 13,57 |
| 34 Hérault | 19,78 | 17,32 | 9,84 | 4,98 | 14,84 | 5 904 | 12 426 | 3 989 | 16,66 |
| 46 Lot | 22,86 | 9,33 | 3,84 | 4,07 | 7,91 | 13 870 | 15 107 | 6 884 | 28,75 |
| 48 Lozère | 19,73 | 23,92 | 11,25 | 8,67 | 19,92 | 4 539 | 5 393 | 2 464 | 10,29 |
| 65 Pyrénées Hautes | 21,70 | 18,09 | 9,92 | 5,68 | 15,60 | 5 487 | 11 817 | 3 747 | 15,65 |
| 66 Pyrénées Orient. | 20,78 | 18,81 | 10,29 | 5,45 | 15,74 | 6 795 | 11 140 | 4 221 | 17,63 |
| 81 Tarn | 19,86 | 15,40 | 8,91 | 4,18 | 13,09 | 7 071 | 10 102 | 4 160 | 17,38 |
| 82 Tarn et Garonne | 20,24 | 16,72 | 6,39 | 5,94 | 12,32 | 8 392 | 8 904 | 4 320 | 18,05 |
| **Occitanie** | **20,20** | **17,78** | **9,32** | **5,55** | **15,09** | **6 166** | **10 661** | **3 906** | **16,32** |
| 2 Aisne | 21,11 | 18,77 | 9,34 | 6,48 | 15,81 | 6 232 | 8 929 | 3 670 | 15,33 |
| 59 Nord | 20,62 | 18,98 | 11,39 | 4,63 | 16,02 | 5 163 | 13 834 | 3 760 | 15,70 |
| 60 Oise | 21,50 | 18,28 | 8,41 | 7,18 | 15,59 | 7 058 | 8 518 | 3 860 | 16,12 |
| 62 Pas-de-Calais | 20,92 | 21,35 | 9,25 | 6,90 | 16,15 | 6 447 | 8 962 | 3 750 | 15,66 |
| 80 Somme | 20,56 | 20,97 | 9,71 | 7,77 | 17,47 | 6 378 | 8 940 | 3 722 | 15,55 |
| **Hauts-de-France** | **20,92** | **18,98** | **9,34** | **6,90** | **16,02** | **6 378** | **8 940** | **3 750** | **15,66** |
| 14 Calvados | 19,68 | 19,63 | 7,59 | 9,41 | 17,00 | 6 705 | 7 833 | 3 613 | 15,09 |
| 27 Eure | 19,81 | 21,64 | 9,32 | 7,06 | 16,38 | 7 297 | 8 591 | 3 941 | 16,46 |
| 50 Manche | 21,11 | 24,19 | 11,62 | 9,30 | 20,93 | 5 242 | 6 549 | 2 911 | 12,16 |
| 61 Orne | 19,59 | 17,77 | 9,54 | 5,00 | 14,54 | 6 204 | 10 615 | 3 780 | 15,79 |
| 76 Seine Maritime | 19,77 | 21,48 | 10,00 | 7,70 | 17,69 | 6 282 | 7 271 | 3 369 | 14,07 |
| **Normandie** | **19,66** | **20,02** | **10,00** | **7,70** | **17,24** | **6 282** | **7 553** | **3 521** | **14,71** |
| 44 Loire Atlantique | 20,35 | 14,25 | 7,75 | 4,75 | 12,50 | 7 147 | 11 863 | 4 460 | 18,63 |
| 49 Maine-et-Loire | 20,16 | 18,57 | 8,75 | 7,60 | 16,34 | 6 728 | 7 787 | 3 609 | 15,08 |
| 53 Mayenne | 18,57 | 22,25 | 8,25 | 11,65 | 19,90 | 6 896 | 4 886 | 2 860 | 11,95 |
| 72 Sarthe | 18,32 | 18,00 | 8,34 | 3,73 | 12,07 | 6 573 | 13 422 | 4 412 | 18,43 |
| 85 Vendée | 26,16 | 24,67 | 12,41 | 7,39 | 19,80 | 4 565 | 8 360 | 2 809 | 11,73 |
| **Pays de Loire** | **20,25** | **20,41** | **8,55** | **7,39** | **16,28** | **6 651** | **8 842** | **3 377** | **14,11** |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 21,19 | 22,33 | 8,90 | 4,98 | 13,88 | 6 357 | 12 225 | 4 182 | 17,47 |
| 5 Alpes Hautes | 21,13 | 14,19 | 7,62 | 4,44 | 12,06 | 6 692 | 11 650 | 4 251 | 17,76 |
| 6 Alpes Maritimes | 20,29 | 18,18 | 15,43 | 0,37 | 15,79 | 7 762 | 8 625 | 4 085 | 17,07 |
| 13 Bouches du Rhônes | | | | | | | | | |
| 83 Var | 21,12 | 13,57 | 7,25 | 4,56 | 11,81 | 9 186 | 11 777 | 5 161 | 21,56 |
| 84 Vaucluse | 20,81 | 20,13 | 9,02 | 7,48 | 16,50 | 6 066 | 6 794 | 3 205 | 13,39 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | **21,12** | **18,18** | **8,90** | **4,56** | **13,88** | **6 692** | **11 650** | **4 182** | **17,47** |
| 1 Ain | 22,66 | 25,25 | 8,98 | 8,55 | 17,54 | 7 071 | 7 215 | 3 571 | 14,92 |
| 3 Allier | 19,81 | 18,67 | 7,61 | 7,72 | 15,33 | 6 538 | 6 882 | 3 353 | 14,01 |
| 7 Ardèche | 20,43 | 16,01 | 9,19 | 4,21 | 13,40 | 6 976 | 18 139 | 5 039 | 21,05 |
| 15 Cantal | 19,61 | 19,71 | 8,98 | 8,61 | 17,58 | 5 938 | 7 292 | 3 273 | 13,67 |
| 26 Drôme | 20,00 | 16,66 | 6,87 | 6,87 | 13,74 | 7 867 | 7 926 | 3 948 | 16,49 |
| 38 Isère | 10,64 | 18,00 | 8,48 | 6,15 | 14,62 | 6 745 | 9 084 | 3 871 | 16,17 |
| 42 Loire | 20,15 | 27,59 | 7,49 | 12,42 | 19,91 | 8 059 | 5 345 | 3 214 | 13,42 |
| 43 Loire (Haute) | 20,13 | 18,86 | 8,95 | 7,40 | 16,35 | 6 575 | 8 453 | 3 698 | 15,45 |
| 63 Puy de Dome | 18,33 | 19,23 | 10,63 | 4,45 | 15,08 | 6 735 | 12 828 | 4 416 | 18,45 |
| 69 Rhône | 20,81 | 20,36 | 10,63 | 6,90 | 17,53 | 5 627 | 8 378 | 3 366 | 14,06 |
| 73 Savoie | 20,96 | 23,77 | 11,65 | 8,95 | 20,61 | 4 894 | 6 468 | 2 786 | 11,64 |
| 74 Savoie Haute | 20,82 | 20,06 | 6,80 | 9,30 | 16,10 | 8 120 | 6 708 | 3 673 | 15,34 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **20,14** | **19,47** | **8,96** | **7,56** | **16,22** | **6 740** | **7 609** | **3 622** | **15,13** |
| **France métropole hors DOM** | **20,18** | **19,84** | **8,92** | **7,30** | **16,28** | **6 442,88** | **8 241,51** | **3 665,47** | **15,31** |
| **Guadeloupe** | | | | | | | | | |
| **Martinique** | | | | | | | | | |
| **Guyane** | | | | | | | | | |
| **Réunion** | 21,05 | 18,24 | 6,23 | 9,97 | 16,20 | 10 269 | 6 339 | 3 832 | 16,01 |
| **DOM** | **21,05** | **18,24** | **6,23** | **9,97** | **16,20** | **10 269** | **6 339** | **3 832** | **16,01** |
| **France (métropole et DOM)** | **20,18** | **19,84** | **8,92** | **7,30** | **16,28** | **6 442,88** | **8 241,51** | **3 665,47** | **15,31** |

| Services Délégués aux prestations familiales | | | | | | | | | | | | | | | Services Délégués aux prestations familiales | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Informations relatives au personnel-Moyennes | | | | | | | | | | | | | | | Informations relatives au personnel-Moyennes | | | | | | | |
| | Exercice 2022 | | | | | | | | | | | | | | Exercice 2023 | | | | Exercice 2024 | | | |
| | Nombre total d'ETP | % d'ETP délégués | % ETP autres personnels | Indicateur de formation | Indicateur de qualification | | | | | | | | | Indicateur de vieillesse – technicité J/I | Nombre total d'ETP | % d'ETP délégués | % ETP autres personnels | Indicateur de formation | Nombre total d'ETP | % d'ETP délégués | % ETP autres personnels | Indicateur de formation |
| | | | | | Niveau I | Niveau II | Niveau III | Niveau IV | NiveauV | Niveau VI | Niveau VII | Niveau VIII | Niveaux I à VIII | | | | | | | | | |
| 8 Ardennes | 2,4 | 41,7% | 58,3% | 3 | 0,0% | 4,2% | 26,4% | 1,0% | 44,6% | 14,5% | 9,3% | 0,0% | 100,0% | 1,26 | 2,35 | 42,6% | 57,4% | 35,00 | 2,00 | 50,0% | 50,0% | 90,00 |
| 10 Aube | 4,7 | 51,1% | 48,9% | 0 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 50,0% | 50,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0 | 4,00 | 50,0% | 50,0% | - | 4,00 | 50,0% | 50,0% | - |
| 51 Marne | 10,1 | 49,3% | 50,7% | 16 | 1,5% | 11,7% | 55,1% | 0,0% | 30,0% | 1,6% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,37 | 10,14 | 49,3% | 50,7% | 9,40 | 10,14 | 49,3% | 50,7% | 20,00 |
| 52 Marne Haute | 5,4 | 59,3% | 40,7% | 132 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 30,9% | 47,3% | 20,0% | 1,8% | 0,0% | 100,0% | 1,19 | 5,20 | 59,6% | 40,4% | 23,23 | 5,20 | 59,6% | 40,4% | 58,71 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 9,2 | 57,6% | 42,4% | 36 | 0,0% | 0,0% | 15,2% | 0,0% | 77,0% | 4,9% | 2,9% | 0,0% | 100,0% | 1,18 | 9,30 | 57,0% | 43,0% | 9,43 | 10,00 | 55,0% | 45,0% | - |
| 55 Meuse | 5,3 | 54,7% | 45,3% | 90 | 1,6% | 0,0% | 7,9% | 34,9% | 47,6% | 4,8% | 3,2% | 0,0% | 100,0% | 1,33 | 6,30 | 46,0% | 54,0% | 5,52 | 6,30 | 46,0% | 54,0% | 89,66 |
| 57 Moselle | 17,0 | 58,9% | 41,1% | 42 | 0,0% | 11,8% | 62,9% | 13,5% | 11,8% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,40 | 18,02 | 61,0% | 39,0% | 9,09 | 19,09 | 62,9% | 37,1% | 16,67 |
| 67 Rhin (Bas) | 17,4 | 57,5% | 42,5% | 33 | 1,2% | 8,0% | 62,2% | 3,6% | 25,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,37 | 19,50 | 57,9% | 42,1% | 22,12 | 19,50 | 57,9% | 42,1% | 30,97 |
| 68 Rhin (Haut) | 10,1 | 62,4% | 37,6% | 29 | 1,0% | 9,9% | 63,4% | 25,7% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,31 | 10,55 | 62,1% | 37,9% | 15,27 | 10,35 | 64,3% | 35,7% | 20,15 |
| 88 Vosges | 12,2 | 56,4% | 43,6% | 121 | 0,0% | 0,0% | 6,9% | 15,4% | 66,3% | 8,2% | 3,3% | 0,0% | 100,0% | 1,25 | 12,32 | 56,8% | 43,2% | 57,14 | 12,19 | 57,4% | 42,6% | 85,71 |
| **Grand-Est** | **93,8** | **56,5%** | **43,5%** | **51** | **0,6%** | **6,0%** | **39,1%** | **12,0%** | **35,3%** | **5,7%** | **1,3%** | **0,0%** | **100,0%** | **1,31** | **97,68** | **56,5%** | **43,5%** | **19,40** | **98,77** | **57,2%** | **42,8%** | **33,94** |
| 16 Charente | 8,7 | 49,4% | 50,6% | 12 | 0,0% | 0,0% | 1,9% | 7,1% | 74,2% | 13,5% | 3,2% | 0,0% | 100,0% | 1,25 | 9,20 | 52,2% | 47,8% | 4,38 | 8,90 | 50,6% | 49,4% | 11,11 |
| 17 Charente Maritime | 6,9 | 53,7% | 46,3% | 22 | 0,0% | 0,0% | 12,7% | 16,5% | 59,1% | 0,0% | 11,8% | 0,0% | 100,0% | 1,37 | 7,99 | 60,1% | 39,9% | 93,75 | 8,83 | 61,1% | 38,9% | 55,66 |
| 19 Corrèze | 7,1 | 70,4% | 29,6% | 3 | 0,0% | 14,7% | 71,2% | 14,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,36 | 7,10 | 70,4% | 29,6% | 80,00 | 7,10 | 70,4% | 29,6% | 30,00 |
| 23 Creuse | 2,3 | 43,0% | 57,0% | 14 | 0,0% | 0,0% | 6,9% | 37,2% | 55,9% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,40 | 2,33 | 43,0% | 57,0% | 14,00 | 2,33 | 43,0% | 57,0% | 14,00 |
| 24 Dordogne | 9,7 | 48,9% | 51,1% | 9 | 0,0% | 0,0% | 3,1% | 28,1% | 57,3% | 9,4% | 2,1% | 0,0% | 100,0% | 1,40 | 11,18 | 51,2% | 48,8% | 13,99 | 11,12 | 51,4% | 48,6% | 13,99 |
| 33 Gironde | 25,8 | 44,7% | 55,3% | 27 | 10,8% | 8,1% | 46,4% | 34,6% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,29 | 24,70 | 48,4% | 51,6% | 4,69 | 25,08 | 50,0% | 50,0% | 4,46 |
| 40 Landes | 8,6 | 55,4% | 44,6% | 36 | 8,6% | 9,1% | 55,8% | 23,2% | 3,3% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,28 | 9,75 | 59,5% | 40,5% | 4,83 | 9,75 | 59,5% | 40,5% | 14,48 |
| 47 Lot-et-Garonne | 5,6 | 61,4% | 38,6% | 40 | 1,1% | 7,1% | 59,7% | 6,0% | 14,6% | 10,7% | 0,9% | 0,0% | 100,0% | 1,22 | 5,43 | 54,3% | 45,7% | 50,85 | 5,39 | 54,7% | 45,3% | 67,80 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 12,1 | 61,4% | 38,6% | 15 | 0,0% | 0,0% | 14,1% | 18,3% | 63,4% | 0,0% | 4,2% | 0,0% | 100,0% | 1,34 | 12,86 | 61,4% | 38,6% | - | 12,86 | 61,4% | 38,6% | - |
| 79 Sèvres Deux | 11,6 | 55,6% | 44,4% | 4 | 0,0% | 0,0% | 5,6% | 17,7% | 62,5% | 13,5% | 0,7% | 0,0% | 100,0% | 1,33 | 10,72 | 58,8% | 41,2% | 66,03 | 10,66 | 59,1% | 40,9% | 19,05 |
| 86 Vienne | 8,5 | 49,4% | 50,6% | 27 | 0,8% | 10,2% | 71,7% | 14,9% | 0,8% | 1,6% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,30 | 9,27 | 44,2% | 55,8% | 21,95 | 9,38 | 43,7% | 56,3% | 21,95 |
| 87 Vienne (Haute) | 9,9 | 50,0% | 50,0% | 49 | 0,0% | 1,0% | 15,6% | 19,7% | 48,7% | 4,0% | 11,0% | 0,0% | 100,0% | 1,33 | 9,77 | 51,2% | 48,8% | 31,40 | 9,96 | 48,2% | 51,8% | 32,71 |
| **Nouvelle Aquitaine** | **116,8** | **52,6%** | **47,4%** | **22** | **3,1%** | **4,4%** | **30,1%** | **20,9%** | **34,1%** | **4,8%** | **2,6%** | **0,0%** | **100,0%** | **1,31** | **120,29** | **54,3%** | **45,7%** | **28,51** | **121,36** | **54,4%** | **45,6%** | **19,71** |
| 21 Côte d'Or | 10,9 | 66,1% | 33,9% | 30 | 0,9% | 10,3% | 69,1% | 19,7% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,62 | 10,90 | 66,1% | 33,9% | 10,69 | 10,72 | 66,7% | 33,3% | 22,52 |
| 25 Doubs | 12,1 | 58,5% | 41,5% | 19 | 0,0% | 0,0% | 1,6% | 23,7% | 0,0% | 72,1% | 2,5% | 0,0% | 100,0% | 1,33 | 12,87 | 59,8% | 40,2% | 58,44 | 12,85 | 59,9% | 40,1% | 58,44 |
| 39 Jura | 5,7 | 70,8% | 29,2% | 39 | 0,0% | 0,0% | 1,8% | 0,0% | 10,5% | 84,2% | 3,5% | 0,0% | 100,0% | 1,34 | 5,65 | 70,8% | 29,2% | 38,75 | 5,65 | 70,8% | 29,2% | 38,75 |
| 58 Nièvre | 4,9 | 54,4% | 45,6% | 10 | 0,0% | 0,0% | 16,4% | 8,2% | 4,1% | 68,3% | 3,1% | 0,0% | 100,0% | 1,23 | 4,50 | 50,0% | 50,0% | 13,33 | 4,95 | 50,5% | 49,5% | 12,00 |
| 70 Saône Haute | 6,3 | 49,2% | 50,8% | 0 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,30 | 6,00 | 41,7% | 58,3% | 14,00 | 6,92 | 48,8% | 51,2% | - |
| 71 Saône Loire | 12,7 | 55,1% | 44,9% | 25 | 0,0% | 0,7% | 13,3% | 10,4% | 43,7% | 23,7% | 8,1% | 0,0% | 100,0% | 1,34 | 13,30 | 56,4% | 43,6% | 21,33 | 13,40 | 56,0% | 44,0% | 21,33 |
| 89 Yonne | 4,8 | 62,5% | 37,5% | 11 | 0,0% | 0,0% | 2,1% | 4,2% | 20,8% | 50,0% | 22,9% | 0,0% | 100,0% | 1,32 | 6,00 | 75,0% | 25,0% | 66,67 | 6,29 | 71,5% | 28,5% | 53,33 |
| 90 Territ. de Belfort | 2,0 | 49,0% | 51,0% | 0 | 0,0% | 10,0% | 50,0% | 40,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,45 | 2,04 | 49,0% | 51,0% | 14,00 | 2,04 | 49,0% | 51,0% | 21,00 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | **59,4** | **59,0%** | **41,0%** | **21** | **0,2%** | **2,5%** | **20,1%** | **13,7%** | **19,0%** | **39,6%** | **5,0%** | **0,0%** | **100,0%** | **1,38** | **61,26** | **59,8%** | **40,2%** | **33,32** | **62,82** | **60,1%** | **39,9%** | **32,26** |
| 22 Côtes d'Armor | 13,7 | 60,6% | 39,4% | 51 | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,21 | 15,90 | 59,1% | 40,9% | 42,55 | 15,92 | 58,4% | 41,6% | 43,01 |
| 29 Finistère | 16,7 | 56,9% | 43,1% | 84 | 0,0% | 0,0% | 7,8% | 12,0% | 4,8% | 68,9% | 2,4% | 4,2% | 100,0% | 1,24 | 16,70 | 56,9% | 43,1% | 85,68 | 19,00 | 60,5% | 39,5% | 86,70 |
| 35 Ille et Vilaine | 6,2 | 41,6% | 58,4% | 14 | 17,8% | 1,6% | 52,2% | 28,4% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,79 | 7,57 | 48,7% | 51,3% | 9,49 | 7,57 | 48,7% | 51,3% | 9,49 |
| 56 Morbihan | 5,6 | 60,7% | 39,3% | 42 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1,30 | 5,10 | 56,9% | 43,1% | - | 5,20 | 55,8% | 44,2% | - |
| **Bretagne** | **42,2** | **56,4%** | **43,6%** | **59** | **3,4%** | **0,3%** | **43,0%** | **11,7%** | **2,5%** | **35,7%** | **1,2%** | **2,2%** | **100,0%** | **1,19** | **45,27** | **56,3%** | **43,7%** | **49,00** | **47,69** | **57,4%** | **42,6%** | **52,28** |
| 18 Cher | 5,1 | 51,5% | 48,5% | 8 | 0,0% | 0,0% | 19,8% | 0,0% | 69,3% | 0,0% | 10,9% | 0,0% | 100,0% | 1,32 | 5,05 | 51,5% | 48,5% | 56,54 | 5,62 | 53,4% | 46,6% | 49,00 |
| 28 Eure et Loir | 10,6 | 46,2% | 53,8% | 14 | 3,2% | 8,9% | 51,7% | 32,6% | 3,6% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,38 | 10,57 | 44,5% | 55,5% | 40,43 | 10,57 | 44,5% | 55,5% | 40,43 |
| 36 Indre | 6,4 | 54,7% | 45,3% | 10 | 0,0% | 0,0% | 1,6% | 40,6% | 54,7% | 1,6% | 1,6% | 0,0% | 100,0% | 1,26 | 6,40 | 54,7% | 45,3% | 2,86 | 6,40 | 54,7% | 45,3% | 10,00 |
| 37 Indre-et-Loire | 7,5 | 50,7% | 49,3% | 8 | 0,0% | 0,0% | 3,2% | 3,6% | 26,5% | 62,0% | 4,7% | 0,0% | 100,0% | 1,36 | 8,43 | 47,4% | 52,6% | 8,75 | 8,43 | 47,4% | 52,6% | 8,75 |
| 41 Loir et Cher | 3,3 | 76,9% | 23,1% | 18 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 15,2% | 75,8% | 9,1% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,38 | 3,30 | 75,8% | 24,2% | 145,60 | 3,27 | 76,5% | 23,5% | - |
| 45 Loiret | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Centre-Val de Loire** | **32,8** | **52,7%** | **47,3%** | **12** | **1,0%** | **2,9%** | **20,8%** | **20,8%** | **36,1%** | **15,4%** | **3,0%** | **0,0%** | **100,0%** | **1,34** | **33,75** | **51,3%** | **48,7%** | **43,12** | **34,29** | **51,6%** | **48,4%** | **22,99** |
| 2A Corse du Sud | 1,3 | 76,9% | 23,1% | 130 | 79,4% | 0,0% | 20,6% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,01 | 2,50 | 76,0% | 24,0% | 7,37 | 2,27 | 83,7% | 16,3% | 14,74 |
| 2B Corse Haute | 0,9 | 55,6% | 44,4% | 28 | 22,2% | 0,0% | 55,6% | 22,2% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,14 | 0,90 | 55,6% | 44,4% | 70,00 | 0,90 | 55,6% | 44,4% | 188,00 |
| **Corse** | **2,2** | **68,2%** | **31,8%** | **96** | **55,6%** | **0,0%** | **35,2%** | **9,3%** | **0,0%** | **0,0%** | **0,0%** | **0,0%** | **100,0%** | **1,06** | **3,40** | **70,6%** | **29,4%** | **20,42** | **3,17** | **75,7%** | **24,3%** | **50,83** |
| 75 Paris | 13,0 | 57,7% | 42,3% | 81 | 0,0% | 0,0% | 1,5% | 16,9% | 79,2% | 0,8% | 1,5% | 0,0% | 100,0% | 1,23 | 15,10 | 60,9% | 39,1% | 42,39 | 17,00 | 58,2% | 41,8% | 106,06 |
| 77 Seine Marne | 24,2 | 56,6% | 43,4% | 23 | 0,0% | 0,0% | 3,9% | 7,8% | 72,5% | 11,8% | 3,9% | 0,0% | 100,0% | 1,26 | 25,50 | 52,9% | 47,1% | 23,70 | 25,50 | 52,9% | 47,1% | 23,41 |
| 78 Yvelines | 21,8 | 66,8% | 33,2% | 41 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1,27 | 22,10 | 67,9% | 32,1% | 40,00 | 21,55 | 69,6% | 30,4% | - |
| 91 Essonne | 36,4 | 61,4% | 38,6% | 47 | 0,0% | 2,2% | 0,7% | 12,4% | 72,9% | 10,2% | 1,6% | 0,0% | 100,0% | 1,34 | 41,12 | 65,2% | 34,8% | 37,31 | 41,12 | 65,2% | 34,8% | 37,31 |
| 92 Seine Hauts de | 13,3 | 54,9% | 45,1% | 75 | 0,0% | 0,0% | 6,0% | 13,5% | 71,4% | 1,5% | 7,5% | 0,0% | 100,0% | 1,30 | 15,10 | 57,0% | 43,0% | 41,86 | 14,80 | 63,5% | 36,5% | 11,17 |
| 93 Seine St Denis | 17,4 | 48,3% | 51,7% | 90 | 2,9% | 8,0% | 69,7% | 17,1% | 0,0% | 2,3% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,40 | 19,30 | 51,8% | 48,2% | 130,10 | 19,60 | 51,0% | 49,0% | 100,00 |
| 94 Val de Marne | 10,8 | 34,3% | 65,7% | 0 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 27,9% | 48,0% | 20,8% | 3,3% | 0,0% | 100,0% | 1,00 | 12,00 | 39,2% | 60,8% | - | 11,10 | 44,6% | 55,4% | - |
| 95 Val d'oise | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Ile de France** | **137,0** | **56,6%** | **43,4%** | **50** | **0,4%** | **1,9%** | **12,4%** | **14,2%** | **60,1%** | **8,3%** | **2,7%** | **0,0%** | **100,0%** | **1,26** | **150,22** | **58,4%** | **41,6%** | **45,23** | **150,67** | **59,4%** | **40,6%** | **38,76** |
| 9 Ariège | 1,8 | 38,9% | 61,1% | 24 | 0,0% | 11,1% | 38,9% | 22,2% | 27,8% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,32 | 1,62 | 45,1% | 54,9% | 20,55 | 1,62 | 45,1% | 54,9% | 20,55 |
| 11 Aude | 8,4 | 38,1% | 61,9% | 23 | 8,9% | 0,0% | 51,1% | 21,1% | 18,9% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,60 | 9,00 | 33,3% | 66,7% | 7,00 | 9,00 | 33,3% | 66,7% | 23,33 |
| 12 Aveyron | 6,7 | 47,8% | 52,2% | 32 | 1,5% | 1,5% | 62,7% | 19,4% | 14,9% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,32 | 6,81 | 49,6% | 50,4% | 31,07 | 6,81 | 49,6% | 50,4% | 31,07 |
| 30 Gard | 8,8 | 67,0% | 33,0% | 10 | 1,1% | 6,8% | 53,4% | 25,0% | 13,6% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,21 | 9,10 | 68,1% | 31,9% | 34,84 | 9,10 | 68,1% | 31,9% | 30,32 |
| 31 Garonne (Haute) | 11,2 | 65,3% | 34,7% | 23 | 0,0% | 0,0% | 0,9% | 3,6% | 12,6% | 81,1% | 1,8% | 0,0% | 100,0% | 1,42 | 13,81 | 66,6% | 33,4% | 19,57 | 15,31 | 63,4% | 36,6% | 18,56 |
| 32 Gers | 3,0 | 50,0% | 50,0% | 56 | 0,0% | 13,5% | 54,1% | 32,4% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,27 | 3,70 | 54,1% | 45,9% | 15,00 | 3,70 | 54,1% | 45,9% | 35,00 |
| 34 Hérault | 13,7 | 68,3% | 31,7% | 41 | 0,0% | 0,4% | 2,3% | 12,0% | 68,7% | 11,6% | 4,3% | 0,8% | 100,0% | 1,26 | 14,41 | 70,1% | 29,9% | 81,58 | 14,41 | 70,1% | 29,9% | 110,10 |
| 46 Lot | 1,3 | 48,4% | 51,6% | 137 | 7,1% | 21,4% | 50,0% | 21,4% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,34 | 1,36 | 44,9% | 55,1% | 127,87 | 1,31 | 50,4% | 49,6% | 118,18 |
| 48 Lozère | 2,0 | 45,9% | 54,1% | 454 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 15,3% | 27,6% | 53,1% | 4,1% | 0,0% | 100,0% | 1,30 | 2,17 | 53,9% | 46,1% | 14,53 | 2,21 | 54,3% | 45,7% | 14,17 |
| 65 Pyrénées Hautes | 3,1 | 58,1% | 41,9% | 0 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 20,0% | 60,0% | 10,0% | 10,0% | 0,0% | 100,0% | 1,52 | 3,10 | 58,1% | 41,9% | 31,11 | 4,10 | 68,3% | 31,7% | 25,00 |
| 66 Pyrénées Orient. | 3,1 | 62,6% | 37,4% | 25 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 22,4% | 64,1% | 9,6% | 2,2% | 1,6% | 100,0% | 1,52 | 3,22 | 62,1% | 37,9% | 20,00 | 3,22 | 62,1% | 37,9% | 20,00 |
| 81 Tarn | 5,1 | 58,8% | 41,2% | 26 | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,29 | 5,10 | 58,8% | 41,2% | 36,67 | 5,10 | 58,8% | 41,2% | 26,67 |
| 82 Tarn et Garonne | 3,2 | 46,9% | 53,1% | 69 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 9,5% | 71,7% | 14,6% | 4,1% | 0,0% | 100,0% | 1,32 | 3,20 | 46,9% | 53,1% | 10,67 | 3,71 | 51,5% | 48,5% | 47,64 |
| **Occitanie** | **71,4** | **57,4%** | **42,6%** | **39** | **1,6%** | **2,5%** | **29,0%** | **16,0%** | **30,8%** | **18,1%** | **1,9%** | **0,2%** | **100,0%** | **1,37** | **76,60** | **58,3%** | **41,7%** | **38,22** | **79,60** | **58,6%** | **41,4%** | **45,33** |
| 2 Aisne | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8,56 | 65,4% | 34,6% | 38,04 | 8,49 | 58,9% | 41,1% | 42,60 |
| 59 Nord | 28,7 | 72,8% | 27,2% | 39 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,3% | 0,0% | 88,5% | 8,0% | 3,1% | 100,0% | 1,24 | 28,80 | 72,9% | 27,1% | 28,86 | 28,70 | 72,8% | 27,2% | 34,07 |
| 60 Oise | 10,9 | 54,9% | 45,1% | 11 | 0,0% | 0,0% | 43,5% | 13,0% | 30,4% | 8,7% | 4,3% | 0,0% | 100,0% | 1,12 | 12,28 | 57,0% | 43,0% | 15,29 | 12,80 | 54,7% | 45,3% | 14,29 |
| 62 Pas-de-Calais | 17,5 | 63,6% | 36,4% | 34 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 22,6% | 63,6% | 13,8% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,37 | 23,90 | 58,2% | 41,8% | 86,58 | 23,90 | 58,2% | 41,8% | 71,37 |
| 80 Somme | 13,0 | 58,5% | 41,5% | 149 | 0,8% | 7,8% | 72,6% | 13,7% | 4,5% | 0,6% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,35 | 12,84 | 54,5% | 45,5% | 115,00 | 11,99 | 58,4% | 41,6% | 126,43 |
| **Hauts-de-France** | **70,1** | **65,1%** | **34,9%** | **52** | **0,1%** | **1,2%** | **23,7%** | **10,7%** | **22,7%** | **36,4%** | **4,0%** | **1,1%** | **100,0%** | **1,27** | **86,38** | **63,1%** | **36,9%** | **53,84** | **85,88** | **62,6%** | **37,4%** | **53,94** |
| 14 Calvados | 14,8 | 47,5% | 52,5% | 51 | 0,0% | 0,7% | 11,2% | 12,7% | 16,4% | 56,7% | 1,4% | 1,0% | 100,0% | 1,27 | 16,51 | 49,1% | 50,9% | 33,33 | 18,56 | 53,9% | 46,1% | 27,00 |
| 27 Eure | 12,4 | 56,5% | 43,5% | 45 | 7,5% | 10,7% | 64,0% | 16,7% | 1,0% | 0,1% | 0,1% | 0,0% | 100,0% | 1,39 | 9,90 | 55,6% | 44,4% | 43,45 | 9,90 | 55,6% | 44,4% | 43,45 |
| 50 Manche | 9,7 | 56,9% | 43,1% | 7 | 0,0% | 0,0% | 3,9% | 6,8% | 17,6% | 68,0% | 3,6% | 0,0% | 100,0% | 1,41 | 9,83 | 55,5% | 44,5% | 25,64 | 9,83 | 55,5% | 44,5% | 23,08 |
| 61 Orne | 8,4 | 61,9% | 38,1% | 52 | 0,6% | 4,8% | 62,3% | 14,4% | 0,0% | 18,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,35 | 9,40 | 57,4% | 42,6% | 83,70 | 9,40 | 57,4% | 42,6% | 83,70 |
| 76 Seine Maritime | 22,8 | 54,3% | 45,7% | 31 | 2,1% | 5,5% | 36,3% | 12,1% | 37,9% | 2,0% | 4,2% | 0,0% | 100,0% | 1,23 | 22,07 | 52,8% | 47,2% | 80,08 | 21,69 | 53,8% | 46,2% | 62,61 |
| **Normandie** | **68,0** | **54,5%** | **45,5%** | **37** | **5,2%** | **8,0%** | **51,2%** | **14,9%** | **8,7%** | **10,8%** | **1,0%** | **0,1%** | **100,0%** | **1,30** | **67,71** | **53,3%** | **46,7%** | **56,33** | **69,38** | **54,8%** | **45,2%** | **47,79** |
| 44 Loire Atlantique | 6,5 | 62,8% | 37,2% | 15 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,25 | 6,49 | 62,7% | 37,3% | 110,57 | 6,57 | 62,4% | 37,6% | 14,63 |

| Services Délégués aux prestations familiales | | | | | | | | | | | | | | | Services Délégués aux prestations familiales | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Informations relatives au personnel-Moyennes | | | | | | | | | | | | | | | Informations relatives au personnel-Moyennes | | | | | | | |
| | Exercice 2022 | | | | | | | | | | | | | | Exercice 2023 | | | | Exercice 2024 | | | |
| | Nombre total d'ETP | % d'ETP délégués | % ETP autres personnels | Indicateur de formation | Indicateur de qualification | | | | | | | | | Indicateur de vieillesse – technicité J/I | Nombre total d'ETP | % d'ETP délégués | % ETP autres personnels | Indicateur de formation | Nombre total d'ETP | % d'ETP délégués | % ETP autres personnels | Indicateur de formation |
| | | | | | Niveau I | Niveau II | Niveau III | Niveau IV | NiveauV | Niveau VI | Niveau VII | Niveau VIII | **Niveaux I à VIII** | | | | | | | | | |
| 49 Maine-et-Loire | 11,4 | 52,6% | 47,4% | 11 | 0,0% | 0,0% | 5,3% | 17,5% | 21,1% | 55,7% | 0,4% | 0,0% | 100,0% | 1,29 | 11,61 | 55,1% | 44,9% | 42,66 | 11,93 | 53,6% | 46,4% | 9,84 |
| 53 Mayenne | 7,1 | 39,4% | 60,6% | 4 | 0,0% | 0,0% | 13,7% | 21,9% | 12,3% | 49,3% | 0,0% | 2,7% | 100,0% | 1,37 | 7,10 | 39,4% | 60,6% | 55,50 | 6,39 | 41,5% | 58,5% | 66,15 |
| 72 Sarthe | 6,0 | 68,3% | 31,7% | 68 | 0,0% | 34,5% | 65,5% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,41 | 5,78 | 67,1% | 32,9% | - | 5,78 | 67,1% | 32,9% | - |
| 85 Vendée | 5,3 | 54,7% | 45,3% | 18 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 35,2% | 50,9% | 11,2% | 0,0% | 2,7% | 100,0% | 1,32 | 5,53 | 56,3% | 43,7% | 18,65 | 6,63 | 59,0% | 41,0% | 17,90 |
| **Pays de Loire** | **36,4** | **54,8%** | **45,2%** | **23** | **0,0%** | **5,9%** | **15,9%** | **16,1%** | **29,8%** | **31,1%** | **0,1%** | **1,0%** | **100,0%** | **1,32** | **36,51** | **55,5%** | **44,5%** | **46,22** | **37,30** | **56,1%** | **43,9%** | **17,59** |
| 4 Alpes de Hautes Provences | 0,8 | 65,8% | 34,2% | 0 | 0,0% | 13,2% | 73,7% | 13,2% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,29 | 0,76 | 65,8% | 34,2% | - | 0,76 | 65,8% | 34,2% | - |
| 5 Alpes Hautes | 2,9 | 51,7% | 48,3% | 66 | 1,1% | 0,0% | 66,3% | 11,6% | 21,1% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,28 | 2,54 | 59,1% | 40,9% | 110,00 | 2,83 | 63,5% | 36,5% | 73,33 |
| 6 Alpes Maritimes | 7,6 | 53,9% | 46,1% | 0 | 13,2% | 5,3% | 59,2% | 22,4% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,35 | 7,60 | 52,6% | 47,4% | 150,00 | 7,60 | 52,6% | 47,4% | 150,00 |
| 13 Bouches du Rhônes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 83 Var | 2,8 | 58,3% | 41,7% | 29 | 0,0% | 0,0% | 71,4% | 0,0% | 28,6% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,56 | 2,83 | 58,3% | 41,7% | 42,42 | 3,56 | 56,2% | 43,8% | - |
| 84 Vaucluse | 10,0 | 51,0% | 49,0% | 22 | 1,0% | 61,0% | 12,0% | 20,0% | 6,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,26 | 10,60 | 52,8% | 47,2% | 21,25 | 10,60 | 52,8% | 47,2% | 39,82 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | **24,1** | **53,3%** | **46,7%** | **20** | **4,7%** | **27,5%** | **42,3%** | **17,2%** | **8,3%** | **0,0%** | **0,0%** | **0,0%** | **100,0%** | **1,33** | **24,33** | **54,5%** | **45,5%** | **72,00** | **25,35** | **54,8%** | **45,2%** | **68,71** |
| 1 Ain | 6,1 | 54,7% | 45,3% | 0 | 3,3% | 11,9% | 54,7% | 30,1% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,34 | 6,90 | 62,3% | 37,7% | 46,51 | 4,95 | 50,5% | 49,5% | 60,00 |
| 3 Allier | 7,7 | 50,6% | 49,4% | 0 | 7,7% | 10,3% | 56,4% | 0,0% | 25,6% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,18 | 7,80 | 51,3% | 48,7% | - | 7,80 | 51,3% | 48,7% | - |
| 7 Ardèche | 1,7 | 67,9% | 32,1% | 169 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 67,9% | 32,1% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,47 | 1,80 | 72,2% | 27,8% | 146,15 | 1,80 | 72,2% | 27,8% | 153,85 |
| 15 Cantal | 3,7 | 54,1% | 45,9% | 48 | 7,9% | 63,3% | 5,2% | 23,6% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,34 | 3,90 | 48,7% | 51,3% | 52,63 | 3,81 | 55,1% | 44,9% | 47,62 |
| 26 Drôme | 7,7 | 46,8% | 53,2% | 91 | 0,0% | 0,0% | 19,7% | 11,8% | 63,7% | 0,0% | 3,7% | 1,1% | 100,0% | 1,24 | 8,60 | 48,8% | 51,2% | 57,14 | 8,97 | 50,2% | 49,8% | 55,56 |
| 38 Isère | 10,0 | 54,8% | 45,2% | 84 | 12,4% | 31,9% | 0,8% | 0,0% | 54,8% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,31 | 9,96 | 54,8% | 45,2% | 87,91 | 10,56 | 57,4% | 42,6% | 79,21 |
| 42 Loire | 10,6 | 46,4% | 53,6% | 100 | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,38 | 10,33 | 43,1% | 56,9% | 22,47 | 9,78 | 39,9% | 60,1% | 25,64 |
| 43 Loire (Haute) | 8,2 | 56,1% | 43,9% | 67 | 6,1% | 42,7% | 40,2% | 3,7% | 4,9% | 2,4% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0 | 8,20 | 56,1% | 43,9% | 32,61 | 8,00 | 56,3% | 43,8% | 33,33 |
| 63 Puy de Dome | 0,9 | 57,5% | 42,5% | 0 | 0,0% | 65,6% | 34,4% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,40 | 0,87 | 57,5% | 42,5% | 70,00 | 1,22 | 65,6% | 34,4% | 70,00 |
| 69 Rhône | 9,8 | 58,2% | 41,8% | 39 | 1,0% | 10,2% | 73,5% | 15,3% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,32 | 9,60 | 53,1% | 46,9% | 53,73 | 11,20 | 59,8% | 40,2% | 37,31 |
| 73 Savoie | 6,4 | 40,6% | 59,4% | 72 | 1,8% | 0,2% | 95,1% | 1,6% | 1,3% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,36 | 6,50 | 56,9% | 43,1% | 67,57 | 6,50 | 56,9% | 43,1% | 67,57 |
| 74 Savoie Haute | 7,5 | 44,0% | 56,0% | 65 | 6,4% | 7,7% | 42,3% | 43,6% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 1,21 | 8,50 | 47,1% | 52,9% | 102,25 | 8,40 | 45,2% | 54,8% | 105,26 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **80,2** | **51,2%** | **48,8%** | **61** | **3,7%** | **11,4%** | **62,1%** | **9,4%** | **12,8%** | **0,2%** | **0,3%** | **0,1%** | **100,0%** | **1,30** | **82,96** | **52,4%** | **47,6%** | **55,80** | **82,99** | **52,9%** | **47,1%** | **54,40** |
| **France métropole hors DOM** | **834,3** | **56,0%** | **44,0%** | **41** | **2,4%** | **5,6%** | **34,9%** | **14,5%** | **26,5%** | **13,9%** | **2,0%** | **0,3%** | **100,0%** | **1,30** | **886,35** | **56,7%** | **43,3%** | **42,12** | **899,26** | **57,2%** | **42,8%** | **39,68** |
| **Guadeloupe** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Martinique** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Guyane** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Réunion** | 8,0 | 43,2% | 56,8% | 43 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 9,4% | 62,5% | 15,6% | 12,5% | 0,0% | 100,0% | 1,20 | 7,99 | 44,6% | 55,4% | 84,27 | 9,10 | 40,7% | 59,3% | 81,08 |
| **DOM** | **8,0** | **43,2%** | **56,8%** | **43** | **0,0%** | **0,0%** | **0,0%** | **9,4%** | **62,5%** | **15,6%** | **12,5%** | **0,0%** | **100,0%** | **1,20** | **7,99** | **44,6%** | **55,4%** | **84,27** | **9,10** | **40,7%** | **59,3%** | **81,08** |
| **France (métropole et DOM)** | **842,3** | **0,6** | **44,1%** | **41** | **2,4%** | **5,6%** | **34,8%** | **14,4%** | **26,6%** | **13,9%** | **2,0%** | **0,2%** | **100,0%** | **1,30** | **894,34** | **56,6%** | **43,4%** | **42,42** | **908,36** | **57,0%** | **43,0%** | **39,97** |

**Services Délégués aux prestations familiales**

**Informations relatives au personnel-Médianes**

| | Exercice 2022 | | | | | | | | | | | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Indicateur de formation | Indicateur de qualification | | | | | | | | | Indicateur de vieillesse – technicité J/I | Indicateur de formation | Indicateur de formation |
| | | Niveau I | Niveau II | Niveau III | Niveau IV | NiveauV | Niveau VI | Niveau VII | Niveau VIII | **Niveaux I à VIII** | | | |
| 8 Ardennes | 3 | 0,0% | 4,2% | 26,4% | 1,0% | 44,6% | 14,5% | 9,3% | 0,0% | 100% | 1,3 | 2,4 | 0,4 |
| 10 Aube | - | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 50,0% | 50,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | | 4,0 | 0,5 |
| 51 Marne | 16 | 1,5% | 11,7% | 55,1% | 0,0% | 30,0% | 1,6% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,4 | 10,1 | 0,5 |
| 52 Marne Haute | 132 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 30,9% | 47,3% | 20,0% | 1,8% | 0,0% | 100% | 1,2 | 5,2 | 0,6 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 36 | 0,0% | 0,0% | 15,2% | 0,0% | 77,0% | 4,9% | 2,9% | 0,0% | 100% | 1,2 | 9,3 | 0,6 |
| 55 Meuse | 90 | 1,6% | 0,0% | 7,9% | 34,9% | 47,6% | 4,8% | 3,2% | 0,0% | 100% | 1,3 | 6,3 | 0,5 |
| 57 Moselle | 42 | 0,0% | 11,8% | 62,9% | 13,5% | 11,8% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,4 | 18,0 | 0,6 |
| 67 Rhin (Bas) | 33 | 1,2% | 8,0% | 62,2% | 3,6% | 25,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,4 | 19,5 | 0,6 |
| 68 Rhin (Haut) | 29 | 1,0% | 9,9% | 63,4% | 25,7% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,3 | 10,6 | 0,6 |
| 88 Vosges | 121 | 0,0% | 0,0% | 6,9% | 15,4% | 66,3% | 8,2% | 3,3% | 0,0% | 100% | 1,3 | 12,3 | 0,6 |
| **Grand-Est** | **34** | **0,0%** | **2,1%** | **20,8%** | **8,6%** | **45,9%** | **4,8%** | **0,9%** | **0,0%** | **100%** | **1,3** | **9,7** | **0,6** |
| 16 Charente | 12 | 0,0% | 0,0% | 1,9% | 7,1% | 74,2% | 13,5% | 3,2% | 0,0% | 100% | 1,2 | 9,2 | 0,5 |
| 17 Charente Maritime | 16 | 0,0% | 0,0% | 14,0% | 15,0% | 60,3% | 0,0% | 10,7% | 0,0% | 100% | 1,4 | 4,0 | 0,6 |
| 19 Corrèze | 3 | 0,0% | 14,7% | 71,2% | 14,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,4 | 7,1 | 0,7 |
| 23 Creuse | 14 | 0,0% | 0,0% | 6,9% | 37,2% | 55,9% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,4 | 2,3 | 0,4 |
| 24 Dordogne | 9 | 0,0% | 0,0% | 3,1% | 28,1% | 57,3% | 9,4% | 2,1% | 0,0% | 100% | 1,4 | 11,2 | 0,5 |
| 33 Gironde | 21 | 14,1% | 8,0% | 48,5% | 29,3% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,3 | 12,4 | 0,5 |
| 40 Landes | 36 | 8,6% | 9,1% | 55,8% | 23,2% | 3,3% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,3 | 9,8 | 0,6 |
| 47 Lot-et-Garonne | 23 | 0,6% | 4,3% | 36,3% | 15,4% | 10,8% | 30,0% | 2,5% | 0,0% | 100% | 1,2 | 2,7 | 0,5 |
| 64 Pyrénées Atlantiques | 12 | 0,0% | 0,0% | 14,1% | 18,3% | 63,4% | 0,0% | 4,2% | 0,0% | 100% | 1,3 | 6,4 | 0,6 |
| 79 Sèvres Deux | 4 | 0,0% | 0,0% | 5,6% | 17,7% | 62,5% | 13,5% | 0,7% | 0,0% | 100% | 1,3 | 10,7 | 0,6 |
| 86 Vienne | 27 | 0,8% | 10,2% | 71,7% | 14,9% | 0,8% | 1,6% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,3 | 9,3 | 0,4 |
| 87 Vienne (Haute) | 47 | 0,0% | 2,2% | 33,5% | 17,1% | 37,6% | 2,6% | 7,1% | 0,0% | 100% | 1,4 | 4,9 | 0,6 |
| **Nouvelle Aquitaine** | **14** | **0,0%** | **0,0%** | **15,4%** | **17,9%** | **36,7%** | **0,0%** | **0,4%** | **0,0%** | **100%** | **1,3** | **7,4** | **0,6** |
| 21 Côte d'Or | 30 | 0,9% | 10,3% | 69,1% | 19,7% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,6 | 10,9 | 0,7 |
| 25 Doubs | 19 | 0,0% | 0,0% | 1,6% | 23,7% | 0,0% | 72,1% | 2,5% | 0,0% | 100% | 1,3 | 12,9 | 0,6 |
| 39 Jura | 39 | 0,0% | 0,0% | 1,8% | 0,0% | 10,5% | 84,2% | 3,5% | 0,0% | 100% | 1,3 | 5,7 | 0,7 |
| 58 Nièvre | 10 | 0,0% | 0,0% | 16,4% | 8,2% | 4,1% | 68,3% | 3,1% | 0,0% | 100% | 1,2 | 4,5 | 0,5 |
| 70 Saône Haute | - | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,3 | 6,0 | 0,4 |
| 71 Saône Loire | 24 | 0,0% | 0,6% | 15,9% | 8,4% | 33,7% | 31,1% | 10,4% | 0,0% | 100% | 1,4 | 6,7 | 0,6 |
| 89 Yonne | 11 | 0,0% | 0,0% | 2,1% | 4,2% | 20,8% | 50,0% | 22,9% | 0,0% | 100% | 1,3 | 6,0 | 0,8 |
| 90 Territ. de Belfort | - | 0,0% | 10,0% | 50,0% | 40,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,5 | 2,0 | 0,5 |
| **Bourgogne-Franche Comté** | **19** | **0,0%** | **0,0%** | **7,9%** | **8,2%** | **4,1%** | **50,0%** | **3,1%** | **0,0%** | **100%** | **1,3** | **6,0** | **0,6** |
| 22 Côtes d'Armor | 51 | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,2 | 15,9 | 0,6 |
| 29 Finistère | 63 | 0,0% | 0,0% | 4,5% | 6,9% | 6,4% | 76,5% | 3,2% | 2,4% | 100% | 1,3 | 8,4 | 0,7 |
| 35 Ille et Vilaine | 14 | 17,8% | 1,6% | 52,2% | 28,4% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 0,8 | 7,6 | 0,5 |
| 56 Morbihan | 42 | | | | | | | | | | 1,3 | 5,1 | 0,6 |
| **Bretagne** | **42** | **0,0%** | **0,0%** | **30,6%** | **6,9%** | **2,1%** | **33,0%** | **1,0%** | **0,0%** | **100%** | **1,2** | **7,6** | **0,6** |
| 18 Cher | 8 | 0,0% | 0,0% | 19,8% | 0,0% | 69,3% | 0,0% | 10,9% | 0,0% | 100% | 1,3 | 5,1 | 0,5 |
| 28 Eure et Loir | 14 | 3,2% | 8,9% | 51,7% | 32,6% | 3,6% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,4 | 10,6 | 0,4 |
| 36 Indre | 10 | 0,0% | 0,0% | 1,6% | 40,6% | 54,7% | 1,6% | 1,6% | 0,0% | 100% | 1,3 | 6,4 | 0,5 |
| 37 Indre-et-Loire | 8 | 0,0% | 0,0% | 3,2% | 3,6% | 26,5% | 62,0% | 4,7% | 0,0% | 100% | 1,4 | 8,4 | 0,5 |
| 41 Loir et Cher | 18 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 15,2% | 75,8% | 9,1% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,4 | 3,3 | 0,8 |
| 45 Loiret | | | | | | | | | | | | | |
| **Centre-Val de Loire** | **10** | **0,0%** | **0,0%** | **3,2%** | **15,2%** | **54,7%** | **1,6%** | **1,6%** | **0,0%** | **100%** | **1,4** | **6,4** | **0,5** |
| 2A Corse du Sud | 130 | 79,4% | 0,0% | 20,6% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,0 | 2,5 | 0,8 |
| 2B Corse Haute | 28 | 22,2% | 0,0% | 55,6% | 22,2% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,1 | 0,9 | 0,6 |
| **Corse** | **79** | **50,8%** | **0,0%** | **38,1%** | **11,1%** | **0,0%** | **0,0%** | **0,0%** | **0,0%** | **100%** | **1,1** | **1,7** | **0,7** |
| 75 Paris | 81 | 0,0% | 0,0% | 1,5% | 16,9% | 79,2% | 0,8% | 1,5% | 0,0% | 100% | 1,2 | 15,1 | 0,6 |
| 77 Seine Marne | 23 | 0,0% | 0,0% | 3,9% | 7,8% | 72,5% | 11,8% | 3,9% | 0,0% | 100% | 1,3 | 25,5 | 0,5 |
| 78 Yvelines | 41 | | | | | | | | | | 1,3 | 22,1 | 0,7 |
| 91 Essonne | 47 | 0,0% | 2,2% | 0,7% | 12,4% | 72,9% | 10,2% | 1,6% | 0,0% | 100% | 1,3 | 41,1 | 0,7 |
| 92 Seine Hauts de | 75 | 0,0% | 0,0% | 6,0% | 13,5% | 71,4% | 1,5% | 7,5% | 0,0% | 100% | 1,3 | 15,1 | 0,6 |
| 93 Seine St Denis | 90 | 2,9% | 8,0% | 69,7% | 17,1% | 0,0% | 2,3% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,4 | 19,3 | 0,5 |
| 94 Val de Marne | - | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 27,9% | 48,0% | 20,8% | 3,3% | 0,0% | 100% | 1,0 | 12,0 | 0,4 |
| 95 Val d'oise | | | | | | | | | | | | | |
| **Ile de France** | **47** | **0,0%** | **0,0%** | **2,7%** | **15,2%** | **72,0%** | **6,2%** | **2,5%** | **0,0%** | **100%** | **1,3** | **19,3** | **0,6** |
| 9 Ariège | 24 | 0,0% | 11,1% | 38,9% | 22,2% | 27,8% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,3 | 1,6 | 0,5 |
| 11 Aude | 23 | 8,9% | 0,0% | 51,1% | 21,1% | 18,9% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,6 | 9,0 | 0,3 |

**Services Délégués aux prestations familiales**

**Informations relatives au personnel-Médianes**

| | Exercice 2022 | | | | | | | | | | | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Indicateur de formation | Indicateur de qualification | | | | | | | | | Indicateur de vieillesse – technicité J/I | Indicateur de formation | Indicateur de formation |
| | | Niveau I | Niveau II | Niveau III | Niveau IV | NiveauV | Niveau VI | Niveau VII | Niveau VIII | **Niveaux I à VIII** | | | |
| 12 Aveyron | 32 | 1,5% | 1,5% | 62,7% | 19,4% | 14,9% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,3 | 6,8 | 0,5 |
| 30 Gard | 6 | 0,7% | 4,2% | 33,1% | 26,7% | 35,3% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,2 | 4,6 | 0,7 |
| 31 Garonne (Haute) | 23 | 0,0% | 0,0% | 0,9% | 3,6% | 12,6% | 81,1% | 1,8% | 0,0% | 100% | 1,4 | 13,8 | 0,7 |
| 32 Gers | 56 | 0,0% | 13,5% | 54,1% | 32,4% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,3 | 3,7 | 0,5 |
| 34 Hérault | 39 | 0,0% | 0,0% | 1,4% | 5,5% | 67,6% | 10,8% | 5,2% | 0,0% | 100% | 1,3 | 5,1 | 0,7 |
| 46 Lot | 154 | 7,1% | 21,4% | 50,0% | 21,4% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,3 | 0,7 | 0,5 |
| 48 Lozère | 454 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 15,3% | 27,6% | 53,1% | 4,1% | 0,0% | 100% | 1,3 | 2,2 | 0,5 |
| 65 Pyrénées Hautes | - | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 20,0% | 60,0% | 10,0% | 10,0% | 0,0% | 100% | 1,5 | 3,1 | 0,6 |
| 66 Pyrénées Orient. | 25 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 22,4% | 64,1% | 9,6% | 2,2% | 1,6% | 100% | 1,5 | 3,2 | 0,6 |
| 81 Tarn | 26 | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,3 | 5,1 | 0,6 |
| 82 Tarn et Garonne | 69 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 9,5% | 71,7% | 14,6% | 4,1% | 0,0% | 100% | 1,3 | 3,2 | 0,5 |
| **Occitanie** | **26** | **0,0%** | **0,0%** | **1,4%** | **19,4%** | **27,6%** | **0,0%** | **0,0%** | **0,0%** | **100%** | **1,3** | **3,2** | **0,6** |
| 2 Aisne | | | | | | | | | | | | 8,6 | 0,7 |
| 59 Nord | 39 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,3% | 0,0% | 88,5% | 8,0% | 3,1% | 100% | 1,2 | 28,8 | 0,7 |
| 60 Oise | 11 | 0,0% | 0,0% | 43,5% | 13,0% | 30,4% | 8,7% | 4,3% | 0,0% | 100% | 1,1 | 12,3 | 0,6 |
| 62 Pas-de-Calais | 34 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 22,6% | 63,6% | 13,8% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,4 | 23,9 | 0,6 |
| 80 Somme | 149 | 0,8% | 7,8% | 72,6% | 13,7% | 4,5% | 0,6% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,3 | 12,8 | 0,5 |
| **Hauts-de-France** | **37** | **0,0%** | **0,0%** | **21,7%** | **13,4%** | **17,4%** | **11,2%** | **2,2%** | **0,0%** | **100%** | **1,3** | **12,8** | **0,6** |
| 14 Calvados | 51 | 0,0% | 0,7% | 11,2% | 12,7% | 16,4% | 56,7% | 1,4% | 1,0% | 100% | 1,3 | 16,5 | 0,5 |
| 27 Eure | 32 | 3,8% | 5,5% | 32,6% | 26,6% | 26,3% | 2,6% | 2,6% | 0,0% | 100% | 1,4 | 5,0 | 0,5 |
| 50 Manche | 7 | 0,0% | 0,0% | 3,9% | 6,8% | 17,6% | 68,0% | 3,6% | 0,0% | 100% | 1,4 | 9,8 | 0,6 |
| 61 Orne | 46 | 0,4% | 3,2% | 51,1% | 9,6% | 0,0% | 35,7% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,3 | 4,7 | 0,6 |
| 76 Seine Maritime | 35 | 2,5% | 6,5% | 40,3% | 11,5% | 33,9% | 1,7% | 3,6% | 0,0% | 100% | 1,2 | 11,0 | 0,5 |
| **Normandie** | **41** | **0,0%** | **0,3%** | **21,7%** | **13,9%** | **12,4%** | **4,3%** | **0,7%** | **0,0%** | **100%** | **1,3** | **8,8** | **0,5** |
| 44 Loire Atlantique | 15 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,2 | 6,5 | 0,6 |
| 49 Maine-et-Loire | 11 | 0,0% | 0,0% | 5,3% | 17,5% | 21,1% | 55,7% | 0,4% | 0,0% | 100% | 1,3 | 11,6 | 0,6 |
| 53 Mayenne | 4 | 0,0% | 0,0% | 13,7% | 21,9% | 12,3% | 49,3% | 0,0% | 2,7% | 100% | 1,4 | 7,1 | 0,4 |
| 72 Sarthe | 68 | 0,0% | 34,5% | 65,5% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,4 | 5,8 | 0,7 |
| 85 Vendée | 19 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 20,2% | 38,7% | 39,6% | 0,0% | 1,5% | 100% | 1,2 | 2,8 | 0,6 |
| **Pays de Loire** | **16** | **0,0%** | **0,0%** | **2,6%** | **10,0%** | **22,8%** | **27,7%** | **0,0%** | **0,0%** | **100%** | **1,3** | **6,1** | **0,6** |
| 4 Alpes de Hautes Provences | - | 0,0% | 13,2% | 73,7% | 13,2% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,3 | 0,8 | 0,7 |
| 5 Alpes Hautes | 66 | 1,1% | 0,0% | 66,3% | 11,6% | 21,1% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,3 | 2,5 | 0,6 |
| 6 Alpes Maritimes | - | 13,2% | 5,3% | 59,2% | 22,4% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,4 | 7,6 | 0,5 |
| 13 Bouches du Rhônes | | | | | | | | | | | | | |
| 83 Var | 29 | 0,0% | 0,0% | 71,4% | 0,0% | 28,6% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,6 | 2,8 | 0,6 |
| 84 Vaucluse | 22 | 1,0% | 61,0% | 12,0% | 20,0% | 6,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,3 | 10,6 | 0,5 |
| **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** | **22** | **1,0%** | **5,3%** | **66,3%** | **13,2%** | **6,0%** | **0,0%** | **0,0%** | **0,0%** | **100%** | **1,3** | **2,8** | **0,6** |
| 1 Ain | - | 3,3% | 11,9% | 54,7% | 30,1% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,3 | 6,9 | 0,6 |
| 3 Allier | - | 7,7% | 10,3% | 56,4% | 0,0% | 25,6% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,2 | 7,8 | 0,5 |
| 7 Ardèche | 169 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 67,9% | 32,1% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,5 | 1,8 | 0,7 |
| 15 Cantal | 48 | 7,9% | 63,3% | 5,2% | 23,6% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,3 | 3,9 | 0,5 |
| 26 Drôme | 91 | 0,0% | 0,0% | 19,7% | 11,8% | 63,7% | 0,0% | 3,7% | 1,1% | 100% | 1,2 | 8,6 | 0,5 |
| 38 Isère | 84 | 12,4% | 31,9% | 0,8% | 0,0% | 54,8% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,3 | 10,0 | 0,5 |
| 42 Loire | 100 | 0,0% | 0,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,4 | 10,3 | 0,4 |
| 43 Loire (Haute) | 67 | 6,1% | 42,7% | 40,2% | 3,7% | 4,9% | 2,4% | 0,0% | 0,0% | 100% | | 8,2 | 0,6 |
| 63 Puy de Dome | - | 0,0% | 65,6% | 34,4% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,4 | 0,9 | 0,6 |
| 69 Rhône | 39 | 1,0% | 10,2% | 73,5% | 15,3% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,3 | 9,6 | 0,5 |
| 73 Savoie | 72 | 1,8% | 0,2% | 95,1% | 1,6% | 1,3% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,4 | 6,5 | 0,6 |
| 74 Savoie Haute | 65 | 6,4% | 7,7% | 42,3% | 43,6% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100% | 1,2 | 8,5 | 0,5 |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | **66** | **2,5%** | **10,2%** | **41,3%** | **7,7%** | **0,7%** | **0,0%** | **0,0%** | **0,0%** | **100%** | **1,3** | **8,0** | **0,5** |
| **France métropole hors DOM** | **32** | **0,0%** | **0,1%** | **23,0%** | **14,0%** | **17,0%** | **0,0%** | **0,0%** | **0,0%** | **100%** | **1,3** | **7,4** | **0,6** |
| **Guadeloupe** | | | | | | | | | | | | | |
| **Martinique** | | | | | | | | | | | | | |
| **Guyane** | | | | | | | | | | | | | |
| **Réunion** | 75 | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 9,4% | 62,5% | 15,6% | 12,5% | 0,0% | 100% | 1,2 | 4,0 | 0,4 |
| **DOM** | **75** | **0,0%** | **0,0%** | **0,0%** | **9,4%** | **62,5%** | **15,6%** | **12,5%** | **0,0%** | **100%** | **1,2** | **4,0** | **0,4** |
| **France (métropole et DOM)** | **32** | **0,0%** | **0,1%** | **23,0%** | **14,0%** | **17,0%** | **0,0%** | **0,0%** | **0,0%** | **100%** | **1,3** | **7,4** | **0,6** |

**Annexe 8 : Tableau de calcul de la dotation globale de financement (DGF) des services délégués aux prestations familiales (SDPF) par financeur public**

| Montant de la DGF allouée en 2024 | |
|---|---|

| Prestation sociale la plus élevée versée par | | Nombre de familles au 31/12/2022 (MJAGBF-MJAGBF doublée d'une MAJ) | % de la DGF | Montant DGF |
|---|---|---|---|---|
| la CAF | | | 0,0% | - |
| la MSA | | | 0,0% | - |
| la CARSAT | | | 0,0% | - |
| Régime spécial (Indiquez ci-contre le nom du régime spécial) | | | 0,0% | - |
| | | | 0,0% | - |
| | | | 0,0% | - |
| | | | 0,0% | - |
| | | | 0,0% | - |
| | | | 0,0% | - |
| TOTAL | | 0 | 0% | - |

Ministère du travail, de la santé et des solidarités

**Arrêté du 14 juin 2024 modifiant l'arrêté du 5 mars 2024 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté**

NOR : TSSZ2430294A

La ministre du travail, de la santé et des solidarités,

Vu l'article 119 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1432-3 et D. 1432-15 à D. 1432-17 ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2024 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté,

Arrête :

Article 1er

Outre les membres de droit que sont le représentant de l'État dans la région, le recteur de région académique et le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (ou, le cas échéant, le délégué régional académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports), sont membres du conseil d'administration de l'Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté :

1. Représentant de l'État, au titre du I.-1° de l'article D. 1432-15 :
   - Rémi BASTILLE, préfet du Doubs.
2. Membres des conseils ou conseils d'administration des organismes locaux d'assurance maladie :
   a. Au titre du I.- 2° a) de l'article D. 1432-15 :
   - Titulaire et suppléant désignés par la Confédération générale du travail (CGT) - *en cours de désignation* ;
   - Hélène FIERRO, titulaire désignée par Force ouvrière (FO) - *suppléant en cours de désignation* ;
   - Alexandre CHAON, titulaire et Christine VITU, suppléante, désignés par la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) ;
   - Denise PAUL, titulaire et Audrey FORASACCO, suppléante, désignées par la Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC) ;
   - Michel MORAUX, titulaire et Catherine LYAUTEY, suppléante, désignés par la Confédération française démocratique du travail (CFDT).

   b. Au titre du I.- 2° b) de l'article D. 1432-15 :
   - Gaëtan JEUDY, titulaire et Laurent RIOTTE, suppléant désignés par la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) ;

- Lucie GABRIELLI, titulaire et Christine MILLION, suppléante, désignées par le Mouvement des entreprises de France (MEDEF) et le vice-président du conseil de surveillance ;
- Irène DURAND, titulaire et Nelly ABEN suppléante, désignées par l'Union des entreprises de proximité (U2P).

c. Au titre du I.-2° c) de l'article D. 1432-15 :

- Dominique BOSSONG, titulaire et Sylvain CHARLES, suppléant, désignés par la Mutualité sociale agricole (MSA).

3. Représentants des collectivités territoriales, au titre du I.-3° de l'article D. 1432-15 :
   - Françoise TENENBAUM, titulaire et Francine CHOPARD et Sandra IANNICELLI, suppléantes, désignées par le président du Conseil régional ;
   - *Titulaire et suppléant en cours de désignation* par l'Assemblée des départements de France (ADF) ;
   - Patrick GENRE, titulaire et Gilles CARRE suppléant, désignés par l'Association des maires de France (AMF) - *2nd suppléant en cours de désignation*.
4. Représentants d'associations de patients, de personnes âgées et de personnes handicapées, désignés par le collège de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie réunissant les associations œuvrant dans les domaines de compétences de l'agence régionale de santé :

a. Au titre du I.- 4° a) de l'article D. 1432-15 :

- Odile JEUNET, titulaire - *suppléants en cours de désignation*.

b. Au titre du I.- 4° b) de l'article D. 1432-15 :

- Patricia AUBRY, titulaire et Serge JENTZER et Philippe BEAUCHEMIN, suppléants.

c. Au titre du I.- 4° c) de l'article D. 1432-15 :

- *Titulaire et suppléants en cours de désignation*.

5. Personnalités qualifiées :
   - Corinne MAUDUIT ;
   - *Les trois autres titulaires sont en cours de désignation*.

Article 2

Sont nommés vice-présidents du conseil d'administration :

- Françoise TENENBAUM ;
- Patrick GENRE ;
- *3ème et 4ème VP en cours de désignation.*

Article 3

Participent au conseil d'administration avec voix consultative :

1. Les représentants du personnel, élus par leurs pairs au sein du Comité d'agence et des conditions de travail prévu à l'article L. 1432-11 du code de la santé publique :
   - Catherine ROUSSEL, titulaire et Mohamed MOUATADIR, suppléant ;
   - Véronique FEBVRE, titulaire et François GENTET, suppléant.
2. Un député et un sénateur, élus dans l'un des départements de la région, désignés respectivement par le président de l'Assemblée nationale et par le président du Sénat :
   - Nadia SOLLOGOUB, sénatrice de la Nièvre.

Article 4

La secrétaire générale des ministères chargés des affaires sociales, par intérim, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel Santé - Protection sociale - Solidarité.

Fait le 14 juin 2024.

Pour la ministre et par délégation :
La secrétaire générale des ministères
chargés des affaires sociales, par intérim,
Sophie LEBRET

Centre national de gestion

**Arrêté du 17 juin 2024 modifiant l'arrêté du 17 mai 2024 portant inscription au titre de l'année 2024 au tableau d'avancement complémentaire à la hors classe des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux**

NOR : TSSN2430289A

La directrice générale du Centre national de gestion,

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code de la santé publique, notamment l'article L. 6141-1 ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2007-1930 du 26 décembre 2007 modifié portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2007-1939 du 26 décembre 2007 modifié relatif au classement indiciaire applicable au corps des directeurs des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'arrêté interministériel du 26 décembre 2007 modifié relatif à l'échelonnement indiciaire applicable au corps des directeurs des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'arrêté du 17 mai 2024 portant inscription au titre de l'année 2024 au tableau d'avancement complémentaire à la hors classe des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux,

Arrête :

Article 1er

À l'article 1er de l'arrêté du 17 mai 2024 susvisé, Monsieur Philippe BONVENT est ajouté à la liste des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux classe normale inscrits au titre de l'année 2024 au tableau d'avancement complémentaire à la hors classe des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux classe.

Article 2

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours gracieux auprès de l'administration auteur de la décision, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au Bulletin officiel Santé - Protection sociale - Solidarité.

Fait le 17 juin 2024.

La directrice générale
du Centre national de gestion,
Marie-Noëlle GERAIN BREUZARD

Ministère du travail, de la santé et des solidarités

**Arrêté du 17 juin 2024 modifiant l'arrêté du 7 mars 2024 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Agence régionale de santé de Guyane**

NOR : TSSZ2430292A

La ministre du travail, de la santé et des solidarités,

Vu l'article 119 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1432-3 et D. 1432-15 à D. 1432-17 et l'article L. D. 1444-1 ;

Vu l'arrêté du 7 mars 2024 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Agence régionale de santé de Guyane.

Arrête :

Article 1er

Au titre du I.- 5° de l'article D. 1432-15, est nommée membre du conseil d'administration de l'Agence régionale de santé de Guyane :

- Marlène LUPON, 4ème personne qualifiée.

Article 2

Ne participe plus au conseil d'administration avec voix consultative, Jean-Victor CASTOR.

Article 3

La secrétaire générale des ministères chargés des affaires sociales, par intérim, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel Santé - Protection sociale - Solidarité.

Fait le 17 juin 2024.

Pour la ministre et par délégation :
La secrétaire générale des ministères
chargés des affaires sociales, par intérim,
Sophie LEBRET

MINISTÈRE
DU TRAVAIL
DE LA SANTÉ
ET DES SOLIDARITÉS

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**NOTE D'INFORMATION N°** DGS/SP4/DGOS/2024/76 du 18 juin 2024 relative à l'appel à projets concernant la coordination nationale du dispositif VigilanS intégré à la Stratégie nationale de prévention du suicide

La ministre du travail, de la santé et des solidarités

à

Mesdames et Messieurs les directeurs généraux
des agences régionales de santé (ARS)

| | |
|---|---|
| **Référence** | NOR : TSSP2413958N (numéro interne : 2024/76) |
| **Date de signature** | 18 juin 2024 |
| **Emetteurs** | Ministère du travail, de la santé et des solidarités<br>Direction générale de la santé (DGS)<br>Direction de l'offre de soins (DGOS) |
| **Objet** | Appel à projets concernant la coordination nationale du dispositif VigilanS intégré à la Stratégie nationale de prévention du suicide |
| **Contact utile** | Direction générale de la santé<br>Sous-direction Santé des populations et prévention des maladies chroniques<br>Bureau de la santé mentale (SP4)<br>Pauline MERCIER<br>Tél. : 01.40.56.54.77<br>Mél. : pauline.mercier@sante.gouv.fr |
| **Nombre de pages et annexes** | 4 pages + 2 annexes (9 pages)<br>Annexe 1 – Cahier des charges<br>Annexe 2 – Dossier de candidature |
| **Résumé** | Cette note a pour objet de lancer un appel à projets auprès des territoires visant à recruter l'établissement de santé qui sera chargé de la coordination nationale de VigilanS. Elle s'accompagne d'un cahier des charges et d'un dossier de candidature. |
| **Mention Outre-mer** | Ces dispositions s'appliquent aux Outre-mer. |
| **Mots-clés** | Feuille de route Santé mentale et psychiatrie - Stratégie nationale de prévention du suicide - Assises de la santé mentale et de la psychiatrie - Actions intégrées - Projet territorial de santé mentale - Urgence psychologique - Services des urgences - Projet régional de santé (PRS) - Recontact des suicidants - VigilanS. |

| | |
|---|---|
| **Classement thématique** | Santé publique |
| **Textes de référence** | Feuille de route santé mentale et psychiatrie du 28 juin 2018 ;<br>- Instruction n° DGS/SP4/2019/190 du 10 septembre 2019 relative à la stratégie multimodale de prévention du suicide ;<br>- Instruction n° DGS/SP4/2022/171 du 6 juillet 2022 actualisant l'instruction n° DGS/SP4/2019/190 du 10 septembre 2019 et relative à la stratégie nationale de prévention du suicide. |
| **Rediffusion locale** | Les ARS doivent diffuser cette note aux établissements de santé organisant le dispositif VigilanS. |
| **Inscrite pour information à l'ordre du jour du CNP du 14 juin 2024 – N° 59** | |
| **Publiée au BO** | Oui |

## 1. Contexte et enjeux de la prévention du suicide en France

La prévention du suicide est un axe prioritaire de la politique de santé publique du Ministère du travail, de la santé et des solidarités. Bien que le taux de suicide soit en baisse tendancielle depuis 2000[1], la France présente toujours un des taux les plus élevés de décès par suicide en Europe, avec environ 200 000 tentatives de suicide par an et 13,4 suicides pour 100 000 habitants, alors que la moyenne européenne est de 10,2[2]. La crise sanitaire a joué un rôle de catalyseur des problèmes de santé mentale en France, notamment chez certains publics spécifiques comme les jeunes et les personnes présentant des vulnérabilités socio-économiques, mettant en exergue la nécessité de porter une attention soutenue à cette problématique de santé, puisque ces décès sont en grande partie évitables.

La politique de prévention du suicide est mise en œuvre à travers un ensemble d'actions intégrées décrites dans l'action n° 6 de la Feuille de route santé mentale et psychiatrie du 28 juin 2018 et mise en œuvre au niveau territorial dans le cadre de l'instruction n° DGS/SP4/2022/171 du 6 juillet 2022[3].

Le risque suicidaire étant majoré pour les personnes ayant un antécédent de tentative de suicide[4], le maintien du contact avec ces personnes constitue une des actions clés de la stratégie nationale de prévention du suicide.

Une évaluation demandée en 2016 par la Direction générale de la santé à Santé publique France a permis de confirmer l'efficacité et l'efficience de cette action de veille autour des personnes suicidantes mise en œuvre par le dispositif VigilanS :

- le risque de réitération suicidaire est réduit de près de 40% pour les patients inclus dans VigilanS, comparativement à un groupe de patients non inclus dans ce dispositif,
- 1 € investi dans VigilanS permet d'économiser 2 € de coût pour le système de santé. En moyenne, 248 € sont économisés lorsqu'un patient est accompagné par VigilanS[5].

[1] Entre 2000 et 2016, le taux de décès par suicide en France a diminué de près de 33,5 % (4e rapport Observatoire national du suicide, juin 2020). En 2021, 8 951 décès par suicide ont été enregistrés dans la France entière (source : CépiDc).
[2] Eurostat 2020.
[3] https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/instruction_dgs_sp4_2022_171_du_06072022.pdf.
[4] Le risque de réitération suicidaire au cours de la vie après une tentative de suicide est de l'ordre de 20% (De la Torre-Luque et al., 2023).
[5] Rapport d'évaluation 2023 du dispositif VigilanS par Santé publique France : https://www.santepubliquefrance.fr/maladies-et-traumatismes/sante-mentale/suicides-et-tentatives-de-suicide/documents/enquetes-etudes/evaluation-d-efficacite-de-vigilans-de-2015-a-2017-dispositif-de-prevention-de-la-reiteration-suicidaire.

## 2. Objectifs et description du dispositif VigilanS

Le dispositif VigilanS, expérimenté à partir de 2015 dans les Hauts-de-France, a pour objectif général de contribuer à faire baisser le nombre de suicides et le nombre de réitérations de tentative de suicide. Ce dispositif consiste en un système de recontact et d'alerte, en organisant autour de la personne ayant fait une tentative de suicide un réseau de professionnels de santé qui assureront une veille et garderont le contact avec elle.

En janvier 2018, le ministère en charge de la santé a annoncé l'objectif d'un déploiement du dispositif VigilanS dans toutes les régions de l'hexagone et en Outre-mer.

Pour accompagner cette généralisation de VigilanS :

- Une mission d'appui technique national a été nommée dès 2019 pour accompagner ce déploiement sur le plan opérationnel, en lien avec les ARS. Celle-ci a été chargée de rédiger un manuel du dispositif VigilanS, actualisé en 2023,
- La mise en place d'un système d'information (SI) national basé sur les outils de coordination régionaux e-parcours[6] a été arbitrée en 2020. Un cahier de charges national du SI VigilanS a été rédigé pour décrire les attendus. L'ensemble des centres VigilanS bénéficieront de ce SI d'ici la fin de l'année 2024.

Santé publique France centralisera l'ensemble des bases de données régionales e-parcours VigilanS aux fins de monitoring et d'évaluation. La base nationale consolidée devrait être effective d'ici 2025.

En mars 2024, le déploiement des centres VigilanS est quasi-finalisé avec 99 départements couverts dans 17 régions (dont 4 régions d'Outre-mer).

La mise en place des centres VigilanS sur le territoire national étant quasi finalisée, il est nécessaire de passer à une phase d'approfondissement du déploiement, à accompagner par une mission de coordination nationale visant la mise en œuvre d'objectifs définis dans le cadre du cahier des charges ci-annexé.

## 3. Appel à projets

L'objectif de cet appel à projets est de recruter l'établissement de santé qui sera chargé de la coordination nationale de VigilanS. Cette Mission de coordination nationale VigilanS confiée pour une durée de 3 ans renouvelable une fois et financée dans le cadre de l'ONDAM hospitalier, remplit les missions détaillées au 2/ du cahier des charges joint en annexe 1.

Pour candidater à cet appel à projets, le porteur doit :

- Être un établissement de santé mettant en œuvre le dispositif VigilanS ;
- Présenter pour assurer la Mission de coordination nationale une équipe hospitalo-universitaire disposant d'une expertise reconnue dans le domaine de la prévention du suicide. Cette équipe doit être pluridisciplinaire afin de posséder des compétences dans le domaine scientifique et médical (suicidologie), de l'animation de réseau, de la formation, de la communication, des systèmes d'information et de télécommunication, et de la recherche.
  Cette équipe, dirigée par un coordinateur médecin psychiatre, peut associer des professionnels appartenant à d'autres structures, auquel cas la preuve de l'engagement de celles-ci dans le projet, précisant la quotité de travail des professionnels concernés, doit être fournie dans le cadre du dossier de candidature.
- Désigner une personne référente du projet au sein de l'équipe de direction.

[6] https://sante.gouv.fr/systeme-de-sante/e-sante/sih/article/le-programme-e-parcours

La complétude des candidatures sera vérifiée par la Direction générale de la santé, puis les dossiers seront examinés pour sélection par un jury national composé d'un président, de représentants de la Direction générale de la santé, de la Direction générale de l'offre de soins, de la Direction générale de la cohésion sociale, de la Délégation ministérielle à la santé mentale et à la psychiatrie, du Secrétariat général des ministères sociaux, de représentants des agences régionales de santé et du président de la Conférence des présidents de CME de CHS.

Les candidats seront notamment choisis sur la base des critères suivants pondérés (100%) :

- Adéquation du projet avec les besoins définis dans le cahier des charges (30%) ;
- Composition de l'équipe par rapport à l'expertise attendue, notamment en termes d'animation de réseaux, de capacité à travailler en interdisciplinarité et de conduite de projets (40%) ;
- Prise en compte des enjeux environnementaux, notamment en termes de déplacements de la future mission (5%) ;
- Budget prévisionnel (25%).

Le financement sera délégué à l'ARS de l'établissement de santé retenu pour assurer la Mission de coordination nationale en première circulaire 2025.

Calendrier indicatif :

| | |
|---|---|
| **Jusqu'au 15 septembre 2024** | • Candidature des établissements remplissant les critères d'éligibilité |
| **Du 15 septembre au 1er octobre** | • Instruction de l'appel à projets par la DGS |
| **Du 1er au 15 octobre 2024** | • Jury national |
| **Début novembre 2024** | • Communication des résultats |

Les candidats sont invités à présenter leur projet en renseignant le dossier de candidature joint en annexe 2. Les candidatures complètes sont à adresser au plus tard le 15 septembre 2024, par voie électronique aux adresses suivantes :
pauline.mercier@sante.gouv.fr et dgs-sp4@sante.gouv.fr.

Vous pouvez également prendre contact aux mêmes adresses pour tout renseignement complémentaire.

Vous veillerez à assurer dans les meilleurs délais la diffusion de cette note d'information, du cahier des charges et du dossier de candidature à l'ensemble des établissements et acteurs concernés.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur général de la santé,

Dr Grégory EMERY

Pour la ministre et par délégation :
La directrice générale de l'offre de soins,

Marie DAUDÉ

**ANNEXE 1 – CAHIER DES CHARGES**

# « Mission de coordination nationale VigilanS »

# Cahier des charges

## Table des matières


1. **Objectifs de la Mission** ..... 2
2. **Missions** ..... 2
3. **Gouvernance** ..... 4
4. **Durée de la mission** ..... 5
5. **Moyens alloués à la Mission de coordination nationale** ..... 5

## 1. Objectifs de la Mission

L'objectif général de la Mission de coordination nationale VigilanS est de contribuer au bon fonctionnement du dispositif qui vise lui-même à diminuer le nombre de suicides et de tentatives de suicide en France.

Les objectifs opérationnels sont les suivants :

- Accompagner la montée en charge des centres VigilanS sur tout le territoire,
- S'assurer du bon fonctionnement du dispositif dans les territoires en mettant notamment à disposition des équipes VigilanS des outils leur permettant d'atteindre les indicateurs demandés dans le cadre de la stratégie nationale de prévention du suicide,
- Favoriser l'harmonisation des prises en charge sur la base d'un protocole clinique explicité dans le Manuel du dispositif VigilanS et dans le cahier des charges du SI VigilanS validés au niveau national et garantissant la qualité du suivi mis en place ; proposer les évolutions et compléments qui seraient nécessaires (dont l'adaptation pour des publics spécifiques : personnes mineures, détenues, âgées…),
- Faire le lien entre les équipes VigilanS et les ARS, et avec la Direction générale de la santé (DGS) qui pilote la stratégie nationale de prévention du suicide.

L'ensemble des objectifs du dispositif VigilanS ainsi que les indicateurs de suivi de ses résultats sont présentés dans l'instruction n° DGS/SP4/2022/171 du 6 juillet 2022 (en particulier dans les annexes 2 et 9).

## 2. Missions

Trois types de missions sont identifiés pour la Mission de coordination nationale :

1- <u>Missions auprès des centres VigilanS</u>

*Formation*

- Assurer la formation à la prise de poste des équipes VigilanS pour chaque nouveau centre créé,
- Proposer régulièrement des formations pour les nouveaux arrivants (en lien avec le turn-over des équipes) et des formations de type « formation continue » (rappel ou actualisation des connaissances générales sur le recontact des suicidants, du Manuel du dispositif VigilanS, des bonnes pratiques, etc.) pour les équipes en place.

*Animation du réseau VigilanS, partage de bonnes pratiques, appui au pilotage des évolutions et innovations*

- Être en lien régulier avec chaque centre VigilanS ; prendre connaissance des évolutions et spécificités de prévention de chaque centre et en faire une synthèse dans le rapport annuel d'activités de la Mission,
- Organiser des temps d'échanges de pratiques entre les équipes, au niveau des territoires et au niveau national,
- Être en veille et centraliser les propositions d'évolutions de l'algorithme des centres VigilanS, afin d'identifier celles qui relèvent d'un niveau stratégique (ex : adaptation du dispositif à des publics spécifiques) à présenter en réunion de suivi pour validation par la DGS,
- Proposer le cas échéant une nouvelle version du Manuel du dispositif VigilanS,
- Proposer des outils de sensibilisation des professionnels associés (médecins généralistes, psychiatres etc.) mobilisables par les centres.

*Coordination métier pour le déploiement du système d'information et dans la gestion de ses évolutions*

- Accompagner la finalisation du déploiement du 1er socle de fonctionnalités du système d'information (SI) :
  - Apporter une expertise métier auprès des centres VigilanS et des GRADeS[1] (ex : en affinant l'expression de besoins) lors de la phase d'implémentation des fonctionnalités socles,
  - Accompagner les équipes dans les changements organisationnels induits par la mise en place de ce nouvel outil.
- Contribuer au suivi et à la gestion des évolutions fonctionnelles du SI en lien avec les différentes parties prenantes :
  - Réunir *a minima* une fois par an un panel d'utilisateurs clés (VigilanSeurs, secrétaires, etc.) pour synthétiser les besoins d'évolution du processus métier VigilanS (notamment issus de la mise à jour du Manuel du dispositif VigilanS : évolution de l'algorithme, populations particulières, nouvelles demandes, etc.) et leur déclinaison dans les outils numériques,
  - Identifier les évolutions nécessaires relevant du niveau national, accompagner leur intégration dans le cahier des charges du système d'information et leur appropriation par les équipes,
  - Le cas échéant, présenter les propositions d'évolutions du SI impactant le Manuel du dispositif VigilanS et le cahier des charges du SI (algorithme notamment) en comité de pilotage SI pour validation par la DGS et la DGOS.

2- Missions auprès des agences régionales de santé (ARS)

- Accompagner, en tant que de besoin, les ARS et les porteurs de projet lors de la création d'un nouveau centre ou dans les différentes phases de développement des centres sur les volets méthodologiques, logistiques et organisationnels,
- Sur le volet SI, être un interlocuteur pour les ARS et les GRADeS pour qualifier les demandes d'évolutions fonctionnelles du SI remontées par les centres, en veillant à la cohérence avec le Manuel du dispositif VigilanS et le cahier des charges national du SI,
- Travailler en lien avec les ARS à l'intégration des centres VigilanS dans la politique régionale de prévention du suicide définie dans l'instruction n° DGS/SP4/2022/171 du 6 juillet 2022 actualisant la stratégie nationale de prévention du suicide.

3- Missions au niveau national

*Information et suivi*

- Informer régulièrement la DGS des progrès du déploiement, des obstacles et des leviers éventuels *via* notamment :
  - La transmission une fois par mois d'un mail d'état des lieux du déploiement et des entrées dans le dispositif,
  - La transmission d'un rapport annuel contenant le bilan d'activités de la Mission de coordination, ainsi qu'un bilan national de l'activité du dispositif VigilanS (déploiement, inclusions, synthèse des évolutions dans les pratiques et/ou dans les outils numériques, etc.). Des éléments budgétaires sont également requis (bilan de l'année exécutée et prévisions budgétaires de l'année à venir). Ce rapport portant sur l'année N sera remis à la DGS au cours du mois de janvier de l'année N+1, et communiqué ensuite à l'ensemble du réseau VigilanS, la DGS se chargeant de la communication aux ARS et aux membres du comité de pilotage de la stratégie nationale de prévention du suicide.

[1] Les GRADeS sont les groupements d'appui à la e-santé. Ils mettent en œuvre la politique régionale et nationale e-santé sous le pilotage de leur ARS.

*Promotion et communication*

- Le dispositif VigilanS doit être identifié comme une ressource pour les personnes suicidantes et leurs proches, mais aussi pour les professionnels. La promotion de VigilanS est élaborée et coordonnée par la Mission de coordination nationale, en lien avec la DGS. Elle est assurée notamment par la mise en place d'un site internet dédié au dispositif. Ce futur site devra mentionner la stratégie nationale de prévention du suicide et proposer des liens vers les autres dispositifs y concourant (3114, Papageno etc.).

*Evaluation, monitoring et recherche*

- Contribuer avec Santé publique France à l'évaluation du dispositif à travers le développement d'indicateurs de suivi et d'évaluation (dont celui de la pénétrance de VigilanS) ;
- Participer aux travaux de mise en œuvre de la base nationale de données opérée par Santé publique France :
  - Relecture et contribution éventuelle sur le cahier des charges du socle de données,
  - Anticipation en lien avec Santé publique France des évolutions métiers qui auront un impact sur la base de données nationale (ex. intégration de nouvelles données, création de nouveaux parcours « populationnels »).
- Favoriser les activités de recherche collaborative adossées au réseau (réponse aux appels à projets institutionnels nationaux et internationaux, etc.).

Les publications réalisées au nom de la Mission sont soumises à la relecture préalable de la DGS.

## 3. Gouvernance

La Mission de coordination nationale des centres VigilanS s'exerce sous l'autorité de la Direction générale de la santé (DGS).

Au niveau national, trois instances assurent le suivi des travaux de la Mission :

- Le comité de pilotage de la stratégie nationale de prévention du suicide qui se tient une fois par an,
- Le comité de pilotage du système d'information VigilanS qui se tient à échéance régulière en co-pilotage DGS/DGOS,
- Des réunions de suivi DGS/Mission de coordination, qui se tiennent deux fois par an. Dans le cadre de ces réunions, un dialogue de gestion est organisé une fois par an associant la Direction générale de l'offre de soins.

Au niveau régional, il appartient aux ARS, pilotes de leur stratégie régionale de prévention du suicide, d'assurer la définition des périmètres, de suivre le déploiement de chaque centre VigilanS et de prévoir l'articulation entre les centres VigilanS d'un même territoire, ainsi que leur positionnement au sein du réseau des partenaires.

Dans ce cadre, la Mission de coordination nationale constitue une ressource pour les ARS, qui peuvent la solliciter pour son expertise au regard de leurs besoins et des décisions qu'elles ont à prendre au titre de leur pilotage régional et territorial. La mission de coordination peut également être force de proposition.

Il ressort des missions des acteurs et de la ligne de partage entre les missions stratégiques et opérationnelles que :

- La DGS est la porte d'entrée pour les échanges avec d'autres directions d'administration centrale (DAC) ou institutions nationales ;
- Les ARS sont la porte d'entrée pour les échanges avec les administrations et les institutions locales, y compris les directions hospitalières.

La DGS et les ARS sont par la suite tenues informées des thématiques d'échanges avec les diverses institutions nationales et régionales.

## 4. Durée de la mission

La durée de la mission est fixée à 3 ans renouvelables une fois sur proposition du titulaire et décision de la DGS.

## 5. Moyens alloués à la Mission de coordination nationale

La Mission sera financée via des crédits de l'ONDAM Établissements de santé, afin de couvrir :

- La rémunération des professionnels en charge de la Mission de coordination nationale,
- Les frais de mission pour les déplacements en région et pour l'organisation des réunions d'animation du réseau VigilanS,
- Les frais d'organisation des formations des équipes des centres VigilanS (hors frais de déplacement, de restauration et, le cas échéant, de remplacement des professionnels formés, à la charge de l'établissement employeur).

# ANNEXE 2 – DOSSIER DE CANDIDATURE

**Dossier de candidature à compléter et à renvoyer avant le 15 septembre 2024 aux adresses suivantes : pauline.mercier@sante.gouv.fr et dgs-sp4@sante.gouv.fr.**

## Etablissement de santé candidat

- Nom de la structure porteuse :
- Statut juridique :
- Nom et qualité du responsable juridique :
- Nom et fonction du responsable administratif du projet :
- Téléphone :
- Courriel :
- Adresse postale :

## Coordonnateur national (fournir le CV)

- Nom et qualité :
- Fonction :
- Service :
- Quotité prévisionnelle de travail consacrée à la Mission (ETP) :
- Téléphone :
- Courriel :

## Composition prévisionnelle de l'équipe (fournir les CV et joindre un organigramme prévisionnel)

*Pour chaque personne, merci de préciser :*

- Nom et qualité :
- Fonction :
- Service :
- Poste au sein de la Mission :
- Quotité prévisionnelle de travail consacrée à la Mission (ETP) :
- Téléphone :
- Courriel :

*Le cas échéant, préciser les recrutements qui seraient nécessaires :*

- Poste au sein de la Mission :
- Profil requis :

| Description du positionnement de la Mission au sein de l'établissement (pôle de rattachement, localisation physique…) |
| --- |
| |

| Projet, en cohérence avec le cahier des charges en annexe 1 |
| --- |
| |

| Calendrier prévisionnel de mise en œuvre |
| --- |
| |
| **Description de l'environnement partenarial utile au projet et coordonnées de ces partenaires** |
| |

| Proposition budgétaire 2025-2027 |
| --- |
| |

| Commentaires libres |
| --- |
| |

**Date :**

**Signature du directeur de l'établissement de santé candidat :**

**Signature du professionnel candidat à la responsabilité de coordonnateur national :**

Ministère du travail, de la santé et des solidarités

**Arrêté du 18 juin 2024 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des corps de fonctionnaires de catégorie C**

NOR : TSSR2430259A

La ministre du travail, de la santé et des solidarités,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 92-1437 du 30 décembre 1992 modifié portant statut particulier des adjoints sanitaires ;

Vu le décret n° 2006-1760 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'État ;

Vu le décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'État ;

Vu l'arrêté du 2 juin 2022 relatif aux commissions administratives paritaires compétentes à l'égard de certains corps de fonctionnaires relevant des ministres chargés du travail, de l'emploi, de l'insertion, de la santé et des solidarités ;

Vu l'arrêté du 25 septembre 2023 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des corps de fonctionnaires de catégorie C ;

Sur proposition de la directrice des ressources humaines,

Arrête :

Article 1er

Sont nommés représentants du personnel à la commission administrative paritaire compétente à l'égard des corps de fonctionnaires de catégorie C :

| MEMBRES TITULAIRES | MEMBRES SUPPLÉANTS | LISTE |
|---|---|---|
| Mme Cindy BRUASSE<br>Mme Kelly CLEON | M. Christophe LACOUTURE<br>Mme Gladys GOURDIALSING | CGT |
| Mme Claudie BIZOT<br>Mme Nathalie DE BORTOLI | Mme Marie-Claude AGESILAS<br>M. Jean-Paul MORCRETTE | UNSA |
| Mme Lydie DURAY-WELSCH | Mme Yveline MAVILLE | CFDT |
| Mme Valérie ROUX | Mme Odile FREMIN | FO |

Article 2

Sont nommés représentants de l'administration à la commission administrative paritaire compétente à l'égard des corps de fonctionnaires de catégorie C :

*Membres titulaires*

| | |
|---|---|
| Mme Caroline GARDETTE-HUMEZ | Directrice des ressources humaines du Ministère du travail, de la santé et des solidarités |
| M. Benoit GERMAIN | Sous-directeur du dialogue social, politiques sociales et conditions de travail<br>Direction des ressources humaines du Ministère du travail, de la santé et des solidarités |
| Mme Juliette CAHEN | Cheffe du Bureau procédures individuelles et précontentieux<br>Direction des ressources humaines du Ministère du travail, de la santé et des solidarités |
| Mme Marieke CHOISEZ | Adjointe à la cheffe du Bureau des personnels de catégories B et C<br>Direction des ressources humaines du Ministère du travail, de la santé et des solidarités |
| M. Stéphane SCHEMBRE | Responsable des ressources humaines<br>Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France |
| M. Alexandre CARPENTIER | Responsable du Pôle de proximité de l'Oise - Site de Beauvais<br>Agence régionale de santé des Hauts-de-France |

*Membres suppléants*

| | |
|---|---|
| Mme Sylvie GIROD-ROUX | Cheffe de section des personnels de catégorie C<br>Direction des ressources humaines du Ministère du travail, de la santé et des solidarités |
| Mme Christelle LEMIEUX | Adjointe au chef de mission accompagnement et conseil en évolution professionnelle<br>Délégation à l'encadrement supérieur et dirigeant<br>Secrétariat général des ministères chargés des affaires sociales |
| Mme Marie-Anne DELAUNAY | Secrétaire générale adjointe<br>Délégation à l'encadrement supérieur et dirigeant<br>Secrétariat général des ministères chargés des affaires sociales |

| | |
|---|---|
| Mme Christine BOULAY-FILLEUL | Cheffe du Bureau des ressources humaines et de l'administration générale<br>Division des cabinets |
| M. Nicolas BURGAIN | Adjoint à la cheffe du Bureau procédures individuelles et précontentieux<br>Direction des ressources humaines du Ministère du travail, de la santé et des solidarités |
| Mme Carole PELLUCHON | Responsable de formation, conseillère mobilité-carrière, référente handicap-dialogue social-action sociale<br>Direction régionale de l'emploi, de l'économie, du travail et des solidarités du Centre-Val de Loire |

Article 3

L'arrêté du 25 septembre 2023 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des corps de fonctionnaires de catégorie C est abrogé.

Article 4

La directrice des ressources humaines est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel Travail - Emploi - Formation professionnelle et au Bulletin officiel Santé - Protection sociale - Solidarité.

Fait le 18 juin 2024.

Pour la ministre et par délégation :
La cheffe du Bureau procédures
individuelles et précontentieux,
Juliette CAHEN

**NOTE D'INFORMATION N°** CNG/DGD/2024/77 du 20 juin 2024 relative à l'évaluation et à la prime de fonctions et de résultats des directeurs d'hôpital, directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux, et des directeurs des soins des établissements mentionnés à l'article L5 du Code général de la fonction publique, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, au titre de l'année 2024

La directrice générale du Centre national de gestion

à

Mesdames et Messieurs les directeurs généraux
des agences régionales de santé (ARS)
Mesdames et Messieurs les directeurs et chefs de service de l'administration centrale
du ministère du travail, de la santé et des solidarités
Mesdames et Messieurs les présidents des conseils régionaux,
les présidents de conseils départementaux et les maires
Mesdames et Messieurs les préfets de département
Mesdames et Messieurs les directeurs des directions départementales
de l'emploi, du travail, des solidarités (DDETS)
Mesdames et Messieurs les directeurs des directions départementales de l'emploi,
du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP)

Copie à :

Mesdames et Messieurs les préfets de région
Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux de l'économie,
de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS)
Monsieur le directeur régional et interdépartemental de l'économie,
de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIEETS)
Mesdames et Messieurs les directeurs de l'économie,
de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS)

| | |
|---|---|
| **Référence** | NOR : TSSN2417502N (numéro interne : 2024/77) |
| **Date de signature** | 20 juin 2024 |
| **Emetteur** | Centre national de gestion (CNG)<br>Département de gestion des directeurs (DGD) |
| **Objet** | Évaluation et prime de fonctions et de résultats des directeurs d'hôpital, directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux, et des directeurs des soins des établissements mentionnés à l'article L5 du Code général de la fonction publique, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, au titre de l'année 2024. |

| | |
|---|---|
| **Contacts utiles** | Gestion des directeurs d'hôpital<br>Giada TOCCHI<br>Tél. : 01 77 35 61 83<br>Mél. : cng-bureau-dh@sante.gouv.fr<br><br>Gestion des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux et gestion des directeurs de soins<br>Valérie GRASSER<br>Tél. : 01 77 35 62 09<br>Mél. : cng-bureau-dssms@sante.gouv.fr<br>cng-bureau-dirsoins@sante.gouv.fr |
| **Nombre de pages et annexes** | 9 pages + 6 annexes (52 pages)<br>Annexe 1 : Guide de l'évaluation<br>Annexe 2 : Prime de fonctions et de résultats (PFR)<br>Annexe 3 : Support d'évaluation<br>Annexe 4 : Modèles de décisions de la part fonctions et de la part résultats - année 2024<br>Annexe 5 : Calendrier entretien d'évaluation<br>Annexe 6 : Lignes directrices de gestion relatives au tableau d'avancement au grade de la hors classe |
| **Résumé** | Modalités d'application des dispositions réglementaires concernant l'évaluation des directeurs d'hôpital, directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux, et des directeurs des soins au titre de l'année 2024. |
| **Mention outre-mer** | Cette note d'information est applicable en l'état à l'ensemble des Outre-Mer. |
| **Mots-clés** | Entretien d'évaluation - Évaluation - Support d'évaluation - PFR - Part fonction - Part résultats - Régime indemnitaire. |
| **Classement thématique** | Établissements de santé / Personnel |
| **Textes de référence** | - Code général de la fonction publique, notamment l'article L. 521-1 et suivants ;<br>- Décret n° 2002-550 du 19 avril 2002 modifié portant statut particulier du corps de directeur des soins de la fonction publique hospitalière ;<br>- Décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1° et 2°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;<br>- Décret n° 2007-1930 du 26 décembre 2007 modifié portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière ;<br>- Décret n° 2012-749 du 9 mai 2012 modifié relatif à la prime de fonctions et de résultats des corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière ;<br>- Décret n° 2018-255 du 9 avril 2018 relatif aux modalités d'indemnisation des périodes d'intérim et à l'indemnité de direction commune pour certains personnels de la fonction publique hospitalière ;<br>- Décret n° 2020-719 du 12 juin 2020 relatif aux conditions générales de l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires de la fonction publique hospitalière ; |

| | |
|---|---|
| | - Arrêté du 1er septembre 2005 modifié relatif aux modalités d'évaluation des personnels de direction et des directeurs des soins des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;<br>- Arrêté du 9 mai 2012 modifié fixant les montants de référence de la prime de fonctions et de résultats applicables aux corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs de soins de la fonction publique hospitalière ;<br>- Arrêté du 9 mai 2012 fixant la liste des indemnités relevant des exceptions prévues à l'article 7 du décret n° 2012-749 du 9 mai 2012 modifié relatif à la prime de fonctions et de résultats des corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs de soins de la fonction publique hospitalière ;<br>- Arrêté du 9 avril 2018 fixant les montants de l'indemnisation des périodes d'intérim et de l'indemnité de direction commune pour certains personnels de la fonction publique hospitalière ;<br>- Instruction n° DGOS/RH4/DGCS/4B/2022/177 du 27 juin 2022 relative à la mise en œuvre de la prime de fonctions et de résultats pour les personnels des corps de direction de la fonction publique hospitalière. |
| **Rediffusion locale** | Les établissements ou organismes concernés doivent être destinataires de cette note d'information, par l'intermédiaire des ARS ou des services déconcentrés de l'État, selon le dispositif existant au niveau régional ou départemental. |
| **Inscrite pour information à l'ordre du jour du CNP du 14 juin 2024 – N° 61** | |
| **Publiée au BO** | Oui |

Le principe de l'évaluation des directeurs de la fonction publique hospitalière, exerçant leurs fonctions dans les établissements relevant de l'article L5 du Code général de la fonction publique, est régi par les textes visés en référence. Il est de caractère annuel et obligatoire, tant pour les adjoints évalués par les chefs d'établissement, que pour les chefs d'établissement évalués par les ARS.

La présente note d'information concerne donc l'ensemble des directeurs de la fonction publique hospitalière (directeurs d'hôpital, directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux et directeurs des soins), conformément à l'article 9 du décret n° 2020-719 du 12 juin 2020. Elle précise les modalités d'application des dispositions réglementaires.

Il est rappelé que les directeurs détachés ou mis à disposition ainsi que les directeurs placés en position de recherche d'affectation sont également concernés par la présente note d'information.

Elle comporte six annexes : l'annexe n° 1 est consacrée au guide de l'évaluation, l'annexe n° 2 à la prime de fonctions et de résultats (PFR), l'annexe n° 3 au support d'évaluation, l'annexe n° 4 aux modèles de notification de la PFR, l'annexe n° 5 au calendrier de l'entretien d'évaluation et l'annexe 6 aux lignes directrices de gestion du tableau d'avancement au grade de la hors classe.

## I – AUTORITÉS COMPÉTENTES

Il est recommandé que le directeur général de l'Agence régionale de santé organise, en amont du processus d'évaluation, une rencontre annuelle avec les représentants territoriaux et régionaux des organisations syndicales représentatives siégeant au Comité consultatif national de la fonction publique hospitalière, afin de présenter le dispositif que l'agence mettra en place pour l'évaluation des chefs d'établissement de son ressort.

L'évalué doit être informé en amont de la tenue de son entretien, du nom et de la qualité de la personne chargée de l'évaluer.

Il est souligné que l'**entretien se déroule impérativement sans présence d'un tiers** et donc entre l'évaluateur et l'évalué.

Les autorités compétentes pour conduire les entretiens d'évaluation et déterminer le régime indemnitaire, sont :

### A - Pour les directeurs d'hôpital

- **Le directeur général de l'agence régionale de santé (DGARS)** pour les directeurs, chefs d'établissement sur emplois fonctionnels ou non, des établissements relevant de l'article L5 du Code général de la fonction publique, après avis du président du conseil de surveillance (ou du conseil d'administration).

  Compte tenu de leur place particulière au niveau régional, le DGARS est chargé de conduire les entretiens annuels avec les directeurs généraux des centres hospitaliers universitaires et des centres hospitaliers régionaux ainsi qu'avec les chefs des établissements supports de groupement hospitalier de territoire (GHT) emplois fonctionnels de groupe I.

  S'agissant des autres emplois de chef d'établissement, les entretiens annuels sont conduits par le DGARS ou par l'un de ses principaux collaborateurs, membre du COMEX de l'agence, sous réserve qu'une délégation expresse lui ait été accordée à cet effet et que le chef d'établissement ait été informé en amont du rendez-vous.

  À cet égard, il est rappelé l'importance de la bonne préparation de cet entretien annuel, l'évaluateur devant avoir une bonne connaissance de l'établissement, de ses enjeux et de son positionnement dans la stratégie territoriale, voire régionale de l'ARS, de telle sorte à garantir la qualité de l'échange.

  Il est également recommandé que le DGARS reçoive, au moins six mois à l'avance, chaque chef d'établissement arrivant au terme de son détachement sur emploi fonctionnel (4 ans ou 8 ans) afin de pouvoir faire avec lui le bilan de son action à la tête de l'établissement et évoquer ses perspectives professionnelles, de renouvellement ou de mobilité.

- **Le directeur général ou le directeur, chef d'établissement** pour les directeurs adjoints sur emplois fonctionnels ou non. Le directeur général de centre hospitalier régional (CHR)/ centre hospitalier universitaire (CHU) peut charger le secrétaire général ou le directeur général adjoint ou le directeur de groupe hospitalier / sous-directeur (à l'AP/HP [Assistance publique – Hôpitaux de Paris]) de conduire les entretiens de certains personnels de direction, sous réserve qu'une délégation expresse ait été accordée à cet effet.

  L'évalué doit être informé en amont de la tenue de son entretien, du nom et de la qualité de la personne chargée de l'évaluer.

**B - Pour les directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux**

- **Le directeur général de l'agence régionale de santé (DGARS)** pour les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article L5 du Code général de la fonction publique.

  Il peut charger l'un de ses collaborateurs, membre du COMEX, de conduire les entretiens de certains personnels de direction, sous réserve qu'une délégation expresse ait été accordée à cet effet.

  Pour le cas où un établissement social relevant de la compétence du préfet serait dans le cadre d'une direction commune associée avec un établissement public de santé, il appartient au directeur général de l'agence régionale de santé concernée de conduire les entretiens d'évaluation, après avis du président du conseil de surveillance ou du conseil d'administration.

- **Le représentant de l'État dans le département**, pour les établissements mentionnés au 6° de l'article L5 du même code (centres d'hébergement et de réadaptation sociale). Le préfet de département peut confier cette mission au directeur départemental en charge de l'emploi, du travail et des solidarités ou à un de ses proches collaborateurs, sous réserve d'une délégation expresse.

  Pour ce qui concerne les directeurs de foyer de l'Enfance, détachés sur un emploi relevant de la fonction publique territoriale, ces derniers sont évalués par l'autorité territoriale, selon la procédure prévue pour les personnes placées en détachement.

  Dans tous les cas de délégation de l'entretien annuel d'évaluation, celle-ci doit avoir fait l'objet d'une décision expresse à cet effet.

  À cet égard, il est rappelé l'importance de la bonne préparation de cet entretien annuel, l'évaluateur devant avoir une bonne connaissance de l'établissement, de ses enjeux et de son positionnement dans la stratégie territoriale voire régionale de l'ARS de telle sorte à garantir la qualité de l'échange.

  **Le directeur général ou le directeur chef d'établissement** pour les directeurs adjoints sur emplois fonctionnels ou non. Le directeur général de centre hospitalier régional (CHR)/centre hospitalier universitaire (CHU) peut charger le secrétaire général ou le directeur général adjoint ou le directeur de groupe hospitalier/sous-directeur (à l'AP/HP) de conduire les entretiens de certains personnels de direction, sous réserve qu'une délégation expresse ait été accordée à cet effet.

**C - Pour les directeurs de soins**

- **Le directeur, chef d'établissement**
  Sur délégation expresse, le chef d'établissement peut demander à un directeur adjoint ou à un coordonnateur général des soins ou d'institut de formation ayant autorité sur des directeurs des soins de conduire leur entretien d'évaluation ;

- **Le directeur général de l'agence régionale de santé (DGARS), ou l'un de ses collaborateurs membre du COMEX,** pour les directeurs des soins exerçant les fonctions de conseiller technique et/ou de conseiller pédagogique exerçant dans les agences régionales de santé ;

- **Le ministre chargé de la santé ou la directrice générale de l'offre de soins, ou l'un de ses proches collaborateurs** pour ce qui concerne les conseillers techniques et/ou pédagogiques nationaux.

### D - Pour les personnels de direction mis à disposition ou détachés

D'une manière générale, l'évaluation est placée sous la responsabilité de l'autorité hiérarchique de l'organisme d'accueil, l'établissement d'origine en est informé. Les modalités relèvent des règles de l'organisme ou de l'administration d'accueil. L'évaluation des directeurs mis à disposition à temps partiel (quotité de travail jusqu'à 50 %) est réalisée par l'autorité hiérarchique de l'établissement d'origine. L'organisme d'accueil peut établir un rapport sur sa manière de servir dans le cadre de la mise à disposition.

### E - Pour les personnels de direction placés en position de recherche d'affectation

L'autorité compétente pour conduire l'entretien professionnel annuel des agents, bénéficiant des dispositions des articles L544-20 à L544-24 du code susvisé, est la directrice générale du Centre national de gestion (DG CNG).

## II – PÉRIODICITÉ ET MISE EN ŒUVRE

La périodicité retenue pour les entretiens d'évaluation est annuelle. Compte tenu de la nécessité d'analyser les résultats de l'année en cours et de fixer les objectifs des personnels de direction au titre de l'année à venir, l'évaluation doit être réalisée, au plus tard, **le jeudi 31 octobre 2024.**

Il relève de la compétence du Centre national de gestion d'imposer la tenue des entretiens d'évaluation et de s'assurer de la transmission des supports dans les délais impartis afin d'éviter tout préjudice dans la carrière des personnels concernés (CE, 25 novembre 2015, n° 383220).

En cas de manquement à cette obligation, la responsabilité de l'évaluateur peut être engagée et en application de cette jurisprudence, il est de la responsabilité de la directrice générale du Centre national de gestion d'user de tous les moyens mis à sa disposition, y compris, s'agissant des chefs d'établissement, du pouvoir disciplinaire afin de faire respecter cette procédure.

L'entretien d'évaluation se déroule sur la base de documents annexés à la présente note d'information qui devront être transmis à l'ensemble des évaluateurs par les directeurs généraux des agences régionales de santé (DGARS) ou par l'autorité compétente de l'État dans le département. De plus, chaque évalué téléchargera le support d'évaluation individualisé en se connectant sur l'outil de gestion des directeurs du CNG, SAGA-Directeurs, au moyen de l'outil d'identification PLAGE.

L'évalué devra faire retour de son support d'évaluation à l'évaluateur au moins une semaine avant l'entretien d'évaluation.

En ce qui concerne les chefs d'établissement, l'avis du président du conseil de surveillance ou conseil(s) d'administration (Fiche B) doit être sollicité au préalable et communiqué au chef d'établissement concerné avant l'entretien d'évaluation avec l'ARS.

La transmission au CNG est indispensable dans les délais indiqués, pour le suivi de la carrière et pour l'avancement de grade qui nécessite une proposition formelle de l'évaluateur.

À l'issue de l'entretien d'évaluation, l'évaluateur doit indiquer au directeur concerné le coefficient de la part liée aux résultats qui doit nécessairement être en adéquation avec l'évaluation réalisée.

Ce coefficient et le montant de la part liée aux résultats correspondant font impérativement l'objet d'une notification individuelle (suivant le modèle figurant en annexe 5) transmise dans le délai d'un mois après l'entretien par l'évaluateur. Une copie est adressée au CNG.

Font l'objet d'une évaluation, les directeurs (chefs d'établissement et directeurs adjoints) et les directeurs des soins justifiant d'une durée de présence effective suffisante au cours de l'année pour permettre à leur supérieur hiérarchique direct d'apprécier leur valeur professionnelle. Cette durée doit être appréciée au cas par cas suivant les circonstances de l'espèce (CE 5 février 1975, n° 92802 ; CE 3 septembre 2007, n° 284954).

Si le directeur quitte son poste en cours d'année, il est évalué au titre de l'établissement dans lequel sa durée d'affectation a été la plus longue. Dans l'hypothèse où un changement de fonction ou d'affectation intervient au 1er juillet de l'année considérée, l'autorité en charge de l'évaluation est celle compétente pour les six premiers mois de l'année. Les objectifs pour l'année à venir seront fixés par le nouvel évaluateur au cours d'un entretien *ad hoc*.

Il est rappelé que l'évaluation ne doit pas porter sur la situation de l'établissement mais uniquement sur les compétences et le bilan de l'activité de l'évalué, au cours de la période considérée. À cet effet, il convient, d'une part, de dresser le bilan de l'année écoulée au regard des objectifs précédemment fixés et, d'autre part, de fixer à l'évalué des objectifs clairs, précis et réalistes, pour l'année à venir.

De plus, pour les personnels remplissant les conditions d'accès aux tableaux d'avancement de grade (directeur d'hôpital, directeur d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux et directeur des soins), il est indispensable de compléter la proposition d'inscription figurant sur la fiche B3 du support d'évaluation, en appuyant cette proposition (ou non-proposition) d'un avis motivé.

S'agissant du corps des directeurs d'hôpital, il est rappelé que depuis le 1er janvier 2021, un quota, déterminant le nombre de promotions possibles, est appliqué, conformément à l'article 21 du décret n° 2005-921 du 2 aout 2005 modifié.

Afin de connaître les critères d'examen retenus pour l'inscription aux tableaux d'avancement, nous vous invitons à parcourir les lignes directrices de gestion en annexe 7, également présentes sur le site internet du CNG à la rubrique Directeurs/Etapes de ma carrière.

**A ce titre**, **nous appelons l'attention des évaluateurs sur l'importance de compléter, outre l'appréciation générale sur la manière de servir, la fiche de proposition du support (B5) par un avis détaillé et circonstancié.**

## III – RECOURS

Conformément à l'article 3 de l'arrêté du 1er septembre 2005, l'agent dispose d'un délai de 7 jours, après la remise du compte rendu, afin de le signer pour attester qu'il en a pris connaissance et, le cas échéant, pour le compléter entre autres par ses observations.

Le compte rendu est considéré comme notifié à partir du moment où l'agent a formulé ses observations et signé le compte rendu.

Un recours individuel sur l'évaluation peut être présenté par les personnels de direction ou les directeurs des soins auprès de la directrice générale du CNG, dans un délai de quinze jours à compter de la notification à l'agent du compte rendu de l'entretien, à peine de forclusion.

Ce recours est effectué sans préjudice du recours gracieux, effectué directement auprès de l'évaluateur.

Afin de faciliter l'instruction de la requête, il est recommandé à l'évalué d'indiquer précisément les éléments d'appréciation dont la suppression ou la modification est demandée.

1/ Le recours doit être adressé à la directrice générale du CNG, département de gestion des directeurs, **par voie dématérialisée aux adresses mail suivantes :**

- pour les recours des directeurs d'hôpital : cng-bureau-dh@sante.gouv.fr
- pour les recours des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux : cng-bureau-dssms@sante.gouv.fr
- pour les recours des directeurs des soins : cng-bureau-dirsoins@sante.gouv.fr

Un accusé de réception électronique sera alors transmis.

2/ Le CNG dispose d'un délai de deux mois, à partir de la date de réception de la demande, pour répondre à l'intéressé.

Durant cette période, le CNG :

- saisit l'évaluateur, lequel dispose d'un mois pour formuler ses observations : même en l'absence des observations de l'évaluateur, la directrice générale du CNG est tenue d'apporter une réponse dans les deux mois à partir de la date de réception de la demande de l'évalué,
- adresse à l'évaluateur sa décision concernant le recours et le cas échéant ses modifications de l'évaluation,
- apporte une réponse à l'intéressé.

La réponse de la directrice générale du CNG lie l'évaluateur.

3/ Dans le délai d'un mois à compter de la date de notification de la réponse du CNG, l'intéressé peut saisir par courrier la commission administrative paritaire nationale (CAPN) compétente. La demande doit être formulée par courriel adressé à la présidente de la CAPN, Centre national de gestion (département de gestion des directeurs).

4/ La CAPN peut proposer à la directrice générale du CNG la modification du compte rendu de l'entretien.

5/ La décision de la directrice générale du CNG, suite à l'avis de la CAPN, est transmise à l'évaluateur ainsi qu'à l'évalué. Si l'évaluateur ne suit pas la décision de la DG du CNG, il doit préciser les motifs qui l'ont conduit à ne pas suivre cette décision.
Une copie de la notification de la décision de l'évaluateur est transmise au CNG dans un délai de deux mois, pour information de la CAPN.

Il est à noter que les parts liées aux fonctions et aux résultats de la PFR ne peuvent pas faire l'objet d'un recours devant la CAPN. Néanmoins, un recours gracieux peut être introduit auprès de l'évaluateur, voire un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent.

## IV – BILAN

Un bilan de la campagne d'évaluation et un bilan de l'attribution de la prime de fonctions et de résultats sont présentés annuellement au comité consultatif national des directeurs.

## V – DATES DE RETOUR DES SUPPORTS D'ÉVALUATION

Nous vous remercions de bien vouloir nous transmettre :

- **Le 30 novembre 2024 au plus tard : tous les supports d'évaluation** et décisions de part fonctions et de résultats.

Les supports d'évaluation finalisés et signés sur la fiche C (suite) devront être transmis **exclusivement par voie électronique, au format PDF**, aux adresses mail suivantes :

- pour les supports des directeurs d'hôpital : cng-evaluations-dh@sante.gouv.fr
- pour les supports des directeurs d'établissements sanitaire, social et médico-social : cng-evaluations-d3s@sante.gouv.fr
- pour les directeurs des soins : cng-evaluations-dirsoins@sante.gouv.fr

**Pour chaque directeur évalué, il conviendra d'adresser un fichier PDF comprenant le support et les décisions de parts fonctions et résultats.**

Le CNG reste à votre disposition pour toute demande d'information complémentaire ou signalement de difficultés rencontrées à l'occasion de la mise en œuvre de la présente note d'information.

La directrice générale du
Centre national de gestion,

signé

Marie-Noëlle GERAIN BREUZARD

ANNEXE 1

# GUIDE DE L'ÉVALUATION

## I. PRINCIPES GÉNÉRAUX ET OBJECTIFS

L'entretien d'évaluation vise à apprécier la valeur professionnelle du directeur dans l'emploi qu'il occupe. Il doit se concevoir comme un moyen d'expression reposant sur une écoute réciproque et constructive et se situant dans un climat de confiance et de respect mutuel.

Il est également rappelé que l'entretien, qui réunit l'évaluateur et l'évalué, doit impérativement se dérouler sans la présence d'un tiers.

Trois objectifs sont essentiellement recherchés lors de la mise en œuvre de l'évaluation :

- l'appréciation des résultats annuels constatés en fonction d'objectifs convenus antérieurement et, à cette occasion, la détermination précise des compétences et des qualités professionnelles du personnel évalué, compte tenu de la complexité du contexte professionnel de l'établissement, et plus particulièrement du contexte d'exercice en fonction du poste occupé,

- la détermination et la fixation des objectifs à atteindre, pour l'année à venir, après discussion avec l'évalué,

- le conseil, l'orientation et l'accompagnement du professionnel en fonction de ses intérêts et compétences et des besoins de l'institution qui l'emploie, de ses perspectives d'évolution professionnelle et de ses besoins en formation.

L'évaluation s'appuie donc sur la valorisation individuelle du directeur tout au long de sa carrière pour tendre vers une gestion des emplois et des compétences plus dynamique. Elle constitue un outil de communication et de gestion qui implique à la fois l'évaluateur et l'évalué.

L'évaluateur peut, dans ce cadre, apprécier notamment au travers des entretiens individuels qu'il mène, les qualités professionnelles des directeurs, leur efficacité et leurs motivations. Il prend en compte leurs attentes dans le souci d'une adéquation réussie entre leurs compétences et le profil du poste occupé. A cette occasion, il peut détecter les capacités de l'évalué à évoluer vers d'autres fonctions et/ou d'autres métiers.

C'est, par ailleurs, lors de l'entretien d'évaluation, que l'évaluateur détermine les capacités de l'évalué à être promu au grade supérieur.

**L'évaluation doit donc porter non sur la situation de l'établissement, mais sur la gestion du directeur** et sur la part revenant à sa gestion dans la situation, bonne ou mauvaise de la structure. Il importe donc que soient fixés aux directeurs d'hôpital, aux directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux (chefs d'établissement ou adjoints) et aux directeurs des soins, des objectifs clairs et réalisables dans le contexte, permettant d'en évaluer le bilan en fin d'exercice.

L'évalué a la possibilité de s'exprimer de manière approfondie dans un cadre formalisé.

ANNEXE 1

L'évaluation doit lui permettre de mesurer ses aptitudes, ses compétences et ses potentiels afin de les améliorer de manière continue et de favoriser son implication dans l'accomplissement de ses missions. Elle permet de garder la trace des missions réalisées. Elle est un point d'appui pour son orientation et son évolution professionnelle. Elle doit être également l'occasion pour l'évaluateur d'accompagner le directeur évalué dans cette évolution.

L'évaluation présente l'intérêt pour tous les directeurs d'hôpital, directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux et directeurs des soins d'apprécier de manière objective le contexte dans lequel ils accomplissent leurs missions, dans le respect d'objectifs individuels et collectifs s'inscrivant dans la politique menée par l'établissement. C'est donc bien le directeur qui est évalué au travers de sa contribution professionnelle et de son engagement personnel, et non l'établissement au sein duquel il exerce.

L'évaluation doit être sincère et menée avec un grand souci d'objectivité. L'évaluateur est également apprécié sur la manière dont il conduit l'évaluation des directeurs qui relèvent de son autorité.

**Changement de situation en cours d'année**

Si le directeur quitte son poste en cours d'année, il est évalué au titre de l'établissement dans lequel sa durée d'affectation a été la plus longue.

Dans l'hypothèse où un changement de fonction ou d'affectation de l'évalué intervient au 1er juillet de l'année N, l'autorité en charge de l'évaluation est celle qui était compétente pour les six premiers mois de l'année.

En cas de départ de l'évaluateur, il appartient à la nouvelle autorité compétente de procéder à l'évaluation et, s'il le souhaite, de se rapprocher de son prédécesseur.

## II. CONTENU DU DOSSIER D'ÉVALUATION

### 2.1 Présentation du support

Le support d'évaluation "CNG" regroupe les fiches A1, A2, A3, B1, fiches 1 et B2, B3, B4, B5, fiche 2, fiche C et les pages de notification. Elles constituent le compte rendu d'évaluation.

Le support d'évaluation prend le format d'un fichier pdf interactif que l'évalué doit télécharger en se connecter à l'outil de gestion des directeurs, SAGA-Directeurs. **Le fichier doit impérativement être maintenu au format pdf interactif et nullement être imprimé et scanné.** En effet, le maintien du format pdf interactif conditionne ensuite son intégration dans SAGA-Directeurs puis l'extraction des données en vue de statistiques (statistiques sur la PFR, sur les corps, et pour la GPMC).

Une copie de l'évaluation est conservée par l'évaluateur et l'évalué. **Avant de cocher les cases (page 16) bloquant le contenu de l'évaluation, il est très fortement recommandé d'enregistrer une copie du pdf interactif en cas de nécessité de modifier le contenu de l'évaluation (erreur dans le contenu, suites données à un recours, etc.). Le blocage du contenu est définitif.**

ANNEXE 1

Une fois totalement signé, le fichier est transmis au C.N.G. pour classement dans le dossier administratif de l'intéressé au sein de l'outil SAGA-Directeurs.

S'agissant du calendrier des opérations, il convient de se reporter à la fiche « calendrier de l'entretien d'évaluation » (annexe n° 5).

Il s'agit d'une obligation réglementaire pouvant engager la responsabilité de l'évaluateur. À défaut de transmission de l'évaluation, la directrice générale du CNG. peut engager les moyens mis à sa disposition afin de faire respecter cette procédure.

### 2.2 Situation administrative de l'évalué, logement et part fonctions – Fiche A2

Les éléments relatifs à la situation de l'évalué sont à compléter par l'évalué.

Dans le cadre d'une mise à disposition, préciser la quotité de temps de travail. L'évaluation des directeurs mis à disposition à temps partiel (quotité de travail jusqu'à 50 %) est réalisée par l'autorité hiérarchique de l'établissement d'origine. L'organisme d'accueil peut établir un rapport sur sa manière de servir dans le cadre de la mise à disposition.
D'une manière générale, l'évaluation est placée sous la responsabilité de l'autorité hiérarchique de l'organisme d'accueil, l'établissement d'origine en est informé.
Le directeur doit indiquer le grade, l'échelon et l'éventuel chevron dans lesquels il se trouve au moment de l'entretien professionnel.
Il sera précisé si l'agent bénéficie d'un logement, de l'ICL, et quelle est sa part fonctions.

### 2.3 Description du poste occupé par le directeur et principales actions menées sur l'exercice en cours - fiche A3

Ces rubriques sont remplies par l'évaluateur de façon précise et concise. Elles permettent de situer le directeur dans l'emploi exercé et constituent un élément d'aide à la définition de son degré de responsabilités dans l'accomplissement des missions confiées.

Elles permettent également à l'évalué de mettre en perspective son activité et son environnement de travail, les moyens qui lui sont alloués et donc, d'objectiver les conditions dans lesquelles il a exercé ses missions durant l'année écoulée.

### 2.4 Appréciation des compétences professionnelles – Fiche B1

Ces rubriques sont remplies par l'évalué et l'évaluateur. L'évalué auto-évalue 12 compétences obligatoires et jusqu'à 6 compétences au choix complémentaires (a minima 3) parmi les compétences définies dans le référentiel des métiers et des compétences des directeurs de la FPH publié par le CNG en 2023. L'évaluateur apprécie les niveaux d'acquisition des compétences.

L'évaluation de ces compétences consiste à valider les compétences du directeur sur la base du référentiel métiers et compétences, ou à identifier les écarts éventuels avec les attendus du poste qu'il occupe, afin de déterminer les éventuelles compétences à développer.

ANNEXE 1

Cette évaluation s'inscrit dans une perspective de développement de compétences tout au long de la vie professionnelle. Elle permet de proposer un accompagnement personnalisé à l'évalué en fonction de ses compétences, de co-construire avec l'évaluateur un plan d'actions éventuel (conseil, orientation, formation), lui permettant de valoriser ses capacités tout au long de sa carrière.

### 2.5 L'évaluation des résultats professionnels - Fiches B2

L'évaluateur doit apprécier les résultats atteints, les réussites ou les insuffisances ainsi que les raisons qui sont à l'origine des éventuels écarts avec les résultats attendus. Ces derniers sont ceux définis au regard des objectifs fixés pour l'année en cours lors de l'entretien de l'année précédente.

À l'issue de l'entretien, le coefficient de la part résultats doit être communiqué à l'évalué. Ce coefficient ainsi que le montant de la part résultats sont notifiés dans un délai d'un mois, à l'évalué, suivant le modèle en annexe n° 5.

### 2.6 Conséquences de l'évaluation sur le régime indemnitaire – Fiche B4

**La fixation de la part liée aux résultats allouée aux directeurs doit être en parfaite adéquation avec l'évaluation de ces derniers**.

La cotation de cette part liée aux résultats et le montant correspondant doivent impérativement être communiqués à l'évalué à l'issue de l'entretien d'évaluation et confirmés par une décision de l'évaluateur (cf. modèle de décision joint en annexe n° 4) dans le délai d'un mois. Une copie de la notification est systématiquement communiquée au C.N.G. avec le dossier d'évaluation.

La part liée aux résultats peut comprendre, au titre d'une année, le versement d'une attribution annuelle exceptionnelle, non reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

En cas de mobilisation des jours placés au compte épargne-temps, l'évalué conserve le régime indemnitaire, même si son absence précède un départ, notamment en retraite, tant pour la part relative aux fonctions que pour la part résultats.

### 2.7 Proposition d'inscription au tableau d'avancement à la hors classe - Fiche B5

**A – pour les directeurs d'hôpital**

Les conditions d'ancienneté et de mobilité requises pour bénéficier d'un avancement de grade (hors classe) sont régies par l'article 21 du décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction.

Il faut avoir atteint le 6ème échelon du grade de la classe normale et justifier de quatre années de services effectifs dans le corps.

ANNEXE 1

Il convient également d'avoir effectué deux changements d'affectation depuis l'accès dans le corps, dont au moins un changement d'établissement. Toutefois, lorsque le changement d'affectation conduit à un changement de région administrative, un seul changement d'affectation est requis.

Pour plus de détails sur les conditions de mobilité, nous vous invitons à consulter les lignes directrices de gestion pour l'accès au grade de la hors classe disponibles sur le site internet du CNG à la rubrique Directeurs/Etapes de ma carrière.

**À ce titre, nous appelons l'attention des évaluateurs sur l'importance de compléter, outre l'appréciation générale sur la manière de servir, la fiche de proposition du support (B5) par un avis détaillé et circonstancié.**

Par ailleurs, conformément à l'article 21 du décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié, le nombre de fonctionnaires du corps des personnels de direction soumis aux dispositions dudit décret, pouvant être promus à la hors classe chaque année, est déterminé par application, au nombre des fonctionnaires promouvables sur l'ensemble du corps, d'un taux fixé par arrêté des ministres chargés de la santé, de la fonction publique et du budget.

**B - pour les directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux**

Les conditions d'ancienneté et de mobilité requises pour bénéficier d'un avancement de grade (hors classe) sont régies par l'article 22 du décret n°2007-1930 du 26 décembre 2007 modifié. Celles-ci sont les suivantes :

- avoir atteint le 5ème échelon du grade de la classe normale et justifier de cinq années de services effectifs dans le corps ou dans un corps ou cadre d'emplois de niveau comparable (avant le 31 décembre de l'année N) et inscrits au tableau d'avancement. Pour les fonctionnaires accueillis par voie de détachement dans le corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux, en application de l'article 9 du décret n° 2007-1930 du 26 décembre 2007 modifié, « les services accomplis dans le corps d'origine sont assimilés à des services accomplis dans le corps d'accueil pour les avancements d'échelon et de grade » ;

- avoir exercé, depuis l'accès dans le corps, dans au moins deux établissements mentionnés à l'article L5 du code général de la fonction publique (avant le 31 décembre de l'année N-1).

Les périodes de détachement, les périodes de mise à disposition d'une quotité au moins égale à 50%, d'une durée supérieure à douze mois sont prises en compte dans le calcul de l'ancienneté et au titre d'un changement d'établissement.

Les directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux qui assurent, ou sont membres, lors de sa constitution, d'une direction commune ou ont eu à connaitre une fusion d'établissements, sont considérés avoir effectué une mobilité. Pour l'application de cette disposition, la nomination du ou des directeur(s) relevant de la direction commune ou de la fusion, devra avoir été actée par un arrêté du directeur général du Centre National de Gestion, avant la constitution du tableau d'avancement.

ANNEXE 1

**C – Pour les directeurs des soins**

Les conditions d'ancienneté et de mobilité requises pour bénéficier d'un avancement de grade à la hors classe sont régies par l'article 19 du décret n° 2002-550 du 19 avril 2002 modifié portant statut particulier du corps de directeurs des soins de la fonction publique hospitalière. Celles-ci sont les suivantes :

- avoir atteint le 4ème échelon du grade de la classe normale et justifier de quatre années de services effectifs dans le corps (l'année de formation à l'Ecole nationale des hautes études en santé publique est prise en compte dans l'ancienneté pour l'avancement de grade) ;

- avoir accompli depuis leur nomination dans le corps des directeurs des soins ou dans celui de cadre de santé ou de cadre de santé paramédical, au moins une mobilité :

  - soit, au titre d'un changement d'établissement au sens de l'article L5 du code général de la fonction publique ;

    Les périodes accomplies, soit en situation de mise à disposition, soit en position de détachement ou de disponibilité, d'une quotité au moins égale à 50 %, sont considérées, après avis de la commission administrative paritaire nationale, comme un changement d'établissement lorsqu'elles ont donné lieu à l'exercice d'une activité professionnelle correspondant aux missions des directeurs des soins, mentionnées à l'article 19 du décret susvisé ;

  - soit au titre de la mobilité fonctionnelle ;

    Dans le corps des directeurs des soins, la mobilité fonctionnelle doit être accomplie sur des fonctions mentionnées à l'article 3 du Décret n° 2002-550 du 19 avril 2002 modifié à l'exception de celles consistant en des missions, études ou coordination d'études.

    Au sein des corps de cadres de santé et de cadres de santé paramédicaux, la mobilité fonctionnelle doit avoir respectivement été accomplie entre les fonctions mentionnées au 1° et au 3° des articles 4 et 5 du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 ou entre les fonctions mentionnées au 1° et au 3° des articles 3 et 4 du décret n° 2012-1467 du 26 décembre 2012.

Les directeurs des soins qui sont membres, lors de sa constitution, d'une direction commune sont considérés comme ayant effectué une mobilité fonctionnelle. Cette mobilité est attestée par le directeur d'un des établissements faisant l'objet de la direction commune. Cette disposition s'applique également aux directeurs des soins affectés dans un établissement faisant l'objet d'une fusion avec un autre établissement mentionné à l'article L5 du code général de la fonction publique.

ANNEXE 1

**D – Dispositions générales pour les trois corps**

• Pour les trois corps de direction, les directeurs qui remplissent les conditions statutaires, doivent, pour être inscrits au tableau d'avancement, faire l'objet d'une proposition d'inscription et d'une évaluation en cohérence avec cette proposition d'inscription.

• Compte tenu des conséquences de l'avis de l'évaluateur sur la carrière de l'intéressé, il est impératif de motiver la proposition d'inscription ou de non-inscription.

• Concernant les conditions d'ancienneté, et quel que soit le corps, les périodes de disponibilité du directeur sont désormais prises en compte dans le calcul de l'ancienneté dans le corps ou cadre d'emplois.

Le fonctionnaire conserve ses droits à avancement d'échelon ou de grade dans la limite de cinq ans, sous réserve d'exercer durant sa période de disponibilité une activité professionnelle, selon les conditions régies par l'article 36-1 du décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 modifié. La conservation de ces droits est subordonnée à la transmission annuelle par le fonctionnaire des pièces justifiant de l'exercice d'une activité professionnelle, et ce au plus tard le 31 mai de chaque année suivant le premier jour de son placement en disponibilité. A défaut, le fonctionnaire ne peut prétendre au bénéfice de ses droits à l'avancement correspondant à la période concernée.

Ces nouvelles dispositions sont applicables aux mises en disponibilité et aux renouvellements de disponibilité prenant effet à compter du 7 septembre 2018.

Les périodes de disponibilité ayant donné lieu à une activité professionnelle peuvent être prises en compte au titre d'un changement d'affectation.

**2.8 La détermination des objectifs de l'année à venir – page 12 du support d'évaluation**

L'évalué se voit fixer des objectifs annuels qui se situent dans le cadre des objectifs de l'établissement.

Les objectifs ne doivent pas être confondus avec les tâches à accomplir. Ils doivent donc être peu nombreux et fixés en fonction des actions prioritaires.

Ils doivent être clairs et réalistes, c'est-à-dire :

- **mesurables :** les résultats seront quantifiables (indicateurs) ou observables (compétences) ;
- **accessibles :** tant en termes de niveau de responsabilités, de compétences, que de moyens attribués ;
- **discutés :** ils ne sont pas juridiquement et statutairement négociés. Ils résultent d'un échange entre l'évaluateur et l'évalué ;
- **réalisables :** en termes de délais, de calendrier de mise en œuvre et de modalités d'évaluation, des moyens mis à disposition et du contexte de l'établissement.

ANNEXE 1

Ces objectifs s'articulent autour des missions principales confiées. Ils concernent les priorités d'action pour l'année à venir, l'évolution éventuelle des fonctions, des attributions, ou des tâches de l'évalué et les résultats à atteindre. Ils peuvent aussi inclure des objectifs d'amélioration de l'activité et des pratiques professionnelles attendues.

### 2.9 Souhaits d'évolution professionnelle et/ou de mobilité, recensement des expertises et des souhaits de formation - Fiche C

Cette partie est renseignée à titre informatif. L'évalué indique ses vœux d'évolution professionnelle et/ou de mobilité pour les deux prochaines années. Cependant l'expression de souhaits de mobilité géographique par l'évalué dans le support d'évaluation ne se substitue pas aux procédures existant en matière de mutation des personnels de direction et des directeurs des soins.

Pour autant, la mobilité ne doit pas avoir, pour l'évalué, un caractère pénalisant dans la procédure d'évaluation et dans l'attribution du coefficient de sa part liée aux résultats et pour la proposition au grade d'avancement.

L'évaluateur peut apprécier les qualités professionnelles dominantes de l'évalué et formuler les appréciations et conseils qui lui semblent utiles.

Le cas échéant, il échange avec l'intéressé sur les fonctions qu'il souhaiterait exercer à l'avenir dans le cadre de son projet professionnel.

A cette occasion, l'évaluateur se doit également d'identifier les points sur lesquels il lui paraît utile que le directeur renforce particulièrement son développement. Il s'agit ainsi de déceler les compétences qui pourraient être développées, notamment au travers de formations.

L'évaluateur et l'évalué peuvent porter à la connaissance du CNG les domaines d'expertise détenus par l'évalué et en lien avec ceux-ci son souhait de participer à des missions ponctuelles.

Enfin, un bilan des formations demandées l'exercice précédent doit être réalisé.

### 2.10 Observations éventuelles de l'évalué sur la conduite de l'entretien – Page 15

L'évaluateur est tenu d'adresser à l'évalué le support signé dans un délai ne pouvant excéder 15 jours.

L'évalué dispose d'un délai de 7 jours à compter de la remise du document, afin de formuler ses remarques éventuelles et le signer pour attester qu'il en a pris connaissance. Il n'est donc pas tenu de signer le compte rendu d'entretien dès sa remise par l'évaluateur.

ANNEXE 1

## III. CONCLUSION DE L'ENTRETIEN D'ÉVALUATION

A la fin de l'entretien, un moment privilégié doit être réservé à l'évalué pour lui permettre d'exprimer ses perspectives et ses attentes professionnelles dans sa relation avec l'évaluateur, incluant si nécessaire des propositions d'amélioration des relations entre l'ARS et l'établissement (pour les chefs d'établissement), des propositions d'amélioration des relations entre le chef d'établissement et ses adjoints ou, plus largement, au sein de l'équipe de direction, notamment.

Le document doit être signé obligatoirement par l'évaluateur et l'évalué, chacun en enregistre une copie. Le nom, la qualité et la signature de l'évaluateur doivent impérativement figurer sur le support d'évaluation.

La signature du support d'évaluation est impérative sur la page 16. Elle signifie que l'évalué a pris connaissance de son évaluation, mais n'emporte pas accord sur son contenu.

Le support CNG, maintenu au format pdf interactif, ainsi que les décisions de parts liées aux fonctions et aux résultats sont transmis systématiquement au CNG, par courriel, pour enregistrement dans le dossier administratif de l'intéressé.

ANNEXE 2

# PRIME DE FONCTIONS ET DE RÉSULTATS (PFR)

La présente annexe a pour finalité d'expliciter les modalités de calcul de la Prime de Fonctions et de Résultats.

La prime de fonctions et de résultats se décompose en deux parts : la « part fonctions » tenant compte des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions liées aux fonctions exercées ; la « part résultats » tenant compte des résultats de la procédure d'évaluation individuelle et de la manière de servir.

Ces deux parts sont cumulables et modulables, indépendamment l'une de l'autre, par application de coefficients multiplicateurs aux montants annuels de référence fixés par arrêté du 9 mai 2012 modifié.

L'instruction n° DGOS/RH4/DGCS/4B/2022/177 du 27 juin 2022, relative à la mise en œuvre de la prime de fonctions et de résultats pour les personnels des corps de direction de la fonction publique hospitalière, détermine le barème des plafonds indemnitaires (plafonds de la part fonctions, de la part résultats et du versement exceptionnel), ainsi que les cotations des fonctions exercées par les directeurs.

## I - Modalités d'attribution et de versement de la PFR

La prime de fonctions et de résultats est composée d'une part liée aux fonctions et d'une part liée aux résultats, dont les montants varient selon le grade et l'emploi détenu par le bénéficiaire et les fonctions exercées.

### 1.1 Les composantes de la prime de fonctions et de résultats

- **La part liée aux fonctions**

Les emplois de personnel de direction et des directeurs des soins doivent d'abord faire l'objet d'une cotation de fonctions selon le barème défini **dans les annexes II-A, II-B et II C** de l'instruction DGOS précitée.

La cotation est déterminée :

- Pour les chefs d'établissement sur emplois fonctionnels ou non fonctionnels : par le directeur général de l'agence régionale de santé (ARS) compétente ou par le représentant de l'État dans le département ;

- Pour les emplois de secrétaire général, directeur général adjoint, sous-directeur de l'AP-HP, directeur adjoint, directeurs des soins : par le directeur général ou le directeur chef d'établissement ;

- Pour les directeurs des soins conseillers pédagogiques et/ou techniques régionaux : par le directeur général de l'agence régionale de santé (ARS) compétente.

ANNEXE 2

Pour les fonctionnaires des corps de direction bénéficiant de l'application de l'une des dispositions du décret n° 2010-30 du 8 janvier 2010, c'est-à-dire d'un logement de fonction ou d'une indemnité compensatrice de logement, le coefficient est compris entre 1 et 3.

Il convient cependant de prendre en compte deux situations particulières :

- Pour les fonctionnaires mis à disposition et qui ne sont pas logés, la cotation de la part liée aux fonctions exercées est multipliée par deux, dans la limite d'un coefficient de 6 ;

- Dans le cas de deux fonctionnaires issus des corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction, conjoints, liés par un pacte civil de solidarité ou concubins, et dès lors qu'il ne peut y avoir cumul de concessions de logement par nécessité absolue de service au sens de l'article 3 du décret du 8 janvier 2010, celui des deux fonctionnaires qui ne bénéficie pas de la concession de logement (dans le patrimoine de l'établissement ou d'un logement locatif à l'extérieur de l'établissement) ou de l'indemnité compensatrice de logement, se voit attribuer une cotation de la part liée aux fonctions multipliée par deux, dans la limite d'un coefficient de 6 lorsqu'il est issu des corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction.

Pour les directeurs des soins non logés et non indemnisés, la cotation de la part liée aux fonctions exercées est établie à 6.

Par ailleurs, un même emploi a deux niveaux de cotation selon le grade du directeur qui l'occupe.

Cette cotation a vocation à rester stable tant que l'intéressé occupe les mêmes fonctions mais peut être modifiée en cours d'année en cas de changement de grade, ou en cas d'exercice de fonctions différentes qui conduit à l'évolution de la cotation de l'emploi occupé.

En cas d'intérim, le directeur chargé de remplacer le chef d'établissement bénéficie d'une majoration temporaire de la part fonctions selon les conditions fixées par le décret n° 2018-255 du 9 avril 2018.

Les calculs des montants d'indemnisation auxquels ouvrent droit les périodes d'intérim sont définis par les dispositions de l'arrêté du 9 avril 2018.

La cotation de la part fonctions fait l'objet d'une notification individuelle (selon le modèle figurant en annexe 4) communiquée au directeur concerné et au centre national de gestion (CNG). Toute modification de la cotation (changement de grade, modification de l'organigramme et des responsabilités liées au poste…) doit également être communiquée préalablement et faire l'objet d'une notification individuelle dans les mêmes formes.

**Cette cotation doit impérativement figurer sur la 2ème page (relative à la situation de l'évalué) du support d'évaluation et sur la fiche de poste.**

Il est recommandé de verser selon une périodicité mensuelle la part relative aux fonctions, correspondante à l'année en cours.

ANNEXE 2

- **<u>La part liée aux résultats</u>**

Les modalités de détermination de la part liée aux résultats figurent dans les annexes de l'instruction DGOS précitée.

Les montants individuels sont arrêtés en fonction de l'atteinte des objectifs fixés et de la manière de servir, appréciés au terme de l'évaluation.

Le montant de la part liée aux résultats est déterminé par l'autorité ayant pouvoir d'évaluation au sens du décret portant dispositions relatives à l'évaluation des personnels précités, à savoir :

- Le directeur général de l'agence régionale de santé (DGARS) ou le représentant de l'État dans le département pour les directeurs chefs d'établissement sur emploi fonctionnel ou non. Il peut charger les membres du COMEX de conduire les entretiens de certains personnels de direction, sous réserve qu'une délégation expresse ait été accordée à cet effet ;

- Le directeur général ou chef d'établissement pour les autres emplois de directeurs sur emplois fonctionnels ou non, et les directeurs des soins ;

- Le directeur général de l'agence régionale de santé (ARS) compétente pour les directeurs des soins conseillers pédagogique et/ou technique régionaux.

**La part résultats a vocation à être maintenue ou ajustée, à la baisse ou à la hausse, pour tenir compte des résultats de l'évaluation au titre de l'année N.**

**Au titre de l'année N, le montant de la part résultats aura pour base le coefficient alloué au titre de l'année N-1 (versement exceptionnel non compris).**

La modulation de la part liée aux résultats doit être en parfaite adéquation avec l'évaluation de l'année. Elle intègre l'atteinte ou non par le fonctionnaire des objectifs qui lui ont été fixés.

Aucune progression annuelle ne peut être supérieure au montant unitaire d'une part liée aux résultats. Toute diminution du montant individuel de la part liée aux résultats ne peut pas représenter plus de la valeur unitaire d'une part : elle doit être systématiquement assortie d'un rapport dûment circonstancié et motivé. La modulation annuelle de la part résultats est ainsi fixée par un coefficient établi compris entre -1 et +1 avec décimale (d'1 chiffre maximum).

**Une attention toute particulière sera portée sur l'évolution de la part résultats d'une année sur l'autre. Le coefficient d'évolution n'a pas vocation à être reconduit d'année en année ou à faire l'objet d'une évolution prédéterminée. Il importe qu'il y ait une grande cohérence entre l'appréciation que l'évaluateur fait du travail accompli par le directeur et le montant alloué au titre de la part liée aux résultats**.

Au total, le coefficient de la part liée aux résultats est compris entre 0 et 6 (versement exceptionnel compris), déterminé par nombre entier ou avec décimale (1 chiffre maximum) entre le plancher et le plafond ainsi définis.

La mobilité ne doit pas être, pour l'évalué, un critère pénalisant pour son évaluation et pour l'attribution du montant de la part liée aux résultats.

Chaque directeur se verra communiquer le coefficient attribué et le montant calculé à l'issue de l'entretien d'évaluation. Ce coefficient et ce montant lui seront notifiés par écrit au plus tard dans le délai d'un mois, suivant le modèle de notification figurant à l'annexe n° 4.

ANNEXE 2

La part liée aux résultats est versée au plus tard à la fin du premier trimestre de l'année civile suivant celle correspondant au service fait par l'évalué, soit le 31 mars N+1.

- **L'attribution d'un versement exceptionnel :**

Le versement exceptionnel d'une part maximum, a vocation à reconnaître financièrement la charge particulière d'activités et/ou des résultats très remarquables de l'évalué en sus de ses missions habituelles et/ou au-delà des objectifs et des résultats obtenus (conduite de projet d'une coopération particulièrement complexe, compensation d'une charge de travail supplémentaire significative et anormalement lourde…). **L'évaluateur doit, en conséquence, produire un rapport annexé à la fiche d'évaluation, quel que soit le montant attribué.**

À l'appréciation de l'évaluateur, le versement peut dépasser de manière très exceptionnelle la valeur d'une part. Dans ce cas, un rapport circonstancié et dûment motivé devra être produit.

Il est précisé que le coefficient fixé au titre du versement exceptionnel **est pris en compte dans la limite du plafond de la part résultats (soit 6)** de l'année au cours de laquelle elle est versée.

Le versement exceptionnel n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Cette attribution exceptionnelle fait également l'objet d'une notification individuelle dans les mêmes formes.

### 1.2 Le principe du maintien des primes et indemnités (circulaire DGAFP n° BCRF 1031314C du 22 mars 2011)

Les dispositions réglementaires en vigueur énoncent le principe du maintien, en cas de congés annuels, de congés ordinaires de maladie et de congés pour maternité, des primes et indemnités versées aux agents concernés dans les mêmes conditions et sur les mêmes périodes que le traitement. Pour le congé de maladie ordinaire, le traitement est maintenu pendant les 3 premiers mois et réduit de moitié pour les 9 mois suivants.

La part liée aux fonctions (PF) a vocation à suivre le traitement principal. Il n'y a donc pas d'abattement possible tant que le traitement principal est entier.
Exemple : un directeur ayant une rémunération à demi-traitement à partir du 4ème mois de maladie percevra une part fonctions également abattue pour moitié (à l'identique de son traitement principal).

La part liée aux résultats (PR) a vocation à être réajustée, après chaque évaluation annuelle, pour tenir compte de l'atteinte des objectifs et de la manière de servir, appréciées au titre de la période antérieure. Dans ce cadre, il appartient à l'évaluateur d'apprécier si l'impact du congé sur l'atteinte des résultats, eu égard notamment à sa durée et compte-tenu de la manière de servir du directeur, doit ou non se traduire par un ajustement l'année suivante. Ce dispositif permet ainsi de valoriser un directeur qui, en dépit d'un congé, s'est investi dans son activité et a produit les résultats escomptés. Un directeur qui serait absent pour maladie pendant une période de 4 mois pourrait ainsi percevoir la part liée aux résultats au même niveau que la période précédente s'il atteint, en 8 mois, les objectifs qui lui étaient assignés pour une période d'un an. Il n'y a donc pas lieu à proratiser selon le temps de présence.

Le versement de la part liée aux résultats n'est, par conséquent, pas lié aux règles de versement du traitement indiciaire, contrairement à la part liée aux fonctions.

ANNEXE 2

## II - Les critères d'évaluation à prendre en compte pour la détermination du coefficient de la part résultats

Qu'il s'agisse de l'évaluateur ou de l'évalué, il est important que l'un et l'autre connaissent les critères objectifs de la modulation de la part liée aux résultats.

Deux considérations sont à croiser avec les critères figurant dans la fiche d'évaluation, à savoir:

- Les résultats obtenus dans ses activités de stratégie,
- Les résultats obtenus dans sa pratique managériale dont son aptitude au dialogue social et celle relative à l'évaluation de ses adjoints ou collaborateurs directs.

## III - La grille d'évaluation liée aux résultats obtenus

Pour permettre une harmonisation des critères objectifs de la modulation de la part liée aux résultats sur l'ensemble du territoire, une grille type (page suivante) est proposée dont chaque directeur évalué doit avoir pris connaissance préalablement à l'entretien.

Le montant de la part liée aux résultats doit être en parfaite adéquation avec l'évaluation de l'année, en rappelant que toute baisse doit être justifiée par un rapport circonstancié et motivé remis au directeur concerné.

# FICHE 1 : DIRECTEURS D'HÔPITAL

| LES CHEFS D'ÉTABLISSEMENT | |
|---|---|
| **RÉSULTATS OBTENUS DANS SES ACTIVITÉS DE STRATÉGIE** | **50 %** |
| - Définition et évolution du projet d'établissement, en lien avec l'agence régionale de santé et en conformité avec le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens,<br>- Positionnement de l'établissement dans l'environnement territorial et pilotage de l'établissement en conformité avec les orientations nationales et territoriales (PRS, GHT, GCS, directions communes…),<br>- Conduite et évaluation de la mise en œuvre des orientations stratégiques définies dans le projet d'établissement et dans tous les projets qui le constituent,<br>- Définition de la politique financière de l'établissement,<br>- Définition des grands axes du contrat de pôle. | |

ANNEXE 2

| RÉSULTATS OBTENUS DANS SA PRATIQUE MANAGÉRIALE | 50 % |
|---|---|
| - Élaboration et gouvernance des projets de restructuration ou de coopération,<br>- Animation des réunions de concertation ou de négociation,<br>- Gestion en cas de conflits ou de crises liés aux projets de restructuration ou de coopération,<br>- Conduite générale de l'établissement : évaluation des collaborateurs directs, suivi du budget, promotion de la « bientraitance ». | |

| LES DIRECTEURS ADJOINTS | |
|---|---|
| **RÉSULTATS OBTENUS DANS SES ACTIVITÉS DE STRATÉGIE** | **50 %** |
| - Assistance et conseil au chef d'établissement sur les choix stratégiques,<br>- Contribution au projet d'établissement,<br>- Prise en charge de l'élaboration et du suivi d'une ou plusieurs composantes du projet d'établissement,<br>- Communication interne des projets pris en charge,<br>- Animation des instances internes ou externes. | |
| **RÉSULTATS OBTENUS DANS SA PRATIQUE MANAGÉRIALE** | **50 %** |
| - Animation et coordination d'activités et de projets ou de missions liées à la conduite du changement,<br>- Management des équipes, notamment d'encadrement,<br>- Pilotage des études et analyse des facteurs de risques et de succès des principaux projets,<br>- Organisation de la gestion participative du changement,<br>- Définition des plannings et des tableaux de bord ou des indicateurs de suivi. | |

**NB : Les directeurs généraux de CHR/CHU ne sont pas éligibles à la PFR.**

ANNEXE 2

# FICHE 2 : DIRECTEURS D'ÉTABLISSEMENTS SANITAIRES, SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX

| LES CHEFS D'ÉTABLISSEMENT | |
|---|---|
| **RÉSULTATS OBTENUS DANS SES ACTIVITÉS DE STRATÉGIE** | **50 %** |
| - Définition et évolution du projet d'établissement, en lien avec l'agence régionale de santé, les directions régionales et départementales chargées de la cohésion sociale ou les services du conseil départemental et les autres collectivités territoriales,<br>- Positionnement de l'établissement dans l'environnement territorial et pilotage de l'établissement en conformité avec les orientations nationales et territoriales (PRS, GHT, GCS, GCSMS, directions communes…),<br>- Conduite et évaluation de la mise en œuvre des orientations stratégiques définies dans le projet d'établissement et dans tous les projets qui le constituent,<br>- Définition de la politique financière de l'établissement,<br>- Définition et adaptation de l'organisation de l'établissement et des services en fonction des évolutions internes et externes. | |
| **RÉSULTATS OBTENUS DANS SA PRATIQUE MANAGÉRIALE** | **50 %** |
| - Élaboration et gouvernance des projets de restructuration ou de coopération,<br>- Animation des réunions de concertation ou de négociation,<br>- Gestion en cas de conflits ou de crises liés aux projets de restructuration ou de coopération,<br>- Conduite générale de l'établissement : évaluation des collaborateurs directs, suivi du budget, promotion de la « bientraitance ». | |

| LES DIRECTEURS ADJOINTS | |
|---|---|
| **RÉSULTATS OBTENUS DANS SES ACTIVITÉS DE STRATÉGIE** | **50 %** |
| - Assistance et conseil au chef d'établissement sur les choix stratégiques,<br>- Contribution au projet d'établissement,<br>- Prise en charge de l'élaboration et du suivi d'une ou plusieurs composantes du projet d'établissement,<br>- Communication interne des projets pris en charge,<br>- Animation des instances internes ou externes. | |

ANNEXE 2

| RÉSULTATS OBTENUS DANS SA PRATIQUE MANAGÉRIALE | 50 % |
|---|---|
| - Animation et coordination d'activités et de projets ou de missions liées à la conduite du changement,<br>- Management des équipes, notamment d'encadrement,<br>- Pilotage des études et analyse des facteurs de risques et de succès des principaux projets,<br>- Organisation de la gestion participative du changement,<br>- Définition des plannings et des tableaux de bord ou des indicateurs de suivi. | |

ANNEXE 2

# FICHE 3 : DIRECTEURS DES SOINS

Deux considérations sont à croiser avec les critères figurant dans la fiche d'évaluation au regard des fonctions (directeurs des soins en établissement, chargés d'une direction fonctionnelle ou en institut, conseiller pédagogique et/ou technique régional ou national), à savoir :

- Les résultats obtenus dans ses activités de stratégie,
- Les résultats obtenus dans sa pratique managériale.

## La grille d'évaluation liée aux résultats obtenus

Pour permettre une harmonisation des critères objectifs de la modulation de la part liée aux résultats sur l'ensemble du territoire, une grille type est proposée dont chaque directeur évalué doit avoir pris connaissance préalablement à l'entretien.

Le montant de la part liée aux résultats doit être en parfaite adéquation avec l'évaluation de l'année, en rappelant que toute baisse doit être justifiée par un rapport circonstancié et motivé remis au directeur concerné.

### Le directeur des soins en établissement

| RÉSULTATS OBTENUS DANS SES ACTIVITÉS DE STRATÉGIE | 50 % |
|---|---|
| - Assistance et conseils au chef d'établissement sur les choix stratégiques, notamment quant à la politique de soins en cohérence avec les besoins des territoires au sein du PRS,<br>- Contribution au projet d'établissement, notamment dans la définition du projet de soins en articulation avec le projet médical : élaboration, suivi, évaluation et communication interne,<br>- Contribution à la conception, à l'organisation et à l'évolution des structures et des activités de soins,<br>- Participation à la négociation des contrats de pôle,<br>- Animation de la CSIRMT,<br>- Développement des pratiques innovantes et de la recherche en soins. | |

ANNEXE 2

| RÉSULTATS OBTENUS DANS SA PRATIQUE MANAGÉRIALE | 50 % |
|---|---|
| - Animation et coordination d'activités et de projets ou de missions liées à la conduite du changement, notamment la mise en œuvre opérationnelle du projet de soins dans les pôles,<br>- Animation et coordination des activités des cadres soignants, médico-techniques et de rééducation, évaluation de leurs résultats,<br>- Conseil et accompagnement des chefs de pôle dans le respect des délégations de gestion,<br>- Pilotage des études et analyse des facteurs de risques et de succès des principaux projets,<br>- Organisation de la gestion participative du changement,<br>- Répartition des ressources en soins entre les pôles et la gestion des moyens de remplacement. | |

**Le directeur des soins chargé d'une direction fonctionnelle**

| RÉSULTATS OBTENUS DANS SES ACTIVITÉS DE STRATÉGIE | 50 % |
|---|---|
| - Assistance et conseils au chef d'établissement sur les choix stratégiques,<br>- Contribution au projet d'établissement,<br>- Prise en charge de l'élaboration et du suivi d'une ou plusieurs composantes du projet d'établissement,<br>- Communication interne des projets pris en charge,<br>- Animation des instances internes ou externes. | |
| **RÉSULTATS OBTENUS DANS SA PRATIQUE MANAGÉRIALE** | **50%** |
| - Animation et coordination d'activités et de projets ou de missions liées à la conduite du changement,<br>- Management des équipes, notamment d'encadrement,<br>- Pilotage des études et analyse des facteurs de risques et de succès des principaux projets,<br>- Organisation de la gestion participative du changement,<br>- Définition des plannings et des tableaux de bord ou des indicateurs de suivi. | |

ANNEXE 2

**Le directeur des soins en institut**

| **RÉSULTATS OBTENUS DANS SES ACTIVITÉS DE STRATÉGIE** | **50 %** |
|---|---|
| - Assistance et conseils au chef d'établissement sur les choix stratégiques, notamment quant à la politique de formation sanitaire et sociale, en cohérence avec le schéma régional des formations correspondantes,<br>- Participation au GCS-Institut de formation,<br>- Proposition du projet de(s) l'institut(s), en lien avec le projet de soins et le schéma régional des formations sanitaires et sociales : élaboration, suivi, évaluation et communication interne,<br>- Relation avec les partenaires extérieurs impliqués dans la politique de formation : ARS, DRETS, Universités et Conseil Régional (contribution au schéma régional, discussion budgétaire…),<br>- Communication et information des publics concernés sur les métiers et la formation. | |
| **RÉSULTATS OBTENUS DANS SA PRATIQUE MANAGÉRIALE** | **50 %** |
| - Organisation, fonctionnement et gestion de(s) institut(s) : organisation interne, gestion des ressources humaines et physiques, gestion budgétaire dans le cadre de sa délégation,<br>- Conception dans un cadre concerté, mise en œuvre, contrôle et évaluation du projet pédagogique,<br>- Animation de l'équipe pédagogique,<br>- Organisation et conduite du conseil pédagogique et /ou technique,<br>- Organisation et mise en œuvre des épreuves de sélection,<br>- Gestion des étudiants et de la vie étudiante : accueil, information, mise à disposition des ressources pédagogiques et de recherche, traitement des situations individuelles… | |

ANNEXE 2

**Le directeur des soins, conseiller technique**

| **RÉSULTATS OBTENUS DANS SES ACTIVITÉS DE STRATÉGIE - ARTICLE 7 DU DÉCRET N° 2002-550** | **100 %** |
|---|---|
| - Participation à l'élaboration et à la mise en place de la politique régionale de santé (notamment en matière d'organisation et de sécurité sanitaire et de conduite de programmes de santé correspondants),<br>- Animation et information des professionnels de santé,<br>- Diffusion des travaux et études relatifs aux activités sanitaires auprès des professionnels de santé. | |

**Le directeur des soins, conseiller pédagogique**

| **RÉSULTATS OBTENUS DANS SES ACTIVITÉS DE STRATÉGIE - ARTICLE 8 DU DÉCRET N° 2002-550** | **100 %** |
|---|---|
| - Participation à l'élaboration et à la mise en œuvre du schéma régional de formation,<br>- Participation à l'agrément des directeurs d'institut de formation,<br>- Participation à la détermination des quotas et des capacités d'accueil dans le cadre des autorisations des instituts et écoles publics et privés,<br>- Participation aux jurys, conseils techniques et pédagogiques, commissions spécialisées,<br>- Intervention dans le domaine de l'évaluation de la formation des professions paramédicales. | |

ANNEXE 3

# ÉVALUATION

NOM D'USAGE :
PRÉNOM :
MATRICULE :
ANNÉE D'ÉVALUATION :

**Consignes d'utilisation :** *ce document pdf est modifiable et doit être rempli comme un formulaire UNIQUEMENT AVEC ADOBE READER (outil gratuit téléchargeable en ligne) pour bénéficier de toutes les fonctionnalités. Il peut être transmis par email entre l'évalué et l'évaluateur, chacun pouvant alternativement le remplir et l'amender. La version finalisée, à transmettre au CNG par email, doit être la version numérique du pdf et non pas une version scannée du formulaire que vous auriez imprimé. Ceci est indispensable pour nous permettre de l'intégrer dans notre outil de gestion des Directeurs (SAGA) et permettre l'extraction des données contenues dans le document dans un objectif d'accompagnement des carrières et de gestion prévisionnelle des métiers et des compétences (GPMC).*

## Fiche A1: identités de l'évaluateur et de l'évalué

**DATE D'ENTRETIEN :**

**Corps de l'évalué :** Sélectionnez une valeur

### ÉVALUATEUR / ÉTABLISSEMENT

**Nom et prénom**

**Qualité**

**Adresse de messagerie secrétariat de direction**

**Numéro de téléphone**

**Nom de l'établissement**

**FINESS établissement**

**Ville**

**Région** Sélectionnez une valeur **Département**

### ÉVALUÉ

**Civilité :** Sélectionnez une valeur

**Nom d'usage** **Nom de naissance**

**Prénom**

**Date de naissance** **Âge**

**Lieu de naissance**

**Adresse de messagerie professionnelle individuelle**

ANNEXE 3

cng des compétences, des communautés, des carrières.

**ÉVALUATION**

NOM D'USAGE :
PRÉNOM :
MATRICULE :
ANNÉE D'ÉVALUATION **:**

# Fiche A2: Situation de l'évalué

## SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ÉVALUÉ

**POSITION ADMINISTRATIVE DE L'ÉVALUÉ**

Sélectionnez une valeur

si mise à disposition préciser à quelle hauteur : ____ %

si autres (préciser) ____

**INTITULÉ DE LA FONCTION OCCUPÉE** (selon l'organigramme)

____

(pour les directeurs adjoints, le libellé de la fonction est à indiquer en toutes lettres)

**DATE D'INSTALLATION DANS L'ETABLISSEMENT** ____

**DATE D'INSTALLATION DANS LA FONCTION** ____

**DATE D'ENTREE DANS LE CORPS** ____

**GRADE** ____ **ECHELON** ____ **CHEVRON** ____

## LOGEMENT ET PART FONCTIONS

**LOGEMENT :** ◯ Oui ◯ Non

**Si non logé :** Sélectionnez une valeur

Cotation de l'emploi :

| | |
|---|---|
| **Cotation du poste** | |
| **Variation 0,2** | |
| **Majoration intérim (*)** | |
| **Total** | |

* Vous pouvez vous reporter au décret n° 2018-255 du 9 avril 2018 relatif aux modalités d'indemnisation des périodes d'intérim et à l'indemnité de direction commune pour certains personnels de la fonction publique hospitalière.

ANNEXE 3

cng des compétences, des communautés, des carrières.

ÉVALUATION

NOM D'USAGE :
PRÉNOM :
MATRICULE :
ANNÉE D'ÉVALUATION :

# Fiche A3: descriptif du poste et contexte d'exercice

## DESCRIPTIF DU POSTE OCCUPÉ

**Position(s) de l'évalué dans l'organigramme**

- ☐ Chef d'établissement
- ☐ Directeur Général adjoint / adjoint au directeur
- ☐ Directeur adjoint placé sous l'autorité du chef d'établissement
- ☐ Directeur adjoint(e) placé sous l'autorité d'un directeur adjoint
- ☐ Coordonnateur général des activités de soins
- ☐ Directeur des soins assistant ou suppléant le coordonnateur général des activités de soins
- ☐ Directeur des activités de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ou directeur de l'une ou plusieurs de ces activités
- ☐ Coordonnateur général de plusieurs instituts de formation
- ☐ Directeur des soins assistant ou suppléant le coordonnateur général d'instituts de formation
- ☐ Directeur d'un institut préparant à une formation de profession de santé ou de cadre de santé
- ☐ Directeur des soins en charge d'une direction fonctionnelle (préciser) ____
- Directeur des soins chargé de mission ou d'études ou de la coordination d'études (préciser) ____
- ☐ Conseiller technique ou pédagogique, national ou régional
- ☐ Autre (préciser) ____

**Descriptif du poste, missions générales, principales activités**

ANNEXE 3

# ÉVALUATION

NOM D'USAGE :
PRÉNOM :
MATRICULE :
ANNÉE D'ÉVALUATION :

**Préciser à quel(s) métier(s) du Référentiel métiers et compétences vos fonctions se rapportent :**

- ☐ Chef/fe d'établissement / Directeur/rice général/e
- ☐ Directeur/rice Général/e Adjoint/e (CHU/CHR) ou adjoint/e au directeur (CH)
- ☐ Directeur/rice des Ressources Humaines
- ☐ Directeur/rice des Affaires Médicales
- ☐ Directeur/rice des Affaires Financières
- ☐ Directeur/rice des Achats et de la Logistique
- ☐ Directeur/rice des Services techniques, travaux, patrimoine, sécurité et sûreté, investissements et maintenance
- ☐ Directeur/rice référent de pôle(s) ou de filière(s)
- ☐ Directeur/rice des affaires générales et juridiques
- ☐ Directeur/rice de la qualité et de la gestion des risques
- ☐ Directeur/rice de la stratégie, des coopérations territoriales et/ou de la coordination du GHT
- ☐ Directeur/rice du système d'information
- ☐ Directeur/rice de la communication
- ☐ Directeur/rice des relations avec les usagers
- Coordonnateur/rice général/e des soins ou directeur/rice des soins en établissement(s)
- Coordonnateur/rice général/e d'instituts ou Directeur/rice des soins en institut(s)
- ☐ Conseiller/e pédagogique ou technique, national/e ou régional/e (Directeur/rice des Soins)
- ☐ Directeur/rice du développement durable
- ☐ Directeur/rice de la recherche clinique et de l'innovation
- ☐ Directeur/rice des opérations
- ☐ Directeur/rice de Groupement Hospitalier, d'établissement au sein d'une direction commune, ou de site

**Emploi fonctionnel** Oui Non

## CONTEXTE D'EXERCICE

**Appréciation du contexte d'exercice au cours de l'année de référence, le cas échéant en prenant en compte la dimension territoriale**

A remplir par l'évalué

A remplir par l'évaluateur

ANNEXE 3

des compétences, des communautés, des carrières.

ÉVALUATION

NOM D'USAGE :
PRÉNOM :
MATRICULE :
ANNÉE D'ÉVALUATION :

# Fiche B1: appréciation des compétences professionelles

**Appréciation des compétences:** *compétences détenues sur le poste actuellement occupé : sélectionnez le niveau retenu pour les 12 compétences à évaluation obligatoire et jusqu'à 6 compétences au choix complémentaires*

| Classes de compétence | Compétences à évaluer | Auto-évaluation par l'évalué | Appréciation de l'évaluateur |
|---|---|---|---|
| ***Compétences stratégiques de direction*** *d'un établissement ou d'une direction fonctionnelle* | **Définir, conduire et évaluer une stratégie, une politique** | | |
| | **Capacité à innover ou à accompagner l'innovation et le changement** | | |
| | **Assurer pleinement, directement ou par délégation, la responsabilité juridique et financière liée à la fonction** | | |
| | **Gestion des situations sanitaires exceptionnelles / gestion de crise** | | |
| ***Compétences opérationnelles de direction*** *d'un établissement ou d'une direction fonctionnelle* | **Animer la dynamique territoriale** | | |
| | **Argumenter, négocier et convaincre en favorisant une relation de confiance** | | |
| | **Planifier, gérer, coordonner et adapter les moyens mis à disposition (ressources financières, humaines, techniques…)** | | |
| | **Conduite de projet** | | |
| ***Savoir-être de direction*** *d'un établissement ou d'une direction fonctionnelle* | **Faire preuve de leadership (arbitrer, décider, communiquer, fédérer, animer)** | | |
| | **Capacité à prendre de la hauteur, à se projeter et anticiper** | | |
| | **S'exprimer aisément et avec clarté en public** | | |
| | **Intelligence des situations** | | |
| | **Capacité à travailler en équipe** | | |
| | **Sens de l'analyse et esprit de synthèse** | | |
| ***Compétences au choix*** | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

*** Pour « Exceptionnel », pas plus de 5 compétences concernées.**

**Définition des niveaux d'acquisition des compétences**

**Exceptionnel** = l'évalué dispose d'une compétence très avancée, allant au-delà de ce qui est requis pour le poste, qui le distingue nettement

**Maîtrisé** = l'évalué maîtrise la compétence à un niveau adéquat vis-à-vis des attendus du poste

**En voie d'acquisition** = l'évalué maîtrise partiellement la compétence et doit l'améliorer pour correspondre aux attentes du poste

**A développer** = l'évalué ne dispose pas encore de cette compétence nécessaire pour occuper son poste et doit commencer à la travailler

ANNEXE 3

cng des compétences, des communautés, des carrières.

ÉVALUATION

NOM D'USAGE :
PRÉNOM :
MATRICULE :
ANNÉE D'ÉVALUATION :

## Fiches 1 et B2: bilan annuel des résultats en fonction des objectifs fixés sur l'année n-1

| Objectifs (N-1) | Echéance | Niveau de réalisation | Commentaires |
|---|---|---|---|
| **Objectif 1** : | | | |
| **Objectif 2** : | | | |
| **Objectif 3** : | | | |
| **Objectif 4** : | | | |
| **Objectif 5** : | | | |

ANNEXE 3

# ÉVALUATION

NOM D'USAGE :
PRÉNOM :
MATRICULE :
ANNÉE D'ÉVALUATION **:**

Autres objectifs le cas échéant ou réalisations notables :

Observations de l'évalué sur les résultats pour les objectifs n-1 :

ANNEXE 3

**ÉVALUATION**

NOM D'USAGE :
PRÉNOM :
MATRICULE :
ANNÉE D'ÉVALUATION **:**

# Fiches B3 : appréciation générale sur la manière de servir

► **Pour les chefs d'établissement uniquement :**

**Avis du président du conseil de surveillance et/ou conseil d'administration ou de l'assemblée délibérante, sur la manière de servir :**

Date

Signature de l'évalué

*Dans la barre d'outils Actions rapides, sélectionnez*

ANNEXE 3

# ÉVALUATION

NOM D'USAGE :
PRÉNOM :
MATRICULE :
ANNÉE D'ÉVALUATION **:**

**► Pour tous (chefs, adjoints, directeurs des soins) :**

## APPRÉCIATION SUR LA MANIERE DE SERVIR (rempli par l'évaluateur)

**Aptitudes professionnelles démontrées et appréciations générales sur la manière de servir et la valeur professionnelle de l'agent :**

**Avis et observations de l'évaluateur sur la capacité à exercer des responsabilités supérieures :**

ANNEXE 3

des compétences, des communautés, des carrières.

ÉVALUATION

NOM D'USAGE :
PRÉNOM :
MATRICULE :
ANNÉE D'ÉVALUATION :

# Fiches B4 : Proposition du montant de la PR

## PROPOSITION DU MONTANT DE LA PART RESULTATS

**Il est rappelé que le montant de la nouvelle part résultats doit être communiqué à l'issue de l'entretien d'évaluation.**

| | |
|---|---|
| Rappel du montant de la part résultats (hors versement exceptionnel) au titre de l'année précédente | |

| | **Coefficient** |
|---|---|
| Rappel du coefficient de la part résultats (hors versement exceptionnel) au titre de l'année précédente | |
| Coefficient d'évolution de l'année en cours ***(si ligne précédente < 6)*** | |
| Coefficient total de la part résultats de l'année en cours (hors versement exceptionnel) | |

| | |
|---|---|
| Coefficient du versement exceptionnel versé (dans la limite de 1) | |

**Rappel** : **Le coefficient de la part résultats, y compris le versement exceptionnel, ne peut dépasser le plafond autorisé, fixé à 6.**

*En cas de diminution du coefficient total de la part résultats (montant total) OU en cas de versement exceptionnel (quel que soit le montant), un* ***rapport circonstancié doit être rédigé ci-dessous*** *ou envoyé en complément de l'évaluation :*

ANNEXE 3

des compétences, des communautés, des carrières.

**ÉVALUATION**

NOM D'USAGE :
PRÉNOM :
MATRICULE :
ANNÉE D'ÉVALUATION **:**

# Fiches B5 : Proposition d'inscription au tableau d'avancement à la hors classe

**Critères d'accès à la Hors Classe DH : cf. lignes directrices de gestion (site du CNG : cliquez ici)**
**Critères d'accès à la Hors Classe D3S : cf. lignes directrices de gestion (site du CNG : cliquez ici)**
**Critères d'accès à la Hors Classe DS : cf. lignes directrices de gestion (site du CNG : cliquez ici)**

## FICHE DE PROPOSITION D'INSCRIPTION AU TABLEAU D'AVANCEMENT À LA HORS CLASSE POUR L'ANNÉE À VENIR

### Proposition d'inscription au tableau d'avancement à la hors classe

* Sont « NON CONCERNÉS » les directeurs qui sont déjà en hors classe ou les directeurs de classe normale qui ne remplissent pas les conditions statutaires.

Mobilités effectuées par l'évalué(e) depuis l'accès dans le corps - NB : toute mobilité fonctionnelle doit faire l'objet d'un acte juridique transmis au CNG (uniquement pour le corps des directeurs d'hôpital) :

⚠ **Avis motivé impératif en vue de proposition ou de non-proposition :**

| | |
|---|---|
| Nom et prénom de l'évaluateur<br><br>Qualité<br>Date *Dans la barre d'outils Actions rapides, sélectionnez*<br>Signature : | Date<br><br>Signature de l'évalué<br>*Dans la barre d'outils Actions rapides, sélectionnez* |

ANNEXE 3

des compétences, des communautés, des carrières.

**ÉVALUATION**

NOM D'USAGE :
PRÉNOM :
MATRICULE :
ANNÉE D'ÉVALUATION **:**

## Fiches 2 : Fixation des objectifs pour l'année à venir

Veuillez remplir au moins 3 objectifs.

| Objectifs et actions prioritaires définis | Echéance | Résultats attendus ou livrables | Commentaires, critères, indicateurs |
|---|---|---|---|
| **Objectif 1** : | | | |
| **Objectif 2** : | | | |
| **Objectif 3** : | | | |
| **Objectif 4** : | | | |
| **Objectif 5** : | | | |

Autres objectifs le cas échéant :

Observations de l'évalué :

ANNEXE 3

des compétences, des communautés, des carrières.

**ÉVALUATION**

NOM D'USAGE :
PRÉNOM :
MATRICULE :
ANNÉE D'ÉVALUATION **:**

# Fiches C : perspectives de carrière et formation

**PERSPECTIVES D'EVOLUTION PROFESSIONNELLE, PROJET PROFESSIONNEL, MOBILITÉ (éléments communiqués à titre indicatif)**

► **Mobilité fonctionnelle** souhaitée à 2 ans : Sélectionnez une valeur

Si « oui » ou « peut-être », préciser : Directeur/trice général/e adjoint/e (CHU/CHR) ou adjoint/e au directeur (CH) ; Directeur/trice des Ressources Humaines ; Directeur/trice des Affaires Médicales ; Directeur/trice des Affaires Financières ; Directeur/trice des Achats et de la Logistique ; Directeur/trice des Services techniques, travaux, patrimoine, sécurité et sûreté, investissements et maintenance ; Directeur/trice référent de pôle(s) ou de filière(s) ; Directeur/trice des affaires générales et juridiques ; Directeur/trice de la qualité et de la gestion des risques ; Directeur/trice de la stratégie, des coopérations territoriales et/ou de la coordination du GHT ; Directeur/trice du système d'information ; Directeur/trice de la communication ; Directeur/trice des relations avec les usagers ; Coordonnateur/trice général/e des soins ou directeur/trice des soins en établissement(s) ; Coordonnateur/trice général/e d'instituts ou Directeur/trice des soins en institut(s) ; Conseiller/e pédagogique ou technique, national/e ou régional/e ; Directeur/trice du développement durable ; Directeur/trice de la recherche clinique et de l'innovation ; Directeur/trice des opérations ; Directeur/trice de Groupement Hospitalier, d'établissement au sein d'une direction commune, ou de site ;
Autre (preciser)

► **Mobilité géographique** souhaitée à 2 ans : Sélectionnez une valeur

*Si « oui » ou « peut-être », préciser* : ☐ Auvergne-Rhône-Alpes ; ☐ Bourgogne-Franche-Comté ; ☐ Bretagne ; ☐ Centre-Val de Loire ; ☐ Corse ; ☐ Grand Est ; ☐ Guadeloupe ; ☐ Guyane ; ☐ Hauts-de-France ; ☐ Île-de-France ; ☐ La Réunion ; ☐ Martinique ; ☐ Mayotte ; ☐ Normandie ; ☐ Nouvelle-Aquitaine ; ☐ Nouvelle Calédonie ; ☐ Occitanie ; ☐ Pays de la Loire ; ☐ Polynésie française ; ☐ Provence-Alpes-Côte d'Azur ; ☐ Saint-Martin Saint-Barthélemy ; ☐ Saint-Pierre-et-Miquelon ; ☐ Wallis-et-Futuna ; ☐ A l'étranger

► (Le cas échéant) Êtes-vous en fin de période (moins d'un an) sur votre **emploi fonctionnel** ?

OUI NON

► Pour votre prochain poste, souhaitez-vous dans les 2 ans exercer des fonctions de **chef/fe d'établissement** ?

*Si « oui » ou « peut-être »*, appréciation de l'évaluateur sur l'accès à une chefferie d'établissement :

► Envisagez-vous de demander un **détachement** dans les 2 années à venir ?
*Si « oui » ou « peut-être »*, à quelle échéance ?

► Envisagez-vous de demander une **mise à disposition** dans les 2 années à venir ?
*Si « oui » ou « peut-être »*, à quelle échéance ?

► Envisagez-vous de demander une **disponibilité** dans les 2 années à venir ?
*Si « oui » ou « peut-être »*, à quelle échéance ?

► Envisagez-vous de prendre votre **retraite** dans les 2 années à venir ?
*Si « oui » ou « peut-être »*, à quelle échéance ?

ANNEXE 3

# ÉVALUATION

NOM D'USAGE :
PRÉNOM :
MATRICULE :
ANNÉE D'ÉVALUATION :

## EXPERTISES A PORTER A LA CONNAISSANCE DU CNG

**Expertises**

Le cas échéant, domaines d'expertise de l'évalué à porter à la connaissance du CNG :
management de transition ; RH non médicales ; RH médicales ; finances ; achats ; travaux ; fonctions logistiques ; systèmes d'information ; qualité et gestion des risques ; juridique ; direction des opérations ; développement durable ; GHT / coopération / territoire ; formation ; médiation ; éthique/déontologie ; autre (préciser)

En lien avec ces domaines d'expertise, souhait de participer à des missions ponctuelles :

*Si « oui » ou « peut-être »*, préciser : en présentiel en télétravail

*Si « oui » ou « peut-être »*, préciser : quelques jours quelques semaines quelques mois

*Si « oui » ou « peut-être »*, préciser les régions : Auvergne-Rhône-Alpes ; Bourgogne-Franche-Comté ; Bretagne ; Centre-Val de Loire ; Corse ; Grand Est ; Guadeloupe ; Guyane ; Hauts-de-France ; Île-de-France ; La Réunion ; Martinique ; Mayotte ; Normandie ; Nouvelle-Aquitaine ; Nouvelle Calédonie ; Occitanie ; Pays de la Loire ; Polynésie Française ; Provences-Alpes-Côte d'Azur ; Saint-Martin Saint-Barthélemy ; Saint-Pierre-et-Miquelon ; Wallis-et-Futuna ; A l'étranger

## BESOINS DE FORMATION

**► Bilan des formations demandées à l'exercice précédent**

**Formation réalisées**

| Intitulé de la formation | Nombre d'heures |
|---|---|
| | |
| | |
| | |

Les formations réalisées peuvent-elles être valorisées dans des missions ponctuelles ?

**Formations demandées mais non réalisées**

| Intitulé de la formation | Nombre d'heures |
|---|---|
| | |
| | |
| | |

**► Souhaits de formation exprimés par l'évalué**

| **Formations demandées** | **Avis de l'évaluateur** |
|---|---|
| | |

ANNEXE 3

des compétences,
des communautés,
des carrières.

**ÉVALUATION**

NOM D'USAGE :
PRÉNOM :
MATRICULE :
ANNÉE D'ÉVALUATION **:**

## Notification du support et signature

**OBSERVATIONS ÉVENTUELLES DE L'INTÉRESSÉ**

**Information relative à la demande de révision du compte rendu d'évaluation**

1/ L'évalué dispose d'un délai de 15 jours, à compter de la notification du compte rendu de l'entretien, pour faire un recours auprès de la directrice générale du CNG. Le compte-rendu est considéré comme notifié à partir du moment où l'agent a formulé ses observations éventuelles et signé le compte-rendu dans un délai de 7 jours après la remise du support.

2/ Le CNG dispose d'un délai de 2 mois pour répondre à l'intéressé.

3/ Après la réponse du CNG : l'intéressé peut faire un recours auprès de la CAPN compétente sous réserve qu'il ait au préalable fait une demande de révision du compte-rendu de l'entretien auprès du CNG.

La CAPN doit être saisie sous 1 mois à compter de la date de notification de la réponse par le CNG.

ANNEXE 3

des compétences,
des communautés,
des carrières.

# ÉVALUATION

NOM D'USAGE :
PRÉNOM :
MATRICULE :
ANNÉE D'ÉVALUATION **:**

**La signature du support par les deux parties est impérative. La signature n'emporte pas l'accord sur le contenu mais signifie que le directeur évalué en a pris connaissance.**

Nom et prénom de **l'évaluateur**
Date de signature
Signature de l'évaluateur :

*Dans la barre d'outils Actions rapides, sélectionnez*

Date de remise du support à l'évalué

**En cochant cette case en tant qu'évaluateur, je prends connaissance que je bloque DEFINITIVEMENT le contenu de l'ensemble de l'évaluation à l'exception des champs de signature de l'évalué et de l'encadré « observations éventuelles de l'intéressé » de la page 15. Note : Veillez à enregistrer une copie du fichier avant de cocher cette case pour éviter de tout ressaisir en cas d'erreur ou de recours sur l'évaluation.**

Date de signature par **l'évalué**
Signature de l'évalué :

*Dans la barre d'outils Actions rapides, sélectionnez*

**En cochant cette case en tant qu'évalué, je prends connaissance que je bloque DEFINITIVEMENT le contenu de l'encadré « observations éventuelles de l'intéressé » ci-dessus, qui ne pourra plus être modifié, et que l'évaluation est terminée. Ceci n'emporte pas accord sur le contenu de l'évaluation. Note : Veillez à enregistrer une copie du fichier avant de cocher cette case pour éviter de tout ressaisir en cas d'erreur.**

ANNEXE 4

**MODELES DE DECISIONS DE LA PART FONCTIONS ET DE LA PART RESULTATS - ANNEE 2024 (*)**

Vu le décret n° 2012-749 modifié du 9 mai 2012 relatif à la prime de fonctions et de résultats des corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2018-255 du 9 avril 2018 relatif aux modalités d'indemnisation des périodes d'intérim et à l'indemnité de direction commune pour certains personnels de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2020-719 du 12 juin 2020 relatif aux conditions générales de l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'arrêté du 9 mai 2012 modifié le 9 octobre 2015 fixant les montants de référence de la prime de fonctions et de résultats applicables aux corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2018 fixant les montants de l'indemnisation des périodes d'intérim et de l'indemnité de direction commune pour certains personnels de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'instruction n° DGOS/RH4/DGCS/4B/2022/177 du 27 juin 2022 relative à la mise en œuvre de la prime de fonctions et de résultats pour les personnels des corps de direction de la fonction publique hospitalière.

**Objet : Décision d'attribution de la part fonctions de la PFR**

NOM-PRÉNOM :
CORPS :
GRADE :
FONCTION :

□ est attributaire d'un logement par nécessité absolue de service
□ est attributaire de l'indemnité compensatrice de logement
□ bénéficie de la cotation doublée. **Préciser le motif** :

La cotation de l'emploi occupé est fixée à :
La variation de +0,2 est attribuée en raison de :
La variation de + ../.. est attribuée en raison de l'exercice de l'intérim de direction de
……..
**(merci de joindre la décision de l'ARS)**

**La cotation totale de l'emploi occupé est fixée à** :

Soit un montant annuel de la part fonctions de :
ou un montant mensuel de :

La présente décision prend effet à compter du :

Elle peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'évaluateur ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans le délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le
Nom :
Qualité :

Cachet / signature

(*) La cotation de la part fonctions a vocation à rester stable tant que l'agent occupe les mêmes fonctions mais peut être modifiée en cours d'année en cas de changement de grade, ou en cas d'exercice de fonctions différentes ou d'intérim(s) qui conduit à l'évolution de la cotation de l'emploi occupé. Dans ce cas, une nouvelle notification devra être établie.

**MODÈLE DE DÉCISION D'ATTRIBUTION DE LA PART RÉSULTATS DE LA PFR**
**ANNÉE 2024**

Vu le décret n° 2012-749 modifié du 9 mai 2012 relatif à la prime de fonctions et de résultats des corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2020-719 du 12 juin 2020 relatif aux conditions générales de l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'arrêté du 9 mai 2012 modifié le 9 octobre 2015 fixant les montants de référence de la prime de fonctions et de résultats applicables aux corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'instruction n° DGOS/RH4/DGCS/4B/2022/177 du 27 juin 2022 relative à la mise en œuvre de la prime de fonctions et de résultats pour les personnels des corps de direction de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'évaluation 2024 de l'intéressé(e).

**Objet : Décision d'attribution de la part résultats de la PFR :**

NOM-PRÉNOM :
CORPS :
GRADE :
FONCTION :

Le coefficient total de la part résultats de l'année 2023 (hors complément exceptionnel) était de :

Le coefficient d'évolution attribué au titre de l'année 2024 (compris entre 0 et 1) est de :

Le coefficient total de la part résultats est fixé pour l'année 2024 à :

Considérant la charge particulière d'activité assurée en 2023 en sus des missions habituelles, telle qu'elle ressort du **rapport circonstancié et dûment motivé annexé à la présente décision**, il est attribué, pour l'année 2024, un versement exceptionnel dont le coefficient est fixé à :

Soit, un montant total de la part résultats de l'année 2024 :

La présente décision prend effet à compter du :

Elle peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'évaluateur ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans le délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le
Nom :
Qualité :

Cachet / signature

ANNEXE 5

# CALENDRIER ENTRETIEN D'EVALUATION

*Décret n° 2020-719 du 12 juin 2020*
*Arrêté du 1er septembre 2005 modifié*

| ETAPES DE L'ENTRETIEN D'EVALUATION - JOUR "J" | DELAIS |
|---|---|
| **Convocation à l'entretien d'évaluation et transmission des documents à l'évalué**<br><br>Pour les chefs d'établissement, avis du Président du Conseil de surveillance ou du conseil d'administration et transmission à l'évalué | **J-15** |
| Retour par l'évalué des documents à l'évaluateur | **J-7** |
| **Entretien d'évaluation - jour "J"**<br>**et information de l'évalué sur la PFR** | **Au plus tard le**<br>**31 octobre 2024** |
| Remise des documents signés par l'évaluateur à l'évalué | **J+15** |
| Retour **dans les 7 jours** des documents signés par l'évalué à l'évaluateur, complétés éventuellement de ses observations | **J+22** |
| Transmission de tous les supports d'évaluation au C.N.G. | **Au plus tard le**<br>**30 novembre 2024** |
| **Notification PFR à l'évalué**<br>**Copie au C.N.G.** | **J+1 mois** |

ANNEXE 6

| LIGNES DIRECTRICES DE GESTION RELATIVES AU TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE DE LA HORS CLASSE<br>**(loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique)** | cng des compétences, des communautés, des carrières. |
|---|---|

# TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE DE LA HORS CLASSE
## (Directeur d'hôpital)

| | |
|---|---|
| **Statut de la fiche** | Définitif - Avis CCN du 10 mars 2022 |
| **Entrée en vigueur** | Immédiate |
| **Objet** | Critères de sélection pour l'accès au grade de la hors classe |

**Cadre législatif et réglementaire**

- Code de la santé publique, notamment l'article L 6141-1
- Article L522-34 du code général de la fonction publique, relatif à l'avancement de grade dans la fonction publique hospitalière
- Article L413-7 du code général de la fonction publique, relatif aux lignes directrices de gestion dans la fonction publique hospitalière
- Article L132-10 du code général de la fonction publique, relatif à l'avancement équilibré entre les femmes et les hommes
- Décret n°88-976 du 13 octobre 1988 modifié, relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires hospitaliers, à l'intégration et à certaines modalités de mise à disposition
- Décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié, portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1° et 2°) de la loi n) 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière
- Décret n° 2020-719 du 12 juin 2020 relatif aux conditions générales de l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires de la fonction publique hospitalière
- Arrêté du 1er septembre 2005 relatif aux modalités d'évaluation des personnels de direction et des directeurs des soins des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière

ANNEXE 6

**Critères de sélection**

Les conditions d'éligibilité au grade de la hors classe sont régies par l'article 21 du décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié.

**A- Conditions d'ancienneté et d'échelon**

Peuvent être nommés au grade de la hors-classe les fonctionnaires du corps des personnels de direction, soumis aux dispositions du décret précité, appartenant à la classe normale, ayant atteint le 6e échelon de leur grade, justifiant de quatre années de services effectifs dans le corps ou dans un corps ou cadre d'emplois de niveau comparable, et inscrits au tableau d'avancement.

Pour les fonctionnaires accueillis par voie de détachement dans le corps des directeurs d'hôpital, en application de l'article 9 du décret n° 2005-921 susvisé, les services accomplis dans le corps d'origine sont assimilés à des services accomplis dans le corps d'accueil pour les avancements d'échelon et de grade.

➔ Ces conditions s'apprécient tout au long de l'année au titre de laquelle est établi le tableau d'avancement

Les périodes de disponibilité du directeur sont désormais prises en compte dans le calcul de l'ancienneté dans le corps ou cadre d'emplois.

Ainsi, le fonctionnaire conserve ses droits à avancement d'échelon ou de grade dans la limite de cinq ans, sous réserve d'exercer durant sa période de disponibilité une activité professionnelle, selon les conditions régies par l'article 36-1 du décret n° 88-976 précité.

La conservation de ces droits est subordonnée à la transmission annuelle par le fonctionnaire des pièces justifiant de l'exercice d'une activité professionnelle, et ce au plus tard le 31 mai de chaque année suivant le premier jour de son placement en disponibilité.

À défaut, le fonctionnaire ne peut prétendre au bénéfice de ses droits à l'avancement correspondant à la période concernée.

Ces nouvelles dispositions sont applicables aux mises en disponibilité et aux renouvellements de disponibilité prenant effet à compter du 7 septembre 2018.

**B- Conditions de mobilité**

**I – Cadre général** :

Peut seul être inscrit au tableau d'avancement à la hors classe le fonctionnaire ayant fait l'objet de changements d'affectation depuis son accès à la classe normale du corps.

Il doit ainsi justifier :

- soit de trois affectations géographiques dans une même région ;
- soit de deux affectations géographiques dans une même région et d'un changement d'affectation fonctionnelle (non concomitante avec la mobilité géographique) ;
- soit d'une mobilité interrégionale.

Le dernier changement d'affectation permettant de remplir le critère établi à l'article 21 du décret n° 2005-921 précité, doit être effectif au 31 décembre de l'année qui précède l'établissement du tableau d'avancement.

Le détachement et la mise à disposition dans la même région administrative, d'une durée supérieure à 1 an, et dont la quotité de travail est au moins égale à 50 %, sont considérés comme un changement d'établissement. Si ce détachement ou cette mise à disposition est accompli dans une autre région administrative, il est considéré comme une mobilité interrégionale.

Les périodes de disponibilité ayant donné lieu à une activité professionnelle peuvent être prises en compte au titre d'un changement d'affectation, soit au sens de l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986, soit au sens d'un changement de région administrative. La durée d'un an s'apprécie au 31 décembre de l'année qui précède l'établissement du tableau d'avancement.

Il est tenu compte de la délimitation des régions administratives antérieure à celle déterminée par le décret n° 2016-1689 du 8 décembre 2016 fixant le nom, la composition et le chef-lieu des circonscriptions administratives régionales.

Lors de sa constitution, les directeurs qui deviennent membres d'une direction commune sont considérés, au 1er janvier de l'année au titre de laquelle est établi le tableau d'avancement, comme ayant effectué une mobilité fonctionnelle. Cette disposition est également applicable en cas de fusion.

**II - Définition de la mobilité fonctionnelle** :

Le directeur adjoint exerce des responsabilités dans différents domaines fonctionnels, activités transversales ou directions de sites.

Une mobilité fonctionnelle se définit comme un changement de domaine de fonctions : soit, un changement de domaine fonctionnel est constaté (ex : passer des ressources humaines à la communication), soit un domaine fonctionnel est ajouté aux fonctions déjà exercées (ex : ajouter les affaires médicales aux ressources humaines) que l'on peut définir comme une extension significative d'activité.

**a) Les grands domaines fonctionnels pris en référence sont ceux répertoriés dans le référentiel métier :**

- Financiers (finances et contrôle de gestion)
- Ressources humaines et formation
- Affaires médicales et recherche
- Affaires économiques et logistiques
- Investissements et travaux
- Systèmes d'information
- Qualité et gestion des risques
- Communication et relations avec les usagers

Selon la dimension et l'organisation de l'établissement, d'autres domaines peuvent être identifiés ou d'autres appellations retenues qui recoupent plusieurs domaines fonctionnels (affaires juridiques, affaires générales, direction de la stratégie, coopérations territoriales, direction des parcours ou de la coordination des parcours, responsable des plateaux techniques, chargé des moyens opérationnels, chargé des fonctions supports, responsable de filière gériatrique…).
L'appréciation du périmètre s'effectuera en fonction de l'organigramme et de la taille de l'établissement. Les éléments décrivant le poste et les fonctions occupées consignées dans les supports d'évaluation seront aussi exploitées.

Par ailleurs, la modification significative du périmètre des responsabilités et fonctions dans le cadre d'un GHT est reconnue comme une mobilité fonctionnelle et en particulier :
- l'extension du périmètre fonctionnel d'un DH chargé d'une des fonctions mutualisées dans le GHT (SI, DIM, fonction achat, formation…) ;
- l'affectation à temps plein sur une autre fonction, mutualisée, d'animation ou de pilotage du GHT, dès lors qu'elle est inscrite dans la convention constitutive du GHT.

**b) Prise en compte des activités transversales ou de direction de site :**

Il convient de distinguer :

- la fonction de directeur adjoint délégué en lien avec les pôles (activité à temps plein).
- la fonction de directeur de projet (projets institutionnels ou d'envergure dans le cadre d'une mission à durée limitée) : activité complémentaire à une responsabilité fonctionnelle ou fonction assurée pour piloter et accompagner plusieurs projets de l'établissement. Elle doit s'apparenter à un autre projet et ne doit pas être dans son domaine fonctionnel.
- la fonction de directeur adjoint délégué de site ou d'établissement annexe ou d'un établissement au sein d'une direction commune (appréciation au vu de la fiche de poste).

**III - Cas particuliers :**

- Au cours d'une mise à disposition auprès d'un ministère, est reconnue comme une mobilité fonctionnelle, une nomination en qualité de chef de bureau au sein des administrations centrales des ministères.
- Les changements d'établissement au sein d'une direction commune, quand les établissements sont particulièrement éloignés, et dès lors que ce changement aboutit à l'affectation pleine et entière dans un établissement géographiquement distinct nécessitant un changement de résidence familiale, peuvent valoir mobilité géographique.

➔ Pour les mobilités effectuées dans le cadre d'une mise à disposition ou d'un détachement, la période d'un an requise est appréciée, sous réserve de sa réalisation, au cours de l'année au titre de laquelle le tableau d'avancement est établi.

**C- Le quota**

Conformément à l'article 21 du Décret n° 2005-921 susvisé, le nombre de fonctionnaires pouvant être promus à la hors classe chaque année est déterminé par application, au nombre des fonctionnaires promouvables sur l'ensemble du corps, d'un taux fixé par arrêté. Lorsque le nombre de promotions calculé en application de ce taux n'est pas un entier, la décimale est ajoutée au nombre calculé au titre de l'année suivante.

L'inscription au tableau d'avancement ne revêt pas un caractère automatique et est soumise à l'appréciation de l'autorité investie du pouvoir de nomination, cela même si le quota n'est pas atteint.

Il est tenu compte de la situation respective des femmes et des hommes dans le corps, cadre d'emplois et grade concernés. À ce titre, le tableau d'avancement précise la part respective des femmes et des hommes dans le vivier des directeurs promouvables et celle parmi les directeurs inscrits à ce tableau qui sont susceptibles d'être promus.
Ainsi, si le nombre de femmes au sein de la totalité des directeurs promouvables le permet (une fois la condition des changements d'affectation acquise), la proportion de femmes promues ne peut être inférieure à la proportion des femmes dans le grade de la classe normale.

Conformément à l'article 11 du décret n° 2020-719 du 12 juin 2020 précité, « *lorsque l'agent a atteint, depuis au moins trois ans au 31 décembre de l'année au titre de laquelle est établi le tableau d'avancement de grade, le dernier échelon du grade dont il est titulaire et lorsque la nomination à ce grade ne résulte pas d'un avancement de grade ou d'un accès à celui-ci par concours ou promotion internes, l'autorité compétente mentionnée à l'article 12 porte chaque année, en complément de l'appréciation générale sur la valeur professionnelle de l'intéressé, une appréciation particulière sur ses perspectives d'accès au grade supérieur* »
« *Ces dispositions sont applicables aux agents en position de détachement, aux agents intégrés à la suite d'un détachement ou directement intégrés, qui n'ont bénéficié, depuis leur nomination au sein de leur administration, établissement ou collectivité territoriale d'origine, d'aucune promotion ni par voie d'avancement ni par voie de concours ou de promotion internes.* »

Dans l'hypothèse d'un nombre de directeurs promouvables plus élevé que le quota fixé par arrêté, les critères complémentaires d'examen retenus, pour l'inscription au tableau d'avancement, sont les suivants :

1 - L'examen de la valeur professionnelle du directeur au travers de la proposition du supérieur hiérarchique sur la fiche B3 du support d'évaluation. Le nombre de propositions favorables consécutives dont a bénéficié un directeur est pris en considération comme un élément de régularité et de constance de la valeur professionnelle.

2 - L'examen de l'appréciation générale sur la manière de servir des trois dernières évaluations ; les appréciations retenues souligneront une dynamique de carrière permettant de constater le développement des compétences du directeur sur la période, au travers soit de la description d'un périmètre de missions élargies, soit d'une densité d'appréciation élevée du chef d'établissement, soit d'une évaluation en constante évolution sur la période.

Les appréciations des personnes proposées au travers de la fiche B3 et de l'appréciation générale sur la manière de servir, seront classées en trois catégories : excellentes, très bonnes, bonnes. Seront en priorité prises en compte les évaluations relevant de la première catégorie.

Ce premier tri sera complété par le critère ci-après :

3 - L'examen du contexte d'exercice (Outre-Mer, administration provisoire, contexte d'exercice particulier ou difficile) et du niveau de responsabilités exercées (chef d'établissement, adjoint au directeur, directeur de site, intérim de chefferie ou de direction fonctionnelle pour une durée significative, exercice territorial élargi), sur les trois dernières évaluations ; les éléments décrits permettront de valoriser les directeurs évoluant dans ces contextes et/ou ayant ce type de responsabilité.

Si après examen de ces critères, le nombre de directeurs demeure supérieur au quota, l'ancienneté pourra entrer en ligne de compte, à égalité de mérite (cf. arrêt CAA Paris, 14/05/2019, N° 18PA00294).

**D- Méthodes d'examen des dossiers**

Le CNG identifie les directeurs éligibles, en termes de grade et d'échelon, au tableau d'avancement à la hors classe. Les conditions de mobilité sont ensuite étudiées individuellement à partir du dossier administratif (évaluations, PV d'installation, organigrammes, délégations de signature attestant de l'ampleur des responsabilités confiées, etc…).

À la réception de l'évaluation annuelle, le CNG vérifie que le directeur est proposé ou non proposé au tableau d'avancement et que la proposition ou le refus de proposition est motivé.

Un tableau récapitulatif de l'ensemble des éléments précisés ci-dessus est établi. Il est transmis aux organisations syndicales, accompagné des fiches de synthèse des directeurs remplissant les conditions. Il est suivi d'une réunion de travail conjointe.

Après l'étude des situations individuelles, un tableau des directeurs promus, en fonction du quota et des critères précités, est établi et transmis aux organisations syndicales représentatives au CCN.

**Diffusion et publication**

Un arrêté collectif est publié au bulletin officiel et diffusé sur le site internet du CNG.

Cette publication sur le site internet du CNG est précédée au moins 8 jours à l'avance de sa transmission aux organisations syndicales, laquelle se fait à titre confidentiel et ne peut donner lieu à une communication publique avant la diffusion sur le site du CNG.

Les arrêtés nominatifs sont envoyés aux directeurs et établissements concernés.

ANNEXE 6

# LIGNES DIRECTRICES DE GESTION

**(loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique)**

# TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE DE LA HORS CLASSE

**(Directeur d'établissement sanitaire, social et médico-social)**

| | |
|---|---|
| **Statut de la fiche** | Définitif – avis CCN du 17/11/2020 |
| **Version n°** | 1 |
| **Entrée en vigueur** | Immédiate |
| **Objet** | Critères de sélection pour l'accès à la hors classe |

**Cadre législatif et réglementaire**

- Code de la santé publique, notamment l'article L6141-1
- Code de l'action sociale et des familles
- Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- Article 26 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière :
  *« Dans chaque établissement mentionné à l'article 2, des lignes directrices de gestion sont arrêtées par l'autorité investie du pouvoir de nomination, après avis du comité social d'établissement. Pour les corps et emplois des personnels de direction et des directeurs des soins, elles sont arrêtées par le directeur général du Centre national de gestion après avis du comité consultatif national. Les lignes directrices de gestion déterminent la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines dans chaque établissement, notamment en matière de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. Les lignes directrices de gestion fixent les orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours, sans préjudice du pouvoir d'appréciation de l'autorité investie du pouvoir de nomination en fonction des situations individuelles, des circonstances ou d'un motif d'intérêt général. L'autorité communique ces lignes directrices de gestion aux agents. »*
- Décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 modifié, relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires hospitaliers, à l'intégration et à certaines modalités de mise à disposition
- Décret n° 2007-1930 du 26 décembre 2007 modifié, portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière
- Décret n° 2007-1939 du 26 décembre 2007 modifié relatif au classement indiciaire applicable au corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière
- Décret n° 2020-719 du 12 juin 2020 relatif aux conditions générales de l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires de la fonction publique hospitalière
- Arrêté du 1er septembre 2005 relatif aux modalités d'évaluation des personnels de direction et des directeurs des soins des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière
- Arrêté interministériel du 26 décembre 2007 modifié relatif à l'échelonnement indiciaire applicable au corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière

ANNEXE 6

**Critères de sélection**

Les conditions d'ancienneté et de mobilité requises pour bénéficier d'un avancement de grade (hors classe) sont régies par l'article 22 du décret n° 2007-1930 du 26 décembre 2007 modifié.

**A- Conditions d'ancienneté et d'échelon**

Peuvent être nommés au grade de la hors-classe les membres du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux appartenant à la classe normale ayant atteint le 5è échelon de leur grade, justifiant de cinq années de services effectifs dans le corps ou dans un corps ou cadre d'emplois de niveau comparable, et inscrits au tableau d'avancement.

Pour les fonctionnaires accueillis par voie de détachement dans le corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux, en application de l'article 9 du décret n° 2007-1930 du 26 décembre 2007 modifié, les services accomplis dans le corps d'origine sont assimilés à des services accomplis dans le corps d'accueil pour les avancements d'échelon et de grade.

⇨ Ces conditions s'apprécient tout au long de l'année au titre de laquelle est établi le tableau d'avancement.

Les périodes de disponibilité de l'agent sont désormais prises en compte dans le calcul de l'ancienneté dans le corps ou cadre d'emplois.
Le fonctionnaire conserve ses droits à avancement d'échelon ou de grade dans la limite de cinq ans, sous réserve d'exercer durant sa période de disponibilité une activité professionnelle, selon les conditions régies par l'article 36-1 du décret n° 88-976 précité.

La conservation de ces droits est subordonnée à la transmission annuelle par le fonctionnaire des pièces justifiant de l'exercice d'une activité professionnelle, et ce au plus tard le 31 mai de chaque année suivant le premier jour de son placement en disponibilité.
À défaut, le fonctionnaire ne peut prétendre au bénéfice de ses droits à l'avancement correspondant à la période concernée.
Ces nouvelles dispositions sont applicables aux mises en disponibilité et aux renouvellements de disponibilité prenant effet à compter du 7 septembre 2018.

**B- Conditions de mobilité**

Peut seul être inscrit au tableau d'avancement le fonctionnaire ayant exercé, depuis son accès à la classe normale, dans au moins deux établissements au sens de l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée.

Il doit ainsi justifier :
- soit d'une mobilité géographique ;
- soit d'assurer ou d'être membre, lors de sa constitution, d'une direction commune ;
- soit d'être membre d'un des établissements qui font l'objet d'une fusion ;
  Dans ces deux cas, il est considéré, au 1er janvier de l'année au titre de laquelle est établi le tableau d'avancement, comme ayant effectué une mobilité.
  Pour l'application de cette disposition, la nomination du ou des directeur(s) relevant de la direction commune ou de la fusion, devra avoir été actée par un arrêté du directeur général du Centre National de Gestion, avant la constitution du tableau d'avancement.

Le détachement et la mise à disposition, d'une durée supérieure à un an et dont la quotité de travail est au moins égale à 50 %, sont considérés comme un changement d'établissement.

Les périodes de disponibilité ayant donné lieu à une activité professionnelle peuvent être prises en compte au titre d'un changement d'affectation.

➔ Les conditions de mobilité s'apprécient au 31 décembre de l'année précédant l'établissement du tableau d'avancement.

**C- Méthode d'examen des dossiers**

Le CNG identifie les directeurs éligibles, en termes de grade et d'échelon, au tableau d'avancement à la hors classe. Les conditions de mobilité sont ensuite étudiées individuellement à partir du dossier administratif (évaluations, PV d'installation, organigrammes, etc…).
À la réception de l'évaluation annuelle, le CNG vérifie que l'agent est proposé ou non proposé au tableau d'avancement (fiche B3 du support d'évaluation). Pour les directeurs non proposés, un rapport circonstancié est demandé à l'évaluateur.

L'ensemble de ces informations est répertorié dans un tableau Excel.
Celui-ci est transmis aux organisations syndicales en vue d'une réunion de travail conjointe.

À partir du 1er janvier 2021, en vertu de l'article 21 de la loi n° 86-33 dans sa rédaction issue de la loi n° 2019-828, en cas de refus d'avancement de grade, les directeurs peuvent choisir un représentant désigné par l'organisation syndicale représentative de leur choix pour les assister dans l'exercice des recours administratifs.

**Diffusion et publication**

Les fonctionnaires répondant aux conditions ci-dessus, sont inscrits au tableau d'avancement, et ce avant le 31 décembre de l'année N pour le tableau d'avancement de l'année N+1.
Un arrêté collectif est publié au bulletin officiel et diffusé sur le site internet du CNG. Les arrêtés nominatifs sont envoyés aux agents et établissements concernés.

Les situations non connues à la date de la validation de la liste des directeurs inscrits au tableau d'avancement font l'objet d'un tableau d'avancement complémentaire qui est étudié selon la même procédure que le tableau d'avancement principal. Ce tableau complémentaire est établi courant du premier trimestre de l'année N+1.

ANNEXE 6

# LIGNES DIRECTRICES DE GESTION

**(loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique)**

# TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE DE LA HORS CLASSE

**(Directeur des soins)**

| | |
|---|---|
| **Statut de la fiche** | Définitif – avis CCN du 17/11/2020 |
| **Version n°** | 1 |
| **Entrée en vigueur** | Immédiate |
| **Objet** | Critères de sélection pour l'accès au grade de la hors classe |

## Cadre législatif et réglementaire

- Code de la santé publique notamment l'article L6141-1
- Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
- Article 26 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 relative à la fonction publique hospitalière :

« *Dans chaque établissement mentionné à l'article 2, des lignes directrices de gestion sont arrêtées par l'autorité investie du pouvoir de nomination, après avis du comité social d'établissement. Pour les corps et emplois des personnels de direction et des directeurs des soins, elles sont arrêtées par le directeur général du Centre national de gestion après avis du comité consultatif national. Les lignes directrices de gestion déterminent la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines dans chaque établissement, notamment en matière de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. Les lignes directrices de gestion fixent les orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours, sans préjudice du pouvoir d'appréciation de l'autorité investie du pouvoir de nomination en fonction des situations individuelles, des circonstances ou d'un motif d'intérêt général. L'autorité communique ces lignes directrices de gestion aux agents.* »

- Décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 modifié, relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires hospitaliers, à l'intégration et à certaines modalités de mise à disposition
- Décret n° 2002-550 du 19 avril 2002 modifié portant statut particulier du corps des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière
- Décret n° 2014-9 du 7 janvier 2014 relatif au classement indiciaire des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière et aux emplois fonctionnels de directeur des soins de certains établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière
- Décret n° 2020-719 du 12 juin 2020 relatif aux conditions générales de l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires de la fonction publique hospitalière
- Arrêté du 1er septembre 2005 relatif aux modalités d'évaluation des personnels de direction et des directeurs des soins des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière
- Arrêté du 7 janvier 2014 relatif à l'échelonnement indiciaire de directeur des soins de la fonction publique hospitalière et à l'échelonnement indiciaire des emplois fonctionnels de directeur des soins de certains établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière

## Critères de sélection

Les conditions d'éligibilité au grade de la hors classe sont stipulées à l'article 19 du décret n° 2002-550 du 19 avril 2002 modifié.

ANNEXE 6

**A – Conditions d'ancienneté et d'échelon**

Peuvent être nommés au grade de la hors classe les fonctionnaires du corps des directeurs des soins, soumis aux dispositions du décret précité, appartenant à la classe normale, ayant atteint le 4ème échelon du grade de la classe normale et comptant au moins quatre années de services effectifs dans ce grade (l'année de formation à l'École nationale des hautes études en santé publique est prise en compte dans l'ancienneté pour l'avancement de grade).

➔ Ces conditions s'apprécient tout au long de l'année au titre de laquelle est établi le tableau d'avancement.

Les périodes de disponibilité de l'agent sont désormais prises en compte dans le calcul de l'ancienneté dans le corps ou cadre d'emplois.

Ainsi, le fonctionnaire conserve ses droits à avancement d'échelon ou de grade dans la limite de cinq ans, sous réserve d'exercer durant sa période de disponibilité une activité professionnelle, selon les conditions régies par l'article 36-1 du décret n° 88-976.

La conservation de ces droits est subordonnée à la transmission annuelle par le fonctionnaire des pièces justifiant de l'exercice d'une activité professionnelle, et ce au plus tard le 31 mai de chaque année suivant le premier jour de son placement en disponibilité.

À défaut, le fonctionnaire ne peut prétendre au bénéfice de ses droits à l'avancement correspondant à la période concernée.

Ces nouvelles dispositions sont applicables aux mises en disponibilité et aux renouvellements de disponibilité prenant effet à compter du 7 septembre 2018.

**B – Conditions de mobilité**

L'agent doit également avoir accompli au moins une mobilité depuis sa nomination dans le corps des directeurs des soins ou dans celui de cadre de santé ou de cadre de santé paramédical :

<u>Soit au titre d'un changement d'établissement au sens de l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée</u>

Les périodes accomplies, soit en situation de mise à disposition, soit en position de détachement ou de disponibilité, d'une quotité au moins égale à 50 %, sont considérées comme un changement d'établissement lorsqu'elles ont donné lieu à l'exercice d'une activité professionnelle correspondant aux missions des directeurs des soins mentionnées à l'article 3 du décret n° 2002-550 modifié.

<u>Soit au titre de la mobilité fonctionnelle :</u>

Dans le corps des directeurs des soins, la mobilité fonctionnelle doit être accomplie entre les fonctions mentionnées à l'article 3 du décret n° 2002-550 du 19 avril 2002 modifié à l'exception de celles consistant en des missions, études ou coordination d'études soit :

- la coordination générale des activités de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ou de la direction des activités de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ou de la direction de l'une ou plusieurs de ces activités,
- la direction d'un institut de formation préparant aux professions paramédicales, de la direction d'un institut de formation de cadres de santé ou de la coordination générale de plusieurs instituts de formation, dans les conditions fixées par voie réglementaire,
- assister ou suppléer le coordonnateur général des soins ou le coordonnateur général d'instituts de formation,
- une direction fonctionnelle.

Au sein des corps de cadres de santé et de cadres de santé paramédicaux, la mobilité fonctionnelle doit avoir respectivement été accomplie entre les fonctions mentionnées au 1° et au 3° des articles 4 et 5 du décret du 31 décembre 2001 soit :

Cadre de santé

- des fonctions correspondant à leur qualification et consistant à encadrer des équipes dans les pôles d'activité clinique ou médico-technique des établissements et leurs structures internes,
- des fonctions d'encadrement correspondant à leur qualification dans les instituts de formation et écoles relevant d'établissements publics de santé qui préparent aux différentes branches des professions infirmières, de rééducation et médico-techniques. Dans ce cas, ils prennent part en qualité de formateur à l'enseignement théorique et pratique et à la formation des élèves et étudiants. Ils prennent part, le cas échéant, aux jurys constitués dans le cadre du fonctionnement des instituts ou écoles.

Cadre de santé supérieur

- des fonctions correspondant à leur qualification et consistant à encadrer les cadres des équipes des pôles d'activité clinique et médico-technique des établissements,
- des fonctions d'encadrement correspondant à leur qualification, dans les instituts de formation et écoles relevant d'établissements publics de santé qui préparent aux différentes branches des professions infirmières, de rééducation et médico-techniques ou au diplôme de cadre de santé lorsque les instituts de formation des cadres de santé sont agréés pour leur qualification d'origine. Dans ce cas, ils prennent part en qualité de formateur à l'enseignement théorique et pratique et à la formation des élèves et étudiants. Ils prennent part, le cas échéant, aux jurys constitués dans le cadre du fonctionnement des instituts ou écoles
-

ou entre les fonctions mentionnées au 1° et au 3° des articles 3 et 4 du décret du 26 décembre 2012 soit :

Cadre de santé paramédical

- des fonctions correspondant à leur qualification et consistant à encadrer des équipes dans les pôles d'activité clinique et médico-technique des établissements et leurs structures internes,
- des fonctions d'encadrement correspondant à leur qualification, dans les instituts de formation et écoles relevant d'établissements publics de santé qui préparent aux différentes branches des professions infirmières, de rééducation et médico-techniques. Dans ce cas, ils prennent part en qualité de formateur à l'enseignement théorique et pratique et à la formation des élèves et étudiants. Ils prennent part, le cas échéant, aux jurys constitués dans le cadre du fonctionnement des instituts ou écoles.

Cadre supérieur de santé paramédical

- des fonctions correspondant à leur qualification et consistant à encadrer les cadres des équipes des pôles d'activité clinique et médico-technique des établissements,
- des fonctions d'encadrement correspondant à leur qualification, dans les instituts de formation et écoles relevant d'établissements publics de santé qui préparent aux différentes branches des professions infirmières, de rééducation et médico-techniques ou au diplôme de cadre de santé lorsque les instituts de formation des cadres de santé sont autorisés pour leur qualification d'origine. Dans ce cas, ils prennent part en qualité de formateur à l'enseignement théorique et pratique et à la formation des élèves et étudiants. Ils prennent part, le cas échéant, aux jurys constitués dans le cadre du fonctionnement des instituts ou écoles.

Les directeurs des soins qui sont membres, lors de sa constitution, d'une direction commune sont considérés comme ayant effectué une mobilité fonctionnelle. Cette mobilité est attestée par le directeur d'un des établissements faisant l'objet de la direction commune. Cette disposition s'applique également aux directeurs des soins affectés dans un établissement faisant l'objet d'une fusion avec un autre établissement mentionné à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986.

➔ Les conditions de mobilité s'apprécient au 31 décembre de l'année précédant l'établissement du tableau d'avancement.

ANNEXE 6

**C – Méthodes d'examen des dossiers**

Le CNG identifie les directeurs des soins éligibles, en termes de grade et d'échelon, au tableau d'avancement à la hors classe.
Les conditions de mobilité sont ensuite étudiées individuellement à partir du dossier administratif (évaluations, PV d'installation, organigrammes, carrières antérieures, etc…).
À la réception de l'évaluation annuelle, le CNG vérifie que l'agent est proposé ou non proposé au tableau d'avancement (fiche B3 du support d'évaluation). Pour les directeurs non proposés, un rapport circonstancié est demandé à l'évaluateur.
L'ensemble de ces informations est répertorié dans un tableau Excel.

Celui-ci est transmis aux organisations syndicales en vue d'une réunion de travail conjointe.

À partir du 1er janvier 2021, en vertu de l'article 21 de la loi n° 86-33 dans sa rédaction issue de la loi n° 2019-828, en cas de refus d'avancement de grade, les directeurs peuvent choisir un représentant désigné par l'organisation syndicale représentative de leur choix pour les assister dans l'exercice des recours administratifs.

**Diffusion et publication**

Les fonctionnaires répondant aux conditions ci-dessus, sont inscrits au tableau d'avancement, et ce avant le 31 décembre de l'année N pour le tableau d'avancement de l'année N+1.
Un arrêté collectif est publié au bulletin officiel et diffusé sur le site internet du CNG. Les arrêtés nominatifs sont envoyés aux agents et établissements concernés.

Les situations non connues à la date de la validation de la liste des directeurs des soins inscrits au tableau d'avancement font l'objet d'un tableau d'avancement complémentaire qui est étudié selon la même procédure que le tableau d'avancement principal. Ce tableau complémentaire est établi courant du 1er trimestre de l'année N+1.

Ministère du travail, de la santé et des solidarités

**Arrêté du 21 juin 2024 relatif à la commission paritaire de pilotage et de suivi prévu par les articles 28 et 29 du décret n° 2022-633 du 22 avril 2022 relatif à la protection sociale complémentaire en matière de couverture des frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident dans la fonction publique de l'État**

NOR : TSSR2430296A

La ministre du travail, de la santé et des solidarités,

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L. 221-3 ;

Vu le décret n° 2022-633 du 22 avril 2022 relatif à la protection sociale complémentaire en matière de couverture des frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident dans la fonction publique de l'État, notamment ses articles 28 et 29,

Arrête :

Article 1er

La commission paritaire de pilotage et de suivi (CPPS) mentionnée aux articles 28 et 29 du décret n° 2022-633 du 22 avril 2022 susvisé est composée :

1° d'un collège de représentants de l'employeur constitué de huit représentants désignés par les autorités administratives compétentes ; le président de la CPPS est membre de ce collège ;

- La directrice des ressources humaines des ministères chargés des affaires sociales ou son représentant ;
- La cheffe du Service des politiques sociales et des parcours de la Direction des ressources humaines ou son représentant ;
- La cheffe du Service du pilotage et de la gestion des ressources humaines de la Direction des ressources humaines ou son représentant ;
- La cheffe de projet PSC auprès de la directrice des ressources humaines ou son représentant ;
- La sous-directrice des achats et du développement durable de la Direction des finances, des achats et des services ou son représentant ;
- L'adjoint à la cheffe du Service des ressources humaines de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France ou son représentant ;
- Le directeur des ressources humaines de l'établissement public de la Haute Autorité de santé ou son représentant ;
- Le chef du Pôle modernisation de l'action publique du Secrétariat général des ministères chargés des affaires sociales ou son représentant.

2° D'un collège de représentants des organisations syndicales listés ci-dessous, constitué d'un représentant titulaire et de deux représentants suppléants désignés par chacune des organisations syndicales représentatives siégeant à l'un ou l'autre des comités sociaux d'administration placés auprès du ministre chargé du travail, de la santé et des solidarités.

| | | | |
|---|---|---|---|
| CFDT INTERCO | ESPINOSA-BARRY | Mauricio | Titulaire |
| | HENLEE | Sonia | Suppléante |
| | LE MEUR | Tania | Suppléante |
| CFDT Travail | MARCINKIEWICZ | Matthieu | Titulaire |
| | DARMALINGON | Charly | Suppléant |
| | PAYEMENT | Ludovic | Suppléant |
| UFSE CGT | TASSO | Nicolas | Titulaire |
| | SZKLARZ | Boris | Suppléant |
| | ORTIC | Laurent | Suppléant |
| Liste commune : CGT - Solidaires FP - FSU SNUTEFE | FASSO MONALDI | Louise | Titulaire |
| | AKNIN | Sarah | Suppléante |
| | DEJEUX | Lucas | Suppléant |
| FO Santé | HAMZA | Rose-Marie | Titulaire |
| | KADRI | Nassera | Suppléante |
| | MALINGREY | Sylvie | Suppléante |
| FO TEFP | HOSEJKA | Vadim | Titulaire |
| | LAMAISON | Pierre | Suppléant |
| | LEFRANCOIS | Laurent | Suppléant |
| UNSA Santé cohésion sociale | DE CHABOT | Anne-Gaëlle | Titulaire |
| | OLMOS | Alain | Suppléant |
| | LEPRETRE | Pascal | Suppléant |
| UNSA-ITEFA | OCTEAU | Maritie | Titulaire |
| | CARLIER | Laurence | Suppléante |
| | ALATERRE | Michaël | Suppléant |

Article 2

En dehors de l'expert indépendant compétent en matière d'actuariat mentionné par le décret n° 2022-633 du 22 avril 2022 susvisé, la commission peut se faire assister, lorsque les sujets inscrits à son ordre du jour le requièrent, de toute personne qualifiée désignée par son président.

Article 3

La directrice des ressources humaines des ministères chargés des affaires sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel Santé - Protection sociale - Solidarité et au Bulletin officiel Travail - Emploi - Formation professionnelle.

Fait le 21 juin 2024.

Pour la ministre et par délégation :
La secrétaire générale des ministères
chargés des affaires sociales, par intérim,
Sophie LEBRET

Ministère du travail, de la santé et des solidarités

**Arrêté du 21 juin 2024 modifiant l'arrêté du 5 mars 2024 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire**

NOR : TSSZ2430293A

La ministre du travail, de la santé et des solidarités,

Vu l'article 119 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1432-3 et D. 1432-15 à D. 1432-17 ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2024 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire,

Arrête :

Article 1er

Sont membres du conseil d'administration de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire :

1. Au titre du I.-2° a) de l'article D. 1432-15, membres des conseils ou conseils d'administration des organismes locaux d'assurance maladie :

   - Aurore HERLEDANT, titulaire et Pierrick BARON, suppléant, désignés par la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC).

2. Au titre du I.-3° de l'article D. 1432-15, représentants des collectivités territoriales :

   - Thierry RICHARDEAU, titulaire, et Joël BALANDRAUD, suppléant, désignés par l'association des maires de France (AMF).

3. Au titre du I.-4° a) de l'article D. 1432-15, représentants d'associations de patients désignés par le collège de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie réunissant les associations œuvrant dans les domaines de compétences de l'agence régionale de santé :

   - Katy HERNIOTTE, 2nde suppléante.

Article 2

Participent au conseil d'administration avec voix consultative, au titre de l'article L. 1432-11 du code de la santé publique, représentants du personnel, élus par leurs pairs au sein du Comité d'agence et des conditions de travail prévu :

- Vanessa OUADI, suppléante ;
- Cathy AUGER-DUBOIS, suppléante (en remplacement de Juliette DANIEL).

Article 3

La secrétaire générale des ministères chargés des affaires sociales, par intérim, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel Santé - Protection sociale - Solidarité.

Fait le 21 juin 2024.

Pour la ministre et par délégation :
Le chef de service du Pôle santé ARS,
Yann DEBOS

Ministère du travail, de la santé et des solidarités

**Convention du 24 juin 2024 portant délégation de gestion relative à la représentation du ministère chargé de la santé et au secrétariat de certaines instances**

NOR : TSSZ2430300X

La présente convention est conclue dans le cadre du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État,

Entre :

La Direction générale de la santé, représentée par la directrice générale adjointe de la santé, également désignée « DGS » ou « le délégant », d'une part,

Et

La Direction des affaires juridiques, représentée par la directrice des affaires juridiques, également désignée « DAJ » ou « le délégataire », d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

La Direction des affaires juridiques, qui centralise, depuis sa réorganisation, les fonctions juridiques des ministères sociaux, s'est vu transférer des missions et les agents correspondant, en application du décret n° 2021-307 et de l'arrêté du 23 mars 2021 relatifs à la fonction juridique des ministères sociaux, qui sont entrés en vigueur le 1er mai 2021.

Les agents affectés à la DAJ dans le cadre de cette réorganisation exerçaient notamment des missions de représentation du ministre et des fonctions de secrétariat pour certaines d'entre-elles. Or les textes applicables à celles-ci prévoient qu'il appartient en principe à la Direction générale de la santé de représenter le ministre ou d'assurer le secrétariat de ces instances.

Il est donc nécessaire de prévoir par la présente convention que les agents relevant désormais de la DAJ exercent ces missions pour le compte de la DGS, qui en délègue la gestion à la DAJ.

Article 1er

Le directeur général de la santé délègue à la directrice des affaires juridiques la mission de secrétariat de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique instituée par l'article L. 1114-1 du Code de la santé publique, conformément à l'article R. 1114-7 du Code de la santé publique.

La représentation du directeur général de la santé au sein de cette commission, en application de l'article R. 1114-5 du même code, est assurée conjointement par le directeur général de la santé et la directrice des affaires juridiques ou par leurs représentants.

Article 2

Le directeur général de la santé délègue à la directrice des affaires juridiques ou à ses représentants la mission de représentation du directeur général de la santé au conseil d'administration du Fonds d'indemnisation de victimes de l'amiante prévue à l'article 1er du décret n° 2001-963 du 23 octobre 2001 modifié relatif au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante institué par l'article 53 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001.

Article 3

Le délégant apportera au délégataire toute information nécessaire à l'exercice de ces missions.

Le délégataire suivra les instructions qui lui seront, le cas échéant, données par le délégant et informera ce dernier de l'exécution de ces mandats de représentation et de prise en charge des activités de secrétariat.

Article 4

Les dépenses induites par la délégation seront imputées sur les programmes prenant en charge les activités concernées, par le délégataire.

Article 5

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution du présent document, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant, dont un exemplaire est transmis à chaque partie et est publié dans les mêmes conditions.

Article 6

La présente convention prendra fin un an après sa signature ou à une date antérieure en cas de modification des textes relatifs à la représentation du ministère au sein de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique ou aux fonctions de secrétariat de cette commission ou à la représentation du ministère au sein du conseil d'administration du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante.

Article 7

La présente convention sera publiée au Bulletin officiel Santé - Protection sociale - Solidarité.

Fait le 24 juin 2024.

Pour le directeur général de la santé et par délégation :
La directrice générale adjointe de la santé,
Sarah SAUNERON

La directrice des affaires juridiques,
Pearl NGUYÊN DUY

MINISTÈRE
DU TRAVAIL
DE LA SANTÉ
ET DES SOLIDARITÉS

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**NOTE D'INFORMATION N°** DGOS/RI1/2024/94 du 25 juin 2024 relative aux programmes de recherche sur les soins et l'offre de soins pour l'année 2024

La ministre du travail, de la santé et des solidarités

à

Mesdames et Messieurs les directeurs généraux
des agences régionales de santé (ARS)

| | |
|---|---|
| Référence | NOR : TSSH2416727N (numéro interne : 2024/94) |
| **Date de signature** | 25/06/2024 |
| **Emetteur** | Ministère du travail, de la santé et des solidarités<br>Direction générale de l'offre de soins (DGOS) |
| **Objet** | Programmes de recherche sur les soins et l'offre de soins pour l'année 2024. |
| **Contact utile** | Pôle recherche et accès à l'innovation<br>Bureau de l'organisation et du financement de la recherche (RI1)<br>Lionel DA CRUZ<br>Tél. : 06 61 84 75 20<br>Mél. : lionel.da-cruz@sante.gouv.fr |
| **Nombre de pages et annexes** | 7 pages + 8 annexes (23 pages)<br>Annexe I : *Continuum* de la recherche en santé<br>Annexe II : Format de lettre d'intention<br>Annexe III : Programme de recherche translationnelle (PRT)<br>Annexe IV : Programme hospitalier de recherche clinique (PHRC)<br>Annexe V : Programme de recherche médico-économique (PRME)<br>Annexe VI : Programme de recherche sur la performance du système de soins (PREPS)<br>Annexe VII : Programme hospitalier de recherche infirmière et paramédicale (PHRIP)<br>Annexe VIII : Financement DGOS PHRC (N, K, I), PRME, PREPS, PHRIP et PRT (S&K) |
| **Résumé** | La présente note lance la campagne 2024 des appels à projets de recherche sur les soins et l'offre de soins. Ces appels à projets s'inscrivent dans les cinq programmes ministériels de recherche appliquée en santé couvrant les champs de la recherche translationnelle, clinique, médico-économique, organisationnelle et paramédicale. |

| | |
|---|---|
| | Les projets de recherche sélectionnés dans ce cadre ont pour objectif l'amélioration des prises en charge des patients et celle de la performance du système des soins. |
| **Mention Outre-mer** | Le texte s'applique en l'état aux Outre-mer, à l'exception de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de Saint-Pierre-et-Miquelon, des Terres australes et antarctiques françaises et de Wallis-et-Futuna. |
| **Mots-clés** | Programme de recherche translationnelle (PRT) ; Programme hospitalier de recherche clinique (PHRC) ; Programme de recherche médico-économique (PRME) ; Programme de recherche sur la performance du système de soins (PREPS) ; Programme hospitalier de recherche infirmière et paramédicale (PHRIP) ; recherche appliquée en santé ; recherche translationnelle ; recherche clinique ; recherche médico-économique ; recherche organisationnelle ; recherche paramédicale ; innovation en santé ; parcours de santé ; performance du système de soins ; santé mentale et psychiatrie ; pédiatrie et santé de l'enfant (intégrant la pédopsychiatrie) ; prévention et promotion en santé ; fertilité. |
| **Classement thématique** | Établissements de santé |
| **Texte de référence** | Néant |
| **Rediffusion locale** | Les établissements de santé, les groupements de coopération sanitaire, les maisons et les centres de santé doivent être destinataires de cette note, par l'intermédiaire des agences régionales de santé. |
| **Inscrite pour information à l'ordre du jour du CNP du 14 juin 2024 - N° 63** | |
| **Publiée au BO** | Oui |

L'introduction puis l'utilisation de technologies de santé[1] innovantes et pertinentes, favorables au suivi et à la prise en charge des patients dans leur parcours de santé, sont le résultat de recherches s'inscrivant dans un *continuum* structuré (cf. annexe I). Les cinq programmes ministériels de recherche appliquée en santé s'inscrivent dans la partie aval de ce *continuum* et couvrent la recherche appliquée aux soins et à l'offre de soins. Ils visent des projets de recherche dont le niveau de maturité technologique, ou TRL pour *Technology Readiness Level*[2], est compris entre les niveaux 4C et 9, inclus.

Ces projets de recherche concourent à la fois (i) au développement de technologies de santé nouvelles et innovantes, (ii) à l'interrogation de la pertinence de celles déjà mises en œuvre, notamment concernant leur efficacité ou leur efficience et (iii) à l'optimisation de l'organisation des soins et des parcours de santé.

[1] Technologie de santé : intervention pouvant servir à la promotion de la santé, à la prévention, au diagnostic ou au traitement d'une maladie aiguë ou chronique, ou encore à des fins de réadaptation. Les technologies de la santé comprennent les produits pharmaceutiques, les dispositifs, les interventions et les systèmes organisationnels utilisés dans les soins de santé, cf. The International Network of Agencies for Health Technology Assessment (inahta.org).
[2] https://www.medicalcountermeasures.gov/trl/integrated-trls/.

**Programmes de recherche ministériels et appels à projets correspondants**

La recherche translationnelle évalue la transposabilité en recherche clinique d'un concept innovant identifié lors d'une recherche fondamentale ou interroge un tel concept identifié, par exemple par sérendipité, en recherche clinique : elle définit le champ du programme de recherche translationnelle (PRT, cf. annexe III).

La recherche clinique évalue l'efficacité, la sécurité, la tolérance et la faisabilité des technologies de santé : elle définit le champ du programme hospitalier de recherche clinique (PHRC, cf. annexe IV).

La recherche médico-économique évalue l'efficience des technologies de santé innovantes ou des parcours de santé : elle définit le champ du programme de recherche médico-économique (PRME, cf. annexe V).

La recherche organisationnelle évalue l'efficience des offreurs de soins et des dispositifs destinés à améliorer la qualité des soins et des pratiques : elle définit le champ du programme de recherche sur la performance du système des soins (PREPS, cf. annexe VI).

La recherche sur les pratiques et les organisations de soins mises en œuvre par les auxiliaires médicaux évalue leur sécurité, leur efficacité et leur efficience : elle définit le champ du programme hospitalier de recherche infirmière et paramédicale (PHRIP, cf. annexe VII).

Chaque programme de recherche se décline en un ou plusieurs appels à projets :

- Programme de recherche translationnelle en santé, PRT-S ;
- Programme de recherche translationnelle en cancérologie, PRT-K ;
- Programme de recherche clinique national, PHRC-N ;
- Programme de recherche clinique national en cancérologie, PHRC-K ;
- Programme de recherche clinique inter-régional, PHRC-I ;
- Programme de recherche médico-économique, y compris en cancérologie, PRME ;
- Programme de recherche sur la performance du système des soins, PREPS ;
- Programme de recherche infirmière et paramédicale, PHRIP.

La présente note précise la complémentarité de ces huit appels à projets pour faciliter l'orientation des candidats.

Le champ de ces appels à projets est précisé dans les annexes associées. Les projets de recherche dont le seul but vise à la constitution ou à l'entretien de cohortes ou de collections biologiques ne sont éligibles à aucun d'entre eux.

**Priorités thématiques**

L'ensemble des thématiques ou problématiques de santé que les porteurs souhaiteraient soumettre à candidature est éligible et bienvenue. En cela, les appels à projets de la présente note sont dits « blancs ».

Cependant, la prévention et la promotion de la santé, tout au long de la vie et dans tous les milieux, constituent des enjeux majeurs, exposés et détaillés dans la Stratégie nationale de santé. Pour cette raison, quatre thématiques sont considérées dans l'ensemble des appels à projets constitutifs de cette note comme prioritaires. Les projets portant sur la recherche en santé mentale et en psychiatrie, sur les différents types de prévention en santé, sur ceux portant sur la pédiatrie et la santé de l'enfant (intégrant la pédopsychiatrie) et sur la fertilité (qui constitue cette année une nouvelle priorité thématique) sont particulièrement attendus. Ces projets feront l'objet à ce titre d'une attention particulière, thématique par thématique, dans le cadre du PHRC-N, du PHRC-I, du PREPS, du PRME et du PHRIP.

La recherche en soins primaires[3] qui constituait également une priorité de ces appels à projets est désormais traitée de façon *ad hoc* dans un appel à projets dédié depuis 2021 (ReSP-Ir). La recherche dans le domaine des maladies infectieuses émergentes fait également l'objet d'un traitement *ad hoc* dans un appel à projets dédié depuis 2022 (ReCH-MIE).

Les projets s'inscrivant dans une priorité ou un plan de santé publique gouvernemental pourront par ailleurs faire l'objet d'une attention particulière.

**Mise en œuvre des appels à projets**

Quatre des huit appels à projets ministériels concernés par cette note sont partenariaux. La gestion des deux appels à projets en cancérologie (PRT-K et PHRC-K) est déléguée à l'Institut national du cancer (INCa), celle du PRT-S à l'Agence nationale de la recherche (ANR) et celle du PHRC-I aux groupements interrégionaux pour la recherche clinique et l'innovation (GIRCI). Pour ces appels à projets partenariaux, les projets retenus sont ensuite validés par le ministère chargé de la santé, sous réserve de leur conformité aux orientations définies dans la présente note.

Le calendrier et les modalités de sélection de ces appels à projets partenariaux sont disponibles, respectivement, sur les sites de l'INCa (http://www.e-cancer.fr), de l'ANR (http://www.agence-nationale-recherche.fr) et sur ceux des GIRCI, ainsi que sur celui du ministère (Appels à projets - Ministère du travail, de la santé et des solidarités (sante.gouv.fr)).

**Procédure de sélection des projets candidats**

La modalité de sélection des projets en deux étapes s'applique à tous les appels à projets visés par la présente note.
Étape 1 : présélection, à l'exception du PRT ; les candidats soumettent des lettres d'intention selon le modèle présenté en annexe II.
Etape 2 : sélection ; les candidats dont la lettre d'intention a été retenue lors de l'étape 1 soumettent un dossier complet comprenant leur projet. En fonction du type de plan expérimental choisi, ils pourront trouver des recommandations relatives à cette présentation sur le site Equator (http://www.equator-network.org/).

Les lettres d'intention soumises dans le cadre du PRME et du PREPS sont examinées lors de l'étape de présélection par un jury indépendant constitué de représentants des institutions publiques, dont le mandat est de juger de l'utilité et de la pertinence des questions soumises au regard des objectifs des politiques publiques et de l'aide à la décision.

Dans le cadre de la campagne 2024, des membres du jury de sélection (étape 2) pourront être associés à l'expertise de présélection (étape 1) selon des modalités à préciser.

Les jurys de présélection des PRT, PHRC et PHRIP, ainsi que les jurys de sélection de l'ensemble des appels à projets de tous les programmes, suivent les principes de l'évaluation par les pairs.

Ces procédures sont précisées sur le site internet du ministère chargé de la santé : Les programmes de recherche financés par le ministère et leurs appels à projets (sante.gouv.fr).

---

[3] Les soins primaires englobent les notions de premier recours, d'accessibilité, de coordination, de continuité et de permanence des soins. Les soins primaires constituent la porte d'entrée dans le système qui fournit des soins de proximité, intégrés, continus, accessibles à toute la population, et qui coordonne et intègre des services nécessaires à d'autres niveaux de soins. S'ils sont le premier contact des patients avec le système de soins, les soins primaires sont également structurants pour la suite du parcours du patient au sein du système de santé.

Les lettres d'intention des PHRC-N, PHRIP, PREPS et PRME doivent être déposées sur la plateforme INNOVARC (INNOVARC (sante.gouv.fr)) avant le :

**8 octobre 2024 à 23h55**

Pour toute question technique concernant le dépôt des dossiers au PHRC-N, au PHRIP, au PREPS ou au PRME, un formulaire de contact est à votre disposition sur la plateforme.

Ces modalités de soumission homogènes permettent, le cas échéant, un reclassement des lettres d'intention d'un appel à projets à l'autre, sans perte de temps pour les équipes candidates.

**Conditions particulières d'éligibilité**

Un projet antérieurement financé dans le cadre d'un des appels à projets visés par la présente note ne peut pas faire l'objet d'une nouvelle demande de financement.

Une étude ancillaire à un projet déjà financé dans le cadre d'un des programmes de recherche visés par la présente note ou soumise à un des appels à projets est recevable à la condition expresse qu'elle fasse l'objet d'une soumission indépendante du projet de recherche principal.

Une même lettre d'intention ne peut pas être soumise la même année à plusieurs appels à projets visés par la présente note.

**Ouverture au financement des projets européens**

Les projets d'envergure internationale sont bienvenus. Dans ce cadre, l'expérience de l'investigateur coordonnateur concernant la conduite de recherches multicentriques sera d'autant plus prise en compte. Dans le cas des projets internationaux qui doivent être portés en totalité ou en partie par un investigateur coordonnateur français, les programmes de recherche pourront financer la partie française ainsi que les missions d'organisation, de surveillance et de coordination de la partie européenne du projet mais, le cas échéant, ne financeront aucune dépense hors Europe.

**Suscitation**

La présente note pourra être complétée au cours de l'année par des instructions dédiées, proposant des appels à projets ponctuels, dont l'objectif est de susciter des protocoles de recherche qui apportent une réponse à des questions spécifiques des pouvoirs publics en matière de soins et d'offre de soins.

**Dépôt et portage des projets**

Le dépôt et le portage d'un projet associent systématiquement, d'une part, un porteur individuel et, d'autre part, un établissement de santé[4], un groupement de coopération sanitaire (GCS)[5], une maison de santé[6] ou un centre de santé[7], coordonnateur du projet et gestionnaire de son financement.

Tout personnel appartenant à une des structures de soins énumérées ci-dessus peut porter un projet, sous réserve de l'engagement du responsable légal de cette structure.

---

[4] définis aux articles L. 6111-1 et suivants, L. 6141-1 et suivants et L. 6161-1 et suivants du Code de la santé publique.
[5] définis aux articles L. 6133-1 à -8 du Code de la santé publique.
[6] définies à l'article L. 6323-3 du Code de la santé publique.
[7] définis à l'article L. 6323-1 du Code de la santé publique.

Tout personnel appartenant à une des structures de soins énumérées ci-dessus peut solliciter une autre structure pour porter un projet, sous réserve de l'engagement conjoint des responsables légaux de la structure à laquelle il appartient et de la structure sollicitée.

Le portage d'un projet par un professionnel de santé libéral est possible, sous réserve (i) de conventionner avec un établissement de santé, un GCS, une maison ou un centre de santé coordonnateur pour la gestion des fonds qui seraient alloués au projet et (ii) du respect des règles relatives à la promotion de la recherche et à la gestion de son financement.

**Financement des projets et gestion des fonds**

Une grille budgétaire détaillant les financements nécessaires à la mise en œuvre du projet de recherche est exigée lors du dépôt des dossiers complets. Ce modèle et d'autres outils sont disponibles sur le site du ministère chargé de la santé : INNOVARC (sante.gouv.fr).

Les financements des projets sont alloués à la structure gestionnaire des fonds dans le cadre des circulaires budgétaires des établissements de santé. Ils sont notifiés à la structure gestionnaire des fonds par arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé (ARS) compétente.

Les crédits délégués sont destinés à l'usage exclusif de la structure gestionnaire des fonds. Le reversement de tout ou partie de ces crédits à d'autres personnes morales ou physiques n'est donc pas autorisé, sauf (i) lorsque des crédits sont reversés à des réseaux d'investigateurs pour la mise en œuvre de missions d'investigations ou (ii) dans le cas où le prestataire ainsi sollicité met en œuvre des compétences que la structure gestionnaire des fonds ne possède pas. Dans ce cas :

- le reversement des crédits est motivé dans le dossier complet ;
- les tâches faisant l'objet de la prestation sont précisément décrites dans le dossier complet, notamment dans la grille budgétaire ;
- le respect strict des règles d'achat applicables au gestionnaire des fonds est observé.

L'association d'une personne morale ou physique à la conception et/ou à la réalisation d'un projet à titre non onéreux peut donner lieu à une valorisation en termes de publication ou de partage des droits de propriété intellectuelle. Dans cette hypothèse, les termes de l'accord portant sur la valorisation sont convenus entre le porteur de projet et le(s) partenaire(s) et doivent être indiqués dans le dossier complet.

**Promotion d'un projet de recherche**

Dans le cas des recherches impliquant la personne humaine, définies à l'article L. 1121-1 du Code de la santé publique, il appartient aux établissements de santé, aux GCS, aux maisons ou aux centres de santé d'assurer la promotion d'un projet retenu au titre des appels à projets faisant l'objet de la présente note.

**Modalités de suivi administratif et financier des projets de recherche**

Le suivi des projets retenus s'appuie sur un découpage en phases de leur déroulement et conditionne leur financement, adapté à l'avancement de la recherche. La délégation de la tranche de financement pour la réalisation de la phase *N+1* est ainsi fondée sur la production des éléments attestant la finalisation de la phase *N*. Ces modalités sont précisées en annexe (cf. annexe VIII) et sur le site internet du ministère chargé de la santé : Les missions d'enseignement, de recherche, de référence et d'innovation - MERRI - Ministère du travail, de la santé et des solidarités (sante.gouv.fr).

Les dossiers complets doivent contenir une annexe indépendante précisant le planning prévisionnel des phases.

Le suivi des projets PHRC-N, PHRC-I, PRME, PREPS et PHRIP est effectué par la DGOS, le suivi des PRT-K et PHRC-K par l'INCa et celui du PRT-S par l'ANR.

Pour demeurer éligibles au financement accordé, les projets retenus doivent obligatoirement être inscrits sur le site *ClinicalTrials.gov* ou sur un registre compatible[8]. Les données de ce registre devront être tenues à jour. En particulier, il est attendu le postage des résultats des études sur le registre choisi. Le « postage » consiste à rendre publics les résultats et est indépendant de la publication. Aujourd'hui, le faible taux de postage induit des biais dans la prise de décision (notamment, car les essais fructueux sont beaucoup plus postés et publiés que ceux qui n'ont pas fonctionné) et une sous-efficience de la recherche.

Le financement du projet peut être maintenu en cas de modifications du protocole initialement financé, sous réserve que ce protocole modifié permette de répondre à la question initialement posée. Ces modifications doivent être justifiées au plan scientifique, ne doivent pas entraîner une diminution du niveau de preuve de la réponse obtenue par rapport à celui escompté initialement et peuvent, le cas échéant, entraîner une diminution du budget initial du projet.

**Gouvernance et suivi scientifiques des projets de recherche**

Il est créé un comité scientifique de suivi des projets issus des programmes de recherche ministériels, composé de pairs. Ce comité a pour mission d'aider, au plan scientifique, à l'instruction de toute question relative au suivi des projets financés.

**Publications et communications**

Les publications résultant des projets financés dans le cadre des appels à projets faisant l'objet de la présente note doivent clairement identifier l'établissement de santé, le GCS, la maison ou le centre de santé coordonnateur et doivent obligatoirement porter la mention : « *This study was supported by a grant from the French Ministry of Health (acronyme du programme, année du programme, n° d'enregistrement : exemple PHRC 2024 XXXX ou PREPS 2024 XXXX ou PRTS 2024 …)* ». De plus, toute action de communication faisant référence à un projet financé dans le cadre des appels à projets faisant l'objet de la présente note doit mentionner le nom du programme ainsi que le soutien du ministère chargé de la santé.

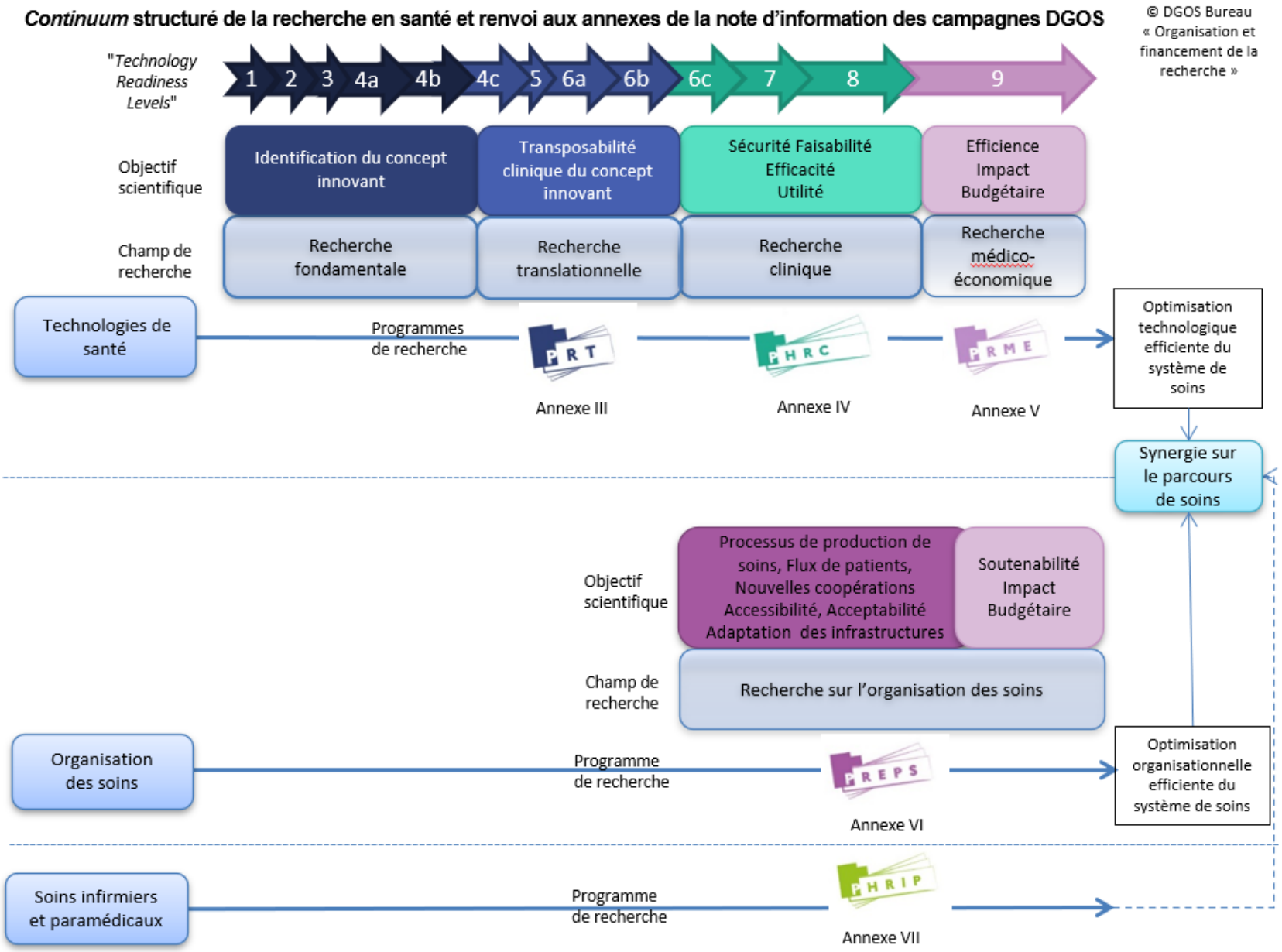
S'agissant de projets financés par des dotations d'État, les publications devront respecter les dispositions encourageant la science ouverte, prévues par l'article 30 de la Loi pour une République numérique[9].

Pour la ministre et par délégation :
La directrice générale de l'offre de soins,

Marie DAUDÉ

[8] https://www.who.int/clinical-trials-registry-platform/network/primary-registries.
Important : le registre choisi devra comporter une fonction de suivi, ou *audit trail,* publique, des données modifiées.
[9] Article 30 - Loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique - Légifrance (legifrance.gouv.fr).

Annexe I


Continuum structuré de la recherche en santé et renvoi aux annexes de la note d'information des campagnes DGOS
© DGOS Bureau « Organisation et financement de la recherche »
"Technology Readiness Levels"
1 2 3 4a 4b 4c 5 6a 6b 6c 7 8 9
Objectif scientifique
Identification du concept innovant
Transposabilité clinique du concept innovant
Sécurité Faisabilité Efficacité Utilité
Efficience Impact Budgétaire
Champ de recherche
Recherche fondamentale
Recherche translationnelle
Recherche clinique
Recherche médico-économique
Technologies de santé
Programmes de recherche
PRT
PHRC
PRME
Annexe III
Annexe IV
Annexe V
Optimisation technologique efficiente du système de soins
Synergie sur le parcours de soins
Objectif scientifique
Processus de production de soins, Flux de patients, Nouvelles coopérations Accessibilité, Acceptabilité Adaptation des infrastructures
Soutenabilité Impact Budgétaire
Champ de recherche
Recherche sur l'organisation des soins
Organisation des soins
Programme de recherche
PREPS
Annexe VI
Optimisation organisationnelle efficiente du système de soins
Soins infirmiers et paramédicaux
Programme de recherche
PHRIP
Annexe VII

Annexe II

**Format de lettre d'intention**

*à compléter directement sur la plateforme Innovarc-3*

**La lettre d'intention est rédigée en français, sauf pour le PHRC-N et le PHRC-K qui exigent une rédaction en anglais.**

**Une exception est faite pour l'onglet 0 « résumé public du projet » pour lequel le même résumé doit être soumis en français et en anglais pour tous les programmes.**

## ONGLET 0. Résumé du projet

Fournir un résumé du projet en français et en anglais. Chaque résumé ne devra pas excéder 2000 caractères et devra être structuré de la manière suivante : contexte, objectifs, méthodes, perspectives et intérêts attendus des résultats de l'étude pour les patients, la santé publique ou les décisions publiques.

Celui-ci pourra être rendu public par la DGOS si le projet est retenu pour financement à des fins de communication et de valorisation.

0.1 Résumé en français *Texte (max. 2000 caractères)*
0.2 Résumé en anglais *Texte (max. 2000 caractères)*

## ONGLET 1. Porteur de projet / *Project coordinator*

1.1.1 Civilité / *Civility** : *Liste simple (Mme ou M.).*

1.1.2 Nom / *Last Name** : *Texte.*

1.1.3 Prénom / *First name** : *Texte.*

1.1.4 Ville / *City** : *Texte.*

1.1.5 Courriel / *Email** : *Texte.*

1.2.1 Profession du porteur de projet / *Profession** : *Texte.*

1.2.2 Si 'Autre' préciser laquelle / *If 'other', please specify which one* : *Texte (max. 80 caractères).*

1.2.3 Domaine / *Domain** : *Liste simple.*

1.2.4 Spécialité / *Speciality** : *Texte.*

1.3.1 Financements antérieurs obtenus par le porteur de projet dans le cadre des appels à projet de la DGOS ? (PHRC national, régionaux, inter régionaux, PRT, PRT K, PRC, STIC, PREQHOS, PREPS, PHRIP, PRME) / *Previous funding obtained by the project leader for institutional projects (PHRC national, regional, inter regional, PRT, PRT K, PRC, STIC, PREQHOS, PREPS, PHRIP, PRME)** : *Choix simple (☐ Oui ; ☐ Non).*

1.3.2 Si oui, préciser (année de soumission, type d'appel à projets, investigateur-coordinateur, n°, état d'avancement : en instruction, mis en œuvre, en cours, phase d'analyse, publication princeps, abandonné) / *If yes, please specify (year of submission, type of call for proposals, coordinator, number, progress: in instruction, implemented, in progress, analysis phase, original publication, terminated)* : *Texte (max. 500 caractères).*

## ONGLET 2. Structures / Organizations

2.1 Établissement de santé ou GCS coordonnateur gestionnaire des fonds / *Affiliated institution responsible for the budget from the ministry of health** : *Structure de soins (autocomplétion veuillez rentrer au moins 5 caractères pour lancer la recherche).*

2.2 Nom du correspondant gestionnaire financier / *Financial manager* : *Liste simple (choix proposé.s si déclaré.s, en fonction de la structure de soins).*

2.3 Structure responsable de la gestion de projet / *Organization responsible for project management** : *Texte (max. 420 caractères).*

2.4 Structure responsable de l'assurance qualité / *Organization responsible for quality insurance** : *Texte (max. 420 caractères).*

2.5 Structure responsable de la gestion de données et des statistiques / *Organization responsible for data management and statistics** : *Texte (max. 420 caractères).*

2.6 **NC[1] :** Nombre prévisionnel de centres d'inclusion / *Planned number of recruiting centres (NC)** : *Nombre.*

## ONGLET 3. Projet de recherche / Research project

3.01.1 Titre du projet FR / *Project title FR** : *Texte (max. 2000 caractères).*

3.01.2 Titre du projet UK / *Project title EN** : *Texte (max. 2000 caractères).*

3.01.3 Acronyme (sans espace) / *Acronym (w/o space)** : *Texte (max. 15 caractères).*

3.02.1 Première soumission de ce projet à un appel à projet DGOS / *First submission to DGOS calls for proposals** : *Choix simple (☐ Oui ; ☐ Non).*

3.02.2 Si non, préciser (année, programme (et GIRCI concerné si PHRC-I ou ReSP-IR), numéro, Acronyme, Porteur, et si non retenu au stade de la lettre d'intention ou du dossier complet) / *If non, please specify (edition, program (and GIRCI if PHRC-I or* ReSP-IR*), number, Acronym, coordinator)* : *Texte (max. 500 caractères). Exemple : 2023, PHRC-I GIRCI IDF, AOR23, OSCARON, Dr Alexandre Chercheur, lettre d'intention non retenue.*

3.02.3 Les modalités de soumission des lettres d'intention sont homogènes et permettent, le cas échéant, un reclassement des lettres d'intention d'un appel à projets à l'autre, sans perte de temps pour les équipes candidates /*The methods of submitting letters of intent are uniform and, if necessary, which allows a transfer towards another call for proposals, without time loss for the applicants.*
Acceptez-vous un éventuel reclassement par les jurys ? / *Would you be willing to a possible transfer by the juries?** : *Choix simple (☐ Oui ; ☐ Non).*

### 3.03 Domaine du projet de recherche / *Field of study*

3.03.1 Le projet concerne-t-il le domaine de l'oncologie ? / *Does the project concern the field of oncology ?** : *Choix simple (☐ Oui ; ☐ Non).*

3.03.2.1 Le projet concerne-t-il une maladie rare ? / *Does the project concern a rare disease ?** : *Choix simple (☐ Oui ; ☐ Non).*

[1] *En lien et cohérence avec les informations apportées au niveau de la liste des centres.*

3.03.2.2 Si oui, préciser son code ORPHA / *If yes, please specify the ORPHA number* : *Texte (max. 6 caractères).*

3.03.2.3 et le nom de la maladie rare / *If yes, specify the rare disease name* : *Texte (max. 100 caractères).*

3.03.3 Discipline principale / *Main** : *Liste simple.*

3.03.4 Discipline secondaire / *Secondary* : *Liste simple.*

3.03.5 Discipline libre / *Other* : *Texte.*

3.03.6 Mots clés libres / *Free keywords* : *Texte.*

3.04.1 Priorité(s) thématique(s) / *Thematic priority(ies)** : *Choix simple (☐ Santé mentale et psychiatrie ; ☐ Pédiatrie et santé de l'enfant (intégrant la pédopsychiatrie) ; ☐ Prévention en santé ; ☐ Fertilité ; ☐ Autre).*

3.04.2 Plan de santé publique / *Public Health plan** : *Liste simple.*

3.05 Âges concernés de la population cible / *Ages of studied population** : *Liste simple (Tous les âges ; Adulte ; Adulte et gériatrie ; Pédiatrie ; Pédiatrie et adulte ; Gériatrie).*

3.06 Chirurgie / *Surgery** : *Choix simple (☐ Oui ; ☐ Non).*

3.07 Rationnel (contexte et hypothèses) / *Rational (context and hypothesis)** : *Texte (max. 2240 caractères).*

3.08 Originalité et caractère Innovant / *Originality and innovative aspects** : *Texte (max. 1120 caractères).*

3.09 Description des bénéfices attendus pour les patients et / ou pour la santé publique / *Expected benefit for patients or public health** : *Texte (max. 2240 caractères).*

## 3.10 Objet de la recherche / *Focus of research*

3.10.1 Technologie de santé / *Health technology** : *Choix simple (☐ Dispositif médical ; ☐ Médicament ; ☐ Acte RIHN ; ☐ Organisation du système de soins ; ☐ Autre).*

3.10.2 Préciser lequel ou lesquels / *please specify which one(s)** : *Texte (max. 310 caractères)*

3.10.3 Dispositif médical : le cas échéant, date de marquage CE (JJ/MM/AAAA) / *Date of CE marking* : *Texte (max. 10 caractères).*

3.10.4 Médicament : le cas échéant, date d'AMM (JJ/MM/AAAA) / *Date of market authorization* : *Texte (max. 10 caractères).*

3.10.5 RIHN : le cas échéant, code acte et libellé / *RIHN (uncovered innovative procedures list) : number and name* [2]: *Texte (max. 100 caractères).*

3.11 Phase ou équivalent pour les dispositifs médicaux / *Phase or equivalent for medical devices** : *Choix simple (☐ I / Pilote ; ☐ I / II ; ☐ II / Feasibility ; ☐ III / Pivotal ; ☐ IV ; ☐ Non Applicable (Justifier/* Justify*).*

3.11.1 Si Non applicable, justifier votre choix / *If Not applicable, justify your choice*: Texte (max. 450 caractères).

[2] Le référentiel des actes innovants hors nomenclature de biologie et d'anatomopathologie (RIHN) - Ministère du travail, de la santé et des solidarités (sante.gouv.fr).

3.12 **TRL** : Niveau de maturité de la technologie de santé / *Technology readiness level** : *Choix simple (☐ 1 ; ☐ 2 ; ☐ 3A ; ☐ 3B ; ☐ 3C ; ☐ 4A ; ☐ 4B ; ☐ 4C ; ☐ 5A ; ☐ 5B ; ☐ 6A ; ☐ 6B ; ☐ 6C ; ☐ 7A ; ☐ 7B ; ☐ 8A ; ☐ 8B ; ☐ 8C ; ☐ 9A ; ☐ 9B).*

3.13.1.1 Type d'objectif principal (1) / *Main objective* (1)* : *Liste simple (Description d'hypothèses ; Faisabilité ; Tolérance ; Efficacité ; Sécurité ; Efficience ; Impact budgétaire ; Organisation de l'offre de soins ; Autre).*

3.13.1.2 Type d'objectif principal (2) / *Main objective* (2)* : *Liste simple.*

3.13.2 Description de l'objectif principal / *Main objective description** : *Texte (max. 340 caractères).*

3.13.3 Description des objectifs secondaires / *Secondary objectives description** : *Texte (max. 1120 caractères).*

### 3.14 Critères d'évaluation / *End points*

3.14.1 Critère d'évaluation principal (en lien avec l'objectif principal) / *Primary end point (linked to main objective)** : *Texte (max. 340 caractères).*

3.14.2 Critères d'évaluation secondaires (en lien avec les objectifs secondaires) / *Secondary end points (linked to secondary objectives)** : *Texte (max. 1120 caractères).*

### 3.15 Population de l'étude / *Study population*

3.15.1 Principaux critères d'inclusion / *Main inclusion criteria** : *Texte (max. 560 caractères).*

3.15.2 Principaux critères de non-inclusion / *Main exclusion criteria** : *Texte (max. 560 caractères).*

## ONGLET 4. Méthodologie et inclusions / Methodology and Inclusions

### 4.1 Méthodologiste / *Methodologist*

4.1.1 Civilité / *Civility** : *Liste simple (Mme ou M.).*

4.1.2 Nom / *Last name** : *Texte.*

4.1.3 Prénom / *First name** : *Texte.*

4.1.4 Ville / *City** : *Texte.*

4.1.5 Tél. / *Phone number* : *Téléphone.*

4.1.6 Courriel / *Email** : *Texte.*

### 4.2 Méthodologie du projet / *Methodology*

4.2.1 Plan expérimental / *Experimental design** : *Liste simple.*

4.2.2 Si 'Autre plan expérimental' préciser quel type / *If 'other', please specify* : *Texte (max. 3200 caractères).*

4.2.3 Description du plan expérimental / *Experimental design description** : *Texte (max. 2240 caractères).*

4.2.4 Si groupe comparateur: description du groupe expérimental / *Experimental group description** : *Texte (max. 340 caractères).*

4.2.5 Si groupe comparateur : description du groupe contrôle / *Control group description** : *Texte (max. 340 caractères).*

## 4.3 Inclusions / *Enrollment*

4.3.1 Le projet comporte-t-il des inclusions de sujets (ou autres participations) ? / *Does the project include enrollment or participation* ?* : *Choix simple (☐ Oui ; ☐ Non).*

4.3.2.1 Durée de la participation de chaque sujet ou participant (durée) / *Duration of participation (duration)* : *Nombre.*

4.3.2.2 Durée de la participation de chaque sujet ou participant (unité de temps) / *Duration of participation (unit of duration)* : *Liste simple (Jour(s) ; Mois ; Année(s)).*

4.3.3 **DUR**: Durée prévisionnelle de recrutement (en mois) / *Anticipated duration of recruitment (DUR) (in month)* : *Nombre.*

4.3.4 **NP**[3]: Nombre de sujets ou observations prévu.e.s à recruter / *Total number of scheduled participants to be recruited or observations to be collected (NP)* : *Nombre.*

4.3.5 Justification de la taille de l'échantillon / *Sample size justification* : *Texte (max. 2000 caractères).*

4.3.6 Nombre de sujets ou observations prévu(e)s à recruter / mois / centre ((NP / DUR) / NC) : Valeur calculée (cf. document liste des centres coinvestigateurs) / *Number of participants to be recruited or observations to be collected per month per centre ((NP / DUR) / NC) (cf. sub-investgators centers file)* : *Nombre.*

4.3.7 (NP / DUR) / NC) : Justification si le chiffre est supérieur à 2 / *If more than 2, please justified* : *Texte (max. 2000 caractères).*

# ONGLET 5. Médico-Économie / Health-economics

## 5.1 Économiste de la santé / *Health economist*

5.1.1 Un économiste de la santé participe-t-il au projet ? (obligatoire pour le PRME ou en cas de volet médico-économique) / *Is a health economist involved in the project? (mandatory for PRME* or in the case of a medico-economic component*)* * : *Choix simple (☐ Oui ; ☐ Non).*

5.1.2 Civilité / *Civility* : *Liste simple (Mme ou M.).*

5.1.3 Nom / *Last name* : *Texte.*

5.1.4 Prénom / *First name* : *Texte.*

5.1.5 Ville / *City* : *Texte.*

5.1.6 Tél. / *Phone number* : *Téléphone.*

5.1.7 Courriel / *Email* : *Texte.*

## 5.2. Analyse médico-économique / *Health economic analyse*

5.2.1 Méthode d'analyse médico-économique / *Medico-economic analysis method* : *Choix multiple (☐ Analyse coût-utilité (ACU); ☐ Analyse coût-efficacité (ACE); ☐ Analyse coût-bénéfices (ACB); ☐ Analyse d'impact budgétaire (AIB) ; ☐ Analyse de minimisation de coûts ; ☐ Analyse coût-conséquence (ACC); ☐ Analyse coût de la maladie ; ☐ Autre (argumenté/justify:).*

5.2.2 Description de l'analyse médico-économique / *Health economic analyse description* : *Texte (max. 2240 caractères).*

[3] *En lien et cohérence avec les informations apportées au niveau de la liste des centres.*

5.2.3 Justification du volet médico-économique (hors PRME) et des analyses médico-économiques (tout AAP) proposé.s dans le projet de recherche / *Justification of an additional medico-economic component (excluding PRME) and of the medico-economic analyses (all call for proposals) proposed in the research project*. *Texte (max. 2000 caractères).*
**Notamment rationnel, intérêt pour les décideurs publics mais également quelles sont les modalités actuelles de financement des stratégies étudiées ? – ex : le tarif, le niveau de remboursement, etc.**
***In particular: rational, interest for public decision-makers, but also what are the current methods of funding the strategies studies? ie- tariff, level of reimbursement, etc.***

## ONGLET 6. Financement

6.1 Niveau approximatif de financement DGOS demandé, en euros / *Approximate level of required DGOS (MoH) funding, in euros** [4] : *Nombre.*

6.2 Total éligible au financement DGOS, en euros (valeur 'A' de la grille budgétaire) / *Total amount eligible for funding, in euros ('A' value in the budget file)* * [5]: *Nombre.*

6.3 Total des cofinancements OBTENUS, en euros (valeur 'B' de la grille budgétaire) / *Total amount of OBTAINED co-funding, in euros ('B' value in the budget file)* * [2]: *Nombre.*

6.4 Total des cofinancements EN ATTENTE, en euros (valeur 'C 'de la grille budgétaire) / *Total amount of co-funding PENDING, in euros ('C' value in the budget file)* * [2]: *Nombre*

6.5 Justification des évolutions (6.1 versus 6.2) / *Justification of any changes (6.1 vs 6.2)* * [2]: *Texte (max. 450 caractères).*

6.6 Autre(s) commentaire(s) d'ordre budgétaire / *Additional comment(s) on the budget* : *Texte (max. 450 caractères).*

## ONGLET 7. Références bibliographiques / Bibliographic references

7.1 Référence 1 (PMID, année, revue, titre, auteurs) / *Reference 1 (PMID, year, review, title, authors)* : *Texte (max. 750 caractères).*

7.2 Référence 2 (PMID, année, revue, titre, auteurs) / *Reference 2 (PMID, year, review, title, authors)* : *Texte (max. 750 caractères).*

7.3 Référence 3 (PMID, année, revue, titre, auteurs) / *Reference 3 (PMID, year, review, title, authors)* : *Texte (max. 750 caractères).*

7.4 Référence 4 (PMID, année, revue, titre, auteurs) / *Reference 4 (PMID, year, review, title, authors)* : *Texte (max. 750 caractères).*

7.5 Référence 5 (PMID, année, revue, titre, auteurs) / *Reference 5 (PMID, year, review, title, authors)* : *Texte (max. 750 caractères).*

## ONGLET 8. Informations pour les évaluateurs / *Information related to the assessment of the project*

<u>8.1 Éléments liés à la mise en œuvre / Élements ensuring feasibility</u>

8.1.1 Participation d'un réseau de recherche / *Research network participation** : *Texte (max. 450 caractères).*

[4] *Requis strictement en 1ère étape - cette valeur sera visible mais non modifiable par suite.*
[5] *Requis strictement en 2ème étape - cette valeur n'est pas demandée en 1ère étape.*

8.1.2 Participation de partenaires industriels / *Industry participation** : *Texte (max. 450 caractères).*

8.1.3 Autres éléments garantissant la faisabilité du projet / *Other aspects ensuring feasibility** : *Texte (max. 450 caractères).*

8.2 Expertises antérieures et commentaires / *Previous expert comments*

8.2.1 Expertises et commentaires du jury antérieurs / *Previous expert and jury comments* : *Texte (max. 10 000 caractères).*

8.2.2 Réponse aux expertises et commentaires du jury antérieurs / *Previous expert and jury comments replies* : *Texte (max. 10 000 caractères).*

8.2.3 Autre(s) commentaire(s) / Other comment(s) : *Texte (max. 350 caractères).*

8.4 Caractéristiques du champ d'expertise du rapporteur / *Field of expertise of the rapporteur*

8.4.1 Domaine du rapporteur suggéré / *Suggested rapporteur's domain** : *Liste simple.*

8.4.2 Mot-clé libre lié au domaine des évaluateurs / *Domain related keyword* : *Texte.*

8.4.3 Âges concernés / *Ages of studied population* : *Liste simple (Tous les âges ; Adulte ; Adulte et gériatrie ; Pédiatrie ; Pédiatrie et adulte ; Gériatrie).*

8.4.4 Chirurgie / *Surgery* : *Choix simple (☐ Oui ; ☐ Non).*

## ONGLET 9. Commentaire général et observations sur le formulaire / *Other comments and template improvements*

9.0 Autre(s) commentaire(s) sur le projet / *Other comment(s)* : *Texte (max. 350 caractères).*

9.1 Commentaires utilisateur de la plateforme Innovarc-3 (préciser votre rôle) / *Innovarc-3 user feedback (specify your role: expert, investigator, manager, delegate or rapporteur)* : *Texte (max. 3200 caractères).*

Annexe III

**Programme de recherche translationnelle (PRT)**

## 1. Objectifs

Le Programme de recherche translationnelle (PRT) répond aux besoins de financement spécifiques des études qui se situent en aval des programmes de recherche fondamentale et en amont du Programme hospitalier de recherche clinique (PHRC).
C'est pour intensifier et accélérer les échanges entre chercheurs de la recherche fondamentale et cliniciens que le PRT soutient la recherche translationnelle en associant systématiquement au moins une équipe d'un organisme de recherche et une équipe d'un établissement de santé. L'effet synergique attendu de ces échanges entre disciplines caractérise le PRT.

L'objectif premier du PRT est de soutenir des recherches collaboratives concernant des questions scientifiques situées à l'interface entre la recherche exploratoire et la recherche clinique. Les résultats des recherches soutenues par le PRT doivent permettre la formulation de nouvelles hypothèses susceptibles d'être testées dans le cadre d'une recherche appliquée en santé.

Les autres objectifs du PRT sont :

i) l'accélération des transferts d'informations des laboratoires de recherche vers les établissements de santé (« benchside to bedside») ;

ii) l'accélération des transferts d'informations des établissements de santé vers les laboratoires de recherche (« bedside to benchside »).

## 2. Champ du PRT

La recherche translationnelle en santé constitue une interface, entre la recherche fondamentale et la recherche clinique. En lien avec la recherche clinique, elle est orientée vers les patients avec un souci d'application future directe ou au décours de développements ultérieurs.

Le PRT s'adresse aux recherches ayant pour caractéristique l'approfondissement de la compréhension des mécanismes sur lesquels repose le cadre conceptuel du projet. En ce sens, le programme vise la description et la validation chez l'humain de tout phénomène clinique, biologique, comportemental ou d'imagerie, susceptible de contribuer à une meilleure connaissance et compréhension de l'histoire naturelle des pathologies concernées et/ou susceptible de fournir un marqueur prédictif de leur gravité et de leur évolution et/ou susceptible d'être à l'avenir une nouvelle cible pour la thérapeutique.

## 3. Recevabilité et éligibilité des projets

Pour être recevable :

- La composition du *consortium* doit faire intervenir au moins un organisme de recherche et un établissement de santé ;
- Les coordonnateurs des projets, des organismes de recherche et des établissements de santé, ne doivent pas être présidents ou vice-présidents des comités de sélection (comité d'évaluation, jury) ;
- Pour les candidatures dont les lettres d'intention seront sélectionnées, le dépôt des dossiers complets devra contenir un planning envisageant le déroulement du projet sous forme de jalons. Ces jalons devront permettre d'évaluer la corrélation entre la progression du projet et le montant des dépenses à intervalles réguliers (intervalles d'une durée maximale de 12 mois).

Pour être éligible, le projet doit :

- entrer dans le champ de l'appel à projets ;
- respecter le cadre éthico-réglementaire qui lui est applicable.

## 4. Les appels à projets du PRT

Le PRT se décline en deux appels à projets :

- le programme de recherche translationnelle en santé (PRT-S) ;
- le programme de recherche translationnelle en cancérologie (PRT-K).

Le PRT-S concerne toutes les pathologies, à l'exception du cancer (pour l'instrument de financement PRC) et des infections liées aux VIH, VHB, VHC, tuberculose.
Le PRT-K est dédié au cancer.

### 4.1 Le Programme de recherche translationnelle en santé (PRT-S)

Le PRT-S est un appel à projets partenarial proposé conjointement par la DGOS et l'ANR. La sélection des projets est organisée par l'ANR. La procédure de sélection est disponible sur le site de l'ANR. Les projets éligibles aux PRT-S 2024 seront identifiés parmi les lettres d'intentions déposées dans l'AAPG 2024 de l'ANR dans le cadre des instruments de financement de type Projet de recherche collaborative (PRC) et Projet de recherche collaborative avec une entreprise (PRCE) sollicitant un cofinancement ANR-DGOS. Cette possibilité de cofinancement est ouverte à tous les axes du domaine « Sciences de la vie » et des domaines transverses § B.8. -1 : Interactions humains-environnement, -2 Contaminants, écosystèmes et santé, -3 Maladies infectieuses et environnement, -4 Santé publique, santé et sociétés, -5 Mathématiques et sciences du numérique pour la biologie et la santé et -6 Technologies pour la santé. Le financement de l'ANR sera attribué aux organismes de recherche et aux entreprises selon les dispositions du règlement financier https://anr.fr/fileadmin/documents/2022/ANR-RF-2022-30062022.pdf, relatif aux modalités d'attribution des aides allouées par l'ANR.

### 4.2 Programme de recherche translationnelle en cancérologie (PRT-K)

Le PRT-K est un appel à projets partenarial proposé conjointement par la DGOS et l'Institut national du cancer (INCa).
La sélection des projets est organisée par l'INCa. Les lettres d'intention sont à déposer auprès de l'INCa. Les formulaires spécifiques et procédures de soumission sont disponibles sur le site de l'INCa : https://www.e-cancer.fr/Institut-national-du-cancer/Appels-a-projets.

Le financement de l'INCa sera attribué aux organismes de recherche selon les dispositions du règlement des subventions N° 2021-01 (https://www.e-cancer.fr/Institut-national-du-cancer/Appels-a-projets/Reglement-des-subventions) relatif aux subventions allouées par l'INCa.

### 4.3 Dispositions particulières liées au co-financement de la DGOS

Les PRT sont des appels à projets partenariaux. Le gestionnaire des fonds bénéficiaire du financement du ministère chargé de la santé doit être un établissement de santé[§]. Ce dernier est responsable de la répartition des crédits lorsque plusieurs établissements de santé sont impliqués dans le projet.

Pour le financement du (ou des) partenaire(s) établissement(s) de santé, la grille budgétaire et l'attestation de dépôt de la DGOS doivent obligatoirement être utilisées au stade du dépôt des dossiers complets.
Les modèles de trames seront disponibles sur le site du ministère chargé de la santé : INNOVARC (sante.gouv.fr).

Chaque projet retenu fait l'objet d'un financement conjoint par la DGOS et un co-financeur. Les coûts portés par les équipes des établissements de santé seront financés par la DGOS. Ceux portés par les laboratoires d'organismes de recherche seront financés par les co-financeurs. Le montant des deux types de financements peut être différent.

[§] définis aux articles L. 6111-1 et suivants, L.6141-1 et suivants et L.6161-1 et suivants, L.6133-1 à -8, L.6323-1 et -3, du Code de la santé publique.

Au stade de la lettre d'intention, le montant des subventions demandées est indicatif. Au stade des dossiers complets, le montant des subventions demandées engage les porteurs en termes de faisabilité et de crédibilité du projet.

Lors du suivi du projet, le versement d'une tranche de financement par la DGOS est conditionné par l'atteinte des jalons définis dans le projet. Pour ce faire, les partenaires informeront le coordonnateur du projet de l'atteinte de ces jalons. Le coordonnateur communiquera ces informations aux co-financeurs en charge du suivi, respectivement l'ANR dans le cadre du PRT-S et l'INCa pour celui du PRT-K qui, après analyse des livrables reçus, transmettront leurs avis à la DGOS sur les jalons atteints.

Annexe IV

**Programme hospitalier de recherche clinique (PHRC)**

## 1. Objectifs

Le PHRC finance des projets de recherche dont les objectifs sont :

- la mesure de l'efficacité des technologies de santé. Dans cet objectif, les recherches prioritairement financées sont celles qui contribueront à l'obtention de recommandations de fort grade[1] ;
- l'évaluation de la sécurité, de la tolérance ou de la faisabilité de l'utilisation des technologies de santé chez l'Homme (par exemple, toutes les études sur le médicament de la phase I à la phase IV).

Les résultats des projets devront directement permettre une modification de la prise en charge des patients.

## 2. Éligibilité

Pour être éligibles, les projets doivent dès le stade de la lettre d'intention :

- justifier de l'impact direct des résultats attendus sur la prise en charge des patients ;
- démontrer que les méthodes de la recherche permettront d'obtenir des données apportant un haut niveau de preuve.

Les projets comportant un volet médico-économique sont éligibles uniquement dans le cadre d'études de phase III et si :

- l'objectif principal est de démontrer comparativement l'efficacité clinique de la technologie de santé ;
- l'objectif du volet médico-économique figure parmi les objectifs secondaires et évalue comparativement l'efficience de la technologie de santé ;
- le volet médico-économique, rédigé par un économiste de la santé identifié dès le stade de la lettre d'intention, est conforme aux standards méthodologiques définis par la Haute Autorité de santé (HAS)[2]. Tout écart à ces méthodologies devra être dûment argumenté.

## 3. Les appels à projets du PHRC

Le PHRC se décline en trois appels à projets :

- le Programme hospitalier de recherche clinique national (PHRC-N) ;
- le Programme hospitalier de recherche clinique en cancérologie (PHRC-K) ;
- le Programme hospitalier de recherche clinique inter-régional (PHRC-I).

Le PHRC-N concerne toutes les pathologies, à l'exception du cancer et des infections liées aux VIH, VHB, VHC, SARS-coV-2 et toutes les maladies infectieuses émergentes; le PHRC-K est dédié au cancer et le PHRC-I concerne toutes les pathologies, à l'exception des infections liées aux VIH, VHB et VHC, SARS-coV-2 et aux maladies infectieuses émergentes.

### 3.1 Programme hospitalier de recherche clinique national (PHRC-N)

**Éligibilité**

Afin de permettre une évaluation par des experts non francophones, les projets devront être rédigés en anglais[3] aux stades de la lettre d'intention et du dossier complet.

---

[1] http://www.has-sante.fr/portail/upload/docs/application/pdf/2013-06/etat_des_lieux_niveau_preuve_gradation.pdf.

[2] Conformément au guide « Choix méthodologiques pour l'évaluation économique à la HAS » disponible sur le site de la HAS : https://www.has-sante.fr/jcms/r_1499251/fr/choix-methodologiques-pour-l-evaluation-economique-a-la-has.

[3] À l'exception des annexes ou sections pour lesquelles l'usage du français s'impose ou est explicitement demandé (exemple : consentement à participer à une recherche, résumé du projet en français).

**Priorités thématiques**

Les projets portant sur les priorités thématiques définies dans le corps de la note feront l'objet d'un classement spécifique. Le financement dédié à chacune de ces thématiques prioritaires sera défini en fonction du nombre et de la qualité des projets déposés.

Pour toute demande d'informations, s'adresser à DGOS-PHRC@sante.gouv.fr.

### 3.2 Programme hospitalier de recherche clinique en cancérologie (PHRC-K)

**Champ de l'appel à projets**

Les projets peuvent concerner toutes les technologies de santé relatives au cancer.

**Éligibilité**

Afin de permettre une évaluation par des experts non francophones, les projets devront être rédigés en anglais[4], aux stades de la lettre d'intention et du dossier complet.

**Priorité thématique**

En lien avec la stratégie décennale de lutte contre les cancers 2021-2030, les projets portant sur la désescalade thérapeutique [essais cliniques ayant pour objet la réduction de la toxicité et des séquelles des traitements à moyen et à long terme, chez les adultes, les adultes jeunes et les enfants] sont considérés comme prioritaires. La réduction de la toxicité des traitements à moyen et à long terme s'inscrit dans une démarche de limitation des séquelles et d'amélioration de la qualité de vie des patients. Cette démarche représente un des axes de la stratégie décennale de lutte contre les cancers. Les essais de désescalade thérapeutique concernent bien sûr les traitements médicamenteux, mais aussi la chirurgie, la radiologie interventionnelle et la radiothérapie. Ces projets feront l'objet à ce titre d'une attention particulière.

**Procédure de sélection des projets**

La sélection des projets est organisée par l'Institut national du cancer (INCa). La procédure de sélection sera disponible sur le site de l'INCa[5].

**Procédure de soumission**

Les lettres d'intention (cf. annexe II) sont à déposer auprès de l'INCa. Les formulaires spécifiques et procédures de soumission sont disponibles sur le site de l'INCa[6].

Pour toute demande d'informations, s'adresser à : phrc-info@institutcancer.fr.

### 3.3 Programme hospitalier de recherche clinique inter-régional (PHRC-I)

Le PHRC-I :

- soutient une politique de recherche partenariale entre les différents établissements de santé d'une même interrégion ;
- permet l'émergence de projets portés par des équipes souhaitant s'initier à la recherche clinique.

**Champ de l'appel à projets**

Depuis 2014, le PHRC-I concerne également le cancer.

[4] À l'exception des annexes ou sections pour lesquelles l'usage du français s'impose ou est explicitement demandé (exemple : consentement à participer à une recherche, résumé du projet en français).
[5] http://www.e-cancer.fr/aap/recherche/.
[6] http://www.e-cancer.fr/aap/recherche/.

**Modalités de sélection et de financement**

Les groupements interrégionaux pour la recherche clinique et l'innovation (GIRCI) sont en charge d'organiser une sélection des projets en deux temps, comprenant une présélection *via* une lettre d'intention puis une sélection sur dossier complet. La lettre d'intention doit utiliser le modèle fourni en annexe II. Les modalités du choix des projets sont libres, ainsi que son calendrier. Elles doivent être définies collégialement au niveau de chaque inter-région, sont transparentes et communiquées à l'avance à l'ensemble des candidats.

Les GIRCI soumettent les projets sélectionnés, et qu'ils souhaitent voir financés, à la DGOS. Après validation du mode de sélection, la DGOS valide la liste des projets en fonction de leur conformité aux orientations définies dans la présente note.

La DGOS financera uniquement les projets entrant dans le champ du PHRC-I. En cas de rejet d'un projet sélectionné, les crédits relatifs ne seront pas délégués et l'inter-région concernée percevra moins de crédits que la demande présentée.

Les crédits seront versés par la DGOS directement à l'établissement de santé, au GCS, à la maison ou au centre de santé coordonnateur du projet. La DGOS effectue le suivi des projets financés selon les modalités précisées sur le site internet du ministère chargé de la santé.

Pour la campagne 2024, le montant total disponible est fixé à 25 000 000 €. Le montant maximum de la subvention demandée pour les projets éligibles au PHRC-I est libre. La somme des financements accordés au titre des projets sélectionnés par un GIRCI ne dépassera pas le montant disponible indiqué dans le tableau ci-après.

| GIRCI | Montant maximum disponible (en millions d'euros) |
|---|---|
| Nord-Ouest | 3 |
| Grand Ouest (GO) | 2.8 |
| Sud-Ouest Outre-mer hospitalier (SOHO) | 4.3 |
| Méditerranée | 1.9 |
| Auvergne-Rhône-Alpes (AURA) | 3 |
| Est | 3 |
| Île-de-France | 7 |

Pour favoriser l'interrégionalité, les deux tiers des projets au minimum doivent associer au moins deux centres d'inclusion de patients dans deux établissements de santé, GCS, maison ou centre de santé différents de la même interrégion. Les projets multicentriques doivent comprendre au minimum 50 % de leurs centres d'inclusions dans la même interrégion. L'établissement de santé, le GCS, la maison ou le centre de santé coordonnateur doit être situé au sein de cette interrégion.

Afin d'assurer l'émergence de nouvelles équipes, l'investigateur coordonnateur ne doit jamais précédemment avoir obtenu un financement PHRC-N, PHRC-K, PHRC-I ni PHRC-R.

Ainsi, s'il doit y avoir un changement de porteur / d'investigateur coordonnateur pour une raison quelconque (l'investigateur coordonnateur a quitté l'établissement…) l'investigateur coordonnateur remplaçant est considéré comme ayant obtenu le financement. Aussi, l'investigateur coordonnateur initial (lauréat) et le nouvel investigateur coordonnateur (nouveau lauréat) ne doivent pas avoir obtenu précédemment de financement PHRC-N, PHRC-R, PHRC-I et PHRC-K et ne pourront pas tous les deux candidater à de prochains AAP PHRC-I.

Un projet ne peut dans aucun cas être déposé en même temps au PHRC-N ou PHRC-K et au PHRC-I. Si le cas de figure se présentait, le dossier de candidature serait non recevable dans les trois appels à projets 2024.

Au terme de la procédure de sélection, chaque GIRCI doit adresser sous format numérique sur une plateforme spécifique mise en place par la DGOS, à l'attention du Bureau de l'organisation et du financement de la recherche de la DGOS et à la date indiquée au préalable par la DGOS les documents suivants :

- Dossier n° 1 nommé « Procédure-de-selection » : il contient la procédure de sélection, comprenant l'algorithme de classement des dossiers, à chacune des étapes de leur sélection le cas échéant ;
- Dossier n° 2 nommé « Information-de-diffusion » : il contient l'information concernant l'appel à projets diffusé dans les établissements de santé, les GCS, les maisons et centres de santé de l'interrégion ;
- Dossier n° 3 nommé « Liste-etablissements-informes » : il contient la liste des établissements de santé, des GCS, des maisons et centres de santé ainsi informés ;
    - cette liste, en format tableur, doit comprendre, dans des colonnes **différentes** et au minimum, le nom de l'établissement de santé, du GCS, de la maison ou du centre de santé contacté, la fonction de la personne contactée, son nom, son prénom et l'adresse courriel à laquelle ont été adressés les documents,
- Dossier n° 4 nommé « liste-ensemble-dossiers_LI-complet-expertises », il contient :
    - la liste de l'ensemble des dossiers déposés en format tableur (lettres d'intention et projets complets) ; cette liste établie par la DGOS en collaboration avec les GIRCI, en format tableur comprend 16 colonnes différentes comprenant entre autres, un numéro d'ordre, la ville, l'établissement de santé de l'investigateur coordinateur, son titre, son nom, son prénom, son courriel, l'acronyme du projet, le titre du projet, le montant demandé, les noms regroupés des autres établissements recruteurs, la mention de la réussite ou non du dossier au premier stade de l'appel à projets, la clé de classement, le souhait de financement…,
    - Les dossiers déposés (ensemble des lettres d'intention puis dossiers complets pour les dossiers ayant été sélectionnés au stade de la lettre d'intention), avec pour chaque dossier un répertoire nommé par le numéro d'ordre du projet contenant :
        - l'ensemble des documents du projet (au stade de la lettre d'intention puis à celui du dossier complet le cas échéant), les éventuelles annexes et le budget demandé dans le cas des dossiers complets. La grille budgétaire de la DGOS doit obligatoirement être utilisée au stade du dépôt des dossiers complets. La grille budgétaire est disponible sur le site internet du ministère chargé de la santé,
        - l'ensemble des documents d'enregistrement du processus de sélection, en correspondance avec l'algorithme de choix des projets (expertises anonymisées, procès-verbal de jury, etc.). Dans son déroulé, le processus de sélection doit comprendre deux questions à destination des évaluateurs du projet (experts, rapporteurs, membres du jury, etc.), portant :
            - sur la justification de l'impact direct des résultats attendus sur la prise en charge des patients,
            - sur la démonstration que les méthodes de la recherche permettront d'obtenir des données apportant un haut niveau de preuve.

      Les cotations des réponses et les modalités de leur prise en compte lors du choix des lettres d'intention puis des dossiers complets proposés au financement doivent être précisées dans la description de l'algorithme de sélection des dossiers,

- les CV de l'investigateur coordonnateur et du méthodologiste ;
- pour les dossiers complets prévoyant des inclusions de patients, un document précisant le nombre des centres d'inclusion prévus (NC), la durée prévue de la période d'inclusion en mois (DUR), le nombre total de patients à inclure (NP) puis le calcul du nombre de patients à inclure par mois et par centre ((NP/DUR)/NC) et la justification de ce chiffre s'il est supérieur à 2.

Pour toute demande d'informations, s'adresser au GIRCI concerné dont les contacts sont présents sur le site du ministère[7].

[7] Groupements interrégionaux pour la recherche clinique et l'innovation - GIRCI - Ministère du travail, de la santé et des solidarités (sante.gouv.fr).

Annexe V

# Programme de recherche médico-économique (PRME)

## Objectifs

Le PRME finance des projets de recherche qui ont pour objectif l'évaluation médico-économique des technologies de santé[1] et des stratégies de prise en charge des patients. Ces recherches doivent permettre de guider les décideurs publics dans le financement du système de soins, les recommandations de bonnes pratiques et les enjeux de santé publique. Le PRME s'intéresse particulièrement à l'efficience des nouvelles technologies de santé et à l'efficience des stratégies de prise en charge de patients fondées sur des technologies de santé par des études à haut niveau de preuve.

Le PRME concerne tous les domaines de la santé, y compris le cancer.

## Éligibilité

Pour être éligibles, les projets doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- Les projets doivent avoir pour objectif principal la réalisation d'une évaluation médico-économique de technologies de santé ou de stratégies de prise en charge de façon à guider les décisions publiques en termes de financement des soins ;
- Une analyse d'impact budgétaire[2] (AIB) est fortement encouragée et particulièrement nécessaire lorsqu'un impact majeur sur les dépenses de santé est possible ;
- L'évaluation des résultats repose sur des critères cliniques et/ou de qualité de vie, définis en fonction de la nature des conséquences préalablement identifiées. D'autres critères peuvent être proposés s'ils sont justifiés ;
- Des données probantes sur la qualité, l'efficacité, l'intérêt clinique et la sécurité des technologies/stratégies étudiées doivent déjà être disponibles pour justifier qu'il est envisageable de les utiliser dans le contexte français ;
- Les projets doivent permettre la production de résultats à haut niveau de preuve scientifique, en mettant en œuvre une des méthodologies recommandées par la HAS ou de manière alternative une autre méthodologie appropriée ;
- Dans le cas d'un produit de santé, la technologie de santé étudiée doit disposer d'une autorisation de mise sur le marché (AMM) ou d'un marquage CE[3]. Dans le cas où elle n'en dispose pas, cette absence devra être dûment justifiée ;
- Les protocoles médico-économiques et cliniques proposés doivent impliquer systématiquement un économiste de la santé et un méthodologiste ;
- Le comparateur est la (ou les) technologie(s) ou la (ou les) stratégie(s) diagnostique(s) / thérapeutique(s) de référence (ou utilisée(s) en pratique courante, conformément aux recommandations en vigueur[4]) ;
- Les établissements impliqués dans les projets transmettent la totalité des données de coûts nécessaires à la bonne réalisation du projet.

---

[1] Technologie de santé : intervention pouvant servir à la promotion de la santé, à la prévention, au diagnostic ou au traitement d'une maladie aiguë ou chronique, ou encore à des fins de réadaptation. Les technologies de la santé comprennent les produits pharmaceutiques, les dispositifs, les interventions et les systèmes organisationnels utilisés dans les soins de santé (http://www.inahta.org/).

[2] Conformément au guide « Choix méthodologiques pour l'analyse de l'impact budgétaire à la HAS » disponible sur le site de la HAS : https://www.has-sante.fr/portail/jcms/c_2730306/fr/choix-methodologiques-pour-l-analyse-de-l-impact-budgetaire-a-la-has

[3] AMM pour les médicaments, marquage CE pour les dispositifs médicaux.

[4] Ces recommandations devront être transmises à la DGOS lors du processus de présélection.

Toute technologie de santé innovante en cours de validation dans le cadre du PRME ne sera pas évaluée par la HAS avant l'obtention des résultats médico-économiques finaux. Le PRME n'a pas vocation à réaliser les études médico-économiques post-inscription demandées aux industriels par la HAS ou par le Comité économique des produits de santé (CEPS)[5].
Le PRME n'a pas pour objet le financement d'un accès précoce à une technologie.

**Recommandations**

Il est essentiel que les porteurs d'un projet argumentent la capacité de leur projet à guider une décision publique concernant la technologie/stratégie sous étude, en s'attachant à décrire quelles sont les données manquantes lors de la soumission du projet et comment celui-ci permettra d'y remédier. Cet argumentaire devra être fourni dès le stade de la lettre d'intention.

Aucune approche méthodologique valide n'est exclue a priori, y compris le recours aux bases de données médico-administratives ou à des bases de données déjà existantes.

La soumission de projets intégrant plusieurs disciplines, telles que les sciences humaines et sociales, pourrait être possible.

**Processus**

Le processus de sélection est composé de deux étapes successives :

- Présélection des lettres d'intention par un jury institutionnel : examen de leur éligibilité au programme de recherche, pertinence de la question posée au regard des politiques publiques mises en œuvre, évaluation préliminaire de la capacité de la méthodologie proposée à apporter une réponse solide.

- Sélection des dossiers complets par un jury scientifique qui expertise la pertinence des objectifs du projet, sa qualité méthodologique et sa faisabilité opérationnelle, ainsi que l'adéquation de son budget en fonction des besoins du projet et du niveau de qualité des résultats attendus.

Pour toute demande d'informations, s'adresser à : DGOS-PRME@sante.gouv.fr.

[5] Études mentionnées aux articles L. 165-3 et L. 162-17-4 du Code de la sécurité sociale.

Annexe VI

**Programme de recherche sur la performance du système de soins (PREPS)**

## 1. Objectifs

Le programme de recherche sur la performance du système de soins (PREPS) se situe dans le champ de la recherche portant sur l'offre et l'organisation des services de santé et sur le parcours des patients [*Health services research (HSR)*[1]]. Le PREPS a pour objectif d'améliorer l'efficacité et l'efficience des services de santé.

Le PREPS soutient l'innovation organisationnelle en finançant l'expérimentation de nouveaux modèles d'offre ou d'organisation de services de santé, ou de parcours des patients ainsi que la production de connaissances nouvelles pouvant être nécessaires pour conduire un changement organisationnel. Ces recherches doivent permettre aux décideurs d'orienter la politique de santé pour améliorer l'organisation du système de santé, sur la base de preuves scientifiques [*Evidence-Based Policy*].

## 2. Éligibilité

### *Champs de recherche*

Champs de recherche attendus :
Recherches à haut niveau de preuve portant sur des modèles d'offre ou d'organisation de services de santé, des modes de pratiques professionnelles ou de parcours des patients, en vue de la transformation des organisations et services en place (observation, conception, implémentation, transposabilité).

La recherche peut notamment se situer dans les champs suivants :

- processus de travail et production de services (telles l'organisation et la mise en œuvre d'une étape d'un parcours de soins[2] ou de santé[3]) ;
- flux de patients (durées de séjour et volumes, adéquation des parcours) ;
- acceptabilité[4] des organisations ;
- fonctionnement territorial, complémentarité des soins hospitaliers et ambulatoires ;
- nouvelles coopérations (relations implicites ou contractuelles entre acteurs, intra ou entre structures), nouveaux métiers de la santé et implication des patients ;
- santé numérique (systèmes d'information, « big data ») ;
- qualité des prises en charge et sécurité du patient ;
- qualité de vie au travail et bien-être des professionnels de santé, et en particulier les impacts sur la santé des professionnels de santé des nouvelles organisations du travail ;

- accessibilité et disponibilité des soins (géographique, temporelle, inégalités sociales, littératie) ;

[1] Kathleen N Lohr et Donald M Steinwachs, « Health Services Research: An Evolving Definition of the Field », Health Services Research 37, n° 1 (février 2002) : 15-17, doi:10.1111/1475-6773.01020.
[2] Un parcours de soins comprend, pour le patient, le juste enchaînement et au bon moment des différentes compétences professionnelles liées directement ou indirectement aux soins : consultations, actes techniques ou biologiques, traitements médicamenteux et non médicamenteux, prise en charge des épisodes aigus (décompensation, exacerbation), autres prises en charge (médico-sociales notamment, mais aussi sociales) (cf. Haute Autorité de santé, questions / réponses, 2012 : http://www.has-sante.fr/portail/upload/docs/application/pdf/2012-05/quest-rep_parcours_de_soins.pdf)
[3] Les parcours de santé (…) articulent les soins avec, en amont, la prévention en santé et sociale et, en aval, l'accompagnement médico-social et social, le maintien et le retour à domicile (Parcours de santé, de soins et de vie - Ministère du travail, de la santé et des solidarités (sante.gouv.fr)).
[4] L'acceptabilité s'apprécie au regard de différentes parties prenantes (patients, professionnels de santé, décideurs) et de l'équité (partage potentiel des inégalités dans l'accès et la délivrance des soins de l'éthique et des aspects médico-légaux).

- soutenabilité financière et impact budgétaire ;
- impact environnemental et soutenabilité de la consommation de ressources ;
- adaptation de la conception architecturale et des infrastructures ;
- circuits logistiques.

Champs de recherche exclus :
La recherche sur l'efficacité comparée des produits de santé[5],des actes et des équipements à l'exception de celle incluant un ou des outil(s) numériques innovant(s) susceptibles d'engendrer des changements organisationnels ou des modes de pratiques professionnelles. Dans ce dernier cas, les validations de la sécurité et de l'efficacité du ou des outil(s) devront être préalablement réalisées ou explicitement prévues dans le projet de recherche, mais ne pourront en constituer l'objectif principal. La même attente est formulée concernant la connexion de ces outils aux systèmes d'information (systèmes d'information hospitaliers, dossier médical partagé, etc.).
Si le projet inclut le développement d'un nouvel outil à visée commerciale, il est attendu que les coûts associés soient supportés par son propriétaire.

***Disciplines et méthodes***

Le PREPS est ouvert à toutes les disciplines : santé publique, épidémiologie et statistiques, sciences des données, sciences humaines et sociales, économie, informatique[6],ingénierie opérationnelle, management des organisations, etc. La collaboration entre disciplines est souhaitée dès lors qu'elle apporte une expertise utile au projet.

Tous les matériels pertinents sont autorisés y compris les très grandes bases et entrepôts de données existants, les cohortes et registres existants, les corpus de verbatims, la littérature existante, etc.

Les méthodes ne sont pas exclusives et peuvent être associées y compris la mesure d'impact d'interventions, les approches observationnelles en vie courante, le développement de méthodes scientifiques en recherche sur les services de santé, les revues systématiques de la littérature, les approches qualitatives, la simulation, l'intelligence artificielle, etc. dès lors que la problématique soulevée permet une amélioration des connaissances dans les champs de l'organisation et de la performance des services de santé.

## 3. Processus

Le processus de sélection est composé de deux étapes successives :

- pré-sélection des lettres d'intention par un jury institutionnel pour examen de leur éligibilité au programme de recherche, de la pertinence de la question posée et de l'originalité du pré-projet au regard des priorités institutionnelles ;
- sélection des dossiers complets par un jury scientifique qui, à l'aide d'expertises produites par des pairs, évalue en particulier la faisabilité et la pertinence méthodologique et opérationnelle du projet, les réponses aux éventuelles remarques faites en pré-sélection ainsi que l'adéquation de son budget en fonction du niveau de qualité des résultats attendus.

[5] Technologie de santé : intervention pouvant servir à la promotion de la santé, à la prévention, au diagnostic ou au traitement d'une maladie aiguë ou chronique, ou encore à des fins de réadaptation. Les technologies de la santé comprennent les produits pharmaceutiques, les dispositifs, les interventions et les systèmes organisationnels utilisés dans les soins de santé (http://www.inahta.org/).
[6] Entre autres, les outils informatiques (dossier patient électronique, "big data", etc.) dans leur dimension d'échange de données entre acteurs du système de soins y compris les patients sont dans le champ du PREPS.

## 4. Recommandations

Dans le cadre de la lettre d'intention, Il est essentiel de bien caractériser l'innovation explorée par la recherche afin de permettre au jury de juger de son originalité et de ses retombées potentielles et d'envisager sa faisabilité et sa reproductibilité dès cette étape. En cas de présélection, le dossier complet devra apporter toutes les précisions permettant de justifier la pertinence et la maîtrise des méthodes expérimentales proposées et de garantir la faisabilité.

Les interventions dont l'efficacité est déjà démontrée hors contexte français peuvent être testées dans le cadre d'un projet du PREPS uniquement dans les cas où l'hypothèse d'une transposition réussie en France peut être valablement questionnée. Cette hypothèse doit être étayée par un rationnel justifiant le financement d'un projet de recherche. Les enjeux liés à l'implémentation et le caractère généralisable de l'intervention devront être explicités et justifiés.

Pour toute demande d'informations, s'adresser à : DGOS-PREPS@sante.gouv.fr.

Annexe VII

**Programme hospitalier de recherche infirmière et paramédicale (PHRIP)**

## 1. Objectifs

Le PHRIP a pour objectif la production de connaissances scientifiques utilisables par les auxiliaires médicaux dans leurs prises de décisions ou leurs pratiques.

## 2. Champ

Le PHRIP vise tous les aspects de la recherche appliquée en santé, en privilégiant les questions se rapportant à l'amélioration des pratiques des auxiliaires médicaux et notamment les stratégies de soins, les référentiels de prise en charge, les méthodes innovantes de soins ainsi que celles de l'organisation des soins et des parcours des patients.

La recherche peut concerner la pratique à l'hôpital, en ville, en maison/centre de santé, au domicile du patient ou dans tout autre lieu d'exercice des auxiliaires médicaux.

Toutes les méthodologies (quantitatives, qualitatives, mixtes) sont éligibles à la condition expresse qu'elles soient appropriées, rigoureuses, que les équipes s'entourent des compétences *ad hoc* pour garantir la qualité de la méthode de recherche choisie, afin d'apporter les éléments de réponse à la question de recherche.

## 3. Éligibilité

Les projets de recherche peuvent porter sur toutes les dimensions des soins pour peu qu'ils relèvent d'une recherche dans le domaine des soins réalisés par les auxiliaires médicaux. La notion de « soins » doit être comprise dans une acception large, dépassant les seuls soins à visée curative pour intégrer les soins éducatifs et préventifs, la rééducation, la réadaptation, ainsi que les soins à visée palliative.

Le PHRIP n'a pas vocation à se substituer, même pour partie, aux autres programmes de recherche de la DGOS présentés dans cette note d'information et dans le cadre desquels les professionnels de santé paramédicaux peuvent aussi être porteurs de projet.

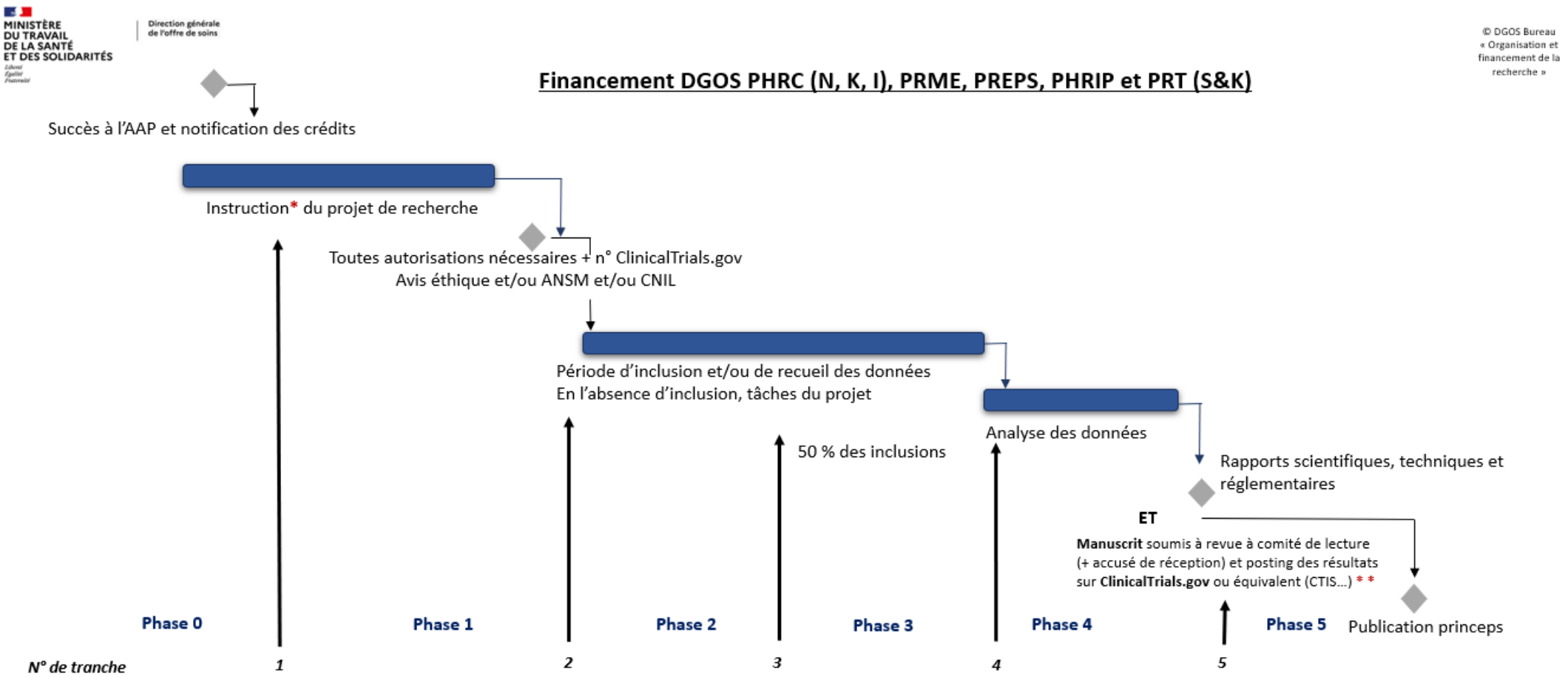
## 4. L'appel à projets

Le PHRIP concerne toutes les pathologies et toutes les situations de soins.

Le processus de sélection implique un jury scientifique pour ses deux étapes successives, présélection des lettres d'intention et sélection des dossiers complets.

Pour toute demande d'informations, s'adresser à DGOS-PHRIP@sante.gouv.fr.

Annexe VIII




| N° de tranche | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|---|---|---|---|---|---|
| PHRC (N, K, I),PRME, PREPS et PHRIP | 15 % du montant financé plafonné à 50 k€ | 25 % du montant financé + reliquat éventuel T1 | 35 % du montant financé | 15 % du montant financé | 10 % du montant financé |
| PRT (S&K) | 25 % du montant financé | 25 % du montant financé | 25 % du montant financé | 15 % du montant financé | 10 % du montant financé |

* Instruction du projet, préparation et validation de tout document nécessaire au bon déroulement du projet, des circuits nécessaires à sa bonne organisation (circuits patients, imagerie, biologie, données, médicaments, etc.), actions en vue de l'obtention des avis réglementaires...

* * La condition relative au posting des résultats ne s'applique pas au PRT (S&K).

MINISTÈRE
DU TRAVAIL
DE LA SANTÉ
ET DES SOLIDARITÉS

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**INSTRUCTION N°** DGCS/SD3A/SD3B/SD4B/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2024/97 du 27 juin 2024 complétant l'instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2024/62 du 22 mai 2024 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2024

La ministre du travail, de la santé et des solidarités
La ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé et des solidarités, chargée des personnes âgées et des personnes handicapées
La directrice de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)

à

Mesdames et Messieurs les directeurs généraux
des agences régionales de santé (ARS)

| | |
|---|---|
| **Référence** | NOR : TSSA2417075J (numéro interne 2024/97) |
| **Date de signature** | 27/06/2024 |
| **Emetteurs** | Ministère du travail, de la santé et des solidarités<br>Direction générale de la cohésion sociale (DGCS)<br>Direction de la sécurité sociale (DSS)<br>Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) |
| **Objet** | Orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2024. |
| **Action à réaliser** | Délégation des crédits aux établissements et services médico-sociaux (ESMS) concernés. |
| **Résultat attendu** | Délégation des crédits aux ESMS concernés. |
| **Echéance** | Immédiate. |
| **Contacts utiles** | Direction générale de la cohésion sociale<br>Sous-direction Affaires financières et modernisation<br>Bureau Gouvernance du secteur social et médico-social (SD5B)<br>Murielle DEMAGNY<br>Tél. : 06 60 73 64 84<br>Mél. : murielle.demagny@social.gouv.fr<br><br>Direction de la sécurité sociale<br>Sous-direction du financement du système de soins<br>Bureau Établissements de santé et médico-sociaux (1A)<br>Yasmina OUDJEDOUB<br>Tél. : 07 62 85 28 36<br>Mél. : yasmina.oudjedoub@sante.gouv.fr |

cnsa
Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

| | |
|---|---|
| | Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie<br>Direction du financement de l'offre<br>Pôle Prévision, répartition et suivi des financements<br>Nicolas MOLLARD<br>Tél. : 06 99 02 95 18<br>Mél. : nicolas.mollard@cnsa.fr |
| **Nombre de pages et annexes** | 5 pages + 1 annexe (4 pages)<br>Annexe - Tableaux modifiés des dotations régionales limitatives (DRL) 2024 et tableaux de suivi des droits de tirage des ARS. |
| **Résumé** | La présente instruction a pour objet de compléter l'instruction N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2024/62 du 22 mai 2024 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2024. Elle organise la seconde partie de campagne budgétaire visant à mettre en œuvre les nouvelles mesures salariales issues de l'accord intervenu le 18 juin 2024 pour la revalorisation des bas salaires des personnels de la branche action sanitaire et sociale (privé non lucratif) et le financement de villages vacances. |
| **Mention Outre-mer** | Ces dispositions s'appliquent aux Outre-mer. |
| **Mots-clés** | Actualisation ; dotation régionale limitative (DRL) ; établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), établissement et service médico-social (ESMS) ; financement complémentaire ; loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) ; mesure nouvelle ; objectif global de dépenses (OGD) ; stratégie de développement de l'attractivité des métiers de Grand âge et de l'autonomie. |
| **Classement thématique** | Établissements sociaux et médico-sociaux |
| **Textes de référence** | - Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L. 314-3 et L. 314-3-1 ;<br>- Article 2 de la Loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022 ;<br>- Article 18-II de la Loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 ;<br>- Loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023 de financement de la sécurité sociale pour 2024 ;<br>- Arrêté du 20 juin 2024 relatif à l'agrément de l'accord bas salaire. |
| **Circulaire / instruction abrogée** | Néant |
| **Circulaire / instruction modifiée** | Néant |
| **Rediffusion locale** | Établissements et organismes partenaires |
| **Validée par le CNP le 26 juin 2024 - Visa CNP 2024-32** | |
| **Document opposable** | Oui |
| **Déposée sur le site Légifrance** | Non |
| **Publiée au BO** | Oui |
| **Date d'application** | Immédiate |

La présente instruction complète l'instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2024/62 du 22 mai 2024 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2024.

1. *Accord relatif à l'extension du Ségur dans le cadre de la politique salariale en lien avec la négociation sur la convention collective nationale unique étendue (CCNUE) dans le secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif*

En application de l'accord bas salaires agréé du 4 juin 2024 relatif à l'extension du Ségur dans le cadre de la politique salariale dans le secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif, des crédits à hauteur de **291,1 M€** sont délégués (**9,4 M€** pour le secteur personnes âgées et **281,7 M€** pour le secteur personnes en situation de handicap)[1]. L'agrément de cet accord et son financement interviennent à la suite de l'engagement des partenaires sociaux à initier des négociations pour une convention collective nationale unique et étendue (CCNUE). Cet engagement est matérialisé par l'accord de méthode relatif au calendrier de négociation et devant permettre d'aboutir à un accord sur la classification / rémunérations / congés d'ici la fin de l'année 2024.

Les enveloppes nationales ont été calibrées sur la base de l'estimation du coût moyen annuel chargé individuel de cette revalorisation, multiplié par le nombre d'équivalents temps plein (ETP) éligibles[2]. Elles ont été ventilées au prorata des bases reconductibles des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESMS) éligibles pondérées par la proportion moyenne des ETP éligibles financés sur la section soins pour chaque catégorie d'établissements et services.

Ces crédits concourent au financement des mesures de revalorisation salariale inscrites dans l'accord bas salaires portant extension des mesures de revalorisation « Ségur / Laforcade / Conférence des métiers » aux professionnels qui n'en n'ont actuellement pas bénéficié (personnels administratifs et techniques). Pour rappel, les salariés éligibles bénéficieront d'une indemnité de 238 € brut par mois.

Ils sont destinés aux établissements sociaux et médico-sociaux privés à but non lucratif relevant du champ de la branche associative sanitaire sociale et médico-sociale (BASS) et financés au titre de l'objectif global de dépenses (OGD)[3]. À ce titre, sont concernés les établissements privés à but non lucratif relevant des conventions collectives (CCN) suivantes :

- la convention collective nationale des établissements privés d'hospitalisation, de soins, de cure et de garde à but non lucratif du 31 octobre 1951 (CCN 51) ;
- la convention collective nationale de travail des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966 (CCN 66) ;
- la convention collective Croix Rouge (CRF) ;
- la convention relative aux établissements médico-sociaux de l'Union intersyndicale des secteurs sanitaires et sociaux (UNISSS) ;
- les employeurs ne relevant d'aucune convention collective sur le champ de la BASS[4].

---

*[1] Des crédits sont également prévus pour les ESMS accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques (PDS).*
*[2] Source : données statistiques publiques, Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)/Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (DARES).*
*[3] Source : données issues du tableau de bord de la performance médico-social.*
*[4] L'extension de l'accord par la Direction générale du travail (DGT), en cours de réalisation, le rendra opposable aux établissements sociaux et médico-sociaux à but non lucratif ne relevant d'aucune convention collective.*

Pour les ESMS cofinancés, ces crédits ne sont destinés à couvrir que le personnel émargeant sur les sections tarifaires financées par l'OGD.

Cette mesure n'est pas applicable aux salariés visés par les textes ci-dessous :

- l'avenant CCN 51 n° 2021-05 du 15 juillet 2021 relatif à l'attribution d'une prime aux médecins, pharmaciens, biologistes et chirurgiens-dentistes ;
- la recommandation patronale AXESS du 27 juin 2022 relative à la revalorisation des médecins coordonnateurs en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) et des médecins salariés des établissements et services sociaux et médico-sociaux dans le secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif.

De même, la mesure mise en place par le présent accord ne peut en aucun cas se cumuler avec toutes mesures ayant le même objet qui auraient pu être mises en place au sein des structures, quelles que soient leur dénomination (« Ségur », « Laforcade », « Conférence des métiers », etc.) ou leur forme juridique[5].

L'accord bas salaires agréé le 20 juin 2024 entre en vigueur avec effet rétroactif au 1er janvier 2024.

2. *Déploiement de solutions de vacances de répit partagées, conformément à l'engagement de la Stratégie « aidant »*

Conformément aux engagements pour le déploiement de séjours de répit partagé dans le cadre de la Stratégie nationale de mobilisation et de soutien 2023-2027 pour les aidants, des crédits à hauteur de **2,6 M€** (**1,5 M€** pour le secteur « personnes en situation de handicap » et **1,1 M€** pour le secteur « personnes âgées ») sont délégués pour le déploiement de deux résidences de répit et de vacances partagées en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie.

Ces établissements préfigurateurs d'une offre nouvelle auront pour objectif d'assurer l'accès des personnes âgées ou handicapées en perte d'autonomie et de leurs proches à des lieux de vacances adaptés en commun.

*
* *

Les dotations régionales sont présentées **en annexe à la présente instruction.**

Vu au titre du CNP par la secrétaire générale des ministères chargés des affaires sociales, par intérim,

signé

Sophie LEBRET

Pour les ministres et par délégation :
Le directeur général de la cohésion sociale,

signé

Jean-Benoît DUJOL

[5] *Cette revalorisation ne s'applique donc pas aux EHPAD dont l'ensemble du personnel a bénéficié du Ségur.*

Pour les ministres et par délégation :
La cheffe de service, adjointe au directeur
de la sécurité sociale,

Delphine CHAMPETIER

La directrice de la Caisse nationale
de solidarité pour l'autonomie,

Virginie MAGNANT

Annexe

**Tableaux modifiés des dotations régionales limitatives (DRL) 2024 et tableaux de suivi des droits de tirage des ARS**

**TABLEAU 1 - CALCUL DES DOTATIONS RÉGIONALES LIMITATIVES 2024 SUR LE CHAMP DES PERSONNES ÂGÉES**

| | DRL phase 1 | | MESURES NOUVELLES | | DRL phase 2 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| SECTEUR PA | DRL PA 2024 | DONT CNR NATIONAUX | REVALORISATIONS SALARIALES | AUTRES MN | DRL PA 2024 | DONT CNR NATIONAUX |
| | Mai-2024 | Mai-2024 | MN – Reval. PNL (CCNUE) | MN- Séjours répit | Juin-2024 | Juin-2024 |
| Formules | 19 = ∑(5:18) | 20 = 18 | 21 | 22 | 23 = 19 + ∑(21:22) | 23 =20 |
| Auvergne-Rhône-Alpes | 2 032 333 867 € | 25 088 € | 860 768 € | 0 € | 2 033 194 636 € | 25 088 € |
| Bourgogne-Franche-Comté | 877 484 411 € | 0 € | 412 211 € | 0 € | 877 896 622 € | 0 € |
| Bretagne | 1 039 553 006 € | 0 € | 388 675 € | 0 € | 1 039 941 681 € | 0 € |
| Centre-Val de Loire | 759 401 915 € | 27 719 € | 433 682 € | 0 € | 759 835 597 € | 27 719 € |
| Corse | 63 404 231 € | 0 € | 21 323 € | 0 € | 63 425 554 € | 0 € |
| Grand Est | 1 357 990 166 € | 0 € | 716 325 € | 0 € | 1 358 706 491 € | 0 € |
| Guadeloupe | 55 626 494 € | 0 € | 49 258 € | 0 € | 55 675 752 € | 0 € |
| Guyane | 18 957 512 € | 0 € | 32 925 € | 0 € | 18 990 437 € | 0 € |
| Hauts-de-France | 1 295 778 311 € | 0 € | 875 336 € | 0 € | 1 296 653 647 € | 0 € |
| Ile-de-France | 1 791 318 689 € | 269 833 € | 1 460 447 € | 0 € | 1 792 779 136 € | 269 833 € |
| La Réunion | 67 291 181 € | 0 € | 60 192 € | 0 € | 67 351 374 € | 0 € |
| Martinique | 69 412 608 € | 0 € | 91 180 € | 0 € | 69 503 787 € | 0 € |
| Mayotte | 3 837 809 € | 0 € | 13 341 € | 0 € | 3 851 149 € | 0 € |
| Normandie | 890 841 783 € | 0 € | 518 003 € | 0 € | 891 359 787 € | 0 € |
| Nouvelle-Aquitaine | 1 818 603 228 € | 65 842 € | 1 136 145 € | 512 000 € | 1 820 251 373 € | 65 842 € |
| Occitanie | 1 580 730 770 € | 48 870 € | 957 266 € | 550 000 € | 1 582 238 037 € | 48 870 € |
| Pays de la Loire | 1 084 392 573 € | 42 227 € | 612 050 € | 0 € | 1 085 004 623 € | 42 227 € |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 1 188 412 825 € | 47 875 € | 760 873 € | 0 € | 1 189 173 698 € | 47 875 € |
| Saint-Pierre-et-Miquelon | 2 482 782 € | 0 € | 0 € | 0 € | 2 482 782 € | 0 € |
| TOTAL | 15 997 854 163 € | 527 454 € | 9 400 000 € | 1 062 000 € | 16 008 316 163 € | 527 454 € |

**TABLEAU 1bis - CALCUL DES DOTATIONS RÉGIONALES LIMITATIVES 2024 SUR LE CHAMP DES PERSONNES ENSITUATION DE HANDICAP**

| SECTEUR PH | DRL phase 1 | | MESURES NOUVELLES | | DRL phase 2 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | DRL PH 2024 | DONT CNR NATIONAUX | REVALORISATIONS SALARIALES | AUTRES MESURES | DRL PH 2024 | DONT CNR NATIONAUX |
| | Mai-2024 | Mai-2024 | MN – Reval. PNL (CCNUE) | MN - Séjours répit | Juin-2024 | Juin-2024 |
| Formules | 19 = ∑(3:18) | 20 = ∑(17:18) | 21 | 22 | 23= 19+ ∑(21:22) | 24= 20 |
| Auvergne-Rhône-Alpes | 1 537 834 869 € | 650 540 € | 29 582 868 € | 0 € | 1 567 417 738 € | 650 540 € |
| Bourgogne-Franche-Comté | 665 879 660 € | 215 946 € | 12 235 555 € | 0 € | 678 115 216 € | 215 946 € |
| Bretagne | 680 226 267 € | 330 325 € | 13 840 144 € | 0 € | 694 066 411 € | 330 325 € |
| Centre-Val de Loire | 586 863 800 € | 84 483 € | 11 657 702 € | 0 € | 598 521 502 € | 84 483 € |
| Corse | 70 212 137 € | 0 € | 1 252 802 € | 0 € | 71 464 940 € | 0 € |
| Grand Est | 1 307 024 144 € | 475 228 € | 25 984 889 € | 0 € | 1 333 009 033 € | 475 228 € |
| Guadeloupe | 108 096 835 € | 8 982 € | 2 071 941 € | 0 € | 110 168 777 € | 8 982 € |
| Guyane | 73 316 778 € | 20 339 € | 1 416 128 € | 0 € | 74 732 907 € | 20 339 € |
| Hauts-de-France | 1 495 333 769 € | 866 844 € | 29 023 028 € | 0 € | 1 524 356 798 € | 866 844 € |
| Ile-de-France | 2 401 137 683 € | 1 201 687 € | 44 708 238 € | 0 € | 2 445 845 920 € | 1 201 687 € |
| La Réunion | 211 378 468 € | 64 689 € | 4 083 540 € | 0 € | 215 462 008 € | 64 689 € |
| Martinique | 94 591 211 € | 10 000 € | 1 808 826 € | 0 € | 96 400 038 € | 10 000 € |
| Mayotte | 27 599 111 € | 21 375 € | 422 163 € | 0 € | 28 021 275 € | 21 375 € |
| Normandie | 792 048 989 € | 356 822 € | 15 941 072 € | 0 € | 807 990 061 € | 356 822 € |
| Nouvelle-Aquitaine | 1 330 256 759 € | 587 065 € | 26 571 289 € | 960 000 € | 1 357 788 048 € | 587 065 € |
| Occitanie | 1 405 403 431 € | 335 484 € | 27 668 384 € | 550 000 € | 1 433 621 815 € | 335 484 € |
| Pays de la Loire | 761 382 280 € | 232 135 € | 14 450 918 € | 0 € | 775 833 198 € | 232 135 € |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 1 002 758 387 € | 455 662 € | 18 959 616 € | 0 € | 1 021 718 003 € | 455 662 € |
| Saint-Pierre-et-Miquelon | 2 098 388 € | 0 € | 20 894 € | 0 € | 2 119 282 € | 0 € |
| TOTAL | 14 553 442 967 € | 5 917 606 € | 281 700 000 € | 1 510 000 € | 14 836 652 967 € | 5 917 606 € |

**TABLEAU 2 – SUIVI DU DROIT DE TIRAGE ET DÉTERMINATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT POUR 2024 SUR LE CHAMP DES PERSONNES ÂGÉES**

| SECTEUR PA | Solde DTCB 2024 | | | Crédits de paiement 2024 | | | Solde DT au 31/12/2024 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Solde DT au 31/12/2023 | Transfert crédits AE SSIAD sur solde DTPH | Solde DT au 01/01/2024 | Crédits 2023 délégués et non consommés | Prévisions d'installation 2024 (proratisées) | Crédits de paiement délégués en 2024 | |
| Source données | EB2023 | Prog. SEPPIA | Formule | EB2023 | Prog. SEPPIA | Formule | Formule |
| Formules | 1 | 2 | 3=1+2 | 4 | 5 | 6 = SI (5-4 <0 ; 0 ; 5-4) | 7= 3-6 |
| Auvergne-Rhône-Alpes | 66 653 852 | -2 700 000 | 63 953 852 | 13 914 435 | 11 518 868 | 0 | 63 953 852 |
| Bourgogne-Franche-Comté | 40 977 870 | -1 920 000 | 39 057 870 | 8 210 539 | 7 949 368 | 0 | 39 057 870 |
| Bretagne | 27 522 257 | -6 789 760 | 20 732 497 | 8 919 313 | 4 156 655 | 0 | 20 732 497 |
| Centre-Val de Loire | 28 374 741 | -2 309 891 | 26 064 850 | 7 681 733 | 4 896 286 | 0 | 26 064 850 |
| Corse | 13 448 986 | 0 | 13 448 986 | 6 301 405 | 1 782 256 | 0 | 13 448 986 |
| Grand Est | 43 793 261 | -2 075 400 | 41 717 861 | 12 498 887 | 13 221 662 | 722 775 | 40 995 086 |
| Guadeloupe | 20 200 335 | -326 400 | 19 873 935 | 3 599 714 | 2 089 611 | 0 | 19 873 935 |
| Guyane | 6 379 195 | 0 | 6 379 195 | 0 | 3 791 324 | 3 791 324 | 2 587 871 |
| Hauts-de-France | 40 598 730 | 0 | 40 598 730 | 12 022 820 | 8 694 441 | 0 | 40 598 730 |
| Ile-de-France | 82 035 013 | -2 576 000 | 79 459 013 | 15 356 080 | 11 417 854 | 0 | 79 459 013 |
| La Réunion | 31 142 253 | -320 000 | 30 822 253 | 4 141 344 | 1 943 653 | 0 | 30 822 253 |
| Martinique | 18 266 057 | -56 355 | 18 209 702 | 3 028 364 | 2 162 328 | 0 | 18 209 702 |
| Mayotte | 6 881 436 | 0 | 6 881 436 | 0 | 985 039 | 985 039 | 5 896 397 |
| Normandie | 31 273 525 | 0 | 31 273 525 | 10 834 288 | 5 561 300 | 0 | 31 273 525 |
| Nouvelle-Aquitaine | 54 936 196 | 0 | 54 936 196 | 10 690 149 | 5 310 435 | 0 | 54 936 196 |
| Occitanie | 40 502 534 | -1 400 000 | 39 102 534 | 18 776 174 | 9 521 362 | 0 | 39 102 534 |
| Pays de la Loire | 37 792 249 | -2 800 000 | 34 992 249 | 6 015 070 | 7 691 164 | 1 676 094 | 33 316 155 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 30 487 078 | -2 250 000 | 28 237 078 | 10 685 014 | 8 205 157 | 0 | 28 237 078 |
| Saint-Pierre-et-Miquelon | 1 824 000 | 0 | 1 824 000 | 0 | 0 | 0 | 1 824 000 |
| TOTAL | 623 089 570 | -25 523 806 | 597 565 764 | 152 675 329 | 110 898 763 | 7 175 232 | 590 390 531 |

**TABLEAU 2BIS – SUIVI DU DROIT DE TIRAGE ET DÉTERMINATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT POUR 2024 SUR LE CHAMP DES PERSONNES HANDICAPÉES**

| SECTEUR PH | Solde DTCB 2024 | | | | | | | Crédits de paiement 2024 | | | Solde DT au 31/12/2024 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Solde DT au 31/12/2023 | AE "50 000 solutions" | | | | Transfert crédits AE SSIAD (PA) sur solde DTPH | Solde DT au 01/01/2024 | Crédits 2023 délégués et non consommés | Prévisions d'installation 2024 (proratisées) | Crédits de paiement délégués en 2024 | |
| | | Montant AE | Amorçage CP 2023 | Amorçage CP 2024 | Solde AE | | | | | | |
| Source données | EB2023 | Instruction 07/12/2023 | Tableau DRL 2023 | Tableau DRL 2024 | Formule | EB2023 | Formule | EB2023 | Prog. SEPPIA | Formule | Formule |
| Formules | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 = 2 - (3 + 4) | 6 | 7=∑(1 ; 5 ; 6) | 8 | 9 | 10 = SI (9-8 <0 ; 0 ; 9-8) | 11 = 7-10 |
| Auvergne-Rhône-Alpes | 14 514 022 € | 134 080 000 € | | 7 055 934 € | 127 024 066 € | 2 700 000 € | 144 238 088 | 15 804 784 € | 10 829 137 € | 0 | 144 238 088 € |
| Bourgogne-Franche-Comté | 2 662 931 € | 45 800 000 € | | 4 653 559 € | 41 146 441 € | 1 920 000 € | 45 729 371 | 7 833 562 € | 2 007 476 € | 0 | 45 729 371 € |
| Bretagne | 1 521 565 € | 53 960 000 € | | 3 120 094 € | 50 839 907 € | 6 789 760 € | 59 151 232 | 9 654 595 € | 3 874 997 € | 0 | 59 151 232 € |
| Centre-Val de Loire | 1 151 346 € | 45 850 000 € | | 5 260 555 € | 40 589 445 € | 2 309 891 € | 44 050 682 | 2 020 950 € | 1 840 243 € | 0 | 44 050 682 € |
| Corse | 1 797 132 € | 11 140 000 € | | 637 550 € | 10 502 450 € | 0 € | 12 299 583 | 4 438 836 € | 1 533 276 € | 0 | 12 299 583 € |
| Grand Est | 6 615 220 € | 101 150 000 € | | 5 501 518 € | 95 648 482 € | 2 075 400 € | 104 339 102 | 9 722 053 € | 7 155 842 € | 0 | 104 339 102 € |
| Guadeloupe | 3 944 501 € | 12 770 000 € | | 752 020 € | 12 017 980 € | 326 400 € | 16 288 882 | 2 360 445 € | 1 987 427 € | 0 | 16 288 882 € |
| Guyane | 725 195 € | 28 030 000 € | 1 000 000 € | 1 938 494 € | 25 091 506 € | 0 € | 25 816 701 | 716 922 € | 1 183 258 € | 466 337 | 25 350 364 € |
| Hauts-de-France | 12 066 925 € | 177 600 000 € | | 14 728 998 € | 162 871 002 € | 0 € | 174 937 928 | 15 050 092 € | 9 857 311 € | 0 | 174 937 928 € |
| Ile-de-France | 45 759 885 € | 310 930 000 € | | 18 546 400 € | 292 383 600 € | 2 576 000 € | 340 719 485 | 42 062 048 € | 28 310 004 € | 0 | 340 719 485 € |
| La Réunion | 2 788 937 € | 29 850 000 € | 2 000 000 € | 1 767 403 € | 26 082 597 € | 320 000 € | 29 191 534 | 3 635 168 € | 1 052 000 € | 0 | 29 191 534 € |
| Martinique | 3 129 591 € | 22 130 000 € | | 1 370 992 € | 20 759 008 € | 56 355 € | 23 944 955 | 1 716 991 € | 1 032 939 € | 0 | 23 944 955 € |
| Mayotte | 2 438 944 € | 22 220 000 € | | 899 719 € | 21 320 281 € | 0 € | 23 759 225 | 5 108 917 € | 623 762 € | 0 | 23 759 225 € |
| Normandie | 7 227 818 € | 62 240 000 € | | 3 518 170 € | 58 721 830 € | 0 € | 65 949 649 | 4 130 803 € | 4 807 609 € | 676 806 | 65 272 842 € |
| Nouvelle-Aquitaine | 14 798 484 € | 105 800 000 € | | 6 138 902 € | 99 661 098 € | 0 € | 114 459 582 | 3 310 521 € | 9 082 431 € | 5 771 910 | 108 687 672 € |
| Occitanie | 7 135 894 € | 153 620 000 € | | 8 705 435 € | 144 914 565 € | 1 400 000 € | 153 450 459 | 10 123 423 € | 8 053 349 € | 0 | 153 450 459 € |
| Pays de la Loire | 1 273 168 € | 55 100 000 € | | 3 342 177 € | 51 757 823 € | 2 800 000 € | 55 830 990 | 2 207 498 € | 3 326 940 € | 1 119 443 | 54 711 548 € |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 4 614 027 € | 122 700 000 € | | 12 062 081 € | 110 637 919 € | 2 250 000 € | 117 501 946 | 4 069 613 € | 4 415 134 € | 345 521 | 117 156 425 € |
| Saint-Pierre-et-Miquelon | 0 € | 0 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 | 145 762 € | 0 € | 0 | 0 € |
| TOTAL | 134 165 585 € | 1 494 970 000 € | 3 000 000 € | 100 000 000 € | 1 391 970 000 € | 25 523 806 € | 1 551 659 391 € | 144 112 984 € | 100 973 136 € | 8 380 017 € | 1 543 279 374 € |

Caisse nationale de l'assurance maladie

**Liste des agents de contrôle de la branche maladie ayant reçu l'autorisation provisoire d'exercer leurs fonctions en application des dispositions de l'arrêté du 5 mai 2014 fixant les conditions d'agrément des agents et des praticiens-conseils chargés du contrôle de l'application des législations de sécurité sociale**

NOR : TSSX2430295K

| Nom | Prénom | Organisme | Date d'autorisation provisoire |
|---|---|---|---|
| BALLESTA | Christelle | CPAM de l'Indre-et-Loire | 30/05/2024 |
| LAUTARD | Guillaume | CPAM de la Vienne | 30/05/2024 |
| MICHAUD | Yvain | CPAM de la Vienne | 30/05/2024 |
| SOLIVERES | Clémentine | CPAM de Rouen Elbeuf Dieppe | 05/06/2024 |
| CORNILLAC DACHRAOUI | Yassamine | CPAM des Bouches-du-Rhône | 05/06/2024 |
| LABARTHE | Frédéric | CPAM de l'Hérault | 07/06/2024 |
| FORESTIER GUIMBERT | Charline | CPAM du Bas-Rhin | 07/06/2024 |
| LORY | Caroline | CPAM du Loir-et-Cher | 07/06/2024 |
| FAUCHE | Fanny | CPAM de l'Aisne | 07/06/2024 |

Caisse nationale de l'assurance maladie

**Décisions portant délégation de signature du directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie**

NOR : TSSX2430297S

Direction déléguée aux opérations.

Le directeur général, M. Thomas FATÔME, délègue et abroge sa signature à des agents de la caisse dans les conditions et limites fixées ci-dessous.

DIRECTION DÉLÉGUÉE AUX OPÉRATIONS (DDO)

Mme **Aurélie LE SUEUR** *(intérim du poste)*
Décision du 5 juin 2024

La délégation de signature par intérim accordée à Mme Aurélie LE SUEUR, directeur adjoint - Manager directeur, par décision du 7 décembre 2023 est abrogée au 30 juin 2024 au soir.

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel Santé - Protection sociale - Solidarité.
Signé : Thomas FATÔME, directeur général.

Mme **Aurélie COMBAS RICHARD**
Décision du 5 juin 2024

À compter du **1er juillet 2024**, délégation de signature est accordée à Mme Aurélie COMBAS RICHARD, la directrice déléguée aux opérations (DDO).

Délégation de signature est accordée à Mme Aurélie COMBAS RICHARD, la directrice déléguée aux opérations, pour signer :

- la correspondance courante émanant de la Direction déléguée aux opérations,
- les circulaires, lettres réseau et enquêtes/questionnaires,
- les courriers de suspension des délibérations des conseils et des décisions prises par les directeurs des caisses primaires d'assurance maladie, des centres de traitements informatiques,
- la certification du service fait ou la réception des biens pour les dépenses ordonnancées par la Direction déléguée aux opérations,
- les autorisations de dépenses, les titres de recettes et les ordres de dépenses concernant les frais de fonctionnement des Commissions de contentieux de la Sécurité sociale,
- les ordres des dépenses, les titres de recettes, engagements, dégagements ordres de reversement, bordereaux et pièces justificatives correspondantes, ainsi que toutes pièces comptables concernant :
  - le Fonds National de Gestion,
  - le Fonds National de Prévention des Accidents du Travail à l'exception du budget d'intervention,
  - le Fonds National de l'Action Sanitaire et Sociale pour les comptes autres que SM 65515 et SM 265217,
  - le Fonds National de Prévention, d'Éducation et d'Information sanitaires.

- les notifications de dotations de fonctionnement et les avances en capital accordées à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France, aux Caisses d'Assurance Retraite et de Santé au Travail, aux Caisses Générales de Sécurité Sociale, aux Caisses Primaires, aux Directions Régionales du Service Médical, aux Unions pour la Gestion des Établissements des Caisses d'Assurance Maladie et aux Centres de Traitements Informatiques, dans le cadre des fonds nationaux susvisés,
- la recette et la diffusion des produits informatiques nationaux dont la Direction déléguée aux opérations est maître d'ouvrage.

En matière de budget de gestion, délégation est accordée à Mme Aurélie COMBAS RICHARD pour :

- approuver, dans la limite du budget exécutoire du Fonds National de Gestion et dans le respect des contrats pluriannuels de gestion conclus entre chaque organisme et la Caisse nationale de l'assurance maladie, les budgets primitifs et rectificatifs des Caisses Primaires d'Assurance Maladie, de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France et des Caisses Générales de Sécurité Sociale, des Centres des Traitements Informatiques ainsi que toute modification budgétaire adoptée par les conseils de ces organismes,
- approuver les budgets des organismes communs à plusieurs branches (unions et fédérations) dans la mesure où la Caisse nationale de l'assurance maladie contribue majoritairement au financement de l'organisme commun,
- effectuer les virements de crédits à l'intérieur des groupes de dépenses suivants pour lesquels il existe un principe de fongibilité prévu par la Convention d'Objectifs et de Gestion :
  - pour le budget du FNG :
    - les dépenses de personnel,
    - les autres dépenses de fonctionnement,
    - les dépenses d'investissements immobiliers et autres objets,
    - les dépenses d'investissements informatiques.

En matière de budget d'intervention (ASS), délégation est accordée à Mme Aurélie COMBAS RICHARD pour :

- approuver dans la limite du budget exécutoire du Fonds National d'Action Sanitaire et Sociale et dans le respect des contrats pluriannuels de gestion conclus avec la Caisse nationale de l'assurance maladie, les budgets primitifs et rectificatifs des Caisses Primaires d'Assurance Maladie, de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France et des Caisses Générales de Sécurité Sociale, ainsi que toute modification budgétaire adoptée par les conseils de ces organismes,
- approuver les budgets primitifs et rectificatifs ainsi que toute modification adoptée par les conseils des organismes gestionnaires des œuvres gérées par les Caisses Primaires d'Assurance Maladie et de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France,
- effectuer les virements de crédits à l'intérieur des groupes de dépenses suivants du budget du FNASS pour lesquels il existe un principe de fongibilité :
  - section de fonctionnement relative à l'action sanitaire et sociale,
  - section de fonctionnement relative aux actions conventionnelles.
- signer les conventions de financement des associations nationales à caractère sanitaire et social relatives aux subventions de fonctionnement, qui ont reçu préalablement le visa favorable du directeur général.

En matière d'opérations immobilières tertiaires relevant du budget de gestion, délégation est donnée à Mme Aurélie COMBAS RICHARD pour signer :

- la notification aux organismes des décisions de principe portant sur l'opportunité d'une opération immobilière relative à un relogement de siège d'organisme, une acquisition de terrain, une acquisition d'immeuble, une VEFA, un crédit-bail, un échange d'immeuble, une réhabilitation lourde, qui auront reçu préalablement le visa favorable du directeur général,
- la notification aux organismes des autorisations de programme des opérations immobilières de construction d'immeuble, d'acquisition de terrain, d'acquisition d'immeuble, de VEFA, de crédit-bail, d'échange, de réhabilitation lourde, qui auront reçu préalablement le visa favorable du Directeur général,
- la notification aux organismes des autorisations de programme relatives aux travaux de réhabilitation, de rénovation, d'aménagement, de mise en sécurité et en conformité, de réadaptation, de restructuration d'un montant dans la limite de 5 000 000 € TTC,
- la notification aux organismes des décisions de vente d'immeuble pour les cessions dans la limite de 2 000 000 € TTC,
- la notification aux organismes des décisions de prise à bail de locaux dans la limite d'un loyer annuel principal de 500 000 € TTC,
- la notification aux organismes des autorisations de désignation des maîtres d'œuvre et autres intervenants relative aux opérations immobilières,
- la notification aux organismes des autorisations de programme complémentaires lorsque la nature et le pourcentage des dépassements sont les suivants :
  a) dépassements résultant de la hausse légale des prix, pour la totalité de la dépense,
  b) dépassements constatés au résultat de l'appel d'offres entre le montant des offres retenues et celui de l'estimation des travaux, dans la limite de 10 % du montant des travaux précédemment autorisés,
  c) dépassements relatifs à l'exécution de fondations spéciales et prestations supplémentaires exigées par des nouvelles réglementations techniques et de sécurité pour la totalité de la dépense,
  d) dépassements relatifs aux imprévus de chantier (VRD-branchements divers, mesures de sécurité, abords, etc…) dans la limite de 10 % du montant des travaux autorisés.
  e) modifications de programme dans la limite de 5 % du montant des travaux autorisés,
  f) travaux modificatifs et imprévus concernant les aménagements d'immeubles, dans la limite de 15 % du montant des travaux autorisés,
  g) dépassements liés à des contentieux avec les entreprises ou différents intervenants dans la limite de 10 % du marché ou du contrat,
- la notification aux organismes des autorisations de programme complémentaires après visa favorable préalable du directeur général, lorsque les pourcentages des dépassements sont supérieurs à ceux indiqués dans les rubriques b, d, e, f et g, du paragraphe précédent,
- la notification aux organismes des ouvertures de crédit relatives aux opérations immobilières autorisées et dans la limite des autorisations de programme qui leur ont été attribuées.

En matière d'opérations immobilières relevant du budget d'intervention, délégation est accordée à Mme Aurélie COMBAS RICHARD pour signer :

- la notification aux organismes autres que les UGECAM :
  - des décisions de principe portant sur l'opportunité d'une opération mobilière ou immobilière relative à une acquisition de terrain, un relogement de siège, la reconversion ou la délocalisation d'un établissement de soins ou médico-social, une réhabilitation lourde, l'acquisition d'équipements lourds, qui ont reçu préalablement le visa favorable du directeur général,
  - des ouvertures d'autorisations de programme correspondantes, qui ont reçu préalablement le visa favorable du directeur général,

- la notification aux organismes autres que les UGECAM des ouvertures d'autorisations de programme relatives aux travaux de réhabilitation, de rénovation, d'aménagement, de mise en sécurité et en conformité, de réadaptation, de restructuration, d'un montant supérieur à 700 000 € TTC, qui auront reçu préalablement le visa favorable du directeur général,
- la notification aux organismes autres que les UGECAM des ouvertures d'autorisations de programme relatives aux travaux de réhabilitation, de rénovation, d'aménagement, de mise en sécurité et en conformité de réadaptation, de restructuration, d'un montant allant jusqu'à 700 000 € TTC, après information du Directeur Général dans le cadre du plan annuel immobilier,
- la notification aux organismes autres que les UGECAM des décisions de vente d'immeuble pour les cessions dont le prix est supérieur à 700 000 € TTC, après visa favorable préalable du directeur général,
- la notification aux organismes autres que les UGECAM des autorisations de programme complémentaires lorsque la nature et le pourcentage des dépassements sont les suivants :
  a) dépassements résultant de la hausse légale des prix, pour la totalité de la dépense,
  b) dépassements constatés au résultat de l'appel d'offres entre le montant des offres retenues et celui de l'estimation des travaux, dans la limite de 10 % du montant des travaux précédemment autorisés,
  c) dépassements relatifs à l'exécution de fondations spéciales et prestations supplémentaires exigées par des nouvelles réglementations techniques et de sécurité pour la totalité de la dépense,
  d) dépassements relatifs aux imprévus de chantier (VRD-branchements divers, mesures de sécurité, abords, etc…) dans la limite de 10 % du montant des travaux autorisés,
  e) modifications de programme dans la limite de 5 % du montant des travaux autorisés,
  f) travaux modificatifs et imprévus concernant les aménagements d'immeubles, dans la limite de 15 % du montant des travaux autorisés,
  g) dépassements liés à des contentieux avec les entreprises ou différents intervenants dans la limite de 10 % du marché ou du contrat,
- la notification aux organismes autres que les UGECAM,
- des autorisations de programme complémentaires après visa favorable préalable du directeur général, lorsque les pourcentages des dépassements sont supérieurs à ceux indiqués dans les rubriques b, d, e, f et g, du paragraphe précédent.

En matière de commande publique et dans le cadre des opérations intéressant la Direction déléguée aux opérations, délégation de signature est accordée à Mme Aurélie COMBAS RICHARD pour signer tout acte relatif à la passation ou à l'exécution des contrats, avenants ainsi que les conventions et/ou bons de commande auprès des centrales d'achat, à l'exception :

- des actes d'engagement des contrats dont le montant est supérieur à 10 millions € TTC ainsi que des actes attachés suivants :
  - actes de sous-traitance remis dès le stade des offres,
  - mises au point,
  - avenants.
- des conventions et/ou bons de commande auprès des centrales d'achat, supérieurs à 10 millions € TTC.
- des avenants entrainant un dépassement par le contrat du seuil de 10 millions € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie, délégation générale de signature est accordée à Mme Aurélie COMBAS RICHARD.

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel Santé - Protection sociale - Solidarité.
Signé : Thomas FATÔME, directeur général.

Caisse nationale de l'assurance maladie

**Décisions portant délégation de signature du directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie**

NOR : TSSX2430298S

Direction des risques professionnels.

Le directeur général, M. Thomas FATÔME, délègue sa signature à des agents de la caisse dans les conditions et limites fixées ci-dessous.

DIRECTION DES RISQUES PROFESSIONNELS (DRP)

Mme **Anne THIÉBEAULD**
Décision du 18 mars 2024

La délégation de signature accordée à Mme Anne THIÉBEAULD par décision du 17 août 2020 est abrogée.

Délégation de signature est accordée à Mme Anne THIÉBEAULD, directrice des risques professionnels, pour signer :

- la correspondance courante de la Direction des risques professionnels, à l'exception des courriers, qui, de par leur nature, doivent être signés par le directeur général de la CNAM ;
- les circulaires, les lettres réseau, les enquêtes/questionnaires, relatives aux risques professionnels, à l'exception de celles qui, de par leur nature, doivent être signées par le directeur général de la CNAM ;
- les attributions de dotations nécessaires aux caisses d'assurance retraite et de la santé au travail, à la Caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-France, aux caisses générales de sécurité sociale, et aux caisses de sécurité sociale pour accorder des ristournes sur cotisations ;
- la certification du service fait ou la réception des biens pour les dépenses ordonnancées par la Direction concernée ;
- les ordres de dépenses, titres de recettes, engagements, dégagements ordre de reversement, bordereaux et pièces justificatives concernant les dépenses prises en charge sur le Fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, sur le Fonds national des accidents du travail et des maladies professionnelles, sur le Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et sur le Fonds d'investissement pour la prévention de l'usure professionnelle ;
- les conventions nationales d'objectifs (CNO) et leurs avenants, approuvés par les comités techniques nationaux ;
- les conventions concernant la branche des accidents du travail et des maladies professionnelles, dans la limite de 50 000 € et après visa favorable du directeur général pour les conventions financières d'un montant supérieur à 50 000 € ;
- les conventions et mémoires devant toutes les juridictions, s'agissant des contentieux en rapport avec les risques professionnels ;

- les décisions d'agrément des ingénieurs-conseils, des contrôleurs de sécurité, des conseillers enquêteurs (compte professionnel de prévention) et des inspecteurs tarification, ainsi que les courriers relatifs à la délivrance des autorisations provisoires et des agréments des agents chargés du contrôle de l'application des législations visées à l'article L. 114-10 du Code de la sécurité sociale,
- la recette et la diffusion des produits informatiques nationaux dont la Direction des risques professionnels est maître d'ouvrage.

En matière de budget d'investissement et d'intervention concernant les fonds précités, la délégation de signature est accordée à Mme Anne THIÉBEAULD, directrice des risques professionnels, pour signer :

- les notifications de dotations et d'avances en capital aux caisses d'assurance retraite et de la santé au travail, à la Caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-France, aux caisses générales de sécurité sociale et aux caisses de sécurité sociale ;
- les virements de crédits, à l'intérieur de tous les comptes de la section de fonctionnement, sans que cela puisse entraîner un dépassement du budget approuvé ;
- les notifications de subventions à l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) et au groupement de l'Institution Prévention de la sécurité sociale pour l'Europe (EUROGIP).

En matière de budget concernant le FNPAT et le FIPU, délégation de signature est accordée à Mme Anne THIÉBEAULD, directrice des risques professionnels, pour signer :

- les virements de crédits à partir du compte 06920 « crédits à répartir » vers tout compte de classe 6 « dépenses de fonctionnement ».

En matière de commande publique, et dans le cadre des opérations intéressant la Direction des risques professionnels, délégation de signature est accordée à Mme Anne THIÉBEAULD, pour signer tout acte relatif à la passation ou à l'exécution des contrats, avenants ainsi que les conventions et/ou bons de commande auprès des centrales d'achat, à l'exception :

- des actes d'engagement des contrats dont le montant est supérieur à 10 millions € TTC ainsi que des actes attachés suivants :
  - actes de sous-traitance remis dès le stade des offres,
  - mises au point,
  - avenants.
- des conventions et/ou bons de commande auprès des centrales d'achat, supérieurs à 10 millions € TTC ;
- des avenants entrainant un dépassement par le contrat du seuil de 10 millions € TTC.

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel Santé - Protection sociale - Solidarité.
Signé : Thomas FATÔME, directeur général.

M. **Laurent BAILLY**
Décision du 18 mars 2024

La délégation de signature accordée à M. Laurent BAILLY par décision du 10 janvier 2023 est abrogée.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice des risques professionnels, délégation de signature est accordée à M. Laurent BAILLY, adjoint à la directrice des risques professionnels, pour signer :

- la correspondance générale de la Direction des risques professionnels, à l'exception des courriers, qui, de par leur nature, doivent être signés par le directeur général de la CNAM ;

- les circulaires, les lettres réseau, les enquêtes/questionnaires, relatives aux risques professionnels, à l'exception de celles qui, de par leur nature, doivent être signées par le directeur général de la CNAM ;
- les attributions de dotations nécessaires aux caisses d'assurance retraite et de la santé au travail, à la Caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-France, aux caisses générales de sécurité sociale, et aux caisses de sécurité sociale pour accorder des ristournes sur cotisations ;
- la certification du service fait ou la réception des biens pour les dépenses ordonnancées par la Direction concernée ;
- les ordres de dépenses, titres de recettes, engagements, dégagements, ordre de reversement, bordereaux et pièces justificatives concernant les dépenses prises en charge sur le Fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, sur le Fonds national des accidents du travail et des maladies professionnelles, sur le Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et sur le Fonds d'investissement pour la prévention de l'usure professionnelle ;
- les conventions nationales d'objectifs (CNO) et leurs avenants, approuvés par les comités techniques nationaux ;
- les conventions concernant la branche des accidents du travail et des maladies professionnelles, dans la limite de 50 000 € et après visa favorable du directeur général pour les conventions financières d'un montant supérieur à 50 000 € ;
- Les conventions et mémoires devant toutes les juridictions, s'agissant des contentieux en rapport avec les risques professionnels ;
- les décisions d'agrément des ingénieurs-conseils, des contrôleurs de sécurité, des conseillers enquêteurs (compte professionnel de prévention) et des inspecteurs tarification, ainsi que les courriers relatifs à la délivrance des autorisations provisoires et des agréments des agents chargés du contrôle de l'application des législations visées à l'article L. 114-10 du Code de la sécurité sociale.

En matière de budget d'intervention concernant les fonds précités, en cas d'absence ou d'empêchement de la directrice des risques professionnels, délégation est accordée à M. Laurent BAILLY, pour signer :

- les notifications de dotations et d'avances en capital aux caisses d'assurance retraite et de la santé au travail, à la Caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-France, aux caisses générales de sécurité sociale et aux caisses de sécurité sociale ;
- les virements de crédits, à l'intérieur de tous les comptes de la section de fonctionnement, sans que cela puisse entraîner un dépassement du budget approuvé ;
- les notifications de subventions à l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) et au groupement de l'Institution prévention de la sécurité sociale pour l'Europe (EUROGIP).

En matière de budget concernant le FNPAT et le FIPU, en cas d'absence ou d'empêchement de la directrice des risques professionnels, délégation est accordée à M. Laurent BAILLY, pour signer :

- les virements de crédits à partir du compte 06920 « crédits à répartir » vers tout compte de classe 6 « dépenses de fonctionnement ».

En matière de commande publique et dans le cadre des opérations intéressant la Direction des risques professionnels, délégation de signature est accordée à M. Laurent BAILLY, pour signer :

- tout acte, décisoire ou de gestion, relatif à la passation ou à l'exécution des contrats, avenants ainsi que les conventions et/ou bons de commande auprès des centrales d'achat :
  - lorsque ces derniers sont inférieurs ou égaux à 5 millions € TTC, excepté le visa de l'opportunité de lancer les marchés et les commandes supérieurs à 50 000 € TTC (notes d'opportunité ou procès-verbaux du comité interne dédié de la Direction).

- uniquement les actes de gestion relatifs à la passation ou à l'exécution des contrats, avenants ainsi que les conventions et/ou bons de commande auprès des centrales d'achat :
  - lorsque ces derniers sont supérieurs à 5 millions € TTC, excepté le visa de l'opportunité de lancer les marchés et les commandes supérieurs à 50 000 € TTC (notes d'opportunité ou procès-verbaux du comité interne dédié de la Direction).

Les actes de gestion concernés s'entendent par opposition aux actes à caractère décisoire et comprennent notamment :

- les notes d'opportunités inférieures ou égales à 50 000 € TTC ;
- les lettres d'invitation à soumissionner (ou de « consultation ») ou à participer au dialogue (procédures restreintes) ;
- les lettres de cadrage (dialogue compétitif) ;
- les lettres d'invitation à remettre une offre finale (procédures négociées) ;
- les demandes de compléments, précisions, clarifications, régularisation, adressées par la CNAM aux candidats ou soumissionnaires ;
- les renseignements complémentaires apportés par la CNAM sur le dossier de consultation ;
- les projets de rapport de présentation ;
- les réponses aux demandes des motifs de rejet par les soumissionnaires non retenus ;
- les demandes des certificats et attestations pour la vérification des interdictions de soumissionner aux candidats retenus (procédure restreinte) ou à l'attributaire (procédure ouverte).

En matière de commande publique, dans le cadre des opérations intéressant la Direction des risques professionnels et en cas d'absence ou d'empêchement de la directrice des risques professionnels, délégation de signature est accordée à M. Laurent BAILLY pour signer à sa place tout acte relatif à la passation ou à l'exécution des contrats, avenants ainsi que les conventions et/ou bons de commande auprès des centrales d'achat, à l'exception :

- des actes d'engagement des contrats dont le montant est supérieur à 10 millions € TTC ainsi que des actes attachés suivants :
  - actes de sous-traitance remis dès le stade des offres ;
  - mises au point ;
  - avenants.
- des conventions et/ou bons de commande auprès des centrales d'achat, supérieurs à 10 millions € TTC ;
- des avenants entrainant un dépassement par le contrat du seuil de 10 millions € TTC.

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel Santé - Protection sociale - Solidarité.
Signé : Thomas FATÔME, directeur général.

DÉPARTEMENT DE LA PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS (DPRP)

Mme **Julie BASTARD**
Décision du 3 juin 2024 - *date d'effet le 1er janvier 2024*

La délégation de signature accordée à Mme Julie BASTARD par décision du 17 août 2020 est abrogée.

Délégation de signature est accordée à Mme Julie BASTARD, responsable du Département de la prévention des risques professionnels au sein de la Direction des risques professionnels (DRP/DPRP), pour signer, à compter du 1er janvier 2024 :

- la correspondance courante du Département ;
- la certification du service fait ou la réception des biens, ordonnancées par le Département ;
- les demandes de remboursement relatives aux frais de déplacement et pertes de salaires des membres de CTN.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mme Anne THIÉBEAULD, directrice des risques professionnels et de M. Laurent BAILLY, adjoint à la directrice des risques professionnels, la délégation de signature est accordée à Mme Julie BASTARD, responsable du Département de la prévention des risques professionnels, pour signer :

- les décisions d'agrément des ingénieurs-conseils et contrôleurs de sécurité.

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel Santé - Protection sociale - Solidarité.
Signé : Thomas FATÔME, directeur général.